

ORGANE DU COMITÉ CENTRAL
DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Pour la reconstruction de la 4^e Internationale

LA VÉRITÉ

AVRIL 1972 • N° 556

Stéphane JUST : ampleur et limites de la coopération contre-révolutionnaire • **G. BOBROWSKI** : premier pas vers l'Europe socialiste, la révolution politique en Pologne a commencé • **Jean-Jacques MARIE** : Après le congrès de la F.E.N. • **Gérard BLOCH** : un acte scissionniste ; de patients efforts... mal récompensés • **Octave BOISGONTIER** : sur la question des forces productives • **F. ESCOBAR** : l'Assemblée populaire.

LE NUMÉRO : 6 FRANCS

LA VERITE

organe du Comité central
de l'Organisation Communiste
Internationaliste

*(pour la reconstruction
de la IV^e Internationale)*

section française du Comité international
de la IV^e Internationale

Rédaction et administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
75 - Paris (10^e)

TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE
EN PAGE 298

Le Directeur de la Publication : M. P. LAMBERT.

Imp. CAVILLON — 93 - Clichy-sous-Bois

A nos lecteurs...

La rédaction de **la Vérité** s'excuse auprès de ses lecteurs et abonnés du retard apporté à la parution de ce numéro. Les difficultés qui entravent une parution tout à fait régulière de **la Vérité** ne sont sans doute pas encore toutes surmontées ; nous croyons pourtant que des progrès ont été réalisés et nous apporterons tous nos soins à en faire de nouveaux dans cette voie.

Nous espérons que ce numéro 556, avec l'ensemble d'analyses et de documents qu'il va leur fournir, sera un instrument utile entre les mains des militants ouvriers d'avant-garde.

Pour le comité de rédaction,

Gérard Bloch.



La hausse des tarifs d'imprimerie nous oblige à **fixer à 6 F le prix de ce numéro d'environ 240 pages**. Cependant, nous laissons provisoirement à **20 F le tarif des abonnements**. Un abonnement dure le temps de la parution de cinq numéros ; cela veut dire que nos abonnés ne paieront le numéro que 4 F, soit une réduction de 33 %.

Pour profiter du tarif actuel, pour soutenir l'effort de **la Vérité**

ABONNEZ-VOUS !

RÉABONNEZ-VOUS !

(même par anticipation)

A " LA VÉRITÉ "

Par accord spécial avec la librairie de la SELIO, nous sommes également en mesure d'offrir des abonnements forfaitaires comportant, en supplément, un certain nombre d'ouvrages avec des réductions importantes :

Formule B — EN VERSANT 29 F, vous recevrez franco de port :

- un abonnement de 5 numéros à **La Vérité** (20 F) ;
- « **Bas les pattes devant la révolution en Pologne** », brochure du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est (5 F) ;
- « **Le printemps des peuples commence à Prague** », de Pierre Broué (9 F), soit une valeur de 34 F.

Formule C — EN VERSANT 31 F, vous recevrez franco de port :

- un abonnement de 5 numéros à **La Vérité** (20 F) ;
- le numéro spécial de **La Vérité** sur « **La Commune de Paris** » n° 552 (5 F) ;
- « **La grève générale** », de François de Massot (12 F), soit une valeur de 37 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT A " LA VÉRITÉ "

A remplir et à retourner, avec la somme correspondante, en chèque postal de virement (3 volets) au C.C.P. BLOCH PARIS 606-23 ; en chèque bancaire ou en mandat-poste, libellé au nom de BLOCH, à la **Vérité**, 39, rue du faubourg du Temple, Paris-10°.

NOM

PRENOM

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie)

- Non abonné, je souscris un abonnement à **la Vérité** à partir du n° (1).
- Abonné à **la Vérité**, je prolonge mon abonnement de cinq numéros (1).
- Je désire simplement m'abonner et verse 20 F ci-joint (2).
- Je choisis la formule B, et verse 29 F (2).
- Je choisis la formule C, et verse 31 F (2).

(1) Rayer l'une de ces deux formules.
(2) Rayer deux de ces trois formules.

RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE DE LA COLLECTION COMPLÈTE DE " LA VÉRITÉ " (numéros depuis Octobre 1958)



Mise en souscription de la première série

A la suite de la publication, dans notre dernier numéro (554-555), de la table analytique de **La Vérité** depuis octobre 1958, nous avons reçu de nombreuses demandes de la part de nos lecteurs, qui concernaient tel ou tel numéro ancien et que nous n'avons malheureusement pu satisfaire que très rarement.

Nous avons ainsi été amenés à envisager la réimpression photographique de la collection complète, réédition à réaliser par séries successives.

La première série comptera les huit numéros parus en format 21 x 27 d'octobre 1958 à mai 1961, soit plus de 300 pages de texte serré. Vous y trouverez un certain nombre d'articles dont beaucoup d'entre vous ont très probablement entendu parler mais que peu ont lu :

- les trois articles de P. Lambert sur les problèmes du parti ;
- « **Le dossier de la laïcité** » et « **Indépendance nationale et révolution** », de P. Lambert également ;

- « Y a-t-il encore une classe ouvrière ? » et « Compromis et principes », de F. Forge ;
- « Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des conseils ouvriers » et « L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois », de F. Manuel ;
- « Marxisme, philosophie et science », de G. Bloch, et bien d'autres articles.

Chaque exemplaire sera broché à part, l'ensemble étant présenté dans un boîtier cartonné.

Le prix après parution sera d'au moins 65 F. Pour en faciliter l'achat aux militants ouvriers et jeunes, nous sommes parvenus à en fixer le prix de souscription à seulement 47 F.

La parution en est prévue pour septembre 1972 ; la date définitive de parution ne pourra toutefois être fixée que selon l'arrivée des souscriptions.

RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE DE " LA VÉRITÉ "

(à partir du numéro d'Octobre 1958)

Bulletin de souscription à la première série

NOM

PRENOM

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie)

.....

A remplir et à retourner, avec la somme de 47 F en chèque postal de virement (3 volets) pour le C.C.P. BLOCH PARIS 16 913-99 ; chèque bancaire ou mandat-poste libellé au nom de BLOCH, la Vérité, 39, rue du faubourg du Temple, Paris-10^e.

AMPLEUR ET LIMITES DE LA COOPERATION CONTRE - REVOLUTIONNAIRE

par Stéphane JUST

CONSTAT DE FAILLITE

Le 15 août 1971, Nixon déclarait que le dollar serait désormais inconvertible, que ce soit en or ou en monnaies étrangères. En même temps, il exigeait que les pays capitalistes d'Europe et le Japon supportent une part plus grande des charges économiques et militaires que nécessite « la défense du monde libre ». Il affirmait que cela devait se traduire par la réévaluation des monnaies « fortes » (principalement le yen et le mark), ce qui faciliterait les exportations américaines, et au contraire handicaperait les exportations allemandes et japonaises sur le marché mondial. En attendant, il instituait une taxe de 10 % frappant les marchandises exportées aux Etats-Unis, déchirant ainsi ce qui restait des accords de

Bretton Woods conclus au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Ces derniers mois, de nombreux organes de presse ont rappelé le contenu de ces derniers accords (1) ; en pratique, le dollar devenait le moyen de paiement universel, le rapport des autres monnaies à l'or s'effectuant par la médiation du dollar, librement convertible en or : par consentement mutuel, la banque d'émission des Etats-Unis, la *Federal Reserve System Bank*, devenait la ban-

(1) Pour plus de précisions sur les accords de Bretton Woods, voir *Défense du trotskysme*, tome II, pp. 50 et 51, et *la Vérité*, n° 554-555, pp. 133-134. (N.D.L.R.)

que centrale du système impérialiste mondial. Mais ces mêmes organes omettent généralement d'expliquer quelle situation politique ces accords traduisaient dans le langage financier, et que le rôle qu'ils attribuaient au dollar n'était pas de même nature que celui joué par la livre sterling au XIX^e siècle.

L'expansion et le rôle mondial prépondérant du capital britannique avaient marqué la période où le mode de production capitaliste conquérait le monde entier, développant prodigieusement les forces productives, en Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Japon avant tout. C'était le temps du triomphe insolent du capital. Les Etats-Unis, eux, n'ont instauré leur hégémonie sans conteste, à l'issue de la deuxième guerre impérialiste mondiale, que sur la base de la faillite de leurs rivaux. Le capital européen et japonais, insolvable, en pleine décomposition, dut remettre à l'impérialisme américain le soin d'assurer sa survie. Celui-ci était en mesure d'assumer temporairement ce rôle parce que, au cours des décennies passées, il avait accumulé d'énormes réserves, en partie en s'emparant des dépouilles du capital européen décadent ; et il était obligé de le faire, car sa propre existence dépendait de la survie du système impérialiste mondial. Les accords de Bretton Woods ne prenaient leur sens que comme l'une des pièces essentielles du nouvel équilibre mondial. Mais c'est ce même équilibre que s'efforçaient d'étayer les accords de Postdam et de Yalta, par lesquels les représentants de la coalition impérialiste victorieuse, dirigés par les Etats-Unis, tentaient avec la bureaucratie du Kremlin de définir une politique susceptible de

contenir le prolétariat mondial, avant tout celui des pays capitalistes avancés d'Europe. Avec les accords de Bretton Woods, l'impérialisme américain se proposait, sinon de redonner santé et jeunesse au système capitaliste mondial, en tout cas d'éviter que ne s'effondrent les vieilles puissances impérialistes menacées par le prolétariat de leur propre pays.

Naturellement, tout autant que la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain défendait ses intérêts spécifiques. Tandis que celle-ci étendait son contrôle sur les divers pays de l'Europe de l'Est, le capital américain, de son côté, pénétrait tous les pays capitalistes du monde, à commencer par ceux de la coalition impérialiste vaincue, mais aussi l'Angleterre, la France et autres pays « alliés ».

Trotsky écrivait dès 1924, dans *Europe et Amérique* :

« Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre, et à plus forte raison l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise, à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie euro-

péenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre. » (2)

Ce n'est que partiellement que l'impérialisme américain a pu mettre en œuvre ce programme à la fin de la deuxième guerre mondiale. Il lui a fallu, par crainte du prolétariat européen, soutenir efficacement, en Europe occidentale et au Japon, les bourgeoisies décadentes, aider à la restructuration de leur économie et de leur Etat. Ce qu'on appelle « l'économie » a son fondement dans les rapports sociaux entre les classes et à l'intérieur des classes qu'elle ne fait qu'exprimer sous une forme spécifique ; elle est directement affectée par les rapports politiques qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. C'est pourquoi il a fallu à l'impérialisme américain endosser les charges principales du soutien de l'économie capitaliste mondiale. Mais il ne s'est agi en aucune façon d'une nouvelle phase de développement du capitalisme comparable à celle qui avait été marquée par la prédominance du capital anglais. Les États-Unis n'ont pu renflouer pour un temps le système impérialiste mondial, lui donner un nouveau volant d'entraînement qu'en entretenant et en développant sans cesse un parasitisme sans précédent. On peut caractériser les vingt-cinq à trente dernières années, au point de vue économique, comme la période où la

gangrène, qui infecte le système impérialiste depuis la première décennie du XX^e siècle, s'est étendue au monde entier, après s'être emparée de l'Europe, et s'est infiltrée jusqu'au cœur de l'impérialisme le plus puissant. C'est la période où les dizaines et, au total, les centaines de milliards de dollars de crédits militaires et para-militaires injectés par l'Etat américain à l'économie capitaliste mondiale deviennent un volant indispensable à son fonctionnement.

Elle ne peut aujourd'hui moins que jamais s'en passer. Ces crédits s'ajoutent à toutes les dépenses parasitaires indispensables à la reconstruction, puis au soutien du système impérialiste et des Etats bourgeois des différents pays. La « crise du dollar » mesure le point atteint par la gangrène de l'impérialisme dans son bastion principal. Pablistes, renégats à la IV^e Internationale, révisionnistes de toutes sortes ont vu un nouvel et puissant essor des forces productives dans cette période où la décomposition du système impérialiste a atteint une ampleur et une profondeur inégalées. Nixon, plus réaliste, et pour cause, en suspendant la convertibilité du dollar, ne fait au fond que se déclarer en faillite. Il se retourne alors vers le capital européen et japonais et lui dit : « Les temps approchent où je te réduirai à la portion congrue. »

(2) Trotsky, *Europe et Amérique*, Editions Anthropos, p. 26.

DIFFERER L'HEURE DE LA VERITE

Après des mois de discussions, de pressions et de contre-pressions, un compromis a été élaboré. Relativement à l'or, le dollar a été dévalué de 8 %, le yen et le mark réévalués, l'un de 7,66 %, l'autre de 4,61 %, le florin et le franc belge de 2,76 %, la livre et le franc français gardant leur ancienne parité. Il est amusant de voir le mark « réévalué », alors qu'en 1971 la hausse des prix a atteint en Allemagne fédérale environ 5,5 %, ou le yen, alors que cette même hausse des prix a atteint 7,4 % au Japon, etc. La dévaluation de 8 % du dollar est, en revanche, dérisoire ; en 1934, le dollar, beaucoup moins obéré par l'inflation, avait été dévalué de près de 50 %.

Les marges de fluctuation, en plus et en moins, du dollar (au-delà desquelles les banques centrales sont contraintes d'intervenir sur le marché des changes pour rétablir son cours) passent en même temps de 1 % à 2,5 %. Des négociations se poursuivent par ailleurs, au moment où nous écrivons, en vue d'abaisser les tarifs douaniers qui enserrant l'Europe des Six, notamment les protections contre le marché mondial dont est entouré son marché agricole, et supprimer la taxe des 10 % sur les marchandises importées aux Etats-Unis. L'enjeu est considérable : pour la première fois depuis la fin du XIX^e siècle, la balance commerciale des U.S.A. est déficitaire ; Washington veut au moins rétablir l'équilibre. Les échanges commerciaux entre les pays capitalistes d'Europe, le Japon et les Etats-Unis seront ainsi perturbés, au détriment des premiers nommés, ils le seront aussi avec tous les pays du monde,

pays économiquement arriétés, U.R.S.S., Europe de l'Est compris. L'essentiel du compromis réalisé le 15 décembre est néanmoins ailleurs : la non-convertibilité directe du dollar (remboursement des dollars que détiennent les banques centrales par la *Federal Reserve System Bank*) et indirecte (les paiements des banques centrales au Fonds monétaire international ne pourront se solder en dollars) est maintenue de fait. En acceptant cette situation, les grandes puissances capitalistes admettent que le dollar (que les banques centrales doivent acheter massivement dès que son cours fléchit en dessous de 2,5 % du cours officiel) a un cours forcé à l'échelle internationale. Elles accumuleront encore et encore des dollars, contre lesquels elles émettront des francs, des marks, des yens, etc., ou qu'il leur faudra, sinon, racheter avec de l'or, alors que leurs réserves sont déjà à 80 % ou 90 % constituées de dollars, en d'autres termes de chèques sans provision.

C'est là une situation sans précédent, dont il faut mettre au jour les raisons. Elles sont simples : *la peur, la peur panique que s'ouvre l'heure de la vérité, la tentative de la repousser à plus tard, en pratiquant la fuite en avant.* Déjà, en annonçant que le dollar devenait officiellement inconvertible, Nixon a lancé un nouveau programme inflationniste de dépenses parasitaires, avant tout, naturellement, militaires. Alors même que la discussion de l'accord monétaire était encore en cours, le 8 décembre 1971, le comité des plans de défense de l'O.T.A.N. décidait que les pays européens y appartenant accroîtraient de un mil-

liard de dollars leurs dépenses militaires en 1972.

Mais l'impérialisme américain, gagné à son tour par la gangrène, n'en reste pas moins le pivot du système impérialiste mondial. Une crise économique majeure aux Etats-Unis amènerait infailliblement l'effondrement, la dislocation du marché mondial. Déjà, aux Etats-Unis et en Angleterre notamment, de grands trusts ont fait appel à l'Etat pour éviter la faillite (Penn Central, Rolls-Royce, Lockheed, Chantiers de la Clyde). Le chômage s'étend. Le compromis monétaire qui a été réalisé tente d'établir un palier susceptible de permettre une « relance » de l'éco-

nomie : en clair, une nouvelle phase d'extension du parasitisme, d'inflation massive sous l'impulsion des divers Etats bourgeois. Il est loin d'être certain que, même temporairement, ce moyen réussisse. De toute façon, le remède, à terme, aggravera le mal, en préparant une nouvelle dégradation du dollar et des autres monnaies. La « solution » inflationniste prépare une plus brutale et plus profonde dislocation du marché mondial et des échanges internationaux consécutive à la putréfaction du mode de production capitaliste, dont la crise du système monétaire international n'est qu'une manifestation.

PAS D'ISSUE POUR LA BOURGEOISIE SANS AFFRONTMENT AVEC LE PROLETARIAT

Du point de vue du capital financier, et principalement du capital financier américain, il existe bien des « solutions » : dévaluations massives et coordonnées des monnaies, économie de guerre, pénétration massive des marchandises et des capitaux en Europe de l'Est, en U.R.S.S. et en Chine.

Chacune de ces « solutions » exigerait du système impérialiste dans son ensemble, et de l'impérialisme américain en particulier, une maîtrise des rapports entre les classes qu'il ne possède pas. L'« assainissement » monétaire par des dévaluations massives et coordonnées impliquerait, à l'intérieur du système impérialiste, une unité qui n'existe pas. Déjà, les très timides réajustements

qui viennent de se faire ont donné, et donneront encore, lieu à d'âpres luttes. Que serait-ce au cas où des mesures draconiennes devraient être prises ? Ce sont des dizaines et des dizaines de milliards de dollars que possèdent les banques centrales d'Europe et du Japon. Ce sont encore des dizaines de milliards de dollars que possèdent les banques et les instituts financiers privés, les trusts industriels, les particuliers. Une masse énorme d'effets de commerce, de reconnaissances de dettes, d'obligations, de bons du trésor américains sont libellés en dollars. La simple dévaluation massive du dollar aboutirait à la banqueroute des Etats bourgeois des principales puissances impérialistes, à la ruine de millions de possédants dans le monde entier,

y compris aux Etats-Unis, à la liquidation de couches entières de la petite et moyenne bourgeoisie et jusqu'à celle de secteurs importants du grand capital. Quant au prolétariat des pays capitalistes économiquement avancés, il en serait réduit d'un seul coup à une condition misérable, équivalente à celle qui a été la sienne aux temps de l'accumulation primitive du capital.

Les bouleversements sociaux, les gigantesques luttes de classes qui dresseront les travailleurs et les masses paupérisées de tous les pays capitalistes, les déchirements internes à chaque bourgeoisie et entre les grandes puissances impérialistes qui en résulteraient ne peuvent même pas être sérieusement envisagés, à l'heure actuelle, par un quelconque gouvernement bourgeois. Aucun d'eux n'en a les moyens politiques. Le recours à l'économie de guerre nécessite également une situation politique qui ne peut se constituer que par une âpre lutte des classes. Il faut infliger au prolétariat des pays capitalistes avancés des défaites telles qu'il accepte la perspective à courte échéance d'une guerre impérialiste de grande ampleur, qui ne pourrait être dirigée que contre l'U.R.S.S. ou la Chine. Les sacrifices qu'impliquent pour le prolétariat la préparation immédiate d'une telle guerre (et encore moins ceux de la guerre elle-même) ne pourraient être consentis pacifiquement par celui-ci, la guerre menée par l'impérialisme américain au Vietnam l'a démontré. Encore faudrait-il que le capital financier américain impose sa discipline à toutes les puissances de la coalition

impérialiste, et aux différentes couches de la bourgeoisie aux Etats-Unis elles-mêmes.

Et si la bourgeoisie mondiale se félicite de voir, dans une certaine mesure, s'ouvrir une voie de pénétration à ses marchandises et à ses capitaux en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, si elle espère que la bureaucratie de Pékin entrouvrira, au cours des années qui viennent, les portes de l'économie chinoise à la pénétration capitaliste, ce ne sont encore que de bien insuffisants débouchés qui sont ouverts à l'impérialisme mondial en comparaison de ses besoins. Or ce peu suffit à tendre l'antagonisme entre le prolétariat des divers pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. et la bureaucratie parasitaire jusqu'à son point de rupture, comme en a témoigné le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais de décembre 1970 et de janvier 1971. La pénétration massive du capital, la libre circulation des capitaux et des marchandises dans ces pays est impossible sans la combinaison de l'intervention impérialiste et de guerres civiles inexpiables, qui ne pourraient être conduites victorieusement par l'impérialisme que s'il écrasait le prolétariat des pays capitalistes économiquement développés et que si la coalition impérialiste était disciplinée sous la férule de Washington.

Toutes les « solutions » impérialistes ont un même et unique dénominateur : l'affrontement avec le prolétariat, et, de façon décisive, avec les prolétariats des pays capitalistes économiquement développés.

LA GREVE DE LA GENERAL MOTORS ET LA « QUESTION HISTORIQUE » DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'Histoire a donné aux contradictions de classes en Europe une concentration explosive et déterminante. La puissance de l'impérialisme américain, les formidables réserves qu'il accumulait encore, alors même que les grandes puissances impérialistes d'Europe roulaient déjà vers l'abîme, lui ont permis de soutenir à bout de bras (avec, il est vrai, l'appui politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international) les impérialismes décadents. Désormais, l'impérialisme le plus puissant est lui aussi dans l'impasse, ce qui donne un nouvel aliment à tous les développements de la lutte des classes, que ce soit en Europe, au Japon, dans les pays sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, en Chine, ou dans les pays économiquement arriérés.

Il importe d'apprécier dans toute son ampleur la portée d'une grève comme celle de la General Motors, en 1970. En apparence, il s'agissait d'un mouvement concernant, certes, les travailleurs de la plus grande entreprise du monde, mais limité à des revendications « économiques ». En réalité, si l'on replace cette grève dans le cadre des problèmes que doit affronter l'impérialisme américain, elle acquiert l'envergure d'un événement politique d'importance mondiale. Trotsky, polémiquant contre Staline, expliquait que l'unité de l'économie (donc de la lutte de classes) à l'échelle mondiale, était organique et non mécanique, qu'elle s'exprimait précisément dans les particularités nationales (3). Si les

hommes politiques de la bourgeoisie américaine avaient quelque goût pour la réflexion théorique, ils apprécieraient, non sans amertume, la valeur de la méthode d'analyse de Trotsky. Certes, il n'est pas douteux que les grévistes de la General Motors n'entendaient pas s'engager sur la voie de la révolution socialiste. Aujourd'hui comme hier, le plus puissant prolétariat du monde n'a pas encore réussi à construire ses organisations politiques propres. Mais c'est justement pour lier à sa politique le prolétariat américain, pour l'empêcher de disposer de sa propre expression politique, que la bourgeoisie des États-Unis a dû payer un prix approprié : les hauts salaires, l'*american way of life* (qui, pourtant, n'ont évidemment pas été obtenus sans lutte par le prolétariat américain, s'organisant en puissants syndicats).

Ces concessions aux couches les plus importantes du prolétariat, elle a pu les consentir en raison même de ce qu'a été l'histoire des États-Unis. Il n'est pas possible de retracer ici cette histoire. Rappelons-en seulement quelques-uns des traits spécifiques : la richesse de leur territoire, l'absence de toute entrave qu'aurait constitué un mode de production an-

(3). Voir notamment la préface du 29 mars 1930 à l'édition française de *La révolution permanente*. On trouvera le passage correspondant dans *De la révolution*, Editions de Minuit, pp. 248-250 (N.D.L.R.).

térieur au développement du capitalisme, l'expansion quasi illimitée et sans obstacle à l'Ouest, l'apport constant de masses énormes d'émigrants venus de la vieille Europe, la possibilité, pendant des décennies, de pratiquer une politique isolationniste qui lui évita les énormes frais que les impérialismes européens, constamment aux prises les uns avec les autres, durent assumer. Tout cela fit que, dans la première période de la crise générale du système impérialiste mondial, les Etats-Unis purent mettre à profit cette crise elle-même pour s'emparer des dépouilles des impérialismes européens, tout en leur fournissant les moyens de leur destruction (jusqu'en 1940, les dépenses militaires des U.S.A. ne dépassaient pas 0,5 à 1 % du revenu national). La formidable concentration de capitaux réalisée à l'abri de ce genre d'« isolationnisme » devait engendrer son contraire : le besoin irrésistible d'une expansion universelle, d'une exportation massive de marchandises et de capitaux sur la terre entière. La décadence et la faillite des vieilles puissances impérialistes d'Europe contraignaient l'impérialisme américain à prendre en charge la reconstruction du système impérialiste mondial. Le pacifisme et l'antimilitarisme donnèrent naissance au plus fantastique appareil militaire de tous les temps. Le libéralisme, le droit des gens et des peuples à disposer d'eux-mêmes servirent d'ornement aux Etats-Unis dans leur nouveau rôle de gendarme contre - révolutionnaire mondial.

Les besoins objectifs que ressent l'impérialisme américain, le rôle de constructeur et de défenseur du système impérialiste mondial qu'il a dû assumer, la lutte pour réintro-

duire le mode de production capitaliste en Europe de l'Est, en U.R.S.S., en Chine, impliquent qu'il soit en mesure de mobiliser toutes les ressources de la société américaine, qu'il impose une centralisation de fer, qu'il tende tous les ressorts et écrase toutes les oppositions. Dès lors, il se heurte au passé, aux traditions américaines, à une grande partie, restée vivante, de son héritage historique. Jusqu'à présent, il a pu composer avec cet héritage dans le domaine des relations avec le prolétariat, des relations internes à la bourgeoisie, du système politique de la domination bourgeoise. Mais tout cela est désormais inadéquat.

Ce qui subsiste du fédéralisme, des traditions démocratiques qui font, par exemple, que sont connus, débattus dans la presse et sur les chaînes de télévision les crimes de l'armée américaine au Vietnam ou ses prévarications, et bien d'autres choses, est anachronique et intolérable pour le capital financier. Tout comme sont, à ses yeux, anachroniques et intolérables, du point de vue des fins qu'il poursuit, les rapports entre la présidence, la chambre des représentants, le sénat et ses commissions, qui ont les moyens de bloquer, à tout le moins de freiner le fonctionnement de la machine gouvernementale en fonction des divergences politiques et d'intérêts de telle ou telle couche de la bourgeoisie. Tout anachronique et intolérable que cela lui paraisse, l'impérialisme le tolère cependant et en tient compte. Sa politique se heurte, de ce fait, à certaines limites. Ainsi, l'intervention au Vietnam, conçue comme un premier pas vers la guerre contre la Chine, le déchaînement des bombes et du napalm devaient réduire à merci les

ouvriers et les paysans vietnamiens ; la résistance héroïque de ces derniers, ainsi que les nouveaux développements révolutionnaires, tant en Europe qu'en Asie et en Amérique latine, ont obligé l'impérialisme américain à réajuster sa politique. Mais ce qui l'y a contraint également, c'est son inaptitude à imposer au prolétariat américain les sacrifices qu'exigeraient une guerre contre la Chine et l'apocalypse atomique au Vietnam, c'est son incapacité à discipliner la bourgeoisie américaine, parce qu'il n'est pas politiquement en mesure d'imposer la centralisation, la tension de tous les ressorts, la mobilisation de toutes les ressources de la société américaine qu'une semblable aventure imposerait. Au contraire, les luttes des noirs américains rejoignent l'opposition croissante à la guerre au Vietnam ; et, dans ce cadre, la grève des travailleurs de la General Motors a eu la portée d'un « non » brutal du prolétariat américain à la politique des revenus que Nixon voulait mettre en œuvre. A partir de là s'accroissent les forces centrifuges au sein de la bourgeoisie américaine, jusqu'au sommet du grand capital lui-même.

Il serait naïf d'en conclure que l'impérialisme américain renonce aux objectifs qui lui sont dictés par ses besoins fondamentaux, y compris au Vietnam et à l'égard de la Chine. Il réajuste seulement sa politique. Mais il n'a plus la possibilité de maintenir la paix sociale sur son propre territoire, ou tout au moins d'y contenir la lutte des classes dans certaines limites, tout en poursuivant la réalisation des objectifs fondamentaux qui sont les siens. La crise du dollar est également la manifestation de cette contradiction. L'impéria-

lisme américain n'a plus les moyens de maintenir à la fois le *welfare state* et l'économie d'armements : l'Europe doit être mise à la portion congrue, de même le prolétariat américain. C'est, à une échelle incomparablement plus grande, le problème du beurre et des canons que Goebbels promettait à la fois au peuple allemand. Lorsque, le 15 août 1971, Nixon décrétait l'inconvertibilité du dollar, il annonçait en même temps le blocage au moins momentané des salaires. Cela revenait à dire que la classe dirigeante américaine ne pouvait se dispenser d'engager le combat contre son propre prolétariat. Sans que ce soit un préalable, mais comme l'une de ses composantes — l'une de ses composantes essentielles —, la politique mondiale de l'impérialisme américain ne peut désormais aboutir s'il ne résout sa « question historique » : détruire les conquêtes du prolétariat américain, briser sa puissance, en finir avec les traditions démocratiques, le fédéralisme, les rapports politiques antérieurs, imposer le centralisme le plus brutal, en un mot, instaurer le règne du « talon de fer » annoncé par le célèbre roman de Jack London en 1907.

Les perspectives mondiales se joueront tout autant au cours de cet affrontement que sur l'arène mondiale. Au centre même de ces perspectives, il y a les rapports entre l'impérialisme et le prolétariat des Etats-Unis. La grève de la General Motors a constitué l'un des premiers affrontements de cette lutte décisive pour toute l'humanité. Les exigences, les besoins objectifs les plus profonds et les plus vitaux de l'impérialisme américain sont mis en cause par le contenu, la signification, la

portée de cette grève. Elle constitue donc bien un événement politique d'ampleur et de conséquence mondiales. L'impérialisme américain est

conscient de ce que son ennemi le plus direct est dans son propre pays. Le prolétariat américain est en train de l'apprendre.

DES GRANDES GREVES A LA QUESTION DU POUVOIR

Il l'apprendra d'autant plus vite et clairement que s'intensifiera et se clarifiera la lutte des classes mondiale. La relation qui existe entre l'aggravation des contradictions de classes, des antagonismes politiques aux Etats-Unis et leur développement sur l'arène mondiale a un caractère objectif, en ce sens que, pour faire face aux luttes du prolétariat mondial et s'efforcer d'atteindre ses buts, l'impérialisme américain doit entreprendre d'intensifier l'exploitation et l'oppression du prolétariat et de toutes les couches travailleuses des Etats-Unis, de porter atteinte aux traditions, à l'héritage historique du pays, d'instaurer le règne du talon de fer. Il est donc clair qu'aux Etats-Unis, sous une forme spécifique, ce sont toutes les contradictions de la lutte des classes mondiale qui se concentrent.

Mais, si les relations entre les classes ont un fondement objectif, ce n'en sont pas moins des relations politiques. La capacité des prolétariats des autres pays à appréhender et à résoudre leurs problèmes influencera directement le cours de la lutte des classes aux Etats-Unis, la progression politique du prolétariat américain — et réciproquement. La crise du système monétaire international traduit et l'impuissance de l'impérialisme américain, et celle des impé-

rialismes décadents à maîtriser les rapports entre les classes ainsi que leur gangrène croissante. Plus immédiatement, l'échec de De Gaulle, la reprise de l'initiative politique par le prolétariat européen, au cours de la grève générale en France en mai-juin 1968, et, malgré l'intervention militaire des cinq armées du pacte de Varsovie, au cours du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, a précipité la crise de l'impérialisme et de son système monétaire. A son tour — bien que la montée du chômage, la hausse des prix, les malaises économiques et les troubles monétaires, si importants qu'ils soient, ne représentent, en regard de leurs développements à venir, que des signes annonciateurs, des prémisses — ce qu'il est convenu d'appeler la crise des moyens de paiement est un élément d'accélération de la lutte des classes, le prolétariat ayant repris l'initiative.

Les années 1969 et 1970 ont été marquées en Europe par de puissants mouvements de grève : l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et jusqu'à la Suède (le paradis social-démocrate) ont été les principaux théâtres de ces mouvements. En Amérique latine, depuis le mouvement des étudiants sauvagement réprimés au Mexique en septembre 1968, de grandes luttes se sont développées,

marquées par de sanglants affrontements avec la police qui, parfois, comme à Rosario en Argentine, ont été de véritables batailles de rue. La chute de Barrientos en Bolivie créait dans ce pays une situation révolutionnaire.

Mais brosser un tableau de la lutte des classes pendant ces années, ou en dresser le récapitulatif, n'est pas l'objet de cet article. L'important est ici de dégager les grandes lignes qui orientent les luttes de la classe ouvrière. Aussi faut-il remarquer que, même si, en France, après la grève générale de mai-juin 1968 et la chute de De Gaulle, des grèves, des mouvements se sont produits, ils n'ont pas atteint, et de loin, l'ampleur de la grève générale de mai-juin 1968, et ne sont pas comparables aux mouvements et aux grèves italiennes des années 1969-1970, pas même aux luttes des travailleurs britanniques avant la chute du gouvernement Wilson et immédiatement après la constitution du gouvernement tory. On constate, au cours de l'année 1971, qu'en Angleterre, comme en Italie, les grèves se sont faites moins nombreuses et moins importantes. Il s'agit là d'une tendance — d'une tendance et non d'un absolu — d'une très grande importance politique. Le prolétariat ne reflue pas, au contraire, il prend conscience des questions politiques qu'il doit affronter. La grève générale de mai-juin 1968 en France s'était réalisée à la vitesse d'un feu de poudre. A la conviction, acquise au cours d'années de grèves partielles, de grèves tournantes, de mouvements de 24 heures, que la mobilisation de la classe ouvrière dans sa totalité était nécessaire, se mêlait l'illusion que la grève générale se suffisait à elle-même, que, du

seul fait qu'il y avait dix millions de grévistes, gouvernement et patronat céderaient, que de Gaulle s'effondrerait. Les travailleurs avaient imposé la grève générale aux directions syndicales qui n'en voulaient pas, mais qui, une fois le mouvement devenu irréversible, se sont mises à sa tête : ils les laissèrent le diriger sans contrôle.

Des illusions semblables, sous une forme ou sous une autre, les travailleurs en ont connu, en Angleterre, en Italie et dans divers autres pays, en 1969-1970. Ils croyaient que des grèves puissantes suffiraient à faire reculer patrons et gouvernements et à obtenir que les revendications soient satisfaites. Ils imposaient la grève aux appareils syndicaux, qui dirigeaient néanmoins ces grèves et les fourvoyaient ou en limitaient la portée. En Italie, les appareils syndicaux s'unirent pour dévoyer la combativité de la classe ouvrière vers des grèves générales à répétition, tournantes par régions, par corporations, et cela pendant des mois. La récente grève des métallurgistes du Bade-Wurtemberg en Allemagne fédérale a eu des caractères similaires. Les métallurgistes du Bade-Wurtemberg, certains de leur force, estimaient pouvoir vaincre le patronat par leur grève. Ils l'ont imposée aux dirigeants qui n'en voulaient pas, mais qui se sont mis à sa tête et l'ont dirigée, en se gardant de l'étendre, ne serait-ce qu'aux métallurgistes de l'ensemble de l'Allemagne fédérale. Les métallurgistes du Bade-Wurtemberg n'ont pas été vaincus, mais ils ont dû se contenter d'un compromis. Vraisemblablement cette grève en annonce-t-elle d'autres qui seront autant de moments d'une prise de conscience des problèmes

politiques que le prolétariat allemand doit résoudre.

De l'analyse des grèves, des mouvements engagés au cours de ces dernières années ressort la tendance générale à une prise de conscience plus profonde : conscience de ce que faire grève ne suffit pas, qu'il faut, pour vaincre, combattre sur le terrain politique. La question du gouvernement, du régime social, est donc posée — non seulement dans les faits, dans le soubassement objectif de la société, tel qu'il résulte du pourrissement croissant du régime capitaliste, mais dans la conscience des travailleurs —, ainsi que celle des moyens pour la résoudre conformément aux intérêts des travailleurs, et ce d'autant plus nettement que s'accroît la crise de l'impérialisme. En ce monde dont l'unité contradictoire s'affirme, la question du régime social, du gouvernement une fois posée dans un pays, la relation du combat mené dans ce pays avec les luttes des travailleurs des autres pays devient alors obligatoirement un problème quotidien de la vie, de la lutte de classe du prolétariat.

Mais le développement de la lutte des classes dans le monde est toujours inégal. La grève générale française de mai-juin 1968 et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie ont montré quelles étaient les tendances générales du cours de la lutte des classes mondiale à ce moment et ont, comme telles, signalé un tournant dans cette lutte. Aujourd'hui, ce sont la constitution du soviet d'Irbid, édifié en septembre 1970 par les masses palestiniennes dans leur résistance au boucher Hussein, et surtout la formation de l'Assemblée populaire en Bolivie, sous l'impulsion du P.O.R.,

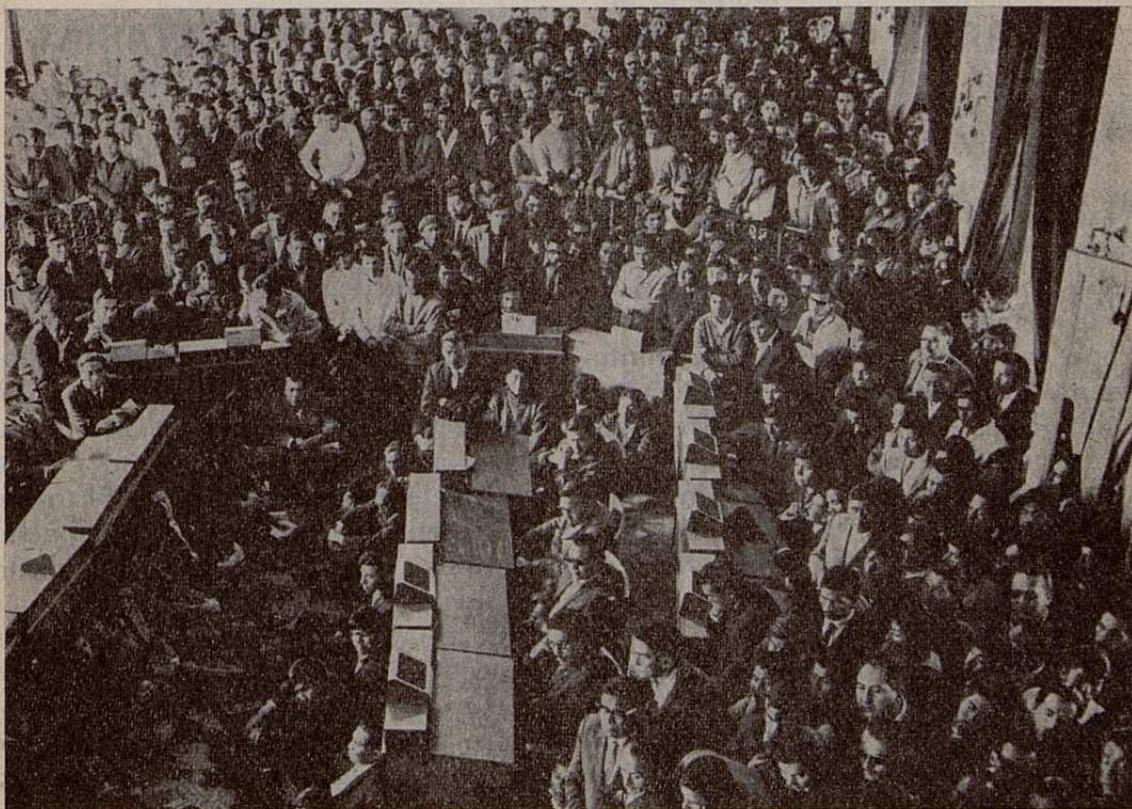
au printemps de 1971, enfin le surgissement des conseils ouvriers en Pologne, en décembre 1970 et janvier 1971, qui expriment les tendances générales du développement de la lutte des classes mondiale. Ce sont les signes irréfutables du caractère de la période ouverte en 1968, en même temps que la marque d'une nouvelle phase au sein de cette période.

Dans des pays aussi différents et éloignés, géographiquement, socialement, politiquement, que la Jordanie, la Bolivie et la Pologne, l'organisation des masses ouvrières et paysannes, la lutte contre l'impérialisme et les bourgeoisies « nationales », comme celle contre la bureaucratie parasitaire de Pologne, instrument de la bureaucratie du Kremlin, la lutte pour le pouvoir voit renaître les formes soviétiques d'organisation du prolétariat. Cette lutte se situe dans chaque pays à des niveaux divers, mais, partout, elle pose la question du pouvoir, qui ne peut être résolue que par l'instauration de la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des soviets, des conseils, si éloigné que le mouvement semble en être dans tel ou tel pays, et quelles que soient les phases par lesquelles il aura à passer.

Que partout se pose la question du pouvoir, que la solution en soit exclusivement la dictature du prolétariat, le pouvoir des soviets ou conseils, c'est là un des aspects de l'unité organique de la lutte des classes mondiale. C'est justement parce qu'ils participent du processus mondial de la révolution prolétarienne que les travailleurs d'un pays comme la Bolivie, un des plus arriérés économiquement et des moins peuplés d'Amérique du Sud, ont pu s'organiser au

sein de l'Assemblée populaire et engager la lutte pour la dictature du prolétariat ; et c'est précisément pour cette raison qu'il n'y avait pas d'autre issue pour eux. Se situant ainsi à l'avant-garde du mouvement, de la lutte du prolétariat de toute l'Amérique latine, ils étaient, par là même, l'expression la plus claire de ce mouvement. La portée de la lutte en Bolivie dépassait largement les fron-

tières de ce petit pays, elle concernait l'Amérique entière, Etats-Unis inclus. L'avenir de la révolution en Bolivie était étroitement lié à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, la prise du pouvoir par le prolétariat bolivien aurait donné une prodigieuse impulsion, dans leur propre lutte pour le pouvoir, aux autres prolétariats d'Amérique latine, et seule cette perspec-



tive pouvait unifier les travailleurs de toute l'Amérique latine dans le combat pour la défense de la révolution bolivienne, dans le mouvement même de leur lutte pour le pouvoir. Les Etats-Unis étaient directement concernés, et avec eux le monde entier. *A contrario*, tous les efforts faits pour écraser avant qu'elle ne vienne à terme la révolution prolétarienne en Bolivie le démontrent,

le coup d'Etat contre-révolutionnaire a été organisé, en coopération étroite, par les bourgeoisies latino-américaines les plus menacées, la C.I.A. et la clique militaire bolivienne. A la perspective, ouverte par le P.O.R., du gouvernement ouvrier et paysan, les staliniens ont opposé et opposent le « modèle » du Front populaire chilien, les gauchistes celui de la guérilla. Le P.O.R., seule force politique

en mesure d'unir hier, aujourd'hui et demain le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, est pour cette raison même l'objet des

plus virulentes attaques de la bourgeoisie, des staliniens, des renégats de la IV^e Internationale, et, il faut le dire, des dirigeants de la Socialist Labour League.

ATTAQUE CONCENTREE CONTRE LE PROLETARIAT POLONAIS

Mais il faut revenir ici sur le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais. Une fois encore, la démonstration en a été faite : l'Europe reste au centre des affrontements entre les classes, elle occupe une place centrale et décisive dans la lutte des classes mondiale. Elle est, répétons-le, le berceau du mode de production capitaliste et de l'impérialisme ; la bourgeoisie fut et reste incapable de l'unifier ; la crise de l'impérialisme a d'abord décomposé les vieilles puissances impérialistes ; le mouvement ouvrier mondial est lié par ses origines au mouvement ouvrier européen qui s'est constitué le premier et a conquis de fortes positions. Cela suffirait à donner à la lutte des classes en Europe une place primordiale. Mais, de plus, l'Europe est divisée en deux systèmes sociaux qui, à la longue, sont incompatibles, ce qui est également l'une des conséquences du rôle particulier que l'Europe a joué dans l'histoire de l'humanité. Et c'est en Europe que se nouent le plus directement les crises conjuguées de l'impérialisme, de la bu-

reaucratie du Kremlin et de son appareil international.

Les travailleurs polonais ont été l'objet de l'agression la plus caractérisée que la bureaucratie du Kremlin, dont la bureaucratie polonaise est l'instrument, et l'impérialisme aient montée à ce jour contre un quelconque prolétariat d'Europe pour tenter de desserrer les contradictions que leur crise conjointe noue en Europe. La hausse des prix de 30 % n'était que l'un des aspects de la tentative de la bureaucratie d'« assainir » l'économie polonaise en sacrifiant le droit à la vie du prolétariat, pour — en accord direct avec l'impérialisme, l'impérialisme allemand principalement, dont le besoin de faire pénétrer ses capitaux et ses marchandises en Europe de l'Est devient d'autant plus pressant que, dans le cadre de la crise dite monétaire, les Etats-Unis menacent de réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue — redonner toute leur force aux lois du marché, aller très loin vers la libre circulation des marchandises et des capitaux. Si, après l'exemple de la You-

goslavie, le moindre doute avait été permis, les mesures économiques prises par Gomulka en novembre 1970 donnaient tout leur sens aux « réformes de l'économie » élaborées par les bureaucraties parasitaires de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S.

La Vérité a maintes fois analysé la nature de la crise des bureaucraties parasitaires, de la gestion bureaucratique de la planification, il n'est pas utile d'y revenir longuement ici. Il convient pourtant de souligner que la crise du système impérialiste mondial aggrave la crise de la bureaucratie du Kremlin. La composition des échanges entre l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est, la Chine et les pays capitalistes économiquement développés est, en règle générale, la même qu'entre pays économiquement arriérés et pays avancés : d'un côté, exportation de matières premières, de l'autre, de produits et équipements industriels hautement élaborés. Or, parmi les premières manifestations de la crise qui menace, se trouve la détérioration de ce que l'on appelle « *les termes des échanges* » : le cours des matières premières et des produits peu élaborés s'effondre relativement à celui des produits hautement élaborés, la surproduction frappe d'abord ce type de marchandises. L'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est, la Chine sont ainsi entraînés dans le cycle de la concurrence à partir d'une position qui n'est pas concurrentielle. De plus, les réserves de devises de ces pays, même en dollars, sont très faibles. Il leur faut constamment solliciter des crédits.

L'essentiel n'est pourtant pas là. Il provient de la contradiction fonda-

mentale entre le mode de production social dont la révolution d'Octobre 1917 a jeté les bases, étendues par la suite à l'Europe de l'Est et à la Chine, et la couche parasitaire contre-révolutionnaire qui, détentrice du pouvoir politique, gère l'économie planifiée. La planification de l'économie sur la base de la propriété collective des moyens de production ne peut encore « *envoyer au diable le marché* » (4), la loi de la valeur et les catégories économiques qui s'y rattachent, mais ces catégories économiques doivent être utilisées par la direction de la planification afin d'orienter et de développer la production sociale dans le sens de la satisfaction des besoins sociaux. Mais cela ne peut être pleinement réalisé qu'autant que la classe des producteurs, le prolétariat, détient le pouvoir politique, et est ainsi en mesure d'élaborer et de contrôler l'application du plan, que toutes ses couches participent activement et consciemment à l'activité économique. C'est là une nécessité d'autant plus impérieuse que s'accroît la complexité de l'économie. En d'autres termes, la restauration de la dictature du prolétariat sous la forme de la démocratie soviétique est, du point de vue même du développement de l'économie, un besoin, d'autant plus pressant que croissent davantage les forces productives, le prolétariat étant, ne l'oublions pas, la principale force productive.

Par son caractère même, la bureaucratie du Kremlin va à l'encontre des besoins les plus profonds du développement économique, social

(4) Expression de Staline en 1932. Voir L. Trotsky, *La révolution trahie*, dans *De la révolution*, p. 489. (N.D.L.R.)

et politique en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est. La transformation des rapports sociaux en Europe de l'Est a été pour elle l'occasion de pillages, de mesures diverses d'oppression nationale, de tentatives de renforcer son autarcie économique. Chacune des bureaucraties satellites a, de son côté, utilisé jusqu'à la caricature les méthodes de la bureaucratie du Kremlin et, par ailleurs, s'est féroce-ment opposée aux bureaucraties des autres pays. Les distorsions économiques ont naturellement pris des proportions catastrophiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Les bureaucraties satellites, comme leur marâtre du Kremlin, se sont orientées, pour résoudre la crise de la gestion bureaucratique de la planification, vers la « rentabilisation » de l'économie, le libre jeu des lois du marché, la concurrence, l'intégration au marché mondial, l'appel aux marchandises et aux capitaux des pays bourgeois. Il ne s'agit pas, dans ces réformes « économiques », de l'utilisation par la bureaucratie d'une technique économique par opposition à une autre technique, mais du recours aux normes économiques bourgeoises, et, par cette voie indirecte, aux forces sociales pro-bourgeoises dont la croissance est ainsi favorisée en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, donc à la bourgeoisie mondiale contre le prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est.

La crise de la planification est l'une des manifestations des antagonismes

sociaux qui opposent les bureaucraties et le prolétariat. Les méthodes économiques des bureaucraties parasitaires sont pour elles des instruments de lutte contre la classe ouvrière, contre les masses travailleuses. Elles sont inséparables, tout comme la crise de la planification qu'elles prétendent résoudre, du combat politique désormais ouvert entre le prolétariat et les bureaucraties parasitaires. C'est à ce niveau que se noue la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. La grève générale de mai-juin 1968 et le mouvement vers la révolution politique en Tchécoslovaquie ont rendu plus pressant le besoin de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites de trouver de l'aide du côté de l'impérialisme contre le prolétariat de leurs pays, et de soutenir, en utilisant l'appareil international du stalinisme, la bourgeoisie des pays capitalistes avancés, en Europe notamment. Le tonnerre des tanks envahissant la Tchécoslovaquie retentissait alors que le Kremlin faisait déjà plus pressants ses appels à la conclusion d'un pacte de non-agression en Europe, et surtout, renversant le cours suivi par sa diplomatie depuis 25 ans, ouvrait avec Bonn les négociations qui allaient aboutir aux accords Bonn-Moscou. La bureaucratie polonaise emboîtait le pas, et bientôt se conclurent les accords Bonn-Varsovie, qui précédèrent de peu la hausse de 30 % des prix des denrées de consommation en Pologne.

POLOGNE : POINTE AVANCEE DE LA REVOLUTION EN EUROPE

La bureaucratie du Kremlin a dû reculer. Gomulka, pris comme bouc émissaire, a été évincé avec l'accord de Moscou. La lutte sanglante du prolétariat polonais contre l'appareil bureaucratique a abouti à une sorte de compromis provisoire de fait : l'augmentation de 30 % des prix a été annulée, Gierek est venu discuter avec les travailleurs de la Baltique et leurs comités. La classe ouvrière reste mobilisée, mais, instruite par sa propre expérience comme par celle des ouvriers et des paysans hongrois en 1956 et tchécoslovaques en 1968, elle fait preuve de prudence et redoute de se lancer dans un combat sans issue. Elle sait que, pour renverser la bureaucratie polonaise, il lui faut, d'une part, en avoir les moyens politiques ; il importe, d'autre part, que s'approfondisse la crise générale de l'appareil stalinien international, en Europe de l'Est, en U.R.S.S. et dans le monde entier, et que se noue le lien entre son combat et celui que livrent les autres prolétariats d'Europe. Car la classe ouvrière polonaise regarde également vers l'Ouest : à preuve, l'enregistrement du débat entre Gierek et le comité de grève des chantiers navals A. Warski de Szczecin, le 24 janvier 1971, que des militants ont fait en sorte de faire parvenir à l'Ouest pour qu'il puisse y être connu des travailleurs et militants des pays capitalistes (5), et la délégation envoyée, en pleine grève insurrectionnelle, par le comité des ouvriers de Gdansk « pour informer les partis frères » (6).

L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires ont parfaitement com-

pris l'importance du mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais. Alors que la grève et les combats de rue faisaient encore rage, la bureaucratie polonaise s'est empressée d'avertir l'impérialisme allemand que sa politique à l'égard de la R.F.A. ne changeait pas ; et l'impérialisme allemand s'est empressé de répondre qu'il restait fidèle aux accords Bonn-Varsovie. La première affirmait que le soutien de la bourgeoisie allemande lui était plus que jamais indispensable, le second répondait qu'il avait conscience de l'enjeu et que son concours ne manquerait pas.

Le mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais a éclaté alors que, malgré l'intervention militaire et deux ans d'occupation, le prolétariat tchécoslovaque n'était pas brisé. Aussi bien en U.R.S.S. que dans les pays de l'Europe de l'Est et qu'à l'échelle internationale, l'appareil de la bureaucratie du Kremlin, profondément fissuré, ne parvenait pas à réduire ses fractures, aggravées par la répression en

(5) On sait que le texte intégral de cet enregistrement, enrichi d'une préface du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est, et de nombreuses notes, vient de paraître à la SELIO. Envoi franco contre 16 F au C.C.P. de la SELIO, La Source 31.697-97. (N.D.L.R.)

(6) Voir *Bas les pattes devant la révolution en Pologne!*, brochure du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est, éditée par la SELIO, pp. 70-71, ainsi que l'article de C. Bobrowski dans le présent numéro de *la Vérité*. (N.D.L.R.)

Tchécoslovaquie. La bureaucratie tchécoslovaque, plus que jamais subordonnée au Kremlin, a voulu effacer le 14^e congrès du P.C.T. tenu clandestinement aux premiers jours de l'intervention militaire, et a organisé « son » 14^e congrès. Mais, en refusant la parole au délégué italien, elle a, au contraire, confirmé que, loin d'être « réglée », la question tchécoslovaque restait un facteur de division profonde pour l'appareil international du stalinisme. Sur un autre plan, le 24^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., après avoir été ajourné plusieurs fois, incapable de définir une orientation précise en ce qui concerne les problèmes qui divisent la bureaucratie du Kremlin, n'a pu que constater les difficultés, économiques et de toutes sortes, et lancer un appel pour une conférence des cinq « grands », États-Unis, Grande-Bretagne, France, U.R.S.S., Chine.

Mais le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais a encore aggravé considérablement la crise du stalinisme : intervenir militairement, comme en Tchécoslovaquie, aurait brisé l'appareil international du stalinisme et multiplié les conflits du sommet à la base à l'intérieur même de la bureaucratie du Kremlin, tout en développant les forces centrifuges avec lesquelles sont aux prises les bureaucraties satellites ; ne pas intervenir revient à rester en Pologne sur le terrain du compromis de fait conclu avec le prolétariat polonais. C'est cette dernière solution que la bureaucratie du Kremlin a, pour l'instant, adoptée. Elle a consenti des crédits et a fourni des livraisons de blé qui permettent quelques concessions aux masses tout en évitant l'effondre-

ment de l'économie polonaise. D'un autre côté, le dialogue noué avec le clergé polonais et les concessions qui lui sont faites indiquent bien sur quelles forces la bureaucratie entend s'appuyer pour contenir le prolétariat de Pologne. Il reste que le compromis n'a rien résolu, que rien n'est réglé et ne demeure immobile, ainsi que l'a montré le 6^e congrès du P.O.U.P. (7).

Le mouvement révolutionnaire des conseils ouvriers en Pologne constitue actuellement la pointe avancée de la révolution en Europe. Il est impossible de prévoir quand et comment se produiront de nouveaux développements, ni même qui en prendra l'initiative, du prolétariat polonais ou de la bureaucratie. Une deuxième phase est pourtant inévitable. La Pologne est un baril de poudre révolutionnaire au centre de l'Europe ; au centre, non seulement en raison de la position géographique de la Pologne, mais parce que l'affrontement entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat concentre les contradictions qui sont le contenu de la crise conjugée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Il est évident que de nouvelles grandes luttes en Pologne auront leur correspondance directe en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en U.R.S.S. Et que dire de la puissance explosive concentrée dans la République démocratique allemande ? Le lien qui unit la lutte du prolétariat contre le capital et son combat contre les bureaucraties parasites n'est nullement plus étroit, plus immédiat qu'en

(7) Voir à ce sujet, dans le présent numéro de *la Vérité*, l'article déjà cité de C. Bobrowski (N.D.L.R.).

Allemagne. Contrairement à ce qu'ont soutenu tous les porte-parole de la petite bourgeoisie, à l'origine de l'immobilisme relatif qu'a connu, durant une période d'ailleurs aujourd'hui révolue, le prolétariat allemand, il y avait, non pas le « miracle » économique opéré par le néo-capitalisme en Allemagne, mais bien le faux dilemme auquel la grande majorité des travailleurs allemands, ne voyant pas d'autre issue, croyait alors : stalinisme ou capitalisme. La crise du stalinisme a dégagé l'horizon politique du prolétariat allemand, tandis que la crise de l'impérialisme le poussait au combat. La véritable alternative se précise, dans les deux formes qu'elle revêt, celle de l'Ouest et celle de l'Est, et unifie leur combat : capitalisme et stalinisme, ou socialisme.

De là ne découle naturellement pas que le feu aux poudres révolutionnaires accumulées en Europe sera mis en Pologne. La deuxième phase de l'affrontement entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat en Pologne peut être déclenchée par de grands combats livrés dans d'autres pays de l'Est, voire en U.R.S.S. elle-même. Il est également possible que l'étincelle jaillisse dans un pays capitaliste, où le prolétariat renverserait le gouvernement bourgeois de son pays et poserait dans toute son ampleur la question du gouvernement ouvrier. La crise de la bureaucratie yougoslave n'a pas moins d'importance pour l'Europe entière. La dislocation de

l'économie yougoslave, les centaines de milliers de chômeurs, les inégalités sociales et nationales croissantes donnent une idée des conséquences qu'aurait, pour le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., la réforme de l'économie poussée à son terme, la libre pénétration des capitaux et des marchandises. Ce pays, lui aussi, est un baril de poudre révolutionnaire. Les efforts désespérés de Tito, et les appuis qu'il reçoit, jusques et y compris celui de la bureaucratie chinoise elle-même, qui se réconcilie avec lui pour tenter de comprimer les forces centrifuges susceptibles de disloquer son régime, laissant ainsi le champ libre aux plus violentes luttes sociales et politiques, témoignent de ce que ce pays est au bord de la guerre civile.

Intervenant après le mouvement vers la révolution politique en Tchécoslovaquie, après mai-juin 1968 en France et les grandes grèves dans tous les pays d'Europe, au moment où la crise du système impérialiste se précise et peut se précipiter, le mouvement révolutionnaire des conseils polonais, en aggravant la crise du stalinisme, la lie plus étroitement à celle de l'impérialisme et met en évidence l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique. La maturité politique dont fait preuve le prolétariat polonais souligne l'importance politique majeure du mot d'ordre et de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

UNE COOPERATION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE EXEMPLAIRE : LE BENGALE

L'impérialisme américain étant incapable de régler les contradictions qui se concentrent aux Etats-Unis, de maîtriser les rapports sociaux et politiques sur son propre sol, tant qu'il n'aura pas résolu les problèmes que lui lègue l'histoire des Etats-Unis, tandis que la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin se noue directement sur le territoire de la vieille Europe, sans cesse, en Asie, en Afrique, comme en Amérique du Sud, se poursuivent ou renaissent les luttes des peuples pour leur indépendance, à la tête desquelles se placent les masses travailleuses qui posent la question du gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la dictature du prolétariat, ainsi que la Bolivie l'a, une fois de plus, démontré. L'intervention de l'impérialisme américain n'est toujours pas parvenue à faire capituler les ouvriers et paysans vietnamiens et à obtenir du gouvernement nord-vietnamien qu'il s'engage à garantir, sous une forme ou une autre, la présence impérialiste au Sud-Vietnam, au Laos et au Cambodge, et voici que la ruine menace l'édifice artificiel qu'a construit l'impérialisme anglais aux Indes au moment où il en a retiré ses forces armées et a accordé l'indépendance politique, tout en espérant bien que les nouvelles « nations », Inde et Pakistan, resteraient dans sa zone d'influence. La lutte du Bengla-Desh pour l'indépendance a ouvert un processus qui peut disloquer toutes les laborieuses constructions de l'impérialisme dans le sous-continent indien. L'unité de l'Inde est aussi artificielle que l'était

celle du Pakistan. Les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie de l'Union indienne sont incapables de forger une nation. Il faudrait qu'ils puissent impulser un développement considérable des forces productives. Ils ne sont capables que d'un pillage éhonté, à leur compte et au compte de l'impérialisme, du maigre revenu des pays groupés dans l'Union indienne, et d'accroître les inégalités sociales, y compris celles qui résultent de l'ancien régime des castes, entre les peuples ou les groupes ethniques. La lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre l'inégalité et l'oppression nationale, ethnique, religieuse, contre le système des castes, ne peut être séparée du combat contre les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie liée à l'impérialisme. Il est clair, par exemple, que l'indépendance du Bengla-Desh pose de façon immédiate la question de la partie du Bengale placée sous le contrôle du gouvernement indien, lequel a souventefois démontré aux Bengalis occidentaux — par une répression dont la férocité ne le cédait en rien à celle du corps expéditionnaire envoyé par Yaya Khan contre les Bengalis orientaux — son attachement aux libertés nationales comme aux droits des travailleurs à lutter pour leurs salaires, leurs conditions de vie ou, plus élémentairement encore, simplement leur droit à ne pas mourir de faim...

Le monde vient d'être témoin d'une des plus extraordinaires combinaisons politiques, sinon concertée, en

tout cas implicitement convenue, qui ait jamais été mise sur pied entre les « grands » et les moins grands. La bourgeoisie et le gouvernement de l'Inde ont « libéré » le Bengladesh avec l'appui enthousiaste de la bureaucratie du Kremlin, mais à « l'indignation » de l'impérialisme américain et de la bureaucratie chinoise qui soutenaient « indéfectiblement » le Pakistan « victime d'une agression préméditée contraire au droit des peuples et au règlement pacifique des questions en suspens ». Derrière les phrases ronflantes, un accord sur l'essentiel n'a cessé d'exister : sinon tout immobiliser, tenter au moins d'empêcher que toute la péninsule indienne ne soit gagnée par des bouleversements sociaux et politiques qui ne peuvent être résolus positivement que par le prolétariat.

L'intervention du gouvernement indien a combiné l'ambition de mettre en tutelle 75 millions de Bengalis en profitant des circonstances et la tentative de canaliser un mouvement qui, dans son développement, peut être dangereux pour la stabilité bien fragile de l'Union indienne. L'impérialisme américain et la bureaucratie chinoise devaient assurer les arrières en apportant leur soutien ouvert aux féodaux-bourgeois du Pakistan occi-

dental, dont le régime, pas moins corrompu, pas moins fragile que celui de l'Inde, pouvait s'effondrer en contrecoup de sa faillite au Bengale et de la perte de ce pays. En outre, la bureaucratie chinoise pouvait s'inquiéter du renforcement apparent de la bourgeoisie indienne que, un jour, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin espèrent utiliser contre elle, bien qu'en l'état actuel des choses cette perspective semble assez lointaine. Le dénominateur commun de ces positions, en apparence radicalement divergentes, est la hantise de la dislocation politique et sociale du sous-continent indien que tous connaissent, par crainte de la révolution socialiste. Cela est si vrai qu'un accord politique entre l'Inde et le Pakistan se prépare, mijoté dans les marmites de l'impérialisme américain, de la bureaucratie du Kremlin et de la bureaucratie chinoise, accord dont le but est de mettre fin au processus qu'avait ouvert la lutte des Bengalis pour leur indépendance. Il se pourrait qu'alors les masses du Bengale oriental mesurent toute la « sollicitude » du gouvernement indien qui, appuyé sur la bourgeoisie et les « élites » bengalies, voudra « protéger » le Bengale de « l'anarchie menaçante ».

DANS LE JEU CONTRE-REVOLUTIONNAIRE TRIANGULAIRE, L'IMPERIALISME AMERICAIN A L'INITIATIVE

La coopération de l'impérialisme, de la bureaucratie chinoise et de la bureaucratie du Kremlin, chacun tenant son rôle dans ce trio tout en jouant sa propre partie, illustre les

relations politiques nouvelles qui se nouent dans la dernière période à l'échelle mondiale, dans quelles conditions elles se nouent, et pour quels objectifs. L'aspect le plus spectaculaire

laire est évidemment le rapprochement intervenu depuis un an entre l'impérialisme américain et la bureaucratie chinoise. L'évolution des rapports entre les classes à l'échelle mondiale a obligé l'impérialisme américain à réajuster sa politique. Il ne pouvait plus envisager à court terme une guerre contre la Chine. Trouver au Vietnam une solution garantissant le maintien de la présence de l'impérialisme impliquait que la bureaucratie chinoise en fût partie prenante. L'appui de la bureaucratie du Kremlin, que Nixon sollicitait il y a encore peu de temps, s'était en effet révélé insuffisant, tant que le gouvernement nord-vietnamien pouvait jouer entre l'élan des masses ouvrières et paysannes de la péninsule indochinoise, la bureaucratie chinoise et la bureaucratie du Kremlin. Un rapprochement politique était d'ailleurs possible avec Pékin parce que la bureaucratie chinoise, inquiète des implications révolutionnaires éventuelles, tant de la « révolution culturelle » que de l'effondrement possible de l'impérialisme et des bourgeoisies compradore dans les pays économiquement arriérés d'Asie, et également de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin telle qu'elle se manifestait particulièrement en Europe, était disposée à coopérer avec Moscou et Washington contre de nouveaux progrès de la révolution prolétarienne. Il faut ici rappeler brièvement les conditions qui ont donné naissance à la prétendue « révolution culturelle », et les conséquences de celle-ci (8).

Soumise à la pression coordonnée de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, affaiblie en outre par le « grand bond

en avant », la bureaucratie chinoise s'était fissurée, et une fraction de cette bureaucratie était prête à s'aligner sur le Kremlin et à ouvrir plus largement les portes de la Chine à l'impérialisme américain. La fraction groupée autour de Mao Tsé-toung a procédé alors à une mobilisation limitée et déformée de la jeunesse intellectuelle et d'une partie des masses chinoises pour « briser les Khrouchtchev chinois ». Mais la destruction de l'appareil du Parti, des syndicats et de l'Etat a ouvert des brèches profondes, et la « révolution culturelle » tendait de plus en plus à se transformer en une véritable révolution politique mettant en cause le pouvoir politique de la bureaucratie dans son ensemble, en même temps que ses privilèges de caste. Il fallut liquider la « révolution culturelle » et reconstruire l'appareil. Le 9^e congrès du Parti communiste chinois consacra la nouvelle ligne et fut un moment de la reconstruction de cet appareil en s'appuyant sur l'armée, beaucoup moins atteinte. Selon toute vraisemblance, ce sont maintenant les initiateurs de la « révolution culturelle » qui sont mis au ban et chassés de l'appareil. La bureaucratie chinoise a également besoin de trouver un terrain d'entente avec l'impérialisme, et surtout l'impérialisme américain. La visite de Nixon à Pékin en mars prochain, l'admission de la Chine à l'O.N.U., la position commune prise par Pékin et Washington à propos de l'Inde et

(8) Voir à ce sujet l'article de F. Forgue, « La révolution culturelle chinoise » dans *la Vérité* n° 538, et celui de P. Broué, « La révolution culturelle en Chine », dans *la Vérité* nos 551 et 553 (N.D.L.R.).

du Pakistan prouvent que cet accord est déjà allé très loin.

L'impérialisme américain joue ainsi sur les antagonismes entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise. Il démontre au Kremlin qu'il peut se passer de lui et faire directement ses affaires avec Pékin. Mais contre celle-ci, il continue évidemment à s'appuyer sur la pression exercée par Moscou et le chantage d'une entente avec le Kremlin.

Le jeu politique entre les partenaires de ce trio est complexe, comme il l'est d'ailleurs à l'intérieur du système impérialiste. Chacun d'entre eux sait que les autres trichent, et il triche lui-même. Moscou s'efforce de tirer parti, dans ses relations avec l'impérialisme, de l'influence politique qu'elle a acquise au Moyen-Orient et aux Indes, et cherche toujours à conclure un accord général qui, en échange du statu quo en Europe, soutienne l'action de l'impérialisme contre la Chine. Pékin jouerait facilement le jeu inverse si elle en possédait les éléments. Son rapprochement politique avec Washington ne change évidemment rien aux objectifs fondamentaux de l'impérialisme américain ; de plus, tandis que l'antagonisme entre les États-Unis et le Japon renaît, l'impérialisme japonais se dresse à nouveau en Asie, redoutable et avide. Un compromis avec Washington, nécessairement conclu sur le dos des ouvriers et paysans du Vietnam, du Cambodge, du Laos, afin de tenter d'aboutir à une stabilisation sociale et politique en Asie du Sud, ne lui procurerait qu'un répit momentané.

Après être allé à Pékin, Nixon ira à Moscou. Ces voyages successifs si-

gnifient clairement que, avec Pékin et Moscou, c'est Washington qui mène le jeu. Au premier abord, il semblerait que la crise du système impérialiste et sa concentration aux États-Unis devraient au contraire faire perdre l'initiative dans ce domaine à l'impérialisme américain. Ce serait oublier le dénominateur commun de la « coexistence pacifique » à la chinoise ou à la russe : la hantise du développement de la révolution prolétarienne, qui prend un nouvel essor à l'échelle de la planète, particulièrement dans les pays capitalistes économiquement développés, et intègre, comme l'une de ses composantes essentielles, la révolution politique, qui désormais sourd de partout, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Chine même, dans le sillage de la « révolution culturelle ». La bureaucratie du Kremlin, comme la bureaucratie chinoise, sont, en dernière analyse, dans l'obligation d'appuyer inconditionnellement l'impérialisme et de s'appuyer sur lui contre le prolétariat. La fécondité de l'analyse de Trotsky se vérifie : la bureaucratie du Kremlin et, par extension, la bureaucratie chinoise ne sont pas des classes ayant des objectifs historiques propres ; ce sont des excroissances sociales parasitaires, en conflit mortel avec le prolétariat ; elles ne sont, finalement, que des expressions, des instruments de la réaction bourgeoise, des agences de l'impérialisme au sein de l'État ouvrier dégénéré ou déformé.

Tout naturellement, Nixon s'adresse ouvertement à la bureaucratie du Kremlin et lui demande de concourir à un « règlement » au Vietnam. Il s'entend avec elle pour tenter de rétablir un ordre stable au Moyen-Orient, « ordre » dont les grandes li-

gnes ont été définies par le plan Rogers et qui a commencé à s'appliquer lorsque les obus et le napalm du boucher Hussein ont écrasé les forces populaires palestiniennes. La suite est de même nature : « l'ordre » a été rétabli au Soudan sur les cadavres des militants du P.C. ; l'héritier de Nasser, Al Sadate, a pris les premières mesures au Caire qui devraient permettre, sinon de résoudre une situation inextricable, tout au moins de maintenir aussi longtemps que possible l'actuel statu quo.

Le point névralgique d'une politique commune entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, c'est l'Europe, pour les raisons évoquées plus haut. C'est là qu'elle est le plus difficile à mettre au point. Depuis les accords Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie, la nouvelle ligne de la bureaucratie du Kremlin s'est encore affirmée. L'accord entre les Quatre (Etats-Unis, Angleterre, France, U.R.S.S.) sur Berlin en est un nouvel élément. Il dépouille la R.D.A. d'importants attributs attachés à sa souveraineté nationale : le contrôle aux frontières du passage vers Berlin-Ouest est placé sous l'autorité de l'U.R.S.S., la représentation à l'étranger des intérêts et des citoyens de cette ville est confiée au gouvernement ouest-allemand. Cet accord a été prolongé par celui conclu entre les deux gouvernements allemands, également sur Berlin-Ouest. Walter Ulbricht, symbole de la souveraineté totale de la R.D.A., a été sacrifié à cette politique, cependant que — nouvelle démonstration de la prépondérance reconnue par le Kremlin à la République fédérale allemande sur les autres puissances impérialistes d'Europe — de nouvelles discussions bilatérales se déroulaient en

U.R.S.S. entre Brandt et Brejnev. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ont besoin des marchandises et des capitaux allemands.

Bien entendu, la bourgeoisie allemande pose ainsi les jalons de sa pénétration directe en Europe de l'Est, ce qui n'empêche pas l'opposition démocrate-chrétienne de hurler que Brandt trahit l'Allemagne. Les Strauss et autres Barzel se préparent en réalité, une fois les premiers (et importants) avantages obtenus, la porte étant ainsi entrouverte à une nouvelle pénétration du capital allemand à l'Est, à exiger davantage de Moscou et de ses satellites : ils veulent que la porte soit ouverte à deux battants. Ce n'est pourtant pas si facile. La pénétration capitaliste en Europe de l'Est a et aura comme conséquences de porter toujours davantage atteinte aux conquêtes de la classe ouvrière, de tendre plus encore les rapports entre celle-ci et les bureaucraties parasitaires, tout en alimentant, par là même, les forces centrifuges au sein de ces dernières et entre elles.

La République démocratique allemande, notamment, soulève de redoutables problèmes. Bien que ce soit un Etat croupion, à la longue inviable, bien que la bureaucratie y soit particulièrement haïe par la classe ouvrière et ne tienne qu'en s'appuyant entièrement sur celle du Kremlin, donc en se solidarissant entièrement avec celui-ci, la R.D.A. est hautement industrialisée. Plus encore que celles des autres pays de l'Europe de l'Est, son économie a donc un besoin vital de s'intégrer à la division internationale du travail, avant tout de retrouver le cadre économique de l'Allemagne dans son ensemble. Le prolétariat y est parti-

culièrement puissant et développé, et, s'il est incontestablement partisan de la réunification de l'Allemagne, il n'en est pas moins indéfectiblement attaché à l'expropriation du capital financier. Le prolétariat de l'Allemagne de l'Est est pour la réunification et la propriété collective des moyens de production, débarrassée de la gestion bureaucratique, cela au moment précis où la crise de l'impérialisme menace d'atteindre brutalement l'Allemagne fédérale. La fusion des luttes et des aspirations du prolétariat allemand de l'Ouest et de l'Est formerait un mélange détonant qui bouleverserait l'Europe entière, le monde entier.

Une bourgeoisie allemande puissante qui, malgré tout ce qu'il peut en coûter aux impérialismes européens et aux bureaucraties parasitaires, puisse être le pilier de l'ordre en Allemagne et en Europe est devenue une nécessité, tant pour l'impérialisme mondial que pour la bureaucratie du Kremlin. Tel est, au-delà de ce qui y est écrit noir sur blanc, le sens de l'accord conclu entre les Quatre sur Berlin.

Cette politique une fois définie et engagée, les commis voyageurs de la contre-révolution stalinienne, Brejnev et Kossyguine, ont repris, plus discrètement il est vrai, le bâton de pèlerin du célèbre courtier défunt de la « coexistence pacifique », Nikita Khrouchtchev. Et qui en France, qui en d'autres pays, ils s'exercent au maintien des équilibres fragiles, ils sont à la recherche de nouveaux équilibres, fondés sur la coopération contre le prolétariat mondial.

Ce qui devrait couronner tout ce précaire édifice, c'est la conclusion d'un accord européen, auquel les Etats-Unis participeraient, accord

dit de coopération, et, sublime achievement, la conférence proposée par Brejnev au 24^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., qui réunirait les U.S.A., l'Angleterre, la France, la Chine et l'U.R.S.S., c'est-à-dire les puissances « atomiques », en une sorte de conférence de la paix ; en clair, de la coopération contre-révolutionnaire mondiale. Mais quoi qu'en disent les bureaucraties stalinienne et chinoise et quoi qu'elles tentent, leurs rapports actuels avec l'impérialisme sont toujours marqués par le fait que l'initiative appartient à l'impérialisme, qu'elles ne peuvent que reculer devant lui et satisfaire partiellement ses appétits toujours plus exigeants. Ce type de rapport est d'autant plus évident qu'il s'agit des impérialismes les plus puissants et les plus importants du point de vue de la lutte des classes mondiale : impérialisme américain, impérialisme allemand, et demain vraisemblablement, par rapport à l'Asie, impérialisme japonais.

A cela nul secret : la lutte des classes mondiale se développe selon une ligne d'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat, et les bureaucraties parasitaires sont dominées par cette lutte entre les forces de classes fondamentales qui finiront par les disloquer ; ce qui n'empêche pas qu'elles ont aujourd'hui et auront demain encore un rôle politique actif. Au fond, la crise de l'impérialisme est faite de cette lutte, des différents moments et phases par lesquels elle passe, et la crise de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires, y compris la bureaucratie chinoise, n'est qu'une composante de la crise générale de la société bourgeoise, dont les termes alternatifs sont : socialisme ou barbarie.

AMPLEUR ET LIMITES DE LA COOPERATION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

La coopération contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin recouvre le monde entier. Elle semble cohérente. Elle est importante. Mais elle existe à l'échelle de la lutte des classes, et, somme toute, elle ne fait qu'exprimer négativement, en termes contre-révolutionnaires, la puissance du prolétariat mondial. Le cours de la lutte des classes est dialectique. Pour reprendre l'initiative, la bourgeoisie ne doit pas nécessairement vaincre dans tous les pays à la fois le prolétariat. Il lui suffirait d'écraser politiquement la classe ouvrière dans quelques pays décisifs d'Europe, ou aux Etats-Unis, ou encore en Chine ou en U.R.S.S. Mais cette initiative, un instant reprise en 1958-1963, elle l'a à nouveau perdue. Et ce « il lui suffirait » représente d'impitoyables batailles de classes, de véritables guerres civiles.

Au cours de ces vingt-cinq dernières années, l'impérialisme n'a pu infliger au prolétariat aucune défaite décisive. Celui-ci, appuyé sur ses conquêtes, puissamment organisé, a fait échec aux principales offensives lancées par la réaction capitaliste, la chute de De Gaulle n'étant pas le moindre de ses succès. Il a maintenu le principal des positions conquises à la fin et au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans les pays capitalistes économiquement développés, et celles, essentielles, même si elles sont gérées, déformées, et, finalement, remises en cause par les bureaucraties parasitaires, que sont l'expropriation de la bourgeoisie en Europe de l'Est, en Yougoslavie, en Chine, s'ajoutant à celles que

réalisa la révolution d'Octobre. Les coups d'Etat contre-révolutionnaires réalisés par les militaires pour le compte des bourgeoisies compradorees liées à l'impérialisme dans les pays économiquement arriérés, pas plus que le jeu subtil des équipes bonapartistes-petites-bourgeoises manœuvrant entre l'impérialisme, les bureaucraties russe et chinoise et le prolétariat, n'aboutissent ni n'aboutiront à stabiliser durablement les régimes réactionnaires, tant qu'au cœur du système impérialiste les rapports entre les classes resteront ce qu'ils sont.

L'impérialisme mondial, les bourgeoisies de chaque pays économiquement développé ont une bonne dose de conservatisme : tant qu'ils peuvent différer un assaut frontal, à l'issue douteuse, contre le prolétariat, ils utilisent d'autres moyens, les appareils bureaucratiques notamment ; la bourgeoisie, y compris le grand capital, le capital financier, est une classe hétérogène, chaque couche s'efforce de faire valoir ses intérêts particuliers, de disposer des moyens politiques appropriés à cette fin, et de maintenir un cadre politique suffisamment souple : les dictatures sanglantes ne se créent pas sur commande, elles surgissent de grandes luttes de classes, lorsque les bouleversements sociaux et politiques, les affrontements entre les classes atteignent leur paroxysme et que le capital financier ne dispose pas d'autres solutions. Dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée, la classe ouvrière a démontré son attachement aux nouveaux rapports sociaux de production dont dépend

son existence quotidienne. Comme Trotsky l'écrivait dans *La révolution trahie* dès 1935, « la bureaucratie a trahi la révolution, elle n'a pas encore réussi à la renverser ». Les bureaucraties parasitaires sont encore beaucoup plus hétérogènes que la bourgeoisie, leurs racines plongent dans le prolétariat. L'Histoire a confirmé ce que Trotsky a écrit en 1938 dans le Programme de la IV^e Internationale :

« ... Au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes, et en général contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. »(9)

Si la coopération contre-révolutionnaire recouvre le monde entier, elle n'en a pas moins ses limites, que déterminent les conflits d'intérêts au sein de l'impérialisme et des bureaucraties. Même si, à un certain stade de son développement, la lutte des classes mondiale conduit ceux-ci à nouer cette alliance contre-révolutionnaire mondiale, la dialectique de la lutte des classes fait aussi que, dans l'incapacité où ils se trouvent de résoudre leurs problèmes, et d'abord de maîtriser les rapports entre les classes, la coalition contre-révolutionnaire tend à se disloquer. Or, rien ne permet de prévoir que l'impérialisme, même avec l'appui de la bureaucratie du Kremlin et de la bureaucratie chinoise, soit capable d'infliger au prolétariat mondial, en un ou plusieurs secteurs essentiels, des défaites radicales, comparables à ce que furent celles subies par le

prolétariat européen au cours des années qui précédèrent la seconde guerre mondiale. Bien au contraire, il ne parvient pas à appliquer la politique qu'il définit, que ce soit contre la classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés, à l'encontre des prolétariats de l'Europe de l'Est, d'U.R.S.S., de Chine, ou même dans les pays économiquement arriérés. A chaque instant, il est contraint de la réajuster, de la redéfinir. L'exemple le plus récent, mais combien démonstratif : l'encre des accords sur les nouvelles parités était encore fraîche que les achats massifs d'or effectués par les grandes banques américaines et autres se traduisaient par une hausse du cours de l'or dépassant pour la première fois 45 dollars l'once sur le marché de Londres (10). Si cela devait se poursuivre, cela signifierait que l'accord réalisé par les gouvernements serait détruit en quelques semaines ou peut-être en quelques jours par le capital financier, dont, pourtant, il tend à sauvegarder les intérêts les plus généraux. Sans que nous puissions le développer ici, signalons que le Marché commun en fournit un autre exemple. La même chose est vraie pour les bureaucraties parasitaires. Ici, l'exemple le plus probant est fourni par la Pologne, et il n'est pas valable seulement pour la Pologne.

Les rapports entre les classes sont encore plus défavorables à l'impérialisme qu'au lendemain de la seconde

(9) L. Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, édité par la Vérité, p. 35. (N.D.L.R.)

(10) Au moment où nous mettons sous presse, le cours de l'or à la Bourse de Londres a dépassé plusieurs fois 50 dollars l'once (N.D.L.R.).

guerre mondiale. Celui-ci disposait alors, sur le plan économique, des importantes réserves accumulées par l'impérialisme américain et, sur le plan politique, de l'énorme crédit dont jouissait la bureaucratie du Kremlin et son appareil international auprès de couches décisives du prolétariat mondial. L'U.R.S.S. était victorieuse, mais son prolétariat était saigné par la guerre (20 millions de morts), le prolétariat allemand était écrasé, le prolétariat espagnol restait exsangue, épuisé physiquement et politiquement par la terrible défaite de la guerre civile. Aujourd'hui, l'impérialisme américain ne peut plus jouer, comme il l'a fait au cours de ces vingt-cinq dernières années, le rôle de soutien du système impérialiste mondial. Le crédit politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international s'épuise, et ils connaissent une crise profonde. La classe ouvrière des pays de l'Est a engagé la lutte ouverte, les armes à la main, contre les bureaucraties parasitaires. Le prolétariat russe s'est reconstitué et considérablement renforcé, et les manifestations des écrivains et intellectuels de l'U.R.S.S. contre la bureaucratie traduisent une sourde montée des forces qui mettent en cause son existence. Le prolétariat allemand se dresse de toute sa taille. Le prolétariat espagnol a retrouvé le chemin du combat, de la lutte revendicative par les grèves, mais aussi de l'action politique ; il

est parvenu à arracher à la mort les six de Burgos, le régime franquiste est ébranlé. Sa chute serait en Europe un facteur extraordinaire de mobilisation des masses.

La conclusion s'impose. Au cours des mois et des années à venir, ni l'impérialisme ni la bureaucratie du Kremlin ne maîtriseront les rapports entre les classes, pas plus, finalement, que leurs rapports réciproques, que les rapports au sein du système impérialiste mondial et les rapports internes à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international. Bien que ce soit toujours les hommes, c'est-à-dire les classes, qui fassent eux-mêmes leur propre histoire, quelque tournure qu'elle prenne, le cours des événements s'imposera à la bourgeoisie, à la bureaucratie du Kremlin, aux bureaucraties satellites, à la bureaucratie chinoise, de façon objective et avec une brutalité inouïe, sans qu'elles le contrôlent ni le maîtrisent. C'est ainsi que l'on peut prévoir, sans pour autant confondre aujourd'hui et demain, que le marché mondial se disloquera, qu'une crise sans précédent s'étendra sur tous les pays capitalistes, que le système impérialiste se disloquera, et également que la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites éclateront en leurs composantes. C'est incontestablement la perspective la plus probable : un véritable chaos.

LE « MOUVEMENT PRATIQUE » DU PROLETARIAT ET SES CONTRADICTIONS

Cette situation sera aussi le produit de la situation contradictoire du prolétariat mondial. Ses ressources et sa

puissance, appuyées sur les positions qu'il a conquises et les organisations qu'il a constituées, sont telles que

l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires échouent dans leurs tentatives de contrôler et de maîtriser leurs crises conjointes. Mais, dans le même temps, le prolétariat ne parvient pas, faute de direction révolutionnaire, des organisations nécessaires à féconder et à diriger ses luttes de classe (le parti révolutionnaire dans chaque pays et l'Internationale), à imposer ses solutions, à résoudre positivement la crise de la société. Ainsi, il tend à être lui-même entraîné dans le chaos, comme la société tout entière. Finalement, ce chaos menaçant ne serait rien d'autre que l'une des formes possibles de la barbarie, résultant de ce qu'aucune classe sociale ne serait capable de résoudre la crise historique de l'humanité. Pour être plus précis, les lois de la lutte des classes, dans une telle situation, se manifesteront de façon chaotique. Si la classe ouvrière ne résout pas la question qu'il lui incombe de résoudre, en dernière analyse, ce seront tout de même les « solutions » les plus réactionnaires qui s'imposeront, au travers des pires convulsions. Que l'on imagine, par exemple, la peste brune l'emportant aux États-Unis, avec ce que cela signifierait pour l'humanité tout entière !

Le tourbillon des événements, la tourmente d'affrontements, de luttes entre les classes et à l'intérieur des classes et couches sociales demandent, pour être ordonnés et compris, à être éclairés par cette perspective historique que Lénine traçait en ces quelques mots :

« L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne... est [également] le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917, à l'échelle mondiale. » (11)

A ce niveau, le cours des événements est compréhensible : depuis la première guerre impérialiste, depuis la révolution russe s'affrontent révolution et contre-révolution, cet affrontement condense tout le contenu de l'Histoire. Mais ce ne sont pas deux armées bien rangées en ordre de bataille qui combattent. Révolution et contre-révolution s'enchevêtrent. La dimension et l'espace de cette lutte historique sont à l'échelle de son enjeu. Car de quoi s'agit-il ? D'un bouleversement préparé par toute l'histoire de l'humanité qui, par la médiation de la révolution prolétarienne, doit passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, d'une mutation sans précédent dans l'Histoire. L'agent historique de ce bouleversement, de cette mutation, de cette métamorphose de toute l'humanité, le prolétariat, seule classe révolutionnaire de la société bourgeoise, doit résoudre les problèmes que Marx et Engels ont admirablement formulés, dès la rédaction de *L'idéologie allemande* en 1845-1846, et qui sont si brûlants aujourd'hui, en raison de la venue à terme des échéances historiques :

« Dans toutes les révolutions antérieures, le mode d'activité restait inchangé et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une nouvelle répartition du travail entre d'autres personnes ; la révolution communiste par contre est dirigée contre le mode d'activité antérieure, elle supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, parce qu'elle est effectuée par la classe qui n'est plus considérée comme une classe dans la société, qui n'est plus

(11) Lénine, *Préface aux éditions française et allemande de L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions du progrès, Moscou. (N.D.L.R.)

reconnue comme telle et qui est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., dans le cadre de la société actuelle. Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener à bien la chose elle-même ; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une *révolution* ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe *dominante*, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui *renverse l'autre* de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. » (12)

Ce « *mouvement pratique* », le prolétariat l'engage dès lors qu'il prend conscience de lui-même et s'organise comme classe. Mais si l'on mesure l'ampleur et le caractère de la révolution prolétarienne mondiale, il devient évident que quelques dizaines d'années sont un très court espace de temps pour son accomplissement, et qu'il faut que toute la société soit ébranlée par les contradictions sociales, de ses fondements au sommet de ses superstructures, que toutes les couches sociales se débattent dans des contradictions inextricables, à l'intérieur du vieux cadre. Il ne s'agit pas d'un processus idéologique, mais d'un « MOUVEMENT PRATIQUE », dialectique, indispensable pour que le prolétariat se débarrasse de « *toute la pourriture du vieux système qui lui colle après* ». A chaque moment, la pourriture du vieux système tend à former une gangue comparable à la lave d'un volcan qui se refroidit, aussi dure qu'elle, et qui paralyse le prolétariat. Il faut le mouvement de millions et de millions d'hommes, des ébranlements gigantesques pour la faire éclater. Nous trouvons ici les éléments indispensa-

bles à la compréhension du cours de la révolution prolétarienne depuis soixante ans.

La méthode du programme de la IV^e Internationale trouve ici également sa justification, car elle ne doit rien à l'« idéologie », mais est, au contraire, l'expression consciente du processus historique inconscient et de ses contradictions. Le prolétariat ne peut vaincre que s'il maîtrise et fait consciemment sa propre histoire, c'est ce qui fonde la nécessité du parti révolutionnaire et de l'Internationale. Mais il s'agit d'exprimer, d'organiser, de diriger le « *mouvement pratique* » du prolétariat, et celui-ci se développe à partir de conditions historiques déterminées. La lutte du prolétariat comme classe a été indispensable à la construction de ses organisations syndicales et politiques, et celles-ci ont été non moins indispensables à ses luttes, qu'elles ont organisées et dirigées. Le prolétariat a arraché des droits, des conquêtes, des garanties. Avec la révolution russe et d'innombrables luttes révolutionnaires, il a commencé la révolution prolétarienne mondiale, et transformé les rapports sociaux de production en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, premiers jalons d'une transformation qui doit englober toutes les forces productives de l'humanité. Contradictoirement, les appareils des syndicats, les partis, fondés sur le mouvement du prolétariat, se sont adaptés à la société bourgeoise, reproduisant constamment la pourriture du vieux sys-

(12) Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, Editions sociales, p. 68. (N.D.L.R.)

tème qui colle au prolétariat. Ils ont dégénéré. Le prolétariat doit reprendre possession de ses conquêtes, briser les vieux cadres politiques et organisationnels, qui, tout à la fois, le constituent comme classe et le soumettent à la société bourgeoise. Ces données historiques sont celles à partir desquelles la classe ouvrière développe et développera son mouve-

ment pratique, au cours duquel elle vaincra la bourgeoisie et les bureaucraties parasitaires et formera sa conscience communiste dans le feu des événements grandioses qui ont commencé, qui se précipiteront et s'intensifieront pendant les années qui viennent, et non de façon idéologique.

MARXISME FORMEL, IDEOLOGIQUE ET CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Les rapports entre le mouvement du prolétariat, son histoire, ses acquis, ses contradictions et ses tâches, tel est le contenu actuel du matérialisme dialectique : le Programme de transition, programme de la IV^e Internationale, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, est l'essence du matérialisme dialectique ; il n'est en aucune façon une « production idéologique », un système. Il est l'expression consciente du processus historique inconscient. Le « marxisme » formel et idéologique, qui a alimenté la crise aboutissant à la dislocation de la IV^e Internationale en 1951-1953 (crise dont la scission récente du Comité international n'est qu'un prolongement), s'était développé dans ses rangs, on le sait, après la mort de Trotsky. Cela s'était traduit, dès la fin de la deuxième guerre mondiale de diverses façons. C'est ainsi que la perspective, parfaitement juste historiquement, mais qui, comme toute perspective, devait être réappréciée et précisée dans le cours de la lutte des classes, selon laquelle la crise de

l'impérialisme était irréversible et le seul dilemme était le fascisme ou la révolution prolétarienne, avait été transformée en un acte de foi : l'économie capitaliste, en particulier en Europe, était réputée incapable de se restructurer au lendemain de la guerre ; une nouvelle phase de démocratie bourgeoise et la renaissance des syndicats étant ainsi exclues, d'après les thèses de la direction de la IV^e Internationale. C'est ainsi que, selon elle, la nature de la bureaucratie du Kremlin excluait que les rapports sociaux, la nature sociale des pays de l'Europe de l'Est soient transformés.

Le pire était que le Programme de transition, ses mots d'ordre et ses revendications se voyaient dégradés en un catalogue de recettes, par suite d'une incompréhension profonde des relations entre le mouvement de la lutte des classes du prolétariat, les cadres historiques dans lesquels celui-ci se développait, la IV^e Internationale, enfin la crise de la direction révolutionnaire et sa solution. La

proclamation de la IV^e Internationale était considérée comme identique à sa construction et à la solution de la crise de la direction révolutionnaire.

La IV^e Internationale étant donnée une fois pour toutes, il suffisait qu'elle se renforce ; quant à la direction révolutionnaire, la question de sa construction se résolvait au plus simple, elle s'identifiait à la direction de la IV^e Internationale. Cette formalisation et transformation idéologique du marxisme liait l'« objectivisme » et le « subjectivisme » : la crise de l'impérialisme se développait mécaniquement, les masses rompaient avec leurs vieilles directions, et se présentait alors, splendide et triomphante, « la direction de rechange » formée « idéologiquement » dans les limites étroites du Comité exécutif international. La dure réalité de la lutte des classes devait transformer en 1950-1951 ces conceptions formalistes en une plate adaptation à la « *réalité objective tout court* », au « *régime capitaliste* » et au « *monde stalinien* », aux « *siècles de transition* », etc., pour donner ensuite naissance aux « théories » sur le « *néo-capitalisme* », la « *révolution coloniale* », « *le mouvement communiste mondial* », la nécessité d'un « *néo-programme* » adapté « *aux nouvelles réalités* », puis à celles sur le « *nouveau rôle des intellectuels* », les « *nouvelles avant-gardes* », etc., et ce n'est pas fini ! (13)

A l'origine de la scission du Comité international perpétrée par la Socialist Labour League, on retrouve les mêmes racines : un même marxisme formel et idéologique. La crise de la IV^e Internationale, ses origines, ses conséquences, sont purement et simplement niées : la IV^e Internationale n'a pas à être reconstruite, car la

S.L.L., c'est la IV^e Internationale. Le « matérialisme dialectique » est transformé en idéologie ; l'unité de la méthode, de la forme et du contenu est rompue. Le parti révolutionnaire est construit en dehors de la lutte des classes, et il est la direction révolutionnaire enfin trouvée. La méthode du Front unique de classe est rigoureusement condamnée, celle qui a conduit l'Internationale Communiste à formuler la stratégie du gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la dictature du prolétariat, l'est également, puisqu'elle en est le développement. A peine restait-il de cette stratégie, qui commande tout le Programme de transition, l'interprétation de Treint qui, à la suite de Zinoviev, en faisait un truc pour « plumer la volaille ».

La scission perpétrée par la direction de la S.L.L. et les conditions de cette scission constituent un acte d'accusation contre celle-ci. Elle l'a réalisée pour éviter que se réunisse le Comité international, couper court à une discussion ; elle l'a réalisée à la suite de la tenue du rassemblement de la jeunesse à Essen, moment de la construction de l'I.R.J., sous le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. L'attaque contre le P.O.R., dont il est possible de discuter la politique, mais qui n'est mis en accusation par la S.L.L. et tous les révisionnistes que parce qu'il a été la force motrice de la constitution de l'Assemblée populaire, organisme de type soviétique, et de la lutte

(13) Ces formules sont extraites de textes pablo-mandéliens de diverses époques. Pour les références, voir S. Just, *Défense du trotskysme*, t. 1.

pour le gouvernement ouvrier et paysan, est non moins révélatrice.

Les fruits empoisonnés de l'idéalisme philosophique mûrissent vite. A l'internationalisme prolétarien, la direction de la S.L.L. substitue une conception nationale petite-bourgeoise de la construction du parti révolutionnaire dans un seul pays. Elle rejette le mouvement du prolétariat anglais, qui se reconnaît dans le Labour Party et qui ne peut passer des cadres traditionnels qui sont les siens à la construction du parti révolutionnaire que par un processus de différenciation à l'intérieur du Labour. Cependant, elle se prépare à proclamer le « parti révolutionnaire en Angleterre », c'est-à-dire à affirmer résolue la « crise de la direction révolutionnaire » et à constituer de toutes pièces une « direction de rechange », comme le diraient les pablistes. Mais ce n'est pas tout : rejetant en pratique l'internationalisme prolétarien, qui aujourd'hui se concrétise par l'action politique organisée pour la reconstruction de la IV^e Internationale, elle est ame-

née à condamner le P.O.R., à dénoncer le rassemblement d'Essen où, pour la première fois depuis la guerre, l'unité de lutte du prolétariat européen contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin trouvait une expression concrète et organisée, et en revanche à soutenir l'intervention du gouvernement des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie indienne au Bengale oriental, intervention qu'elle qualifie de libératrice.

Il est vrai qu'au moment de la guerre israélo-arabe, elle soutenait Nasser, Hussein et *tutti quanti* au nom de la « révolution arabe », et qu'en revanche elle hésitait à soutenir inconditionnellement les travailleurs et les jeunes tchécoslovaques au nom d'un prétendu danger restaurationniste, qu'elle prenait à son compte la « révolution culturelle » et s'alignait « conditionnellement » derrière Mao Tsé-toung, Lin Piao, et aussi Ho-Chi-minh. La crise du Comité international est donc bien la poursuite et l'approfondissement de la crise de la IV^e Internationale.

CRISE ET RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE : PROBLEMES DE LA LUTTE DES CLASSES

L'explication de la crise de la IV^e Internationale est du domaine de la lutte des classes. Le stalinisme, au compte finalement de la bourgeoisie, de l'impérialisme a exterminé l'avant-garde du prolétariat international en assassinant toute la vieille garde bolchevique et, en dernier lieu, Trotsky lui-même. Il est parvenu,

dans tous les pays, à isoler les militants fidèles à la révolution prolétarienne mondiale, aux enseignements du bolchevisme de Lénine et de Trotsky, de leur propre classe. Ceux-ci furent contraints, des décennies durant, de ne pouvoir faire autre chose que répéter formellement ces enseignements qui constituent le fon-

dement du programme de la IV^e Internationale. Le lien vivant, militant, la continuité historique, incarnée par des hommes de chair et d'os, expérimentés, sont parties constituantes de la théorie et de la pratique. La continuité a été assurée, mais à quel prix et avec quels dommages ! Les conditions étaient favorables à la substitution d'un marxisme formel, scolastique, transformé en idéologie au marxisme vivant. Malgré tout, la IV^e Internationale a joué un rôle irremplaçable en assumant la continuité indispensable. La crise de la IV^e Internationale a révélé, en revanche, combien lourds étaient les dommages.

Le lien entre la lutte de classe du prolétariat, la construction de ses organisations et la place qu'elles occupent dans la lutte des classes n'est pas mécanique. Fondées sur la lutte de classe du prolétariat, ses organisations politiques n'ont pu être construites qu'en utilisant tout l'héritage de l'humanité, c'est-à-dire tous les acquis des autres classes sociales et généralement des intellectuels issus socialement et aussi culturellement de la petite ou de la grande bourgeoisie. La dégénérescence et l'insertion à la société bourgeoise de ces derniers relèvent également de rapports complexes entre les classes et au sein des classes. La IV^e Internationale et son programme sont des produits de toutes ces relations complexes, et en aucun cas le fruit d'une conscience abstraite, l'incarnation de « l'esprit ». En ce sens, la IV^e Internationale est une catégorie de la lutte des classes, la catégorie finalement déterminante, étant donné la nature et les tâches de la révolution prolétarienne, mais une catégorie de la lutte des classes. Pour le proléta-

riat, c'est l'être qui détermine la conscience, mais nullement directement, et, finalement, la conscience est déterminante pour l'être.

La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin confirme de façon éclatante le programme de la IV^e Internationale; pourtant, elle s'accompagne de nouveaux développements de la crise de la IV^e Internationale. La contradiction n'est qu'apparente : le cours de la lutte des classes met à l'épreuve toutes les organisations; de tout temps, il s'est exprimé, d'une façon ou de l'autre, à l'intérieur de ces dernières. Les organisations traditionnelles sont et seront traversées et disloquées par la lutte des classes. Quant aux organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, elles sont confrontées à la réalisation de leurs tâches historiques. C'est là un révélateur impitoyable qui fait apparaître leurs faiblesses et leurs insuffisances, leurs contradictions, résultant de leur propre histoire. La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est au centre du combat pour la révolution prolétarienne. Mais elle ne peut être engagée et menée que comme l'une des catégories de la lutte des classes, comme une tâche politique du prolétariat qui concerne les militants de toutes les organisations ouvrières sur la voie de la rupture avec les appareils, et ceux qui s'éveillent à la lutte politique. C'est avec eux qu'il faut engager la discussion et progresser sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale. La proposition de l'O.C.I. que la 4^e conférence du Comité international soit une conférence ouverte à tous les militants, groupes, organisations qui, en rupture avec l'impérialisme et la

bureaucratie du Kremlin, veulent construire le parti révolutionnaire dans leur pays et sentent l'exigence pressante de l'Internationale, répond à cette nécessité. Mais cela n'est pas affaire de simples discussions et est étroitement dépendant de la capacité de ceux qui auront cette perspective à répondre concrètement aux problèmes de la lutte des classes, aussi bien en ce qui concerne la solution politique ouvrière à la question gouvernementale que la réponse au problème de l'unité de l'Europe par la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, la jonction avec le prolétariat de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., la défense des luttes révolutionnaires, la solidarité avec elles, tant contre l'impérialisme que contre les bureaucraties parasitaires.

Cependant, la lutte sera longue et elle connaîtra bien des combats,

des affrontements, des tournants et des bouleversements. Le point atteint par la crise de l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ne laisse pas de doute : les années qui viennent seront celles où révolution et contre-révolution atteindront leur point critique. Bien que la reconstruction de la IV^e Internationale sera vraisemblablement marquée par des regroupements, des luttes politiques nombreuses et exigera des délais importants, il faut l'entreprendre, car d'elle dépend finalement l'issue : socialisme ou barbarie.

La Vérité reviendra donc sur la crise de la IV^e Internationale, l'analyse des positions de la S.L.L. et les problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le 10 janvier 1972.

Stéphane JUST.

STEPHANE JUST

DEFENSE DU TROTSKYSME (Tome I)

Un certain nombre d'exemplaires sont de nouveau en vente au prix de 5 F. à la **SELIO**.

REVISIONNISME LIQUIDATEUR CONTRE TROTSKYSME (DEFENSE DU TROTSKYSME Tome II)

En vente à la **SELIO**, 20 F.

S. E. L. I. O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e) — C.C.P. 31697-97 La Source)

APRES LE CONGRES DE LA FEDERATION DE

par **Jean-Jacques Marie**



LE L'EDUCATION NATIONALE

Le bulletin n° 3-4 de la tendance *Unité et action*, c'est-à-dire de la tendance organisée et dirigée par le P.C.F. dans la Fédération de l'éducation nationale, tire en ces termes dans un éditorial intitulé *Et maintenant ? le bilan du congrès tenu par la F.E.N. les 30 novembre, 1^{er}, 2 et 3 décembre* :

« Qu'est-il sorti du congrès de la F.E.N. ? Chacun s'accorde à reconnaître que ce congrès n'a rien apporté de nouveau, du moins en ce qui concerne les décisions qui y ont été prises. Sans doute la presse a-t-elle relevé que *« les trotskystes du F.U.O. »* avaient apporté leur soutien à la direction U.I.D. (1) [...] En fait, tout au cours de ce congrès, la majorité fédérale a manifesté son embarras et son inquiétude. Son embarras à l'égard de son allié F.U.O., qui [...] s'est montré à plusieurs reprises bien encombrant, etc., etc. »

Les problèmes politiques qui se posaient au congrès de la F.E.N. n'apparaissent naturellement dans ces commentaires que sous une forme qui relève du journalisme parlementaire, comme si ces problèmes, qu'ils aient ou non été réglés par le congrès, n'y avaient été abordés qu'en

termes de combinaisons parlementaires. Mais, sous le prisme déformant de ce vocabulaire de professionnels du décompte des votes, on devine qu'il s'est passé quelque chose au congrès de la Fédération de l'éducation nationale. Et ce qui se passe dans cette fédération qui regroupe 520 000 des 800 000 travailleurs de l'éducation nationale est loin d'être sans conséquence dans les rapports politiques qui se nouent dans ce pays entre les forces des classes en lutte.

Il n'est sans doute pas inutile de répéter un certain nombre d'évidences, usées, éculées, banales, mais que les tendances politiques les plus diverses s'attachent à masquer par tous les moyens : la Fédération de l'éducation nationale autonome occupe, dans ce pays, depuis la scission syndicale de 1947-1948, une place dans la lutte des classes qui est sans commune mesure avec la place des enseignants dans la société ; la nécessité vitale pour la

(1) Unité, indépendance et démocratie, tendance majoritaire de la F.E.N.

bourgeoisie de restructurer complètement l'appareil de l'éducation nationale, modelé et remodelé au cours de décennies, produit d'une lutte politique sans exemple dans les autres pays (la bataille laïque), l'importance politique de la laïcité, expression du principe démocratique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le rôle joué à cause de ce fait par l'enseignant laïque et surtout par l'instituteur dans l'édification et l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays, tout cela fait de la Fédération de l'éducation nationale un enjeu hautement politique et donne aux batailles qu'elle mène comme à celles qui se déroulent en son sein une extrême importance. Bien que la presse bourgeoise, soutenue sur ce terrain par la presse stalinienne et les feuilles gauchistes, s'attache à présenter les congrès de la F.E.N. comme des rites sans intérêt, réglés d'avance, bref, une comédie de marionnettes (à laquelle Bruno Frappat opposait dans *le Monde*, il n'y a guère, le déroulement hautement démocratique du congrès de l'Association des parents d'élèves des écoles libres (A.P.E.L.) à Angers, congrès où colloques d'unités de base mobiles, confrontations, intercolloques, conversations mobiles exprimaient la plus parfaite expression de la « base »), le dernier congrès de la F.E.N. a été du plus grand intérêt.

Apparemment tout le monde est d'accord, comme le souligne le bulletin *Unité et action* : « Chacun s'accorde à reconnaître que ce congrès n'a rien apporté de nouveau. », de *Rouge* (« F.E.N. : un congrès pour rien », article accompagné d'un dessin à prétentions satiriques représentant un « lambertiste » s'époumonnant au micro pour soutenir un texte des réformistes) au *Figaro*, en passant par *le Monde* (« une sorte de théâtre, un spectacle que des militants et des états-majors syndicaux se donnent à eux-mêmes ») ou *l'Hu-*

manité (« Ce congrès ne constituera pas un événement pour la masse des travailleurs en lutte contre la politique du pouvoir, ni pour les partisans de l'unité de la gauche », écrit Georges Bouvard qui, dans un article du 25 novembre 1971, soulignait « les efforts réels du gouvernement » dans l'éducation nationale...). Cette unanimité fait pourtant problème... lorsque l'on s'aperçoit, par exemple, pour prendre le modèle de la pseudo-objectivité bourgeoise, que *le Monde* n'a pas dit un mot, pas un, pas le plus petit, des deux débats essentiels qui terminèrent le congrès : le débat sur les libertés démocratiques en France et le débat sur les libertés dans le monde. Surprise supplémentaire : le bulletin *Unité et action* ne souffle mot de la motion unanime contre l'agression impérialiste au Vietnam, motion dont se félicita pourtant le délégué vietnamien du S.N.E. Sup., qui annonça qu'il la transmettrait immédiatement à Saïgon. Surprise complémentaire : les gauchistes, rendant compte du déroulement du congrès dans le bulletin *Ecole émancipée*, falsifient à ce point le débat sur les lycéens qu'ils dénoncent la tendance *Ecole émancipée pour le Front unique ouvrier* en l'accusant d'avoir voté un texte *Majoritaires-Unité et action* sur les lycéens appelant à la répression contre ceux-ci, alors que, le compte rendu du congrès en fait foi, la majorité des délégués gauchistes ont voté... un texte déposé justement par *l'Ecole émancipée pour le Front unique ouvrier* CONTRE le texte présenté par la majorité et *Unité et action*. Oubli, rétroversion totale de la réalité, manipulation grossière... S'il ne s'était rien passé à ce congrès, s'il n'avait été qu'une cérémonie sans enjeu et sans importance, on s'expliquerait mal ces troubles de mémoire, ces caviardages... disons ces transformations et interprétations intéressées.

Ce qui donne la dimension véritable du congrès de la F.E.N., ce n'est pas tant la somme des textes adoptés que le rapport entre les problèmes politiques de l'heure et leur réfraction au sein de la F.E.N., concernant son équilibre interne, sa capacité à mobiliser les travailleurs de l'enseignement contre le gouvernement et sa politique. L'année 1971 a été marquée par une offensive forcée du gouvernement contre l'éducation nationale. Il apparaît que celui-ci est pressé de mettre en place les instruments décisifs de sa politique avant les échéances prochaines. 1971 a vu la prorogation et l'aggravation de la loi Debré de soutien à l'enseignement privé et confessionnel, le vote des lois du 16 juillet (2) sur l'enseignement technique et l'apprentissage qui visent à soumettre pour l'essentiel l'un et l'autre au patronat, la note Guichard (3) qui vise à normaliser les lycées, les projets de statuts des enseignants et de Centres de formation professionnelle des maîtres de Guichard (4), et 1971 enfin a été, comme *le Monde* l'a justement déclaré, l'An I de l'Université autonome dans le supérieur... Lourd bilan.

Le rapport des forces existant à la veille du congrès ne permettait guère d'envisager que le congrès de la F.E.N. prenne les décisions, choisisse l'orientation ouvrant aux travailleurs de l'enseignement une perspective de résistance globale et cohérente à la politique du gouvernement. L'enjeu était de toute évidence plus modeste et préalable : CE CONGRES ALLAIT-IL RECONNAITRE OU NON UN CARACTERE PROGRESSISTE A LA POLITIQUE DE DEMANTELEMENT DE L'EDUCATION NATIONALE orchestrée par le gouvernement de Pompidou et de Chaban ?

Tel était en effet l'objectif poursuivi par la fraction stalinienne à travers la tendance *Unité et action* et les syndicats nationaux qu'elle con-

trôle (le S.N.E.S., le S.N.E.Sup., le S.N.E.P., le S.N.P.E.N.) (5). C'est sur ce terrain que, depuis le congrès du S.N.I. de juin 1971, la fraction stalinienne avait préparé son offensive.

C'est ainsi que, dans un texte préparatoire à ce congrès du S.N.I., sous le titre *Propositions soumises à la discussion*, elle écrivait :

« En vingt ans, les besoins de la société se sont considérablement accrus, nés tout à la fois :

— des premiers pas de la révolution scientifique et de ses conséquences technologiques ;

— de l'aspiration des masses populaires à la démocratisation et au progrès social.

Ces données sont connues du pouvoir actuel. Les contraintes des réalités économiques, la pression des luttes populaires l'ont conduit à entreprendre des adaptations de l'Ecole et de l'Université.

Mais ces efforts ont trouvé leurs limites dans la nature même du régime et dans le fait que le gouvernement reste soumis aux intérêts de quelques grandes féodalités économiques et financières. » (p. 2.)

Puisque c'est la nature du régime qui limite les efforts des ministres de l'éducation nationale de De Gaulle et de son successeur, c'est que ces efforts n'en sont pas moins positifs

(2) Il y a quatre lois sur l'apprentissage et la formation professionnelle, lois complémentaires et toutes datées du 16 juillet.

(3) Il s'agit de la note dite confidentielle adressée par Guichard fin octobre 1971 à certains chefs d'établissements pour leur conseiller des mesures disciplinaires brutales contre les élèves, en cas de grèves d'élèves.

(4) Le projet de Centres de formation professionnelle des maîtres du second degré, élaboré par Guichard, vise entre autres à régionaliser la formation de ces maîtres et donc à briser sur un point important le caractère unique et national de cette formation.

(5) S.N.E.S. : syndicat du second degré. S.N.E.Sup. : syndicat de l'enseignement supérieur ; S.N.E.P. : syndicat de l'éducation physique. S.N.P.E.N. : syndicat des professeurs d'école normale.

aux yeux de la fraction stalinienne. Et le même texte affirme que

« le souci qui anime les hommes des grands intérêts privés industriels et financiers de préserver leur domination économique, politique et idéologique leur commande de freiner l'effort de démocratisation » (p. 5).

Cet « effort de démocratisation », qui existe donc, puisqu'on le freine (on le freine seulement, notons-le bien, on ne le bloque pas complètement), il ne saurait descendre du ciel... D'ailleurs, dans *l'Humanité* du 25 novembre 1971, c'est-à-dire très exactement cinq jours avant l'ouverture du congrès de la F.E.N., G. Bouvard affirmait :

« Sur quoi joue M. Guichard pour tenter d'entretenir la confusion ? Essentiellement sur les efforts d'adaptation entrepris par le pouvoir en matière d'éducation. Ces efforts sont réels et, à chaque fois, nous n'avons pas manqué de les enregistrer. »

Si la politique du gouvernement dans le domaine de l'éducation nationale inclut des efforts réels d'adaptation (limités, rappelons-le, par la nature du régime), c'est donc qu'elle ne représente pas une entreprise de démantèlement de l'éducation nationale qu'il faudrait combattre, mais une tentative de modeler cette éducation sur le développement des sciences et des techniques, sur le monde moderne, sur la vie, etc., insuffisante certes, mais qu'il faut encourager, améliorer, nourrir...

Il ne s'agit pas là de formules plus ou moins hâtives, mais d'une politique d'ensemble mûrement réfléchie. Ainsi, dans le numéro de *France nouvelle* du 21-27 septembre, Pierre Juquin, membre du comité central du P.C.F. et responsable national de l'activité enseignante du P.C.F., avait inséré un article intitulé *L'école en crise*. Citant un article paru dans le *Nouvel Observateur*, article de J. Julliard longuement cité dans le numéro

précédent de *la Vérité* (6), il le résumait en ces termes :

« *Le Nouvel Observateur* appelle, sous la plume du professeur Jacques Julliard, à mettre fin à « la concentration totalitaire de l'enseignement », au « monopole mythique » de l'école, à « l'existence d'un corps spécialisé » d'enseignants, au « privilège de l'attribution des grades » par l'éducation nationale, etc. »

Bref, J. Julliard, membre du S.G.E.N. - C.F.D.T., donne là un concentré concis et dynamique des objectifs les plus lointains que Guichard et Pompidou rêvent d'atteindre... Et voici ce que Juquin avait à en dire :

« Ne simplifions pas : notre collègue Julliard indique du doigt quelques vrais problèmes et mentionne des réalités nouvelles, qui mettent en cause non l'existence de l'école, mais l'existence de l'école telle qu'elle est et fonctionne aujourd'hui. »

Un peu plus loin, P. Juquin nous expliquait que le capitalisme était aujourd'hui poussé par ses contradictions internes à jouer un rôle progressiste dans le domaine de l'éducation :

« Le grand capital est pris lui-même, à cet égard, dans une contradiction mortelle à terme [*mortelle à TERME, notons-le bien... ce n'est donc pas pour aujourd'hui ni pour demain, chacun sait que le capitalisme ne se porte pas si mal, J.J.M*] : s'il n'adapte pas le système de formation aux exigences nouvelles des forces productives, il ne survivra pas. »

Et le grand capital ne restait pas sourd aux abjurations de Juquin :

« L'ensemble des récentes lois sur la formation professionnelle donne un exemple des résultats qui peuvent être obtenus par la conjugaison des luttes de masse et de la pression des forces productives en mouvement. Bien sûr, comme toute réforme dans le capitalisme, ces lois ont un caractère ambigu et contradictoire : elles visent bien, selon les vœux du C.N.P.F., à favoriser la « politique industrielle du VI^e Plan » [...], mais

(6) Voir « la Vérité » n° 554-555, pp. 17-18.

elles comportent en même temps l'affirmation d'une série de droits, la création ou la transformation de nombreuses structures [terme pudique pour désigner la liquidation des collèges d'enseignement technique en trois ans, J.J.M.], la prévision de moyens accrus : voilà des tremplins pour quelques progrès utiles aux travailleurs.»

Ce beau morceau lyrique désigne les lois du 16 juillet 1971...

Sur ces mêmes lois, voici l'appréciation que portait, à la veille du congrès fédéral, le conseil syndical national du S.N.E.T.A.A. (syndicat F.E.N. des C.E.T., qui y dispose d'une solide majorité) :

« [...] En favorisant le pluralisme des formations professionnelles initiales, d'une part, en entravant le fonctionnement et le développement de l'enseignement technique, d'autre part, le C.S.N. constate que ces lois portent gravement atteinte au monopole de l'éducation nationale, à la laïcité de l'école et de l'Etat.

Ces lois permettent aux entreprises d'envoyer leurs cadres, leurs maîtrises, leurs ouvriers qualifiés enseigner dans des centres de formation professionnelle initiale, ou même au sein de l'éducation nationale.

Le C.S.N. constate que ces lois menacent directement les droits et le statut de l'enseignement public.

Considérant que ces lois relancent l'apprentissage sur le tas, et aboutissent à délivrer aux apprentis des diplômes professionnels qui ne seront valables qu'aux yeux de l'entreprise parraine, rejoignant en cela les objectifs immédiats du patronat et des entreprises à la recherche d'une main-d'œuvre spécialisée, mobile et directement exploitable, le C.S.N. estime que ces lois mettent en cause l'existence même des C.E.T. et de l'enseignement technique public.

De plus, elles visent à détruire — en même temps que l'école laïque — les organisations syndicales enseignantes dont elle est une des raisons d'être et qui ont enrichi de leurs militants le mouvement ouvrier depuis des décennies et les organisations syndicales ouvrières elles-mêmes en favorisant leur intégration.

En conséquence, le C.S.N. affirme qu'il s'agit maintenant de regrouper toutes les forces de la classe ouvrière, et de réaliser l'indispensable unité pour combattre et abroger les lois de juillet 1971, pour instituer une véritable formation permanente. (Adopté à l'unanimité.) »

Bouvard et Juquin d'un côté, le conseil syndical national du S.N.E.T.A.A. de l'autre, indiquaient ainsi, en l'exacerbant, l'opposition réelle, quoique restant souvent sous-jacente, entre les orientations des deux grandes tendances de la F.E.N. : celle des staliniens, engagés dans un soutien ouvert à la réforme gaulliste et post-gaulliste de l'enseignement (qui est le *support objectif de leur politique de scission de la F.E.N.* : l'unité de la F.E.N. est, en effet, incompatible avec le soutien aux « efforts réels » d'un gouvernement qui veut la démanteler pour démanteler l'éducation nationale), et celle des réformistes, hésitante, fluctuante, indécise, floue, mais dont la résolution du conseil syndical national du S.N.E.T.A.A. montrait qu'elle pouvait aller jusqu'au refus nettement affirmé de cette réforme et de ses conséquences les plus graves. Cette opposition s'exprimait avec plus ou moins de netteté sur tous les terrains : laïcité, formation des maîtres, défense des libertés démocratiques et unité de la F.E.N. Mais il serait absurde et vain d'attendre des réformistes qu'ils lui donnent toute son expression, d'autant que les tensions les plus vives se font inévitablement jour dans leurs rangs. dans cette situation pour eux intolérable qui les pousse soit au combat, soit au suicide, à la capitulation en rase campagne...

Les gauchistes, évidemment, contemplaient cette situation d'un œil indifférent. L'unité de la F.E.N. et le choix devant lequel elle était placée leur importaient peu, puisque de toute façon la F.E.N. ne courait aucun risque de devenir un centre de « contestation » individuelle, hirsute et braillarde.

Les militants lutte de classe ne pouvaient adopter une attitude de ce genre. Considérant le syndicat comme le noyau fondamental de l'unité des travailleurs et du Front unique, ils ne pouvaient rester indifférents à l'issue de la bataille feutrée sur l'orientation dans laquelle la F.E.N. devait s'engager : assistons-nous à des efforts réels de Guichard ou à une tentative de démantèlement de l'éducation nationale ?

C'est sur le terrain de la formation des maîtres que l'offensive des staliniens fut la plus vigoureuse : leur exigence d'une formation des maîtres à l'Université, c'est-à-dire dans l'Université autonome, éclatée d'aujourd'hui, constitue la pointe avancée du programme de démantèlement de tout le corps national enseignant, le préalable à la constitution du corps enseignant mobile et mobilisable à souhait dont rêvent l'agrégué Pompidou et son commensal Guichard. C'est sur ce terrain qu'ils obtinrent le plus de succès, bien que ce soit celui sur lequel la résistance des réformistes ait été la plus vive. L'apparence de progrès, d'amélioration et de promotion que comporte toute idée de formation de tous les maîtres à l'Université (en la dégagant soigneusement de toute référence à l'Université REELLE d'aujourd'hui) constitue un sérieux apport à la politique des staliniens en ce domaine. La presse d'ailleurs s'étendit longuement sur ce moment du congrès...

Sur le terrain des libertés démocratiques, en revanche, ils subirent une défaite sans phrase, sur laquelle la même presse étala une discrétion à toute épreuve. La politique du gouvernement, expression du besoin qui le taraude de s'attaquer aux droits et garanties péniblement arrachés par les travailleurs au cours de décennies de luttes, le pousse inévitablement à s'en prendre aux libertés démocratiques, car ces libertés constituent à la fois le principal des droits

acquis des masses travailleuses et le cadre même de l'organisation permettant de défendre ces droits et de se lancer à l'assaut de droits nouveaux... Le combat sur ce point et la clarté des principes sur lesquels il se mène sont donc aujourd'hui d'une extrême importance. Aussi n'est-il pas étonnant que ce soit ici que les staliniens — et les gauchistes à leur traîne — aient révélé leur fonction profonde de diviseurs. Il suffit de reproduire ici le récit fait dans *l'Ecole émancipée pour le Front unique ouvrier* (n° 24-25) par Gérard Stassinnet :

« Aujourd'hui donc, la défense des libertés fondamentales (droit d'expression, de réunion, de manifestation, liberté de la presse) est au centre de la lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs et de toute la population laborieuse, plus encore peut-être pour les enseignants qui voient remis en cause le droit de grève des directeurs et des instituteurs depuis septembre 1971 (cf. E.E.-F.U.O. n° 23, p. 12). RAPPELONS QUE L'ATTITUDE DE LA F.E.N. SUR CETTE QUESTION A ETE UNE DES RAISONS FONDAMENTALES DE NOTRE APPEL A VOTER LE RAPPORT D'ACTIVITE. Après quatre heures d'après débats en commission (7), l'intervention des militants lutte de classe permit que les convergences tant souhaitées par Alaphilippe la veille se réalisent autour d'un texte commun pour la défense des libertés essentielles dans notre pays contre la politique gouvernementale.

Cet accord était fondé sur les points suivants :

- aucune exclusive vis-à-vis des militants ouvriers à défendre ;
- aucune exclusive vis-à-vis d'aucune organisation se plaçant sur le terrain de la défense des libertés démocratiques ;
- engagement de la F.E.N. de défendre les victimes de la loi dite anti-casseur

(7) La commission acheva ses travaux à 19 h 30 passées et ses membres se séparèrent d'accord sur la motion sur les libertés. Le bulletin U. et A. n° 3-4 fait preuve d'humour en affirmant que c'est ce même jour à 19 heures que l'accord fut rompu ! Mais nous avons de fortes raisons de penser que cet humour n'est pas volontaire. (Note de l'article cité.)

et des atteintes à la liberté de la presse ;

— dénonciation de l'usage de la violence et de la calomnie au sein du mouvement ouvrier et démocratique.

Pourquoi CET ACCORD, réalisé au compte de l'ensemble des enseignants et des travailleurs contre ce gouvernement et sa politique anti-ouvrière, FUT-IL ROMPU EN SEANCE PLENIERE PAR UNITE ET ACTION, suivie rapidement par Desachy et Bernard au nom de la coalition Ecole émancipée - S.R. - Rénovation syndicale ? Est-ce, comme l'explique G. Bouvard dans *l'Humanité* du 4-12-71, parce que "ce texte aurait servi de couverture aux éléments gauchistes" ? Sans doute est-ce cela, puisque Belleville, défendant la position d'Unité et Action, réussit, au nom de la défense des libertés, à ne faire qu'un réquisitoire "anti-gauchistes", entendons par là tous ceux qui ne partagent pas l'appréciation de la direction du P.C.F. en matière "d'union de la gauche" ou de lutte revendicative. D'ailleurs il fut plus clair encore, s'interrogeant à la tribune sur la justesse d'une défense "sans exclusive aucune" de "toutes les victimes de la répression idéologique, politique ou pédagogique".

Ainsi les choses étaient nettes : la fraction stalinienne qui souligne et soutient « les efforts réels d'adaptation entrepris par le pouvoir en matière d'éducation » devait aussi ET PAR LA MEME briser l'unité pour la défense des libertés démocratiques gravement menacées par le même « pouvoir », dont nul ne peut nier les « efforts réels » en ce domaine.

C'est dans la ligne du vote de la motion sur les libertés en France par 10 000 mandats contre 5 000 que le congrès adopta une motion unanime sur le Vietnam (8) et une motion réclamant l'instauration d'une commission ouvrière d'enquête sur les procès politiques en Tchécoslovaquie et sur les internements dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux en U.R.S.S. (9). La fraction stalinienne s'opposa aussi à ce texte et elle fut une nouvelle fois battue. Les gauchistes se divisèrent sur ce point, après avoir refusé de voter sur les

libertés démocratiques en France. Chacun se trouvait remis à sa place...

Sans doute le congrès de la F.E.N. n'a-t-il ni adopté une orientation, ni, par suite, pris de décision d'action permettant aux travailleurs de l'enseignement de se mobiliser contre la politique d'ensemble du gouvernement telle qu'elle se réfracte dans l'éducation nationale. Les militants lutte de classe étaient encore trop faibles dans ce congrès — malgré leurs progrès — pour pouvoir le faire basculer en ce sens. Mais, en partie grâce à leur intervention, le congrès a repoussé l'offensive de la fraction stalinienne pour faire cautionner par la F.E.N. la politique de Pompidou et de Guichard, il a mis en vive lumière les positions des uns et des autres, il a éclairé les conditions du débat politique au sein de la F.E.N., précisé la nature réelle de l'enjeu : il a facilité ainsi la modification du rapport des forces au sein de la F.E.N. et donc commencé à établir les prémices politiques de la mobilisation de la F.E.N., par l'ycée aujourd'hui, pour l'essentiel, par la politique fractionniste et scissionniste

(8) La motion sur le Vietnam présentée par la tendance U.I.D. réclamait :

— le retrait total et inconditionnel des troupes américaines ;

— des élections libres ;

— protestation contre la répression au Vietnam du Sud, entre autres contre la répression qui frappe les étudiants et les enseignants. Après un appel d'un militant de l'E.E. - F.U.O. à voter ce texte comme texte d'unanimité, **Unité et action** retira son texte et vota celui d'U.I.D. devenu texte d'unanimité.

(9) En voici le texte :

Le Congrès de la F.E.N.,

— considérant l'importance du combat pour la défense de la garantie des libertés dans les pays se réclamant du socialisme, car ce combat est un des éléments de notre lutte en France,

— propose aux organisations syndicales et politiques ouvrières de ce pays la constitution d'une commission d'enquête constituée de représentants du mouvement ouvrier :

— sur les procès politiques en Tchécoslovaquie ;

— sur les « internements forcés » d'opposants dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux en Union soviétique.

des staliniens qui saluent « *les efforts réels* » de Guichard. Le congrès de la F.E.N. 1971 n'a rien réglé. Mais il a défini les premières conditions d'un règlement, et par là il joue un rôle positif aujourd'hui dans les batailles en cours dans les syndicats de la F.E.N. pour mobiliser les travailleurs de l'enseignement contre le démantèlement de l'éducation nationale.

Le 28 octobre 1971, à la fin d'une conférence de presse sur le budget de l'éducation nationale, le secrétaire général de la F.E.N., James Marangé, déclarait :

« Une solution d'ensemble aux problèmes de l'éducation ne peut être trouvée que par un changement de gouvernement »

et il précisait la portée de ce qu'il venait d'affirmer en ajoutant ces mots :

« Notre action rejoint alors la bataille politique. »

C'est là en effet que se nouent tous les problèmes et, en particulier, la crise qui ravage la tendance réformiste et ne peut, inéluctablement, que s'approfondir. Le réformisme reposait sur la possibilité pour les directions syndicales de défendre plus ou moins bien les avantages acquis de couches relativement privilégiées de travailleurs et même d'arracher quelques avantages supplémentaires et ce le plus possible par la négociation. Des possibilités en ce sens existent encore une fois au lendemain de la deuxième guerre mondiale, alors que la guerre s'était soldée par des destructions gigantesques de forces productives. Le puissant mouvement des masses engendré par la guerre et la défaite du nazisme put alors être contenu par le stalinisme et la social-démocratie dans les cadres de la reconstruction de l'ordre bourgeois, mais la bourgeoisie dut payer sa sauvegarde d'un certain nombre de concessions : Sécurité sociale, blocage des loyers, nationali-

sations, etc. L'avènement du bonapartisme gaulliste marquait en France la fin de cet après-guerre. L'offensive contre l'éducation nationale, déclenchée à partir de la mise en place de la loi Debré (décembre 1959) qui promouvait l'enseignement confessionnel et introduisait les aumôneries dans les lycées, et de la réforme Fouchet (qui fit ses premiers pas sérieux en 1963 avec la création des premiers collèges d'enseignement secondaire comportant trois couloirs sélectifs) allait bouleverser les conditions dans lesquelles le syndicalisme enseignant se trouvait placé et, par voie de conséquence, le rapport des forces politiques en son sein.

On ne saurait assez le répéter : la bourgeoisie vise à restructurer totalement l'éducation nationale pour la subordonner aux exigences de la survie du capitalisme pourrissant. La culture pèse d'un poids bien léger sur l'arène d'une concurrence internationale féroce ; elle n'est ni rentable ni facteur de rentabilité à une époque où la bourgeoisie a cessé de jouer toute espèce de rôle progressiste, où son impasse apparaît totale. Elle est donc condamnée, comme un luxe inutile, un fardeau devenu trop lourd pour la barque trop frêle du capitalisme français. On ferme et on regroupe les écoles rurales, on démantèle le lycée d'antan, on disloque l'Université ; la sélection, l'élimination, la formation professionnelle au rabais et directement en usine sous la coupe du patron, sont à l'ordre du jour. La masse des enseignants se sent prise comme dans un étau entre les convulsions profondes d'une jeunesse qui ne peut accepter l'avenir sans perspectives que la bourgeoisie lui offre et l'exercice d'un métier qui lui paraît de plus en plus dénué de sens et vidé de tout contenu : un enseignement que la bourgeoisie définit et exige sans vocation culturelle, et qui dé-

bouche, pour des centaines de milliers de jeunes, sur le chômage total ou partiel, sur l'absence d'emploi qualifié, sur la grisaille d'une morne existence, tend à concentrer en lui toutes les contradictions de la société. Ces contradictions se retrouvent donc, sous une forme différente, au sein de la F.E.N. Les hommes reflètent à leur manière ces bouleversements : à travers les changements de secrétaires généraux du S.N.E.S., on les perçoit très nettement ; ainsi, au début des années 60, le S.N.E.S. avait encore à sa tête un réformiste autant aimable homme du monde que dirigeant syndical, reflet attardé de l'existence relativement douillette de l'enseignement secondaire classique et moderne sous la quatrième République ; aujourd'hui, le S.N.E.S. est dirigé par la fraction stalinienne...

Alors que la masse des travailleurs de l'enseignement subit et ressent une longue et constante dégradation, aucun courant ne peut éviter de poser (et de régler à sa manière) le problème du *gouvernement*.

Or, le réformisme repose sur la collaboration des classes. De par ses origines et sa fonction historiques, il ne peut poser le problème du gouvernement qu'en termes de négociation avec celui-ci ou de changement de l'équipe dirigeante dans le cadre du maintien de l'appareil d'Etat. Mais aujourd'hui les négociations ne servent au mieux qu'à ralentir l'avalanche (10). Quant à la voie de « *l'union de la gauche* », elle ne saurait offrir à la direction réformiste de la F.E.N. de perspectives bien réconfortantes, puisque le programme proposé par Mitterrand au P.S. est un programme de liquidation de l'école laïque (11), et que celui du P.C.F. plus prudent, va dans le même sens : intégration de l'enseignement confessionnel dans l'enseignement public sur la base d'un concordat avec l'Eglise, organisation de l'éducation

physique et du sport scolaire en dehors de l'école, etc. La fraction stalinienne qui juge aujourd'hui « réels » les « efforts » du gouvernement dans le domaine de l'éducation nationale, malgré la prudence qu'elle doit observer vis-à-vis des travailleurs qui lui font confiance, montrerait infiniment plus de dynamisme et d'audace à encourager ces efforts réels — qui donc pourrait en douter ? — s'ils portaient non pas la griffe de Guichard mais celle de Juquin et de Mitterrand.

Aussi la majorité réformiste de la F.E.N. se sent-elle sur la corde raide, et le développement interne et logique de sa politique ne peut-il que prendre la forme de zigzags de plus en plus prononcés accompagnés de déchirements internes. Dans la mesure, entre autres, où l'unité de la Fédération de l'éducation nationale est objectivement un obstacle à la politique de la bourgeoisie, et un facteur important d'unité dans le mouvement ouvrier français, cela souligne avec acuité la responsabilité des communistes que nous sommes dans cette situation. L'évolution n'en saurait être ni linéaire ni automatique. Elle se traduit par des phénomènes divers et contradictoires.

Déchiré entre sa fonction historique et les perspectives de liquidation inhérentes à la politique de la bourgeoisie française dans le domaine de l'éducation nationale, déchiré entre la nécessité impérative de résister à cette politique et l'acceptation résignée des lourdes exigences du capital, le réformisme engendre des courants centrifuges : c'est ainsi que des secteurs entiers de l'enseigne-

(10) Le secrétaire général du S.N.E.S. se félicitait récemment dans *L'Université syndicaliste* que l'activité de la direction du S.N.E.S. soit « parvenue à ralentir le processus de destruction du service public ».

(11) Voir l'article publié à ce sujet dans *Informations ouvrières*, n° 545.

ment se sont peu à peu tournés vers la fraction stalinienne (qui, de 1967 à 1971, a pris le contrôle de cinq syndicats nationaux de la F.E.N.) en croyant y trouver une perspective de mobilisation, voire une réponse au problème du gouvernement ; le développement limité, mais réel, d'un courant gauchiste, qui s'est défini politiquement en expulsant les militants lutte de classe au lendemain de la grève générale, exprime le désarroi de certaines couches d'enseignants... Devant ces courants centrifuges, la majorité réformiste de la F.E.N. réagit de façon fort contradictoire. Alors que la fraction stalinienne s'acharne à diviser le front de défense contre les atteintes aux libertés démocratiques perpétrées par le gouvernement de Pompidou, la majorité réformiste a pris plus d'une fois ses responsabilités *contre* le gouvernement ; le S.N.E.T.A.A., je l'ai dit, a pris une position claire et nette *contre* les lois du 16 juillet, c'est-à-dire qu'il a, sur ce terrain, rompu avec la politique de la bourgeoisie. En même temps, le secrétaire général du S.N.I., Ouliac, citant dans l'*Ecole libératrice* du 19 novembre 1971 la déclaration du ministre sur le budget : « *les promesses que j'ai faites seront tenues* », les commentait par cette déclaration fraternelle : « *Nous prenons acte EN PARTENAIRES LOYAUX, mais fermes et vigilants* » (souligné par nous). En même temps, la majorité de la F.E.N. ne reprenait pas à son propre compte la position du S.N.E.T.A.A. contre les lois du 16 juillet, et le S.N.E.T.A.A. lui-même se gardait bien de donner quelque contenu que ce soit à sa position, paralysé de peur, semble-t-il, à l'idée des conséquences que pourrait avoir tout pas supplémentaire en avant. En même temps, J. Marangé apposait la signature de la F.E.N. au bas de l'accord du 12 novembre sur le salaire des fonctionnaires en 1972, accord basé sur la notion de la masse salariale.

Toute l'orientation de la fraction stalinienne vise à détourner les travailleurs de l'enseignement de l'affrontement politique avec le gouvernement. Cette orientation s'exprime avec une netteté exemplaire dans le S.N.E.S., que sa direction a lancé, dès le début de novembre, dans une grandiose « *bataille de l'opinion publique* » dont l'instrument essentiel est constitué par deux films en couleurs.

Les gauchistes, dans la mesure de leurs moyens, les en détournent eux aussi, au bénéfice de la contestation des comités de base, des collectifs inter-établissements, des manifestations clandestines et informelles, etc.

Le contenu même de leur politique mène ces deux courants à prendre une attitude scissionniste à l'égard de la F.E.N. même si de nombreux travailleurs de l'enseignement qui les suivent n'aspirent nullement à détruire l'unité de celle-ci, mais chargent ces courants, et surtout *Unité et action*, de leurs aspirations profondes à secouer le joug de la politique gouvernementale.

L'amplitude des zig-zags de la majorité réformiste ne peut que s'accroître. Cette amplitude, comme le sens dans lequel la majorité va finalement s'engager, ne dépendent pas seulement de sa volonté consciente née du déroulement objectif des événements. L'intervention des communistes (c'est-à-dire des trotskystes) pour dresser à chaque moment, face au gouvernement, la volonté de résistance des travailleurs de l'enseignement, pour traduire cette volonté *en termes de gouvernement*, autrement dit pour dégager, par le canal des organisations que les travailleurs chargent de leur confiance, même ébréchée, l'ISSUE politique, c'est-à-dire aujourd'hui la prise en charge du pouvoir par les organisations ouvrières, cette intervention est aujourd'hui un facteur politique décisif au sein de la Fédération de l'éducation

nationale. Toutes les forces politiques qui veulent détruire la F.E.N. en sont parfaitement conscientes.

Comme l'écrit le Programme de la IV^e Internationale :

« Il est impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. » (p. 29)

C'est un phénomène de cet ordre, aux méandres nombreux et divers, qui *peut* se produire dans la Fédération de l'éducation nationale. Les trotskystes doivent peser de toutes leurs forces pour qu'il s'effectue. Ne peuvent tourner le dos à cette lutte politique que les sectaires pour qui, selon les mots du Programme de transition, « *se préparer à la révolution signifie se convaincre soi-même des avantages du socialisme* ». Soit-même et à la rigueur la famille proche...

MOTION SUR LA DEFENSE DES LIBERTES

(adoptée par 10 000 mandats contre 5 000) [1]

En de nombreuses régions du monde — la France y compris — s'observe l'inquiétante montée des mesures restrictives aux libertés individuelles et aux principes démocratiques. Le combat pour la défense des libertés est un élément essentiel que la F.E.N. entend placer au centre de son action syndicale.

En France, ces dernières années ont été marquées par :

— l'amenuisement des libertés publiques :

● la liberté de la presse est d'une part restreinte par les contraintes matérielles chaque jour plus graves imposées à la presse d'opinion comme à la presse syndicale, et d'autre part remise en question par les saisies de journaux et les poursuites pour délits d'opinion,

● un projet de loi a voulu remettre en cause la liberté d'association, les moyens d'expression publique sont de plus en plus menacés d'étouffement sous le poids du conformisme politique et culturel.

● la liberté syndicale continue d'être mise en cause dans nombre d'entreprises privées,

● les libertés du fonctionnaire notamment le droit de grève et les garanties disciplinaires sont menacées dans la mesure où l'on voudrait en faire un citoyen diminué.

— l'instauration et l'application de législations d'exception (loi sur la répression des délits collectifs, dite loi anti-casseur, lois de juillet et de décembre 1970 permettant de prolonger le délai de garde à vue, ordonnance du 15 octobre 1960 concernant les départements d'Outre-Mer, maintien de la Cour de Sûreté de l'Etat.)

— la sujétion toujours plus grande de la justice et de la police qui tendent à être réduites au rang d'instrument au service d'une politique, d'un gouvernement, d'une majorité.

Devant cette évolution menaçante, la F.E.N. a entrepris, et entend poursuivre une action quotidienne sous un double aspect :

- participer à la défense des citoyens menacés, réprimés, poursuivis,
- dénoncer la remise en cause des libertés publiques.

Cette action pour être efficace repose et doit reposer sur deux principes intangibles :

- ce qui vaut pour la France vaut pour toute autre région du globe, quels que soient le pays et son régime politique et social ;
- les droits et libertés démocratiques, conquête des travailleurs, sont leur bien commun que la F.E.N. entend défendre pour tous.

La F.E.N. demande l'abrogation immédiate de toutes les législations d'exception et en tout état de cause participera à la défense de tous ceux qui en sont victimes.

Le recul gouvernemental concernant la loi sur le droit d'association souligne des possibilités réelles d'une action unie.

La F.E.N. entend mener cette lutte nécessaire pour la défense des libertés et des droits en étroite liaison avec les organisations syndicales, politiques et autres attachées à cette défense — comme cela a été le cas au sein du collectif national.

Elle entend agir avec la volonté de promouvoir une action de masse et de rechercher la compréhension et le soutien de l'opinion des travailleurs et avec le souci de n'exclure à priori aucune organisation qui accepte de poursuivre ces objectifs et de se plier aux conditions de l'unité d'action élaborées en commun — ce qui exclut entre autres tout recours à la violence et à la calomnie entre les organisations appelées à s'y associer.

Concernant plus particulièrement la défense individuelle des collègues frappés pour leurs activités ou leurs opinions syndicales, politiques ou pédagogiques — dont le nombre s'accroît scandaleusement, y compris comme l'a montré un cas récent par l'utilisation abusive de la psychiatrie, la F.E.N. entend assumer pleinement leur défense en liaison avec les syndicats nationaux concernés. Il est naturellement souhaitable que puisse intervenir un accord préalable entre l'intéressé et l'organisation syndicale sur les modalités de cette défense.

(1) 5 000 mandats Unité et action, qui en perdait près de 1 000 par rapport au vote sur la formation des maîtres.

Premier pas de la révolution socialiste en Europe, la révolution politique a commencé en Pologne

par **Czeslaw BOBROWSKI**

DEUXIÈME PARTIE

Dans la première partie de cette étude (voir la **Vérité** n° 553, pp. 97 à 124), l'auteur a examiné ce qu'il désigne comme les deux premières périodes du mouvement de grèves insurrectionnelles des ouvriers polonais : la première, « **l'explosion** » (du 12 au 20 décembre 1970, date de la destitution de Gomulka), et la deuxième, « **la bureaucratie à la recherche d'une "solution"** » (du 21 décembre 1970 au début de janvier 1971), se terminant par « **la relance des grèves et de l'ensemble du mouvement** ». La « **tendance fondamentale** » de cette deuxième période a été « **celle du développement et du renforcement des tendances organisées, conscientes du combat, reflets, elles-mêmes, du chemin parcouru en l'espace de deux semaines, vers la construction des organes autonomes du pouvoir de la classe** ».

Tirant de premières conclusions de son étude, il a souligné la conscience qu'ont manifesté les ouvriers polonais du lien direct qui unissait leur combat à celui des travailleurs du monde entier, et montré qu'ils ont assimilé les leçons de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, mais qu'ils se heurtent, sans pouvoir encore le résoudre, au problème de la nécessité d'un parti politique révolutionnaire (1).

Deux semaines après la chute de Gomułka et le changement de l'équipe au pouvoir, les revendications fondamentales des travailleurs restent insatisfaites. En abordant la nouvelle année, Gierek est résolu à enrayer la vague croissante du mouvement. Le slogan « **Nous n'avons pas de quoi donner !** » retentit dans toutes les interventions officielles, et l'appareil de la répression s'emploie à pourchasser les dirigeants des grèves comme les ouvriers du rang ; les prisons, particulièrement dans le nord, sont bondées de travailleurs officiellement accusés de « pillage ». Cependant, Gierek s'efforce tout particulièrement de reprendre en main l'appareil du Parti, fortement ébranlé par le mouvement.

La colère des ouvriers s'est en effet tournée en premier lieu contre les militants du Parti. Dans les villes du Nord, les dégâts sont importants : à Elbląg, le premier secrétaire a été pendu ; un peu partout, des responsables de l'appareil, redoutant d'être lynchés, n'osent plus apparaître en public. Nombreux sont également ceux qui ont déchiré leur carte du Parti. Néanmoins, les militants de base, dans leur ensemble, essaient de se faire les porte-parole des revendications ouvrières à l'intérieur du Parti. Ainsi, au cours d'une assemblée de tous les membres du Parti de Gdansk, ceux-ci exigent le renouvellement périodique des responsables, la modification de la procédure électorale et des statuts, plus d'informations et des informations plus véridiques pour les ouvriers, etc.

Obligé de répondre à ses propres militants tout en s'efforçant, devant la puissance intacte des travailleurs, de ressaisir le contrôle de son appareil, Gierek lance alors dans le Parti tout entier une « campagne de vérité » visant, à court terme, à en ressouder tant soit peu les rangs à l'approche du 8^e plenum du Parti. Dans le pays se déroulent des réunions présidées par des membres du Bureau politique et du Comité central. On y analyse les causes des émeutes

de décembre, ainsi que les perspectives du développement économique. Dans toutes les voïvodies (2), dans les usines, les bureaux, les localités, les universités, les militants du Parti et des syndicats, les jeunes travailleurs et les étudiants discutent, exigent des réponses claires aux problèmes essentiels, à des questions qu'on a réprimées pendant quatorze ans, mais que la classe ouvrière pose maintenant au grand jour. La presse centrale filtre soigneusement les informations, se gardant de rendre compte de la situation véritable dans le pays. Elle doit cependant faire écho, bien qu'en les déformant, aux débats et problèmes posés. C'est ainsi que l'hebdomadaire du Comité central du Parti, **Polityka**, écrit le 2 janvier que « **la classe ouvrière ne pouvait accepter ce genre de choses. L'extension des manifestations nous interdit d'en chercher les motifs dans une seule région du pays ou dans une branche unique de l'industrie. Les revendications présentées par les travailleurs... tendent nettement à changer les mœurs de la vie politique du Parti et du pays** ». Un autre hebdomadaire, **Trybuna Mazowiecka** (3), pousse plus loin l'analyse en écrivant le 6 janvier : « **Les principes léninistes dans la vie sociale et politique et dans le fonctionnement du Parti étaient sérieusement vio-**

(1) Notre collaborateur, C. Bobrowski, nous prie, à cette occasion, de signaler qu'il n'a rien de commun, sauf ses nom et prénom, avec le professeur et écrivain polonais bien connu. Il était à peine besoin de le dire, mais voilà qui est fait.

(2) Provinces (divisions administratives de la Pologne).

(3) « La Tribune de Mazovie », organe du Parti pour la voïvodie de Mazovie, la province centrale de la grande plaine polonaise où se trouve Varsovie. Voir **Bas les pattes devant la révolution en Pologne !**, brochure du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est, p. 57. En vente à la SELIO, 87, faubourg Saint-Denis, Paris-10^e, 5 F.

lés... La crise existait depuis longtemps. Au cours de nombreuses années, on a pu en apercevoir les symptômes.» Et le grand quotidien *Zycie Warszawy* (4) précise encore : « La "participation", la "cogestion" doivent devenir une réalité. L'organisation et le rôle des syndicats, qui ont fait faillite, doivent donc être complètement révisés. Les conseils ouvriers doivent cesser de faire de la figuration. »

Au centre des préoccupations des travailleurs et des militants se trouve la question de la démocratie à l'intérieur du Parti et dans le pays, ainsi que de l'indépendance des syndicats et des conseils, par où pourrait ainsi s'exprimer la force indépendante de la masse des travailleurs. Mais, bien qu'essayant de

coller au mouvement pour le canaliser à son profit, la direction du Parti n'arrive pas à le contrôler ; jour après jour, elle doit lâcher des concessions, surtout en sacrifiant les bureaucrates les plus compromis. Les hésitations et les manœuvres de l'appareil n'échappent à personne ; elles sont immédiatement appréciées à leur valeur. « Il y en avait beaucoup qui sont allés chez eux pour les fêtes de Noël, dans l'espoir que les choses vont marcher mieux qu'avant les fêtes. Mais les choses n'allaient pas mieux. Nous avons tous l'impression qu'à Varsovie on ne nous écoute pas. » (5) Ces propos recueillis chez les ouvriers de Gdansk expriment l'état d'esprit qui règne dans tout le pays parmi les travailleurs.

NOUVELLE VAGUE DE GREVES

A partir du 6 janvier, de puissantes grèves éclatent de nouveau à Gdansk, puis s'étendent à Szczecin, à Gdynia et aux autres villes du nord. Partout, les revendications sont sensiblement les mêmes : limogeage de Moczar, responsable de la police et de l'armée, et de Loga-Sowinski, dirigeant des syndicats, libération de tous les ouvriers emprisonnés (on en compte 200 dans la seule ville de Gdansk). Ceux de Szczecin et de Gdansk réclament la démission de Walaszek et de Kociolek, les premiers secrétaires du Parti dans ces deux villes. Parallèlement monte le mot d'ordre qui deviendra l'axe de la lutte des deux semaines qui vont suivre, celui de la venue immédiate, sur les chantiers, de Gierek et de Jaroszewicz. La liste des revendications est complétée par celle de l'annulation de la hausse des prix et l'exigence que toute la lumière soit faite sur les massacres de décembre, et que les responsables en soient châtiés. Dans les usines, c'est un bouillonnement incessant de discussions, les mi-

litants se forment, le mouvement prend à nouveau le caractère d'une grève généralisée dans les villes du nord. Le 16 janvier, le quotidien *Trybuna Ludu*, organe central du Parti, écrit que « participent à la discussion des voix que caractérisent le manque de pondération et la démagogie sociale. Se font entendre également des gens qui sont intéressés à semer le désordre et le trouble et, en dernière analyse, à freiner le véritable processus de rénovation qui ne peut s'opérer que sous la conduite du Parti ».

(4) « La Vie de Varsovie », quotidien d'information cité par le *Monde* du 2 janvier 1971. Voir *Bas les pattes devant la révolution en Pologne !*, o.c., p. 56.

(5) *Aftonbladet* (quotidien suédois) en date du 7 janvier. Voir *Bas les pattes devant la révolution en Pologne !*, o.c., p. 62.

Les travailleurs ne se contentent plus du limogeage de responsables locaux ni des promesses des dirigeants. Comme le dira un des délégués des grévistes de Szczecin à Gierek le 24 janvier : « **Nous ne voulons pas de fables, nous voulons du pain !** » (6). Devant la résolution intransigeante des ouvriers, Gierek doit céder ; il se rend aux chantiers navals de Szczecin et de Gdansk, où, après un long et houleux débat, sur lequel nous reviendrons, il obtient que la grève prenne fin. Mais pas pour longtemps, car, du fait même que les revendications restent insatisfaites, les grèves continuent et débouchent, le 15 février, sur une grève générale dans le centre textile de Lodz. Acculée par une troisième relance des grèves à Bialystok, à Varsovie, à Katowice, la nouvelle équipe gouvernementale consent à baisser les prix, éliminant ainsi le motif direct du mouvement. C'est une grande victoire pour les travailleurs, la joie est immense dans les rues et les usines. Mais si le mouvement change alors de forme, il ne cesse cependant pas de se développer dans d'autres milieux, notamment chez les jeunes et à l'intérieur du Parti lui-même. Dans les usines, les grèves deviennent plus rares, mais des débrayages qui se produisent un peu partout marqueront toute l'année 1971. A partir des grèves de Lodz, une nouvelle étape s'amorce, qui va voir se développer, face aux préparatifs de la bureaucratie pour son VI^e congrès du Parti, la maturation politique de l'ensemble du mouvement. Nous reviendrons sur ses formes et son contenu ; pour l'instant, analysons de plus près le rapport des forces créé après ces trois premières étapes de la lutte.

La lutte des travailleurs pour la satisfaction de leurs revendications légitimes se développe dans une compréhension claire de ce que tous les problèmes posés et débattus touchent directement cette question essentielle qu'est le pouvoir politique, l'Etat. Nous avons vu comment, dès les premières grèves, manifestations et affrontements, la classe ouvrière s'est opposée en bloc à la di-

rection du Parti, et comment, pendant toute la période ultérieure, c'est constamment le « sommet » qui, sous des formes diverses, a été mis directement en cause et obligé de rendre des comptes à la « base ». Le plus haut niveau de cette compréhension du combat de la classe contre le pouvoir politique de la bureaucratie fut atteint, bien entendu, avec la constitution et l'organisation de puissants comités de grève qui, tant par leur contenu que par leur forme, tendaient à devenir des conseils ouvriers. Il est important d'analyser ici ces véritables embryons du pouvoir soviétique, car il ne s'agit pas d'une expérience révolue, mais de l'expression la plus claire de l'effort des ouvriers polonais pour forger les instruments adéquats, nécessaires pour instaurer la démocratie ouvrière au niveau le plus élevé du pouvoir politique de la classe ; effort qui se poursuit toujours aujourd'hui, en dépit des proclamations de « consolidation » des uns et des oraisons funèbres des autres. Les comités et commissions ouvrières des ports de la Baltique sont maintenus par les travailleurs, comme en témoigne indirectement la récente lettre adressée par l'ancien premier secrétaire Ochab au Parti, qui s'appuie, dans ses revendications, sur l'existence des conseils, avec les formes variées qu'ils prennent dans chaque entreprise.

Les comités de grève firent leur apparition dans tout le pays dès le début des combats. La police avait immédiatement investi la plupart des entreprises et arrêté les délégués élus. Ainsi, à Gdansk et à Szczecin, les délégations successives envoyées par le comité de grève au siège du comité régional du Parti avaient été emprisonnées, et ce fut d'ailleurs ce qui amena les travailleurs à attaquer les prisons dans les

(6) Voir **Gierek face aux grévistes de Szczecin**, p. 113 (en vente à la SELIO, 87, faubourg Saint-Denis, Paris-10^e, envoi franco contre 17 F au C.C.P. SELIO 31.697-97 La Source).

deux villes. A Cracovie, dans l'usine Kabel, le bastion rouge d'avant-guerre, ils furent quatre-vingts dirigeants de la grève à être arrêtés. Les choses se passèrent de façon analogue aux usines Nowa Huta de Cracovie, Pafawag de Wroclaw ou Cegielski de Poznan.

Face à cette répression féroce, un effort pour affermir et centraliser les différents organes élus fut entrepris, parti-

culièrement dans les ports, mais également à Varsovie, où un tracté émanant du « **comité central de grève de tous les établissements de la capitale** » appelait à des meetings et des manifestations en plusieurs points de la ville pour le 21 décembre. C'est seulement la destitution précipitée de Gomulka, opérée la veille de la date prévue, qui a court-circuité le mouvement des comités de Varsovie.

DEVELOPPEMENT DES CONSEILS

En revanche, dans les ports de Gdansk, Gdynia, Szczecin et dans toutes les villes du littoral, les conseils ont connu un développement prodigieux, et ce sont eux qui ont dirigé les combats. Selon la délégation des ouvriers de Gdansk qui parvint à Vienne avec l'intention de se rendre à Rome et à Paris « **pour informer les partis frères de la situation en Pologne** », délégation munie des « **pleins pouvoirs du conseil ouvrier** » de Gdansk, « **au moins cent conseils ouvriers** » fonctionnaient dans la partie nord du pays, comme l'a relaté l'*Expressen* du 19 janvier (7). Naturellement, les conseils les plus puissants et les mieux organisés siégeaient à Gdansk, Gdynia et à Szczecin, où, dans les deux cas, la centralisation avait été réalisée au niveau de toute l'agglomération, à partir de la force concentrée des ouvriers des chantiers navals. C'est surtout sur l'expérience du comité de grève de la ville de Szczecin que nous allons nous appuyer, puisque c'est la seule qui soit connue en détail. Il va de soi qu'elle est typique de l'expérience faite par l'ensemble des travailleurs polonais, qui, sous des formes certainement différentes, ont développé leur combat dans des termes semblables.

Dans les Chantiers navals Warski, le comité de grève s'est constitué dans les départements et les ateliers. Chacun des

ateliers s'est doté d'une direction comptant trois délégués ; il en était de même au niveau du département, représenté par cinq délégués. Le comité de grève, lui, était composé d'un délégué par département, délégué qui, le plus souvent, faisait également partie d'un « comité des trois » ou d'un « comité des cinq ». Le souci des travailleurs de contrôler leur propre grève a fait qu'aussi bien les délégués aux comités d'atelier et de département que ceux au comité de grève de l'ensemble des chantiers étaient tous élus directement par la base. Le même souci a imposé la tenue quotidienne de meetings et assemblées ayant tous le droit de révoquer les différents délégués et d'en élire d'autres. Tandis que le comité de grève avait pour rôle d'assumer la direction du mouvement et de le centraliser, les « comités des trois » et les « comités des cinq » étaient les porte-parole directs des ouvriers, cependant qu'ils garantissaient l'exécution des différentes consignes et tâches décrétées par le comité de grève. Des discussions et des débats par atelier ainsi que des meetings par département étaient organisés tour à tour ; on y discutait de la liste des revendications, sans cesse modifiées et ajustées, et des moyens de lutte. Le

(7) Voir *Bas les pattes devant la révolution en Pologne !*, o.c., pp. 70-71.

comité de grève, maître du circuit radio des chantiers, assurait une information continue des grévistes sur la situation dans la ville et dans le pays.

Les ouvriers constituaient en même temps leur milice, munie de brassards et d'armes conquises dans les combats de rue. Très nombreuse et structurée, elle occupait la place des unités de la garde industrielle (7 bis), veillait à la sécurité des chantiers et des grévistes, aussi bien contre la menace d'une attaque de l'armée qui encerclait l'entreprise durant la première phase du mouvement que pour empêcher toute destruction de machines et déjouer plusieurs tentatives de provocation et de sabotage. Des patrouilles étaient organisées le long de l'Odra (8), fleuve marquant la frontière avec l'Allemagne de l'Est. Face aux menaces renouvelées d'un assaut définitif livré aux chantiers par l'armée, l'ordre fut donné par le comité de grève de faire, en pareil cas, sauter les installations. Parallèlement, on procédait à la fabrication d'armes improvisées, notamment de lance-flammes contre les tanks.

A partir d'une telle force organisée dans les chantiers navals, le comité de grève des chantiers navals a été en mesure d'entreprendre la tâche à réaliser au niveau de la ville tout entière, et de constituer, conjointement avec les quarante-huit établissements de Szczecin, un comité central de grève qui siégeait dans l'enceinte des chantiers. Une fois que l'armée se fut retirée, de multiples réunions, échanges de délégués et discussions lièrent entre elles les usines. C'est au nom de ce comité central que le pouvoir a été assumé dans la ville, à la place du Parti et de la municipalité, qui avaient perdu tout contrôle sur la population et dont les principaux dirigeants s'étaient réfugiés dans les casernes militaires. La population soutint activement son conseil, qui réussit à assurer une vie à peu près normale à la ville. Ainsi, « le comité a demandé aux autres entreprises qui se mettaient elles aussi en grève de reprendre le

travail, surtout les usines d'électricité et les transports, afin de ne pas gêner la population. Et nous avons été entendus » (9). Tous les restaurants de la ville s'étaient mis au service des grévistes, de même que le personnel des hôpitaux, dont une partie constituait d'ailleurs un service de secours subordonné au comité central de grève. L'approvisionnement en vivres était satisfaisant et il semble même que le comité faisait venir le pain de villes distantes de 100 à 200 km. Après la levée du cordon sanitaire autour de la ville, le comité central de grève de Szczecin établit sa liaison avec le « comité de grève inter-usines » de Gdansk-Gdynia-Sopot.

Bref, ces quelques faits dont on dispose confirment les paroles du président du comité de grève des Chantiers Warski, Baluka : « **En fait, nous étions un comité pour toute la ville.** » (9)

Le mouvement objectif des travailleurs, qui résultait de la lutte pour la sauvegarde de leurs intérêts légitimes menacés, les a conduits à rechercher les moyens de se défendre, les amenant ainsi à opposer au pouvoir de la bureaucratie leur propre force indépendante, puis à donner à cette force la forme organisée la plus élevée : celle des conseils ouvriers. Mais ce mouvement objectif n'est pas spontané dans le sens que voudraient les propagandistes bourgeois et staliniens. Son développement ne se fait pas en dehors du temps et de l'espace. On ne peut pas expliquer la force et la conscience des travailleurs polonais, ni d'ailleurs leurs faiblesses, indépendamment de leur histoire, notamment de la grande expérience qu'ils ont faite en octobre 1956.

(7 bis) Branche de la police d'Etat chargée de la surveillance des entreprises.

(8) En allemand, Oder.

(9) Voir la Vie ouvrière n° 1384 du 10 mars 1971.

EN OCTOBRE 1956

A cette époque, les ouvriers et les masses laborieuses du pays tout entier ont posé les mêmes questions brûlantes quant à l'avenir du socialisme. La même critique foudroyante a ébranlé l'édifice du pouvoir stalinien en s'attaquant à l'abolition des libertés par la bureaucratie, à l'étouffement des organisations de masse, à la répression politique et policière, à la réduction du peuple à la misère par l'appareil décadent, à l'exploitation féroce des travailleurs et au chômage — tout cela existant au nom du socialisme...

A l'époque aussi, après le soulèvement des ouvriers de l'usine Zispo de Poznan, les masses ont tenté de se doter des organismes indispensables pour renforcer le mouvement et le contrôler. Elles voulaient des garanties solides et définitives contre le stalinisme. A l'initiative des ouvriers des usines Zeran de Varsovie, dont le secrétaire du Parti, Gozdzik, rapportait qu'ils avaient découvert l'efficacité des soviets de 1917, des conseils révolutionnaires ont été élus dans toutes les entreprises du pays. Pendant l'été et l'automne de 1956, la fièvre s'est emparée des masses, qui voyaient l'heure arrivée de balayer définitivement les usurpateurs haïs du pouvoir de la classe ouvrière et mettaient tout leur cœur, toutes leurs forces et tout leur enthousiasme dans la « déstalinisation ».

Mais les travailleurs ont été trahis. Trahis délibérément par l'homme en qui ils avaient placé leur confiance, car, victime des purges des années 1948-1955, cet homme symbolisait à leurs yeux la lutte pour l'indépendance nationale contre la mainmise du Kremlin. Ils ont cru en la parole d'un Gomulka, homme de l'appareil, qui n'avait d'autre but que de dévier et de canaliser le mouvement pour sauver le pouvoir politique de la bureaucratie ; ils ont cru en ses promesses de développer les conseils, de garantir les libertés consti-

tutionnelles et d'agir toujours conformément à la volonté des organes élus des travailleurs.

Les masses ne se sont pas rendu compte sur le moment de l'escroquerie dont elles étaient victimes dès lors qu'elles remettaient le sort de leurs conquêtes entre les mains de la bureaucratie. En dépit de leur volonté résolue d'obtenir satisfaction sur toutes leurs revendications politiques et matérielles, les travailleurs n'ont pas vu que l'essentiel, c'était le combat pour leur indépendance totale, organisationnelle et politique, par rapport à l'appareil. Ressentant le besoin profond d'une direction révolutionnaire capable de les guider et de les organiser pour atteindre leurs objectifs, ils ont cru trouver une telle direction en la personne de Gomulka et de son équipe de « libéraux ».

Il ne pouvait pas en être autrement, dans la mesure même où octobre 1956 constituait leur première expérience, et où il n'y avait aucune force politique qui puisse leur expliquer le contraire et leur proposer des objectifs stratégiques et des mots d'ordre tactiques susceptibles de les amener, dans et par l'action, à perdre leurs illusions : il n'y avait pas d'avant-garde marxiste organisée, pas de parti de classe. Il ne pouvait pas en être autrement, car ceux qui se faisaient les champions de la démocratie ouvrière, des conseils ouvriers, les Gozdzik, Turcki, Urban, Skulska, Lasota, Zimand, Kolakowski et tant d'autres, qui, autour de l'hebdomadaire **Po Prostu**, formaient la « Gauche d'octobre » (1956), étaient eux-mêmes victimes de cette illusion, donnaient eux-mêmes leur confiance à Gomulka, et mettaient tout leur enthousiasme révolutionnaire et toute leur capacité politique à soutenir celui qui allait devenir le bourreau des travailleurs. Les journalistes ardents, les jeunes intellectuels, écrivains et artistes communistes, les étudiants et toute une frange du parti

polonais, qui étaient devenus les porte-parole d'une classe ouvrière politisée et tendant, dans son mouvement, à détruire les obstacles — toute cette « Gauche d'octobre », qui se présentait aux masses comme l'avant-garde marxiste de leur mouvement, véhiculait en son sein les illusions de ce mouvement, confronté, pour la première fois en Pologne, à la tâche d'extirper le stalinisme et de forger son propre pouvoir.

La confiance accordée en 1956 à l'aile Gomulka de l'appareil par les travailleurs et leurs porte-parole intellectuels a abouti, dès 1957, à l'interdiction de **Po Prostu** et à l'exclusion du Parti des jeunes intellectuels et militants communistes qui réclamaient à ce moment « **tout le pouvoir aux conseils** », à la destruction politique et organisationnelle de la « Gauche d'octobre », qui n'avait pas compris la nécessité d'un nouveau parti. Tel est pourtant l'enjeu de la révolution politique : aussi bien en 1956

qu'en 1970-1971, ce problème se situait au centre même du mouvement. L'absence d'une avant-garde consciente, rassemblée sur le programme de la révolution politique, de l'abolition du pouvoir de la bureaucratie, devait nécessairement permettre en 1956-1957 à l'appareil d'endiguer le flot montant et de détourner le mouvement de ses objectifs révolutionnaires en misant habilement sur ses illusions et son inexpérience. Une fois rétablie l'autorité de l'appareil, Gomulka put, en 1957, entreprendre la liquidation à froid des conquêtes des travailleurs. Les conseils reçurent d'abord un rôle consultatif auprès de la direction en matière de production, puis furent mis définitivement en sommeil en 1958, et remplacés par les « **conférences d'autogestion ouvrière** », qui, dès lors, devaient servir à ligoter le mouvement propre des travailleurs par la « participation », ce qui équivalait à les priver de toute expression politique.

L'EXPERIENCE DE QUATORZE ANS

C'est de cette expérience et de leur lutte quotidienne de quatorze années, qu'aujourd'hui la classe ouvrière, tous les travailleurs tirent des conclusions qui leur ont fait si cruellement défaut en 1956. C'est en cela que consiste la différence essentielle entre les conditions dans lesquelles se déroulent la lutte d'hier et celle d'aujourd'hui. Les travailleurs savent aujourd'hui que, pour mener à bien la défense de leurs revendications, ils doivent contrôler leur propre mouvement et les organes qu'ils constituent. Cela se manifeste dans leur souci de renforcer leurs comités, de les enraciner, par le jeu de la démocratie ouvrière la plus scrupuleuse, dans la masse des travailleurs, de les rendre aussi peu vulnérables que possible aux attaques de l'appareil. Plus important encore, en toute conscience, les ouvriers

se posent comme le seul interlocuteur légitime des représentants du pouvoir, et traitent avec eux d'égal à égal. Lorsque le comité central de grève de Szczecin et celui des « trois villes » (10) ont exigé la venue sur place de Gierek, de Jaroszewicz, ceux-ci ont commencé par répondre : « **Le Parti n'a aucune raison de négocier avec un quelconque groupe spécial de citoyens, et encore moins sous la contrainte** » (11). Pourtant, ils y ont été obligés. Les deux rencontres des plus hauts dirigeants du Parti

(10) C'est-à-dire Gdansk, Gdynia et Sopot, avec leur « comité de grève inter-usines ».

(11) *Expressen* du 20 janvier. Voir *Bas les pattes devant la révolution en Pologne !*, o.c., p. 71.

avec les ouvriers en grève, aux chantiers navals de Gdansk et de Szczecin, rencontres sans précédent en Europe de l'Est, sont le fruit de l'initiative de la classe ouvrière et expriment la réalité

GIEREK FACE AUX OUVRIERS

Les neuf heures de débat durant lesquelles la bureaucratie plaide sa cause devant les ouvriers des Chantiers navals Adolf Warski de Szczecin, et les exhorte à les « comprendre », les « croire », les « aider » et cesser la grève, cependant que ces derniers vident leur sac, lourd des souffrances endurées durant de longues années, montrent parfaitement le chemin parcouru par la classe ouvrière ainsi que les obstacles qu'elle voit, mais qu'elle n'arrive pas encore à franchir. L'ennemi à abattre est clairement désigné : « **Notre société se divise en classes déterminées. Il y a des gens qui ont déjà un socialisme dont ils ne savent plus que faire ; et ils cherchent déjà mieux... Ils ont un socialisme de ce genre parce qu'ils ont trop d'argent, trop de moyens pour faire de l'argent** », s'écrie le délégué du département C.P. (12). Ce sont les **apparatchiki** privilégiés à tous les échelons du Parti et des syndicats, ce sont les millionnaires du secteur privé, toute cette couche sociale dont un délégué devait parler comme de « **cette noblesse** » qui « **va tout piller** » (13) des fruits du travail des ouvriers. Et tout de suite, on pose une revendication claire et qui frappe juste : si « **les salaires des directeurs et des ministres... sont plus de deux fois plus élevés que le salaire d'un soudeur hautement qualifié..., il faut réduire ces salaires et les bloquer** » (14).

Le rude langage ouvrier fouette impitoyablement cette bureaucratie qui vit de leur travail, de leur argent, stigmatise tous ceux « **qui ont des culottes moisies à force de rester assis constam-**

du rapport des forces, radicalement différent de celui de 1956. Deux forces sociales s'y sont affrontées directement : la classe ouvrière et la bureaucratie qui usurpe les conquêtes de cette classe.

ment » dans leurs fauteuils, et demande, par conséquent, qu'on prenne « **la décision de limiter la durée des fonctions, ce qui permettrait d'éviter les événements de 1956 et 1970** » (15), exigeant en même temps des élections légales et démocratiques « **aux instances syndicales, aux conseils ouvriers..., dans les organisations du Parti et de la jeunesse** » (16).

Très méfiants, conscients de l'enjeu du débat, les ouvriers interrompent souvent Gierek par des sifflements ou des cris de fureur, sans cesser d'espérer, d'attendre avidement qu'il satisfasse peut-être leurs revendications. Aucun problème politique n'est passé sous silence. Un terrible réquisitoire est prononcé contre la presse mensongère qui « **ne devrait pas être dirigée contre nous** » (17), contre les forces de répression qu'on oppose aux revendications légitimes. Toute l'histoire des vingt-cinq années de Pologne « populaire » est entendue dans les interventions des ouvriers : « **Nous avons attendu vingt-cinq ans ce moment historique. Aujourd'hui... nous voulons avoir tout consigné noir sur blanc** » (18).

Il faut changer les responsables des syndicats, limoger tous les arrivistes du

(12) Voir Gierek face aux grévistes de Szczecin, o. c., p. 120.

(13) Idem, p. 82.

(14) Idem, p. 97.

(15) Idem, p. 97.

(16) Idem, p. 31.

(17) Idem, p. 148.

(18) Idem, p. 126.

Parti. Une claire conscience de classe commence à s'affirmer : « **Comment se peut-il que la classe se tourne contre la classe ?** » (19) « **Nous avons pourtant un Etat populaire.** » (20) Conscience également de ce que cet Etat, ces conquêtes appartiennent à ceux qui travaillent : « **Nous avons cette force parmi nous ! Cette presse, ce beau poste de radio fait de nos mains..., cette télévision, ce journal, ce papier sur lequel on imprime — tout cela ne devrait pas être dirigé contre nous, contre nos intérêts !... Ils devraient rendre notre vie plus agréable.** » (21)

Les bureaucrates cèdent sur certains points. D'ailleurs, la présence de Gierek aux chantiers amènera les grévistes à décider la reprise du travail, sans, pour autant, renoncer à leurs revendications. Impossible d'abaisser les prix ou d'augmenter les salaires car « **nous sommes dans une impasse** » (22), dit Gierek. Le président du comité de grève lui répondra : « **Nous suspendons ce point et le traduisons par un vote de confiance à la nouvelle direction.** » (23) C'est l'avis général des ouvriers, bien que nombre d'ateliers ne soient pas convaincus. Cependant, une bataille acharnée est livrée autour du problème de la presse et de l'information. Gierek connaît le danger et refuse net : « **De telles revendications, camarades, qu'on ne peut pas satisfaire, ne peuvent pas être publiées, parce qu'ainsi c'est... ce serait un appel, vous savez, à tous ceux, n'est-ce pas ? à tous les ouvriers : "faites la même chose".** » (24) Les travailleurs cèdent sur ce point, mais ne renoncent pas à leurs revendications concernant « **des informations correctes sur la situation politique et économique dans les chantiers navals et dans le pays** » (25). Ils l'emportent sur la question des élections libres, que leur commission ouvrière est chargée d'organiser. Cette rencontre reflète parfaitement le rapport des forces. Les ouvriers n'en sortent pas défaits, leur niveau de conscience n'a jamais été aussi élevé. Dans leurs organes élus et aux postes de responsabilité des organisations de base du Parti et

des syndicats dont les titulaires sont renouvelés par les élections, ils mettent des militants en qui ils ont toute confiance ; ils entendent continuer le combat pour ces mêmes revendications qui, aujourd'hui, n'ont pas été satisfaites. Le président du comité de grève, Baluka, exprimera à la fin du débat avec Gierek leur sentiment général en déclarant : « **Pour le moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier. Donc, elles doivent être simplement matérialisées.** » (26)

C'est également le sentiment général, mais nullement une déception pour eux, que, dans la situation présente, les ouvriers n'ont pas encore les forces nécessaires pour arracher toutes leurs revendications. C'est en fait un compromis qu'ils passent avec Gierek ; ce qu'exprimeront des délégués en ces termes : « **A l'époque, nous avons fait aussi confiance à Gomulka, oui ? Sauf que cela ne s'est pas réalisé... Il faut donner à cet homme au moins un an ou deux ans, et nous verrons bien les résultats qu'il y aura.** » (27) « **Si, au bout de un an ou deux ans, rien n'est fait, nous dirons : "Camarades, nous avons été dupes à nouveau."** » (28)

Pas de confiance aveugle, mais la conscience de ce que les conditions ne sont pas encore réunies pour la victoire, voilà l'état d'esprit des ouvriers polonais. Pour le moment, on continue la lutte avec les moyens qu'on possède, en particulier le Parti et les syndicats. C'est par là qu'est toujours passé, sous les formes les plus diverses, le processus de la révolution politique, faute d'alternative au Parti de la bureaucratie. Et

(19) Idem, p. 78.

(20) Idem, p. 148.

(21) Idem, p. 148.

(22) Idem, p. 38.

(23) Idem, p. 146.

(24) Idem, p. 72.

(25) Idem, p. 147.

(26) Idem, p. 145.

(27) Idem, p. 86.

(28) Idem, p. 129.

ces organisations, surtout le Parti, sont devenues, dans la dernière période, l'enjeu du combat ; c'est ainsi que mûrit la

LES INTELLECTUELS, EN 1956 ET AUJOURD'HUI

A chaque étape du développement de la révolution politique en Europe de l'Est, que ce soit en 1956 ou en 1968, on a pu voir une large couche d'intellectuels, écrivains, artistes ou journalistes, se faire les porte-parole des aspirations de la société dans son ensemble et élaborer sous diverses formes des mots d'ordre tendant à assurer la démocratie ouvrière et à réaliser une transformation radicale de la société. A chaque fois, l'activité d'une large opposition de gauche des intellectuels, conjointement avec le mouvement des étudiants et de la jeunesse, a eu pour effet de diviser l'appareil du Parti et des organisations officielles, ouvrant la voie à l'entrée en lutte des ouvriers, qui reprenaient ces mots d'ordre socialistes, les développaient et les enrichissaient, portant le conflit au niveau le plus élevé, en lui donnant pour enjeu le pouvoir politique des masses travailleuses.

Aujourd'hui, la voie de développement de la révolution polonaise est différente. C'est par l'offensive généralisée de la classe ouvrière, agissant indépendamment, que le processus de dislocation de la bureaucratie a été amorcé. Bouleversant toute la société dominée par l'appareil usurpateur, le mouvement des travailleurs a été suivi, dès le début, aussi bien par les intellectuels que par la jeunesse, mais d'une manière très inégale et chaotique, particulièrement en ce qui concerne les premiers.

On n'a pas vu, en effet, se développer, au cours de l'année 1971, comme en 1956 ou en 1968, un vaste mouvement d'ensemble des intellectuels, bien que ceux-ci soient indiscutablement entrés en lutte à partir de décembre 1970, et

conscience des travailleurs. Ils doivent faire également l'expérience de Gierk, cela est nécessaire.

que leur lutte suive une courbe ascendante. La lenteur avec laquelle l'intelligentsia rejoint la classe ouvrière au combat s'explique aisément par l'histoire des luttes dans ce milieu depuis 1956.

Tout d'abord, les défaites subies par les intellectuels pesèrent lourdement sur leurs épaules. En 1957, après trois années d'un combat livré dans l'enthousiasme et l'abnégation, ces derniers, qui se trouvaient, à cette époque, à l'avant-garde du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, avaient été défaits tout comme celle-ci. En dépit de la démoralisation qui faisait rage dans leurs rangs, ils continuèrent la lutte pour les libertés politiques et n'hésitèrent pas à affronter l'appareil de Gomulka à diverses reprises, comme en 1964, lors de la fameuse lettre des trente-quatre écrivains réclamant l'abolition de la censure. Au cours des années 1956-1958, ce furent les intellectuels qui, face à la répression bureaucratique, portèrent haut et ferme le drapeau du « retour à octobre » (1956). Nombre d'entre eux ont déserté, certains sont même passés dans le camp adverse ; ils n'ont pourtant jamais cessé le combat, qui s'est amplifié au contraire jusqu'au point culminant atteint en mars 1968 avec la révolte ouverte des écrivains provoquée par l'interdiction de la pièce de Mickiewicz, **Dziady** (« Les Aïeux »). Assemblées et pétitions se succédèrent, protestant contre la censure de cette pièce et l'exclusion de l'Université de deux étudiants, signataires des pétitions. Les étudiants entrèrent alors en lutte par dizaines de milliers dans tout le pays, élargissant leurs objectifs à l'ensemble

des libertés démocratiques. Au bout de trois semaines, la brutalité de la répression parvint à mettre fin au mouvement, qui n'avait pu réaliser sa jonction avec les ouvriers.

Cependant, après la défaite des étudiants, une vague de répression déferla. Les étudiants, les intellectuels, tous les éléments oppositionnels furent chassés des organisations du Parti et de l'Université, perdant leur travail. Les représentants de la culture polonaise furent dispersés et persécutés, tandis que l'armée des journalistes et « philosophes » du régime prenait leur place. Ce furent les années les plus sombres qu'aient connues, depuis 1953, les milieux culturels et universitaires. Et bien qu'ils n'aient pas cessé la lutte (ce qui se manifesta notamment lors de l'intervention des puissances du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie), les intellectuels ne se remettent qu'avec de grandes difficultés des échecs subis, leurs éléments les plus conscients et les plus combatifs ayant été éliminés de la vie politique ou contraints de prendre le chemin de l'émigration.

La nouvelle direction du Parti ne leur inspire pas confiance. Ils connaissent bien Gierek, qui fut la matraque de Gomulka contre les prétendus « révisionnistes ». Pleins de méfiance à son égard, ils ignorent les multiples avances que leur fait ce dernier, qui a entrepris de les gagner dès son arrivée au pouvoir. Laminés par leurs échecs successifs, ils discernent encore mal leur place dans le vaste mouvement de la classe ouvrière.

Il faut souligner, ici encore, un facteur capital, dont on a déjà parlé à propos des conseils ouvriers, et sur lequel il faudra revenir à propos des problèmes de l'avant-garde. C'est toujours parmi les intellectuels et les étudiants qu'étaient apparus les militants qui tentaient de donner une direction politique au mouvement dans son ensemble. Aujourd'hui, du fait même qu'ils n'ont pas tiré les leçons

des événements de 1956 et 1968, ces militants ont été dépassés par le mouvement des travailleurs, qui, eux, ont précisément commencé à dresser dans l'action cet indispensable bilan et réalisé dans l'assimilation des enseignements des luttes passées de très importants progrès. C'est principalement leur retard dans ce domaine qui explique que la grande majorité des intellectuels, qui voient cependant que la classe ouvrière, dans son mouvement, pose ces mêmes problèmes qui les préoccupent, ne considèrent ce mouvement qu'avec beaucoup de réserve, voire avec un certain pessimisme. Il ne s'agit là cependant que d'un état d'esprit qui tient aux douloureuses expériences vécues par eux et à leurs blessures encore fraîches, mais dont on ne saurait dire qu'il caractérise, en profondeur, la situation dans l'intelligentsia ; celle-ci, nous l'avons dit, avance ses propres revendications et cherche, bien qu'encore confusément, les voies de leur réalisation.

Dès janvier 1971, lors d'une rencontre entre les nouvelles autorités et les représentants de la science et de la culture, le célèbre acteur Gustav Holoubek, s'adressant à Gierek, déclarait que, si les intellectuels apprécient certainement le pas que viennent de faire les autorités dans leur direction, il faut néanmoins que celles-ci commencent par rendre officiellement leurs postes à tous ceux qui ont été injustement persécutés et frappés depuis 1968, et qui « sont d'aussi bons Polonais que ceux qui se trouvent ici aujourd'hui... Ils ont été expulsés par la grande porte de la vie sociale et culturelle. Maintenant, on les fait revenir en cachette par l'escalier de service. Or, il importe qu'ils rentrent par cette même porte par laquelle on les a jetés dehors ».

On sait peu de choses de ce qui se passe dans l'Union des écrivains polonais, naguère bastion de l'opposition contre Gomulka. Soumise en 1969 à une véritable normalisation dans le

plus pur style de Husak, noyauté ensuite par des éléments soumis au régime ou carrément partisans de l'aile Moczar-Kepa, sa voix ne s'est pas fait entendre depuis les dernières grèves. Cependant, l'absence de déclarations favorables à la nouvelle équipe, comme la discrétion dont la presse fait preuve

à propos de cette organisation, nous autorisent à penser que le mouvement de la classe ouvrière se fait également sentir dans ce secteur de la lutte des classes. La lutte qui se mène à l'intérieur de l'Union des écrivains devra tôt ou tard éclater au grand jour (29).

JOURNALISTES ET ENSEIGNANTS

En attendant, ce sont les journalistes qui ont formulé publiquement les revendications traditionnelles des écrivains et des artistes ; lors du congrès annuel de leur organisation, l'Association des journalistes polonais, en juillet 1971, ils ont réclamé la suppression de la censure dans la presse. Ce mot d'ordre essentiel rejoint les revendications de la classe ouvrière, qui avait exigé six mois plus tôt, par la bouche du comité de grève des Chantiers A. Warski de Szczecin, « **des informations honnêtes sur la situation politique et économique dans les chantiers et dans le pays** » (30). Il faut bien noter que cette revendication de

la liberté de la presse émane d'une Association des journalistes polonais que la bureaucratie a voulu normaliser après mars 1968 pour en faire un instrument dans sa lutte contre le « révisionnisme ». Même le degré très limité de libéralisation de la presse que Gierek a été obligé d'accepter n'est plus considéré comme suffisant. Partout, des voix s'élèvent, qui réclament, sous les formes les plus variées, davantage d'informations, de sorte que la presse elle-même, ainsi l'hebdomadaire **Polityka**, doit se faire l'écho de ces exigences et donner une large place à l'opinion librement exprimée des travailleurs. Dans les colonnes de cet

(29) A l'heure où nous écrivions cet article, aucune nouvelle ne nous était encore parvenue du congrès de l'Union des écrivains polonais, qui s'est tenu à Lodz au début de février. Aussi bien son déroulement que le résultat de ses travaux, non divulgués au lecteur polonais, mais dont la presse occidentale a fait largement écho, confirment le développement dynamique du combat des écrivains pour la liberté d'expression et de création. Le congrès fut marqué par le retour en force des militants, intellectuels, écrivains et journalistes pourchassés par l'appareil de Gomulka depuis les événements de mars 1968. Des écrivains comme Woroszyński (un des leaders de la « Gauche d'octobre »), Andrzejewski, Jastrun, Braun, etc.,

ont réclamé avec force la condamnation des mesures prises à l'encontre des intellectuels par Gomulka, la restitution de tous leurs droits à toutes les victimes de la répression, leur réhabilitation publique en tant que militants, qui, déjà en 1968, avec les étudiants, avaient dénoncé la politique antisocialiste de Gomulka et revendiqué l'accélération du processus de « démocratisation » de la vie politique. La composition de la nouvelle direction de l'Union des écrivains polonais est le reflet de cette poussée des écrivains socialistes : ils y sont désormais majoritaires.

(30) Sixième point des revendications des grévistes de Szczecin. Voir **Gierek face aux grévistes de Szczecin**, o.c., p. 32.

organe du Comité central, des hommes de science, des universitaires exposent la nécessité de réformes plus profondes, soulignant le rôle d'une culture libre et d'un enseignement scientifique. En dépit de la forme encore prudente de ces articles, il en ressort clairement qu'au sein de l'intelligentsia existent des tendances qui expriment le besoin, ressenti par tous, d'approfondir le processus de « renouveau », dont tout le monde dit que « ce n'est qu'un début ».

Témoins encore les enseignants, dont les problèmes professionnels ont été pour la première fois posés avec vigueur par leur syndicat, le Z.N.P. Congés payés, congés de maladie, salaires, droits professionnels et syndicaux, qualité de l'enseignement à l'école, le fonctionnement même du système scolaire jugé moyenâgeux, tous ces problèmes, et bien d'autres encore, sont débattus parmi eux dans le cadre de leur syndicat, et la presse doit rendre plus ou moins compte de ces débats — en les déformant, bien entendu — en reconnaissant que c'était là un des problèmes les plus brûlants à résoudre dans les délais les plus rapides.

Tous ces faits, et nous sommes sûrs qu'il en existe une multitude d'autres sur lesquels la presse fait entièrement le silence, nous amènent à dire que le mouvement des intellectuels, bien qu'encore émietté, composé d'éléments divers et dépourvu de facteurs centralisateurs, acquiert progressivement de l'élan et tend à réoccuper la place qui était la sienne dans le peloton de tête de la révolution politique.

Un autre élément important du processus révolutionnaire en Pologne, c'est la jeunesse, la jeunesse ouvrière et étudiante. A en croire les bourgeois, les staliniens ou les petits-bourgeois pablistes, la jeunesse serait totalement absente du mouvement de la classe ouvrière. Nous avons vu dans la première partie de cet article que ce

n'était pas du tout le cas, et que la jeunesse s'est jointe à la masse des travailleurs, même si ce ne fut pas sous la forme d'une mobilisation générale et centralisée, ce qui s'explique d'ailleurs fort bien, comme nous le verrons plus loin. Mais voyons d'abord ce qu'en dit la bureaucratie elle-même. Au mois de mai 1971, *Polityka* publie, dans son numéro 24, une interview des dirigeants de l'Union des jeunes socialistes (la Z.M.S.), organisation contrôlée par la bureaucratie, correspondant donc à ce qu'est la J.C. en France. Zygmunt Czarzasty, responsable de la Z.M.S. à Gdansk (une tâche difficile !), y raconte comment son organisation a dû « coller » au mouvement des jeunes travailleurs pour ne pas perdre tout contact avec eux au cours des journées de décembre et de janvier : **« Une autre raison du fait que notre organisation n'a pas été disloquée et détruite est que sont venus chez nous des éléments qui avaient des conceptions politiques qu'ils ne pouvaient exprimer auparavant. Ceux qui ont eu un rôle dirigeant lors des événements de décembre jouissent d'une énorme autorité, bien que n'ayant rejoint l'organisation qu'à ce moment. Nous avons dû aller les trouver. Nous les avons trouvés et nous leur avons donné des responsabilités. Aujourd'hui, nous avons diverses commissions des affaires sociales et des militants qui parlent haut. Nous avons des gars qui n'ont peur de rien. Ils sont pleins d'initiatives et avancent des propositions qu'on peut réaliser. »**

Au cours des événements, les organisations de la bureaucratie ont été noyées par le mouvement en voulant s'opposer à la volonté des travailleurs. Le Parti, la Z.M.S., les syndicats, au moins leurs organisations locales, ont volé en éclats et leur véritable rôle est clairement apparu aux yeux de tout le monde. Mais dans la lutte pour se donner les moyens de vaincre, d'arracher les revendications, pour forger les garanties indispensables afin que

« octobre 1956 ne se répète jamais », les ouvriers, particulièrement ceux de la côte balte, ont revendiqué des élections libres aux postes de responsabilité de ces diverses organisations (31), dont ils estiment, tout comme les conducteurs de la R.A.T.P. en France, que leur rôle doit être de les servir. Gierek a dû céder sur ce point, et des élections ont eu lieu à partir du 5 février à Szczecin sous le contrôle des commissions ouvrières, de sorte que les travailleurs ont pu se reconnaître dans les sections de base des syndicats, dans les cellules du Parti et de la Z.M.S. Il en a été de même dans d'autres villes comme Lodz, Bialystok, Nowa Huta, etc. A partir de là, le mouvement pour la conquête de « leurs organisations » par les ouvriers a pris de l'élan. Les jeunes ouvriers (qui constituent 64 % des ouvriers dans les chantiers navals, une écrasante majorité

rité dans toute l'industrie et qui prédominent dans la Z.M.S.!) ont posé depuis, dans le cadre de cette organisation, cadre indispensable pour développer leurs luttes, leurs revendications concernant les problèmes particulièrement aigus qui sont les leurs. Czarzasty rend parfaitement compte de ce phénomène de la conquête progressive de la Z.M.S. par les jeunes lorsqu'il écrit : « En mars, nous avons enregistré [à Gdansk] 4 600 nouvelles adhésions. C'est un chiffre jamais vu depuis dix ans. Aucun de ces nouveaux membres n'entre dans l'organisation pour y tirer un quelconque profit pour soi-même. Tout simplement, la jeunesse a dans la tête un programme et elle sait que, si le programme représente l'opinion commune, à ce moment on pourra faire quelque chose. Et il y a énormément à faire. »

« LE PROBLEME DE LA JEUNESSE »

C'est vrai, et Gierek lui-même a dû le reconnaître le 20 décembre, jour de sa nomination au poste de premier secrétaire, en plaçant « le problème de la jeunesse » au premier rang, à côté de ceux de l'emploi, des logements et des femmes. Le président national de la Z.M.S., Zabinski, dira que « jamais dans l'histoire de la Z.M.S., nous n'avons eu de période où se soient posés en tel nombre les problèmes de

la jeunesse et où des solutions, même partielles, aient été apportées avec une telle rapidité ». C'est également vrai. Tout en essayant de canaliser le mouvement, les dirigeants de la Z.M.S. doivent se faire les porte-parole des revendications des jeunes, s'ils ne veulent pas perdre tout contrôle sur eux-ci. La jeunesse ouvrière a clairement montré le chemin de son organisation par la voie des élections démocratiques

(31) « Conformément à la volonté des ouvriers qui s'est exprimée dans toutes les réunions, ouvertes à tous les ouvriers, tenues dans les départements, nous exigeons des élections immédiates et légales aux instances syndicales, aux conseils ouvriers, ainsi que, comme l'exige la majorité des membres du Parti, des élections démocratiques dans les organisations du Parti et de l'entreprise. » (Gierek face aux grévistes de Szczecin, o.c., pp. 30-31. Par « élections légales », les ouvriers, indignés de la violation continuelle de la loi et des droits constitutionnels des citoyens par la bureaucratie, entendent des élections libres et démocratiques.)

ques qui se sont déroulées dans les usines et, également, par la lutte que mènent ses militants à l'intérieur de la Z.M.S. Or, ce n'est pas seulement de cette frange de la jeunesse qu'il s'agit dans l'interview. On y parle peu des étudiants, pourtant ils sont également engagés dans un mouvement qui en est encore à un stade inférieur à celui des jeunes ouvriers, mais qui pose lui aussi le problème central : l'organisation.

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, que c'est surtout en Silésie, à Cracovie et dans les villes du littoral de la Baltique que les étudiants ont manifesté en force leur soutien à la classe ouvrière. Envoyés précipitamment en vacances de Noël, des vacances prématurées et forcées, les étudiants ont, dès la réouverture des cours, repris le mouvement. Le premier stade en fut naturellement celui des meetings, assemblées d'explication où les représentants du Parti durent répondre aux questions concernant la situation. La bureaucratie fit à cet égard un grand effort, et dépêcha dans les universités une armée de conférenciers et de propagandistes.

Mais, une fois le temps des meetings houleux passé, les étudiants, dans le calme, avec des méthodes variables selon les centres universitaires, commencèrent à dresser leurs propres listes de revendications. Depuis, tous les problèmes essentiels du milieu universitaire ont été posés par eux. En premier lieu, celui des garanties d'emploi pour les diplômés, le chômage, parmi les jeunes quittant l'enseignement supérieur, étant très grand. Le syndicat étudiant, la Z.S.P. (« Association des étudiants polonais »), a procédé, à des niveaux divers, à des études concernant la sécurité de l'emploi, et les militants de cette organisation de masse exigent que le gouvernement prenne des mesures conformes aux intérêts des étudiants. Jusqu'à présent, les autorités ont seulement promis qu'une commission spéciale va étudier les possibilités d'une réforme dans ce

sens. Puis viennent les problèmes que posent les conditions d'études. Ici, la question primordiale est celle des bourses et des allocations pour les étudiants pauvres. Au lieu des 500 zlotys mensuels (ce qui équivaut à l'achat de cinq kilos de jambon ou d'une bonne paire de souliers) qu'un nombre restreint d'étudiants recevaient de l'Etat, la Z.S.P. réclame 1 500 zlotys, soit une augmentation de 200 %, pour équilibrer les budgets des boursiers en fonction de la hausse constante des prix depuis 1957. Des résolutions ont été prises dans ce sens au cours d'innombrables assemblées et débats. Ici aussi, la bureaucratie se voit obligée de reculer et de promettre une réforme des bourses. Il en va de même pour les restaurants et les résidences universitaires. Le Premier ministre, Jaroszewicz, a dû avouer devant les ouvriers de Szczecin que chaque étudiant ne reçoit, par la nourriture qu'il consomme dans les restaurants universitaires, que... 2 100 calories par jour, c'est-à-dire au-dessous du strict minimum biologiquement indispensable (2 400 à 2 800 calories).

Un mouvement très vaste se développe également autour de la qualité de l'enseignement dispensé dans les universités. Ainsi, les étudiants de l'université de Varsovie ont réclamé dès le printemps de 1971 l'abolition de la réforme de l'enseignement introduite en 1968, après les événements de mars, réforme qui réorganisait l'enseignement selon des critères non pas scientifiques, mais politiques, en fonction de l'attitude des professeurs et étudiants envers la direction du Parti. A cette époque, pour mieux asservir l'Université, Gomulka en avait chassé tous les professeurs qui sympathisaient tant soit peu avec les étudiants et qu'il considérait pour cette raison comme « révisionnistes » ; il avait réorganisé les facultés en « instituts », dégradant considérablement le niveau de l'enseignement. De même, toujours à l'Université, mais également ailleurs, se fait entendre, encore confusément,

l'exigence de la réhabilitation du mouvement de mars 1968. Et la politisation du milieu étudiant s'accroît. C'est ainsi que les étudiants de l'université de Varsovie se sont élevés contre la manière dont étaient menées les élections à la

Z.S.P. au mois d'avril 1971. Ils ont refusé de reconnaître les gens dont ils ne voulaient pas. « **Il faut obligatoirement qu'il y ait plusieurs candidats** », disent les étudiants, selon le même numéro de *Polityka*.

L'EXPERIENCE DE MARS 1968

L'expérience faite lors des événements de mars 1968 n'est pas oubliée. On s'emploie à en tirer les leçons. « **On ne nous enseignait pas l'histoire récente. Que pouvons-nous savoir sur 1956, et même sur le "véritable" mars 1968 ? Que savons-nous sur les combats politiques de toute cette période ? Que savons-nous des années 1945-1949 ? Où devons-nous puiser les connaissances nécessaires pour devenir aptes à analyser une situation politique ? Dans les journaux ? Dans les cours de marxisme-léninisme ?** » Voilà ce qu'on peut lire dans le numéro de mars 1971 de *Student*, journal de Cracovie, qui ouvre ses colonnes aux étudiants dans un reportage intitulé : « **Pour une nouvelle société. Que sommes-nous, comment voulons-nous être ?** »

Beaucoup d'amertume se donne libre cours, car les expériences douloureuses sont encore fraîches. Notamment, celles de mars 1968. Comme le dit Majkowski, responsable de la Z.M.S. à Varsovie, dans l'interview de *Polityka* citée plus haut : « **Les jeunes ne veulent plus qu'on les traite en enfants, tout juste bons à s'occuper de sport et de danse. Ils exigent des changements profonds dans le fonctionnement de leurs organisations.** » Car c'est une organisation à eux qui leur a manqué en mars 1968 et qui leur manque toujours. C'est avec un enthousiasme pondéré et réfléchi que la jeunesse et les étudiants combattent, car eux aussi se méfient de la nouvelle direction et de ses promesses. « **La rencontre s'est déroulée dans une atmo-**

sphère de sincérité et de compréhension mutuelle... » Voilà ce qu'on écrit aujourd'hui des rencontres du camarade Gierek dans les chantiers navals. Mais, quelques mois auparavant, on écrivait la même chose à propos de quelqu'un d'autre. Toujours la même phraséologie. « **Combien de temps cela va-t-il durer ?** » écrit *Student*. Les étudiants se méfient, car ils savent bien ce qu'était l'ancienne direction ; ils se souviennent qu'à leurs revendications légitimes, elle n'a répondu, en mars 1968, que par des gaz lacrymogènes et des coups de matraque. Or, la nouvelle direction n'a nullement l'intention de désavouer la répression qui s'est exercée à ce moment contre les étudiants. Au contraire, Gierek, faisant pour la première fois allusion au mouvement de mars, déclara au VI^e congrès du Parti, en décembre 1971, qu'« **en 1968, les forces hostiles au socialisme ont attaqué le Parti. Le Parti a repoussé victorieusement cette attaque !** » C'est pourquoi le même problème fondamental qui préoccupe les travailleurs est ressenti par les étudiants : « **Le départ de quelques personnes de la direction ne règle pas encore tout. Si le même schéma devait se répéter de nouveau, la fois prochaine, ce serait sans doute beaucoup plus compliqué. C'est à nous — à toute la société — d'y veiller.** » (*Student*, numéro cité.) Les étudiants se posent les mêmes questions angoissantes, ils recherchent les mêmes garanties, on l'a vu, que les ouvriers de Szczecin face à Gierek : « **Quelle garantie avons-nous que le même méca-**



nisme ne se répétera pas ? Nous avons perdu confiance en ces gens de toute sorte qui continuent à occuper les postes dirigeants. » (*Student*, numéro cité.)

Le lien avec la lutte de la classe ouvrière n'est pas seulement évident dans les faits, il est de plus parfaitement ressenti. La jeunesse étudiante, à qui on a répété maintes fois que son rôle est seulement d'étudier et de ne pas s'occuper « de ce qui ne la concerne pas », a son mot à dire sur le socialisme et essaie de comprendre sa place dans la société : « **La ligne de démarcation ne passe pas entre les générations, mais au travers des générations. Le programme que nous voulons construire ne sera pas seulement notre programme à nous.** » (*Student*, numéro

cité.) Ce qui veut dire que l'opposition artificielle que la bureaucratie s'est toujours efforcée d'introduire entre les étudiants et les travailleurs, aussi bien en mars 1968 que pendant les événements de décembre, est résolument rejetée par les étudiants, car les buts sont les mêmes pour toutes les forces qui combattent pour un socialisme véritable.

Ces propos rejoignent les leçons de mars, qui, débattues ouvertement ou se dessinant, de façon non encore directement exprimée, dans l'esprit des étudiants, demeurent néanmoins au cœur de leurs préoccupations. Car, en mars 1968, si les étudiants ont été battus, c'est faute d'avoir possédé une organisation capable de centraliser leur combat et, par là même, d'entraîner les autres couches de

la société, en premier lieu les travailleurs ; c'est aussi du fait de l'isolement des étudiants par rapport au mouvement ouvrier, ces deux éléments étant naturellement étroitement liés. Il y a trois ans, le premier pas des étudiants mobilisés dans leurs facultés et revendiquant le respect des libertés constitutionnelles fut d'aller dans les usines demander aux ouvriers de leur venir en aide. Mais le mouvement spontané des étudiants n'a pu avoir raison du cordon sanitaire que l'appareil avait établi autour des entreprises, tant sous la forme des effectifs policiers mobilisés à cette occasion que d'une propagande massive et abrutissante. Le lien intime à établir avec la classe ouvrière et la nécessité de posséder sa propre organisation de masse, voilà les problèmes qu'essaie aujourd'hui de résoudre la jeunesse étudiante.

Dans ce processus de maturation politique, l'expérience des luttes antérieures est un capital fondamental. C'est par là qu'on peut comprendre la signification

du développement de la lutte syndicale, à l'intérieur et par l'organisation de la Z.S.P., phénomène inexistant depuis 1956. Aujourd'hui, les étudiants tendent la main vers les instruments dont ils reconnaissent et assimilent de plus en plus la nécessité et le rôle. Ce mouvement n'est bien entendu pas rectiligne, il ne déborde pas encore les limites des villes et des facultés, mais son sens profond est celui d'une lutte d'ensemble des étudiants pour s'organiser et contrôler leurs organisations. Le délégué du département ST des Chantiers Warski de Szczecin l'a expliqué fort clairement : « **Durant toute la grève... il n'y a pas eu chez nous de Z.M.S. ! Camarades ! pourtant la Z.M.S., c'est l'Union des jeunesses socialistes, c'est-à-dire nous tous ! La Z.M.S., c'est nous, les jeunes !... C'est pourquoi il faut aussi poser la question de la Z.M.S. ! Qu'est-ce que la Z.M.S. ?** » (32) Nous avons vu la réponse que ceux qui la posaient ont donnée à cette question : les élections libres organisées par les ouvriers eux-mêmes dans les usines.

QUELLES GARANTIES ?

Car il s'agit naturellement du même problème partout : quelles garanties forger pour barrer la route à un retour au passé ? Les travailleurs ont répondu : l'indépendance par rapport à la bureaucratie, quelle qu'elle soit ; les conseils ouvriers. Les étudiants suivent le même chemin. Au cours de cette lutte de nouveaux militants sont apparus, qui, dans la Z.S.P., se battent ardemment pour les revendications de leurs camarades, comme par exemple à la faculté de mathématiques et physique de l'université de Varsovie, mais pas seulement là. Dans cette voie vers la construction des formes indépendantes d'expression, le journal **Student** de Cracovie, que nous avons cité, est un pas considérable en avant, car, au fond, il met à l'ordre

du jour la question de la liberté de la presse. Le même problème de la liberté d'expression est posé par l'organisation, en novembre 1971, d'une « Tribune des étudiants », « **fait sans précédent** », comme le note **Trybuna Ludu**, quotidien du Parti, organe du P.O.U.P. Ce « **fait sans précédent** », cette « Tribune », c'est la rencontre avec le recteur des étudiants de l'université de Varsovie, rencontre au cours de laquelle « **environ 200 questions ont été posées** ». Quelles questions ? « **Changer le programme des études** », « **construire des résidences pour les étudiants mariés** », « **réformer la sécurité sociale étu-**

(32) Idem, p. 142.

diante et le service médical », « les investissements universitaires ne doivent être décidés qu'après consultation des étudiants et des enseignants », « il faut davantage d'autogestion étudiante et de participation étudiante à la gestion des universités », et d'autres questions dont **Trybuna Ludu** se garde de parler. On y apprend par ailleurs que, immédiatement après cette rencontre, certaines revendications ont été satisfaites, et que cette forme de « dialogue » doit se poursuivre en développant la participation directe des étudiants eux-mêmes au débat.

Le mouvement va inévitablement vers son extension géographique et surtout vers l'approfondissement de cette réflexion collective qui évolue dans et par l'action que mènent les étudiants. Du point de vue du mouvement des travailleurs dans son ensemble, cette maturation politique sur la base des expériences vécues est d'une importance capitale, ainsi que nous le verrons à propos du problème de l'avant-garde, du parti révolutionnaire.

L'irruption directe des travailleurs sur la scène, leurs luttes et le fait que, sans illusions, ils maintiennent toutes leurs revendications, constitue le facteur fondamental de la vie politique de la Pologne et, par là même, conditionne l'activité de la bureaucratie de Gierek dans son ensemble. Nous avons vu comment, sous le poids du mouvement puissant et indépendant de la classe ouvrière, appuyé par d'autres couches de la population, en particulier la jeunesse, les rangs de la bureaucratie ont commencé à se désintégrer, Gierek étant obligé de sacrifier un bon nombre de dirigeants et **apparatchiki** à divers échelons. L'année 1971 tout entière a vu une lutte sourde entre les différentes tendances oppositionnelles, que ce soit celle de Moczar et de Kepa, tendance nationaliste, antisémite et antirusse, celle des partisans, encore nombreux, de l'ancienne direction Gomulka et celle enfin, pas encore structurée, mais large et de plus en plus active, qui se compose des militants décidés à défendre résolument les revendications des travailleurs.

LA LUTTE AU SEIN DE L'APPAREIL

L'âpreté de la lutte au sein de l'appareil, Gierek la révélait déjà le 24 janvier 1971, lorsqu'il mettait en garde les ouvriers des Chantiers A. Warski contre « **tout pas irréféchi** » qui pourrait « **servir à ceux qui ont amené notre pays à la situation dans laquelle il se trouve** » (33), et en les invitant à ne pas aider « **ceux qui souhaiteraient démontrer que c'est quand même une contre-révolution, que, quand même, il était juste de tirer** » (34). Ce genre d'appel à la sagesse face aux « **diviseurs** » se retrouvera, quoique plus nuancé, dans maints discours, sous forme de la lutte indispensable contre « **le dogmatisme et le subjectivisme** », mais n'empêchera pas le renforcement

continuel des oppositions. En même temps, on stigmatise à maintes reprises ces militants du Parti qui sont de plus en plus nombreux à exiger des mesures plus rapides et plus radicales contre le stalinisme, sous le prétexte de mener la lutte contre ces « **éléments anarchisants et démagogiques qui avancent des revendications irréalistes** », et dont parlait Kepa, le 10 septembre 1971 à Varsovie, à propos de l'organisation du Parti dans la capitale, en précisant que cette lutte était loin d'être terminée.

(33) Idem, p. 42.

(34) Idem, p. 166.

Gierek, lui, s'est bien gardé, jusqu'au congrès de décembre 1971, d'exciter les oppositions ; il n'a pas une seule fois mentionné les forces « révisionnistes », dont la destruction est réclamée avec force par l'aile des « durs » de Kępa et Moczar. Ses propos étaient plutôt conciliants et il s'employait à jouer le rôle d'arbitre, essayant, de cette manière, de tirer son épingle du jeu. Mais ses appels constants à la cohésion du Parti et au renforcement de son « rôle dirigeant », « condition fondamentale pour sortir de la crise et approfondir le processus du renouveau », ne laissent planer aucun doute sur ce qui se passe, même pour ceux qui ignorent les rivalités qui se développent en coulisse. C'est avec discrétion, loin des projecteurs, que Gierek a consacré toute l'année 1971 à consolider sa propre position à l'intérieur du Parti. D'innombrables voyages ont été faits, dont cinq ou davantage à Moscou, aussi bien par lui personnellement que par ses fidèles amis, pour la plupart silésiens comme lui, qui ont sillonné l'Europe pour rencontrer les représentants des autres partis staliens et obtenir leur appui.

Fort du soutien du Kremlin, Gierek a pu procéder à une vaste purge des organes de sécurité et les mettre sous le contrôle direct du Bureau politique, ce qui a abouti, à l'été 1971, au limogeage d'une centaine de directeurs et chefs de service et d'un nombre égal de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, avec, en tête, le vice-ministre, Matejewski, accusé publiquement d'organiser et de contrôler tout le marché noir du trafic des devises. Le Parti, lui aussi, a été soumis à une purge qui se solde, ainsi que le révèlent les documents du VI^e congrès, par l'exclusion de 110 000 membres, parmi lesquels les partisans de Moczar, qui, personnellement, s'est vu confier successivement divers postes subalternes, et ceux de Gomulka. Pour ce faire, Gierek a dû, bien entendu, s'appuyer sur les travailleurs qui exercent une pression constante, exigeant des limogeages allant

toujours plus loin. De haut en bas, tout le Parti vit dans un état de fièvre. Les destitutions, les exclusions ne cessent de pleuvoir. Personne n'est sûr du lendemain, et chacun s'emploie à défendre sa fraction. N'importe quel débrayage, dont des centaines se produisent, pour des raisons parfois « anodines » comme disent les habitants de Varsovie, suffit à provoquer la destitution de tel ou tel fonctionnaire. Les travailleurs s'appuient sur cette lutte quasi ouverte des différentes fractions et l'exacerbent.

Les discours de Gierek deviennent chaque fois plus précis. L'accent est mis de plus en plus sur la nécessité de lutter contre les « forces anarchistes qui veulent désorganiser la vie sociale », et qui menacent la base du Parti. Ainsi, par exemple, le mensuel *Zycie Partii* (« La Vie du Parti ») nous apprend, dans son numéro de septembre 1971, qu'à Gdansk, l'organisation du Parti est le théâtre de luttes intérieures incessantes, qui ont paralysé toute intervention efficace de cette organisation. On peut aisément faire le rapprochement avec la mise en vigueur, au mois de juillet 1971, des lois d'exception contre le « hooliganisme » à Gdansk, mais également à Szczecin. Car les grèves éclatent souvent dans ces villes, surtout dans les chantiers navals, où les ouvriers réclament la libération de leurs camarades emprisonnés et protestent contre les modalités de répartition des primes. L'inquiétude règne dans les rues, où l'on signale des cas de vengeance sanglante sur les fonctionnaires de la milice et des organes de sécurité.

Les quelques mesures qui ont été prises pour l'accélération de la construction de logements et la sécurité du travail ne sont pas de nature à freiner le mouvement des masses ; ni davantage cette « Tribune des citoyens » inaugurée à la télévision — une innovation sensationnelle dans l'histoire des pays de l'Europe de l'Est —, où, à trois reprises, les membres du Bureau politique se sont expliqués, répondant aux questions directes des téléspectateurs. De la vigi-

lance inentamée des ouvriers, ce premier secrétaire de l'organisation du Parti dans une grosse entreprise en témoigne en déclarant dans les colonnes de **Polityka** (numéro du 23 octobre 1971) : « **Malgré le soutien qu'on a accordé à la nouvelle direction du Parti, on aperçoit une attitude d'attentisme et de crainte de ce que tout ce qui se passe ne soit pas freiné et retourné au détriment des masses.** » Rien d'étonnant, sous une telle pression exercée par les ouvriers, si la crise se développe au sein du Parti. Les travailleurs expriment le besoin de contrôler le « renouveau » ; ils le soulignent dans toutes les réunions et débats organisés dans le pays, à tel point que le rédacteur en chef de **Polityka**, Rakowski, au surplus membre du Comité central, traduit ces inquiétudes et ces aspirations en termes clairs lorsqu'il écrit dans ce même numéro de l'hebdomadaire du C.C. : « **Le socialisme est un régime qui ne peut pas se développer correctement sans l'imixtion constante des masses dans le fonctionnement de l'État, dans l'activité de ses représentants.** » Cet article est un véritable appel à l'initiative des masses,

LE VI^e CONGRES DU P.O.U.P.

Et c'est la conscience de la menace de dislocation qui pèse sur son appareil qui a obligé Gierk à tenir un an plus tôt que prévu le VI^e congrès du P.O.U.P. La campagne préparatoire à ce congrès ainsi que la composition des 1 800 délégués traduisent cette situation contradictoire, mais dans laquelle la classe ouvrière conserve l'initiative. Le document de base de la discussion, les **Thèses** préparatoires au congrès, un curieux ramassis de promesses vagues, de vœux pieux, de menaces à peine voilées, fait cependant écho, de façon déformée, aux revendications des masses. On y parle de la ligne fondamentale

qui ne doivent pas, dit-il, attendre les directives du pouvoir, mais réaliser pour elles-mêmes le « renouveau ».

Ce processus de fractionnement de la bureaucratie, qui n'en est partout qu'à ses débuts, a obligé l'équipe dirigeante à concentrer toutes ses forces, à enrayer la dislocation de l'appareil, pour empêcher qu'en son sein une lutte ouverte n'éclate, lutte susceptible de donner un point d'appui et de départ à une nouvelle offensive plus puissante des travailleurs. C'est ce qui explique, bien entendu, que 50 % des exclus du Parti dans la voïvodie de Cracovie (après l'épuration, à l'automne de 1971, de 30 % seulement des organisations du Parti) soient des ouvriers ; c'est ce qui explique également qu'à Andrychow, aux usines textiles qui ont vu un énorme mouvement de grève se développer au mois d'avril 1971 autour du mot d'ordre d'augmentation des salaires, tous les dirigeants de la grève aient été exclus du Parti et soient exposés à des poursuites pénales ; c'est ce qui explique enfin les exclusions du Parti des militants accusés d'avoir sympathisé avec les étudiants en mars 1968 !

du Parti, qui consiste « à **augmenter le niveau de vie des travailleurs, et à satisfaire, progressivement et selon les possibilités (!), les revendications légitimes** », ce qui n'empêche pas les **Thèses** de préciser : « **Les décisions du V^e congrès [celui de novembre 1968] ont tracé une ligne correcte de développement du socialisme en Pologne** », elles ont été seulement mal appliquées. Donc il n'y a rien à changer, il faut toujours appliquer les décisions de Gomulka. Or, c'est justement contre ces décisions, introduisant le chômage à grande échelle (il y aurait eu 500 000 chômeurs en 1975 selon **Trybuna Ludu** du 16 février

1971), décisions arrêtées, dans leur ligne générale, au V^e congrès, que se sont élevés les travailleurs. La hausse des prix de 30 %, l'abaissement des salaires (que les **Thèses** constatent d'ailleurs dans un autre passage !), la réforme dite des « **stimulants matériels** » diminuant les revenus des travailleurs de 20 % et liant l'augmentation des salaires au rendement, réforme qui a dû être précipitamment abandonnée en février 1971 — telles étaient les conséquences, outre le chômage croissant, de cette « **ligne correcte** ».

Si, dans les **Thèses**, on ne trouve pas trace d'un plan économique cohérent, de la réforme revendiquée par les masses de la gestion économique, c'est parce que le « plan » de Gierek est le même que celui de Gomulka ; mais la nouvelle équipe, ne pouvant l'introduire ouvertement, essaiera de le faire sous d'autres formes. Depuis décembre 1970, le pays vit sans plan quinquennal, car, se débattant dans des contradictions inextricables, la bureaucratie ne veut pas non plus envisager de transformation radicale de son système de gestion, qui aurait nécessairement pour effet l'accélération du processus de sa dislocation.

On ne trouve dans les **Thèses** aucune analyse des causes des événements de décembre 1970. Comme toutes les interventions officielles, elles répètent la phrase devenue rituelle : « **L'analyse des événements de décembre a été faite par le 8^e plenum de février 1971.** » Cependant, le numéro de mars 1971 (paru en mai !) du mensuel théorique du Parti **Nowe Drogi** (« Les Voies nouvelles »), le seul à reproduire partiellement les interventions faites à ce plenum, a été retiré de la vente et distribué en exemplaires numérotés à des **apparatchiki** triés sur le volet.

En revanche, les **Thèses** mettent l'accent, avec une insistance sans précédent depuis décembre 1970, sur la nécessité de la lutte contre le « **révisionnisme, principal ennemi du socialisme, qui de nos jours se cache sous une phraséologie pseudo-socialiste** ». On ne

peut douter, dans ces conditions, de la puissance du mouvement qui se développe et des intentions de la bureaucratie de le briser coûte que coûte. Il est intéressant de noter également la précision avec laquelle les **Thèses** définissent les limites des « **organes d'auto-gestion** », faisant allusion à l'existence de comités indépendants et de tout un courant parmi les travailleurs exigeant la restauration des conseils ouvriers d'octobre 1956. Leur rôle se borne, selon les **Thèses**, aux questions relatives à la production et à la sécurité du travail ; plus question de leur permettre une quelconque « **participation** », comme le promettait encore Gierek en janvier, et dont parlait Rakowski dans **Polityka**.

La discussion sur les **Thèses**, que l'appareil a organisée dans le pays dès octobre 1971, révèle le souci de contrôler étroitement cette nouvelle mobilisation, sur laquelle la bureaucratie doit s'appuyer. Aucune voix discordante, et il y en a eu, n'a percé à travers les organes de la presse centrale. Tous les bureaucrates ont été élus, sauf les dirigeants de l'aile de Gomulka. Mais à côté des membres de l'appareil à tous les échelons, se trouvaient, parmi les délégués au congrès, les représentants directs des ouvriers des villes où le mouvement est le plus fort, comme Szczecin, Gdansk, Lodz, etc.

On ne peut pas dire que les masses avaient mis tous leurs espoirs dans le congrès, escomptant qu'il allait régler tous les problèmes essentiels. C'était plutôt une épreuve. Les travaux du congrès, son déroulement et ses résultats, c'était encore un élément de l'examen auquel est soumise la nouvelle direction. Les travailleurs n'ont pas répondu avec enthousiasme à l'appel lancé le 17 septembre par **Trybuna Ludu** : « **Nous invitons tout le monde à un large débat.** » Ils ont naturellement profité de cette nouvelle possibilité qui leur était offerte d'exprimer leurs sentiments et opinions, mais en gardant leurs distances. Le rapport des forces entre les travailleurs et

la bureaucratie, qui s'exprime dans ce compromis dont nous avons parlé plus haut, aboutit chez les ouvriers à un état d'esprit que reflète cette formule qui a déjà fait carrière dans le pays : « **On attend et on verra bien** », état d'esprit que l'appareil s'attache à combattre en appelant à l'initiative des masses, comme le fait *Polityka*. Il n'y a pas de ralentissement du mouvement d'ensemble, le processus révolutionnaire, le processus politique de maturation de la conscience des masses suit son cours. Mais le rythme du mouvement n'est pas celui des mois de décembre 1970, de janvier ou de février 1971. Les travailleurs agissent avec circonspection ; c'est là un élément essentiel du rapport des forces. Il ne combattent pas avec enthousiasme et espoir d'un succès rapide, comme les masses tchécoslovaques qui plaçaient leur confiance dans une équipe dirigeante ; ils n'ont pas cette confiance, mesurant instinctivement les possibilités d'obtenir satisfaction avant de se lancer dans une attaque frontale contre l'appareil, car ils ont conscience de n'avoir pas encore de moyens politiques et organisationnels suffisants pour livrer une telle bataille.

De ce point de vue, il était capital pour la bureaucratie de Gierek d'empêcher que le congrès ne devienne un facteur d'accélération brusque du mouvement, c'est-à-dire que ne s'y manifestent ouvertement des divergences pouvant pousser les travailleurs à reprendre à leur compte des positions oppositionnelles et, sur cette nouvelle base, à renforcer leur combat. C'est pour cela que Gierek essaie de maintenir en équilibre les forces qui le menacent sur sa droite et sur sa gauche et d'empêcher les unes et les autres de s'affirmer ouvertement. Mais combler les brèches ouvertes par la poussée de la classe ouvrière, qui garde ses forces intactes, est une tâche difficile ; maintenir cet équilibre contradictoire est impossible à long terme. Donc affermir l'appareil est vraiment la seule voie qui s'ouvre à Gierek, devant l'impossibilité de satisfaire les aspirations des travailleurs, impossibilité

qui devient de plus en plus palpable pour ceux-ci.

Cette tentative de Gierek de consolider l'appareil comme aussi son insuccès se retrouvent dans le déroulement du congrès. Gierek n'a pas pu empêcher de s'exprimer les délégués authentiques des travailleurs, dont celui des chantiers navals de Szczecin. Mais, naturellement, la presse n'en a pas soufflé mot. Voulant sauvegarder les apparences d'un débat démocratique (le congrès a désigné dix-neuf commissions spécialisées), Gierek a pourtant indiqué clairement les limites qu'il entend fixer au « renouveau », particulièrement par la place qu'il a attribuée à la bureaucratie internationale, et en premier lieu à Brejnev et à Husak. Les paroles des « normalisateurs » du peuple tchécoslovaque et les égards exceptionnels que Gierek a eus pour eux ont fait l'effet d'une douche froide pour les travailleurs polonais : « **Nous sommes réellement très heureux que votre parti ait été capable de surmonter les difficultés de l'année dernière et de résoudre en un court laps de temps les nombreux problèmes qui s'étaient accumulés** », proclamait Husak. « **La crise a été résolue, la ligne à suivre clairement tracée, notre parti a assumé sa tâche et, rétablissant les principes léninistes, conduit le peuple tout entier vers un avenir meilleur** », répondait Gierek. Mais c'était là une déclaration de victoire prématurée, car le congrès n'a rien réglé. Tous les problèmes sont restés en suspens, et les plus importants, dont on ne pouvait pas parler — la réforme économique et celle du système de gestion —, ont été renvoyés avec élégance à une commission « **qui s'en occupera ultérieurement** ». D'ailleurs, il semble que les innombrables commissions qui délibèrent, sans pour autant qu'on sache de quoi et comment, soient devenues l'instrument préféré de Gierek pour repousser les solutions que les masses attendent avec une impatience croissante. Retarder la crise, ce n'est pas la résoudre. Les réformes à pas de tortue que préconise Gierek n'apaisent personne.

LA LETTRE D'OCHAB

Non seulement le congrès n'a rien résolu, mais l'objectif même de la bureaucratie — celui de consolider son appareil — n'a pu être réalisé. La raison essentielle en est naturellement la puissance du mouvement des masses et la conscience acquise par les travailleurs et la jeunesse. En outre, des signes manifestes sont apparus, déjà au cours de la préparation du congrès, de ce que l'effritement du Parti au pouvoir entre dans une nouvelle étape. Il s'agit de la lettre que l'ancien secrétaire du P.O.U.P., Ochab, a adressée à sa cellule et dont **le Monde** du 7 novembre 1971 a publié des extraits.

Ochab était devenu premier secrétaire du Parti en 1956, après la mort de Bierut, jusqu'à son remplacement par Gomulka. Depuis, il a exercé diverses fonctions dans l'appareil dirigeant : ministre de l'Agriculture et, jusqu'en 1968, président du Conseil d'Etat. A cette date, après les manifestations des étudiants et l'élimination du Parti par Gomulka et Moczar de tous les opposants, Ochab fut écarté du Bureau politique et disparut de la scène. Il avait pris indirectement la défense des étudiants en critiquant Gomulka. Sa lettre au Parti, comme élément de la discussion préparatoire au congrès, était son premier acte politique depuis sa disgrâce. Il y soumet à une critique à peine voilée la direction Gierek et la timidité avec laquelle elle aborde le « renouveau ». Les leçons n'ont pas été tirées des erreurs de l'ancienne équipe qu'Ochab qualifie de stalinienne ! Les postes clefs sont toujours occupés par les mêmes personnages compromis, qui chantent, aujourd'hui, les louanges de Gierek. La presse est soumise aux mêmes journalistes vendus, hier à la solde de Gomulka, aujourd'hui au service de la nouvelle équipe. Il faut « **éliminer de l'appareil du Parti et des organisations gouvernementales tous les bureaucrates invétérés** ». C'est une des revendications fondamentales qu'Ochab soumet au

Parti. Il faut « **éliminer des postes de direction dans la presse, dans l'édition et dans les moyens d'information, les arrivistes sans moralité qui, pendant des années, ont constitué le soutien du régime autocratique** ». C'est aussi l'une des revendications des masses, et qui pose la question de la liberté de la presse sous la forme même sous laquelle les ouvriers l'ont formulée, commencer par éliminer les ennemis du socialisme et du « renouveau », éliminer les responsables de la situation catastrophique.

Mais la question principale, et la plus importante du point de vue du développement du mouvement et de son mûrissement politique, est, bien entendu, celle des conseils ouvriers. Ochab réclame des élections libres aux conseils dans chaque entreprise, en se référant aux « **directives de Lénine au sujet du rôle et de l'importance des conseils des délégués des ouvriers, appelés directement par les masses ouvrières** ». Par là, il soutient le combat pour l'indépendance des travailleurs, pour les comités et commissions qu'ils ont construits et les pousse à entrer dans une phase supérieure. Pour cette revendication, son objectif (« **le congrès polonais des délégués ouvriers devra avoir les mêmes droits que le parlement et constituer ainsi la seconde Chambre** ») est à discuter, mais ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel, c'est que la lutte pour un congrès des délégués ouvriers pose en termes directs la question de la dualité de pouvoir et, par là même, celle du renversement, dans la lutte, du pouvoir de la bureaucratie, y compris son « parlement ». Ochab réclame aussi la réintégration dans le Parti de tous les militants poursuivis au cours de l'époque précédente, soulevant ainsi le problème, épineux pour l'appareil, des événements de mars 1968.

Bref, sa lettre, qui est un programme d'action précis autour de mots d'ordre précis, exprime parfaitement les préoc-

cupations des travailleurs car elle ne fait que reprendre et développer leurs mots d'ordre ; c'est précisément ce qui lui donne une importance capitale dans le processus de la révolution politique. Car, nous l'avons vu, le mouvement n'a cessé de se développer au cours de l'année 1971, mais ce qui lui manque pour passer à un stade supérieur, c'est un appui solide à l'intérieur du Parti lui-même. Ses effets se sont fait sentir sur le fractionnement de la bureaucratie, que Gierek essaie sans succès de prévenir mais, pendant toute cette période, ce fractionnement n'a pas encore abouti à la cristallisation, au sein du Parti, d'une fraction de militants reprenant ouvertement, sous des formes diverses, les revendications du mouvement des masses, bien que, nous l'avons vu aussi,

L'ENJEU DU COMBAT

L'enjeu du combat qui se mène en Pologne depuis décembre 1970 se réduit à cette question centrale : Gierek et la bureaucratie réussiront-ils à consolider leur pouvoir ébranlé ? Les travailleurs réussiront-ils à approfondir le processus de dislocation de l'appareil en poussant les divers courants qui le traversent à se cristalliser et à s'affronter ouvertement, et ainsi à élargir les brèches qui le fissurent sous le poids de la mobilisation indépendante des masses ? Cette question centrale conditionne le développement de la révolution politique. Nous avons vu que la bureaucratie n'a pas réussi à serrer les rangs, la lettre d'Ochab en est la preuve, car elle marque le début du regroupement des forces au sein du parti stalinien polonais en procurant une plate-forme politique à ce regroupement. Elle marque ainsi le début d'une nouvelle étape de la révolution polonaise, la plus importante depuis le mois de février 1971, car elle pose précisément, comme objectif im-

il se développe, au sein du Parti, un courant allant en ce sens. Or, l'importance de la lettre d'Ochab réside dans le fait que cet acte hautement politique fournit la base nécessaire à la cristallisation et au regroupement conscient et organisé de ce courant. Elle en exprime l'existence, tout en ouvrant une étape nouvelle de son développement et, par suite, du développement du processus d'ensemble de la révolution politique. Elle donne aux travailleurs l'arme dont ils peuvent se saisir et se saisiront sans doute, car leur préoccupation majeure est celle-là même qu'exprimait à peu près l'un des délégués au comité de grève des Chantiers A. Warski : le Parti, le gouvernement, les syndicats doivent nous servir et non se retourner contre les travailleurs.

médiat de la lutte qui se déroule, la nécessité d'approfondir le « renouveau ». Le fait qu'elle s'adresse aux militants du Parti et qu'elle émane d'un personnage qui est un ancien dirigeant est d'une importance capitale pour le regroupement éventuel d'une avant-garde ouvrière qui pourrait prendre la tête du mouvement et l'orienter politiquement. C'est donc, en dernière analyse, la question d'un nouveau parti qui est sous-jacente à cette lettre, car toute lutte qui s'engagera pour les objectifs définis par Ochab mènera inéluctablement vers cette question fondamentale.

Le fait qu'Ochab soit un bureaucrate est ici secondaire, car, pour les travailleurs, il est celui qui défend, dans le Parti et vis-à-vis du Parti, leurs revendications. Aussi bien, ceux-ci orientent leur combat vers le Parti, qu'ils chargent encore de la mission de satisfaire leurs aspirations. Une fois le congrès terminé et les délégués rentrés chez eux, c'est,

dans toutes les usines, les mêmes questions qui leur sont posées (c'est **Trybuna Ludu** qui le dit !) : « Comment avez-vous défendu nos revendications ? », « Quelles ont été les réponses des dirigeants ? », « Quelle discussion y a-t-il eu à ce sujet ? ». Les masses essaient maintenant de tirer le bilan du congrès et d'apprécier dans quelle mesure il a mis en accord les paroles et les actes. Or, le congrès n'a satisfait aucune des revendications fondamentales, politiques ou matérielles, des travailleurs ; leur mouvement doit donc, obligatoirement, se renforcer, en s'appuyant sur ce courant encore hétérogène, qui, à l'intérieur du Parti, tend à se faire le porte-parole des travailleurs. C'est par le Parti que passe actuellement la lutte **indépendante** de ceux-ci ; ainsi, la lettre d'Ochab trouve, dans ce cadre, toute sa signification, en fonction même des tentatives de la bureaucratie de consolider son pouvoir en serrant les rangs et de celles des masses de pousser plus loin leur combat.

Leur mouvement, dans son développement et ses formes, a déjà posé la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire. Nous avons vu comment la classe ouvrière, dans son combat objectif, a été amenée à construire les formes, les organes embryonnaires de son pouvoir indépendant : les comités de grève et les commissions ouvrières, dont le plus haut niveau a été atteint à Szczecin par le comité central de grève, embryon d'un véritable soviet. Mais à elle seule, la classe ne peut pas d'un coup, spontanément, réaliser les objectifs que pose son mouvement propre, les buts qu'elle-même proclame dans ses mots d'ordre et tend à accomplir. Il lui faut un parti centralisant et organisant sa lutte pour le pouvoir. De ce point de vue, la conscience des travailleurs est assez nette. Ils savent parfaitement que leur parti n'est pas celui qu'ils ont sous les yeux. Ils ont donc incendié et détruit les symboles du pouvoir de ce parti, ils ont chassé ses représentants les plus haïs et corrompus, ils en ont même pendu

certain. Mais, tout en opposant au pouvoir de la bureaucratie leurs organes indépendants, ils ont réclamé un parti au service des masses, un parti qui réaliserait toutes les revendications avancées.

Une partie des militants de la gauche polonaise s'affirment « déçus », car, disent-ils, les travailleurs n'ont pas posé la question de la destruction du pouvoir de la bureaucratie et de l'instauration de leur propre pouvoir. Ils n'ont pas pris le pouvoir. Au lieu de comprendre que Gierek, tout autant que Gomulka, est un bureaucrate et un traître, les travailleurs, toujours en proie aux mêmes illusions qu'en 1956, auraient de nouveau fait aveuglément confiance à l'appareil stalinien. Cependant, ces mêmes militants nient la nécessité de construire un nouveau parti. Or, le mouvement de classe du prolétariat polonais a dépassé de loin les militants susceptibles, de par la lutte menée de longue date par eux contre la bureaucratie, de devenir ses dirigeants. Mais peut-on parler de « confiance » en Gierek lorsque les travailleurs lui donnent un délai d'un an ou deux pour réaliser ses promesses ? Est-ce leur confiance en Gierek qui les a amenés à le charger, et précisément lui, Gierek, de leur donner satisfaction ? Non. C'est exactement le contraire, car l'expérience de Gomulka, qu'ils ont pleinement assimilée, au prix de leur sang, leur enseigne de ne pas se laisser trahir une deuxième fois. « **Ce qui nous reste, c'est... nos douze revendications sur deux morceaux de papier. Pour le moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier. Donc, elles doivent être simplement matérialisées** » (35), a déclaré le président du comité de grève des Chantiers navals A. Warski de Szczecin, Baluka, au moment même où il invitait ses camarades, conformément à la décision unanime de tous les départements des chantiers, à suspendre

(35) Voir **Gierek face aux grévistes de Szczecin**, o.c., p. 145.

leur mouvement, donc à poursuivre la lutte dans le cadre du compromis conclu avec Gierk. Les travailleurs savent qu'il faut une direction à leur mouvement et ils ont engagé un combat dans ce sens, mais sans aucune illusion. Ils ne savent naturellement pas encore avec certitude que Gierk se propose de briser leur mouvement. Comment pourraient-ils le savoir, sans avoir fait l'expérience de Gierk lui aussi ? Mais c'est

une possibilité qu'ils prennent en considération, et c'est la raison pour laquelle ils ne cèdent pas, ne renoncent pas à leurs revendications. Ce combat les amènera obligatoirement à vérifier par leur expérience propre, à se rendre compte qu'il faut aller plus loin. C'est là une différence fondamentale avec 1956, différence qui, précisément, résulte de ce que cette expérience a été effectivement faite il y a quinze ans.

LA « GAUCHE D'OCTOBRE »

Nous avons dit que la grande perdante d'octobre 1956 a été la « Gauche d'octobre ». A la question de savoir s'il fallait un autre parti à la place de celui de la bureaucratie, ses militants, par la bouche de Zimand, avaient répondu par la négative. Pourtant, c'est là la leçon fondamentale des événements de 1956, comme de ceux que nous vivons à présent. Or, c'est précisément cette leçon qui est loin d'avoir été comprise par les militants de l'opposition communiste en Pologne, et c'est bien pour cette raison qu'ils ont été « déçus ». Car ils refusent de s'engager dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire, chargeant de ce fait la classe ouvrière d'accomplir toute seule la révolution, qu'ils jugent pourtant abstraitement nécessaire.

Et pourtant, c'est en Pologne que la maturation des éléments d'avant-garde était allée le plus loin. Le document écrit en 1964 par Jacek Kuron et Karol Modzelewski constitue la première plateforme programmatique d'un regroupement des forces conscientes de la classe ouvrière en Europe de l'Est depuis que Trotsky a écrit le Programme de transition. Les deux jeunes communistes, deux fois jugés et emprisonnés pour leurs opinions par la bureaucratie (36), ont conclu, en analysant la crise de la société dite « socialiste », à la nécessité

de détruire la caste bureaucratique parasitaire par la voie révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir centralisé des conseils ouvriers. Tirant les leçons de la trahison de Gomulka en 1956, ils ont combattu dès 1960, et leur plateforme a regroupé une frange importante de militants, particulièrement parmi les étudiants et les intellectuels. Influencés par les théories de la « nouvelle classe » de Djilas, mais aussi par les écrits de Léon Trotsky, ils ont cherché à découvrir la vérité sur la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie et ses racines socio-historiques. Exclues successivement des organisations de la bureaucratie, ils ont vu leur courant gonfler ses rangs et tendre à devenir le pôle d'attraction de toutes les forces socialistes oppositionnelles.

Le grand mouvement des étudiants de mars 1968, qu'ils ont déclenché, les a totalement dépassés. Voulant donner une « impulsion », une sorte de « doping » à un milieu universitaire qu'ils jugeaient « amorphe, apathique et apolitique », ils ont organisé un meeting pour la défense des droits démocratiques. Au lieu des 500 personnes prévues par les organisateurs, le meeting en a rassem-

(36) En 1964, pour trois ans, puis en mars 1968 jusqu'en novembre 1971.

blé 5 000. De l'étincelle a jailli la flamme et, pendant trois semaines, tous les centres universitaires furent le théâtre d'une puissante mobilisation des étudiants. Le mouvement, dans son développement, posait tous les problèmes de la société gangrenée par la bureaucratie, qu'il qualifiait de « **corps étranger à la classe ouvrière** », en réclamant pour la jeunesse des organisations indépendantes. Il posait la nécessité pour les militants d'avant-garde de tirer le bilan de toutes les luttes antérieures des travailleurs, et pas seulement celles menées en Pologne, et annonçait l'irruption imminente de la classe ouvrière polonaise tout entière sur la scène. Emprisonnés, dispersés, nombre d'entre eux n'ont pas renoncé à la lutte, mais ils furent rapidement en proie à une démoralisation destructive, particulièrement après l'intervention des cinq puissances du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.

Ils n'étaient pas prêts à l'explosion de décembre 1970, si bien qu'ils ont été entièrement absents du mouvement, pendant toute la période de lutte et jusqu'à aujourd'hui. Or, c'est justement ce développement du mouvement, avec ses acquis et ses faiblesses, qui exige que ces militants fassent jusqu'au bout le bilan de l'expérience de la « Gauche d'octobre », des événements de mars 1968 et du combat engagé actuellement par les travailleurs ; c'est seulement ainsi qu'ils pourront se prémunir contre toutes les illusions que Gierek et la bureaucratie essaient d'entretenir parmi les intellectuels et les étudiants communistes.

A cet égard, l'article que Kolakowski — qui, on s'en souvient, fut l'un des principaux dirigeants de la « Gauche d'octobre », l'auteur du texte justement célèbre **Qu'est-ce que le socialisme ?**, qui résonne comme un appel passionné au combat inexpiable contre la bureaucratie — a publié en juillet 1971 dans la revue de l'émigration bourgeoise **Kultura**, sous le titre **Thèses sur l'espoir et le désespoir** (37), est significatif des illusions de l'opposition de gauche polonaise. Kolakowski y

défend avec acharnement la thèse de la caducité de la « voie révolutionnaire », il s'élève contre l'axiome « tout ou rien », qu'il attribue aux partisans de la révolution socialiste, et prône la lutte pour des réformes successives dans le cadre même de la bureaucratie, seule lutte capable, selon lui, d'aboutir à la libéralisation du régime. Sous la plume de l'homme qui, exclu du Parti et persécuté par Gomulka, est considéré en Pologne comme le porte-parole de l'avant-garde consciente, ces assertions signifient qu'il appuie la tentative de Gierek de maintenir les cadres de la domination de la bureaucratie contre la menace de son débordement par les ouvriers, qu'il apporte son soutien à l'entreprise de « rénovation lente » de celui-ci et contribue à entretenir les illusions que la classe a balayées dans son puissant mouvement, qui s'est donné pour objectifs, formulés de plus en plus clairement, la réalisation de son indépendance de classe, le pouvoir des conseils.

On voit que plus le mouvement se développe et plus les illusions se développent aussi chez les militants de l'opposition. C'est là un processus contradictoire tout à fait normal. Mais les travailleurs n'attendent pas et n'attendront pas que la gauche tire son bilan, ils continuent à combattre, ce qui doit amener une partie des militants, parmi les « anciens », à rejoindre le combat de leur classe et à donner à ce combat une expression politique se situant au niveau nécessaire à la construction du parti révolutionnaire. Il va cependant de soi que, comme tous les grands mouvements vers la révolution politique en Europe de l'Est, le processus révolutionnaire en Pologne exige, pour son aboutissement victorieux, la construction du parti de la IV^e Internationale. La question cen-

(37) Article paru en français dans la revue **Politique aujourd'hui** de septembre 1971.

trale, de laquelle dépend l'issue positive du combat des travailleurs polonais, comme de celui de leurs frères dans les autres pays de l'Est, U.R.S.S. comprise, est celle de la direction révolutionnaire.

De ce point de vue, nous avons signalé, dans la première partie de cet article, la conscience instinctive qu'a le mouvement de la classe ouvrière polonaise de la nécessité d'élargir sa lutte à l'échelle internationale et du soutien

VERS LA REVOLUTION EUROPEENNE

C'est le premier pas de la révolution européenne qui a été fait en Pologne, car, dans la période où la classe ouvrière internationale a repris l'initiative à l'échelle du monde entier et où l'impérialisme ne dispose d'aucun moyen de tenter de résoudre sa propre crise, sinon la marche à la guerre civile dans tous les pays, la bureaucratie stalinienne n'arrive pas, elle non plus, à contrôler sa propre crise et tend à se disloquer de plus en plus.

Après l'intervention en Tchécoslovaquie, face à la résistance acharnée des travailleurs de ce pays à la normalisation, face au combat de l'opposition communiste en U.R.S.S., face à la crise sans précédent en Yougoslavie, face à la montée progressive des travailleurs de tous les pays de l'Est, qui résistent de plus en plus aux atteintes à leurs droits fondamentaux, la bureaucratie stalinienne concentre tous ses efforts en Pologne, contre les travailleurs polonais qui sont à la pointe du combat en Europe de l'Est. C'est là le sens de toutes ses tentatives désespérées pour consolider le pouvoir de Gierek, dont le VI^e congrès n'a été qu'une des expressions. Mais la force

dont elle a besoin de la part des travailleurs de l'Europe de l'Est comme de ceux de l'Europe capitaliste. Nous y avons souligné également que la lutte des travailleurs polonais n'est nullement « polonaise », au sens nationaliste du terme, mais que, sous sa forme nationale polonaise, elle exprime le combat de l'ensemble de la classe ouvrière européenne et est ainsi la réponse aux préparatifs, par l'impérialisme et par la bureaucratie, d'une conférence de sécurité européenne.

intacte de la classe ouvrière de Pologne, assurée de l'appui des ouvriers de l'Europe de l'Est, particulièrement de Tchécoslovaquie, crée, pour l'appareil de Gierek, une situation où il doit obligatoirement tendre à l'éclatement. Cette situation contradictoire, ces tentatives de maintenir un équilibre impossible ne peuvent pas durer éternellement. Cet équilibre doit se rompre; nous en voyons déjà les signes avec la lettre d'Ochab. La consolidation à froid, à l'exemple de Gomulka, est impossible pour la bureaucratie de Gierek et celle du Kremlin. De nouveaux développements en Pologne sont à l'ordre du jour, et qui sont déjà inclus implicitement dans les résultats du VI^e congrès.

Mais si l'époque actuelle est celle de l'imminence de la révolution, elle est aussi, bien entendu, celle de l'imminence de la contre-révolution. La direction révolutionnaire, l'Internationale, sa section polonaise restent à construire. Les travailleurs polonais cherchent, sans illusions, la voie de la victoire, mais ils ne la trouvent pas encore. Eux non plus ne maîtrisent pas encore leur propre mouvement, bien qu'ils ressen-

tent, précisément pour pouvoir le maîtriser, la nécessité d'une direction politique. C'est, là encore, une leçon qu'ils ont tirée, par la lutte, de leur expérience de 1956.

La tâche des militants polonais qui, autour de leur bulletin **Walka Klas** (« La lutte de classe »), combattent pour une telle direction, pour le parti de la IV^e Internationale en Pologne, est précisément d'approfondir ce processus de maturation que nous voyons se dérouler sous nos yeux, de lui ouvrir des perspectives vers le regroupe-

ment des forces de la classe, pour permettre que le mouvement s'enrichisse des leçons de ses nouvelles expériences, pour, particulièrement, que l'expérience faite de la direction de Gierek soit assimilée.

Cet article n'épuise pas tous les problèmes du processus révolutionnaire en Pologne. Nous estimons qu'une discussion doit se mener à ce sujet, dans le cadre de la préparation de la 4^e conférence du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

GIEREK

face aux grévistes de Szczecin

Procès-verbal de la rencontre entre Edward Gierek, premier secrétaire du P.O.U.P., accompagné d'autres membres du Bureau politique, et les ouvriers des Chantiers navals Adolf Warski à Szczecin le 24 janvier 1971.

**REPRODUCTION INTEGRALE DE L'ENREGISTREMENT
MAGNETIQUE EFFECTUE PAR LES TRAVAILLEURS DU PORT.**

S. E. L. I. O.

SOCIETE D'EDITION, LIBRAIRIE, INFORMATIONS OUVRIERES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75 - PARIS (10^e)

Prix : 16 F - Envoi franco contre 17 F au C.C.P. SELIO 31.697-97 La Source

Déclaration finale de V. Boukovski avant sa condamnation



Vladimir Boukovski a été condamné en toute hâte, le 5 janvier 1972, à deux ans de prison, cinq ans de camp de travail et cinq ans d'exil par un tribunal de Moscou siégeant dans un huis-clos de fait. C'était sa troisième condamnation. Le « crime » de Boukovski était double.

D'abord, il a passé son année de liberté (de sa libération du camp où les juges l'avaient enfermé pour trois ans à son arrestation) à rassembler un dossier sur les internements d'opposants dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux (1).

Son second « crime », c'est que cette activité s'inscrivait dans une longue lutte politique entreprise depuis le début des années 1960 pour le respect des libertés démocratiques en U.R.S.S.

C'est ainsi qu'il organisa une manifestation pour la libération de Siniavski et Daniel, puis, le 22 janvier 1967, une manifestation pour la libération de Guinzbourg et Galanskov. C'est parce qu'il est — et s'était montré — un « organisateur » qu'un tribunal condamna, en septembre 1967, Boukovski à trois ans de camp.

Nous reproduisons ci-dessous, dans son intégralité (jusqu'à présent seuls des fragments en ont paru en français), la dernière déclaration faite par Boukovski à son récent procès, telle que l'a fait connaître le **Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est**. On y verra que le combat de Boukovski s'inscrit dans la tradition la plus authentique du communisme.

(1) Ce dossier est paru récemment en français aux Editions du Seuil, avec une préface de J.-J. Marie, sous le titre :

Une nouvelle maladie mentale en U.R.S.S. : l'opposition.

Citoyens juges,

Je ne vais pas du tout aborder l'aspect juridique de l'accusation, parce que j'ai déjà entièrement démontré au tribunal qu'elle est dénuée de tout fondement. Mon avocat, lui aussi, a démontré dans sa plaidoirie qu'elle est entièrement dénuée de tout fondement, et je suis d'accord avec lui sur tous les points qu'il a allégués.

Je vais parler d'autre chose : des représailles qui ont été préparées de longue date contre moi ; je ne l'ignorais pas. Le 9 juin, le procureur Vankovitch m'a convoqué et m'a menacé de sanctions ; peu après est paru dans la **Pravda**, sous le titre **Misère de l'anti-communisme**, un article que le procureur, dans son réquisitoire, a presque entièrement cité. On m'y accusait d'avoir vendu dans un coin sombre des informations calomnieuses à des correspondants étrangers contre maigre rétribution.

Enfin, le numéro 2 de 1971 du journal **L'auto-éducation politique** a publié un article du vice-président du K.G.B. (2), S. Tsvigoun, où l'on pouvait lire en outre que j'étais engagé dans une activité antisoviétique.

Il n'est d'ailleurs pas difficile de comprendre que le petit policier qu'on avait chargé de mener l'enquête sur mon cas ne pouvait pas s'opposer à son chef et qu'il était obligé de s'efforcer de démontrer ma culpabilité de toutes les manières possibles.

Avant mon arrestation, j'ai fait l'objet d'une filature incessante. On m'a couru après, on m'a menacé de mort et l'un de ceux qui me suivaient a perdu son sang-froid au point de me menacer de son arme de service. Pendant le déroulement de l'enquête dont je faisais l'objet, j'ai demandé qu'une procédure criminelle soit intentée contre ces gens. J'ai même donné le numéro de la voiture officielle dans laquelle ils circulaient pour me suivre et j'ai fourni d'autres indices de nature à permettre de les retrouver. Je n'ai cependant ja

mais reçu de réponse à cette requête de la part des services auxquels je l'avais adressée.

C'est alors qu'une réplique extrêmement éloquente m'a été donnée par le policier en question : « Le comportement de Boukovski, qui a fait l'objet de l'enquête, révèle la nécessité d'une expertise de ses réactions psychologiques » Ceux qui ont mené l'enquête ont commis d'innombrables violations des règles de la procédure. On peut dire qu'il n'y a pas un seul article du Code de procédure criminelle qui n'ait été violé.

On a même eu recours à des mesures scandaleuses, comme d'incarcérer dans la même cellule que moi un certain Trofimov, un mouchard, qui m'avoua lui-même qu'on lui avait enjoint de me tenir des propos antisoviétiques provocateurs afin de m'amener à répondre sur le même ton, en échange de quoi on lui avait promis qu'il serait prochainement mis en liberté. Comme vous le voyez, ce qui m'est tenu à crime est licite pour certaines gens, si « l'intérêt de la cause » l'exige.

J'ai porté plainte à ce propos devant divers services, et j'ai demandé tout à l'heure au tribunal de joindre ces plaintes au présent procès, mais le tribunal s'est bien gardé de le faire. Quant au policier en question, au lieu d'examiner ma plainte et de me donner une réponse, il m'a envoyé à l'institut Serbsky de psychiatrie légale en vue d'un examen médical.

Le département des enquêtes de l'administration du K.G.B. tenait essentiellement à ce que je sois reconnu irresponsable. Comme ç'aurait été commode ! Il n'y aurait pas eu d'affaire me concernant, pas besoin de bâtir d'accusation contre moi, ni davantage d'établir devant ce tribunal que j'ai commis un crime. L'homme est simplement malade, il est fou...

(2) Le K.G.B. est le Comité de sûreté de l'Etat, la police politique de l'U.R.S.S.

Si tout s'était passé ainsi, il n'y aurait pas maintenant de représailles judiciaires et je n'aurais pas pu prononcer cet ultime plaidoyer : on m'aurait jugé en mon absence. Et c'est ainsi que les choses se seraient passées, n'eût été l'effet de l'intervention opiniâtre du public.

Effectivement, après l'expiration du premier délai fixé pour l'expertise, à la mi-septembre, la commission médicale découvrit que je présentais un tableau clinique vague au point de justifier un pronostic funeste ; d'après les questions que les médecins me posèrent ensuite, je compris qu'ils avaient l'intention de me déclarer irresponsable. Et c'est seulement le 5 novembre, après que se fut exercée la pression du public, qu'une nouvelle commission médicale me déclara en bonne santé.

Vous avez là une preuve flagrante de ce que j'affirmais, et qui est baptisé calomnie devant ce tribunal : que, sur instruction du K.G.B., des représailles d'ordre psychiatrique sont pratiquées contre les dissidents. J'en possède d'autres preuves. En 1966, j'ai été détenu pendant huit mois dans divers hôpitaux psychiatriques, sans procès ni enquête, et en dépit des preuves médicales de ma santé mentale ; lorsque les médecins me libéraient, on me transférait dans un autre hôpital.

Ainsi donc, le 5 novembre, on m'a déclaré sain d'esprit ; alors on m'a mis une fois de plus en prison, et les infractions aux règles de la procédure se sont accumulées de plus belle.

La manière dont on a clos l'enquête constitue une grossière violation de l'article 201 du Code de procédure criminelle de la R.S.F.S.R. (3).

Je demandai à être assisté de l'avocat de mon choix ; mais l'enquêteur refusa, et il signa seul le procès-verbal relatif à l'article 201, y consignait ensuite que je refusais de prendre connaissance des pièces de l'affaire. Conformément à mon droit d'être assisté pour ma dé-

fense, droit qui est stipulé par l'article 48 du Code de procédure criminelle de la R.S.F.S.R., je demandai que l'avocate Dina Isakovna Kaminskaya soit invitée à assurer ma défense devant le tribunal. J'adressai cette requête au président du collège des avocats de Moscou ; et la réponse fut un refus avec cette précision : « L'avocate Kaminskaya ne peut être désignée pour la défense, car elle n'a pas accès à la procédure des affaires secrètes. »

On se demande de quel genre d'affaire secrète il peut bien s'agir, alors que je suis jugé pour agitation et propagande antisoviétiques. Et, de toute façon, d'où, de quelles lois soviétiques peut bien sortir ce fameux « accès à la procédure » ? De nulle part.

Ainsi, on ne me donna aucun avocat. De plus, la réponse du collège des avocats que je viens de mentionner, réponse dont j'avais eu connaissance et qui portait ma signature, on l'a retirée du dossier et retournée au collège des avocats. Il y a une référence écrite à cet incident dans le dossier. On a mis à la place de cette lettre une réponse tout à fait innocente du président du collège, réponse dont je n'ai pas eu connaissance.

Comment peut-on entériner de tels agissements ? Seulement en tant que faux officiel.

Il a fallu que je fasse une grève de la faim de douze jours, il a fallu une plainte adressée au procureur général de l'U.R.S.S., au ministre de la Justice de l'U.R.S.S. et au Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, et aussi une nouvelle et active intervention du public, pour que mon droit légal à être assisté pour ma défense soit enfin respecté ; on m'a donné pour

(3) R.S.F.S.R. : République socialiste fédérative soviétique russe. L'article 201 oblige l'enquêteur à informer l'accusé que celui-ci a le droit, avec l'assistance de son avocat, de prendre connaissance de toutes les pièces de son procès.

avocat Schveiski, que ma mère avait invité à assurer ma défense.

De nombreuses infractions aux règles de la procédure ont également été commises au cours des débats qui se sont déroulés aujourd'hui. L'acte d'accusation emploie 33 fois le mot « calomnieux » et 18 fois le mot « antisoviétique », mais il ne contient aucune indication concrète qui permette de discerner quels sont les faits qui constitueraient des calomnies parmi ceux que j'ai communiqués à des correspondants occidentaux, ni quels sont les documents qui seraient antisoviétiques parmi ceux qui ont été saisis chez moi lors de la perquisition et que j'aurais prétendument distribués.

Sur les neuf requêtes qu'avec l'appui de mon avocat j'ai adressées au tribunal au commencement des débats de ce procès, huit ont été rejetées. Aucun des témoins que j'ai désignés, et qui étaient susceptibles de réfuter divers points de l'accusation, n'a été cité par le tribunal.

Je suis accusé, en particulier, d'avoir transmis des documents antisoviétiques en présence de Volpine et de Chalidzé (4). C'est pourtant en vain que j'ai demandé que le tribunal entende le témoignage de ces hommes.

De plus, de ces huit personnes au témoignage de qui j'en ai appelé, parce qu'elles auraient pu confirmer l'exactitude de mes dires sur l'internement et les conditions de détention dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux, aucune n'a été citée à comparaître devant le tribunal. Le tribunal a rejeté ma requête tendant à faire citer ces témoins ; il a motivé son refus en disant qu'il s'agissait de malades mentaux, qui ne pouvaient donc pas témoigner.

Or, deux d'entre ces personnes, Z. M. Grigorenko et A. A. Fainsberg, n'ont jamais été internées dans un hôpital psychiatrique spécial ; elles ne sont entrées dans ces hôpitaux que comme parents

d'internés, et elles pourraient confirmer mon témoignage sur les conditions de détention dans ces hôpitaux.

Seuls, les témoins désignés par l'accusation ont été cités par le tribunal. Et de quel genre de témoins s'agissait-il ? Eh bien, avant mon arrestation, on m'a dépêché un ancien camarade de classe, un certain Nikitinski, qui travaille maintenant à l'aéroport de Sheremetievo, dans le service de l'inspection des douanes ; on l'avait chargé de m'inciter à commettre un crime : préparer l'installation d'un matériel d'imprimerie clandestin qui devait arriver de l'étranger. Selon toute probabilité, Nikitinski, qui a fait son service militaire dans les troupes de la sécurité d'Etat, m'a été envoyé par les fonctionnaires du K.G.B. Mais ce provocateur malchanceux a échoué dans sa tentative. Alors l'enquête, puis, à son tour, le tribunal, ont essayé de le faire témoigner pour l'accusation sur cet épisode. Nous avons vu ici à quel point Nikitinski était également peu apte à remplir cette tâche. Pourquoi a-t-il fallu toutes ces provocations, toutes ces violations grossières de la procédure ? Pourquoi ce torrent de calomnies et d'accusations sans fondement ? Pourquoi a-t-il fallu ce procès ? Simplement pour punir une personne ? Non, il y a là un « principe », une sorte de « philosophie ». Derrière l'accusation ostensible s'en dissimule une autre, qui ne l'est pas.

En organisant des repréailles contre moi, ils prétendent effrayer ceux qui s'efforcent de faire connaître leurs crimes au monde entier. Ils ne veulent pas « sortir les ordures de l'isba » afin d'apparaître sur l'arène mondiale comme les défenseurs irréprochables des opprimés.

Notre société est encore malade. Elle est malade de la peur que nous avons

(4) Il s'agit du mathématicien Alexandre Essenine-Volpine, fils du célèbre poète Serge Essenine, et du physicien Valeri Chalidzé, tous deux membres du Comité pour les droits civiques.

héritée de l'époque de Staline. Mais le public a déjà commencé à y voir clair ; et rien ne pourra l'empêcher d'y voir de plus en plus clair. Le public comprend déjà que le criminel n'est pas celui qui sort les ordures de l'isba, mais celui qui la salit.

Et, quel que soit le temps que je doive passer en prison, je ne renoncerais jamais à mes convictions ; et j'en

ferai part à tous ceux qui voudront bien m'écouter, usant du droit que m'en donne l'article 125 de la Constitution soviétique.

Je combattrai pour la légalité et pour la justice. Et je ne regrette qu'une chose : pendant la brève période — un an, deux mois et trois jours — que j'ai passée en liberté, n'avoir pas su faire davantage pour cette cause.

**COMITE POUR LA LIBERATION IMMEDIATE
DES EMPRISONNES POLITIQUES
EN EUROPE DE L'EST**

BULLETIN D'ADHESION

Nom :

Prénom :

Adresse :

Profession :

J'adhère au **Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques en Europe de l'Est.**

Je verse francs de soutien.

— au C.C.P. Alain Challier 31.574-74 La Source (mentionner dans la partie réservée à la correspondance : pour le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques en Europe de l'Est) ;

— par chèque bancaire ci-joint ;

— par mandat-poste ci-joint.

A remplir et retourner à :

Alain CHALLIER,
48, rue Louise-Michel,
92 - Levallois-Perret.

Permanence du Comité :

Bureau national de l'U.N.E.F.,
15, rue Soufflot,
Paris-5°.

**Préparation de la 4^e conférence du Comité International
pour la reconstruction de la IV^e Internationale**

Tribune de discussion

**La lutte pour le Front unique
et le gouvernement ouvrier
en Espagne**

Dans le cadre de la tribune de discussion pour la préparation de la 4^e conférence du Comité international, nous publions l'article suivant extrait du n° 3 (juillet-août 1971) de la revue La Aurora, organe de la « Fraction trotskyste du groupe Comunismo » d'Espagne.

La Fraction trotskyste s'est constituée en noyau indépendant en mars 1971, comme le résultat d'une bataille de fond livrée à l'intérieur de ce groupe contre les positions du « Secrétariat unifié » des renégats à la IV^e Internationale dirigé par Mandel. Cette scission, dont il a été rendu compte brièvement dans le numéro 1 (juin 1971) de la Correspondance internationale (nouvelle série), bulletin du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, s'est faite

autour des problèmes les plus vitaux du marxisme : la place du prolétariat dans la lutte des classes et dans la bataille pour la révolution socialiste, la nature du parti révolutionnaire, la lutte des révolutionnaires dans les syndicats ou les organisations à caractère syndical (en Espagne, les Commissions ouvrières), la nature de la bureaucratie stalinienne. Signalons que Mandel s'est déplacé en personne pour intervenir dans la lutte fractionnelle et a essayé de faire peser la balance en faveur de sa fraction en publiant dans le bulletin intérieur du groupe Comunismo un article intitulé : « Nos divergences avec les lambertistes », où il a présenté en particulier les positions des renégats au trotskysme sur le prétendu développement des forces productives et sur la « double nature » de la bureaucratie stalinienne. Faisant partie également du matériel pabliste pour cette discussion, il faut aussi citer les articles commis dans Rouge par le faussaire Weber contre l'A.J.S., articles traduits en espagnol dans l'espoir d'écraser les marxistes.

Mandel et Weber en ont été pour leurs frais, et n'ont pu empêcher que se regroupe autour d'un premier noyau de camarades une forte fraction, face à laquelle les pablistes espagnols et leurs conseillers de la Ligue n'ont eu d'autre recours que l'expulsion autoritaire de leurs adversaires, dans les conditions les plus bureaucratiques, afin de tenter de couper court à la discussion.

Le regroupement d'un noyau trotskyste au travers d'un tel combat est d'une très grande importance pour la construction du parti révolutionnaire en Espagne et a également une très grande portée pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il n'est pas indifférent — et ce n'est pas non plus le fruit d'un quelconque hasard — que le noyau trotskyste se soit constitué au moment où le prolétariat espagnol a entrepris de regrouper ses forces pour la bataille frontale contre le régime de Franco, au travers et sur la lancée de la lutte pour sauver Izko et ses camarades de la mort ; au moment également où la crise du parti communiste espagnol a commencé à prendre une ampleur toujours plus grande.

La formation de la Fraction trotskyste de Comunismo permet aujourd'hui un premier regroupement — dont les militants mûris dans la lutte contre le pabliste sont la colonne vertébrale — de tous les militants espagnols venus individuellement, en France ou en Espagne, rejoindre le combat de l'O.C.I. et du Comité international, et au nombre desquels il faut citer en premier lieu les militants du noyau « Alianza Obrera Internacional » de Madrid. Une conférence nationale doit clore cette première phase de regroupement. Alors s'ouvrira une seconde étape, où les trotskystes entreprendront la préparation du congrès constitutif de l'organisation trotskyste espagnole dans des formes où il s'agit pour eux d'associer à cette tâche, et par là même de gagner au Pro-

gramme de transition et à sa « traduction » dans les termes actuels de la lutte des classes en Espagne, toute une couche de militants disponibles aujourd'hui pour la construction du parti révolutionnaire en Espagne.

Au nombre des militants espagnols qui combattent aujourd'hui sur les positions trotskystes, certains ont suivi une longue trajectoire qui les a conduits du Front de libération populaire (F.L.P.) jusqu'à la IV^e Internationale. D'autres viennent des rangs du P.C. Les uns et les autres savent qu'il y a en Espagne, militant dans les conditions de morcellement et d'isolement relatifs propres à l'illégalité et à la répression (qui se traduisent entre autres par la multiplication des petits groupes politiques, parfois seulement à portée régionale), des centaines de militants qui ont vécu la même expérience qu'eux. Ils sont déterminés à aller à la conquête de ces militants et à les gagner à la construction du parti révolutionnaire, et entendent faire du congrès constitutif de l'organisation trotskyste espagnole l'enjeu d'un combat politique qui intéresse l'ensemble de cette couche de militants à gagner.

L'article que nous publions contient une première définition de la manière dont les trotskystes ont commencé à mener la lutte pour le Front unique de classe et la construction du parti révolutionnaire dans les conditions actuelles de la lutte des classes en Espagne. Il permet d'avoir avec les camarades de la Fraction trotskyste une discussion.

On lira tout d'abord, ci-dessous, avant l'article de **La Aurora**, un texte du camarade E. Laurent, qui constitue à la fois une introduction à cet article et une première contribution à sa discussion.

Sigles ou noms d'organisations

P.C.E.	Parti communiste d'Espagne (dont le secrétaire général est Santiago Carrillo).
P.S.U.C.	Parti socialiste unifié catalan — le parti stalinien de Catalogne
E. T. A.	Organisation nationaliste basque à laquelle appartenaient les condamnés de Burgos, au sein de laquelle il y a plusieurs tendances ; certaines purement nationalistes, d'autres recherchant des positions de lutte de classe.
C.N.T.	Confédération nationale du travail (anarcho-syndicaliste).
U.G.T.	Union générale du travail (centrale syndicale à direction socialiste).
C.N.S.	Confédération nationale syndicale : le syndicat corporatiste organisé par le régime fasciste de Franco.

C.U.T.

Parti communiste international

Parti communiste internationaliste

Ligue communiste révolutionnaire

Proletario

Commissions ouvrières

Alliance ouvrière

« *Enlaces* » et « *jurados* »

Centrale unique des travailleurs, qui devrait être fondée par le « congrès ouvrier ».

Groupe maoïste, implanté surtout à Barcelone, issu d'une scission du P.C. de 1967.

Autre groupe maoïste, issu d'une scission du groupe précédent.

Nom dont les pablistes ont baptisé leur groupe après la scission du groupe *Comunismo*. Son organe est *Combate*.

Organisation qui lutte aux côtés de la Fraction trotskyste et regroupe, sur des positions analogues à celles de l'Alliance ouvrière en France, des militants ouvriers sur une base lutte de classe.

Nées au tout début des années 60, comme des organismes de lutte et de représentation indépendante des travailleurs au niveau des entreprises, elles revêtaient parfois un caractère d'organisme autonome de classe ; dans d'autres cas, elles traduisaient l'aspiration de la classe ouvrière espagnole à la reconstruction d'un syndicat indépendant de classe et pouvaient en constituer l'embryon. L'appareil du P.C.E., avec la collaboration des organisations ouvrières contrôlées par la hiérarchie catholique, est rapidement intervenu pour mettre la main sur le mouvement. Il a « structuré » les commissions à l'échelle régionale et nationale, mais dans des conditions où cette « structuration » est demeurée totalement sous sa dépendance, et où le processus que la naissance des commissions contenait en puissance a été figé. Le mouvement ouvrier espagnol est demeuré atomisé à l'extrême (plus que la répression ne le nécessitait) et n'a pas progressé dans la voie de sa centralisation. Il reste que, dans de nombreuses villes et entreprises, une partie de l'avant-garde de la classe ouvrière et de ses cadres organisateurs sont toujours organisés autour des commissions, où ils subissent tout le poids de l'appareil. Mais c'est bien pour cela qu'il est important, pour les révolutionnaires, de lutter à l'intérieur des commissions pour y contrecarrer la politique de celui-ci et offrir à ces militants une autre issue.

Nom traditionnel du Front unique des organisations ouvrières en Espagne. Sa constitution en 1934 a été un moment décisif dans la montée du prolétariat espagnol avant 1936. Sa reconstitution figure au programme de certaines organisations espagnoles, dont le P.O.U.M., comme l'affirmation d'une filiation avec la tradition centrale de lutte du prolétariat espagnol.

« Délégués » et « jurés » d'entreprises élus dans le cadre du syndicat vertical fasciste.

Pour ouvrir la discussion

par Etienne Laurent

Dans le texte **Pour la reconstruction de la IV^e Internationale** présenté par l'O.C.I. en vue de la préparation de la 4^e conférence ouverte du Comité international, et dont la résolution, adoptée à l'unanimité par la première session de la pré-conférence du Comité international estime qu'il « est un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences », on lit :

« Dans tous les pays capitalistes, le **Programme de la IV^e Internationale** implique la stratégie du Front unique ouvrier. La lutte pour le pouvoir, la lutte pour le Front unique ouvrier, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire sont des catégories d'une même totalité : le combat pour le socialisme. » (1)

Reportons-nous en effet au Programme de transition, et d'abord à ce passage du texte de Trotsky (2) :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactiques, même petites et partielles. Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution. »

Le sens de ces lignes est clair. Le parti révolutionnaire doit être construit en tant que parti de la dictature du prolétariat, de la destruction de l'Etat

bourgeois, seules mesures capables de rouvrir la voie du progrès humain en libérant les forces productives qui étouffent et qui se transforment en leur contraire dans le cadre des rapports de propriété et de production capitalistes. Mais ce parti ne peut pas être construit **indépendamment ou en dehors du mouvement propre qui conduit la classe ouvrière de chaque pays** — à partir de ses acquis et de ses traditions particulières, et des formes d'organisation que lui lègue sa propre histoire — **à engager, dans le cadre de la dislocation du système capitaliste pourrissant, des combats où elle doit nécessairement se heurter** « aux limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois » **et se trouver confrontée ainsi au problème du pouvoir.**

C'est pourquoi le texte de l'O.C.I. souligne que :

« il ne suffit pas [à l'organisation révolutionnaire] de proclamer la nécessité de lutter pour le pouvoir, de détruire l'Etat bourgeois, de construire l'Etat ouvrier, d'exproprier la bourgeoisie, d'organiser la production selon un plan élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier, encore faut-il à chaque moment définir quelle forme précise et quel contenu politique peut avoir le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat. Nulle part dans le monde, l'organisation révolutionnaire n'est encore en mesure de poser sa candidature immédiate au pouvoir et de l'exercer. De même que ce serait renvoyer à un lointain futur la lutte pour les revendications que de la conditionner par la prise de la direction des syndicats par

(1) Voir la *Vérité* n° 545, octobre 1969, p. 41.

(2) L. Trotsky, *Programme de transition*, édité par la *Vérité*, 1969, pp. 11-12.

les militants des organisations révolutionnaires, de même ce serait avoir une position purement propagandiste en faveur du socialisme que de ne pas formuler le contenu et les formes politiques du gouvernement ouvrier et paysan. A chaque moment, l'organisation révolutionnaire combat pour la réalisation du Front unique de classe. Même si celui-ci ne se réalise que pour des objectifs limités, il n'en permet pas moins à la classe ouvrière de se mobiliser en tant que classe, et, partant, il élève sa conscience politique, il permet d'ouvrir concrètement la

L'effort accompli

A partir de l'article que nous publions, on peut mesurer en effet l'effort déjà accompli par les militants de la Fraction trotskyste pour lier le combat pour la construction du parti révolutionnaire au combat pour le Front unique de classe, et aussi pour donner à ce combat sa pleine dimension en le reliant à la perspective de la lutte pour « le gouvernement des travailleurs opposé aux diverses formules de gouvernement bourgeois ». Ainsi qu'on le verra à la lecture de l'article, les militants trotskystes d'Espagne reprennent aujourd'hui, au compte du combat dans lequel se trouve désormais engagé le prolétariat de ce pays, le mot d'ordre du gouvernement de l'Alliance ouvrière, en opposition à la formule du « Pacte pour la liberté » à l'aide de laquelle le P.C.E. de Santiago Carrillo vise à perpétuer la subordination du prolétariat à la bourgeoisie (4).

L'effort politique qu'ont fait les camarades de la Fraction trotskyste comporte encore à notre avis certaines incertitudes. Le présent texte se donne pour but de les discuter, en accompagnant cette discussion des explications qui paraissent nécessaires à la bonne compréhension des termes dans lesquels les problèmes de la construction du parti se posent aujourd'hui en Espagne.

Au moment où, en juin 1971, l'article que l'on va lire a été rédigé, c'est au-

perspective de la lutte pour un gouvernement des travailleurs opposé aux diverses formes de gouvernement bourgeois » (3).

L'extrême importance que revêt aux yeux de l'O.C.I. la reconstitution, après bientôt quarante ans d'interruption, d'un noyau trotskyste en Espagne, tient pour une large part au fait que ce sont précisément ces problèmes que les trotskystes d'Espagne n'ont pas hésité à prendre d'emblée à bras le corps.

tour de la question de la participation de la classe ouvrière d'Espagne aux élections à la C.N.S., c'est-à-dire au syndicat vertical corporatiste, et, par-delà cette question, autour de celle de la lutte pour la reconstruction d'un syndicat indépendant de classe illégal, susceptible de servir d'instrument de centralisation du combat du prolétariat espagnol contre Franco, que venait de se situer la lutte pour le Front unique ouvrier et la constitution de la classe comme classe. C'est autour de cette question que les militants trotskystes ont par conséquent axé leur intervention et que l'article que nous publions est en partie ordonné.

De mars à mai 1971, tout l'effort du régime franquiste a porté sur une tentative de reprendre le contrôle du prolétariat, en le faisant participer à de prétendues élections syndicales libres, en vue de la désignation, dans le cadre

(3) Voir la Vérité n° 545, octobre 1969, p. 40.

(4) A propos du « Pacte pour la liberté », voir la critique faite à la politique de collaboration de classes de Carrillo par un groupe de militants du P.C.E. dans Informations ouvrières n° 546 du 5-12 janvier 1972, pp. 8 et 9. Voir également de S. Carrillo lui-même, l'exposé qu'il a fait de sa politique dans la Nouvelle critique n° 47, octobre-novembre 1971, pp. 21 et suivantes.

fixé par le syndicat vertical corporatiste et par la loi syndicale de 1970, des délégués d'entreprise, les « jurados » et les « enlases ». Tandis que la suspension de l'article 18 de la Constitution permettait au régime d'accentuer la répression contre les militants des organisations politiques de la classe ouvrière, une vaste campagne d'intoxication était montée autour des élections sur le thème : « Choisissez le meilleur », dans une tentative ultime pour donner au régime un semblant de caution de la part des masses ouvrières.

Le P.C. espagnol dirigé par Carrillo a appelé à la participation à ces élections syndicales, conformément à sa politique d'ensemble de subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie, dont le « Pacte pour la liberté » est aujourd'hui la clef de voûte. Alors que la situation politique exigeait que, cinq mois après Burgos, le prolétariat espagnol puisse se mobiliser une nouvelle fois tout entier et infliger à Franco une seconde défaite coup sur coup par un boycott massif de ces pseudo-élections syndicales, c'est aux arguments les plus spécieux (dont nous donnons plus loin un exemple) que le P.C.E. a eu recours pour tenter de masquer le caractère traître de sa politique et convaincre les travailleurs de participer massivement.

La plupart des autres organisations ou groupes ont appelé au boycott des élections, bien que certains aient capitulé à la dernière minute devant les pressions de l'appareil stalinien et justifié une prise de position semblable à la sienne au nom de considérations « tactiques » ou « locales ». Certains groupes, d'autre part, dont la Ligue communiste révolutionnaire pabliste, ont lancé leur appel au boycott en l'associant à une attaque contre les syndicats en tant que tels, c'est-à-dire contre le combat des travailleurs pour le droit à s'organiser sur un terrain indépendant de classe face à la bourgeoisie et à l'Etat pour la défense de leurs conditions quotidiennes d'existence et de travail.

Pour les trotskystes, au contraire, il s'est agi de mener le combat contre la participation, au nom des impératifs que nous venons de rappeler, afin d'infliger un démenti sanglant à la prétention du régime de faire oublier sa défaite à Burgos, mais en liant cette lutte pour le boycott au combat politique pour la construction, dans l'illégalité, à l'appel et avec l'appui de toutes les organisations, de la centrale unique indépendante de classe du prolétariat.

La portée de ce combat, au point de maturité atteint par la classe ouvrière d'Espagne, tout de suite après sa victoire de Burgos, se mesure lorsqu'on examine le tract distribué par les Commissions ouvrières de Madrid, en mars, pour tenter de faire passer dans la classe ouvrière le mot d'ordre de participation. Petit chef-d'œuvre de trahison, ce tract commence par expliquer comment, par suite

« du grand développement des Commissions ouvrières... du discrédit total dans lequel est tombé le syndicat vertical ; de l'expérience de lutte et d'organisation acquise par des milliers de travailleurs ; des grandes actions de cette année, après lesquelles la grève générale politique a cessé d'être une perspective diffuse dans un horizon lointain pour se transformer en quelque chose qui se profile tout près de nous... le régime est entré dans une phase de crise profonde, dont il ne se relèvera jamais ».

Autant de remarques justes correspondant au sentiment profond des travailleurs. Et le tract de poursuivre :

« Dans cette situation, les travailleurs se trouvent confrontés à trois tâches principales : 1) étendre et développer la base et la structure organisationnelle de leur mouvement de façon à pouvoir s'engager avec succès dans la grève générale ; 2) consolider l'unité de la classe ouvrière ; 3) détruire le syndicat vertical déjà discrédité tout en poursuivant la mise en place des organes propres sur la base desquels il va être possible de construire le nouveau syndicat ouvrier unitaire et démocratique de classe. »

De nouveau, des choses fort justes, qu'on ne peut qu'approuver, mais qui n'ont d'autres buts que de préparer la

trahison la plus éhontée. En effet, le tract continue :

« Pour atteindre ces objectifs, il nous est nécessaire d'organiser nos élections, les élections de la classe ouvrière... Au cours des dernières années, nous avons tous été d'accord sur quelque chose de fondamental : la nécessité pour les travailleurs d'élire leurs représentants, en marge du cadre étroit que le syndicat officiel cherchait à leur imposer... Mais aujourd'hui, nous allons enfin pouvoir faire quelque chose qui n'était pas possible avant : FAIRE COINCIDER NOS PROPRES ELECTIONS AVEC CELLES QUE LE SYNDICAT OFFICIEL CONVOQUE EN PROFITANT DE TOUS LES ELEMENTS FORMELS QU'IL EST TENU DE FOURNIR : URNES, LOCAUX, PERMISSION DE SE DEPLACER POUR VOTER, POSSIBILITE DE FAIRE ACTE DE CANDIDATURE. » (Souligné par nous.)

Mais que les travailleurs se rassurent :

« Le fait de profiter de tous ces éléments formels ne signifie pas, bien entendu, que nous acceptons les positions du syndicat officiel. Bien au contraire... »

Un boycott clair et net

En l'occurrence, ainsi que nos camarades l'ont saisi, il n'y avait pas d'autre moyen pour ce faire que de lier la lutte pour un boycott clair et net des élections franquistes au combat pour que se matérialise l'aspiration exprimée clairement dans le tract que nous avons cité, à savoir la construction si possible unitairement d'un syndicat indépendant de classe à partir des divers organismes atomisés, en premier lieu les Commissions ouvrières, édifiés par le prolétariat au cours de la longue période qu'il a vécue de reconstitution de ses forces de classe.

L'attitude extraordinairement défensive qu'a prise le P.C.E. au vu des résultats des élections traduit le fait qu'aux Asturies, au Pays basque, dans toute une partie de la métallurgie et du textile en Catalogne, le boycott a été effec-

On ne saurait saisir mieux qu'au moyen d'un tel tract comment la capacité de trahison de l'appareil repose entièrement sur son aptitude à coller au plus près aux aspirations des travailleurs et à l'esprit qui agite les masses à un moment déterminé de la lutte des classes. Pour les révolutionnaires, cela comporte une conséquence précise : ce n'est que pour autant qu'ils parviennent à coller à ces mêmes aspirations, afin de les exprimer **positivement** au compte des nécessités du mouvement d'ensemble de la classe dans la voie de l'organisation et de la conscience, que les révolutionnaires pourront faire éclater la contradiction entre les exigences des masses et la politique traîtresse des appareils et s'insérer comme une détermination agissante de la lutte des classes. Tel est tout l'enjeu de la discussion sur la politique du Front unique.

tif (5). Dans la revue théorique du parti communiste d'Espagne, **Nuestra Bandera**, E. Marti explique avec une extraordinaire prudence, dans un article paru en septembre, « qu'il n'est pas encore possible de tirer des conclusions sérieuses [quant aux résultats des élections] et que la première tâche qui se présente aux structures du parti est de procéder à un examen consciencieux et objectif, sans triomphalisme, des résultats obtenus... », et l'auteur de présenter ensuite une longue défense de la position du P.C. par opposition au mot d'ordre « gauchiste » de boycott, en prenant soin néanmoins de reconnaître que ce mot d'ordre a eu un écho réel et

(5) A propos du résultat des élections syndicales, voir **La Batalla**, organe du P.O.U.M., n° 177, juin-juillet 1971.

qu'il se situe comme une position appartenant à ce que Marti désigne comme « notre camp », c'est-à-dire le camp du prolétariat (6).

Que le mot d'ordre de boycott ait été formulé par de nombreux groupes d'une façon gauchiste, c'est là l'un des éléments de la démonstration faite par les militants de la Fraction trotskyste dans l'article qu'on va lire. Que les militants du P.C.E. aient ressenti à quel point le mot d'ordre de participation était faux, cela est non moins certain. « Ne jamais se retrouver dans une situation pareille, à contre-courant du mouvement et, à certains moments, éjectés par les travailleurs » : telle est la conclusion que les militants du P.C.E. ont commencé à tirer, traduisant ainsi la force du mouvement du prolétariat espagnol qui vient aujourd'hui à maturité.

Aujourd'hui, fin janvier 1972, c'est dans des conditions déjà toutes différentes

La grève générale politique

Tous les éléments s'accumulent pour que ce tournant se précipite dans les mois qui viennent. Interrogé dans **Informations ouvrières** sur la portée des luttes très importantes menées par plusieurs secteurs décisifs du prolétariat depuis septembre 1971 et dont la grève de la Seat de novembre, avec le choc frontal entre les ouvriers et les forces de répression qu'elle a comporté, a été l'une des expressions les plus claires, un militant de la Fraction trotskyste a caractérisé la situation dans les termes suivants, avant d'expliquer la manière dont la lutte pour le Front unique ouvrier et le gouvernement des organisations ouvrières et pour la construction du parti devait s'ordonner désormais autour du mot d'ordre de préparation de la grève générale politique (8) :

que se présente le combat des trotskystes d'Espagne pour le Front unique de classe et la construction du parti révolutionnaire.

Un an après Burgos, on peut mesurer à quel point l'appréciation portée par la résolution politique adoptée par le comité national de l'Alliance ouvrière de France, le 13 décembre 1970, commence à se vérifier dans les faits. La résolution affirmait :

« En Espagne, tous les facteurs politiques se nouent pour préparer un tournant brusque dans la situation internationale. Avec les actions déclenchées pour sauver les six de Burgos, le sort du régime franquiste est scellé à plus ou moins long terme, comme celui de De Gaulle l'avait été avec la grève générale de mai-juin 1968. La bourgeoisie espagnole déchirée, la bourgeoisie internationale divisée, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international en crise voient avec terreur la révolution internationale du prolétariat prendre un nouvel essor en Espagne après avoir été écrasée par Franco. » (7)

« La lutte des travailleurs de la Seat a exprimé au grand jour, a confirmé au niveau de l'une des usines les plus importantes d'Espagne, donc avec un éclat tout particulier, les principaux éléments qui caractérisent toutes les luttes menées aujourd'hui par le prolétariat d'Espagne, et qui s'étaient déjà manifestés aussi bien dans les grèves très dures menées par les travailleurs de la Harry Walker ou de La Maquinista à Barcelone en janvier-février 1971 que, à l'automne, par le combat des travailleurs de la construction à Madrid et des mineurs des Asturies. Les mêmes caractéristiques se retrouvent dans la grève menée jusqu'au recul du patronat à la Imenasa

(6) Voir **Nuestra Bandera**, revue théorique et politique du parti communiste d'Espagne, n° 67, pp. 14 et 15.

(7) Voir **Informations ouvrières**, n° 500, 16-23 décembre 1970, p. 3.

(8) Voir **Informations ouvrières**, n° 549, 26 janvier-3 février 1972, p. 8.

à Pampelune en octobre-novembre, ou dans celle de la Barrientos-Chrysler en décembre à Madrid.

Quelles sont ces caractéristiques ? Ce que l'on voit, c'est une disposition toujours plus grande des travailleurs à affronter de façon directe et frontale les forces de répression, c'est-à-dire la police armée ; leur volonté de mettre en avant des revendications toujours plus nettes, plus clairement élaborées et définies ; leur volonté de s'opposer dans l'unité à toute tentative de sanction de la part du patronat à l'encontre de certains des leurs, et de relever les provocations patronales chaque fois qu'elles se produisent ; la tendance, aujourd'hui absolument générale, qu'ils ont à organiser leur lutte au moyen d'assemblées générales, soit à l'échelle de l'usine, soit dans le cas des très grandes usines à l'échelle des ateliers et départements, sur la base de la démocratie ouvrière et avec élection dans de nombreux cas de comités de grève révocables, responsables devant l'assemblée générale.

Toutes ces caractéristiques ont comme point de départ la grève générale du métro de Madrid de juillet 1970. Mais le tournant de la situation politique se situe évidemment en décembre 1970, moment de Burgos et de la victoire arrachée sur Franco à l'occasion du procès d'Izko et ses camarades.

Aujourd'hui, les étudiants s'engagent à leur tour dans la lutte et introduisent un élément supplémentaire de radicalisation de la situation. On ne saurait sous-estimer la portée des heurts très violents qui se sont produits au centre de Madrid entre les étudiants et la police armée. Il importe de comprendre d'autre part que cette fois-ci les étudiants prennent appui non seulement sur ce profond mouvement de mobilisation du prolétariat dont on vient de parler, mais aussi sur les importants mouvements qui se sont produits depuis six mois chez diverses catégories professionnelles appartenant, soit à la classe moyenne, soit à des couches périphériques du prolétariat jusqu'à présent sans tradition de lutte : enseignants du secondaire et du primaire, internes des hôpitaux, personnel hospitalier, etc. Pour nous, l'entrée dans la lutte de ces couches et catégories périphériques du prolétariat est une donnée très importante de la situation, un élément d'appréciation politique complémentaire précieux.

L'appréciation que par conséquent nous commençons à porter, au sein de la fraction trotskyste de **Comunismo** et de **Proletario**, c'est qu'aujourd'hui mûrit à grands pas une situation où la préparation à l'échelle de l'Espagne, de façon centralisée, de la grève générale de toute la classe ouvrière pour en finir avec le

régime franquiste s'impose comme la perspective la plus juste et la plus adéquate, celle qui exprime à la fois les aspirations et les possibilités effectives de combat du prolétariat et de la jeunesse d'Espagne. Par mille et un canaux se manifeste aujourd'hui, en dehors de tout mot d'ordre centralisateur, ce mouvement pour ainsi dire objectif de la classe ouvrière vers la grève générale. Ce sont véritablement des centaines d'usines qui, au cours des derniers huit ou neuf mois, l'ont traduit tour à tour, généralement avec des rebondissements, des arrêts, des reprises, des grèves et toujours, comme je le disais, avec ces assemblées. Or, dans les mois prochains, les principales conventions collectives viennent à renouvellement, ce qui ne peut qu'accentuer et accélérer encore cette tendance.

D'un côté, le "miracle" économique espagnol a vraiment pris fin. Le marasme économique s'est installé comme pour de bon, et le patronat et le régime n'ont d'autre alternative que de tenter de s'opposer jusqu'au bout aux revendications très importantes que les travailleurs présentent aujourd'hui. Dans la métallurgie, par exemple, ils réclament un salaire de base de 12 000 pesetas, dont la portée est analogue aux 150 000 anciens francs qu'exigent les travailleurs de Renault chez vous. Pour le patronat espagnol, accepter cette revendication correspondrait à un suicide sur le plan économique.

De l'autre côté, on a vu maintenant l'élément puissant de centralisation objective des luttes au niveau au moins de la corporation que constituent les moments de négociation des conventions collectives. C'est à une telle occasion que les travailleurs de la construction ont fait un puissant bond en avant dans la voie de l'organisation et ont lancé la première vague de grandes grèves au cours de l'année qui a précédé Burgos.

A côté de cela, il y a ce phénomène nouveau, résultant de Burgos également, des mouvements de grève déclenchés en solidarité avec tel ou tel combat. A Barcelone, par exemple, au moment de l'affrontement de la Seat, il y a eu un mouvement sérieux de grève de solidarité qui a touché de nombreuses entreprises, dont certaines des plus importantes, dans la métallurgie.

A Barcelone, en novembre, pour la première fois, nous avons pu saisir, physiquement pour ainsi dire, la possibilité d'une grève générale de la métallurgie et compris que c'était bien la préparation de la grève générale politique que la lutte des classes avait enfin effectivement mise à l'ordre du jour.

Puis, il faut comprendre que, pendant des années, à un moment, bien entendu, où les conditions n'étaient pas réunies pour

cela, le parti communiste d'Espagne a mis au centre de sa propagande la notion de la grève générale. Il l'appelait "grève nationale" et en faisait le point culminant de ce qu'il appelait alors la politique de "réconciliation nationale". Ce qui importe cependant, c'est que les militants ouvriers du P.C.E. y ont retenu l'idée que ce serait par la grève générale politique que la classe ouvrière en finirait un jour avec Franco et son régime.

Cette idée a fait son chemin et resurgit aujourd'hui, obligeant le P.C.E. et sa fraction au sein des Commissions ouvrières à la reprendre du bout des lèvres. Au sein du parti, les responsables du P.C.E. cherchent à expliquer aux militants que la grève générale demeure subordonnée à la réalisation du "Pacte pour la liberté", cette alliance avec les secteurs "antifranquistes" de la bourgeoisie dont ils voudraient faire la camisole de force qui lie la liberté d'action du prolétariat. Mais les militants se tiennent de moins en moins satisfaits de ces explications et exigent une réponse beaucoup plus nette quant à la préparation de la grève générale. C'est pour quand? demandent-ils de plus en plus souvent à leurs dirigeants. C'est pourquoi nous tournons de plus en plus notre intervention vers les militants du P.C.E. d'une manière qui permette de nourrir ce mouvement, dont nous avons dit qu'il les agite, eux aussi, profondément. Il ne s'agit pas de taire nos critiques à l'égard de la politique du "Pacte pour la liberté" ou de cesser de mettre en avant les mots d'ordre du gouvernement ouvrier, gouvernement du

Tournant radical

Le tournant radical de la situation qui se prépare n'ôte rien à l'actualité de l'article que nous publions ni à la nécessité de discuter à son propos avec nos camarades d'Espagne d'un problème fondamental, dont la portée va être précisément vitale dès que ce tournant se précisera. Il a trait à ce phénomène décisif, véritable loi de la lutte des classes, à savoir que **la première phase de la montée révolutionnaire passe obligatoirement par les organisations traditionnelles.**

pacte d'Alliance ouvrière. Mais il s'agit pour nous de nourrir cette volonté d'action centralisée dans le sens de la grève générale, qui contient selon nous de façon concrète la réponse aujourd'hui à la question du "comment en finir avec Franco". "La classe ouvrière d'Espagne est réellement sur pied, dans les assemblées d'usines qu'elle tient tous les jours d'un bout à l'autre de l'Etat espagnol. La mobilisation étudiante est désormais en cours. Les couches périphériques du prolétariat sont entrées dans la lutte. Le régime est atteint de paralysie. Il n'y a plus qu'à attendre! Pourquoi attendre? Engageons tout de suite la préparation de la grève générale! Elisons partout les comités de grève, centralisons-les! C'est là aujourd'hui la tâche des Commissions ouvrières, la responsabilité de toutes les organisations ouvrières! Préparation de la grève générale à l'échelle nationale!" Tel est le langage qui peut être aujourd'hui compris de tous les travailleurs. Tel est le langage que nous allons tenir! »

A partir de cette appréciation, c'est pour la tenue d'une **Conférence nationale ouvrière**, préparée par des conférences locales et des conférences d'entreprises avec, comme ordre du jour principal, **la discussion des conditions de préparation de la grève générale centralisée du prolétariat d'Espagne contre Franco**, que les militants trotskystes engagent aujourd'hui le combat politique.

L'article de **La Aurora** reprend, certes, cette position à son compte lorsqu'il écrit :

« Mais cela ne veut pas dire que le prolétariat rompra spontanément avec ses directions réformiste et stalinienne. En aucune manière : avec l'éveil de larges secteurs des masses ouvrières et populaires à la lutte politique, ce seront les organisations de la guerre civile, celles que les ouvriers identifient à la résistance au franquisme qui seront initialement renforcées. » (9)

(9) Voir ci-dessous, p. 117.

La lecture attentive de l'article démontre néanmoins qu'à cette étape l'hommage rendu à cette position par nos camarades espagnols demeure encore relativement **formel**. Ceci est parfaitement compréhensible : d'une part, il s'agit d'une leçon que les trotskystes de l'O.C.I. ont mis bien des années, au travers de dures expériences, à assimiler ; de l'autre, c'est une leçon qu'après plus de trente années de régime fasciste, de répression brutale et de vie clandestine du mouvement ouvrier, de jeunes militants qui sont venus à la lutte des classes au cours des dix dernières années ont une difficulté plus grande encore à assimiler.

De la part de ces militants, l'illusion peut être grande de penser que la C.N.T., l'U.G.T., voire le P.S.O.E., voire le P.O.U.M. seraient des organisations appartenant au passé, destinées à ne jamais être plus rien d'autre que cette poignée de militants de la guerre civile qui ont fait survivre des sigles, quelques organes et un appareil généralement réduit, situé pour l'essentiel dans l'exil. Que cette illusion — qui est évidemment partagée par les centaines ou les milliers de militants qui, de façon atomisée, se sont reconstitués comme l'avant-garde organisée, les cadres organisateurs de cette classe, et l'ont aidée à retrouver aujourd'hui tout son potentiel de combat — existe effectivement chez nos camarades, cela apparaît dans la manière dont ils posent le problème de la lutte pour les libertés syndicales (mieux vaudrait dire le « **DROIT A L'ORGANISATION** »), la centrale unique des travailleurs et le gouvernement de l'Alliance ouvrière.

L'article pose le premier problème pratiquement en dehors de toute référence à la C.N.T. et à l'U.G.T., et uniquement par rapport aux Commissions ouvrières, aux groupes d'usines (les « **plataformas** ») et aux organisations de caractère syndical regroupant des ouvriers

impulsées par la hiérarchie catholique, qui cherche, comme toujours, à s'assurer du lendemain.

De façon analogue, l'article traduit les difficultés que le noyau marxiste en formation a eu à se réappropriier l'idée de l'Alliance ouvrière, c'est-à-dire la forme la plus achevée qu'a prise, au cours du soulèvement insurrectionnel du prolétariat des Asturies en 1934, le Front unique du prolétariat espagnol et de ses organisations. L'article amène la notion de façon abrupte et passablement abstraite, en dehors de toute tentative pour situer le mot d'ordre et la perspective qu'il ouvre par rapport à la lutte que le prolétariat espagnol a menée dans le passé pour sa concrétisation — lutte qui représente, au même titre que les organisations que ce prolétariat a construites dans le cours de son développement, un élément central de sa formation comme classe, donc de sa caractérisation politique, **même** après trente années de répression franquiste.

C'est parce qu'elles plongent leurs racines dans toute l'histoire du mouvement ouvrier espagnol et aussi dans l'histoire du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, et qu'elles ont fourni au prolétariat espagnol le cadre des très grandes luttes qu'il a menées au cours de cent ans d'existence, et qui l'ont conduit jusqu'à l'orée de la lutte pour le pouvoir, que les organisations traditionnelles de ce prolétariat, non seulement social-démocrates et stalinienne mais **aussi** anarchistes, resurgiront dès que le mouvement ouvrier espagnol remontera à la surface. Ce n'est pas dans la défaite et la clandestinité, c'est uniquement dans le cours des prochaines luttes révolutionnaires que le prolétariat espagnol, dans sa grande masse, parviendra à tirer le bilan de 1936, à régler ses comptes avec ses directions traditionnelles et à dépasser les limitations de son propre passé.

Montée révolutionnaire et organisations traditionnelles

Seuls les trotskystes peuvent lui permettre de mener à bien ce travail qui se confond avec le processus de construction du parti révolutionnaire en Espagne. Mais cela oblige ceux-ci, à leur tour, à se réappropriier pleinement l'histoire de leur classe et assimiler pleinement qu'**effectivement**, dans la première phase de montée révolutionnaire des masses, ce seront les organisations traditionnelles, celles dans le cadre desquelles les masses ont mené la guerre civile, celles que les ouvriers ont identifiées à la résistance au franquisme qui « seront initialement renforcées ».

Reste un dernier point. Dans leur article, les militants de la Fraction trotskyste affirment à un moment que « la révolution espagnole, dès qu'elle éclatera contre la dictature cherchera rapidement la voie soviétique, la voie des comités d'usine, des milices armées, des conseils ouvriers, bien plus que celle des parlements ou de la lutte purement syndicale » (10).

Ici encore une mise en garde sérieuse s'impose, dont l'illustration nous est considérablement facilitée aujourd'hui par la publication, depuis la rédaction de l'article de **La Aurora**, du livre essentiel de Pierre Broué **La révolution allemande**.

Il est possible, voire probable, que la grande bataille conduisant à la chute du régime franquiste verra apparaître des organismes à caractère soviétique dans les usines et les villes d'Espagne. L'ampleur de la mobilisation qui sera nécessaire pour en finir avec le régime, la nature et la durée mêmes de celui-ci, la période générale dans laquelle ce combat va se situer — période de l'imminence de la révolution, où les affrontements de classe tendent de plus en plus à se situer au niveau de la lutte pour le pouvoir — sont autant de facteurs qui jouent dans ce sens.

Mais il est tout aussi **certain**, et non plus seulement probable, que cette phase initiale de la révolution espagnole sera suivie ensuite d'une phase « démocratique » au cours de laquelle la bourgeoisie espagnole, appuyée sur la bourgeoisie mondiale et la bureaucratie du Kremlin, tentera de construire, contrainte et forcée, une démocratie parlementaire bourgeoise, sur les débris du régime franquiste, avec l'aide de Carrillo et des autres directions bourgeoises de la classe ouvrière. Cette tentative sera nécessairement de durée très courte, car ce n'est pas aujourd'hui que peuvent naître, alors qu'elles n'ont jamais existé par le passé, les conditions d'une domination « démocratique » de la bourgeoisie et de l'impérialisme sur le prolétariat en Espagne. Mais le fait que cette solution ne soit pas viable ne signifie pas qu'elle ne sera pas tentée. Il est obligatoire qu'elle le soit, tout comme il est quasiment certain que le P.C.E. — précisément parce que la première phase de la révolution (même dans l'état de crise profonde où il l'abordera) va nécessairement signifier son renforcement, sa transformation en parti de masse — y apportera, avec succès au départ, tout son concours. On peut même prévoir avec une quasi-certitude que l'argument à l'aide duquel Carrillo liquidera les conseils qui auront pu se former dans le cours de la lutte contre Franco sera celui-là même que l'organe officiel de la social-démocratie allemande utilisa en 1918 pour liquider les conseils au compte de la préparation des élections à la Constituante :

« Nous avons vaincu, mais nous n'avons pas vaincu pour nous seuls. nous avons vaincu pour le peuple entier ! Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas "Tout le pouvoir aux soviets !" mais "Tout le pouvoir au peuple entier !" » (11)

(10) Voir ci-dessous, p. 117.

(11) Voir P. Broué, **La révolution allemande**, p. 169.

Il est juste, et d'une extrême importance, que l'article de nos camarades commence par une longue réaffirmation, face à Carrillo, de la position léniniste, c'est-à-dire marxiste, sur la question de l'Etat, en intégrant un rappel — fût-il rapide — des leçons fondamentales de la révolution espagnole de 1936 à cet égard.

Mais il importe également que les militants trotskystes d'Espagne assimilent pleinement les leçons de la première phase de la révolution allemande, où s'est affirmée avec éclat la loi de toute révolution selon laquelle sa première phase passe obligatoirement par le renforcement et la capacité d'influence accrue (y compris, bien entendu, pour trahir) des organisations traditionnelles, et qu'ils sachent que la situation qu'ils devront affronter ne sera peut-être pas dissemblable de celle à laquelle ont dû faire face les spartakistes en Allemagne. C'est seulement en sachant que, dans un premier temps, le P.C.E. va paraître tout emporter devant lui, qu'à l'étape

Front unique, pouvoir politique et parti

[Traduit de La Aurora N° 3, juillet-août 1971]

L'ETAT-COMMUNE ET LA CONTINUITÉ DE LA LUTTE OUVRIÈRE

«... Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne ni leur lutte entre elles... Ce que j'ai apporté de nouveau c'est :

- 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ;
- 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ;

suivante ils sauront se construire dans le mouvement qui portera tout aussi nécessairement les masses à rompre avec lui.

Avec Trotsky, nos camarades d'Espagne savent que « **le parti ouvrier — le vrai — est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat** » dont la construction peut seule permettre « **au prolétariat de se libérer de la nécessité de recommencer toujours son histoire, ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs** » (12). Aussi bien est-ce l'expérience accumulée internationalement par le prolétariat dans sa lutte que nos camarades cherchent à assimiler à marche forcée, au même titre que celle du prolétariat d'Espagne. C'est là évidemment ce qui donne seul son sens à ce commentaire.

(12) Voir Trotsky, **Les leçons de la Commune**, préface au livre de C. Tatlès, **La Commune de Paris**. Dans la brochure insérée dans le n° 516 de la **Vérité** (1^{er} mars 1959), p. 23.

3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes... »

(Lettre de Marx à Weydemeyer, 1852.) (1)

(1) K. Marx et F. Engels, *Etudes philosophiques*, Editions sociales, 1961, p. 151.

La dictature du prolétariat est la conclusion nécessaire de la lutte ouvrière sous le capitalisme. Dans la voie de son émancipation, le prolétariat doit renverser le pouvoir de la bourgeoisie et ériger son propre pouvoir, sa dictature de classe ; en renversant la domination politique bourgeoise, en devenant elle-même classe dominante, la classe ouvrière entame une période de transformations continues, politiques et sociales, jusqu'à l'abolition de toutes les classes, période qui, dans son ensemble, constitue la révolution socialiste.

L'histoire vivante de la lutte des classes a répondu concrètement à la question de savoir quelle est la forme du pouvoir prolétarien qui doit inévitablement remplacer le pouvoir de la bourgeoisie : il y a cent ans exactement, le prolétariat de Paris détruisait la machine d'Etat bourgeoise (ses corps spéciaux de police, l'armée, les tribunaux, etc.) et édifiait son pouvoir comme étant celui du prolétariat en armes, celui de la Commune, organe à la fois législatif et exécutif, avec ses représentants directement élus et révocables par les masses, avec un salaire ne dépassant pas celui d'un ouvrier. Marx salua dans la Commune de Paris de 1871 « *la forme enfin découverte* » de la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

Partout et toujours, là où les conflits de classes ont atteint un degré déterminé d'acuité, le prolétariat a cherché la même voie pour son émancipation que celle que représentait la Commune, en construisant son pouvoir politique face à l'Etat bourgeois et en tendant à substituer le premier au second par la destruc-

tion de celui-ci : la Russie de 1905 et 1917 avec ses soviets, l'Allemagne en 1918-1919, juillet 1936 en Espagne, avec ses milices ouvrières et ses comités et juntes (2), la Hongrie de 1956... enfin la Pologne de 1971 avec ses conseils ouvriers.

Indépendamment de ses formes concrètes, le soviets, l'Etat-Commune, les conseils ouvriers expriment le fait que la prise du pouvoir par le prolétariat exige la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par quelque chose qui, comme le disait Lénine, « *n'est plus à proprement parler un Etat* » (un corps spécial séparé de la société), mais la classe ouvrière elle-même en armes, unie et centralisée, organisée comme classe, par-dessus toutes les divisions professionnelles, territoriales, idéologiques, etc., que le capitalisme perpétue et développe.

Toutes les formules développées par les théoriciens réformistes de la social-démocratie, et aujourd'hui par les staliniens, ont ceci de commun qu'elles partent de la possibilité pour le prolétariat d'utiliser ce même Etat bourgeois au service de la classe ouvrière, sans qu'il soit nécessaire de *détruire* la machine d'Etat bourgeoise (ce qui ne veut dire rien d'autre que *détruire* sa police, son armée, son parlement, ses tribunaux, son corps de fonctionnaires « *d'autorité* »...) ni qu'il soit nécessaire à cette classe ouvrière d'édifier son propre pouvoir comme pouvoir des conseils ouvriers ou des soviets.

(2) Mot espagnol pour « conseil ».
(N.D.L.R.)

Ainsi, Santiago Carrillo, dans sa brochure *Liberté et socialisme*, consacre un chapitre intitulé *La lutte pour le socialisme* (véritable abrégé de révisionnisme stalinien) à la défense de l'Etat bourgeois, à la falsification systématique des enseignements de cent années de lutte des classes sur la question de l'Etat.

Après avoir parlé de la « *nécessité d'une nouvelle formation capable de changer les rapports de force et d'atteindre le pouvoir* », Santiago Carrillo cite les soviets de 1917 en Russie comme exemple de ces « *formations* » nécessaires à la prise du pouvoir. Mais son seul but est d'en falsifier profondément la nature, de les enterrer et de conclure que « *la lutte pour le socialisme doit être, dans sa forme, une lutte pour la démocratisation radicale de l'appareil d'Etat et de toutes les institutions de la société* ».

Nul besoin de DÉTRUIRE l'Etat de la bourgeoisie, il faut « *le démocratiser* » ! Et ce, après avoir parlé des soviets de 1917, dont Lénine prit la défense face à Kautsky en disant qu'ils n'étaient RIEN s'ils se limitaient à coexister avec l'Etat bourgeois, à faire pression sur lui, mais qu'ils devaient s'opposer à lui, le briser, le remplacer et se transformer eux-mêmes en Etat prolétarien ! Carrillo, effrayé de son propre cynisme, doit ajouter que « *tout cela peut paraître nébuleux et confus* ». Mais, pour tout militant fidèle à sa classe, tout cela est, au contraire, clair et transparent, dès lors qu'il comprend que la tâche de Carrillo, comme celle de tout l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, est de défendre l'Etat bourgeois en se servant du prestige

du premier Etat ouvrier, surgi de la révolution russe de 1917.

Si nous disons que ce chapitre de la brochure de Carrillo est un abrégé de révisionnisme stalinien, c'est parce que son but est d'établir un parallèle entre les soviets de 1917 et le Front populaire de 1936 en Espagne. Ainsi, à la page 25, le contre-révolutionnaire Carrillo dit :

« Sous le Front populaire se développa un système politique dans lequel se combinaient les institutions républicaines constitutionnelles avec de nouveaux organes du pouvoir nés de l'initiative de la lutte populaire. »

Cela est exact, mais Carrillo DISSIMULE QUELS FURENT LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT RÉPUBLICAIN ET CES « NOUVEAUX ORGANES DU POUVOIR » NÉS DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE ET POPULAIRE : pris entre le soulèvement des militaires fascistes et l'offensive révolutionnaire des masses qui suivit le 19 juillet 1936, le gouvernement républicain resta momentanément suspendu en l'air, sans police, sans armée, sans parlement soumis à son autorité, tandis que la classe ouvrière et les masses populaires édifiaient les instruments de leur pouvoir sous la forme des milices ouvrières, comités locaux et régionaux, etc.

Mais Carrillo doit fort bien se souvenir que le rôle de la coalition du Front populaire — P.C.E. en tête — consista à soutenir le gouvernement républicain face à ces « *nouveaux organes de pouvoir* » de la classe ouvrière et des masses et à restaurer l'Etat bourgeois chancelant, en reconstruisant la police et l'armée républicaines et en menant la lutte contre les comités, juntes et milices ouvrières et populaires comme organes de pouvoir prolétarien, jusqu'à

leur liquidation complète. Carrillo doit se rappeler sans doute que le parlement républicain commença à fonctionner pour la première fois après la défaite du soulèvement des ouvriers de Barcelone en mai 1937 : d'un côté des barricades se trouvaient les ouvriers armés et, de l'autre, la police de la république et les militants du P.S.U.C. avec l'appui de toutes les directions du Front populaire, y compris celle de la C.N.T.

Si, comme le dit le secrétaire du P.C.E., « *sous le Front populaire se développa un système politique dans lequel se combinaient les institutions républicaines constitutionnelles avec de nouveaux organes de pouvoir nés de l'initiative de la lutte populaire* », cela ne se produisit que tant que le gouvernement républicain ne put rassembler, grâce aux partis du Front populaire qui agissaient comme agents de ce gouvernement dans les comités et les milices, une force suffisante pour se lancer à l'attaque des conquêtes résultant de l'initiative ouvrière et populaire. Et ce, parce que le prolétariat ne disposait pas d'un parti qui, comme le parti bolchevique dans les soviets de 1917, concentrât tout le pouvoir de ces « *nouveaux organes* » contre le gouvernement républicain, contre l'Etat bourgeois, pour le détruire et le remplacer par le pouvoir ouvrier.

Au service de sa politique de défense de l'ordre bourgeois, S. Carrillo cache à ses militants et à tous les ouvriers les enseignements de la Commune de Paris et de la révolution d'Octobre en Russie, enseignements que Marx, en parlant de la première, résumait en ces termes :

« *Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu verras que j'y exprime*

l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de mains l'appareil bureaucratique-militaire, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tentent nos héroïques camarades parisiens... »

(Lettre de Marx à Kugelmann, 12 avril 1871.) (3)

Mais cela ne veut pas dire qu'il y ait discontinuité entre l'organisation de la classe pour le combat quotidien et son organisation en Etat pour la révolution prolétarienne. Au contraire : la classe ouvrière, formée d'une masse d'individus opposés les uns aux autres par la concurrence, divisés en professions par la division du travail, soumis à toute la gamme des idéologies bourgeoises, ... *se constitue en classe en s'opposant à la bourgeoisie, en s'organisant pour le combat contre la bourgeoisie. C'est pourquoi toutes les conquêtes politiques et syndicales, les organisations syndicales et les partis dont disposent les ouvriers sont des éléments de leur constitution comme classe séparée des autres ; le soviet ou conseil ouvrier, qui réalise l'unification et la centralisation en un même organisme de tout le prolétariat, par-delà ses tendances, professions, etc., représente l'étape la plus élevée possible sous le pouvoir capitaliste de sa constitution en classe ; au moyen de la destruction de l'Etat bourgeois au nom de son pouvoir, et du remplacement de cet Etat par le pouvoir des soviets ou conseils, c'est-à-dire par la classe ouvrière unie et organisée, le prolétariat se cons-*

(3) K. Marx, J. Marx et F. Engels, *Lettres à Kugelmann*, Editions sociales, 1971, p. 188.

titue en classe dominante de la société.

Aussi les pas réels faits par le mouvement ouvrier vers l'unification et la centralisation de sa lutte contre la bourgeoisie et son Etat, même les plus modestes, sont-ils des étapes de sa constitution en classe dominante, des pas en avant concrets vers la révolution prolétarienne. La lutte *classe contre classe* des ouvriers, avec toutes leurs organisations, dépassant leurs divisions professionnelles, territoriales ou idéologiques, pose immédiatement le problème du pouvoir.

C'est de là que procède la politique de Front unique prolétarien, *qu'on ne peut réduire à une tactique d'accords* entre les directions politiques de la classe, comme veulent faire les pablistes de la « *tendance majoritaire* » (L.C.R.) de *Comunismo* : c'est au contraire toute une stratégie destinée à fournir les étapes nécessaires de la mobilisation de la classe ouvrière, comme pas en avant dans la voie de son unification et de sa centralisation face au pouvoir concentré de la bourgeoisie : son Etat et son gouvernement. Le contenu de cette stratégie ne consiste pas, dès lors, à répéter : « *Front unique pour ceci,*

Front unique pour cela », en toutes occasions, mais à partir de chaque problème de la lutte ouvrière quotidienne pour séparer toutes les forces ouvrières des forces de la bourgeoisie, grâce aux mots d'ordre adéquats, les unifier en un combat *classe contre classe*, et ouvrir ainsi à chaque moment concret la voie de la révolution.

Entre le pouvoir des soviets, l'Etat-Commune et la réalisation du Front unique pour tel ou tel objectif concret, il n'y a pas opposition mais totale continuité, ce qui, à un moment déterminé, exige la destruction de l'Etat bourgeois. Comme dit le *Programme de transition*, les soviets ne sont que « *l'expression la plus élevée du Front unique* » ; seuls, les sectaires peuvent lutter contre le Front unique au nom des soviets, conseils ou comités élus.

Pour Trotsky,

« ... Si les soviets représentent la forme suprême du Front unique dans une période révolutionnaire, leur création doit être précédée d'une politique de Front unique dans la période préparatoire. » (4)

L'unification du front de classe, avec toutes les organisations qui le composent, ouvre la voie des soviets, appelés à détruire complètement le pouvoir de la bourgeoisie.

LA CONSTRUCTION DU PARTI ET LE COMBAT DE LA CLASSE

La lutte des révolutionnaires pour la construction du parti communiste est *l'élément conscient* de la lutte des ouvriers pour leur constitution en classe dominante.

Aujourd'hui sont fort répandues, parmi les groupes centristes et gau-

chistes, diverses conceptions petites-bourgeoises qui, de fait, font de la construction du parti une tâche étrangère à la lutte réelle et quotidienne de la classe ouvrière pour

(4) Trotsky, *Et maintenant ?*, janvier 1932, dans *Ecrits*, tome 3, pp. 164-165.

ses intérêts. Pour certains, il s'agit de construire une « *avant-garde marxiste-léniniste* » en réunissant tous les groupes centristes, sans autre base que le marchandage des positions politiques respectives entre les diverses directions. Pour les pablistes de *Comunismo*, il s'agit de construire une « *organisation de combat* » qui, grâce à « *son haut degré d'initiative et d'organisation* » (voir *Combate* n° 3), se fera une place dans le mouvement ouvrier dès lors qu'elle sera reconnue par une partie des autres directions petites-bourgeoises. Aujourd'hui, leurs demandes s'adressent en premier lieu à la direction du P.C. (International) ; au passage, les pablistes se sont faits les porte-parole de la « *dette* » que, selon eux, a contractée le prolétariat auprès de l'E.T.A. et ils espèrent ainsi étendre leur organisation aux milieux sous influence nationaliste. La fraction pabliste évite tout contact avec les trotskystes, mais « *contracte des dettes* » auprès de l'une ou l'autre des directions petites-bourgeoises, centristes ou gauchistes (en leur prodiguant généreusement l'adjectif « *révolutionnaire* »). La raison en est qu'elle attend bien plus de la bienveillance des autres groupes et organisations que de sa propre politique. Le trait commun à toutes ces conceptions de la construction du parti est d'abandonner le combat ouvrier aux trahisons des appareils réformiste et stalinien, de renoncer à construire le parti communiste comme parti ouvrier, comme expression même de la lutte du prolétariat.

Mais la conception marxiste du parti a des bases fort distinctes : la conception marxiste exige que les

révolutionnaires s'organisent de façon séparée de la classe ouvrière et, en même temps, affirme que « *les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du reste de la classe* », affirme que les révolutionnaires ne doivent pas brader les principes, et à la fois que « *tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes* » (lettre de Marx à Bracke, le 5 mai 1875) (5).

Les militants de la fraction « *majoritaire* » (L.C.R.) de *Comunismo*, puisqu'ils se présentent eux-mêmes comme trotskystes, devraient réfléchir sur le *Programme de transition* qui affirme que « *la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* » et, à la fois, que « *les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques* ».

L'incompréhension du caractère complémentaire de ces deux thèses qui, dialectiquement liées, constituent l'essence de la méthode du *Programme* de la IV^e Internationale, pousse tous ces groupes et militants à poser le problème de la construction du parti à partir d'un *objectivisme* ou d'un *subjectivisme* également antimarxistes. C'est ainsi que le « *Secrétariat unifié* » de Mandel et de Frank peut combiner aussi bien l'affirmation que « *le processus objectif* » de la révolution cubaine a fait de Castro un « *marxiste naturel* » et de ses guérilleros un « *parti communiste* » et l'affirmation que, en Espagne, tant que ne sera pas construit le parti révolutionnaire, il

(5) K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions sociales, 1966, p. 19.

ne va pas y avoir de grands affrontements entre la classe ouvrière et la dictature. Aucune de ces deux thèses, d'ailleurs incompatibles pour qui n'a pas l'esprit aussi ouvert que les pablistes, ne contient un atome de marxisme.

Pour les trotskystes, au contraire, leur programme, le *Programme de transition*, LE PROGRAMME A PARTIR DUQUEL SE CONSTRUIRA LE PARTI, se fonde sur les lois objectives de l'histoire, et exprime les lignes fondamentales sur lesquelles se réalisera la mobilisation des masses dont l'activité est plus forte que les manœuvres des appareils qui les dirigent. C'est pourquoi la construction du parti, incarnée dans la lutte des révolutionnaires organisés autour du *Programme*, est une composante du mouvement réel de la classe, en tant que *conclusion de l'activité révolutionnaire des masses elles-mêmes*.

Cela n'a rien d'automatique ; aucune attitude de confiance passive dans les lois historiques n'est justifiée par ces positions. Indépendamment de l'effort des trotskystes, aucun « processus objectif » ne peut construire le parti dirigeant. Au contraire : si le programme et le parti révolutionnaires sont une exigence de la lutte ouvrière, *sa conclusion nécessaire*, cela ne veut pas dire que soit moins nécessaire la lutte des trotskystes pour construire leur parti. Cela signifie que l'organisation des révolutionnaires autour du *Programme de transition*, en une lutte infatigable, dure, acharnée pour la construction du parti autour de ce *Programme*, incarne, à un moment donné de la lutte, la nécessité historique, car leur parti

et leur programme sont ceux de toute la classe ouvrière.

C'est de ces prémisses que l'on déduit la signification de la politique de Front unique pour la construction du parti communiste, tâche stratégique centrale de la période historique. Pour les révolutionnaires, au contraire des gauchistes en général et des pablistes en particulier, la construction du parti « *ne peut apparaître comme un obstacle à la lutte des ouvriers — et de fait ne doit pas l'être* ». La classe ouvrière n'est pas un être abstrait ; elle est une force matérielle avec des traditions historiques, avec une conscience déterminée, avec ses organisations, avec ses conquêtes sociales et politiques, avec ses directions historiques (constituées aujourd'hui par les appareils traîtres réformistes et staliniens).

La construction du parti trouve sa voie vers le prolétariat qui lutte dans des conditions ainsi définies et apparaît comme un facteur de sa mobilisation contre la bourgeoisie. Et, en l'absence d'un parti vraiment ouvrier et communiste, les organisations et les partis dont dispose la classe ouvrière, malgré leurs appareils dirigeants probourgeois, continuent d'être, en grande partie, des instruments que les ouvriers veulent utiliser pour leur propre mobilisation contre la bourgeoisie et son État. C'est pour cette raison que les révolutionnaires proposent le Front unique, contre le capital et son État, de toute la classe et de toutes les organisations qui la composent, et pour cela aussi qu'ils font de cette ligne de conduite une arme pour la construction du parti communiste.

Marx disait :

« Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes. » (6)

La stratégie du Front unique exprime le contenu révolutionnaire de cette idée que les opportunistes falsifient pour brader les principes, pour renoncer au programme, en même temps qu'ils sabotent l'unité ouvrière face au capital. Le programme révolutionnaire propose une politique d'indépendance du prolétariat dans la lutte à l'égard de toutes les autres classes et de l'Etat de la bourgeoisie. Les pas véritables faits dans la voie de l'indépendance ouvrière, vers le combat *classe contre classe*, le Front unique prolétarien contre le capital et son Etat sur des objectifs déterminés, en rupture avec toutes les

forces de la bourgeoisie, sont des pas réels dans la voie de la construction du parti ouvrier révolutionnaire. La raison en est que la lutte pour l'unification du front prolétarien, pour une politique ouvrière indépendante, *exige la construction du parti, qui est l'arme décisive capable d'imposer ce Front unique et de garantir l'indépendance de la classe ouvrière, sous sa direction, à l'égard des autres classes et du pouvoir capitaliste*. La lutte pour la constitution du prolétariat en classe au moyen du Front unique et la lutte pour la construction du parti ne sont pas des tâches séparables, mais sont interdépendantes et font partie d'un seul et même combat pour la révolution socialiste ; car, selon l'expression de Marx, « *le prolétariat n'est rien s'il n'est pas révolutionnaire* ».

LE FRONT UNIQUE POUR LES LIBERTES SYNDICALES, LE CONGRES OUVRIER POUR LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS, L'ALLIANCE OUVRIERE POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS, AUTANT DE COMPOSANTES DE LA CONSTITUTION DU PROLETARIAT EN CLASSE

La politique de Front unique ne signifie nullement qu'on se borne à en rabâcher la nécessité à tout moment ; elle exige que l'on traduise cette nécessité en mots d'ordre qui répondent à la situation de la classe ouvrière et à l'évolution de sa lutte, et qui centrent le combat sur l'unification des forces prolétariennes face au capital et à son Etat.

Ainsi nous nous sommes battus pour le Front unique contre la dictature et la C.N.S. fascistes, combat mis à

l'ordre du jour par la bataille des élections syndicales. Les groupes gauchistes ne conçoivent la lutte contre la C.N.S. que comme une campagne de propagande sur les vertus de l'organisation de type soviétique, quand il ne s'agit pas tout simplement de la dictature prolétarienne et du parti révolutionnaire. Abandonnant le terrain des préoccupations des ouvriers, ils se contentent

(6) Voir note précédente.

de proclamer l'inutilité de syndicats indépendants de la bourgeoisie et de son Etat, de dénoncer le rôle que les syndicats, dirigés par des appareils bureaucratiques, remplissent effectivement dans le monde entier en tant qu'instruments de division du combat de classe et d'intégration à l'appareil d'Etat bourgeois. Mais les sectaires ne veulent pas voir que ces syndicats, avec leurs directions conciliatrices et probourgeoises, constituent en même temps un cadre d'organisation que les ouvriers veulent utiliser dans leur lutte contre les patrons et leur gouvernement et, dès lors, un cadre dans lequel les ouvriers peuvent s'opposer, et en fait s'opposent, à leurs dirigeants traîtres ; un cadre dans lequel les révolutionnaires doivent intervenir pour arracher les masses à l'influence de ces appareils, en transformant les syndicats en organes conscients de la lutte pour le pouvoir.

Mais, avant tout, les sectaires sont incapables de poser le problème syndical comme problème politique de la lutte des classes en Espagne : pour les ouvriers espagnols, défaits en 1939 par une dictature fasciste, c'est-à-dire une dictature fondée sur la destruction de tout syndicat et parti ouvrier, la lutte pour des organisations élémentaires de défense face aux capitalistes, indépendantes de ceux-ci et du gouvernement de Franco, se traduit POLITIQUEMENT, en premier lieu, comme une lutte pour le droit de grève, le droit de réunion, d'association, etc., et pour un syndicat ouvrier. Ainsi, en même temps que les ouvriers jettent les bases de leur organisation autonome dans les assemblées et comités qui surgissent dans les

entreprises les plus avancées afin de rassembler dans la lutte tous les travailleurs et de soumettre à leur contrôle le combat, la lutte contre la C.N.S. se mène au nom de l'aspiration de toute la classe à un syndicat ouvrier et aux libertés syndicales démocratiques.

Cela veut-il dire qu'il faille renoncer à la lutte pour des organisations unitaires et autonomes, telles qu'assemblées et comités élus, au nom des libertés syndicales ? Ou bien qu'il faille renoncer à la lutte pour les conseils ouvriers au nom du syndicat ? En aucune manière. Précisément il s'agit du contraire : ceux qui renoncent à la lutte pour les conseils ouvriers, pour l'unité la plus révolutionnaire de la classe face à l'Etat, sont ceux-là même qui se contentent de prêcher les avantages abstraits de l'« organisation soviétique » sur l'« organisation syndicale » en dehors des préoccupations des ouvriers.

Les militants de la classe ouvrière doivent comprendre qu'en Espagne, le problème syndical pose directement le problème du renversement de la dictature pour imposer les libertés syndicales, puisque c'est sur la totale désorganisation syndicale et politique du prolétariat que s'appuie le gouvernement fasciste de Franco. Et, aujourd'hui, les résultats des élections syndicales montrent les pas en avant de la lutte ouvrière contre la C.N.S. Si forte est la volonté des travailleurs de combattre le syndicat fasciste que le P.C.E. de Carrillo a dû effacer de son agitation le mot d'ordre de liberté syndicale : en ce moment, il signifierait pratiquement un appel au boycott. Toute l'expérience historique nous enseigne que si, sous la pression de

la lutte des masses contre la dictature, la direction du P.C.E. se présente comme défendant la perspective du syndicat ouvrier, elle ne le fait qu'autant qu'elle prépare, pour plus tard, la lutte contre les organisations autonomes de la classe au nom des syndicats, la lutte de l'appareil syndical contre les comités et assemblées.

Pour cette raison, l'abstention des militants fidèles à leur classe dans le combat pour le syndicat ouvrier et les libertés syndicales signifie l'abandon du champ de bataille aux appareils traîtres, réformiste, syndicaliste et stalinien.

Eclatant contre la dictature, la révolution espagnole ne pourra que combiner la lutte pour les libertés syndicales (et politiques) démocratiques — que le P.C.E. et ses alliés voudront canaliser vers le respect de l'Etat bourgeois et de la propriété privée — et l'accession à la lutte politique des masses elles-mêmes, qui commenceront à résoudre le problème syndical par leurs propres moyens, en organisant leurs comités et assemblées, en les centralisant, en les défendant, etc.

Dès à présent, nous sommes intervenus dans la lutte pour le boycott des élections à la C.N.S. sur des axes qui lient étroitement la nécessité de conquérir les libertés syndicales et la volonté de la classe ouvrière de construire ses propres organes de lutte dans les entreprises. Ces axes sont : le Front unique pour les libertés syndicales, et son expression la plus achevée, le Congrès ouvrier.

Notre déclaration du mois de mars (« *Pour le Front unique prolétarien : comment rompre avec la C.N.S.,*

comment renverser la dictature de Franco »), affirmait :

« La lutte pour les libertés syndicales est, avant tout, la lutte pour que nous, ouvriers, nous nous organisions nous-mêmes.

Dès lors, nous n'allons pas nous laisser organiser, ni par Franco, ni par "la doctrine sociale de l'Eglise", ni par l'O.I.T., ni par les théories syndicales de quelque patron "antifranquiste" seulement en paroles. Aucun gouvernement de patrons ne va nous organiser. Nous seuls, ouvriers, pouvons construire notre syndicat ouvrier en abattant la C.N.S. La lutte pour les libertés syndicales doit être, en même temps, la lutte pour un congrès ouvrier de délégués des entreprises, afin de proclamer et d'organiser une centrale unique de tous les travailleurs. Que les ouvriers eux-mêmes décident !... »

La lutte pour le Congrès ouvrier est, dès lors, inséparable de la lutte pour les libertés syndicales ; la lutte pour les libertés syndicales n'est que l'expression, contre la dictature et sa C.N.S., du droit des ouvriers à s'organiser eux-mêmes ; la lutte pour le Congrès ouvrier, comme seul moyen d'arriver à l'entière organisation syndicale de toute la classe travailleuse désorganisée par le fascisme, place au centre du combat pour le syndicat la nécessité de recueillir le potentiel de combativité et de conscience que contiennent les assemblées et comités pour l'unifier et le centraliser face à la bourgeoisie et son Etat, afin que les travailleurs résolvent par eux-mêmes le problème syndical.

Ce congrès ne se posera pas uniquement le problème syndical ! Sa réalisation supposera un tel changement dans le rapport des forces que s'imposera à lui *l'affrontement avec le pouvoir politique bourgeois* face auquel il se dressera comme un puissant rival entraînant derrière lui toute la classe ouvrière !

On ne peut avoir le moindre doute à cet égard, car l'incapacité de la bourgeoisie espagnole de donner au problème syndical une issue compatible avec ses intérêts n'est qu'un aspect de sa totale incapacité de maintenir sa domination de classe en général. Ce Congrès ouvrier n'aura pas d'autre issue que l'exigence de la lutte pour le pouvoir politique ou sa totale faillite devant la bourgeoisie.

Ce congrès ne pourra-t-il avoir lieu que sous une direction révolutionnaire ? Seule la lutte elle-même pourra répondre : les rythmes de la radicalisation du prolétariat et ceux de la construction du parti sont interdépendants, mais ne coïncident pas nécessairement : à travers la lutte pour ce Congrès ouvrier, nous pourrions également réunir les forces militantes capables de le conduire jusqu'à sa conclusion révolutionnaire, comme étape d'une stratégie consciente de lutte pour le pouvoir politique. Cependant, nous ne pouvons pas écarter à l'avance, sous la pression des masses, il ait lieu dans des conditions de domination stalinienne ou réformiste beaucoup moins favorables pour la lutte révolutionnaire.

Mais si nous comprenons la lutte pour le Congrès ouvrier, pour la C.U.T., comme une lutte effective et qui, dans les élections de la C.N.S., a atteint une grande combativité, nous devons être très conscients du fait qu'elle exige le renversement de la dictature de Franco. Comment résoudre, en Espagne, le problème syndical sans renverser le gouvernement fasciste, sans que la classe ouvrière pose sa candidature au pouvoir politique aujourd'hui mé-

me ? Comment, si, d'autre part, la lutte pour le syndicat ouvrier, pour être victorieuse, doit entraîner toute la classe, depuis les secteurs les plus avancés jusqu'aux couches les plus profondes des travailleurs ? Comment lier étroitement les combats qui se développent dans les usines d'avant-garde, dirigées par comités et assemblées, à la lutte de toute la classe ouvrière contre la C.N.S. ?

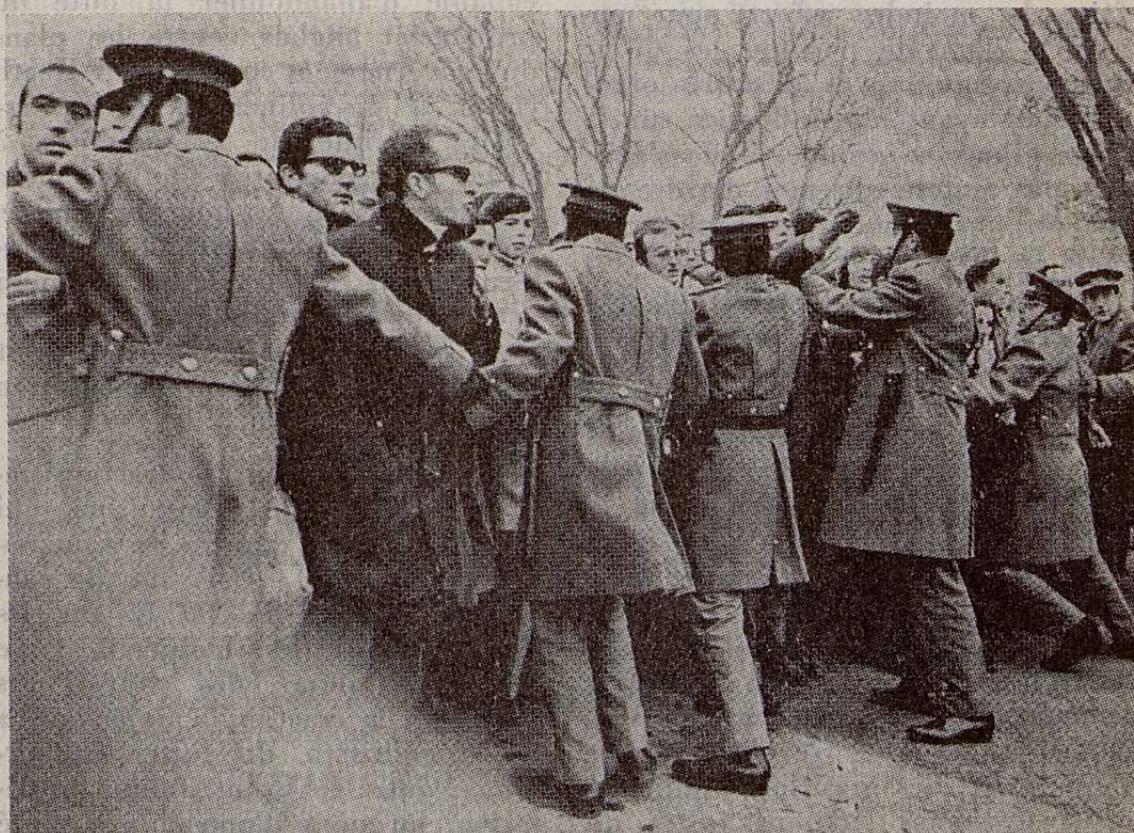
Une seule réponse à ces deux questions : l'affrontement de tout le prolétariat et des masses travailleuses contre le pouvoir politique bourgeois, contre la dictature fasciste, contre le gouvernement de Franco, principal obstacle dans la voie du Congrès ouvrier et dans l'obtention des droits syndicaux démocratiques des travailleurs. *L'Alliance ouvrière* de tous les travailleurs, de la jeunesse ouvrière et estudiantine, des masses opprimées, avec leurs organisations et leurs partis, concentre les aspirations de la population travailleuse à donner sa propre réponse à la dictature : le plus large regroupement de forces capable de la renverser et d'imposer un gouvernement de tous les travailleurs, celui de *l'Alliance ouvrière*, garantie de ses droits syndicaux.

Ainsi, la lutte pour l'unification du Front prolétarien pour le boycott aux élections de la C.N.S. et, le 1^{er} mai, pour les libertés syndicales, ainsi que la lutte pour un Congrès ouvrier, pour la centrale unique des travailleurs, et que celle pour le gouvernement de *l'Alliance ouvrière* sont des expressions différentes d'une même politique, d'une même stratégie de constitution du prolétariat en classe au moyen du Front unique prolétarien.

LA POLITIQUE GAUCHISTE CONTRE LE FRONT UNIQUE PROLETARIEN

Devant les élections syndicales fascistes, nous, trotskystes, avons combattu pour défendre les positions conquises par la classe ouvrière face à la C.N.S. : les assemblées et les comités, les démissions obligatoires de délégués et de jurés d'entreprise, les dénonciations ouvrières du syndicat vertical. Pour dé-

temps, ce fut aussi une bataille contre le mot d'ordre liquidateur que le P.C.E. a voulu imposer aux Commissions ouvrières qu'il contrôle, et qui signifiait un pas de plus dans la voie de la subordination des Commissions ouvrières aux délégués et jurés d'entreprise. La direction de Carrillo pense sans doute que les



Manifestation ouvrière pour les Six de Burgos.

fendre ces positions face à la tentative du gouvernement bourgeois de réintroduire sa C.N.S. dans les usines, il fallait faire un pas supplémentaire : rompre avec le syndicat fasciste, au nom des libertés syndicales et d'un syndicat ouvrier, en réalisant le boycott. En même

Commissions ouvrières sont encore trop à l'extérieur de la C.N.S.

Mais, dans l'accomplissement de cette tâche qui consistait à faire du boycott la politique de toute la classe ouvrière afin d'imposer le Front unique de toutes les organisations des

travailleurs contre la C.N.S. et de battre, dans les Commissions, leur appareil dirigeant, les militants trotskystes et ceux de *Proletario* se sont trouvés seuls. C'est pourquoi leur lutte a nécessité la dénonciation des capitulations, des erreurs, des ambiguïtés et des trahisons des groupes centristes et gauchistes qui se définissaient comme partisans du boycott.

Le P.C. (Internationaliste) a défendu le mot d'ordre du boycott sans faire le moindre effort pour entraîner sur cette position les Commissions ouvrières et les autres organisations ayant une influence sur la classe. Pour ce groupe, il ne s'agissait pas, autour du mot d'ordre de boycott, d'unifier le prolétariat, mais les groupes « à la gauche du P.C.E. », tout en poursuivant son infatigable tâche d'« œcuménisme marxiste-léniniste ». Pour le P.C. (Internationaliste), il suffisait d'affirmer qu'il y avait deux camps (celui du boycott et celui de la participation) tout en cachant que le mot d'ordre de boycott était *celui de toute la classe ouvrière*, et qu'il fallait, en tant que tel, le défendre et l'imposer, tout en cachant également que « *ce camp du boycott* », auquel le P.C. (Internationaliste) attribuait un rôle révolutionnaire, comprenait des positions radicalement distinctes : depuis celles de l'U.G.T. social-démocrate jusqu'à celles du F.S.R., d'origine fasciste, qui proposait le boycott au nom de l'« *absence de participation* » dans la gestion et les bénéfices de l'entreprise.

Le P.C. (International), comme le P.C. (Internationaliste), a lui aussi fait le jeu de Carrillo en plaçant la lutte pour le boycott sous

le signe de la lutte CONTRE TOUT SYNDICAT et en se refusant à combattre pour les libertés syndicales. La campagne du P.C. (International) s'ouvrait en affirmant que les lois anti-grève, en Angleterre et dans d'autres pays, ne sont pas dirigées contre les syndicats, puisque, pour ces « *révolutionnaires* », les libertés syndicales sont une arme des patrons et non des ouvriers. Le P.C. (International), malgré sa phraséologie radicale, démontre ainsi qu'il est fort capable d'abandonner la lutte du prolétariat anglais contre les plans du gouvernement conservateur Heath visant à discipliner la classe ouvrière, à intégrer les syndicats à l'État bourgeois et à liquider toute liberté ouvrière. Au bout du compte, face à la C.N.S. fasciste, le P.C. (International) a fait front commun avec l'appareil stalinien de Carrillo pour passer sous silence le droit de grève, de réunion, d'association et de manifestation...

Même attitude pour la fraction pabliste (L.C.R.) de *Comunismo*, qui a utilisé le mot d'ordre du Congrès ouvrier pour la C.U.T. afin de couvrir le silence du P.C.E. sur les libertés syndicales. L'objectif d'une centrale unique des travailleurs permet à la fraction « *majoritaire* » de *Comunismo* de lutter aujourd'hui contre le Front unique prolétarien, au nom d'une future unité qui, pour l'instant, ne les engage à rien. Leur rôle est de couvrir, grâce à leur politique « *indépendante* », les trahisons des appareils, qu'ils ne veulent pas combattre au nom d'une politique d'*indépendance de toute la classe à l'égard de la bourgeoisie*.

Les seuls moyens que ces groupes centristes et gauchistes ont proposés pour unifier la classe autour du

boycott ont été du genre des fameux « comités pour le boycott » des pablistes, c'est-à-dire des machinations pour regrouper tous les centristes « à la gauche du P.C.E. », et avec l'« efficacité » que l'on sait. Il n'est pas étrange que le fruit le plus mûr de cette unité d'action contre le Front unique prolétarien soit représenté par un tract commun des militants de *Proletario* favorables aux pablistes et de l'O. S. O., organisation syndicale maoïste qui préconise « un front uni-

que contre le réformisme renégat » ! En un mot, toutes ces propositions de « camp du boycott », d'« unité d'action » et de « Comités pour le boycott », de « front unique contre le réformisme renégat », etc., ne sont elles aussi que diverses expressions d'une même politique petite-bourgeoise de division du front de classe, de méfiance ou d'opposition face à la mobilisation unie de tout le prolétariat avec toutes ses organisations contre la bourgeoisie, son Etat et sa C.N.S.

FRONT UNIQUE ET POUVOIR POLITIQUE :

L'ALLIANCE OUVRIERE, LE GOUVERNEMENT DE TOUS LES TRAVAILLEURS, LES CONSEILS OUVRIERS

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la lutte contre la C.N.S., mais encore tous les combats importants des ouvriers, des étudiants et des jeunes, des travailleurs de l'enseignement, de la santé, de la campagne, etc., qui posent un problème central : il faut renverser la dictature de Franco qui prive toute la population travailleuse de ses droits syndicaux et politiques, qui organise la montée des prix et le gel des salaires, qui soutient le licenciement des ouvriers, qui démantèle l'enseignement et menace la Sécurité sociale, qui protège, avec ses armes de dictature militaire fasciste, les affaires capitalistes fondées sur l'exploitation intense des travailleurs.

Au nom de quels objectifs peut-on aujourd'hui lutter pour renverser le

franquisme ? En ce qui nous concerne, nous avons expliqué qu'un « Pacte pour la liberté » avec les patrons « antifranquistes » ne peut être qu'un pacte CONTRE les travailleurs, les jeunes et le peuple opprimé ; dans les rangs mêmes du P.C.E. de Carrillo grandit de jour en jour l'opposition des militants à ce mot d'ordre dont le but est de paralyser le mouvement des masses en le subordonnant à l'« opposition démocratique » bourgeoise. Nous avons expliqué aussi que l'absence d'un parti révolutionnaire influençant la classe et les masses ne doit pas être un obstacle à ce que la classe ouvrière pose sa candidature au pouvoir face au gouvernement capitaliste de Franco. Le prolétariat espagnol lutte chaque jour avec plus d'énergie, étend au sein des

entreprises les plus avancées ses assemblées et comités élus, dispose d'organisations clandestines et de partis politiques : là se trouvent les bases organisationnelles et politiques sur lesquelles il peut construire son unité face à la bourgeoisie et son État et se présenter devant toute la population opprimée (qui, dans la campagne, dans les universités, dans les hôpitaux et les quartiers, se mobilise contre le gouvernement) comme candidat au pouvoir par le moyen du renversement de la dictature.

La perspective de l'Alliance ouvrière offre une issue à cette situation. L'Alliance ouvrière est le regroupement de tout le prolétariat, des masses travailleuses, de la jeunesse, des paysans, de tous les partis et organisations de la classe ouvrière afin d'appeler à la mobilisation générale pour renverser le franquisme et imposer le gouvernement de tous les travailleurs.

Dans cette voie, le plus grand obstacle que l'on rencontrera est constitué par l'attitude contre-révolutionnaire des directions reconnues du mouvement ouvrier, qui se refusent de toutes leurs forces à la rupture avec la bourgeoisie ou avec l'aile d'« *opposition au franquisme* » de la bourgeoisie. Contre ces directions traîtres, nous lutterons pour un gouvernement de l'Alliance ouvrière de la classe et de ses organisations syndicales et politiques — avec tous les ouvriers, les jeunes et les militants qui s'affirment partisans d'un gouvernement sans patrons, ni policiers, ni évêques, ni militaires.

Nous lutterons ensemble pour imposer effectivement ce gouverne-

ment de l'Alliance ouvrière ; mais, de toute façon, quel que soit le résultat de cette lutte contre les appareils dirigeants des organisations ouvrières s'acharnant à ne pas poser leur candidature au pouvoir contre le franquisme, la valeur de cette revendication centrale est énorme : avec ce mot d'ordre du gouvernement de l'Alliance ouvrière, nous pourrions amener des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière à comprendre la nécessité de rompre avec leurs appareils dirigeants probourgeois et de construire un parti révolutionnaire capable d'imposer la formation de l'Alliance ouvrière et de la réaliser sous une direction communiste.

Nous, trotskystes, ne donnons pas de recettes pour résoudre tous les problèmes de la révolution, et nous ne pouvons prévoir tous les épisodes de la lutte des classes ni leur issue, dès lors qu'elle se transformera en lutte des classes ouverte.

Nous devons cependant analyser quelques-uns des problèmes liés au mot d'ordre transitoire du gouvernement de l'Alliance ouvrière.

Dans la mesure de leur capacité à maintenir le contrôle sur la masse, et en l'absence d'un parti communiste, les staliniens, avec tous les appareils traîtres, essaieront de canaliser la levée en masse des ouvriers et des masses populaires contre la dictature de Franco dans les limites du respect de l'État bourgeois et de la propriété privée, au moyen d'alliances avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie.

Les militants fidèles à la classe ouvrière devront opposer à cette voie,

qui est celle de la défaite, celle d'une politique prolétarienne indépendante ordonnée autour de la lutte pour le gouvernement de l'Alliance ouvrière : « Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir dans vos mains en vous appuyant sur la mobilisation de la classe et des masses opprimées ! », diront-ils aux dirigeants du mouvement ouvrier.

Mais, exceptionnellement, sous l'offensive révolutionnaire des masses, comme l'explique le *Programme de la IV^e Internationale*, les directions petites-bourgeoises, stalinienne incluse, peuvent aller plus loin qu'elles ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie et même jusqu'à la formation d'un gouvernement d'Alliance ouvrière.

Il s'agira, dans ce cas, d'une manœuvre des appareils bureaucratiques pour lier les ouvriers et la population opprimée à la défense de l'Etat bourgeois : par tous les moyens, les dirigeants au pouvoir éviteront d'exproprier résolument les capitalistes ou de s'attaquer à fond à l'Etat oppresseur, à sa police, à son armée, à ses tribunaux... ; même à partir de ce gouvernement, les dirigeants probourgeois du prolétariat essaieront de liquider les conquêtes révolutionnaires des ouvriers et des masses populaires. Les révolutionnaires auront le devoir de dénoncer tous les attermolements, toutes les inconséquences, les lâchetés et les trahisons des directions politiques de cette Alliance ouvrière, dans leur rupture avec le capital et l'Etat bourgeois. A cette étape particulière, la lutte pour la réalisation complète du programme de reconquête des libertés syndicales et politiques et

des revendications du programme ouvrier, sans s'arrêter aux frontières de l'Etat bourgeois (sans respecter son armée, ses tribunaux, sa police, son parlement, son Eglise...) et sans s'arrêter aux frontières de la propriété privée, sera l'axe de la mobilisation des masses. A travers cette mobilisation, la classe ouvrière mûrira du point de vue de sa conscience et de son organisation, en se préparant pour donner l'assaut final au pouvoir politique, que ses dirigeants conciliateurs seront disposés à livrer à la bourgeoisie ou même à tourner contre les masses travailleuses.

En tout cas, les conditions d'une dictature fasciste ne sont pas un bon bouillon de culture pour les appareils réformistes ou partisans de la collaboration des classes. C'est pourquoi la révolution espagnole, dès qu'elle éclatera contre la dictature, cherchera rapidement la voie soviétique, la voie des comités d'usine, des milices armées, des conseils ouvriers, bien plus que celle des parlements ou de la lutte purement syndicale.

Mais cela ne veut pas dire que le prolétariat rompra spontanément avec ses directions réformiste et stalinienne. En aucune manière : avec l'éveil de larges secteurs des masses ouvrières et populaires à la lutte politique, ce seront les organisations de la guerre civile (7), celles que les ouvriers identifient à la résistance sous le franquisme, qui seront initialement renforcées.

(7) Il faut entendre : les organisations au sein desquelles les masses ont mené la guerre civile (N.D.L.R.).

C'est pourquoi l'apparition de ces forces autonomes d'unité, d'organisation et de pouvoir de la classe, de type soviétique, n'invalide en rien la lutte pour le gouvernement de l'Alliance ouvrière. La mobilisation de la classe avec cet objectif central est plus indispensable que jamais :

1° pour *centraliser* toutes ces formes d'unité prolétarienne combative, initialement dispersées et locales, contre l'Etat bourgeois ;

2° pour opposer à l'Etat bourgeois cette *forme la plus large possible de l'Alliance ouvrière* que sont les conseils ouvriers, rassemblant toute la classe, avec toutes ses tendances politiques, en leur sein ;

3° pour imposer le gouvernement de l'Alliance ouvrière, désormais sous la forme du gouvernement des conseils ouvriers ;

4° pour gagner, tout au long de cette lutte politique pour le pouvoir ouvrier, les conseils ou soviets à la volonté de détruire complètement l'Etat bourgeois par l'insurrection armée afin d'imposer leur propre pouvoir, leur propre gouvernement ; ou bien, et c'est un autre aspect de la même lutte, afin de construire le parti révolutionnaire de l'insurrection contre l'Etat capitaliste, de la révolution prolétarienne, en gagnant la classe ouvrière et les masses opprimées à la politique révolutionnaire, à la décision de lutter pour la dictature du prolétariat.

LA CONSTRUCTION DU PARTI ET LE FRONT UNIQUE : LA PLACE DE « PROLETARIO » DANS LA LUTTE DES CLASSES

L'organisation *Proletario* ne procède d'aucun schéma abstrait sur « ce que devrait être l'organisation de classe » ; elle ne se définit pas non plus par sa position à l'intérieur de quelque schéma abstrait des relations entre « les organisations de masse » et « le parti ». Et ce, en premier lieu, parce que le parti n'est pas construit, parce que la fraction trotskyste que nous sommes n'est pas le parti révolutionnaire.

Ce qui définit le parti, c'est, outre son programme, un certain type de rapports entre la classe et l'avant-garde marxiste : de façon précise, il

faut que celle-ci dirige des secteurs décisifs de la lutte des classes. En nous organisant autour du *Programme de transition*, qui est le programme du parti à construire, en renforçant notre organisation comme moteur principal de tout le processus, nous, militants trotskystes, construisons le parti. Mais, en même temps, en animant politiquement la lutte de *Proletario* et sa vie intérieure, nous, trotskystes, construisons aussi le parti.

Proletario est la réponse politique, concrétisée en une organisation, aux problèmes actuels que la lutte

des classes en Espagne pose à une large frange de militants ouvriers, de combattants de l'avant-garde prolétarienne.

Nous vivons la période de l'imminence de la révolution à l'échelle mondiale ; une étape déterminée de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, où l'équilibre des classes de la période d'après la seconde guerre mondiale se rompt et où la situation évolue vers la lutte des classes ouverte. Les mobilisations contre le conseil de guerre de Burgos témoignent de ce que la classe ouvrière espagnole n'est pas en retard au rendez-vous de l'histoire : en Espagne aussi s'approchent les grands affrontements entre les classes dont l'enjeu sera le pouvoir politique. Il faut unifier le front de toute la classe ouvrière dans cette perspective ; il faut mettre au premier plan de toute lutte les objectifs justes qui répondent à la question du pouvoir ; il faut intervenir dans la crise de l'appareil stalinien en offrant une issue aux militants et aux groupes qui rompent avec leurs directions traîtresses afin de rester fidèles à leur classe au moment où celle-ci va affronter la bourgeoisie et sa dictature fasciste ; il faut intervenir dans la lutte et dans la crise du stalinisme, avant tout pour regrouper les forces militantes capables de promouvoir matériellement la réalisation des objectifs ouvriers ; il faut construire le parti révolutionnaire qui puisse mener ces combats à la victoire définitive contre le capital, à la révolution socialiste mondiale.

Seuls, le *Programme de la IV^e Internationale* et le cadre organisationnel de la reconstruction de la IV^e Internationale peuvent répondre

d'une manière satisfaisante à ces questions vitales qui se trouvent posées au mouvement ouvrier et à ses militants. Mais le *Programme de transition*, expression concentrée des enseignements de décennies de lutte des classes, n'est pas quelque chose que l'on puisse assimiler par la seule lecture. La rupture avec les conceptions et la politique stalinienne, syndicalistes ou réformistes qui ont régné des années durant dans le mouvement ouvrier espagnol, la compréhension suffisante du marxisme, du programme trotskyste par les nouveaux combattants ouvriers ne peuvent se réaliser que dans le combat, par le moyen d'une participation organisée à la lutte des masses. Pour cette raison, les trotskystes seront les premiers à promouvoir, cristalliser et développer le regroupement de tous les militants ouvriers qui, sans appréhender encore la totalité du programme et sans adhérer à une politique communiste conséquente, se disposent déjà à répondre aux problèmes de la lutte des classes en termes pratiques et sur une ligne *d'indépendance du prolétariat*, classe contre classe. Dès lors, ce regroupement de l'avant-garde ouvrière luttera pour le Front unique, s'exprimant sous la forme de l'Alliance ouvrière et de son gouvernement, et pour le parti nécessaire pour l'imposer : un parti ouvrier révolutionnaire, c'est-à-dire qui garantira par sa politique l'indépendance absolue de la classe ouvrière face aux autres classes et face à l'État bourgeois, à tout moment. Le regroupement qui répond en ces termes aux problèmes politiques de la lutte actuelle contre la bourgeoisie et sa dictature, c'est *Proletario*. C'est là sa définition.

Il n'y a pas de contradiction dans le fait que les trotskystes s'organisent à part dans leur fraction, fondée sur l'intégralité du programme trotskyste et que, en même temps, ils s'organisent, à côté d'autres militants ouvriers, dans une organisation, *Proletario*, qui n'a pas de programme complet ni de frontières idéologiques strictes : de fait, les objectifs de *Proletario*, définis dans le *Manifeste* et dans le *Programme ouvrier* de son Congrès provisoire, se situent sur la ligne de tout le développement historique, dont le *Programme de transition* est l'expression la plus achevée. Ainsi, organisés à l'intérieur de *Proletario*, de nombreux militants qui n'auront pas rompu totalement avec le stalinisme ou avec d'autres courants du mouvement ouvrier, ou qui s'initieront à la lutte révolutionnaire, pourront éprouver la justesse des positions trotskystes dans la lutte avant leur adhésion totale au trotskysme et promouvoir une politique qui ne se définit pas selon d'autres règles que celles d'une entière fidé-

lité à la classe ouvrière, à son indépendance face à la bourgeoisie et au pouvoir bourgeois. En développant cette politique, en organisant au compte de celle-ci toujours plus d'ouvriers, *Proletario* enracine la nécessité d'un parti capable d'imposer cette politique et prépare, théoriquement et pratiquement, les forces militantes du futur parti ouvrier révolutionnaire pour lequel il se déclare dès à présent. Nous, trotskystes, affirmons que ce parti, s'il veut être indépendant de la bourgeoisie et révolutionnaire, ne pourra être que trotskyste. Selon des méthodes différentes, les militants de *Proletario* luttant pour le Front unique et les militants trotskystes luttant pour le parti communiste fondé sur le *Programme de transition* travaillent dans un but identique : la perspective commune du parti ouvrier révolutionnaire unifie la lutte de notre fraction et celle de *Proletario*, qui n'est autre que la lutte pour l'arme organisée de la révolution socialiste.

LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

par Stéphane JUST

Brochure de l'A.J.S. — Série formation n° 1 — Prix : 3 F.

En vente à la SELIO
87, faubourg Saint-Denis, Paris-10°

Envoi franco de port contre 3,50 F au
C.C.P. Jeune Révolutionnaire 25 445 62 Paris

Tribune de discussion

L'Assemblée populaire : une conquête et ses enseignements

par *Fílemon Escobar*

L'article qu'on va lire est traduit du n° 1 (janvier 1972) d'America India, revue des organisations trotskystes pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La position d'ensemble de l'O.C.I. sur la révolution bolivienne (outre la déclaration du Comité central de l'O.C.I. du 17 septembre 1971 et la déclaration commune de l'O.C.I., du P.O.R. de Bolivie et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) d'Europe de l'Est du 12 octobre 1971, que l'on trouvera dans la Vérité n° 554-555, pp. 356-360) est développée dans le n° 2 de Correspondance internationale, à paraître en même temps que le présent numéro de la Vérité.

1. Portée continentale de la révolution bolivienne.

Nombreux sont ceux qui considèrent que la révolution bolivienne est un événement exceptionnel qui a peu de choses à voir avec les pays du continent et dont les leçons n'atteignent pas la dimension internationale. Une révolution véritable et profonde, sous quelque latitude qu'elle ait lieu, constitue une épreuve décisive pour le programme des partis qui se réclament du marxisme et de la classe ouvrière, la stratégie à laquelle ils ont eu recours dans cette révolution, ainsi que les méthodes qui

conviennent à une époque déterminée. D'autre part, dans les conditions actuelles, le processus de la révolution est unique à l'échelle mondiale ; de même qu'il n'existe pas d'abîme infranchissable entre les pays métropolitains et les pays arriérés, les révolutions dans les centres impérialistes, dans les contrées de la périphérie retardataire ou dans les pays soumis à la bureaucratie stalinienne ne sont que des aspects de la révolution mondiale. C'est ce qui explique que les leçons de la révolu-

tion dans un pays déterminé acquièrent une portée internationale.

Cela est plus remarquable encore dans le cas de la Bolivie, parce qu'il s'agit d'un pays typiquement arriéré et dépendant de l'impérialisme, où le prolétariat n'atteint pas 10 % de la population et où la non-réalisation des tâches démocratiques sert de cadre à la vie des grandes masses humaines. La révolution permanente y a subi une nouvelle vérification sur une scène historique d'envergure. Les derniers événements de Bolivie ont fourni la preuve de ce que peuvent donner par eux-mêmes les classes sociales et les partis politiques qui en expriment les intérêts ; et, dans cette chaudière, portée à ébullition par le heurt des masses avec le gorillisme (1) fasciste, se sont trempées les méthodes de lutte.

Voici comment nous pouvons résumer les enseignements les plus importants de la révolution bolivienne, enseignements valables pour tout le continent latino-américain :

a) La classe ouvrière n'est pas seulement l'élément le plus important ou le plus explosif et le plus héroïque parmi ceux qui agissent avec et dans les masses (paysans, étudiants et couches majoritaires paupérisées des classes moyennes des villes), elle est également la seule direction politique sous laquelle il soit possible de remporter la victoire et d'en conserver les fruits, d'éviter que le mouvement de libération nationale et sociale ne finisse étouffé sous les échecs et les trahisons. Le prolétariat devient l'élément dirigeant de la nation parce qu'il se saisit des problèmes des autres classes et formule des solutions aux tâches démocratiques, sans pour cela renoncer à ses propres revendications de classe. Les nationalistes de tout poil et cette version prostituée du marxisme qui se complaît à s'affubler de l'étiquette de gauche nationale fondent leurs spéculations sur l'hypothèse que l'oppression impérialiste, oppression de la nation, atténuée et va même jusqu'à abolir la lutte des classes.

Trotsky a écrit avec raison qu'elle l'aggrave au contraire. Dire que le prolétariat devient l'élément dirigeant de la nation, c'est admettre qu'il a préalablement remporté une victoire politique complète sur les directions des autres classes sociales.

b) La révolution sociale est faite par les masses ou personne ne la fait. On pourrait penser que les secteurs ultra-gauchistes petits-bourgeois sont d'accord avec nous quand ils formulent la thèse qu'il faut aller vers les masses ; il y a cependant une énorme différence (différence qui concerne la stratégie et les méthodes à employer) entre notre façon de poser les problèmes et la leur. Pour nous, la révolution est un processus de radicalisation et de mobilisation profonde qui se réalise au sein des masses. La montée de la vague révolutionnaire oblige les exploités à structurer leurs propres instruments de lutte, de mobilisation et de pouvoir, à adopter des méthodes de lutte pour ceux qui sont mûrs. L'organe du pouvoir existe en germe à partir du moment où, pour les masses, une de leurs organisations devient l'autorité unique. Quand la vague révolutionnaire s'enfle, cela veut dire que le pouvoir ouvrier se développe sur une échelle immense et se prépare à conquérir et à imposer son contrôle total sur l'appareil d'État.

Au contraire, les ultra-gauches de toutes sortes, même quand ils veulent faire la révolution avec les masses, considèrent que la transformation sociale doit se réaliser selon un schéma élaboré en dehors des exploités et qui leur serait imposé de l'extérieur : la révolution n'est pas à leurs yeux un processus interne aux masses, il faut la leur apporter totalement élaborée.

c) La construction et le renforcement du parti de la classe ouvrière continuent

(1) Le terme de « gorillisme » désigne en Amérique latine les partisans des régimes de dictature militaire liés à la C.I.A. (N.D.L.R.)

à être la clé de la révolution ; son rôle de direction politique du processus de transformation sociale ne peut être mené à bonne fin par aucune autre organisation, qu'elle soit syndicale, populaire ou armée. Tout le processus qui culmine avec la journée du 21 août démontre que l'évolution politique des masses (c'est-à-dire leur accession à la maturité nécessaire pour que le prolétariat accomplisse ses tâches historiques) est l'œuvre, accomplie dans des conditions favorables, du parti politique. L'expérience encore toute fraîche a confirmé la validité du parti, non seulement comme l'expression de la conscience de la classe (s'arrêter à cet énoncé partiel serait considérer qu'entre les masses et le parti il n'y a qu'une dépendance mécanique, et non une interdépendance dialectique), mais comme l'élément actif qui, du sein même des exploités, hâte l'évolution de cette conscience, comme l'élément actif et irremplaçable qui contribue à la former ; c'est pour toutes ces raisons que le parti ne peut être remplacé par aucune autre organisation.

Le parti, c'est, avant tout, le programme, dans la mesure où ce programme exprime les intérêts historiques de la classe et, par conséquent, définit ses objectifs stratégiques. Ce n'est qu'en partant de cette prémisse qu'on peut organiser le parti comme une organisation de révolutionnaires professionnels, comme l'état-major du prolétariat, apte à conserver une fermeté d'airain en matière de stratégie tout en faisant preuve d'une grande souplesse en matière de tactique. Dans ce domaine, il faut retourner à Lénine. Les autres tendances, comme cela a été démontré dans la pratique journalière, conçoivent le parti comme un regroupement d'amis, de gens de bonne volonté ou de libres penseurs, unis par de multiples motivations, et non par le programme ; pour autant qu'il s'agit de spontanéistes et de populistes, ceux-ci soutiennent que les principes programmatiques naîtront de l'action

elle-même, et, de cette façon, ils finissent par devenir de vulgaires empiristes.

d) La révolution commence dans le cadre des frontières nationales, comme le point le plus élevé de toute l'évolution culturelle du pays ; elle constitue de la sorte l'ultime grand événement de l'histoire de la nation. Cependant, les grands problèmes que posent non seulement la consolidation de la victoire, mais aussi l'urgence qu'il y a d'assurer les conditions minimales du succès, obligent à la projeter et à l'insérer dans le processus révolutionnaire international, surtout continental. Une des grandes tragédies de la révolution bolivienne réside dans son isolement extrême. On ne peut même pas envisager la lutte contre le colosse nord-américain autrement qu'en termes internationaux. De là résulte que la révolution doit s'organiser politiquement sur la totalité du continent. La révolution dans les pays latino-américains n'est qu'un aspect de la révolution mondiale, considérée comme un processus unique.

e) Dans la révolution bolivienne, nous avons observé de multiples déviations de la politique prolétarienne ; les plus fréquentes ont été les déviations militaristes et économistes, tendances qui essaient de placer les actions purement militaires ou syndicales au-dessus de la politique, comme si elles constituaient des aspects décisifs de la lutte. La politique révolutionnaire de la classe ouvrière comporte les aspects militaires et syndicaux de la lutte et leur donne une physionomie socialiste.

f) Le fait que le prolétariat en Bolivie n'ait pas pris le pouvoir, en tant qu'élément dirigeant de la nation, a eu pour conséquence que les tâches démocratiques à accomplir sont restées enlisées, déformées ou simplement formulées. Les masses ne connaîtront la démocratie que sous le gouvernement ouvrier ; si celui-ci ne réussit pas à se structurer, la réalité de la menace de gouver-

nements fascistes gardera toute sa vigueur.

g) La révolution bolivienne a mis à l'ordre du jour un retour aux objec-

2. L'Assemblée populaire.

L'Assemblée populaire représente le plus haut degré atteint par la mobilisation et la politisation des masses boliviennes ; elle constitue en même temps la réalisation la plus extraordinaire à ce jour du pays des Hauts Plateaux. Il ne s'agit pas d'une organisation de plus parmi toutes celles qui, tour à tour, ont vu le jour et ont disparu, mais d'un jalon définitivement planté sur la voie qui conduit au socialisme.

Lorsque nous disons que l'expérience bolivienne constitue un retour au bolchevisme, c'est à l'Assemblée populaire que nous pensons, cette grandiose conquête des masses et du prolétariat qui constitue la plus importante leçon de la révolution bolivienne pour la révolution internationale.

On s'explique que l'Assemblée populaire ait déchaîné la fureur de toutes les tendances non marxistes, qu'il s'agisse des gauchistes, des staliniens, des nationalistes ou des révisionnistes du trotskysme. La question de l'Assemblée populaire est devenue la question centrale autour de laquelle gravitent toutes les tendances et tous les programmes qui se réclament de la classe ouvrière.

Ces feux croisés venant de la droite et de la gauche mettent en évidence le fait que la stratégie du prolétariat se différencie de façon parfaitement claire des objectifs nationalistes de contenu bourgeois et des objectifs de la petite-bourgeoisie. Les choses ne pouvaient se passer autrement. Lorsque nous lisons les attaques virulentes et systéma-

tifs et aux méthodes du bolchevisme ; elle a démontré en même temps l'inutilité de la voie parlementaire, du populisme sous n'importe quelle forme et du foquisme (2) aventuriste.

tiques que nous prodiguons journellement nos adversaires, nous prenons la peine de leur répondre avec patience et sérénité ; nous avons pleinement conscience de défendre la seule voie sur laquelle la révolution puisse vaincre : la voie marquée par le prolétariat.

La révolution bolivienne a posé de nouveau, cette fois avec une extrême acuité, le problème du rôle que joue la bourgeoisie nationale (ou son substitut petit-bourgeois) dans un pays opprimé par l'impérialisme et de l'attitude que, face à elle, doit prendre le parti révolutionnaire, avant-garde du prolétariat. Lorsqu'il s'est agi d'appliquer les recettes qu'on peut trouver dans les textes classiques à la réalité vivante, le menchevisme ou le populisme gauchiste de ceux qui, jusqu'à présent, étaient passés pour être des marxistes et même des trotskystes se sont manifestés. Il s'agit de ces mouvements nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois qui non seulement peuvent prendre mais prennent réellement des positions anti-impérialistes et progressistes en face de gouvernements qui sont soumis sans la moindre équivoque au contrôle direct des organismes dépendants de l'impérialisme. En Bolivie, nous avons sous les yeux un exemple qui illustre cette manière de poser le problème : seuls les imbéciles peuvent confondre Torrès avec Selich et Banzer.

(2) « Foquisme » : théorie selon laquelle la victoire de la révolution sera assurée par la création de « foyers » (« focos ») de guérilla. (N.D.L.R.)

Quand ces imbéciles se permettent de commettre cette confusion dans un café de Londres, ce n'est pas grave, mais si un combattant commet cette monstrueuse erreur, il risque fort de finir devant un peloton d'exécution, ce qui est déjà plus sérieux. Ceux qui sont au cœur de la bataille, qui trempent leur courage dans la lutte clandestine contre le gorillisme fasciste (il paraît qu'en Allemagne, il s'est trouvé des épigones de Trotsky pour rejeter, à coups d'arguties, la caractérisation que nous faisons du gouvernement bolivien actuel comme fasciste), semblent avoir mis un point final à cette polémique byzantine (on peut en être certain dans le cadre national ; sur le plan international, la lutte idéologique continuera, c'est nécessaire), car toute la gamme de la gauche, nos critiques d'hier, qui ont encore d'importantes divergences avec nous, et même les unités pablistes font partie d'un front à côté des forces armées révolutionnaires et signent des documents publics avec le général Torrès en personne.

Il ne suffit pas de dire que le nationalisme des pays arriérés prend des positions réformistes et progressistes sans pour autant sortir du cadre capitaliste, ou qu'il prend des positions anti-impérialistes et se heurte aux intérêts de la métropole, il faut ajouter qu'il est organiquement incapable de réaliser la libération nationale, dès lors que son but est d'arriver à un accord entre capital financier et source de matières premières et marché à des conditions meilleures que celles qui existent actuellement. En outre, le progressisme de la bourgeoisie nationale n'est rien d'autre que le désir d'accomplir les tâches démocratiques en suspens ; mais, à notre étape de désintégration du capitalisme, il n'y a plus assez de temps pour que cela puisse se réaliser et que soit mise en place une démocratie bourgeoise avancée. La présence sur la scène politique du prolétariat, en tant que classe, qui marque autoritairement de son empreinte tout le processus et s'oriente vers la mise

en place du socialisme et la liquidation de toute forme d'oppression de classe (ce qui suppose que, politiquement, il passe par-dessus les directions nationalistes) pousse la bourgeoisie nationale, ou son substitut petit-bourgeois, dans les bras de l'impérialisme, auquel elle s'allie pour sauver au moins une partie de ses intérêts et pouvoir écraser son allié d'hier. Dans la pratique quotidienne, ces gouvernements nationalistes et progressistes, capitulant en même temps face à l'impérialisme, se heurtent tous les jours aux secteurs les plus réactionnaires du pays, qui, de façon directe et insolente, servent les puissances impérialistes (par exemple, la tenace conspiration des gorilles contre le président Torrès, bien que, en Bolivie, la vraie bataille se dessinait entre les masses radicalisées et les généraux et colonels fascistes). C'est là la pierre de touche pour les révolutionnaires, c'est à cette occasion qu'ils doivent démontrer qu'ils savent correctement utiliser les enseignements fondamentaux du bolchevisme et de Trotsky.

Pablistes et gauchistes se sont unis dans la prétention de renverser le président nationaliste traqué par l'impérialisme par l'intermédiaire des gorilles boliviens, ce qui, sans aucun doute, revient à dire qu'ils se mettent au service de la métropole et de la contre-révolution. Les bolcheviks défendirent Kerensky, qu'ils combattaient âprement, lorsque Kornilov se souleva les armes à la main. Trotsky a écrit que, si les Japonais attaquaient Tchang Kaï-chek, il ne resterait rien d'autre à faire qu'à défendre celui-ci. Les révolutionnaires sont obligés de défendre la bourgeoisie nationale des pays arriérés, lorsque celle-ci se heurte (et peu importe pour le moment l'importance du choc) à l'impérialisme, contre les attaques de celui-ci (ce fut l'attitude de Trotsky par rapport au gouvernement de Cardenas à l'occasion de la nationalisation du pétrole), qui utilise la réaction indigène pour réaliser ses plans. L'expérience bolivienne nous enseigne qu'en matière de

stratégie, le parti ouvrier se différencie totalement du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois des pays arriérés, car il sait que seule la dictature du prolétariat pourra réaliser les tâches démocratiques afin de les transformer en tâches socialistes et de rendre effective la libération nationale (la gauche nationale propose d'abandonner cette ligne pour se joindre docilement au nationalisme) ; mais, dans l'application de la tactique quotidienne, il peut se faire, et ce avec une fréquence insoupçonnée, que le prolétariat défende les gouvernements nationalistes contre les coups de boutoir de l'impérialisme.

L'Assemblée populaire a été, par-delà toute autre considération, une authentique création des masses boliviennes, et en particulier du prolétariat. Son prédécesseur, le Commandement politique, est apparu en octobre 1970 comme direction politique des masses qui avaient occupé la rue pour repousser le soulèvement fasciste dirigé par le général Miranda (actuellement à la tête de la Comibol) (3) ; il était constitué de délégués des organisations syndicales et populaires et, en même temps, de délégués de partis de gauche. Le Commandement décréta la grève générale politique sans être certain du succès et en considérant que c'était en fait un saut dans le vide. A cette étape, le Commandement pouvait tout au plus devenir une variante de parlement, qui, au cas où elle se serait matérialisée, aurait été mise à profit par les tendances nationalistes pour se joindre au gouvernement, chose qu'elles désiraient vivement.

En janvier 1971, on constate une séparation parfaitement claire entre les aspirations du prolétariat au socialisme et à la constitution de son propre gouvernement et le nationalisme borné du général Torrès. Après les manifestations de masse qui se développèrent sous des mots d'ordre radicaux, naquit l'occasion et se fit sentir l'urgence de donner une forme politique et organisationnelle su-

périeure à ces tendances. Ce processus démontre que les masses firent sortir l'Assemblée populaire de leurs entrailles, et seulement lorsqu'elles en eurent besoin comme instrument de lutte et canal de mobilisation et qu'elles eurent suffisamment mûri politiquement pour la construire.

L'Assemblée populaire — et il ne pouvait en être autrement — résumait les aspects négatifs et positifs de la classe ouvrière et du développement culturel du pays lui-même ; elle est née et a vécu comme expression organisée supérieure du niveau atteint par la conscience de classe. Dans aucun programme de parti ou syndical, on ne trouvera de mots d'ordre sur la mise en place d'une semblable organisation. Dans les écrits des théoriciens de gauche, même chez ceux qui sont liés de tout leur être au processus révolutionnaire, on ne lira pas de pages destinées à démontrer le caractère inévitable de la naissance d'organismes de type soviétique comme instruments des masses dans leur lutte pour le pouvoir. L'Assemblée n'a pas été le résultat d'un mot d'ordre ou du désir d'adapter le déroulement des événements aux schémas des intellectuels.

Ce sont au contraire les hommes de la rue, sur le pied de guerre et contraints de donner une réponse à des situations nouvelles, qui l'ont créée de leurs mains, car elle était pour eux une nécessité historique.

L'Assemblée doit être considérée, en premier lieu, comme une organisation populaire, au sein de laquelle pensèrent, agirent et prirent des décisions les classes sociales les plus diverses, qui avaient cependant en commun d'être exploitées et opprimées par l'impérialisme, par le capitalisme indigène et par ses agents, et cette fois-ci surtout par le gorillisme

(3) La Comibol : direction des mines boliviennes nationalisées.

militaire. Il s'agissait en apparence d'une institution sans contours clairement définis et dans laquelle tout le monde pouvait entrer. Cela est exact quand on se réfère à l'effort déployé pour qu'y entrent les couches les plus larges d'exploités, mais il ne faut pas oublier que la question de l'entrée de nouvelles organisations ou de tendances politiques donna bien des tracas, car il fallait éviter que ses objectifs politiques ne fussent dévoyés.

A un certain moment, l'Assemblée populaire parut absorber et réduire à néant les syndicats et les partis politiques de gauche (il s'est trouvé un niais pour dire que le P.O.R. se consacra exclusivement à des tâches frontistes en oubliant ses tâches de parti); malgré tout, ce phénomène ne fut pas autre chose qu'une apparence. Par son énorme ampleur, cette organisation populaire se présentait comme la seule autorité pour les masses, comme le seul organisme qui agissait et décidait du sort des Boliviens; le pays tout entier commençait à graviter autour d'elle. Le gorillisme lui-même fut obligé de définir sa position sur l'Assemblée populaire. La bataille politique ne disparut pas, comme le soutiennent quelques naïfs et comme l'ont laissé entendre les informations des journaux, mais elle se déplaça du pays au sein de l'Assemblée, pour y connaître sa plus grande virulence. On affirma qu'était apparu un puissant organisme ouvrier, qui rejetait l'action politique et limitait sa lutte à d'étroites revendications réformistes. A la base de l'Assemblée, et comme l'un de ses plus solides piliers, se trouvait la C.O.B. (4) (qui est elle-même fort loin d'être une organisation exclusivement syndicale), répondant aux problèmes qui résultaient des besoins immédiats des travailleurs; dans la mesure où ces problèmes ne trouvaient pas de solution, on vit naître la tendance à reporter sur la nouvelle organisation les questions strictement syndicales et, à plus forte raison, de nombreux petits problèmes intéressant les

secteurs populaires. Cette conduite démontrait la reconnaissance tacite, de la part des masses, de l'Assemblée comme étant la seule autorité; elle n'eut cependant ni le temps ni la possibilité de descendre jusqu'au pur économisme.

Sa véritable vigueur, l'Assemblée la tirait de ce qu'elle exprimait la pensée politique du prolétariat, en particulier du prolétariat minier. Cette pensée dominante, qui part — le moment est venu de le signaler — de la thèse de Pulacayo (1946) pour aboutir à la thèse politique de la C.O.B. (1970) et aux bases constitutives de l'Assemblée populaire (1971), a aidé la classe ouvrière à se structurer sur une ligne politique conséquente, qui constitue en même temps une sévère analyse critique du nationalisme révolutionnaire (en Bolivie, celui-ci s'épuise et donne tout ce qu'il peut donner) et ouvre la perspective de la révolution conduite par la classe ouvrière, devenue l'élément dirigeant de la nation. Mission qui ne se bornera pas à accomplir pleinement les tâches démocratiques (liquider le retard du pays), mais consistera à les transformer en tâches socialistes. Le caractère mondial de l'économie capitaliste et la présence du prolétariat comme classe (idéologiquement et organisationnellement indépendante des autres classes sociales) font que l'accomplissement des tâches démocratiques et celui des tâches socialistes ne seront qu'un seul et même processus, dirigé par la classe ouvrière devenue le gouvernement.

On a beaucoup insisté, particulièrement sur le plan international, sur l'apolitisme ou le refus de la politique de parti de l'Assemblée populaire, en donnant pour preuve le fait que de nombreuses attitudes prises par les partis politiques furent énergiquement repoussées. En réalité, on a caché, qui sait pourquoi, le sens véritable de ces luttes. En Bolivie, on livre une très importante

(4) C.O.B.: confédération ouvrière bolivienne (la centrale syndicale).

bataille contre les tendances gauchistes petites-bourgeoises, qui débouchent invariablement sur l'aventurisme. Les porte-parole des secteurs ouvriers majoritaires (ouvriers des mines et des usines, principalement) défendirent et imposèrent leur ligne traditionnelle, leur programme politique. Bien plus, ils obligèrent les petits-bourgeois à courber la tête devant leurs exigences principielles. Il s'agissait, comme on le voit, d'une attitude clairement politique, ainsi que d'une attitude de parti.

On continue à discuter la question de savoir si l'Assemblée populaire fut ou non une organisation de type soviétique. Ce fut la réaction qui propagea dans le monde entier la nouvelle selon laquelle, en Bolivie, était né rien de moins qu'un soviét, chargé, selon elle, d'observer plutôt que de remplacer le gouvernement du général Torrès ; cette attitude s'explique si l'on tient compte que la droite pro-impérialiste cherche laborieusement des prétextes d'importance pour justifier ses plans conspiratifs. L'avant-garde marxiste avait conscience de ce fait, mais il aurait été absurde de s'opposer à l'Assemblée populaire parce que son existence hâtait l'arrivée du coup d'Etat fasciste. La réaction ne pouvait abandonner la scène politique sans livrer sa dernière bataille, même au risque de la perdre ; la montée impétueuse des masses devait, à un certain moment, se heurter à la résistance armée du fascisme.

Les diverses nuances de la gauche — en excluant toujours les trotskystes authentiques — se refusaient à parler de l'Assemblée comme d'un soviét ou d'une de ses variantes ; dans le meilleur des cas, ils disaient qu'il s'agissait d'un organe de pouvoir ouvrier en puissance. Ceux qui attendaient que leur soit offerte une reproduction parfaite des soviets russes de 1917 exigeaient que l'on incorpore d'abord les soldats dans l'organisation populaire bolivienne pour pouvoir aussitôt l'assimiler à ceux-là. Il s'agissait, résultat d'une mesquine ran-

cœur sectaire, de réduire la signification de l'Assemblée populaire, et pour y arriver on torturait le modèle auquel on la comparait. En Russie, ce furent les paysans, mobilisés et armés par la guerre, qui entrèrent dans les soviets sous l'uniforme des soldats. Les particularités de l'évolution politique de la Bolivie firent que le gros de la masse paysanne, dont la direction syndicale commençait à peine à s'émanciper de l'asphyxiante influence de l'appareil d'Etat et des gorilles, ne se trouva pas inclus, dès le début, dans l'Assemblée, mais seulement une petite fraction d'avant-garde (la Confédération indépendante). Malgré tout, la tendance de l'organisation populaire naissante était de chercher et de trouver les voies qui puissent rendre effective l'incorporation massive des exploités de la campagne en son sein.

Pour le gauchisme en général, l'Assemblée ne pouvait devenir un soviét que si elle mettait sur pied sa propre armée et s'emparait du palais du gouvernement. L'armement de la classe ouvrière, des paysans et des autres secteurs populaires de la population est une vieille tradition bolivienne, plus vieille que les théories foquistes, bien sûr. Les milices ouvrières-paysannes, dépendant des organisations syndicales, remplissent cet objectif. Les événements du 21 août démontrent qu'il y eut un grand retard dans l'approvisionnement en armes des travailleurs. Nous pouvons dire que l'Assemblée ne possédait pas les ressources nécessaires pour raccourcir les délais sur ce terrain. Ce qui est sûr, c'est que le gauchisme se saoula du torrent de ses propres phrases et ne fit rien d'effectif. La précipitation du coup d'Etat fasciste empêcha les plans de l'avant-garde marxiste de se matérialiser à cet égard.

L'Assemblée était déjà l'instrument capable de permettre à la classe ouvrière d'arriver au pouvoir, et c'est dans cette période qu'apparaissait en toute clarté sa véritable nature. Il est absurde de

soutenir qu'il fallait attendre que l'Assemblée soit installée au palais du gouvernement pour discerner ensuite si elle avait ou non des traits soviétiques.

L'existence de l'Assemblée actualisait le problème de la dualité de pouvoir et la discussion effrénée sur ce point mit en relief que bien peu de gens savaient de quoi il s'agissait. Une véritable révolution passe par le chemin de la dualité de pouvoir.

L'Assemblée fut, dès ses débuts, une organisation à caractéristiques soviétiques, et non pas simplement un soviet en puissance. Soutenir, comme le font les démocrates chrétiens de gauche, qu'elle ne constituait qu'« un progrès important dans le développement des luttes sociales en Bolivie » signifie que l'on ne comprend rien au processus politique et moins encore à l'Assemblée et à ses conséquences au niveau national et continental.

Si elle n'avait été rien d'autre qu'une nouvelle organisation, comme n'importe quelle autre, et de moindre importance qu'une centrale syndicale, indiscutablement elle pourrait constituer un progrès organisationnel, mais il serait à recommander de ne pas s'occuper de l'Assemblée et d'éviter que l'on gaspille tant d'encre à la dénaturer et à la déprécier.

Les soviets sont ce qu'ils sont, non du fait de leurs positions radicales, mais bien de leur ampleur organisationnelle et des fonctions qu'ils assument, comme autorité indiscutée des masses, parce qu'ils sont à leurs yeux l'expression de leur pouvoir et de leur tendance à gouverner le pays. L'histoire enseigne que le degré de leur combativité et de leur radicalisation dépend de la tendance politique qui les dirige. Il peut y avoir des soviets modérés et même collaborationnistes par rapport à un gouvernement déterminé, mais ce n'est pas à cause de leur réformisme ou de leur esprit de capitulation qu'ils cessent d'être des organisations soviétiques. L'erreur commune des critiques gauchistes de l'Assemblée consiste en ce qu'ils confondent soviets avec extrémisme ou insurrection.

Grandiose canal de mobilisation des masses, elle était appelée à devenir la tête dirigeante de l'insurrection au moment opportun ; c'est-à-dire que, lorsque les masses se seraient mises dans les faits à disputer au gouvernement militaire le domaine de l'Etat, on aurait lancé le mot d'ordre : « Tout le pouvoir à l'Assemblée populaire » ; le lancer en mai-juin 1971 aurait signifié qu'on se contentait de faire de la pyrotechnie verbale, ce qui est toujours vain.

Décembre 1971.

SAMIZDAT 1

La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.
De l'opposition littéraire à l'opposition politique
Le volume : **20 F.**

En vente à la Librairie S.E.L.I.O.

87, rue du Fg-St-Denis - PARIS-10^e

UN ACTE contre le Comité pour la reconstruction

Des efforts patients...

bien mal récompensés

par Gérard Bloch

Le 5 novembre 1971, dans un texte publié par **Workers Press**, diverses organisations regroupées autour de la **Socialist Labour League** de Grande-Bretagne et s'intitulant « majorité du Comité international » rompaient publiquement l'unité du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dans laquelle s'était incarnée, à partir de sa for-

mation, en septembre 1953, trois ans après le début de l'entreprise liquidatrice perpétrée contre elle par le groupe Pablo-Mandel-Frank, la continuité de l'organisation fondée par Léon Trotsky.

La justification de cet acte scissionniste résidait, selon ses auteurs, dans des divergences politiques fondamentales avec « tous ceux qui, comme l'O.C.I., rejettent

SCISSIIONNISTE international de la IV^e Internationale

la lutte pour le matérialisme dialectique et refusent de rompre avec les vieilles conceptions propagandistes ». Les auteurs du texte dénonçaient « cette hostilité à l'égard de la théorie » qui « a toujours mené au centrisme et à l'opportunisme » et appelaient « tous les trotskystes dans tous les pays à rejeter complètement la ligne de l'O.C.I. et à combattre sur les positions principales du Comité international ».

La tentative faite par les autres sections du Comité international d'obtenir, dans le cadre d'une session du Comité international régulièrement convoquée par l'un de ses secrétaires, la participation des signataires du texte du 5 novembre, de façon à préciser les divergences politiques (comment, en particulier, pouvait-on parler de « majorité » alors qu'aucun vote sur aucun texte où les tendances se seraient séparées

n'était jamais intervenu ?) se heurta à une fin de non-recevoir de la part de la S.L.L., toujours motivée par des divergences d'une telle profondeur que toute discussion entre les deux fractions du Comité international était désormais inutile.

L'O.C.I. a défini immédiatement ses positions sur les problèmes soulevés dans le texte scissionniste du 5 novembre par la déclaration de son Comité central en date du 24 novembre (1).

Nous nous proposons ici d'examiner, sur la base des faits et des

(1) Cette déclaration figure, avec le texte du 5 novembre de la S.L.L. et de ses associés, dans une brochure parue en supplément à **Informations ouvrières**. En vente à la librairie de la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75-Paris (10^e), C.C.P. La Source 316.97-97, 1,50 F.

documents de l'histoire récente du Comité international, comment se sont effectivement manifestées, dans la vie de cet organisme, les divergences politiques et, notamment, comment les auteurs du texte du 5 novembre 1971 ont dans les faits « **essayé patiemment de corriger la ligne de l'O.C.I.** », comme ils le disent eux-mêmes. Ces patients efforts, pensera certainement le lecteur non averti, n'ont pu que consister à mettre l'accent — avec, bien entendu, toutes les précautions de forme, la pédagogie, la « patience » en un mot, souhaitables pour écarter tout prétexte formel qu'auraient pu mettre à profit les contempteurs de la théorie que nous sommes pour bloquer la discussion — sur les divergences qui les opposaient à notre organisation, et dont la gravité n'a naturellement pu leur apparaître brusquement, dans un ciel sans nuages, à l'automne de 1971, mais avait bien dû au contraire être reconnue par eux longtemps auparavant. Ces « **patients efforts correctifs** » n'ont pu se dépenser

qu'afin de développer la discussion politique au sein même du Comité international, en opposant constamment, ligne à ligne, les positions de principe qui sont les leurs à « **l'abandon de la théorie** » qui caractérise l'O.C.I. De cette patience presque sans bornes, qui pourrait douter qu'il ne reste des traces, sous forme de documents, de contributions politiques de la part de la S.L.L. ? Comment douter que ces documents ne constituent en eux-mêmes des apports non négligeables à la défense et par là même à l'illustration du marxisme, qui, somme toute, ne s'est jamais développé autrement ? C'est précisément à la recherche de ces traces, de ces textes, de ces documents politiques de nature à enrichir le marxisme que nous allons partir dans cet article. Et s'il y en a, nous les trouverons bien. Nos efforts seront assez patients pour cela, nous nous en portons garants. Au surplus, le lecteur sera juge, et de notre patience, et de ses résultats (*).

LA PREMIERE SESSION DE LA PRECONFERENCE

Du 27 au 30 juin 1970 se réunissait une préconférence internationale des sections du Comité international, destinée à jeter les bases politiques de la préparation de la 4^e conférence du Comité international. Cette réunion de juin 1970 avait elle-même été précédée d'une longue période d'atermolements de la part de la S.L.L., mise, **un an auparavant**, en possession

du document politique élaboré par le C.C. de l'O.C.I. en vue de la préconférence et soumise par celui-ci à la discussion (2). Les

(*) Les intertitres figurant à l'intérieur de certains des documents reproduits dans cet article sont évidemment de la rédaction de **La Vérité** et n'engagent qu'elle. (N.D.L.R.)

(2) Voir ce texte dans **La Vérité**, n° 545, octobre 1969.

représentants de la S.L.L. avaient fait état de la nécessité de corriger ce texte sur plusieurs points. Les divergences portaient notamment sur la révolution politique dans les pays de l'Est, sur la révolution dans les pays arriérés (la S.L.L. croyait à l'existence d'une catégorie particulière de révolution contemporaine appelée « révolution coloniale », notamment d'une « révolution arabe »), enfin sur la stratégie du Front unique ouvrier, telle que la développait l'O.C.I. Nous reviendrons ultérieurement sur ces divers problèmes. Il s'agit pour l'instant d'examiner la participation de la S.L.L. à leur discussion, en un mot ses « **patients efforts** ».

Quand la préconférence se réunit, il n'y avait cependant aucun texte, aucune contribution écrite d'aucune sorte, « patiente » ou non, « correctrice » ou non, de la S.L.L. Sur la table de la préconférence figurait un document unique, celui que l'O.C.I. avait soumis un an plus tôt.

Ce texte ne dissimulait rien des positions de l'O.C.I. Il caractérisait, dans le cadre historique d'ensemble de la crise historique finale du capitalisme ouverte en octobre 1917, la nouvelle période dont le début avait été marqué en 1968 par la grève générale de dix millions de travailleurs en France et la montée vers la révolution politique, suivie de l'occupation par l'armée russe et ses conséquences, en Tchécoslovaquie. Exposant la « **signification internationale de la chute de De Gaulle** », il analysait « **la crise révolutionnaire qui s'ouvre** », et dans ce cadre la signification décisive du

« **Programme de la IV^e Internationale** », comme synthèse des « **acquis théoriques et pratiques du prolétariat** ». Examinant les rapports mutuels entre la « **lutte pour le pouvoir** », le « **Front unique de classe** » et la construction des « **partis révolutionnaires** », soulignant que la stratégie du Front unique de classe n'était pas moins importante « **en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine** » que dans les pays capitalistes, il concluait en analysant la relation existant entre le Comité international et l'Internationale, et en formulant une série de propositions pour la 4^e conférence, en proposant une ligne sur le caractère de cette 4^e conférence et des organisations qui seraient invitées à y participer.

Voilà un document qui fournissait incontestablement une base tout à fait appropriée pour permettre de se dépenser sans compter, à des « **efforts patients** » et « **correctifs** » d'une orientation qui, conduisant au « **liquidationnisme** », devait bien s'y exprimer quelque part... Mais les efforts en question étaient manifestement restés à l'état d'intentions, au surplus inexprimées.

UNE DIVERSION « PHILOSOPHIQUE »

C'est alors que la « **philosophie marxiste** », sortie tout armée du cerveau de Zeus, fondit sur le champ de non-bataille (dialectique) de la préconférence. Dans l'une de ses interventions, le camarade Healy lut une citation

de Hegel et insista vigoureusement sur la nécessité d'engager sur un large front la bataille de « **la philosophie marxiste** ». Healy ne jugea pas utile de souligner à cette occasion qu'il y a une différence importante entre la position de Marx et celle de Hegel en philosophie. Du lien entre la « **bataille philosophique** » à engager et les divergences politiques dont il avait été précédemment fait état, Healy ne parla pas davantage. A vrai dire, de ces divergences portant sur la révolution politique, la « révolution coloniale », le Front unique, il ne fut plus question, ni davantage d'une critique orale du texte de l'O.C.I., à défaut d'une critique écrite. Il s'agissait maintenant exclusivement de la « **philosophie marxiste** », à l'état pur, désincarnée si nous osons dire.

La délégation française mit alors en garde la préconférence contre le procédé consistant à substituer une discussion à une autre. La délégation de la section hongroise et celle de la Ligue ouvrière marxiste (L.O.M.) du Mexique, également.

La résolution finale adoptée par la préconférence le fut à l'**unanimité**. Elle a paru dans la **Vérité** n° 550, mais nous croyons utile de la remettre sous les yeux de nos lecteurs.

LA RESOLUTION DE LA PRECONFERENCE

A toutes les organisations ouvrières, groupes et militants engagés à travers le monde dans la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, instrument indispensable pour la victoire

du prolétariat dans son combat pour le pouvoir !

La préconférence préparatoire à la 4^e conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée, le plus largement, la discussion, tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La préconférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

Ce texte, avec les textes en préparation dans les autres sections du Comité international, ouvre la discussion internationale dans toutes les sections.

La préconférence est suspendue jusqu'en octobre 1970, pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. La discussion sera alors ouverte à toutes les organisations, groupes et militants pour qui la construction de partis révolutionnaires ne saurait être conduite à terme en dehors de la lutte pour l'Internationale.

Les sections du Comité international, réunies en préconférence les 27, 28, 29 et 30 juin 1970, sont profondément convaincues que l'Internationale à reconstruire ne saurait être que la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 sur la base du **Programme de transition**.

C'est pourquoi le Comité international, qui a pris en charge la tenue de la préconférence préparatoire à la 4^e conférence internationale, avait mandaté le camarade Healy pour proposer aux représentants du Secrétariat unifié l'ouverture d'une discussion internationale ayant pour but d'effectuer le bilan politique des divergences qui se sont cristallisées et se sont développées à partir de 1950-1953 autour de la crise pabliste.

La nouvelle conjoncture des rapports de force entre les classes, tant à l'échelle internationale que dans chaque pays, est considérée par le Comité international comme la période de la plus grande crise du capitalisme, où le problème du pouvoir devient l'enjeu central de la lutte des classes.

Cette période est celle de la crise de l'impérialisme ayant atteint un point où toutes les contradictions du système capitaliste doivent se dénouer dans la prochaine période, soit en révolution prolé-

tarienne victorieuse, soit dans l'effondrement de la civilisation humaine.

Cette période est celle de la crise de la bureaucratie stalinienne conjointe à la crise de l'impérialisme qui, pour la première fois depuis la défaite de l'Opposition de gauche, à l'échelle internationale et dans tous les pays, particulièrement les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, dégage les voies de la construction de partis trotskystes sur la base de la montée de la révolution politique.

La préconférence constate que les représentants du Secrétariat unifié n'ont jusqu'à présent pas accepté les propositions d'ouverture d'une telle discussion. Elle déclare que la responsabilité des conséquences de cette attitude revient entièrement au S.U. Par cette crainte d'ouvrir la discussion, il démontre qu'il préfère discuter avec les courants anti-communistes de la petite-bourgeoisie comme le P.S.U. en France et les groupes gauchistes décomposés, plutôt que d'engager la discussion avec les organisations et groupes trotskystes. Par là, le Secrétariat unifié confirme qu'il est bien le centre révisionniste que le C.I. a dénoncé depuis 1953.

LA PRECONFERENCE DECLARE LA DISCUSSION OUVERTE, CHAQUE SECTION DU COMITE INTERNATIONAL Y APPORTERA SA CONTRIBUTION, AVEC SES PROPOSITIONS.

Toutes les organisations ouvrières, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion tel qu'il est exprimé dans cette résolution, sont invités à participer à la préparation de la 4^e conférence internationale.

La préconférence donne mandat au Comité international pour assurer la préparation de la 4^e conférence dont elle ne fixe pas la date.

Elle estime en particulier que, sous la direction du Comité international, un secrétariat international devra assurer les tâches politiques et d'organisation pour garantir la plus large discussion et la plus large diffusion des points de vue et positions.

La préconférence déclare que le Comité international et ses sections doivent immédiatement assurer le travail préparatoire à la conférence pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Londres, le 30 juin 1970.

Il est à peine besoin de commentaires. Le 30 juin 1970, la S.L.L. caractérisait donc le texte de la section française comme « **se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme** ». Elle ne le voyait pas du tout « **sur le chemin du liquidationnisme** ». Elle n'y voyait aucun signe de ce que l'O.C.I. rejetait « **la lutte pour le matérialisme dialectique** », pas la moindre « **hostilité à l'égard de la théorie** ». Elle estimait au contraire nécessaire, sans formuler la moindre réserve particulière sur son contenu, de le soumettre « **à toutes les organisations trotskystes [donc, sans doute, à elle-même] en vue de permettre une clarification des divergences** ».

La résolution de la préconférence adoptait d'ailleurs en même temps la conception défendue par le texte de l'O.C.I. dans sa conclusion, quant au cadre de la discussion préparatoire, à la nature des « **organisations, groupes et militants** » qui devaient être invités à y participer.

La préconférence avait enfin décidé, on l'a vu, de suspendre ses travaux jusqu'en octobre 1970 « **pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes** ». Un nouveau délai était ainsi offert à la S.L.L. pour que celle-ci eût enfin la possibilité de se **définir politiquement** par rapport aux « **divergences** » existantes. Une nouvelle possibilité pour les « **patients efforts** » que l'on sait, de s'exercer ; ils n'allaient pas manquer de le faire, comme on va le voir.

UN ECHANGE DE LETTRES LAMBERT-HEALY ET UN ARTICLE DE WORKERS PRESS

Il avait été décidé, en vue des camps d'été de 1970 que tenaient en Angleterre la S.L.L. et la Y.S., en France l'O.C.I. et l'A.J.S., une très forte participation de militants français aux camps anglais et de militants anglais aux camps français — ainsi d'ailleurs que de la Workers League des Etats-Unis aux camps français. Or, sans prendre le soin d'en informer leurs partenaires français, la S.L.L. et la Y.S. (entraînant dans leur orbite, comme de coutume, leur satellite du Bronx) annulèrent leur participation. L'O.C.I. et l'A.J.S. maintinrent la leur. A son retour, leur délégation rédigea un rapport qui amena le camarade P. Lambert à adresser au camarade G. Healy, le 19 août 1970, la lettre suivante :

LAMBERT A HEALY

Le 19 août 1970

Mon cher camarade,

Je viens de prendre connaissance du rapport sur le camp Y.S.-S.L.L. rédigé par la camarade responsable de la délégation de l'A.J.S.

Bien que nous ayons une entière confiance dans le rapport de cette camarade (qui n'est pas membre de la direction), elle peut, comme tout le monde (y compris les dirigeants), commettre des erreurs. C'est pourquoi je tiens, avant de soumettre ce rapport, au point de l'ordre du jour concernant la reconstruction de la IV^e Internationale, à la session du C.C. de l'O.C.I. des samedi 12 et dimanche 13 septembre, à vous demander de préciser vous-même.

Vous auriez déclaré à votre camp (je cite les termes de ce rapport) :

« Il faut combattre la complaisance petite-bourgeoise à l'intérieur de la S.L.L. et du

C.I. : je déclare l'état d'urgence dans ce camp pour engager la lutte pour la théorie marxiste, en ouvrant le conflit et en exacerbant la tension dans ce camp. Nous nous préparons à mener la guerre contre tous ceux qui font preuve d'arrogance contre la théorie dans le camp et au C.I., contre les sections qui se croient supérieures parce qu'elles ont eu des succès dans la lutte, mais qui refusent de comprendre qu'avec leur snobisme à l'égard de la théorie marxiste, elles mènent l'Internationale à la destruction. Je somme ceux qui sont ici et qui ne sont pas d'accord de s'exprimer. »

Que vous estimiez devoir engager « la lutte pour la théorie marxiste », qui serait menacée dans votre camp, je n'ai, dans l'état actuel de mes informations sur la S.L.L., rien à ajouter. Il reste que, si telle est votre intention en ce qui concerne le C.I., je vous poserai, dès l'abord, deux questions :

1) Pourquoi avez-vous tant tardé ? Et, en particulier, pourquoi, alors que vous êtes en possession, depuis une année environ, du texte de la section française préparatoire à la conférence internationale, n'avez-vous encore engagé aucun combat pour la « théorie marxiste » contre ce texte ? Pourquoi la délégation de la S.L.L., avec toute la préconférence, a-t-elle adopté à l'unanimité une résolution caractérisant ainsi notre texte : « La préconférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences » ?

Quels événements majeurs sont-ils intervenus pour qu'un texte considéré par vous, le 30 juin 1970, comme élaboré « dans le cadre du programme et des principes » (donc utilisant correctement la théorie marxiste), devienne, le 25 juillet 1970 (25 jours plus tard), l'expression politique d'une section manifestant du « snobisme à l'égard de la théorie marxiste » ?

2) Si vous aviez l'intention de « sommer » la section française de « s'exprimer » dans votre camp, pourquoi ne l'en avez-vous pas informée préalablement ?

Vous ne doutez certainement pas que, si vous aviez effectivement prononcé cette « sommation », nous aurions, au lieu de désigner une camarade non membre de la direction pour assumer la responsabilité de la délégation française à votre camp, mandaté des membres du Bureau politique et du C.C. pour en prendre la direction.

Nous aurions été particulièrement satisfaits de débattre des problèmes théoriques, politiques et d'organisation devant les militants rassemblés dans votre camp, comme, je pense, vous le seriez de participer, à la tête d'une délégation de la S.L.L. et des Y.S., à nos propres camps. J'ajoute que nous sommes prêts, à tout moment, à organiser des assemblées générales dans nos régions pour vous permettre de débattre, contradictoirement avec nous, devant tous nos militants, de nos prétendues « **complaisance petite-bourgeoise, arrogance et snobisme à l'égard de la théorie marxiste** ».

D'après le rapport de notre camarade, ces paroles auraient été prononcées par vous en assemblée générale. Ces propos avaient alors un caractère indéterminé, vous ne précisiez pas s'ils étaient dirigés ou non contre l'O.C.I.

Dans la « commission des cadres S.L.L. » de votre camp, vous auriez été plus explicite. Vous auriez déclaré, camarade G. Healy, ceci :

« J'ai été très choqué à la préconférence en entendant les camarades français expliquer que la théorie marxiste n'existait pas. Je leur déclare la guerre. Certains pensent qu'ils peuvent intervenir avec scepticisme à l'égard de la dialectique. Ils ne se rendent pas compte qu'il s'agit de pression de la bourgeoisie. Nous avons, de ce point de vue, des responsabilités internationales. Je ne pense pas que les plus vieux militants de ce mouvement éduquent les jeunes correctement. Il en résulte une grande arrogance à l'égard de la théorie. Nous ne sommes pas là pour exprimer de l'hostilité ou de l'amabilité, mais pour construire la direction du prolétariat. Je reprends la bataille que Trotsky a engagée contre le S.W.P. dans Défense du marxisme. Le marxisme est notre science. Si nous ne comprenons pas cela, nous serons détruits par la bourgeoisie. Nous déclarons la guerre aux mouvements petits-bourgeois à l'intérieur du C.I. Tout ce qu'ils font, c'est de donner des armes à la petite-bourgeoisie. Il est courant d'enten-

dre en Allemagne railler la S.L.L. et louer l'O.C.I. Ce sont des petits-bourgeois. Les mouvements sont difficiles à développer sans une lutte très ferme sur les principes. Nous ne sommes pas anglais, nous sommes internationalistes et, en ce sens, nous reprenons le combat de Trotsky pour la clarification à l'intérieur de l'Internationale. La lutte pour la philosophie est la lutte la plus importante. J'ouvre la guerre contre le mépris et le snobisme français à son égard. »

QUELQUES BREVES REMARQUES

Je le répète, si vous avez effectivement prononcé ces paroles, je vous ferai, dans le cadre de cette lettre personnelle, quelques brèves remarques :

a) Je ne sais si, en Allemagne, il est courant d'entendre railler la S.L.L. et louer l'O.C.I., mais je n'en ai pas connaissance. Je vous dirai seulement ceci : c'est le propre de la petite-bourgeoisie que de fonder une politique sur des ragots. Certes, il n'est pas contraire aux principes d'une saine discussion d'utiliser ce qui a été dit dans des conversations, mais cela ne peut être que si les paroles et propos recueillis s'intègrent dans une politique. Où avez-vous appris que l'O.C.I. raillait la S.L.L. ? Dans quels documents ? Je rejette, comme des ragots visant à encombrer la discussion, une telle assertion.

b) Il est clair que, si nous avons expliqué que « la théorie marxiste n'existait pas », vous seriez en droit de déclarer que notre intervention porte la marque du « scepticisme à l'égard de la dialectique ». Faudrait-il encore le démontrer autrement qu'avec des affirmations aussi péremptoires que non fondées. Pour mener à bien la discussion, il faudra encore partir des bases réelles : notre volonté de défendre le matérialisme dialectique et de ne pas refuser le combat sur ce terrain — au moins au même titre que vous — dont vous ne pourriez faire abstraction qu'en imagination. En procédant comme il semble que vous ayez procédé à votre camp, la discussion serait faussée, car il apparaîtrait que vous voulez imposer à l'Internationale vos

prémises, comme des présuppositions non démontrées. Il y aurait là, si tel était le cas, l'expression d'une pensée dogmatique étrangère à la dialectique matérialiste.

Nous refusons, parce que nous estimons être fidèles au matérialisme dialectique, sa transformation en une idéologie (philosophie) qui réduirait la méthode en un système de catégories figées, fixes, isolées, prises comme indépendantes du contenu (théorique, pratique et d'organisation).

Nous n'avons, ni à la préconférence ni dans notre organisation, expliqué cela. Bien au contraire, nous estimons indispensable de munir les militants de l'O.C.I. de la méthode indispensable pour assimiler le **Programme de la IV^e Internationale**, expression la plus élevée de la méthode du matérialisme dialectique. Soyez-en persuadé, nous le faisons à la mesure de nos moyens. Mais, à la préconférence, nous avons refusé de nous aligner sur votre interprétation de la dialectique, pour ce que nous en avons compris. Il faut écrire, camarade Gerry, le plus vite sera le mieux. C'est ainsi, et seulement ainsi, que seront assumées les responsabilités internationales de la S.L.L. qui, comme je l'ai déjà indiqué dans les précédentes conférences, est une section au même titre que toutes les sections adhérentes au C.I., qui doivent prendre les mêmes responsabilités internationales. Ni moins, ni plus. J'ajoute que, dès réception, le ou les textes que la S.L.L. soumettra à la discussion seront traduits, édités et discutés par tous les militants de l'O.C.I. C'est ainsi que nous opérons.

c) J'apprends, avec quelque stupéfaction, que vous nous auriez déclaré la guerre. Si tel est le cas, j'aurais aimé recevoir en bonne et due forme le texte de cette déclaration. Il serait nécessaire, à mon avis, que vous argumentiez, par un document circonstancié, afin que soit administrée la preuve devant toute l'Internationale de nos prétendues déviations. Vous ne pensiez certainement pas que nous allions déposer les armes sans conditions, sur une simple déclaration de guerre verbalement communiquée à l'une de nos militantes, par ailleurs non munie des pouvoirs plénipotentiaires ! Nos deux organisations ont une assez longue pratique du combat pour savoir conduire une bataille politique. Si vous estimez devoir déclencher la « **guerre sur**

la dialectique », nous sommes prêts à mener cette bataille, sachant fort bien qu'à partir de cette base, les principaux problèmes théoriques, politiques et d'organisation (Vietnam et Proche-Orient, révolution politique, méthode de construction des partis révolutionnaires et de la reconstruction de la IV^e Internationale, etc.) seront nécessairement débattus. Si vous l'estimez nécessaire et si les propos rapportés par notre camarade sont exacts, alors il vous faut dégaîner vite le fer. Nous allons ensemble, et comme l'expérience du travail mené depuis des années par nos organisations l'atteste, si vous le désirez ainsi, procéder vigoureusement aux engagements pour la défense du matérialisme dialectique. Nous allons, n'en doutons pas, à partir de la méthode, rendre l'unité entre la théorie et la pratique fusionnées dans les tâches pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction des partis révolutionnaires, dont le **Programme de transition** exprime le contenu substantiel.

DANS L'ATTENTE D'UN DOCUMENT DE LA S.L.L.

L'O.C.I. attendra, en conséquence, un document de la S.L.L. Personnellement, j'ajouterai quelques mots. Camarade Gerry, il vous est souvent arrivé, à juste titre, de faire appel au sens de la responsabilité qui doit incomber à la vieille génération et, en particulier, aux plus vieux militants que nous sommes l'un et l'autre. Ce sera à mon tour d'en appeler à votre sens des responsabilités, afin qu'une discussion de l'ampleur de celle que vous estimeriez devoir engager ne soit pas déviée sur des prétextes formels. Ainsi, j'ai été surpris d'apprendre que vous vous êtes saisi d'un prétexte inconsidéré, concernant l'activité dirigée par notre camarade Charles Berg, pour annuler la présence des Y.S. dans nos camps. Il vaudrait mieux, je le répète, laisser là tout ce qui peut obscurcir une discussion de principes. Je voudrais d'ailleurs vous signaler que si vos accusations non fondées contre l'O.C.I. n'ont convaincu aucun des militants ayant participé à votre camp, nos jeunes camarades ne sont pas revenus démoralisés. Loin de là. Ils ont beaucoup appris. Notre méthode de formation reste

celle que nous avons utilisée à Liège. A notre avis, elle a donné des résultats positifs.

Pour en terminer, je vous dirai que nous allons, de notre côté, comme c'est notre méthode, aborder la discussion dans le but de faire progresser l'homogénéisation théorique-politique et d'organisation de toute l'Internationale, pour l'accomplissement de ses tâches. Nous sommes profondément convaincus de lutter pour la construction du parti sur les bases de la méthode du marxisme, en combattant sur les principes du **Programme de transition**. Peut-être vous convaincrez-vous. Peut-être sera-ce nous qui vous convaincront. Peut-être allons-nous apprendre des uns et des autres. Mais une chose est certaine, nous ne chercherons pas à vous soumettre comme, j'en suis persuadé, vous ne chercherez pas notre soumission. Nous avons été éduqués à l'école de Léon Trotsky. Quant à ce qui concerne le prétendu « snobisme petit-bourgeois des Français », je vous rappellerai simplement que c'était là une qualification couramment colportée par Pablo - Frank - Germain - Cannon en 1950. On sait ce qu'il en est advenu. A vous lire.

Meilleurs saluts communistes,

P. Lambert.

HEALY A LAMBERT

La réponse de Healy portait la date du 8 septembre 1970. En voici la teneur :

Cher camarade Pierre,

Je vous prie d'accepter mes regrets pour n'avoir pas répondu plus tôt à votre lettre du 19 août.

Depuis mon retour de vacances, il y a eu un nombre considérable de rendez-vous et réunions qui, eu égard à la situation politique très pressante, ne pouvaient absolument pas être remis.

Votre lettre a été tout à fait bienvenue pour la manière franche dont vous posez certaines questions et le fait que vous les avez adressées à moi directement. En agissant de la sorte, vous avez renforcé les acquis politiques considérables que le Comité international a réalisés

grâce à l'expérience des relations entre nos deux sections, surtout durant les derniers dix-sept ans.

Que j'aie eu une attitude critique à l'égard de la politique et, à certains moments, du travail de la section française, ce n'est pas un secret. Ce n'est pas un secret non plus que vous et d'autres dirigeants avez eu une attitude aussi critique, sinon davantage, à l'égard de la S.L.L. Loin d'être une faiblesse dans nos relations, c'est là, en fait, leur plus grande force politique.

Le camarade Stéphane Just m'a expliqué correctement à la récente préconférence internationale qu'il estimait de son devoir de pousser les divergences politiques aussi loin qu'il le pouvait, et il a raison. Rien ne doit être dissimulé, sinon nous tomberons dans le genre de luttes fractionnelles de cliques qui a caractérisé dans le passé les directions petites-bourgeoises.

Vous parlez de ce que j'ai « tiré l'épée », mais, pour vous et moi, cette remarque n'est sûrement pas nécessaire. Aucun d'entre nous n'a à « tirer l'épée », politiquement parlant. Elle est toujours à notre côté, ou posée sur la table devant nous, prête à servir. L'épée est toujours « tirée ». C'est ainsi que nous avons vécu et que nous allons continuer à vivre et à collaborer.

Car nous sommes des marxistes révolutionnaires, qui reconnaissons que la grande épreuve de la révolution elle-même est en route. Notre attitude critique n'est pas quelque chose de négatif et d'unilatéralement destructif : c'est l'essence même de notre manière dialectique d'aborder des problèmes sérieux. Car nous reconnaissons qu'un parti révolutionnaire n'est pas quelque chose qui puisse être construit sur la théorie et la critique considérées abstraitement comme des choses en soi, mais de la façon dont nous nous mettons au travail en pratique. Une fois que nous avons établi nos positions politiques, nous nous battons ensuite dans la pratique pour ces positions. C'est sur ce terrain que l'on trouve le contraste remarquable et dialectique dans nos relations.

Car, durant toutes ces années où nous avons travaillé ensemble, la plus étroite collaboration a toujours prévalu entre nous dans l'échange continu d'informations et la comparaison de nos expériences dans le travail pratique.

Je vous rappelle qu'à une réunion durant l'année 1954, vous aviez fait remarquer qu'en dépit de tous les organismes internationaux dans lesquels vous aviez travaillé, vous en étiez encore à en chercher un où les véritables problèmes de la construction du parti soient discutés. Les petits-bourgeois laissaient toujours, d'une façon ou d'une autre, cet aspect pratique en dehors de l'ordre du jour. Ce n'était pas par hasard, car c'était là le plus haut point de notre travail théorique.

Mais c'est là le passé. Depuis 1963, nous avons partagé nos expériences sur des questions vitales comme les questions financières, le travail syndical, le travail « jeunes » et des campagnes comme celle de Liège, de l'Assemblée internationale de la jeunesse et de la solidarité internationale. Dans chacun de ces cas, les enseignements que nous avons pu échanger et apprendre les uns des autres sont au plus haut point dignes de remarques.

DIALECTIQUE DE NOS RELATIONS

Chacun sait que nos mouvements se sont développés et ont progressé grâce à cette relation dialectique correcte. Ni vous ni moi n'avons besoin d'agents ou d'espions fractionnels dans les rangs les uns des autres. Nous nous disons naturellement ce que nous avons à dire, poussons à son plus haut point l'antagonisme théorique dans nos conclusions, et allons ensuite au travail de la façon la plus loyale, bénéficiant de la confiance politique engendrée par notre antagonisme mutuel, et l'antagonisme au sein de nos organisations respectives.

Vous vous souvenez certainement des conversations que nous avons eues à la réunion franco-anglaise de mai dernier. Nous avons tous les deux exprimé nos opinions à propos de certaines tendances fractionnelles parmi les jeunes, et nous avons décidé ensemble de les combattre. C'est ce danger que j'avais à l'esprit lorsque j'ai soulevé à la préconférence internationale la nécessité d'une éducation sérieuse en philosophie.

Nous avons beaucoup de jeunes autour de nous, mais ils devront encore être mis politiquement à l'épreuve. Cela signifie que nous devons les pourvoir d'une

éducation politique et théorique qui les rende aptes à prendre conscience de leurs responsabilités de direction.

Par où pourrait-on mieux commencer qu'en leur faisant prendre conscience de la signification de l'histoire du fonctionnement du C.I. ? Car c'est là que l'unité et l'antagonisme des contraires s'expriment le mieux.

Je ne souhaite pas, comme vous le suggérez à tort, transformer les réunions du C.I. en débats abstraits sur la conception matérialiste de l'histoire, mais il faut plus que jamais considérer cette conception comme la cheville ouvrière de tout notre travail. Notre activité découle de l'antagonisme des idées, tout en devenant l'arène où s'unissent ces idées en pratique.

Je ne suis ni plus ni moins en conflit avec vous et l'O.C.I. qu'à aucun moment du passé. C'est pourquoi j'ai voté la résolution adoptée à la préconférence, mais, jusqu'à présent, je ne puis voir comment je pourrais en venir à voter pour votre résolution internationale.

Je connais et je respecte politiquement la vieille direction de l'O.C.I., mais je ne connais pas encore les jeunes, ni en Grande-Bretagne, ni en France, ni ailleurs. Nous ne pouvons parvenir à les connaître que dans la lutte, de la même façon que nous sommes arrivés à nous connaître nous-mêmes. C'est pourquoi il serait absolument dangereux de les idéaliser de quelque façon que ce soit. Ils montrent trop d'impatience à prendre fractionnellement position entre vous et nous. Nous les détruirions si nous acceptions leur aide de cette manière, car ils peuvent si facilement refléter dans leur propre travail les pressions de la petite-bourgeoisie.

LES JEUNES ET LE FRACTIONNISME

C'est pour cette raison que j'ai apprécié la réunion de mai, et la façon dont vous avez œuvré pour aboutir à un accord entre nous lors de la discussion de la préconférence en juin. Nous ne voulons pas de gens qui s'empressent de s'enrôler sous une bannière fractionnelle. Vous et moi, tout en débattant et clarifiant sérieusement chaque problème, ne devons pas ouvrir nos rangs et permettre à d'autres de dissimuler derrière nous leurs propres faiblesses.

La raison des remarques que j'ai faites à notre école, c'est que je crois qu'il y a un danger réel que cela se produise. Le camarade Berg a empêché fractionnellement un représentant des Y.S. de collaborer avec lui en Allemagne. C'est là une attitude qui rompt avec toute notre expérience. S'il n'y a pas entre nous, dans la pratique, une collaboration loyale, nous n'avons alors plus rien d'autre que le fractionnisme de la petite-bourgeoisie. Une telle position empêchera notre travail politique d'être mis à l'épreuve en pratique. Vous avez cité les traditions de Liège, mais je crois qu'ici vous n'avez pas saisi le point essentiel. Le voici : que les pablistes nous aient contacté pour que nous participions à Liège sans nos camarades français, **mais que nous avions refusé**. Mais le camarade Berg veut nous exclure du travail international en Allemagne, en dépit de ce qu'il s'agissait d'une décision prise en mai au Comité international. Je suis en guerre contre ce genre de choses, et je crois qu'il y a à cela une base politique. Si un camarade anglais avait commis cette faute, je serais pareillement en guerre contre lui. Il est parfaitement dans l'ordre que le camarade Berg fasse objection politiquement, dans le Comité, à l'envoi du camarade anglais, mais il n'est pas tolérable de manœuvrer.

Je répète. Si nous permettons que les sections du C.I. soient dépossédées de leur internationalisme dans la pratique, c'est que nous sommes plongés dans une crise internationale tout à fait sérieuse. A mes yeux, le travail en commun des sections du C.I. est le point le plus élevé de leur rapport dialectique. L'abandonner, selon moi, c'est mettre au rebut la lutte pour le matérialisme dialectique.

Voilà la raison de mes remarques au camp. Je n'ai pas mis au défi les camarades français présents de parler. Ce n'était pas ma tâche. Ils étaient des hôtes politiques et, le dernier soir de leur séjour, j'ai parlé avec eux pendant deux heures. Ce que j'avais à leur dire, je le leur ai dit directement. Au camp, ce qui me préoccupait, c'était la S.L.L. dont les problèmes sont clairement en rapport avec quelques-uns de ceux des camarades français. J'ai certainement mis au défi nos camarades de parler. Je sais bien que quelques-uns des camarades de la S.L.L. ont effectivement sommé les cama-

rades français de parler dans la « commission des cadres S.L.L. », mais je n'étais pas d'accord avec cela. C'était l'affaire des camarades français, et d'eux seuls, de parler ou de ne pas parler.

Je ne suis en aucune manière pessimiste quant à l'avenir de notre collaboration au C.I. Nous continuerons à discuter et à combattre pour améliorer notre travail dans la pratique. C'est ainsi qu'il en a été dans les difficiles années du passé. Nous aiguïserons rigoureusement nos divergences, mais nous marcherons ensemble. Le camarade Berg, comme d'autres que nous avons ici, a beaucoup de talent, mais cela ne suffit pas. Nous ne permettrons à personne de travailler de la manière qu'il a fait, et je suis sûr que vous aussi serez d'accord là-dessus. A bas le fractionnisme en Grande-Bretagne, en France ou n'importe où ailleurs !

Bien entendu, nous voulons que la discussion politique se poursuive. Nous sommes en train de préparer notre résolution internationale. Nous pouvons être en désaccord sur des questions importantes, tout comme nous l'avons été auparavant, mais notre travail **commun** continuera, parce que tous ceux d'entre nous qui combattent pour la grande situation révolutionnaire qui est en train de débiter l'ont décidé il y a longtemps.

Que rien ne vous empêche, camarade Pierre, d'être aussi sévère politiquement avec moi qu'il vous plaira. Car, pour parler dialectiquement, pourvu que nous travaillions ensemble comme par le passé, nous nous rangerons ensemble dans la lutte révolutionnaire commune. C'est là, je le répète, la véritable force du C.I. Le camarade Berg et d'autres auront à apprendre les leçons de cette tradition et à la respecter. Vous devez veiller à ce qu'il collabore loyalement avec nous dans le travail pratique. Sinon, de graves périls nous attendent certainement.

Fraternellement vôtre,
G. Healy.

LE MEME JOUR, GERRY HEALY...

Pour se borner à un unique commentaire, il faut bien noter que le camarade Healy ne répondait pas à la pressante invitation du camarade Lambert de s'exprimer

par écrit sur les problèmes politiques et théoriques sur lesquels il y avait des divergences. Il annonçait, il est vrai, que la résolution internationale de la S.L.L. était en préparation (sauf erreur, au moment où est mis sous presse ce n° 556 de la Vérité, ce document important n'a pas encore été publié).

Mais le camarade Healy avait déjà, « pour parler dialectiquement », tourné ses « patients efforts correctifs » dans une autre direction. A l'identité et à l'unité des contraires vint s'ajouter leur simultanéité. Le même jour, le 8 septembre 1970, date de la lettre qu'on vient de lire, *Workers Press* publiait, sous la signature de G. Healy, secrétaire national de la S.L.L., et sous le titre : « Nouveaux commentaires sur la nécessité d'une discussion commune entre le Comité international et le Secrétariat unifié », un article dont voici le texte intégralement traduit :

Les rapports qui ont été publiés concernant deux réunions entre moi-même et des membres du Secrétariat unifié ont suscité un intérêt considérable. Le Secrétariat lui-même a publié en juillet une déclaration qui dit entre autres choses :

«... La IV^e Internationale est évidemment en faveur de l'unification des forces révolutionnaires partout où cela est possible sur une base principale. Elle est par conséquent prête à réexaminer la question de l'unification de la S.L.L. et de l'O.C.I. avec la IV^e Internationale si des données objectives montraient que cela était faisable.

La S.L.L. et l'O.C.I. pourraient bien entamer ce processus en commençant à discuter leurs divergences théoriques et politiques avec nous d'une façon franche, entre camarades, sans utilisation de calomnies ou de falsifications des positions que nous défendons, et en commençant

à engager des actions communes sur des questions aussi élémentaires que la défense des victimes de la lutte des classes. » (3)

Cependant sa branche anglaise, le Groupe marxiste international, a publié le 23 août 1970 une déclaration dans laquelle on lit :

«... Cela montre clairement que le Secrétariat unifié a rejeté le simulacre de propositions d'unité de Healy. Celles-ci n'ont pas été acceptées, et il n'y a pas de discussions intérieures en cours. »

Ni moi ni aucun autre membre du Comité international n'avons fait à aucun moment de propositions d'unité en tant que telles. Dans *Workers Press* du 7 juillet, nous avons résumé comme suit les raisons qui nous conduisaient à notre manière d'aborder le problème :

« Dans le cadre de cette préparation [celle de la 4^e conférence du Comité international], le Comité a demandé à G. Healy, secrétaire national de la Socialist Labour League, de prendre contact avec des représentants du Secrétariat unifié en vue de conversations informelles concernant la possibilité d'une discussion commune centrée sur les divergences politiques marquantes et orientées vers la tenue d'une conférence internationale commune. »

Nous sommes plus fermement convaincus que jamais qu'il existe une base pour une telle manière d'aborder le problème, et nous acceptons, comme constituant un pas positif en avant, la recommandation du Secrétariat unifié selon laquelle « la S.L.L. et l'O.C.I. pourraient bien entamer ce processus en commençant à discuter leurs divergences théoriques et politiques avec nous d'une façon franche, entre camarades... » (4)

(3) Nous citons d'après le texte français paru dans *Quatrième Internationale*, n° 45, septembre 1970, p. 10, cette Déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale au sujet de la demande de G. Healy de discussion des possibilités d'unification (N.D.L.R.).

(4) En plein élan « patient » et « correctif », G. Healy omet de soumettre à ses lecteurs divers passages de cette « Déclaration du S.U. » qui ne pourraient manquer d'apparaître à ceux-ci comme d'autres pas en avant

Nous sommes prêts à accepter cette recommandation ; si nous ne l'étions pas, il aurait été inutile de notre part d'avoir abordé d'aucune manière le problème.

Ce genre de manœuvres fractionnelles d'« unité » ne convaincra personne, et nous n'avons pas l'intention d'en entreprendre.

Les camarades du Secrétariat unifié ont tout à fait raison de souligner que l'étape qui est devant nous n'est pas celle de l'« unité » comme telle. Nous la voyons comme celle d'un effort fait des deux côtés pour réexaminer la situation objective favorable afin de voir si des progrès ne peuvent pas être faits dans cette voie.

1963 : LA « COMMISSION PARITAIRE »

Notre position actuelle est en accord avec les propositions que nous avons faites en 1963, lors de la formation du Secrétariat unifié (5). Pour rafraîchir la mémoire de nos lecteurs, en voici la teneur :

« 1) Un congrès mondial des forces du C.I. et du S.I. se réunirait avant l'automne de 1964.

2) Une commission commune formée de représentants des deux organisations se réunirait régulièrement pour préparer cette conférence et pour élaborer des voies et des moyens pratiques de coopération dans les divers pays.

3) Cette commission devrait se mettre à préparer pour la conférence une résolution commune sur les perspectives mondiales. Cette résolution devrait esquisser les points d'accord aussi bien que de désaccord. Pendant la préparation de la résolution, toutes les sections seraient constamment informées du travail de la commission. De cette façon, une discussion authentique et positive englobant les divergences serait organisée.

4) Le congrès (6) a insisté pour que cette discussion ait lieu dans toutes les sections, non seulement dans les directions, mais également à la base. A moins que cette décision ne soit exécutée, il serait impossible pour le mouvement international de développer de nouveaux

cadres susceptibles de fournir une direction politique adéquate dans la prochaine période. Tous les documents devraient faire l'objet d'une diffusion appropriée.

5) Une discussion commune devrait être organisée entre les membres des sections, notamment en Europe occidentale. Tout en portant sur les divergences, le congrès (6) a estimé que ces discussions devraient s'étendre afin d'inclure une discussion sur le travail pratique des diverses sections, de manière à rapprocher les membres de ces sections. Une telle discussion aurait aussi un effet universel sur l'éducation des cadres.

Ces propositions doivent être immédiatement transmises au Secrétariat international dans l'espoir que le travail commun puisse commencer immédiatement. »

A l'époque, malheureusement, le Secrétariat unifié n'accepta par ces propositions, mais aujourd'hui les conditions objectives sont entièrement différentes et beaucoup plus favorables.

non moins positifs, tels que le suivant par exemple :

« Il y a lieu de noter que cette démarche du camarade Healy contraste fortement avec les attaques calomnieuses qui ont constamment paru dans la presse de la S.L.L. et de l'O.C.I. contre des membres de la Quatrième Internationale... En outre, il y a lieu de noter que, sur toute une série de questions politiques, la S.L.L. et l'O.C.I. n'ont pas modifié les divergences très vives qu'ils ont exprimées pendant des années envers la Quatrième Internationale. »

Ce dernier passage, il est vrai, aurait pu, si le camarade Healy l'avait reproduit, apparaître à ses lecteurs comme un pas d'autant plus « en avant » et « positif » que cela aurait pu inciter le camarade G. Healy à préciser noir sur blanc lesdites divergences, donc, à cette occasion, ses propres positions politiques, ce qui, pour quelque raison, semble hors de portée de n'importe quelle espèce d'« efforts patients », si « correctifs » soient-ils.

(5) C'est-à-dire, rappelons-le, de la réunification politique du S.W.P. et du groupe Mandel-Frank, larguant Pablo par la même occasion (N.D.L.R.).

(6) Lire : la conférence du Comité international. (N.D.L.R.)

La classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Europe occidentale est en marche vers des conflits de classe ouverts et se prépare à s'engager dans la politique révolutionnaire sur une échelle jamais expérimentée jusqu'à ce jour par notre mouvement depuis qu'il a été fondé par le camarade Trotsky.

Les organisations du Comité international et celles du Secrétariat unifié sont les unes et les autres de plus en plus poussées à s'engager dans les luttes les plus acharnées contre les forces contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie.

La construction de partis révolutionnaires de masse fondés sur la classe ouvrière est à notre portée dans nombre de pays importants.

Nous sommes convaincus que le camarade Trotsky aurait voulu que nous ayons de telles discussions s'il était en vie à l'heure actuelle. Cela est vraiment en accord total avec les traditions de notre mouvement dans les années qui ont suivi son assassinat.

En 1948, le 2^e congrès mondial de la IV^e Internationale nous a fait renouer avec les shachtmanistes (7) en vue de tenir un congrès commun pour examiner si, en dépit de grandes divergences politiques, l'unité était possible.

Par la suite, il s'avéra que les divergences étaient trop grandes, mais cela ne condamne nullement l'expérience politique valable de la conférence.

Nous mentionnons cette expérience, car il y a des camarades du Secrétariat unifié qui, et cela est tout à fait compréhensible, citent l'acuité des divergences politiques qui existent entre nous comme un obstacle possible aux conversations proposées.

SHACHTMANISTES ET PABLISTES

Ces divergences ne sont pas du tout aussi graves qu'elles l'étaient avec Shachtman en 1948.

Ces dernières étaient, de fait, considérablement aggravées par les deux positions politiques clairement divergentes soutenues par lui et par nous en relation avec la défense de l'U.R.S.S. pendant la deuxième guerre mondiale.

Il n'y avait aucun cynisme dans le travail accompli par notre 2^e congrès mondial à propos de Shachtman.

Et il n'y en a pas davantage en ce qui concerne nos propositions actuelles. Elles sont faites dans le cadre d'une situation politique beaucoup plus favorable.

Nous sommes tous d'accord qu'il ne devra y avoir aucune échappatoire à la discussion la plus sincère et la plus franche sur toutes les questions en litige. Nous sommes entièrement d'accord avec le Secrétariat unifié qu'aucune divergence politique importante ne devrait être esquivée.

Cela est essentiel, si les jeunes particulièrement doivent être éduqués sur une base de principes.

Pour contribuer à ce qu'elle s'ouvre dans une atmosphère de camaraderie, comme l'a suggéré le Secrétariat unifié, nous sommes prêts à conclure un accord selon lequel cette discussion ne sera plus menée dans notre presse publique, mais à l'intérieur, dans nos organisations respectives.

Nous sommes maintenant prêts à nous rencontrer pour fixer une date à laquelle une telle discussion intérieure commencerait.

Nous sommes d'avis qu'il y a actuellement des forces sérieuses des deux côtés qui veulent avoir cette discussion.

Nous attendons une réponse du Secrétariat unifié.

(7) Healy se trompe. C'est en février 1947 qu'une déclaration commune du Socialist Workers Party et du Workers Party (nom pris par la minorité shachtmaniste après la scission de 1940) annonça l'ouverture d'une période de discussion en vue de tenir un congrès extraordinaire d'unification. Dès novembre 1947, la rupture intervenait, et le « 2^e congrès mondial » ne fit, l'année suivante, que dresser dans une résolution le bilan négatif de l'opération, sans toutefois insister sur le rôle peu glorieux joué par le S.I. dans l'affaire. Voir **Quatrième Internationale**, vol. 6, n^{os} 3-4-5, mars-avril-mai 1948, pp. 111-113.

UNE LETTRE DU C.C. DE L'O.C.I. AU C.C. DE LA S.L.L.

Lorsqu'il se réunit, les 12 et 13 septembre 1970, le Comité central de l'O.C.I. n'avait donc toujours sur sa table qu'un texte politique d'orientation internationale : le sien. Mais il avait par contre sous les yeux les divers documents qu'on vient de lire. Il décida donc de s'adresser au Comité central de la S.L.L. dans une lettre dont nous mettons ci-après le texte intégral sous les yeux de nos lecteurs. Nous nous excusons des longueurs et des répétitions que cette méthode comporte, d'autant que chacun de ces documents se réfère à certains des précédents et les cite, mais comme notre propos est de permettre aux militants ouvriers, lecteurs de **la Vérité**, de se faire leur propre opinion, il nous est apparu impossible de pratiquer la moindre coupure dans les documents que nous leur présentons.

Chers camarades,

Le comité central de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a pris connaissance et discuté des rapports faits par les militants de l'O.C.I. qui ont participé au camp de la S.L.L. et des Y.S., de la lettre du camarade Lambert au camarade Healy et de la réponse du camarade Healy au camarade Lambert. Le C.C. de l'O.C.I. approuve totalement, dans son contenu et dans ses termes, la lettre du camarade Lambert au camarade Healy. Mais, très franchement, il s'étonne de certains passages de la réponse du camarade Healy au camarade Lambert.

Ainsi ce pelé, ce galeux dont viendrait tout le mal, ce serait le camarade Charles Berg. Il aurait « empêché fractionnellement un représentant des Y.S. de collaborer avec lui en Allemagne. C'est là une attitude qui rompt avec toute notre expérience... Le camarade Berg veut nous exclure du travail international en Alle-

magne, en dépit de ce qu'il s'agissait d'une décision prise en mai au Comité international ». S'il en était ainsi, ce serait parfaitement intolérable. L'O.C.I. ne l'aurait pas toléré. La S.L.L. et, particulièrement, le camarade Healy ne l'auraient pas toléré. Or, le camarade Charles Berg est allé en Allemagne dans la semaine du 17 juin 1970. Il a fallu près de trois mois pour que la direction de l'O.C.I. soit informée par la réponse de Gerry Healy, en date du 8 septembre 1970, à Pierre Lambert, du « travail fractionnel » de Charles Berg qui « veut [vous] exclure du travail international en Allemagne ».

LE « TRAVAIL FRACTIONNEL » DE BERG

Affaire pourtant d'une gravité exceptionnelle en raison de l'objectif du voyage en Allemagne : la construction de l'I.R.J., élément essentiel de la reconstruction de la IV^e Internationale et, en Allemagne, pas décisif du point de vue de la lutte des classes mondiale ; en raison aussi de ce qu'elle met en cause les principes des relations au sein du C.I. et entre nos deux sections, car :

« Chacun sait que nos mouvements se sont développés et ont progressé grâce à cette relation dialectique correcte [qui fait que] ni vous ni moi n'avons besoin d'agents ou d'espions fractionnels dans les rangs les uns des autres. Nous nous disons naturellement ce que nous avons à dire, poussons à son plus haut point l'antagonisme théorique dans nos conclusions, et allons ensuite au travail de la façon la plus loyale, bénéficiant de la confiance politique engendrée par notre antagonisme mutuel, et l'antagonisme au sein de nos organisations respectives. »

Affaire si grave, si importante que le camarade Healy en vient à porter l'appréciation suivante :

« Je connais et je respecte politiquement la vieille direction de l'O.C.I., mais je ne connais pas encore les jeunes, ni en Grande-Bretagne, ni en France, ni ailleurs. Nous ne pouvons parvenir à les connaître que dans la lutte, de la même

façon que nous sommes arrivés à nous connaître nous-mêmes. C'est pourquoi il serait absolument dangereux de les idéaliser de quelque façon que ce soit. Ils montrent trop d'impatience à prendre fractionnellement position entre vous et nous. Nous les détruirions si nous acceptions leur aide de cette manière, car ils peuvent si facilement refléter dans leur propre travail les pressions de la petite-bourgeoisie.

C'est pour cette raison que j'ai apprécié la réunion de mai et la façon dont vous avez œuvré à aboutir à un accord entre nous lors de la discussion de la préconférence en juin. Nous ne voulons pas de gens qui s'empressent de s'enrôler sous une bannière fractionnelle. Vous et moi, tout en débattant et clarifiant sérieusement chaque problème, ne devons pas ouvrir nos rangs et permettre à d'autres de dissimuler derrière nous leurs propres faiblesses.

La raison des remarques que j'ai faites à notre école, c'est que je crois qu'il y a un danger réel que cela se produise. »

LES « JEUNES » ET LES « VIEUX »

Le C.C. de l'O.C.I. fait toutes réserves sur ces appréciations : « Ils montrent trop d'impatience à prendre fractionnellement position entre vous et nous... ils peuvent si facilement refléter dans leur propre travail les pressions de la petite-bourgeoisie ». Les militants « jeunes » de nos organisations, à quelques tâches et poste qu'ils soient affectés, sont des militants à part entière. Le camarade Berg, en particulier, est membre de la direction de l'O.C.I. Les divergences qui peuvent exister « entre vous et nous » les concernent pleinement. Au titre de militants de l'O.C.I., en tant que membres de sa direction, ils participent entièrement, pleinement aux discussions théoriques, politiques, d'organisation. Bien plus, et nous nous en félicitons et sommes sûrs que c'est là un acquis de notre direction, les membres « jeunes » de notre C.C. apportent leur totale et loyale contribution aux discussions les plus importantes, ainsi que la délégation de la S.L.L. a pu notamment le constater à la première session de la préconférence du C.I. Nous vous signalons par

ailleurs que c'est sur mandat de la délégation française que les camarades Berg et Vespa y ont pris la parole, au même titre que les camarades Lambert, Just et François. Nous pensons également qu'un jour viendra où la discussion dans l'Internationale ne recoupera pas nécessairement les frontières des sections nationales. Il reste qu'à la préconférence, nous étions tous les porte-parole de l'O.C.I.

Nous sommes persuadés que le jour est proche où toutes les sections du C.I. auront développé leur travail théorique et politique, auront réussi à progresser vers la formation de directions, de telle sorte que tous les membres de ces directions, « jeunes » ou « vieux », apporteront leurs contributions aux discussions, à la définition de la ligne politique et des tâches et à leur application, à tous les niveaux, y compris celui du C.I. et des conférences internationales.

Comme l'O.C.I. a utilisé la méthode qui permet de parvenir à ce résultat, c'est la direction (« jeunes » et « vieux ») qui, collectivement, a progressé et devient de plus en plus une direction à la fois différenciée et homogène. D'ailleurs, qui peut penser que les jeunes qui s'engagent dans le grandiose mais terrible combat pour la révolution prolétarienne puissent se tenir à l'écart des discussions les plus élevées et les plus fondamentales ? Ils ont un monde à abattre et un autre à construire, comment serait-ce possible ? La responsabilité des « vieux » dirigeants consiste, en ce domaine, à les intégrer à toutes les responsabilités de direction, pleinement, totalement, à leur en fournir les moyens, par une politique de direction qui leur permette de se développer intégralement. Quant aux dangers qu'ils reflètent « dans leur propre travail des pressions de la petite-bourgeoisie », ils n'existent pas seulement pour les « jeunes », mais tout autant pour les « vieux ». La seule garantie contre ces dangers, pour les « jeunes » comme pour les « vieux », est que nos organisations, les directions de nos organisations, fonctionnent comme des corps collectifs où, à tous les niveaux et pour tous les militants, sous la responsabilité et l'impulsion de la direction, dans le cadre du centralisme démocratique, chacun, « jeune » ou « vieux », participe à toutes les discussions théoriques, politiques et pratiques, et cela d'autant plus qu'elles sont importantes et fondamentales, comme à

l'application des tâches. Il n'existe aucune autre méthode contre les déviations petites-bourgeoises, contre le « **fractionnisme** » en particulier.

Ces remarques faites, il reste que le danger cristallisé par la prétendue « **manœuvre fractionnelle** » de Charles Berg apparut si considérable au camarade Healy qu'il n'hésita pas, au camp S.L.L.-Y.S., à faire ce qu'il appelle des « **remarques** », sans autres précisions, mais que les camarades de l'O.C.I. qui ont participé à ce camp ont rapportées dans les termes indiqués par la lettre du camarade Lambert au camarade Healy, sans que celui-ci, dans sa réponse, en conteste la véracité.

UNE AFFAIRE TRES GRAVE...

Donc, voici une affaire exceptionnellement grave qui se serait passée au mois de juin. En tout état de cause, s'il en était ainsi, il était du devoir du camarade Healy de demander aussitôt à la direction de l'O.C.I. ce qu'il en était, de faire toute la lumière.

Mais il attend près de trois mois. Il ne soulève l'« affaire » qu'en réponse à des demandes d'explications du camarade Lambert à propos de ses déclarations de « **guerre** » faites au camp de la S.L.L. et des Y.S. Bien plus, la première session de la préconférence du C.I. s'est tenue du 27 au 30 juin ; la délégation française comprenait la plupart des membres de la direction de l'O.C.I., dont le camarade Charles Berg : ni au cours de cette session, ni dans les intervalles de la session, ni à l'ensemble de la délégation française, ni à aucun de ses membres en particulier, le camarade Healy n'a parlé de l'« affaire ». Nous connaissons trop le camarade Healy. S'il n'en a pas parlé, c'est qu'il n'y a pas d'« affaire Berg ». Tout juste de mauvaises liaisons et, peut-être, un quiproquo sur lesquels la lumière pouvait être rapidement faite, si regrettables fussent-ils. L'« affaire » est soulevée après coup parce qu'il y a autre chose.

... QUI CACHAIT AUTRE CHOSE

Le C.C. de l'O.C.I. en a acquis l'immédiate conviction à la lecture de l'article signé par le camarade Healy, paru dans **Workers Press** en date du 8 septembre,

sous le titre : « **Nouveaux commentaires sur la nécessité d'une discussion commune entre le Comité international et le Secrétariat unifié** ».

Ainsi que le souligne le camarade Lambert dans sa lettre au camarade Healy : « **Notre méthode [consiste à] aborder la discussion dans le but de faire progresser l'homogénéisation théorique-politique et d'organisation de toute l'Internationale pour l'accomplissement de ses tâches.** » Depuis des années, nous discutons au sein du C.I. en nous efforçant de résoudre les divergences dans le cours de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses sections. Le camarade Healy le reconnaît lorsqu'il écrit : « **J'ai apprécié la réunion de mai et la façon dont vous avez travaillé pour aboutir à un accord avec nous.** » Dialectiquement, nous discernons la différence qualitative entre le combat contre les ennemis de la révolution prolétarienne, de la IV^e Internationale (les pablistes, par exemple) et les discussions entre organisations et militants qui se situent sur le même plan : celui de la IV^e Internationale, de la révolution prolétarienne. Dans les deux cas, il y a affrontement politique. Mais, dans le premier cas, c'est la guerre jusqu'à extermination, et nous « **tirons l'épée sans jamais la rengainer** », ce que, par exemple, nous faisons depuis 1951 contre le pablisme. Dans le second cas, c'est la confrontation politique, la discussion, l'expérience commune, la progression des organisations et militants en divergence politique avec nous... et la nôtre qui nous guident. Nous ne tirons pas l'épée, nous n'essayons pas de faire voler les têtes : ce n'est pas la guerre. Si nous n'étions pas capables d'utiliser le matérialisme dialectique à propos de questions aussi élémentaires, après des décennies d'expérience politique, les œuvres complètes de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et de Hegel nous resteraient à jamais insaisissables.

Fidèles au **Programme de transition**, programme de fondation de la IV^e Internationale, nous estimons que « **la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire** ». La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale constitue, à notre époque historique, l'essence du matérialisme dialectique. Le combat pour le matérialisme dialectique s'identifie à la lutte pour que le Comité international assume ses responsabilités

historiques : la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans cette lutte, méthode, forme et contenu sont inséparables. C'est ainsi qu'une des expressions du matérialisme dialectique est le respect du fonctionnement, des décisions, des positions prises par le Comité international. Il ne s'agit pas là d'une sorte de « civilité politique », mais de la place, du rôle historique du C.I. dans la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections.

Le C.C. de l'O.C.I. a toujours interprété de cette façon les déclarations du camarade Healy affirmant la responsabilité particulière de l'O.C.I. et de la S.L.L. et, singulièrement, des camarades Healy et Lambert. La méthode qui tend à la progression, par la discussion et le travail commun, du C.I. et de ses sections, est inséparable du contenu, la tâche de reconstruction de la IV^e Internationale, et de la forme, le respect du fonctionnement et des décisions du C.I. Qui attente à la forme, attaque la méthode et met en cause le contenu, ou, en d'autres termes, porte les coups les plus sérieux au matérialisme dialectique, car il fait obstacle à l'essence du matérialisme dialectique à notre époque : la solution de la crise de la direction révolutionnaire.

RESPONSABILITES DE L'O.C.I. ET DE LA S.L.L.

Les responsabilités particulières de l'O.C.I. et de la S.L.L., des camarades Lambert et Healy, se situent là ; ainsi, ils défendent et font progresser le matérialisme dialectique.

Le comité central de l'O.C.I. sait d'expérience les difficultés que peut avoir une organisation comme les nôtres, les problèmes qu'elle a constamment à résoudre. Notre propre histoire nous l'enseigne : bien souvent, il nous a fallu différer la réalisation de tâches pourtant politiquement urgentes ; combien de fois avons-nous dû progresser pas à pas dans l'élaboration théorique et politique, alors qu'il eût été nécessaire d'aller beaucoup plus vite ! Bien plus, et nous l'avons souvent dit, la quasi-destruction de notre organisation, consécutive à la lutte que nous avons soutenue seuls contre le pablisme

entre 1950 et 1953, a, au cours des années suivantes, empêché notre organisation d'apporter au C.I. toute la contribution politique nécessaire. Toutefois, l'existence du C.I. et la continuité de la IV^e Internationale qu'il assume furent indispensables à la reconstruction de notre section, la section française, et restent indispensables à notre construction, comme à la construction de toutes les sections de l'Internationale. C'est comme section de la IV^e Internationale, parce qu'appartenant au C.I., en accomplissant sa tâche en fonction de ses moyens matériels et politiques que l'O.C.I. s'est construite et poursuit sa construction. Il s'agit de la substance même du trotskysme. Ce qui nous a amenés à respecter scrupuleusement la forme, c'est-à-dire les décisions du C.I., alors même qu'elles ne nous paraissaient pas politiquement justes.

Par exemple, nous n'étions pas d'accord avec les propositions de commission paritaire faites au S.I. en 1963, et nous avons respecté la décision prise. Bien sûr, personne n'était en mesure de nous imposer de nous taire mais, en combattant publiquement cette décision du C.I., nous risquions de le détruire. Notre méthode, celle du matérialisme dialectique, exigeait que nous respections la forme en fonction du contenu. Elle impliquait que, dès lors que nous estimions que le C.I. assumait la continuité de la IV^e Internationale, qu'il devait devenir la force motrice de la reconstruction de la IV^e Internationale, notre tâche politique était toute tracée : faire progresser le C.I. politiquement, par la discussion politique et l'activité pratique, tout en respectant la décision du C.I., bien qu'à notre avis, elle fût erronée.

L'O.C.I. a intégré à son activité politique la compréhension des difficultés, voire des contradictions que nos sections peuvent avoir à surmonter. Elle tient compte de cet aspect dans son intervention politique au sein du C.I. Il y a des années qu'à l'intérieur du C.I. nous défendons notre conception de la reconstruction de la IV^e Internationale, que nous insistons sur la nécessité, pour le C.I., de passer à un autre stade de son activité en tant que C.I., sur l'urgence que s'engage en son sein la discussion à fond sur ces problèmes. Mais nous avons patienté en raison de notre compréhension des difficultés des sections, tout en saisissant toutes les occasions pour que

le C.I. progresse par l'accomplissement des tâches définies d'un commun accord. Au cours de ces derniers douze mois, nous ne nous sommes pas départis de cette méthode. Les camarades de la direction de la S.L.L. sont en possession du texte de la section française sur la reconstruction de la IV^e Internationale depuis plus d'un an. A tous les C.I. qui ont eu lieu depuis, la préparation de la 4^e conférence du C.I. a été discutée, ainsi que celle d'une éventuelle préconférence si nécessaire. Depuis un an, les camarades de la S.L.L. ont déclaré, selon les moments, qu'ils écriraient un autre texte ou qu'ils écriraient des amendements. Nous attendons toujours. Ce qui, bien au contraire, ne nous a pas empêchés, au compte du C.I., et en y associant le plus possible la S.L.L., de poursuivre l'activité de reconstruction de la IV^e Internationale : ainsi, la conférence des pays de l'Est ; et après le rassemblement du 1^{er} février, parce que nous estimions que c'était politiquement juste, c'est du congrès des Young Socialists de Scarborough, que fut lancé l'appel à la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Lorsque, au C.I. de mai 1969, le C.I. convoqua enfin la préconférence pour le mois de juin, il fut décidé d'un commun accord que le texte soumis par la section française serait celui sur lequel serait convoquée cette préconférence.

LES « DIFFICULTES DES SECTIONS »

Au cours de la préconférence, la position des représentants de la S.L.L. par rapport au texte de la section française a évolué — ce qui est leur droit : ils ont déclaré d'abord qu'ils voteraient pour, mais avec des amendements, puis qu'ils voteraient contre, enfin que la préconférence devait se suspendre jusqu'en octobre sans que le texte français soit mis au vote à cette première session. Bien que le texte français en circulation depuis un an ait été abondamment discuté avant comme pendant la préconférence, la délégation de l'O.C.I. a finalement accepté que le vote sur son texte n'ait pas lieu à cette session, que la préconférence tienne une deuxième session en octobre. Une fois encore furent

pris en considération les problèmes et difficultés des sections. Une fois encore l'O.C.I. estima nécessaire que l'effort en fût fait, malgré les problèmes et difficultés qui en résultaient, aussi bien matériels que politiques, pour elle et d'autres sections, et bien qu'il devint de plus en plus urgent que le C.I. jouât pleinement son rôle de force motrice de la reconstruction de la IV^e Internationale sur une orientation nettement définie, pour que la S.L.L. disposât de délais et écrivit un texte. Or, à ce jour, alors qu'à la demande de la S.L.L. la deuxième session doit se tenir en octobre, aucun texte de la S.L.L. n'est encore parvenu aux sections du C.I.

Mais la première session de la préconférence a voté un texte politique — sur la proposition conjointe des délégués de l'O.C.I. et de ceux de la S.L.L. — qui engage le C.I. dans son ensemble et chacune de ses sections en particulier, d'autant plus qu'il a été voté à l'unanimité, par le cadre qu'il fixe et sur les questions qu'il traite. A partir de ce texte, les sections du C.I. ont à préparer la 2^e session de la préconférence. Encore une fois, le respect de ce texte n'a rien à voir avec la « bienséance politique ». Méthode, forme et contenu sont impliqués, en d'autres termes, l'essence du matérialisme dialectique, la solution à la crise de la direction révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections, dont le C.I. assume la continuité et doit être la force motrice.

Le C.C. de l'O.C.I. a eu une première surprise : *Workers Press* n'a pas publié la résolution votée à la première session de la préconférence. Par contre, le 7 juillet, paraissait dans *Workers Press* un court article où nous lisons, sous le titre : « **Le quatrième congrès du Comité international se prépare** », les lignes ci-dessous :

« Dans le cadre de cette préparation, le Comité a demandé à G. Healy, secrétaire national de la Socialist Labour League, de prendre contact avec des représentants du Secrétariat unifié en vue de conversations informelles concernant la possibilité d'une discussion commune centrée sur les divergences politiques marquantes et orientée vers la tenue d'une conférence internationale commune. »

Où et quand le C.I. a-t-il mandaté le camarade Gerry Healy en vue d'engager

des « conversations », même « informelles », « orientées vers la tenue d'une conférence internationale commune » ? Le texte voté en commun, donc aussi par G. Healy lui-même, est fort précis :

« A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES, GROUPES ET MILITANTS ENGAGES A TRAVERS LE MONDE DANS LA LUTTE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, INSTRUMENT INDISPENSABLE POUR LA VICTOIRE DU PROLETARIAT DANS SON COMBAT POUR LE POUVOIR !

La préconférence préparatoire à la 4^e conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée le plus largement possible la discussion tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale...

Les sections du Comité international, réunies en préconférence les 27, 28, 29 et 30 juin 1970, sont profondément convaincues que l'Internationale à reconstruire ne saurait être que la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 sur la base du Programme de transition.

C'est pourquoi le Comité international, qui a pris en charge la tenue de la préconférence préparatoire à la 4^e conférence internationale, avait mandaté le camarade G. Healy pour proposer aux représentants du Secrétariat unifié l'ouverture d'une discussion internationale ayant pour but d'effectuer le bilan politique des divergences qui se sont cristallisées et se sont développées à partir de 1950-1953 autour de la crise pabliste. »

Le contenu des discussions éventuelles est ici cerné avec précision. Et il n'y est pas question de « conférence commune ». Simple nuance ?

LA PRECONFERENCE A CARACTERISE LE PABLISME

Mais la résolution de la préconférence ajoute :

« La préconférence constate que les représentants du Secrétariat unifié n'ont jusqu'à présent pas accepté les propositions d'ouverture d'une telle discussion. Elle déclare que la responsabilité des conséquences de cette attitude revient entièrement au S.U. Par cette crainte d'ouvrir la discussion, il démontre qu'il préfère discuter avec les courants anti-

communistes de la petite-bourgeoisie, comme le P.S.U. en France et les groupes gauchistes décomposés, plutôt que d'engager la discussion avec les organisations et groupes trotskystes. Par là, le Secrétariat unifié confirme qu'il est bien le centre révisionniste que le Comité international a dénoncé depuis 1953. »

Et la résolution poursuit :

« Toutes les organisations ouvrières, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion tel qu'il est exprimé dans cette résolution sont invités à participer à la préparation de la 4^e conférence internationale. »

Les pablistes sont caractérisés ainsi qu'ils doivent l'être. Non seulement il n'est pas question d'une « conférence commune », mais encore la résolution affirme que le S.U., qui « préfère discuter avec les courants anticommunistes de la petite-bourgeoisie », rejette le « cadre de la discussion tel qu'il est exprimé par cette résolution ».

La différence entre les deux textes est une différence d'orientation. Après l'article de *Workers Press* du 7 juillet vient la publication de l'article du 8 septembre. Le jour même où G. Healy adresse sa réponse à Pierre Lambert, où il charge Charles Berg de tous les maux, il écrit un article qui reprend les propositions de commission paritaire de 1963, alors que le texte de la résolution de la première session de la préconférence n'a toujours pas été publié par la S.L.L. Manifestement, il s'agit d'une rupture du respect des décisions et prises de position en commun au sein du C.I. — atteinte à la forme d'autant plus déterminée qu'il s'agit d'un article signé de G. Healy qui, en tant que secrétaire national de la S.L.L., oppose son orientation à celle du C.I. qu'il a pourtant votée. Il viole les règles les plus élémentaires du fonctionnement du C.I. Forme et contenu sont évidemment liés ; l'article du 8 septembre de G. Healy remet en cause tout le contenu, le sens, le rôle du C.I. :

« A l'époque, malheureusement, le Secrétariat unifié n'accepta pas ces propositions [celles de 1963], mais aujourd'hui les conditions objectives sont entièrement différentes et beaucoup plus favorables.

La classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Europe occidentale est en marche vers des conflits de classe ouverts et se

prépare à s'engager dans la politique révolutionnaire sur une échelle jamais expérimentée jusqu'à ce jour par notre mouvement depuis qu'il a été fondé par le camarade Trotsky.

Les organisations du Comité international et celles du Secrétariat unifié sont les unes et les autres de plus en plus poussées à s'engager dans les luttes les plus acharnées contre les forces contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie.

La construction de partis révolutionnaires de masse fondés sur la classe ouvrière est à notre portée dans nombre de pays importants. »

LE C.I., OPPOSITION DE GAUCHE DU S.U. ?

Ainsi, les renégats de la IV^e Internationale — le S.U. — appartiendraient au même mouvement que nous : « notre mouvement » ; les organisations du S.U., comme celles du S.I., seraient « poussées à s'engager dans les luttes les plus acharnées contre les forces contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie » ; elles seraient, comme les nôtres, susceptibles de construire des partis révolutionnaires, puisque « la construction de partis révolutionnaires... est à notre portée [à eux et à nous] ». Et, naturellement (ou plutôt surnaturellement), par la médiation de Healy, notre père politique commun nous y invite : « Nous sommes [le "nous", ici, est G. Healy] convaincus que le camarade Trotsky aurait voulu que nous ayons de telles discussions s'il était en vie à l'heure actuelle. » Mais alors le Comité international est en quelque sorte « l'Opposition de gauche » du S.U., comme, jusqu'en 1933, les trotskystes étaient l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste. Il faut aller jusqu'au bout, camarade Healy : relancer le droit de tendance au sein du S.U. et réintégrer cette curieuse IV^e Internationale. Il suffira que soient respectées les règles du centralisme démocratique. A la suite d'une conférence commune, S.U. et C.I. ainsi que leurs organisations fusionneront, quelles que soient les décisions politiques de cette conférence. Minoritaire, le C.I. se comportera comme une simple ten-

dance. La tâche du C.I., sa raison d'être, se réduit à redresser le S.U. pabliste qui a usurpé le titre de la IV^e Internationale ; elle ne consiste pas à reconstruire la IV^e Internationale. Le S.U. et le C.I. sont les deux branches d'une même famille. Notre père politique commun nous morigène par la voix du camarade G. Healy, il nous invite à faire notre bilan, à mettre fin à nos querelles de famille, à nous préparer à habiter en commun la commune maison.

Le camarade G. Healy fait bonne mesure : « Ces divergences [entre le C.I. et le S.U.] ne sont pas du tout aussi graves qu'elles l'étaient avec Shachtman en 1948.

Ces dernières étaient, de fait, considérablement aggravées par les deux positions politiques clairement divergentes soutenues par lui et par nous en relation avec la défense de l'U.R.S.S. pendant la seconde guerre mondiale. »

Cela ne lui suffit pas encore ; il propose :

« Pour contribuer à ce qu'elle [la discussion] s'ouvre dans une atmosphère de camaraderie, comme l'a suggéré le Secrétariat unifié, nous sommes prêts à conclure un accord selon lequel cette discussion ne sera plus menée dans notre presse publique, mais à l'intérieur, dans nos organisations respectives. »

Le C.C. de l'O.C.I. ne peut reprendre dans la présente lettre l'analyse du pablisme. Nous vous renvoyons aux textes communs que nous avons publiés, aux textes de la S.L.L. Le pablisme, c'est la négation de la IV^e Internationale au nom de la IV^e Internationale. L'organisation pabliste — le S.U. — est l'obstacle qu'il faut détruire au cours de la reconstruction de la IV^e Internationale et des partis révolutionnaires, comme il faut détruire les organisations staliniennes et réformistes. Depuis 1951 — toujours et en toutes circonstances — le S.I. et, ensuite, le S.U. ont combattu le programme de la IV^e Internationale. Enumérons seulement : la réalité sociale objective composée du monde stalinien et du monde capitaliste ; le stalinisme contraint, obligé sous la pression de la situation objective de faire la révolution ; les siècles de transition ; l'appui hypocrite à l'intervention de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution hongroise ; l'alignement sur Castro, Ben Bella et consorts ; la liquidation du L.S.S.P. à Ceylan ; le

« mouvement communiste international » composé des partis staliniens, des P.C. chinois et autres et... de la IV^e Internationale ; la « révolution coloniale » et l'épicentre de la révolution dans les pays économiquement arriérés ; le néo-capitalisme, les nouvelles forces sociales, la nouvelle avant-garde ; leur rôle politique au cours de la grève générale française ; la révolution politique pacifique, l'autoréforme de la bureaucratie et leur politique vis-à-vis du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie ; leur acceptation de la division de l'Europe et du prolétariat européen en deux, etc.

En quelques lignes, le camarade G. Healy leur donne quitus, qu'il le veuille ou non : « **Les organisations du Comité international et celles du Secrétariat unifié sont les unes et les autres de plus en plus poussées à s'engager dans les luttes les plus acharnées contre les forces contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie.** » Cela implique que, même s'il existe de profondes divergences, elles se situent sur la base du même programme, celui de la IV^e Internationale, d'une même méthode, la construction de la IV^e Internationale. Seule, une telle appréciation justifierait la conclusion d'« **un accord selon lequel cette discussion ne sera plus menée dans notre presse publique, mais à l'intérieur, dans nos organisations respectives** ».

Le camarade G. Healy offre ainsi aux pablistes les mêmes formes que celles qui, jusqu'à présent, prévalaient au sein du C.I. Ici aussi, forme et contenu sont inséparables.

Mais s'il est vrai que le S.U. se situe sur la base de notre programme, sur la même perspective, la même méthode que le C.I., ceux de la IV^e Internationale, alors nous avons eu tort : il faut faire publiquement notre auto-critique. Le camarade G. Healy engage très « heureusement » les « discussions ». Bien plus, il suppose que le C.I. et le S.U. ont d'ores et déjà une politique commune. Il n'y a pas, d'un côté, la « discussion » qui ne serait « **plus menée dans notre presse publique** », et de l'autre, l'activité politique : ce sont des catégories inséparables. A chaque moment de la lutte politique du C.I., sur chaque question, le C.I. se heurte à la politique du S.U. et de ses organisations, et inversement. La « critique publique » est de chaque moment, sur chaque question. La « discussion » limitée « **à l'intérieur, dans nos**

organisations », signifie une intervention, un combat politique extérieurs sur une même ligne fondamentale, que ce soit en raison d'un accord conclu ou d'une discipline commune d'organisation.

Remettant en cause les formes, rejetant le contenu, le camarade G. Healy rompt avec la méthode :

« **... Aujourd'hui les conditions objectives sont entièrement différentes et beaucoup plus favorables.** » [Il en résulterait que] « **les organisations du Comité international et celles du Secrétariat unifié sont les unes et les autres de plus en plus poussées...** »

LES CONDITIONS OBJECTIVES ET LA NATURE DES ORGANISATIONS

Les « conditions objectives » sont sans aucun doute de grande importance. Elles influent sur la politique des organisations. Elles déterminent d'importants mouvements au sein des organisations, des oppositions, des luttes, des contradictions. Les liens historiques des organisations avec la classe ouvrière, leur origine historique les obligent à faire quelquefois des pas en avant qui peuvent les conduire beaucoup plus loin qu'elles ne le voudraient. Soit dit en passant, la possibilité de réalisation du Front unique de classe entre organisations ouvrières, mais traîtresses à la classe ouvrière, provient de leur relation dialectique avec le développement de la lutte des classes, avec le mouvement du prolétariat. Le S.U., les organisations pablistes, sont évidemment soumis également au développement de la lutte des classes et, particulièrement, les processus de crise du stalinisme et du réformisme qui se développent et rendent disponibles des couches de plus en plus importantes de jeunes et de militants qui cherchent la voie du parti révolutionnaire se répercutent sur la politique des organisations pablistes et en leur sein. Ils ne peuvent se réclamer du trotskysme, de la IV^e Internationale, remplir leur fonction politique, sans que, dans la situation actuelle, ne se créent et ne se développent, à l'intérieur de leurs organisations, des contradictions. Nombre de jeunes, de militants croient, en adhérant aux organisations du S.U., rejoindre le trotskysme,

adhérer à la IV^e Internationale. Le S.U. doit tenir compte de cette situation, et c'est ainsi qu'il vient de rejeter l'entrisme « **sui generis** ». Aussi bien en ce qui concerne les organisations traditionnelles qu'en ce qui concerne les organisations pablistes et le S.U., notre politique — celle du C.I. — doit tenir compte de ces relations.

Mais lorsque nous combattons pour le Front unique de classe, lorsque celui-ci se réalise, nous ne changeons en rien notre appréciation des organisations traditionnelles. Nous poursuivons le combat pour les détruire et construire le parti révolutionnaire. Non seulement le Front unique de classe exige, pour être réalisé, que l'organisation révolutionnaire combatte, mais le combat pour le Front unique de classe et sa réalisation, parce qu'il développe le mouvement de la classe, la conscience politique des travailleurs et des militants, soulève, pour des couches toujours plus importantes et profondes, à l'extérieur comme à l'intérieur des organisations traditionnelles, la question du parti révolutionnaire. L'organisation révolutionnaire poursuit d'autant plus sa lutte contre les partis traditionnels, sur tous les plans, selon des formes adaptées, mais sur la base du même programme et selon les mêmes principes. Sans cela, elle échouerait, car la situation « objective », si favorable soit-elle, ne « produirait » pas le parti révolutionnaire. Le saut dialectique, transformation de la quantité en qualité, ne s'opère pas de la manière suivante : la situation objective révolutionnaire transforme les partis ouvriers traîtres en partis révolutionnaires. Cette explication-là, ce sont les pablistes qui l'ont donnée. Ils restent des partis fondamentalement contre-révolutionnaires, d'autant plus dangereux que la situation est révolutionnaire. également s'ils réalisent le Front unique de classe à un moment déterminé : ils ne changent pas de nature. Le saut dialectique consiste en ceci : à condition que l'organisation révolutionnaire combatte, les partis ouvriers traîtres se fissent, éclatent, sont détruits, le parti révolutionnaire se développe, se construit, il organise jeunes, travailleurs, militants en rupture avec les organisations traditionnelles et dirige le combat de la classe.

En ce qui concerne le S.U. et les organisations pablistes, nous sommes prêts à ouvrir la discussion **publique** avec lui et elles, nous leur offrons de le faire éven-

tuellement. Avec eux, il ne saurait être question de « Front unique » : la politique du Front unique embrasse l'ensemble de la classe ouvrière et de ses représentations politiques et syndicales pour la mobilisation de la classe comme classe. Il ne saurait pas plus être question de l'« unité des révolutionnaires ». Les discussions que nous pouvons offrir d'ouvrir avec eux exigent que le C.I. ait une politique de principe de reconstruction de la IV^e Internationale qui, le Comité central de l'O.C.I. le réaffirme, doit être définie en fonction de l'ensemble de la jeunesse et du prolétariat, de la crise du stalinisme et des appareils bureaucratiques, des processus en cours dans la jeunesse, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier dans leur ensemble. Les contradictions en développement au sein du S.U. et des organisations pablistes nous intéressent au même titre, mais pas plus, que celles qui le sont dans les P.C. et les partis sociaux-démocrates, que les processus dans la jeunesse et dans les syndicats. Lorsque nous offrons de discuter avec le S.U., c'est une façon de poursuivre le combat pour détruire le S.U., faire éclater les organisations pablistes. La « situation objective » ne peut changer la nature de l'organisation pabliste, bien qu'elle influe sur sa politique. La transformation de la quantité en qualité — le saut dialectique — consiste en l'éclatement du Secrétariat unifié et des organisations pablistes, détruits par la conjonction de leurs contradictions et du combat politique du C.I. au cours de la reconstruction de la IV^e Internationale, combat politique qui repose sur l'intervention dans la lutte des classes et sur une politique globale de reconstruction de la IV^e Internationale. La destruction du S.U. ne résultera pas en effet de « discussions » en soi, ces « discussions » s'intègrent à notre activité globale.

Les formules du camarade G. Healy laissent au contraire entendre que la « situation objective » peut changer la nature du Secrétariat unifié (à moins qu'il ne considère, comme nous l'avons noté plus haut, que le S.U. est par nature trotskyste, qu'il constitue une branche de la IV^e Internationale). Tout au contraire, « l'imminence de la révolution », les processus en cours au sein de la classe ouvrière mondiale, du mouvement ouvrier font et feront que le S.U. tentera de détourner de la reconstruction de la

IV^e Internationale les jeunes, les travailleurs, les militants qui sont et seront à la recherche d'une solution politique révolutionnaire et qu'il faut gagner au programme et à la reconstruction de la IV^e Internationale : le S.U. le fera, fût-ce au prix de « trotskyser » son langage et ses « théories ». Si les organisations, les militants du C.I. ne sont pas éduqués, formés à partir de cette compréhension, ils seront politiquement désarmés. Ils ne peuvent être formés que si aucune équivoque n'est entretenue, que si, sans cesse, la lutte publique, par la polémique comme dans la pratique politique, est menée contre le S.U. Mais le camarade Healy choisit ce moment pour laisser entendre que la « situation objective » peut redresser le S.U., sinon modifier sa nature, et cela, de plus, par une discussion « à l'intérieur » des organisations excluant la polémique publique ! Au nom de la dialectique de « la lutte des contraires » ! Mais le matérialisme dialectique nous enseigne justement que le conflit des idées, c'est l'expression théorique d'antagonismes sociaux que seule peut résoudre la vie pratique : l'arme de la critique prépare la critique des armes, et n'est rien sans elle. C'est pourquoi l'essence du matérialisme dialectique, c'est aujourd'hui la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le conflit constant, théorique, politique et d'organisation, avec le stalinisme, le réformisme et le pablisme est le seul moyen de construire l'instrument qui permettra à la classe ouvrière de régler leur compte, par la critique des armes, à la bourgeoisie et à ses agences qui ont nom stalinisme, réformisme, pablisme : la IV^e Internationale et ses partis. L'article du camarade Healy, les propositions qu'il fait, les formules qu'il utilise font en quelques lignes litière du matérialisme dialectique, ils s'alignent sur un vulgaire évolutionnisme.

Il délimite même un « champ politique » (ainsi que s'expriment les pablistes) à la mesure de ses théories et de la pratique politique des pablistes :

« La classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Europe occidentale est en marche vers des conflits de classe ouverts... »
Nous avons toujours combattu la division de la lutte des classes en secteurs. L'une des caractéristiques de la crise actuelle consiste justement en ce que l'unité de lutte entre les prolétariats des pays capitalistes et ceux sous le

contrôle de la bureaucratie du Kremlin se manifeste avec force, particulièrement en Europe. Cette unité de lutte fonde notre combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale : révolution sociale et révolution politique constituent un même processus — celui de la révolution prolétarienne mondiale. A la fois mot d'ordre et perspective, les Etats-Unis socialistes d'Europe expriment concrètement l'unité de combat des prolétariats d'Europe. Comme mot d'ordre, ils sont un ferment politique indispensable à la maturation politique des prolétariats d'Europe, et la seule perspective sur laquelle peuvent déboucher la révolution sociale et la révolution politique en Europe. Comme mot d'ordre et perspective, ils expriment concrètement la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui ne saurait être l'Internationale des prolétariats des pays capitalistes, mais seulement celle du prolétariat mondial. Les pablistes utilisent ce mot d'ordre, puisé à l'arsenal trotskyste, en le dénaturant ; il leur suffit d'en limiter la portée à... l'Europe occidentale. Ainsi, au nom d'un mot d'ordre « trotskyste », ils maintiennent la division du prolétariat d'Europe en deux, celle du prolétariat allemand, et ils étayent et le stalinisme et l'impérialisme. Voilà un exemple de « trotskysation » du S.U. afin de lutter contre le trotskysme. Ils ne font d'ailleurs que reprendre sous une autre forme ce qu'ils tentèrent de faire à Liège en s'opposant aux mots d'ordre qui unifieraient en un combat commun la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, notamment : **« Vive la révolution hongroise ! »**

La formulation du camarade G. Healy laisse en dehors le prolétariat d'Europe orientale et de l'U.R.S.S. Le moins qu'on en puisse dire est qu'elle révèle de terribles dangers.

« NOUS SOMMES PRETS »

Hélas ! ce n'est pas tout. Le camarade G. Healy écrit encore :

« Nous sommes maintenant prêts à nous rencontrer pour fixer une date à laquelle une telle discussion intérieure commencerait. »

Qui, « nous » ? Qui est prêt à fixer une date de début de discussion intérieure ?

Quelle « discussion intérieure » ? Cette proposition est faite publiquement, démonstrativement, contre les décisions communes prises par le C.I.

Pour finir, G. Healy propose un bloc : **« Nous sommes d'avis [l'avis de G. Healy] qu'il y a actuellement des forces sérieuses des deux côtés qui veulent avoir cette discussion »** [la discussion intérieure].

Nous ne savons pas à qui G. Healy propose un bloc, nous savons contre quoi et qui il propose ce bloc à ceux qui, du côté pabliste, sont pour cette « **discussion intérieure** » : contre les décisions et positions prises par la première session de la préconférence du C.I. qu'il a votées lui-même ; contre les organisations comme la nôtre qu'il sait être en désaccord avec la ligne qu'il met en avant dans cet article.

Ainsi, au moment même, le même jour qu'il écrit à P. Lambert en incriminant, sans aucun fondement, Charles Berg, où il se dresse contre le « **fractionnisme** », où il affirme : « **A mes yeux, le travail en commun des sections du C.I. est le point le plus élevé de leur rapport dialectique. L'abandonner, c'est mettre au rebut la lutte pour le matérialisme dialectique** », il écrit un article public adressé au S.U., qui rompt avec la méthode, viole les formes du Comité international et le vide de son contenu ; qui révisé notre appréciation du S.U. et du pablisme ; qui propose en fait un bloc, contre l'O.C.I. et le C.I., à des éléments pablistes, bloc qui, bien sûr, ainsi qu'il l'écrit lui-même, « **met au rebut la lutte pour le matérialisme dialectique** ». Est-ce cela qui « **est essentiel si les jeunes particulièrement doivent être éduqués sur une base de principe** » ?

Le Comité central de l'O.C.I. s'adresse au C.C. de la S.L.L. car il considère que l'article du camarade Gerry Healy révèle une situation extrêmement grave. Nous ne croyons pas que le camarade G. Healy ait exprimé dans cet article ses positions véritables. Peut-être croit-il avoir réalisé « une bonne manœuvre » ? Mais, à notre avis, il porte atteinte aux principes fondamentaux de notre mouvement. Nous ne sommes pas opposés en principe aux manœuvres, mais, dans ce cas précis, et si « manœuvre » il y a, elle se retourne contre l'O.C.I. et la S.L.L., contre la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, au bénéfice du S.U.

URGENCE DE LA DISCUSSION AU SEIN DU C.I.

Il existe une solution et une seule : la discussion au sein du Comité international. Il est devenu urgent, impérieux, de préparer, dans les cadres définis par la résolution votée lors de la première session de la préconférence, la deuxième session qui doit se tenir en octobre. La Socialist Labour League se doit d'écrire et de communiquer rapidement aux sections le texte qu'elle affirmait devoir écrire.

Nous proposons que se tienne, les 3 et 4 octobre, un Comité international ayant à son ordre du jour :

- 1) La préparation de la deuxième session de la préconférence.
- 2) La campagne pour l'I.R.J.
- 3) L'échange de lettres entre Pierre Lambert et Gerry Healy. L'article de G. Healy paru dans Workers Press du 8 septembre.

Nous ne sommes nullement pessimistes quant à l'avenir du C.I. La première session de la préconférence a confirmé ses progrès. La situation est favorable. Il faut seulement qu'il soit armé afin d'assumer sa tâche de force motrice dans la reconstruction de la IV^e Internationale. Il lui faut une ligne clairement définie. C'est pourquoi nous avons cru nécessaire de tirer si fort la sonnette d'alarme avec ce texte. Mais il faut le comprendre : vite, il faut préparer et réunir la deuxième session de la préconférence du C.I.

Le comité central de l'O.C.I.

Cette lettre parvint à ses destinataires dans la deuxième quinzaine de septembre 1970. Elle ne reçut pas de réponse. Mais les attermoissements de la S.L.L. se poursuivirent pendant de nombreux mois. La deuxième session de la préconférence ne se tint ni à la date — fixée sur proposition de la S.L.L. — d'octobre 1970, ni plus tard. Et rien qui eût ressemblé à un document politique d'orientation internationale définissant l'attitude de la S.L.L. sur les questions en divergence ne se profila à l'horizon.

L'AMENDEMENT DE LA S.L.L. A ESSEN

Cependant, l'Alliance des jeunes pour le socialisme, appuyée par l'O.C.I., entreprit la préparation du rassemblement international d'Essen des 3 et 4 juillet 1971, qui, tenu sur le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, devait marquer un pas important en avant dans la voie de la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. Ce n'est pas le lieu d'en écrire l'histoire, mais seulement de rappeler que c'est à cette occasion que le « front philosophique » connut une nouvelle et visible extension. La S.L.L.-Y.S. s'était engagée à participer à Essen et y vint. Elle y déposa, à la résolution générale, l'amendement aujourd'hui bien connu, et destiné à devenir un contre-exemple de manuel :

Il ne peut y avoir de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Derrière chaque développement opportuniste dans l'histoire du mouvement ouvrier, et spécialement le stalinisme, se trouve le révisionnisme.

La continuité de la lutte pour la théorie marxiste révolutionnaire dans le passé, la lutte de la IV^e Internationale et du Comité international furent la seule base des initiatives qui ont abouti à ce rassemblement et pour la lutte pour construire le mouvement révolutionnaire international de la jeunesse.

Partout, la jeunesse révolutionnaire doit se consacrer avant tout à la tâche de développer la théorie marxiste, à travers la lutte contre l'idéologie bourgeoise sous toutes les formes qu'elle prend dans le mouvement ouvrier. C'est la seule base pour combattre les dangers de l'aventurisme, de l'activisme et du militantisme « pur » avec lesquels les révisionnistes et les maoïstes égarent la jeunesse, et qui peuvent seulement conduire à des défaites historiques la classe ouvrière.

Les conditions dans lesquelles, rompant l'accord conclu sur place durant l'après-midi du samedi 3 juillet, lors de la réunion au cours de laquelle le Comité international avait défini son intervention politique dans le rassemblement, la délégation de la S.L.L. déposa cet amendement à la conférence de délégués du samedi soir, qui, sur proposition du rapporteur, Charles Berg, vota à une forte majorité sa prise en considération et son renvoi au Comité de liaison pour l'I.R.J. qui devait sortir du rassemblement d'Essen — tout cela a été exposé dans la déclaration du 24 novembre 1971 du C.C. de l'O.C.I. (8). Nous n'y reviendrons pas ici.

JEUNESSE DE LA PHILOSOPHIE

Contre-exemple de manuel, disions-nous. Ecartons en effet la question du rôle particulier confié à la « jeunesse révolutionnaire » par l'amendement de la S.L.L., il ne s'agit visiblement là que d'une formule imposée par le cadre d'Essen, rassemblement international des jeunes ; il faut, de toute évidence, entendre : « Partout, l'avant-garde révolutionnaire doit se consacrer avant tout à la tâche de développer la théorie marxiste... » Ecartons-la, encore que l'étonnant privilège qui autorise nos spécialistes de la théorie à

(8) Voir Réponse à un acte scissionniste, o.c., p. 5.

jongler avec des catégories telle que « **la jeunesse révolutionnaire** » et « **l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière** » — comme s'il s'agissait de lames d'un couteau suisse dont on replie l'une pour sortir l'autre, selon les besoins —, mériterait bien quelques commentaires supplémentaires. Aux titulaires d'un diplôme de « matérialisme dialectique », bien des choses, c'est clair, sont permises ; la S.L.L. et son secrétaire général se réservant, bien entendu, le monopole de la validation des diplômes.

Que la « jeunesse » ne soit ici qu'un substitut, la déclaration du 24 octobre de la S.L.L. et de ses associés le confirmait en précisant, après un ultime coup de chapeau à « **l'urgence de la formation fondamentale de la jeunesse à la pensée dialectique** » :

Ce qui devenait le plus important dans la préparation des sections était de développer le matérialisme dialectique dans un combat pour comprendre et transformer la conscience de la classe ouvrière dans des conditions objectives changeantes. Ce qui signifie la compréhension et le développement du matérialisme dialectique comme théorie de la connaissance du marxisme.

et dénonçait comme la tare principale de l'O.C.I. son incapacité à « **lutter sur tous les terrains pour le matérialisme dialectique contre les formes dominantes de la philosophie bourgeoise** ».

Ainsi, la lutte historiquement décisive se mène, aux yeux de la S.L.L., non sur le terrain historique réel où les classes sont en lutte, sur le terrain du mouvement objectif du prolétariat pour son émancipation, mais sur le champ de bataille de la philosophie.

Trotsky avait tort de penser que « **la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat** ». En fait, s'il avait eu la chance de pouvoir se mettre à l'école de G. Healy, il aurait dû écrire : « **La crise historique de l'humanité se réduit à la crise du matérialisme dialectique.** » Et somme toute, les gauchistes n'ont pas tellement tort, pour qui il s'agit de « contester » le capitalisme et non de le combattre, d'une lutte d'idées et non du combat historique réel d'une classe, le prolétariat, contre un mode de production occupant une place déterminée dans l'histoire de l'humanité, le capitalisme...

Mais le factum de la S.L.L. éveille encore un autre souvenir. Il est impossible ici de ne pas penser à un texte qui eut son heure de gloire, dont l'auteur commençait par définir « **le matérialisme dialectique** » comme « **la théorie générale du parti marxiste-léniniste** » et écrivait ensuite :

Ce qui fait la force et la vitalité du marxisme-léninisme, c'est qu'il s'appuie sur une théorie d'avant-garde qui reflète exactement les besoins du développement de la vie matérielle de la société, c'est qu'il place la théorie au rang élevé qui lui revient, et considère comme son devoir d'utiliser à fond sa force mobilisatrice, organisatrice et transformatrice.

DEGRADATION DOGMATIQUE DU MARXISME

On l'aura reconnu sans doute le fameux texte de Staline : **Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique.** Qu'on ne nous fasse pas dire ce que

nous ne disons pas, nous n'accusons pas la S.L.L. de stalinisme. Il s'agit de tout autre chose. La dégradation du marxisme en idéologie, en un dogme particulier, dont la défense et le développement se déroulent dans un monde à part, nettement séparé du monde réel où les classes sont en lutte, du mouvement historique réel du prolétariat pour son émancipation, répond à un besoin politique précis : justifier à l'avance et une fois pour toutes l'activité politique d'un groupe déterminé, fût-elle marquée du signe de l'empirisme ou du pire opportunisme (ou des deux), au nom du nouveau dogme, « le matérialisme dialectique » ; lequel groupe s'en ordonne détenteur et interprète exclusif, de telle sorte que le « **marxisme** », c'est ce qu'ils disent et font, l'« **opportunisme** » et le « **révisionnisme** », etc., c'est ce que disent et font les autres... Ne possèdent-ils pas le Grand Secret, la « **théorie de la connaissance** » ? Eux seuls, donc, peuvent connaître ; les autres ne peuvent qu'ignorer.

Qu'une telle « théorie de la connaissance » sans « **savoir réel** » (9), forme vide sans contenu, n'ait rien à voir avec le marxisme, il est à peine besoin de le dire. Le matérialisme dialectique est théorie de la connaissance dans la mesure même où la « connaissance » n'est qu'un moment, un élément distinct mais inséparable de l'activité pratique-historique de l'humanité ; la théorie matérialiste de la connaissance ne se sépare pas de ce processus historique, elle se situe à sa pointe extrême ; elle tend à en résumer, en synthé-

tiser, en rendre consciente la totalité. Le « développement » du matérialisme dialectique en tant que théorie de la connaissance ne constitue pas une branche à part du savoir humain, mais est au contraire inséparable du développement du savoir réel, de la science.

Le matérialisme dialectique-historique, le marxisme est la théorie du mouvement historique du prolétariat pour son émancipation, son expression consciente, dans la mesure même où il en est un élément distinct, mais nullement séparé. La défense et le développement du marxisme se mènent sur le même terrain : celui de la lutte de classe prolétarienne.

Le développement de la conscience de classe, donc du marxisme, n'est possible que par l'organisation. Il se mène sur le terrain de la lutte pour le parti politique international de classe du prolétariat, donc pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui en est le contenu historique actuel. Il se mène dans un cadre organisé, dans un cadre politico-organisationnel précis : celui que définit le programme de la IV^e Internationale, dernier mot, résultat suprême du matérialisme dialectique en tant que théorie de la connaissance de la lutte du prolétariat pour son émancipation.

(9) Voir ci-dessous le texte de Marx et Engels auquel nous empruntons cette expression et qui a été repris dans l'exposé fait par le camarade Lambert au camp de la S.L.L.

MATERIALISME DIALECTIQUE ET PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE

Le marxisme procède de la totalité concrète du mouvement historique de la classe ouvrière pour analyser chacune de ses déterminations. Le programme de la IV^e Internationale exprime le résultat de l'analyse de ce mouvement dans sa totalité. Lui opposer une théorie au-dessus de la théorie, un programme au-dessus du **Programme**, c'est naturellement se préparer à tourner le dos au **Programme**, à privilégier, donc à opposer telle ou telle de ses déterminations particulières à sa totalité.

Pour le programme de la IV^e Internationale, la tâche suprême, la totalité concrète, c'est la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale avec **toutes** ses déterminations, à l'Est et à l'Ouest, dans l'île et sur le continent, considérée comme une réalité UNE sur la base de l'unité mondiale de la lutte des classes.

Pour le « **matérialisme dialectique** », considéré comme au-dessus du **Programme**, donc distinct du **Programme**, donc opposé au **Programme**, c'est évidemment autre chose... Ne voulant pas faire face aux tâches politiques, avec toutes leurs implications, de la reconstruction de la IV^e Internationale — donc de la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne —, la S.L.L. ne peut que tendre à larguer ses amarres avec le programme de la IV^e Internationale, expression suprême du marxisme, au nom... du « **matérialisme dialectique** ».

On sait que, selon la déclaration de la S.L.L. et de ses associés en date du 24 octobre 1971, « **la véritable scission** » eut lieu à Essen. Cela n'empêcha pas une forte délégation de l'O.C.I. de participer en août 1971 au camp d'été de la S.L.L.-Y.S. Ce camp portait sur le matérialisme dialectique. Et ce fut le camarade Lambert qui, sur l'invitation du camarade G. Healy, fit le dernier rapport de ce camp. Mieux encore, si incroyable que cela puisse paraître, ce rapport du camarade Lambert fut la **conclusion politique** de fait du camp de la S.L.L. Car, après la sienne, il n'y eut plus aucune intervention, sinon l'allocution de quelques minutes avec laquelle le camarade G. Healy leva le camp... Cela, donc, après Essen et la « **véritable scission** ». Etait-ce une ultime manifestation des « **patients efforts** » que l'on sait? En tout cas, ils y furent particulièrement peu « **correctifs** », puisque ni le camarade Healy ni aucun autre ne formula la moindre objection au rapport du camarade Lambert, dans lequel devaient pourtant bien se manifester l'« **hostilité à l'égard de la théorie** », le « **rejet du matérialisme dialectique** », etc., qui, bien avant l'été 1971, avaient fait prendre à l'O.C.I. « **le chemin du liquidationnisme** ». A défaut de précisions de la S.L.L. sur ce point, le lecteur pourra prendre connaissance ci-après du contenu de ce rapport du camarade Lambert (10).

(10) Le rapport n'ayant pas fait l'objet d'enregistrement, ce qui suit a été rédigé sur la base des notes détaillées de son auteur et donne le sens exact de ses paroles, sans toujours prétendre à les restituer mot pour mot.

AOUT 1971 : LE RAPPORT DE LAMBERT SUR LA PHILOSOPHIE MARXISTE CONCLUANT LE CAMP DE LA S.L.L.

Celui-ci, après avoir remercié la direction de la S.L.L. de son invitation, commença par délimiter le cadre dans lequel il apportait sa contribution :

Nous faisons partie du Comité international. Cela veut dire que, pour nous tous, les sections du Comité international, l'Internationale, la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938, son programme, sa continuité et la lutte pour sa reconstruction sur la base de son programme constituent le cadre même de toute notre activité.

Le combat pour la révolution prolétarienne se fonde sur la place qu'occupent les travailleurs dans les rapports sociaux de production, sur le prolétariat, classe internationale dont la mission consiste, dans son mouvement historique propre vers son émancipation, à conduire l'humanité vers le socialisme en brisant le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats bourgeois qui en sont les gardiens. Le socialisme est **nécessaire** à la poursuite du développement historique de l'humanité, car les forces productives étouffent dans le cadre étriqué des Etats nationaux et de la propriété privée des moyens de production.

On connaît le passage fameux où, en conclusion de sa brochure **Ludwig Feuerbach**, Engels dépeint le prolétariat allemand comme l'héritier de la philosophie allemande :

« ... Ce n'est que dans la classe ouvrière que le sens théorique allemand se maintient intact... La tendance nouvelle qui a reconnu dans l'histoire du développement du travail la clef qui permet de comprendre l'histoire de la société tout entière s'est adressée d'emblée de préférence à la classe ouvrière et elle y a trouvé la compréhension qu'elle ne cherchait ni n'attendait de la science officielle. Le mouvement ouvrier allemand est l'héritier de la philosophie allemande. » (11)

Il en ressort clairement qu'Engels ne considérait pas l'accession de la classe ouvrière allemande à la théorie comme un phénomène spontané. On pourrait aussi bien scute nir sinon que l'émancipation de cette classe est un phénomène spontané. C'est, au contraire, comme Engels l'explique, dans le cadre du « **mouvement ouvrier allemand** » que se réalise la fusion du prolétariat et de la « **tendance nouvelle** », le marxisme. Ce n'est que par la médiation de son organisation qui la constitue comme classe, du parti de classe, que l'émancipation des travailleurs peut être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Ce n'est que par la construction du parti international du prolétariat que la classe ouvrière peut assumer la théorie, la méthode, le matérialisme dialectique, qui trouve son expression suprême dans le programme de la IV^e Internationale. C'est ainsi qu'il faut comprendre Trotsky lorsqu'il définit le marxisme comme l'expression consciente d'un processus historique inconscient.

Ce n'est pas dans le cerveau de Marx et d'Engels qu'a pris naissance la lutte des classes, phénomène objectif. Mais ce sont Marx et Engels qui, avec le **Manifeste du parti communiste**, ont muni le prolétariat de son programme, c'est-à-dire de l'expression la plus concentrée de la théorie dialectique telle qu'elle s'élabore historiquement dans la détermination la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat, le parti international de classe. International, car le prolétariat, classe de la société bourgeoise au sein de laquelle il est né, ne peut accomplir sa mission historique de destruction de la société bourgeoise qu'en détruisant d'abord les Etats nationaux bourgeois ; mais il ne prend alors le pouvoir, dans tel ou tel pays, que comme le représentant du prolétariat mondial, et ne peut

(11) F. Engels, **Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande**, dernier paragraphe, dans Marx-Engels, **Etudes philosophiques**, Editions sociales, 1961, p. 60.

achever de remplir sa mission historique que dans le cadre international.

Ces considérations sur la relation dialectique qui unit la nécessité de reconstruire la IV^e Internationale et la nécessité de construire le parti révolutionnaire dans chaque pays donnent le cadre de mon intervention.

J'interviens comme membre du Comité international, militant de l'O.C.I. et, dans cette mesure même, membre de la Socialist Labour League qui lutte pour la construction du parti international de classe en Angleterre. C'est donc que ma contribution s'insère, dans les objectifs fixés à ce camp par la direction de la S.L.L.

A une question posée par un participant au camp à propos de l'attitude de l'O.C.I. à Essen, le camarade Lambert refuse alors de répondre, et précise :

Conscient de mes responsabilités en tant que dirigeant de l'O.C.I. et membre du Comité international, je ne me sens pas en droit de changer, en y ouvrant cette discussion, le cadre et les objectifs que la direction de la S.L.L. a elle-même décidés pour ce camp. Comme on le dit en France : n'attendez pas de moi que je vous révèle ici des secrets d'alcôve sur le Comité international...

LA POSITION DU PROLETARIAT EN PHILOSOPHIE

Abordant la caractérisation de la position du prolétariat en philosophie, le camarade Lambert se réfère aux passages bien connus de **L'idéologie allemande**, le premier ouvrage de Marx et d'Engels à se situer pleinement sur le terrain du matérialisme historique (et qui a constitué le document programmatique de base pour la construction de la première organisation communiste, les Comités de correspondance communiste) :

« C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commence donc

la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique, du processus de développement pratique des hommes. Les phrases creuses sur la conscience cessent, un savoir réel doit les remplacer. Dès lors qu'est exposée la réalité, la philosophie cesse d'avoir un milieu où elle existe de façon autonome. A sa place, on pourra tout au plus mettre une synthèse des résultats les plus généraux qu'il est possible d'abstraire de l'étude du développement historique des hommes. Ces abstractions, prises en soi, détachées de l'histoire réelle, n'ont absolument aucune valeur. Elles peuvent tout au plus servir à classer plus aisément la matière historique, à indiquer la succession de ses stratifications particulières. Mais elles ne donnent en aucune façon, comme la philosophie, une recette, un schéma selon lequel on peut accommoder les époques historiques. » (12)

Ou encore :

« Il faut laisser de côté la philosophie, il faut en sortir d'un bond et se mettre à l'étude de la réalité en tant qu'homme ordinaire : il existe pour cette étude, même sur le plan littéraire, une énorme matière que les philosophes naturellement ignorent... La philosophie est à l'étude du monde réel ce que l'onanisme est à l'amour sexuel. » (13)

Ce qui amène, poursuit Lambert, les auteurs à souligner que la spéculation, l'idéologie n'ont pas d'histoire :

« Et même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement du processus de leur vie matérielle que l'on peut constater empiriquement et qui reposent sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement ; ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle et leurs rapports matériels, transforment, avec cette réalité qui leur est

(12) K. Marx — F. Engels. **L'idéologie allemande**, Editions sociales, 1968, pp. 51-52 (N.D.L.R.).

(13) Idem, p. 269 (N.D.L.R.).

propre, et leur pensée et les produits de leur pensée.» (14)

Marx et Engels soulignent ainsi que la pensée philosophique spéculative qui se sépare de l'activité pratique de l'humanité (et du « savoir réel » qui ne s'accumule que par l'activité pratique), qui nourrit l'illusion de constituer un domaine en soi, une branche indépendante de la connaissance, le « domaine de la théorie », dégénère en l'une des formes kaléidoscopiques de l'idéologie qui justifie les rapports d'exploitation existants en les mystifiant. Elle est l'expression inconsciente du processus historique, alors que le marxisme en est l'expression consciente, parce qu'il est unité de la théorie et de la pratique. Mais il s'agit du mouvement historique du prolétariat pour son émancipation, et ici l'unité de la théorie et de la pratique, c'est la lutte pour le parti international de classe.

C'est dans ce cadre seulement que la théorie scientifique dialectique, critique, ne dégénère pas en idéologie, qu'elle est en même temps pratique consciente de la lutte pour la révolution socialiste. Si l'on considère maintenant un autre texte célèbre, de Lénine celui-là, le fragment **A propos de la dialectique** inséré dans ses carnets de notes sur la philosophie en 1915, certains lecteurs superficiels pourraient être amenés à y voir une opposition avec le point de vue de Marx. Lénine écrit notamment :

« Ainsi, dans toute proposition on peut (et l'on doit) déceler comme dans un "alvéole" (une "cellule") les germes de tous les éléments de la dialectique, montrant ainsi qu'elle est propre à toute connaissance humaine en général. Les sciences naturelles nous montrent (et c'est ce qu'il faut encore une fois faire voir à l'aide de n'importe quel exemple très simple) la nature objective avec ses mêmes qualités, la transformation du particulier en général, du contingent en nécessaire, les transitions, les modulations, le lien réciproque des contraires. La dialectique est précisément la théorie de la connaissance (de Hegel et) du marxisme : voilà "un aspect" (ce n'est pas un "aspect", mais le fond) qui a échappé à Plekhanov, pour ne rien dire des autres marxistes. » (15)

Il n'y a en fait aucune opposition. Lénine envisage le processus de l'histoire (histoire de la nature, dont l'histoire de l'humanité est une partie) dans sa tota-

lité, et l'expression suprême de ce processus dans la conscience de l'humanité, la méthode dialectique, méthode de la connaissance du marxisme.

Marx et Engels se situent à un moment déterminé de ce processus, au moment de l'histoire où le prolétariat, pour se constituer comme classe consciente de sa mission historique, doit rompre avec l'idéologie bourgeoise comme avec les systèmes utopico-philosophiques qui prétendent régler ses problèmes en dehors des conditions matérielles, historiques. C'est le moment où Marx vient d'écrire : **« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer. »** Il s'agit désormais de révolutionner les conditions réelles, et à partir de là les hommes.

C'est ainsi que le mouvement historique dans sa totalité est un processus dialectique, où les notions de l'identité et de l'unité des contraires doivent être analysées dans leurs actions et interactions réciproques.

L'INDIVIDUEL ET L'UNIVERSEL

On a posé hier dans ce camp la question du rapport entre l'individuel et l'universel. Ils sont identiques du point de vue du processus envisagé dans sa totalité. Mais, dans la société bourgeoise, l'individu, notamment le prolétaire individuel, est aliéné : ses conditions d'existence matérielle et intellectuelle donnent à sa vie, à sa pensée, un caractère borné, étriqué, qui reflète les rapports quotidiens du monde de l'exploitation et non la lutte émancipatrice du prolétariat comme classe. Il n'accédera à l'universel que par la révolution prolétarienne, qui est un moment de la conscience du

(14) Idem, p. 51. (N.D.L.R.)

(15) Lénine, **Cahiers philosophiques**, Editions sociales, 1955, p. 281. Un peu plus haut, p. 280 (après avoir rappelé la méthode de Marx dans **Le Capital**), il relevait : « Telle doit être la méthode d'exposition (respectivement d'étude) de la dialectique en général (car la dialectique de la société bourgeoise n'est pour Marx qu'un cas particulier de la dialectique)... »

prolétariat. Il ne peut tenter d'atteindre l'universel, échapper à l'aliénation, accéder à la liberté, au contrôle des produits de sa propre activité que dans et par la lutte des classes.

Dans la société capitaliste, le seul domaine de la liberté, c'est-à-dire du contrôle de la nécessité, c'est la lutte pour la destruction du vieux monde. Mais cette lutte n'accède au niveau suprême, universel, de la conscience que dans le cadre organisé de la lutte pour le parti international de classe du prolétariat. Dans les conditions historiques de notre époque, c'est dans ce cadre, mais dans ce cadre seulement, que l'individu peut exprimer l'universel, échapper à l'aliénation, accéder à l'unité consciente de la théorie et de la pratique — universalité toujours menacée, toujours remise en cause, toujours à reconquérir, qui sera au contraire la situation naturelle du citoyen de la société socialiste sans classe.

Je n'ai naturellement pas la possibilité, dans le laps de temps qui m'est imparti, d'aborder tous les problèmes que vous avez soulevés. Mais peut-être ces indications succinctes vous ont-elles au moins permis de vous assurer que l'O.C.I., dans les formes et le cadre qu'elle a décidés, mène, en ce qui la concerne, la bataille pour le matérialisme dialectique. Le point de vue selon lequel nous « méprisons la théorie » ne peut provoquer chez nous qu'un certain sentiment d'amusement. Nous sommes des trotskystes, et certains d'entre nous ont eu le privilège de se former politiquement à une époque où Trotsky était vivant, d'apprendre à son école que la forme suprême de la lutte pour la théorie c'est la lutte pour le parti international de classe.

J'aimerais maintenant aborder le problème de l'abstrait et du concret à la lumière des notions que je viens d'analyser concernant l'identité et l'unité des contraires. Je l'aborderai à travers l'expérience de la IV^e Internationale, en examinant les origines de la crise pabliste et de la scission de 1951-1953.

PREHISTOIRE DU PABLISME

Dans les documents élaborés par la direction internationale de 1944 à 1951, et qui restaient abstraitement, formellement sur la base du **Programme**, on peut

en effet retrouver les germes qui devaient aboutir en 1950-1951 à la crise pabliste, puis à la scission en 1952-1953 par la transformation du centre organisateur de la IV^e Internationale en un centre liquidateur. On peut les y trouver sous forme d'erreur de méthode, de dissolution de l'unité de l'abstrait et du concret, de l'objectif et du subjectif.

C'est ainsi que, par exemple, dans la résolution adoptée par la conférence internationale d'avril 1946, on pouvait lire : « **La situation internationale est dominée par la puissance que la conjoncture de la guerre a conférée aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S. et par leurs rapports réciproques.** » (16)

Et le **Manifeste** publié par cette conférence précisait que « **la politique mondiale, pour toute la période qui s'ouvre devant nous, est caractérisée par cette contradiction fondamentale** » [la contradiction « **entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union soviétique** »] (17). Cependant la résolution sur « **La situation mondiale et les tâches de la IV^e Internationale** » adoptée par le « 2^e congrès mondial » (1948), étudiait dans l'ordre les points suivants : « **1) la situation économique, 2) l'évolution des rapports internationaux, 3) les antagonismes sociaux** » ; sous la seconde rubrique, on pouvait lire cette caractérisation :

« **L'antagonisme U.R.S.S. - Etats-Unis domine de loin la scène internationale, mais il n'éclipse pas totalement les antagonismes secondaires ni l'importance d'autres facteurs dans les développements politiques en d'autres pays du monde.** » (18)

Cependant, le troisième chapitre s'ouvrait sur cette affirmation :

« **La polarisation, sur le terrain des rapports internationaux, entre l'U.R.S.S. et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes.** » (19)

(16) Quatrième Internationale, numéro d'avril-mai 1946, p. 15.

(17) Idem, p. 40.

(18) Quatrième Internationale, vol. 6, n^{os} 3-4-5, mars-mai 1948, p. 11.

(19) Idem, p. 13.

La méthode de Marx consiste, comme il l'a expliqué lui-même (20), non pas à partir de la réalité « concrète », mais à en dégager par l'analyse les déterminations abstraites les plus simples et les plus fondamentales (la valeur d'échange, par exemple, en économie) pour reconstruire, à partir de là, la totalité concrète de la réalité comme « **synthèse de multiples déterminations, donc unité de la réalité** ».

C'est cela, la théorie matérialiste de la connaissance. La méthode des textes que nous venons de citer consistait au contraire — au lieu de partir de la détermination fondamentale, de la contradiction fondamentale, la lutte mondiale entre bourgeoisie et prolétariat, pour analyser les différentes déterminations de la réalité, notamment l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les impérialismes, comme des expressions particulières, spécifiques de cette contradiction fondamentale, où se retrouvent, dans une articulation particulière, spécifique, toutes les déterminations, tous les « moments » de celle-ci — à prendre pour point de départ de leur analyse, une détermination particulière, « concrète », en fait superficielle, celle de « **l'évolution des rapports internationaux** », avec à la base l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, antagonisme dont on déduit ensuite, comme un élément « parallèle », l'analyse de la contradiction fondamentale, rebaptisée : « **accentuation des antagonismes de classe** », et « **polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes** », chacun de ces pays étant alors considéré à part. La contradiction fondamentale, la lutte mondiale entre prolétariat et bourgeoisie disparaît en fait de l'analyse, son unité est volatilisée entre ses déterminations particulières, « concrètes », dont certaines se trouvent tour à tour privilégiées.

La fidélité abstraite aux principes du **Programme** ne pouvait rester indéfiniment compatible avec l'abandon de la méthode du **Programme de la IV^e Internationale**. En prenant pour fondement, non la lutte des classes, mais son expression phénoménale dans l'antagonisme U.R.S.S.-Etats-Unis, on frayait la voie à la théorie pabliste de la « **guerre-révolution** » au nom de laquelle, à partir de 1951, le S.I. révisionniste devait exiger la capitulation des trotskystes devant la bureaucratie du Kremlin, dirigeants de « **la guerre qui vient** » entre l'U.R.S.S. et le bloc militaire de l'impérialisme, donc promus par

Pablo-Mandel-Frank au rang de dirigeants attitrés de la révolution prolétarienne, puisque celle-ci n'était plus à leurs yeux qu'une simple détermination particulière et subordonnée de la troisième guerre mondiale.

C'est que, au moment où commence la crise pabliste ouverte et où la section française la première, et seule pendant près de trois ans, va engager la lutte contre le révisionnisme (fin 1950-début 1951), au moment où va se réunir le « troisième congrès mondial » (1951), le déséquilibre du système capitaliste replâtré en 1946 est déjà redevenu patent. Menacés de récession, les Etats-Unis se sont engagés dans une nouvelle phase de la transformation des forces productives en forces destructives, dans une économie d'armements massifs, dont la guerre de Corée marque la première explosion — comme préparation à l'agression contre la révolution chinoise. La crise conjointe de la bureaucratie et des régimes instaurés en Europe orientale entre elle aussi en rupture d'équilibre.

LA MYSTIFICATION OBJECTIVISTE

C'est à ce moment que le « 3^e congrès mondial » adopte, contre le seul vote de la section française, des **Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la IV^e Internationale** dans lesquelles on peut lire :

« **Les conditions objectives déterminent à la longue le caractère et la dynamique du mouvement des masses qui, porté à un certain niveau, peut avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution. Cette conception continue d'être à la base de notre optimisme révolutionnaire et éclaire notre attitude envers les Partis communistes.** » (21)

(20) Dans la grande **Introduction** inachevée à la **Contribution à la critique de l'économie politique**, écrite en 1858 et publiée par Franz Mehring en 1908. Voir K. Marx, **Contribution à la critique de l'économie politique**, Editions sociales, 1957, pp. 164-165. (N.D.L.R.)

(21) **Quatrième Internationale**, vol. 9, n^{os} 8-10, août-octobre 1951, p. 24.

Et un peu plus loin :

« Il s'agit maintenant d'achever de consolider et d'amplifier ce processus [le « cours nouveau du trotskysme », son « insertion dans le mouvement réel des masses », selon les alinéas précédents] en vue de livrer avec succès les batailles décisives en perspective, d'aider au maximum, de notre mieux le processus objectif révolutionnaire dans un monde qui s'écroule. » (22)

La dégradation de la théorie matérialiste dialectique de la connaissance, la rupture de son unité, sa décomposition en objectivisme-subjectivisme est ici achevée. Ici se paie l'incapacité d'assimiler la dialectique de l'unité et de l'identité des contraires. Les « conditions objectives », ce sont celles de l'antagonisme U.R.S.S.-Etats-Unis; les « antagonismes de classe » ne sont même plus un élément parallèle, mais entièrement subordonné; et ce processus objectif surmontera par son propre mouvement « tous les obstacles subjectifs », donc assurera fatalement, mécaniquement la victoire mondiale définitive de la révolution prolétarienne, la solution du problème de la direction révolutionnaire, grâce à un ersatz convenable. Le rôle des trotskystes n'est plus que « d'aider au maximum le processus objectif » — d'aider de leurs conseils éclairés de spécialistes de la théorie ceux entre les mains de qui l'Histoire a remis les rênes du processus objectif (qui, ne l'oublions pas, peut avoir raison de tous les obstacles subjectifs par son propre développement) : les dirigeants de « l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire » (comme l'appelait Trotsky, qui, lui, connaissait la dialectique de l'unité et de l'identité des contraires), les bureaucrates contre-révolutionnaires du Kremlin et leur appareil international, dont Pablo-Mandel-Frank invitaient dès lors les trotskystes à « apaiser la méfiance » en démontrant leur aptitude à « être des instruments valables de sa politique unitaire ».

Dans la dernière partie de son exposé, Lambert montre alors comment, si les groupes ou les individus auxquels le S.I. a tour à tour confié le sceptre de mandataires attitrés du « processus objectif » ont pu varier, la méthode restait la même.

Ce furent d'abord, avant même la tenue du « 3^e congrès mondial », Tito et la direction du P.C. yougoslave, Belgrade étant déclaré susceptible de devenir « nouveau centre de la révolution mondiale ». Puis, le processus objectif n'ayant sans doute pas atteint un « niveau » suffisant pour surmonter les « obstacles subjectifs » qui entravaient l'accession de Mandel au rang de « conseiller marxiste » du groupe dirigeant de Belgrade, ce fut le tour de la bureaucratie du Kremlin elle-même. Après quoi vint Sekou Touré, chef de la « Guinée socialiste », l'homme qui avait dit « non » à de Gaulle (Krivine et Weber, il est vrai, ne devaient même pas s'avérer capables d'en faire autant en avril 1969 !). Puis, ce furent les dirigeants bourgeois des Etats compradores du Proche-Orient, promus au rang de mandataires d'un nouvel avatar du « processus objectif », la « révolution arabe » — et, pour justifier le mythe de la « révolution arabe », la fabrication d'un autre mythe, celui de la « nation arabe », le tout aboutissant au soutien de Nasser et des dirigeants petits-bourgeois des divers groupes palestiniens, au moment même où ceux-ci se préparaient à livrer les masses palestiniennes au couteau du boucher Hussein.

Ce fut enfin, ou en même temps, le « marxiste naturel » Castro, et la mythologie de la guerre de guérilla, une forme particulière, une détermination spécifique de la lutte des classes dans des conditions déterminées étant à son tour privilégiée et mise à la place du processus d'ensemble

(22) Idem, p. 27.

— pour aboutir finalement au soutien des actes individuels ou de petits groupes prétendant « exemplaires », rompant ainsi avec toute la tradition du marxisme, notamment du marxisme russe, qui s'est formé dans la lutte contre le « terrorisme individuel » de la **Narodnaia Volya**.

Le dénominateur commun de toutes ces formes successives de

PREMIERES CONCLUSIONS

Or, c'est cette même dégénérescence de la théorie marxiste de la connaissance, de la dialectique, en objectivisme-subjectivisme qui caractérise les justifications « théoriques » que donne la S.L.L. de son activité : la croyance volontariste, subjectiviste, à un en-soi de la théorie qui garantit à ceux qui le possèdent, lorsque la maturité de la crise objective du capitalisme atteindra un « niveau » suffisant, de voir les masses se détourner spontanément des vieilles organisations et se tourner vers eux, détenteurs de la « théorie », ainsi ravalée au rang de système utopique, de dogme devant lequel les travailleurs tomberont à genoux, pour paraphraser une expression de jeunesse de Marx. Plus précisément, les racines de l'attitude de la S.L.L. et de son recours à la « théorie » pour empêcher tout développement de la discussion d'une stratégie et d'une tactique de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la IV^e Internationale et s'inter-

dégradation du marxisme en idéologie, de la méthode dialectique matérialiste, théorie de la connaissance du marxisme, en empirisme vulgaire doublé de dogmatisme consiste, comme le souligne Lambert dans sa conclusion, à croire que c'est en exprimant les sentiments de la petite-bourgeoisie radicale que l'on conquerra la classe ouvrière.

dire à elle-même toute réflexion, toute élaboration politique véritable — ces racines, il semble qu'on puisse les discerner aisément dans une déclaration faite par Gerry Healy au début de 1971, après une session du Comité international, dans le cadre d'une commission franco-anglaise destinée à élaborer un plan de travail :

« Le développement de la situation dans ce pays [l'Angleterre] est entré dans une nouvelle phase. Ce que nous mettons en avant, c'est le pouvoir. C'est nous qui menons la lutte contre le gouvernement tory, les centristes et les staliniens. Ce qui se prépare ici se résume ainsi : discrédit du pablisme, du réformisme et du stalinisme. Le mouvement international est au seuil d'un bon en avant. Il lui faut prendre position sur la question de savoir par où ce bond passera. C'est en Angleterre que la situation est explosive, et c'est à partir de là que la IV^e Internationale pourra surmonter sa crise... »

Pour le camarade Gerry Healy, il y a ainsi la Grande-Bretagne, terre élue de la révolution prolétarienne et la S.L.L., organisation révolutionnaire élue construisant le parti révolutionnaire dans le pays où se concentre la quintessence de l'internationalisme prolétarien. La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'activité des autres sections, tout cela n'est à

ses yeux qu'un adjuvant de la construction du parti révolutionnaire en Angleterre, un adjuvant de l'activité de la S.L.L., mandataire attitré du « **processus objectif** » (et, naturellement, de Gerry Healy, mandataire attitré de la S.L.L.) Tout cela n'est même pas nouveau. Ce n'est que la caricature de la conception zinoviéviste de l'Internationale communiste...

OUVRAGES DE LÉON TROTSKY

en vente à la S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10^e - C.C.P. La Source 31.697-97

Histoire de la révolution russe	2 volumes, l'un	9,50
Le mouvement communiste en France (Textes choisis et présentés par P. Broué)	1 volume	60,00
1905	1 volume	40,00
L'internationale communiste après Lénine	Tome I	16,00
	Tome II	15,00
Europe et Amérique. Où va l'Angleterre ?	1 volume	
Lénine	1 volume	15,00
La jeunesse de Lénine	1 volume	22,00



Comptes rendus

Antonio GRAMSCI

« Antonio Gramsci est atteint du mal de Pott. Il présente des lésions tuberculeuses au lobe supérieur du poumon droit [...] Il est atteint d'artériosclérose avec hypertension artérielle. Il a eu des évanouissements avec perte de conscience et paralysie qui ont duré plusieurs jours... »

C'est en ces termes qu'au mois de mars 1933 le professeur Arcangeli diagnostiquait l'état du militant communiste italien Gramsci, emprisonné dans les geôles fascistes depuis le 8 novembre 1928, et qui ne mourra pourtant, à quarante-six ans, qu'en 1937. Libre, il eût certainement été exclu du parti, traîné dans la boue, voire assassiné : au moment de sa mort, au terme d'une longue agonie, tombaient dans les caves de la Loubianka les révolutionnaires — de tous pays — de sa génération réfugiés à Moscou, et son bourreau, Benito Mussolini, félicitait Staline d'avoir débarrassé le monde de ces « *gredins* » qui avaient été les compagnons de Lénine.

Après bien d'autres, Giuseppe Fiori s'est attaché à nous donner la biographie du plus grand des communistes italiens (*). La difficulté était considérable, la vie

de Gramsci étant une extraordinaire carrière inachevée, et, comme telle, se prêtant à interprétations divergentes, voire utilisations abusives. Disons tout de suite qu'il a réussi à écrire sur ce sujet un livre passionnant en même temps qu'enrichissant.

Gramsci est né en Sardaigne en 1890, quatrième des sept enfants d'un fonctionnaire de l'enregistrement à qui les rivalités dites politiques entre les clans oligarchiques de l'île vaudront la révocation et la prison : le jeune Antonio, physiquement contrefait — bossu, il ne mesure pas plus d'un mètre cinquante à l'âge adulte — va connaître, à partir de sept ans, la misère noire en même temps que la mise au ban de la société bienpensante. En historien scrupuleux, Fiori ne néglige ni le contexte familial, la solidarité des frères, le courage et le cœur de la *mamma*, ni le contexte social de cette île aux grandes ressources natu-

(*) Giuseppe Fiori, *La Vie de Antonio Gramsci*, Fayard 1970, 367 p. (1^{re} édition italienne, 1966).

relles, mais si profondément misérable que le jeune Gramsci la considéra jusqu'à l'âge d'homme comme une véritable « patrie » qu'il rêvait de libérer. Il décrit avec beaucoup de finesse le « *petit collègue miteux* » où l'enfant fit avec ardeur des études médiocres avec des enseignants de fortune, et, avec un souffle épique, la montée de la colère en 1906, « *l'exaspération des masses affamées* ».

L'explosion est inorganisée, la répression sera féroce : elle renforce Antonio dans ses convictions nationalistes sardes et sa volonté de « *chasser les continen-* »

Aussitôt après, c'est le lycée, où il doit rattraper l'immense retard accumulé les années précédentes dans l'enseignement au rabais, bon pour de petits Sardes. Ce sont les professeurs — dont quelques-uns sont socialistes. C'est le grand frère qui a pris contact à Turin avec le mouvement ouvrier organisé. Fiori, en quelques pages excellentes, restitue cette atmosphère héroïque, la constitution de la première « *union des travailleurs de la mine* », la prise de conscience du prolétariat, ces premiers pas qui ouvrent le jeune infirme à la lutte sociale.

A l'Université, où il doit durement peiner pour obtenir la bourse et où il souffrira de toutes les sortes de privations possibles au cours de ses années d'études, il ne s'enferme pas pour autant dans un univers livresque : il vit, avec plus de curiosité encore que de passion, la grève des métallos de Turin de mars à mai 1913, puis découvre, aux vacances, que l'ennemi du paysan pauvre de son île n'est pas le « *continental* », mais bien les classes possédantes. Il devient socialiste, même s'il n'est pas encore inscrit au parti où son camarade d'études Angelo Tasca l'a précédé et où Palmiro Togliatti les suivra tous les deux.

Apprenti socialiste, Gramsci n'a pas encore les roueries du politicien ni l'expérience d'un militant : il semble bien qu'il ait été d'abord abusé par le revirement de Mussolini, ce chef de file de l'aile révolutionnaire du socialisme qui se vend à l'impérialisme : on lui reprochera longtemps un article d'octobre 1914 où il se prononce, comme lui, pour la « *neutralité active et agissante* », formule pour le moins ambiguë que Mussolini espère bien pouvoir monnayer... Le jeune Gramsci n'est pas de cette pâte. Physiquement affaibli, cruellement désillusionné, il fait retraite. Un an et demi après, il émerge, quelques semaines après la tenue de la conférence de Zimmerwald, et écrit ces lignes qui constituent l'axe de ce que va être sa vie militante :

« A nos yeux, les petits mouvements paraissent grands, car nous les relions à d'autres que nous seuls sentons parce que nous les vivons. Nous nous sentons des molécules dans un monde en gestation, nous sentons cette marée qui monte lentement, mais fatalement, et nous sentons que cette infinité de gouttes qui la forment est solidement liée : nous sentons que, dans notre conscience, l'Internationale vit vraiment. »

Gramsci devient militant et journaliste professionnel.

G. Fiori écrit :

« Le socialisme était la réponse à tous les problèmes qui l'avaient angoissé, y compris les problèmes personnels : il était la solution à la crise. »

Les années qui suivent sont celles de sa marche vers le communisme. L'influence de la révolution russe est là, sans doute, un facteur essentiel, mais pas mécaniquement. A la différence de bien d'autres socialistes révolutionnaires d'Europe qui n'ont retenu de 1917 que l'épisode final, l'insurrection, la prise du pouvoir, Gramsci, qui a dévoré tout

ce qu'il a pu des écrits de Lénine, a retenu les soviets et cherche passionnément en Italie un germe analogue : il pense le trouver dans les « *conseils d'usine* ». Bientôt, l'hebdomadaire qu'il fonde, avec Tasca, Togliatti, Terracini, l'*Ordine Nuovo*, devient aux yeux de tous le « *journal des conseils d'usine* », la préparation de l'appareil d'Etat ouvrier qui concrétisera la révolution prolétarienne. Face à la majorité « *maximaliste* » qui s'enivre de phrases révolutionnaires sans se soucier des voies et des moyens de réaliser la révolution, Gramsci engage la lutte pour la « *rénovation* » du Parti socialiste. C'est sous ce titre qu'il fait adopter par la section turinoise un document dont Lénine écrira, dans les thèses du 2^e congrès mondial de l'I.C., que ses propositions « *correspondent en tous points aux principes fondamentaux de la III^e Internationale* ».

Mais ni la « *rénovation* » ni la « *conquête* » ne seront réalisées. La vague révolutionnaire d'après-guerre a atteint son apogée en Italie avec l'occupation des usines dans la grève des métaux de septembre 1920. Mais le parti demeure aux mains d'une direction centriste, contrôlé par un appareil qui ne croit pas à la révolution. La défaite accroît les contradictions. Le centre du parti, avec Serrati, refuse de se séparer de la droite réformiste, comme il s'y est pourtant engagé en adoptant au II^e congrès de l'I.C. les « *vingt et une conditions* ». La gauche, qu'anime Bordiga — longtemps chef de file de la tendance « *abstentionniste* », partisan du « *boycott* » des élections — s'oriente résolument vers une scission qui rejettera hors de l'Internationale l'écrasante majorité des ouvriers révolutionnaires. Les envoyés de l'exécutif, à Livourne, soutiennent Bordiga : le Parti communiste, enfin constitué, n'est qu'une secte.

Gramsci — élu à son premier comité central — le sait, puisqu'il écrit que « *la scission — l'abandon par la majorité du prolétariat italien de l'Internationale communiste — a sans aucun doute été le plus grand triomphe de la réaction* ». Mais il l'accepte, désormais, comme une nécessité, celle d'« *organiser le Parti dans le feu de la guerre civile* », de « *transformer nos groupes en détachements de guérilla, de la plus atroce et de la plus difficile guérilla que jamais une classe ouvrière ait eu à mener* ». Il n'est pas possible de résumer ici les quelques années de vie militante qui restent encore à Gramsci, face au fascisme en marche, puis dans les premières années de sa domination : il faut lire l'analyse que donne Giuseppe Fiori, l'interprétation qu'il propose de l'attitude parfois réservée de Gramsci sur quelques-uns des problèmes capitaux qui divisent le mouvement communiste.

Pour lui, Gramsci a pris conscience que rien ne se peut faire sans un parti, que tout doit être fait à partir de lui, de l'Internationale, tels qu'ils sont. Fondamentalement d'accord avec la direction de l'Internationale — notamment ses thèses sur le Front unique qui révoltent les gauchistes italiens — il s'abstient de toute critique de la direction bordighiste qui risquerait d'affaiblir un parti déjà fragile, mais, tel qu'il est, irremplaçable. Ce n'est qu'en mai 1924, après un séjour d'une année à Moscou, comme représentant du P.C.I., puis à Vienne, qu'il retourne en Italie, sous la botte fasciste, sous la frêle protection d'un récent mandat de député et d'une immunité parlementaire très théorique. Il a fait du fascisme une analyse lucide, tenté jusqu'au bout tout ce qui était possible pour redonner l'initiative au prolétariat, et a pu parfois croire y être parvenu : ainsi au lendemain de l'assassinat de Matteotti, quand le fas-

cisme chancelle. Mais cette tâche, déjà extraordinairement difficile en elle-même, est pratiquement irréalisable avec un parti dont les cadres sont en grande majorité restés au stade infantile du gauchisme, sous-estiment la menace fasciste et ses possibilités de destruction, considèrent comme trahison opportuniste toute alliance avec les dirigeants socialistes, et la lutte même pour les libertés démocratiques. Gramsci a conscience que le problème du parti est au centre : s'étant décidé à faire publier ses écrits il rédige une préface dans laquelle il se critique avec beaucoup d'honnêteté.

L'homme, dans ce féroce combat semi-clandestin, paie terriblement de sa personne, malmène jusqu'à l'épuiser son corps frêle déjà gravement atteint. En outre, il est préoccupé par la tournure que prend en Russie la discussion au sein du parti bolchevique. En 1923, lorsque se déroule le débat sur le « *Cours nouveau* », il écrit que l'attaque de Staline contre Trotsky lui est apparue « *irresponsable et dangereuse* ». En 1926, il semble avoir, quant au fond, penché pour les thèses de Staline-Boukharine, à cause de l'accent mis — au moins sur le papier — sur l'alliance entre ouvriers et paysans, mais, en dépit des remontrances d'Ercoli-Togliatti, il met en garde Staline et les siens contre « *des mesures excessives* » et les adjure de ne pas oublier que « *les devoirs des militants russes ne doivent et ne peuvent être remplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international* ».

Sa réflexion, pendant les années d'emprisonnement, le conduira sur une ligne radicalement opposée à celle qu'applique — sur ordre de Staline — son ex-camarade Ercoli-Togliatti. Gramsci pense en effet, comme Trotsky — mais l'un et l'autre l'ignorent — que le processus

de la lutte de classes en Italie « *se développera sur une ligne de reconquête des libertés démocratiques détruites par le fascisme* », et que, dans ces conditions, il n'est pas possible, contrairement à ce que clament P.C.I. et I.C., d'envisager un passage direct de la dictature fasciste à la dictature prolétarienne.

Dans sa prison même, il se heurte à des staliniens qui l'accusent d'être sur des positions « *opportunistes* », voire « *sociales-démocrates* ». En 1930 — contrairement à la légende longtemps orchestrée par des biographes dociles à Togliatti et Staline —, il se prononce contre l'ensemble de la ligne de l'Internationale stalinisée et en faveur des thèses soutenues à ce moment-là par la minorité du bureau politique italien, dont les membres sont exclus du Parti et abominablement diffamés.

L'un d'entre eux, Pietro Tresso, dit Blasco, devenu le dirigeant de l'opposition de gauche italienne, puis un des dirigeants des partisans de la IV^e Internationale (1), écrit à propos de ses dernières années :

« Nous pouvons affirmer que, au moins depuis 1931, et jusqu'en 1935, la rupture morale et politique de Gramsci avec le parti stalinisé était complète. La preuve en est donnée seulement par le fait que pendant ces années la presse a mis une sourdine à la campagne pour la libération de Gramsci, mais aussi par le fait que Gramsci avait été officiellement destitué en tant

(1) Pietro Tresso, dit Blasco, devait toujours ignorer que Gramsci avait été solidaire de lui au moment de son exclusion. Selon Giuseppe Fiori, le frère de Gramsci, Gennaro, avait délibérément menti en racontant le contraire à Togliatti. Sur Blasco, voir l'ouvrage de A. Azaroni, P. Naville, I. Silone, *Blasco*. Pietro Tresso, *la Vie d'un militant*, Paris 1965, 216 p.

que *Chef* du Parti, et que, à sa place, on avait dressé ce clown à tout faire qui s'appelle Ercoli ! Les camarades sortis de prison nous ont communiqué aussi, il y a deux ans, que Gramsci avait été exclu du Parti, exclusion que le Parti aurait décidé de tenir cachée au moins jusqu'à ce que Gramsci ait été dans la possibilité de parler librement » (2).

Antonio Gramsci, dans sa prison, a été assassiné à petit feu ; Mussolini et Staline-Togliatti se sont donné la main pour faire taire définitivement cet homme que, finalement, aucune souffrance physique ne faisait plier. Pietro Tresso devait encore écrire à sa mort :

« En tout cas, les bureaucrates staliniens s'étaient arrangés pour ensevelir Gramsci politiquement avant que le régime mussolinien ne l'achevât physiquement » (3).

Est-il possible cependant de préciser le rôle joué dans ce supplice par sa compagne, Julka Schlucht, épousée au cours de son séjour de Russie en 1922-23, avec qui il ne connut que deux brèves périodes de vie commune, à Moscou, puis à Rome dans ses dernières semaines de liberté, et dont il avait deux garçons ? C'est auprès d'elle que cet homme jeune encore — rendu très réservé par sa terrible infirmité — découvre en 1922 qu'un militant peut aimer, « qu'on ne peut se morceler et n'exercer qu'une seule activité, que la vie est un tout dans lequel toutes les activités se fortifient les unes les autres », que « l'amour fortifie toute la vie, crée un équilibre, une intensité accrue pour les autres passions et les autres sentiments ».

Dix ans plus tard, après des mois et presque des années passées parfois dans l'attente d'une lettre de sa compagne, de nouvelles concernant ses enfants — il ne connaît que l'aîné, mais ne cesse de penser à eux —, il exprime le sentiment de sa défaite en écrivant :

« Lorsqu'on lie sa propre vie à la conquête d'un objectif, et que l'on concentre sur cela toute la somme de son énergie et de sa volonté [...] une partie de l'individu demeure exposée et vulnérable. »

Il dénonce même — et pour son cas regrette — « la faiblesse, la faiblesse de n'avoir pas su oser rester seul, de se créer des liens d'affection »... Il meurt épuisé physiquement et moralement ; une amie écrit :

« Il avait l'air détaché de tout. »

Mais il continue à écrire à son enfant de douze ans des lettres d'une infinie tendresse. Il l'avait connu dans les intervalles de sa vie militante, entre octobre 1925 et septembre 1926, et ne devait jamais plus le revoir (4).

*
**

Il vient de paraître en France les *Lettres de prison* de Gramsci, dans une édition annotée et fort bien présentée (**).

Le texte en est conforme à l'édition italienne de 1965 qui comportait 428 lettres. Il ne s'agit pas malheureusement de l'ensemble des lettres expédiées

(2) *La Lutte ouvrière*, 14 mai 1937.

(3) *Ibidem*.

(4) Dans l'article déjà cité consacré à la mort d'Antonio Gramsci, Blasco écrivait : « Gramsci est mort d'un coup au cœur, on ne saura peut-être jamais qui a contribué le plus à le tuer, les onze années de souffrance dans les prisons mussoliniennes, ou les coups de pistolet dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Piatakov et de leurs camarades, dans les caves de la Guépéou. »

(**) Antonio Gramsci, *Lettres de prison* (Paris, Gallimard, coll. *Témoins*, 1971, 620 p.).

de prison par le dirigeant communiste italien : une partie importante de celles-ci a en effet été égarée. Il faut tenir compte, d'autre part, de la limitation de la correspondance imposée à Gramsci par ses geôliers. Ce n'est qu'au cours des derniers mois de sa vie, alors qu'il se trouvait en « *liberté conditionnelle* », dans une clinique étroitement surveillée, qu'il bénéficia enfin de la possibilité d'écrire autant qu'il le désirait. Mais il était gravement diminué et devait souvent renoncer, non seulement à écrire, mais à réfléchir, y compris sur les thèmes les plus élémentaires.

Cet ouvrage constitue un document exceptionnel, non seulement parce qu'il reflète le drame de la prison, la lutte quotidienne du prisonnier contre le régime inhumain qui diminue tous les jours ses chances de survivre, mais parce qu'il est un pathétique témoignage de la résistance de ce cerveau que, selon sa propre expression, Mussolini avait voulu — et pour cause — « *empêcher de fonctionner* ». Gramsci s'efforce de tirer de sa détention tout ce qui pourrait être positif, essentiellement un travail méthodique, suivi, systématique, de réflexion et de critique. Rien n'échappe à sa curiosité et il adresse à ses correspondants d'impressionnantes listes d'ouvrages couvrant les horizons les plus vastes de la documentation, de la recherche, de l'histoire, de la littérature. Réduit, pendant certaines périodes, à la médiocre littérature autorisée par le régime pénitentiaire « *normal* », il en tire néanmoins la mince substance qu'elle peut — malgré elle — fournir à un militant qui cherche à comprendre le monde et les formes même les plus médiocres de l'expression humaine.

Les *Lettres de prison* restituent le contexte indispensable à la compréhension des *Cahiers de la prison* — l'œuvre

fondamentale de Gramsci — dont seuls des extraits sont aujourd'hui accessibles au lecteur français.

C'est précisément sur les *Cahiers de la prison* que s'est appuyé Jean-Marc Piotte dans son travail sur *La Pensée politique de Gramsci* (***). Son grand mérite est de rechercher ce qu'il appelle « *l'originalité de la pensée politique du communiste Gramsci* », une tâche bien évidemment nécessaire pour lui restituer toute sa dimension, malgré les efforts passés de Togliatti et des siens pour en faire « *un instrument de propagande pour justifier la ligne politique du parti et un objet de rhétorique* ».

J.-M. Piotte considère comme centrale, dans la pensée de Gramsci, la notion d'intellectuel, défini non pas dans son activité — par opposition au manuel — mais par rapport à sa place et à sa fonction dans les rapports sociaux. Pour lui, chaque groupe social — la classe ouvrière et la classe capitaliste notamment — crée, en même temps que lui, « *une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social* ». L'intellectuel n'est donc pas seulement l'idéologue de la classe bourgeoise, il joue un rôle important en suscitant la prise de conscience dans la classe à laquelle il est relié, militant ouvrier s'il est un « *intellectuel du prolétariat* », comme finalement tout militant d'un parti communiste, qui, en tant que tel, exerce cette fonction d'intellec-

(***) J.-M. Piotte, *La Pensée politique de Gramsci*, (Paris, Anthropos, 1970, 302 p.).

tuel, donne à sa classe conscience et homogénéité. Et, dans une recherche intéressante — loin d'avoir abouti — Gramsci souligne l'existence, à côté de ces « *intellectuels organiques* », des intellectuels « *traditionnels* », reliés, eux, organiquement, à des classes décadentes.

C'est à partir de cette définition, nouvelle, de l'intellectuel, que Gramsci aborde le problème du parti de classe, chargé de la prise de conscience, de l'homogénéisation et de la centralisation de toutes les énergies de la classe dans la lutte contre la classe dominante, et dont tout militant exerce une fonction éducative et organisatrice, donc le rôle d'intellectuel. Pourtant, leurs fonctions ne sont pas identiques en tout point ; Gramsci, étudiant particulièrement la structure du Parti socialiste italien, y distingue dans un langage militaire les « *soldats* » — ou militants de base —, les « *capitaines* » — les dirigeants ou encore l'état-major —, et les « *caporaux* » — ces « *cadres* » que le Parti communiste peut gagner et qui amèneront avec eux les « *hommes* ». De toute façon, historiquement, le parti se construit par le haut, c'est-à-dire que « *les capitaines précèdent historiquement les deux autres éléments* ». Le Parti socialiste, dont les « *capitaines* » s'étaient mis au service de la bourgeoisie, ne pouvait qu'imposer une discipline coercitive puisqu'elle était en réalité celle de la bourgeoisie appliquée à la classe ouvrière. Il en va tout autrement dans un parti débarrassé des agents de la bourgeoisie où la discipline devient, selon la formule de J.-M. Piotte, « *assimilation lucide et consciente des directives tracées par l'état-major* », instrument de libération.

L'une des grandes préoccupations de Gramsci a porté sur l'étude de la rela-

tion dialectique entre le parti et la classe. Car le parti n'est pas un organe externe qui « *élèverait* » mécaniquement la classe, et ne se développe qu'en fonction des progrès de la prise de conscience dont il est l'agent dans l'action : le parti éduque et la classe ouvrière l'« *enseigne* », dans un processus organique d'unification, bien loin d'ailleurs d'être linéaire. C'est dans cette interaction dialectique qu'il est possible de saisir les relations entre « *spontanéité* » et « *direction* ».

Gramsci écrit :

« Les conceptions du monde ne peuvent pas ne pas être élaborées par des esprits éminents, mais la "réalité" est exprimée par les humbles, par les simples d'esprit. »

La fonction du parti révolutionnaire est d'unifier la classe et, derrière elle, les autres couches populaires en dégagant sa volonté collective. Deux dangers le guettent sur cette route : ce que Gramsci appelle le « *sorélisme* », et le sectarisme. Le premier — culte de la « *spontanéité* » — condamne la classe ouvrière à demeurer dans sa phase primitive et élémentaire. Le second — tel que Gramsci l'a appréhendé à travers le gauchisme de Bordiga — refuse la « *spontanéité* » au lieu de se fonder sur elle pour l'éduquer, un processus permanent de lutte dont le terme — l'unification de la classe — ne saurait être atteint que par la mise en mouvement de ses couches les plus profondes.

J.-M. Piotte consacre des pages excellentes à la notion d'« *hégémonie* » de la classe ouvrière chez Gramsci : tâche nécessaire pour détruire la légende de « *Gramsci populiste* », profondément ancrée. Soucieux d'obtenir l'appui des « *masses populaires* », il souligne qu'elles ne sauraient avoir de volonté unique et

que le rôle révolutionnaire du prolétariat est déterminé par sa place dans le système capitaliste. Le parti révolutionnaire ne peut être qu'un parti *ouvrier*, par son programme, par sa composition, par son type d'organisation, par les lieux de son combat, au premier chef les syndicats. C'est seulement à partir de cette base solide que Gramsci insiste sur la nécessité pour le prolétariat d'assurer la direction politique de la paysannerie. Et c'est à partir d'elle qu'il s'applique à l'étude du problème capital du *Mezzogiorno*, d'une façon que J.-M. Piotte appelle curieusement la « *nationalisation* » du « *léninisme* ».

Car J.-M. Piotte connaît mieux Gramsci que Lénine. Aussi est-il moins heureux lorsqu'il aborde le fameux problème du « *changement de stratégie* » jugé nécessaire par Gramsci pour la victoire de la révolution en Occident, et, selon sa formule bien connue, du passage de la « *guerre de mouvement* » à la « *guerre de tranchées* ». J.-M. Piotte se trompe en effet lorsqu'il croit que l'adoption, par le 3^e congrès de l'Internationale communiste, du « *mot d'ordre* » de « *Front unique* » ne renvoyait, selon ses termes qu'« *à une analyse de la CONJONCTURE* ».

Le discours de Lénine contre Terracini, porte-parole des gauchistes au 3^e congrès de l'I.C. — qu'il cite pourtant longuement — est un éclatant démenti de cette interprétation, la démonstration que le « *Front unique* » constituait, non une tactique conjoncturelle, mais une stratégie, clairement dégagée par l'analyse de la conjoncture, certes, mais qui était latente aussi bien dans la *pratique* des bolcheviks au cours de la révolution, puisque le « *Front unique* » est la voie de l'unification de la classe, condition de la révolution prolétarienne victorieuse.

C'est ici que l'on saisit les limites de l'effort surhumain que s'est infligé, pour

continuer son combat militant, le prisonnier solitaire. Alors que s'accélère la dégénérescence de l'Etat soviétique, la destruction du parti bolchevique par la bureaucratie montante, tandis que s'accumulent les défaites de la révolution mondiale, il ne reçoit qu'irrégulièrement un quotidien... fasciste et se voit refuser toute revue de l'étranger. L'histoire vivante, l'histoire en train de se faire, se déroule dans un monde duquel il est exclu, alors qu'il pressent l'importance et la signification de tout ce qui, pourtant, lui échappe. Pendant des mois, il réclamera vainement à ses amis et auprès des autorités pénitentiaires qu'on lui procure. *Ma vie* et *La révolution défigurée*, ces deux ouvrages qui détiennent sans doute les clés des questions qui demeurent pour lui incompréhensibles. Quelle valeur accorder déjà à sa prise de position de 1926 pour Staline-Boukharine contre Trotsky, sur la base des informations transmises par Togliatti ? Celle d'une « *condamnation de la révolution permanente* », comme le croit J.-M. Piotte, qui rappelle pourtant qu'il ne considérait la collectivisation rurale comme possible que sur la base d'un puissant développement industriel ? L'insistance qu'il met sur le caractère *national* de la révolution est-elle le signe d'une adhésion au « *socialisme dans un seul pays* » ou bien plutôt, chez cet internationaliste prolétarien authentique, la recherche concrète de la voie révolutionnaire dans les conditions italiennes, opposée au schématisme bureaucratique du centralisme stalinien des années 30 ?

Il ne travaille presque plus depuis un an quand il écrit en 1936, dans une lettre à sa femme, cette phrase révélatrice :

« Après tant de temps, après tant d'événements dont la signification réelle m'a échappé en grande partie [...] »

Pendant sa détention et son interminable agonie, il y a eu la victoire de Staline et l'exil de Trotsky, la répression contre l'Opposition, puis le massacre des vieux-bolchéviks, la révolution chinoise livrée à Chang Kai-chek par Staline, le désastre de l'effondrement sans combat du prolétariat allemand en 1933, la victoire d'Hitler, l'écrasement des milices ouvrières de Vienne, la révolution espagnole, les grèves de 1936 en France... Le cerveau de Gramsci n'a plus de prise sur la réalité : il ne fonctionne plus et semble s'être éteint même avant son souffle.

**

Il existe aujourd'hui une « mode », « gramscienne » comme on dit. Gramsci, pas encore arraché aux mains des staliniens, est tiré à eux, revendiqué par d'autres révisionnistes. Après avoir tenté de faire de lui le précurseur d'une « voie italienne vers le socialisme », on souligne les influences crociennes dans sa pensée, on suggère en lui une tentative de synthèse entre marxisme et idéalisme. On s'appuie sur ses textes consacrés à la paysannerie pour le travestir en « populiste », sur son analyse des intellectuels pour en faire un précurseur de la théorie des « nouvelles avant-gardes », sur son analyse des perspectives italiennes après la chute du

fascisme pour en faire un social-démocrate, sur sa théorie des conseils pour en faire un adversaire du bolchevisme et son analyse du parti pour en faire un... togliattiste.

La vie et l'œuvre de Gramsci démentent ces falsifications intéressées et ces jeux de l'esprit. Devenu communiste, il est resté communiste. Il a été abattu avant d'avoir donné sa mesure, avant d'avoir pris la dimension de l'époque historique qu'il a pourtant marquée de sa réflexion et de son action. Mais les efforts de l'ennemi de classe pour clore à jamais sa bouche et paralyser son intelligence, ceux des staliniens pour défigurer son message, parlent pour lui et jugent sans appel. Non, Antonio Gramsci n'est pas plus aujourd'hui du côté de Brejnev et Luigi Longo qu'il ne le fut hier de celui de Staline et de Togliatti. Il est du côté de tous ceux avec qui il a impitoyablement polémique, dans le camp du communisme, durant sa vie, du côté de Trotsky, du côté de Rosa Luxemburg et de Boukharine — tous assassinés comme lui —, il est du côté de Lénine.

Les communistes, les révolutionnaires, les trotskystes en un mot peuvent le revendiquer : il est bien des leurs, le petit bossu aux yeux bleus qui se battit jusqu'au bout, comme un surhomme.

PIERRE BRABANT.

ABONNEZ-VOUS A "LA VERITE"
C.C.P. Gérard BLOCH 606-23



Sur la Chine...

Intellectuelle d'origine, venue au Parti communiste italien par la Résistance, distinguée par Togliatti, brillante journaliste, longtemps correspondante de l'*Unità* à Paris où elle se lia non seulement avec Althusser, mais avec diverses autres personnalités de l'intelligentsia « de gauche », député de Naples depuis les dernières élections législatives, épouse du chef de la rubrique étrangère du quotidien du Parti, Albeto Jacoviello, Maria-Antonietta Macciocchi est de toute évidence l'un des derniers « luxes » que puisse s'offrir le parti de Longo. Elle est aussi le vivant témoignage de la crise qu'il traverse.

L'ouvrage qu'elle vient de consacrer à la Chine (1), et qui a été traduit dans un délai record, présente l'immense intérêt d'être un compte rendu détaillé d'un séjour de deux mois fait en Chine à la fin de l'année 1970, séjour facilité par les dirigeants chinois qui lui ont ouvert bien des portes jusqu'alors interdites aux observateurs occidentaux, membres ou non d'un parti communiste. Ses carnets de voyage permettent de pénétrer avec elle dans différentes régions de Chine et rendent compte de nombreuses discussions avec des responsables et des militants, voyages, visites, enquêtes, interviews. Les hauts personnages y occupent très peu de place, même si les cadres — anciens ou nouveaux — constituent le gros de ses interlocuteurs, par l'intermédiaire des mêmes intermédiaires, mis à sa disposition pendant deux mois par les autorités chinoises.

Nous le savons, Maria-Antonietta Macciocchi a été stalinienne (2), avec vraisemblablement beaucoup de sincérité, et elle manifeste, depuis le choc de la « déstalinisation » qui a brisé en elle une foi aveugle, une grande indépendance de pensée au sein de son parti en même temps que beaucoup de réserve vis-à-vis de l'Union soviétique post-stalinienne. Ce fut à ses yeux une grande victoire politique que d'obtenir son visa en tant qu'« amie de la Chine », en même temps que l'autorisation de la direction du P.C.I. d'effectuer ce voyage : représentante de l'hétérodoxie du Parti vis-à-vis de l'extérieur, elle nourrit, de toute évidence, de grandes illusions quant aux possibilités de « redresser » son parti et d'y accomplir ce qu'elle appellerait volontiers une « révolution culturelle ».

Fidèle à Togliatti, convaincue de la justesse des thèses de celui-ci sur le « polycentrisme », persuadée que le vieux dirigeant stalinien était, au moment de sa mort, en train d'opérer une révision déchirante et notamment de se séparer de Moscou en ce qui concerne la Chine et son rôle, Maria-Antonietta Macciocchi est partie avec l'intention de rédiger un témoignage, bardée de précautions contre ses propres préjugés de militante d'un P.C. même « réservé »

(1) M.-A. Macciocchi, *De la Chine*, Paris, Seuil, 542 pages.

(2) On peut trouver de fréquentes allusions à ce passé dans ses *Lettres de l'intérieur* du Parti (Maspéro, 1970).

vis-à-vis de Moscou et contre ses propres conceptions de membre de l'intelligentsia d'Europe occidentale, résolue à comprendre avant de critiquer, à observer avant de juger, à sympathiser d'abord, mais aussi à ne pas se laisser une fois de plus « *posséder* » par la propagande et les mythes, fussent-ils chinois, après l'avoir été par ceux du stalinisme russe. Attitude d'esprit positive, facilitant une enquête sérieuse, inspirant confiance au lecteur.

Déjà séduite par l'expérience tchécoslovaque, bouleversée par l'intervention des chars russes à Prague en août 1968, Maria-Antonietta Macciocchi est incontestablement revenue conquise par la Chine, convaincue de la validité de son expérience spécifique, et plus que jamais attachée à la conception togliattiste de la multiplicité des « *modèles* » à travers lesquels passe, selon elle, la construction du socialisme dans... de nombreux pays, ou, si l'on préfère, de types divers de « *socialisme* ». En ce sens, son voyage, qui était déjà l'expression de la crise mondiale du stalinisme, a donné lieu à un livre qui la reflète admirablement et contribue à l'approfondir : la preuve en est donnée par le fait que les dirigeants du P.C.F. en ont catégoriquement refusé l'exposition et la vente à la fête de l'*Humanité*.

Deux traits, si l'on en croit l'auteur, caractérisent cette Chine aux premiers lendemains de la « *révolution culturelle* ». Le premier, c'est ce qu'elle appelle la « *tension fébrile, l'extraordinaire ardeur des masses* », qu'elle décrit minutieusement, non seulement à travers le spectacle de la rue, mais à travers les scènes quotidiennes sur les lieux de travail, usines, chantiers, ports, communes rurales, universités, écoles, et les rencontres avec les « *comités révolutionnaires* » et « *conseils ouvriers d'entreprise* ». Ses narrations et descriptions, les récits de la période de

la révolution culturelle qu'elle transmet, dit-elle, le plus fidèlement possible, contribuent à donner au lecteur le sentiment que les ouvriers et les paysans chinois se sont effectivement mis en mouvement, qu'ils s'efforcent par tous les moyens de maîtriser leur propre vie, depuis leurs études jusqu'à la moindre activité de production, qu'ils sont directement concernés, profondément acteurs de la politique, bref, que la Chine continue à vivre sa révolution, que cette dernière est bel et bien « *ininterrompue* » et que les deux années de la « *grande révolution culturelle prolétarienne* » — quelle que soit l'interprétation qu'on en donne — ne sont que la préface d'événements plus grandioses encore, dans lesquels les masses joueront le rôle essentiel. Il faudrait être aveugle pour n'en être pas persuadé, même sans avoir lu ce livre qui, pourtant, de ce point de vue, apporte un témoignage aussi significatif que le fut celui de Jack Belden pour l'arrivée au pouvoir du P.C. chinois (3).

Le deuxième trait original de la société chinoise nous est livré, dès l'arrivée de l'auteur à Pékin, par cette remarque de la visiteuse italienne qui y voit la « *capitale d'une société d'hommes égaux* ». Elle insiste longuement sur l'absence ou le caractère pratiquement dérisoire des privilèges matériels des fonctionnaires et responsables, l'obligation faite à tous, quel que soit leur rang, de consacrer une partie de leur temps au travail manuel, et la volonté du régime de donner le sentiment qu'il s'agit bien d'une société égalitaire : « *Tout doit être sobre pour ne pas créer l'image d'un contraste de classe* ». Tous les hommes et toutes les femmes qu'elle rencontre le lui répètent à satiété : la Chine, en s'ar-

(3) Jack Belden, *La Chine ébranle le monde* (N.R.F. 1951), dont la réédition est, fort heureusement, annoncée.

rachant en 1950 de la domination impérialiste, a fait un pas décisif vers l'affranchissement de l'humanité tout entière, et les nouveaux rapports de production, nés sur les décombres du système impérialiste en Chine, vivent dans la conscience des masses chinoises. Mais ils ajoutent aussi que cette précieuse conquête a été remise en question par la « *poignée de révisionnistes* » derrière Liu Shao-chi, et que c'est seulement le président Mao qui, en appelant aux masses contre les « *nouveaux seigneurs* » de la bureaucratie du Parti et de l'Etat, a relancé l'activité des masses, éduqué une « *nouvelle génération révolutionnaire* », en un mot évité à la révolution chinoise le destin qui avait été celui de l'Union soviétique et que Mao désigne par la formule « *révisionnisme à la Khrouchtchev* », en un mot la dégénérescence bureaucratique.

En ce sens, sous ces deux angles, le témoignage de Maria-Antonietta Macciocchi constitue un formidable réquisitoire contre les mœurs bureaucratiques de gouvernement, contre le faux « *socialisme* » bureaucratique, contre le stalinisme et ses sous-produits, une vivante apologie de la révolution, c'est-à-dire de l'initiative des masses et de leur responsabilité, de la démocratie ouvrière la plus large, en un mot de ce « *socialisme vivant et créateur* » qui, comme le disait Lénine, ne peut être que « *l'œuvre des masses* ». Les interlocuteurs de la voyageuse italienne le lui démontrent sur tous les tons, par des exemples empruntés à tous les domaines, de l'éducation à la production, de la médecine à l'agriculture, de la recherche scientifique au gouvernement des hommes. Le système qui faisait appel aux « *stimulants matériels* », aux différenciations de salaires, à la création d'une couche privilégiée de bureaucrates « *aux mœurs de seigneurs* », à la persécution des opposants par des méthodes

policières, à la cooptation des cadres et leur désignation par en haut, à la méfiance à l'égard de la jeunesse et au mépris à l'égard des travailleurs, ce système-là était en train de triompher dans la Chine de Mao et aurait triomphé si Mao lui-même n'avait engagé le combat en soulevant les masses, en les appelant à « *faire feu sur le quartier général* », à « *se rebeller* » : nombreux sont les anciens responsables « *engagés dans la voie révisionniste* », les bureaucrates « *rééduqués* » qui viennent, par le truchement de M.-A. Macciocchi, témoigner de leurs fautes passées, de leur mentalité arriérée, de leur pensée et de leur pratique « *révisionnistes* » et qui, remodelés par la critique des masses et le plus souvent par le bain vivifiant du travail manuel qui leur a été imposé, proclament leur reconnaissance pour celui dont la pensée a permis aux masses de les « *rééduquer* » et à eux de reprendre leur place, en fin de compte, avec une mentalité toute neuve de « *révolutionnaires* ».

Il faut l'admettre : Maria-Antonietta Macciocchi a tant de talent, le spectacle de millions d'hommes mobilisés contre la misère, aspirant à la fraternité et à la culture est si captivant que le lecteur sera souvent tenté de la croire sur parole et de reprendre à son compte la version historique que lui donnent des événements de la révolution culturelle ses interlocuteurs rééduqués ou non — version qu'en définitive elle accepte *grosso modo*. Mais il ne faut pas s'y tromper : le spectacle qui transporte l'auteur est incontestablement le grandiose spectacle de la première phase d'une révolution politique à travers laquelle les travailleurs et la jeunesse s'efforcent de reprendre un pouvoir qui leur a été confisqué, afin de préserver et développer ainsi leurs conquêtes sociales. L'explication donnée à M.-A. Macciocchi par ses interlocuteurs chinois fait de ce phéno-

mène un mouvement de « réforme », conçue, d'en haut, par un dirigeant génial... Mais cette interprétation n'est pas soutenable, et, dans les explications qu'elle juge nécessaires pour l'illustrer, Maria-Antonietta Macciocchi se laisse à son tour entraîner dans une voie qui est celle de la falsification historique, comme lorsqu'elle précise, à propos de l'approbation par Mao du comité révolutionnaire de Shanghai, qu'il succédait effectivement à la commune de Shanghai, dont, ajoute-t-elle, la « substance » était « identique », celle de la triple union. Or, il n'est pas besoin de séjourner deux mois en Chine — seulement de suivre les informations officielles — pour savoir que, précisément, Mao s'était opposé à la formule jugée par lui « impraticable » de la « Commune », et qu'il empêcha sa généralisation au profit de celle de la « triple union », qui remettait en pratique le pouvoir à l'armée. La journaliste italienne n'éprouve-t-elle pas quelque gêne en nous rapportant cette affirmation d'un dirigeant du P.C. de Shanghai, suivant laquelle en Russie « les soviets naquirent lorsque le pouvoir se trouva entre les mains des ouvriers et des soldats et que Kerensky ne put plus donner d'ordres » ? Car ce même dirigeant ajoute : « C'est alors, une fois le pouvoir pris, que Lénine généralisa le mot d'ordre : Tout le pouvoir aux soviets ! Sur ce point, le mensonge est nécessaire pour accréditer la thèse réformiste, car il s'agit de la question cruciale. Il faut en effet une falsification historique de cette dimension pour tenter d'expliquer la suppression des communes-soviets de Chine démocratiquement élus, et leur remplacement par des comités révolutionnaires bureaucratiquement imposés, et faire croire simultanément que c'est la voie de Lénine que l'on suit et la construction des soviets que l'on poursuit... »

M. Klaus Mehnert est loin d'avoir le talent et la compréhension des problèmes politiques que manifeste M.-A. Macciocchi, et il appartient incontestablement au camp de la classe ennemie. Mais, dans un ouvrage par ailleurs fort médiocre (4), il a le mérite de reproduire des documents extraordinairement précieux qui constituent un autre témoignage sur la Chine — des documents dont les auteurs, s'ils vivent encore, n'ont pas été suffisamment « rééduqués » pour être jugés dignes d'être les interlocuteurs de la voyageuse italienne. Ce sont en particulier les trois textes, programme, résolution et mémoire *Où va la Chine ?* rédigés et mis en circulation par le Comité de la grande union révolutionnaire prolétarienne du Hunan, en abréviation *Cheng-Wu-Lien*, créé en octobre 1967.

Les documents du *Cheng-Wu-Lien* apportent précisément des réponses sur les deux points capitaux soulignés plus haut. Pour eux, la « révolution de janvier », celle qui porta au pouvoir la commune de Shanghai, avait signifié « le passage du pouvoir des mains des bureaucrates dans celles de la classe ouvrière ». *Où va la Chine ?* explique :

« Le *Cheng-Wu-Lien* est un organe du pouvoir de la dictature des masses, un organe d'un niveau supérieur à ceux de janvier et d'août. Il correspond aux soviets de l'époque de la prise du pouvoir en Union soviétique, tandis que le groupe préparatoire aux comités révolutionnaires de la province peut se comparer au gouvernement provisoire bourgeois de cette époque. La contradiction entre le *Cheng-Wu-Lien* et le groupe préparatoire est analogue à la coexistence d'organes du pouvoir des deux systèmes. Mais en pratique, le pouvoir est entre les mains d'un « gouvernement provisoire », c'est-à-dire

(4) Klaus Mehnert, *Mao contre la nouvelle gauche* (Fayard, 1971). On remarquera le caractère exceptionnellement stupide des explications insérées par l'auteur dans les textes eux-mêmes.

du groupe préparatoire. Le Cheng-Wu-Lien est une création qui peut se comparer aux soviets. C'est la forme embryonnaire d'une Commune... »

Et le programme du Cheng-Wu-Lien fait le point en ces termes :

« Les révolutionnaires prolétariens se sont montrés puérils ; et c'est ainsi que le pouvoir est encore entre les mains de la bureaucratie et que les réformes sont restées superficielles. »

Les jeunes révolutionnaires du *Cheng-Wu-Lien* — dont le théoricien était, selon les dirigeants maoïstes, un lycéen de dix-huit ans — n'ont certes pas les idées claires sur tous les problèmes de la révolution chinoise comme de la révolution mondiale. Ils pensent que la bureaucratie est une « classe » et l'appellent « bourgeoisie rouge » ou « nouvelle bourgeoisie », mais ils en expliquent l'apparition en faisant appel à la méthode marxiste :

« Une phrase de Lénine peut s'appliquer à notre mécanisme d'Etat : "Notre appareil politique est un vestige de l'ancien et a peu changé. Il a été légèrement badigeonné à l'extérieur et conserve pour le reste quelque chose de particulièrement suranné laissé par notre ancien appareil" ... Qu'une classe privilégiée ait pu se former est une preuve que l'état de notre production est défectueux. Bien que les bases économiques semblent généralement socialistes, toute la superstructure géante est au fond capitaliste. Les conditions de la production sont un sérieux obstacle à la naissance de forces productives et la superstructure, de son côté, forme un sérieux obstacle au développement des bases économiques. Comme la transformation socialiste des bases économiques commencée en Chine s'est effectuée sans violence, le changement n'a pas été décisif. Aussi la superstructure n'a-t-elle pas été touchée. Pour l'essentiel, la révolution socialiste n'a commencé en Chine qu'avec la grande révolution culturelle prolétarienne. »

C'est en fonction de cette analyse que les tâches que s'assignent les

jeunes révolutionnaires du Hunan sont la destruction de l'appareil du P.C. — « 90 % des cadres supérieurs » —, celle de l'ancien appareil d'Etat, « l'ancien système d'abus, révisionniste et bureaucratique », l'armement du prolétariat, la dénonciation du « réformisme bourgeois » qui se transforme, à travers les comités révolutionnaires, « en une autre sorte de domination bourgeoise, une domination de bureaucrates bourgeois soutenus par quelques représentants des organisations de masses », la lutte pour le pouvoir de type « Commune populaire de Chine », la « constitution d'un parti politique révolutionnaire ».

Maria-Antonietta Macciocchi n'a pas rencontré en Chine de responsables ni de membres ordinaires de la police politique. Klaus Mehnert reproduit un discours de son chef, Kang Sheng, l'un des dirigeants de la fraction maoïste, dirigé contre le programme du *Cheng-Wu-Lien*. Rien n'y manque de la panoplie traditionnelle du bureaucrate, des méthodes typiques du policier stalinien : attaques calomnieuses, déformation des textes, accusations policières de liens avec la « bande noire », le Kuomintang, l'impérialisme, amalgame entre « Trotsky, Kautsky et Boukharine, de la II^e Internationale » (sic), et les jeunes du *Cheng-Wu-Lien*, accusés de vouloir « rétablir le Kuomintang et la bourgeoisie », jusqu'à la conclusion en forme de coup de massue :

« Par l'article de Yan Hsi-kuang, on peut voir qu'ils ont vraisemblablement puisé chez Trotsky des éléments contre-révolutionnaires. »

La « foule » réunie pour écouter Kang Sheng salue ses attaques contre le *Cheng-Wu-Lien* en scandant : « Nous casserons leurs têtes de chiens ! » L'épisode, retranscrit dans les bulletins de presse chinois à destination de l'étranger, est révélateur : c'est face aux révolutionnaires au-

thentiques, susceptibles d'incarner l'aspiration des masses au pouvoir, que la bureaucratie — y compris son aile maoïste — révèle son véritable visage et parle son véritable langage de brute policière. Mais ce ne sont pas ces scènes-là que l'on montre aux distingués visiteurs d'Occident...

Maria-Antonietta Macciocchi, en dépit d'une évidente bonne volonté et de ses bonnes résolutions, est en train, une fois de plus, de confondre masses et appareil: la vérité est qu'en adhérant à la théorie des « *modèles* », elle ne peut que continuer à s'enfermer dans celle du « *socia-*

lisme dans un seul pays », étendue cette fois à chacun des pays se réclamant du socialisme. Tout de même, une seule petite pensée pour les malheureux Bengalis massacrés par le tueur Yahia Khan à l'aide des armes fournies par le gouvernement chinois ne pouvait-elle au moins lui inspirer plus de réserves et, disons-le franchement, moins de crédulité? Si, pour elle, le maoïsme est « *une critique de gauche* » du stalinisme, où situe-t-elle l'alliance avec le Pakistan, la visite de Nixon? Ou bien ne les avait-elles pas prévues en écrivant son livre?

P. B.

S. E. L. I. O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10^e - C.C.P. La Source 31.697-97

RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE (1917-1923)

par Pierre Broué

Les problèmes du front unique ouvriers, de la trahison des appareils, du gauchisme, de l'ultra-gauchisme, des relations entre les masses, les partis et les syndicats.

Le volume : 95 F.

La révolution allemande (1918-1923)

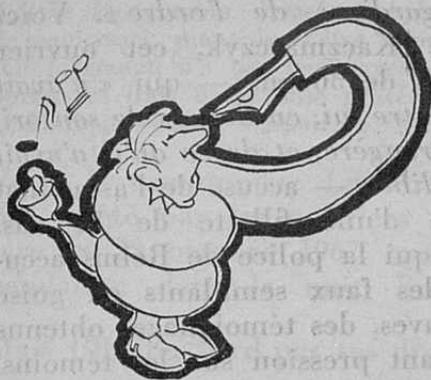
par Pierre Broué

Le socialisme dans un seul pays ou la révolution prolétarienne.

Compte rendu des journées d'études du 24 novembre 1968.

Disponible en quantité limitée.

Le volume : 11 F.



Notes de lecture

Maître Langlois diffame la police en quatre pages...

Cette note de lecture a été écrite il y a plus de huit mois. Mais le livre courageux de Denis Langlois n'a certes pas perdu en actualité ; il en a même gagné, grâce à M. Marcellin. Celui-ci multiplie les poursuites pour « injures et diffamation de la police ». Comme à Charles Berg, secrétaire national de l'A.J.S., et à bien d'autres, c'est au livre de M^e Langlois, *Les Dossiers noirs de la police française*, que s'en est pris M. Marcellin, et l'affaire — les affaires plutôt — sont devant le tribunal au moment où nous mettons sous presse. Plus exactement, M. Marcellin poursuit 4 pages de ce livre sur 233, 4 pages qui font l'objet de 5 procès, ce qui revient à reconnaître que les délits ou les crimes reprochés à la police dans les 229 autres pages ne peuvent faire l'objet d'aucune contestation ; et que, dans les 4 pages en question, M^e Langlois n'est peut-être pas — Marcellin a du moins des raisons de l'espérer — en mesure d'apporter les preuves irréfutables de ce qu'il écrit. Si c'est vraiment le cas, il y a de toute façon de fortes présomptions en faveur de la vérité de ces 4 pages. 229 pages de présomptions !

Comme il le souligne lui-même, c'est au titre de conseiller juridique de la Ligue des droits de l'homme que M^e Denis Langlois, avocat à la Cour, a été amené à rassembler les « *dossiers noirs* » (1) d'où il a tiré ce livre. Il ne s'agit évidemment pas d'un bilan exhaustif des exactions et des crimes de toute nature qui s'accomplissent dans ce domaine : il y faudrait une encyclopédie. Aussi bien, ce livre conduit inévitablement ses lecteurs à la conclusion que ce n'est, somme toute, que grâce à des circonstances fortuites que ces exactions viennent au jour, et qu'il s'en commet dix ou cent fois davantage qui restent à jamais inconnues.

Que penser d'autre quand on lit comment, rue des Ecoles, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1969, un policier a « *cogné à plusieurs reprises sur le pavé* » la tête d'un garçon qu'il a rattrapé à la course avec un collègue ? Il est là, sans connaissance, à terre, « *ses doigts sont étrangement recourbés* ».

« C'est un voyou, dit le policier, il vient de voler une moto. »

Un quart d'heure après, deux cars sont là. On charge dans l'un d'eux le garçon toujours évanoui. Aux passants qui se sont attroupés, un des inspecteurs dit :

« Vous avez mal vu. Il est tombé du premier étage. »

Le 15 juillet, la Ligue des droits de l'homme demande l'ouverture d'une enquête. Un an après, le procureur répond qu'il a classé l'affaire.

« Nul ne saura jamais qui était ce garçon, ce qu'il est devenu. Est-il seulement encore en vie ? » conclut Denis Langlois.

Non, il s'agit seulement dans ce livre d'un florilège de hauts faits

des « *gardiens de l'ordre* ». Voici l'affaire Kaczmarczyk, cet ouvrier polonais de 36 ans — qui « *n'avait rien contre lui, en dehors de son origine étrangère, et de ce qu'il n'avait pas d'alibi* » — accusé de l'assassinat sadique d'une fillette de 12 ans, contre qui la police de Reims accumula des faux semblants en guise de preuves, des témoignages obtenus en faisant pression sur les témoins, tout cela bien mis en scène. Il ne dut son salut, après neuf mois de prévention, qu'à sa défense présentée par un grand avocat, M^e Isorni, ayant au surplus les meilleures raisons personnelles de ne pas désirer faire de fleurs à la police.

Voici les « *morts des commissariats* » : l'atroce mort de Jean-René Thévenin, 24 ans, soudeur, arrêté sans motif apparent dans un café de Chambéry le 15 décembre 1968, retrouvé mort dans la même nuit, « *la tête coincée dans l'ouverture d'aération de sa cellule, les jambes pendant dans le vide* ». L'autopsie a été pratiquée par un médecin, gendre d'un brigadier de police. Il faudrait tout rapporter des manœuvres dilatoires, promesses électorales de Pompidou, déclarations du procureur... Depuis que le livre de Denis Langlois est paru, il y a eu non-lieu. Et maintenant, c'est Marcellin qui poursuit en diffamation les parents de la victime.

Voici Charles Moncomble, artisan couvreur, arrêté le 14 février 1969 par les gendarmes de Lille : le 15, sa femme n'a plus qu'à aller le reconnaître à la morgue. Se constituer partie civile ?

(1) *Les Dossiers noirs de la police française*, Editions du Seuil, 1971.

« Mme Moncomble, écrasée par les dettes de son mari, menacée d'être expulsée de son logement, n'a pas les moyens de supporter les frais d'une telle procédure. Elle a d'ailleurs perdu l'espoir... »

Voici le camionneur Lucien Delattre, arrêté par les policiers de Tarare le 23 octobre 1967, mort par pendaison dans la nuit. Suicide ?

Mais Ubu ne perd pas ses droits.

Il y a aujourd'hui,

« quelque part en Normandie, une femme seule avec trois enfants qui vivent dans une totale misère, car la Sécurité sociale a refusé de considérer que la mort de Lucien Delattre était un accident du travail, puisqu'il ne se trouvait plus sous la subordination de son employeur, mais sous la garde de la police. »

Voici les « *aveux* » extorqués. On se souvient encore de l'affaire de Jean Deshayes, ce docker de Nantes qui avait avoué sous les coups des gendarmes un crime qu'il n'avait pas commis — ses auteurs ayant été découverts par hasard, il a été libéré après plus de quatre ans de prison. Ses tortionnaires ont été promus. L'affaire Jean-Marie Deveaux est, elle aussi, encore dans toutes les mémoires. Mais voici celle de ces trois jeunes cambrioleurs qui, en mai 1969, ont été soumis, au Quai des Orfèvres, au supplice de la baignoire et de l'électricité, comme au bon temps de la Gestapo. Amointris, marchant avec des cannes, atteints de troubles nerveux, les jeunes victimes de ces tortures ont été condamnées à de lourdes peines de prison. Quant à leurs bourreaux, dûment reconnus par eux, ils ont été inculpés grâce au courage « *assez exceptionnel* » d'un juge d'instruction ; mais, vingt mois après les faits, la date de leur procès n'était pas encore fixée.

Voici la liste des *arrestations* suivies de sévices de toute sorte. L'histoire de Georges Féraud, ce commissaire qui, à Romans, dans la Drôme, « *se croyait au Far West et se prenait pour un shérif* ». Féraud passera la mesure. Il tombera officiellement malade, et, sans être muté officiellement, ne reviendra pas dans cette petite ville où il faisait régner la terreur :

« Aux dernières nouvelles, il serait à Clermont-Ferrand. »

Il me faut en passer, et des pires.

Voici le cas de Sylvette Cabrisseau, 23 ans, speakerine à la télévision. Le 16 mai 1970, elle se promène avec une amie avenue Kléber, passe près de l'hôtel Majestic. Elle est rouée de coups par cinq policiers, qui la traitent de « *sale négresse* » — relâchée quelques heures plus tard, inculpée de rébellion et de coups et blessures à agents (ceux-ci affirment qu'elle les a mordus) — et licenciée quelques mois plus tard par le très chrétien O.R.T.F. (« *Malheur à celui — ou celle — par qui le scandale arrive* », comme dit le doux Jésus des flics).

Voici l'« *abus des armes* ». A Louhans, le 12 octobre 1958, les gendarmes tirent et tuent Renée Gudefin, 21 ans, qui se promenait en voiture avec des amis. La voiture était arrêtée. Il n'y avait eu aucun incident mettant en cause ses occupants. Après le meurtre, ses compagnons, avec la voiture où elle se trouvait, prennent la fuite. Les gendarmes rattrapent la voiture, arrêtent les deux autres occupants et déposent l'agonisante sur le bord de la route. Il y aura non-lieu, bien que le tribunal administratif ait conclu à l'entière responsabilité des gendarmes.

Et la liste s'allonge. Voici les jurés de Lyon qui, ayant acquitté, en octobre 1970, les jeunes Raton et Munch « reconnus non coupables de la mort du commissaire Lacroix lors des manifestations de mai 1968 », ont reçu des lettres de menaces sur papier à en-tête du « ministère de l'Intérieur — secrétariat général pour la police ». Cependant, un troisième inculpé, Michel Mougin, 18 ans,

« fut retrouvé agonisant dans une rue de Lyon le 10 février 1970 et mourut à l'hôpital dans des conditions mystérieuses, quelques semaines après avoir été mis en liberté provisoire ».

Voici les victimes de mai 1968 qui, « d'une façon systématique... furent indemnisées selon une procédure aussi discrète que possible, en évitant que les affaires viennent devant les tribunaux. Cela ne permet pas aujourd'hui de savoir quel est le nombre de victimes dues aux excès des forces de l'ordre. Mais il est permis de se demander combien il y a eu de M. Bellet morts au bout de plusieurs mois de souffrances pour avoir respiré un peu trop abondamment ces gaz lacrymogènes que les spécialistes de la préfecture de police s'accordent toujours à trouver totalement inoffensifs. »

Denis Langlois consacre son dernier chapitre à « l'impunité ». C'est d'abord la fameuse affaire de la mort dans les locaux de la police de Bordeaux, en février 1946, du brocanteur Grangé. Celle-ci a fourni le sujet d'un roman, *les Assassins de l'ordre* (2), et d'un film de Marcel Carné. Il faut relire tous les détails — d'autant qu'à l'époque la sensibilité de l'opinion publique était moins émoussée à cet égard par l'habitude — et après quelles scènes incroyables les policiers, défendus par le spécialiste M^e Floriot, seront acquittés, à l'indignation de toute la presse. Voici l'affaire Marguerite

Marty. Voici l'affaire Saulnier... Voici le cas de ces trois agents qui, convaincus de « violences et outrages à la pudeur sur la personne d'une jeune fille de vingt-six ans dans un car de police au cours de la nuit du 9 au 10 décembre 1964 », sont condamnés à de légères peines de prison, assorties du sursis. Voici celui de Mme Roumy qui, sa fillette de 3 ans ayant heurté une vieille dame avec sa poussette, est sauvagement frappée par le fils de la vieille dame, contractuel. Enceinte, elle fait une fausse couche avec complications. Quinze jours avec sursis pour le contractuel, immédiatement amnistié.

Ce livre met à nu l'« horrible machine » policière de l'Etat que dénonçait Marx il y a un siècle. Le bilan, l'auteur — qui a le courage méritoire de désigner par leur nom tous ceux qu'il dénonce (« ceux-ci, écrit-il, ne courent aucun risque d'être sanctionnés, mais à la rigueur celui d'être promus à un poste plus important ») — le dresse dans sa préface :

« Un suspect arrêté peut être gardé à vue dans les locaux de la police ou de la gendarmerie. On a beaucoup parlé, ces derniers temps, de la garde à vue pour demander sa suppression, le maintien de sa durée actuelle ou son allongement. De quoi s'agit-il exactement ? D'une mesure par laquelle la police maintient à sa disposition une personne qui n'est pas encore inculpée et ne fait l'objet d'aucun mandat de justice.

Cette personne suspecte peut être interrogée pendant une durée de vingt-quatre heures sans l'assistance d'un avocat, sans

(2) Jean Laborde, *Les assassins de l'ordre*, Plon, éd. Le livre porte naturellement en exergue : « Aucun rapprochement entre un personnage et une personne réelle, entre l'intrigue et un fait divers réel, etc. »

le moindre contact avec l'extérieur, bref sans aucune garantie. Cette garde à vue peut même être renouvelée pour une seconde période de vingt-quatre heures sur autorisation écrite du procureur ou du juge d'instruction. En fait, cette autorisation est le plus souvent automatique et s'apparente à un blanc-seing. Il en est de même des garanties prévues par le Code de procédure pénale, qui restent souvent lettre morte. Quelle possibilité un individu seul et exténué a-t-il de faire respecter les temps de repos que les policiers doivent lui accorder entre les interrogatoires ? Comment peut-il exiger l'examen médical qui est pourtant de droit après vingt-quatre heures, s'il est demandé ? Comment peut-il tout simplement refuser de répondre à toute question ainsi qu'il en a le droit, lorsque, autour de lui, se relaient plusieurs équipes de policiers ? De toute façon, une prolongation illégale de la garde à vue n'est pas une cause de nullité absolue de la procédure. D'avance, l'éponge est donc passée sur ce type d'irrégularités.

(...) Trop souvent on en arrivera aux brutalités et là aussi la gamme est infinie, de la simple gifle aux véritables sévices. Il suffit de voir arriver dans les prisons les « arrêtés » de la veille pour se rendre compte que le « passage à tabac » est une pratique communément admise.

Dans nombre de cas, la police y est singulièrement encouragée par la bienveillante complicité de la magistrature et parfois même des avocats qui déconseillent à leurs clients de porter plainte. Il est assez exceptionnel qu'un juge d'instruction, comme dans le cas des trois cambrioleurs torturés, constate dans son cabinet les traces de sévices et ouvre une information pour coups et blessures. Le plus souvent, le juge fera semblant de ne pas remarquer un œil poché ou une lèvre fendue. Si l'intéressé proteste, on mettra cela sur le compte d'une bagarre entre détenus et on classera l'affaire... »

(La police) « dépend directement du pouvoir exécutif, qu'elle soit rattachée au ministère de l'Intérieur ou à celui de la Défense nationale. N'est-ce pas elle que l'on charge d'accomplir toutes les basses besognes politiques dont n'osent s'occuper au grand jour les princes qui nous gouvernent ? Peut-on demander à des policiers que l'on lance matraques et mousquetons en avant contre des manifestants d'être pleinement respectueux des droits et libertés des citoyens en d'autres cir-

constances ? De là une complicité qui implique une impunité totale des uns et des autres. On en arrive ainsi tout logiquement à des opérations comme l'enlèvement de Ben Parka par des policiers en plein cœur de Paris, et au « suicide » de Figon, dans son studio de la rue des Renaudes.

Les influences politiques qui s'exercent sur la police aboutissent aussi à une inégalité dans la répression. Le juge ne peut se saisir d'office d'une infraction et le principe de l'opportunité des poursuites joue au profit d'un certain nombre de personnes ayant des « relations » ou rendant des services à la police (indicateurs, souteneurs, faux témoins, etc.). Le procureur est normalement informé par la police de toutes les infractions qui sont commises. Mais, au niveau des commissariats ou de la préfecture de police, on procède souvent à une sorte de tri. Certaines affaires gênantes sont totalement étouffées. (Nous pensons notamment à l'agression dont fut victime un jeune ouvrier de vingt-cinq ans, Jean-Pierre Speller, de la part des deux fils de l'actuel secrétaire d'Etat Kaspereit.) D'autres affaires resurgissent brusquement au moment des changements politiques. Ce fut le cas des « ballets roses » d'André Le Trocquer, lorsque la IV^e République fit place à la V^e. La chute de cette dernière nous réservera sans doute d'autres scandales tout aussi surprenants.

(...) Il est devenu presque banal d'affirmer que nous nous trouvons en face d'une police et d'une justice de classe. Toute transformation profonde passe donc par une refonte totale de notre société. En attendant, il apparaît cependant nécessaire, pour éviter que les individus les plus faibles ne soient trop souvent broyés par cette société, de lutter pour qu'un certain nombre de droits et de libertés soient sauvegardés. Il est des barrières que l'on peut essayer de dresser, des garanties que l'on peut s'efforcer d'arracher, en se livrant à une sorte de guérilla continuelle des droits de l'homme. »

Quant à la conclusion, M. Marcellin l'a tirée à sa manière en engageant des poursuites pour injures et diffamation contre les Editions du Seuil et Denis Langlois. Apprenant cette inculpation, celui-ci a publié le communiqué suivant :

« L'inculpation dont je viens d'être l'objet ne m'empêchera pas de continuer à dénoncer de toutes mes forces les violences et les abus de pouvoir commis par la police. On veut discréditer mon livre aux yeux des lecteurs, mais j'affirme que tout ce que j'ai révélé est l'entière vérité. Je note d'ailleurs que sur les trente-six dossiers présentés dans mon livre, cinq seulement ont retenu l'attention du procureur de la République. Les textes incriminés ne représentent que quatre pages, sur un ensemble de deux cent trente-trois pages. On jugera en outre du sérieux des plaintes déposées par M. Marcellin quand on saura que, parmi les passages qui me sont reprochés, figurent le texte d'un article du *Monde* en date du 28 mai 1954, des informations parues dans toute la presse le 27 décembre 1969 au sujet d'une affaire ayant eu lieu à Nîmes, ainsi que des extraits du mémoire déposé officiellement par M^e Filippi, bâtonnier de l'ordre des avocats d'Aix-en-Provence, dans l'intérêt de M. et Mme Thévenin, dont le fils est décédé au commissariat de Chambéry. Ce qui est certain, c'est qu'en France la police est devenue un Etat dans l'Etat, dont personne n'a plus le droit, sous peine de poursuites, de dénoncer les abus et les

sérvices. C'est aux Français qu'il appartient de dire clairement s'ils acceptent de vivre désormais sous l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de leur tête par M. Marcellin. »

La suite du livre, on peut la lire dans les journaux. C'est l'affaire Jaubert. C'est l'affaire Yves Bourachot. Chaque jour en apporte une autre. Il est clair que, sous la tutelle de M. Marcellin, ce Versaillais qui ne cache pas que les lauriers de Thiers l'empêchent de dormir, se forge dans ce pays l'instrument d'un éventuel régime à la grecque. Pour lui barrer la route, une « *guérilla des droits de l'homme* » ne suffira pas. Le Front unique de toutes les forces ouvrières et démocratiques peut seul — et doit — mettre en échec l'Etat policier.

G. B.



Le P.C.F. contre l'enseignement technique public

L'*Ecole et la nation*, organe mensuel du P.C.F. pour les enseignants, vient de consacrer le « dossier » de son n° 205 (janvier 1972) aux problèmes de l'« enseignement technique » et de la « formation professionnelle initiale ». Les lecteurs de la *Vérité* sont au courant de la situation créée par l'accord du 9 juillet 1970 et les lois du 16 juillet 1971, où l'enseignement technique est « illustration et pointe avancée » par rapport aux « objectifs généraux de la bourgeoisie en matière d'enseignement » (1).

L'*Ecole et la nation* reprend à son compte un memorandum de la C.G.T. du 10 juillet 1970 dont elle cite cette phrase : « La conception de la C.G.T. repose sur la priorité à donner aux moyens publics et

(1) Voir la *Vérité* n° 554-555, en particulier les articles de J.-J. Marie et A. Gauquelin. L'accord du 9 juillet 1970 sur la formation et le perfectionnement professionnels a été signé par le C.N.P.F., la C.G.T., la C.F.D.T., la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C., la C.G.C. Les quatre lois du 16 juillet 1971 intègrent l'essentiel de l'accord du 9 juillet 1970.

plus particulièrement sur le développement des établissements de l'Education nationale. » **L'Ecole et la nation** voit là la « priorité à l'Education nationale » (p. 36). Mais, dans le même memorandum, on lit également : « Aussi, et à défaut de la possibilité actuelle d'un règlement complet de ces problèmes dans le cadre du ministère de l'Education nationale, la C.G.T. propose la création d'un **organisme national** destiné à la remise en ordre complète du système de formation, à enrayer l'éparpillement, à jouer un rôle efficace d'unification et de coordination des efforts. » (**le Peuple**, n° 852.) Si, comme le dit si bien **L'Ecole et la nation**, « la vraie vigilance ne peut s'exercer que dans l'action » (p. 36), force est de considérer que les véritables intentions du P.C.F. (et de la direction de la C.G.T. qu'il contrôle) s'expriment dans leurs actions, ici la proposition concrète d'un « organisme national » rejetant le cadre qu'est le ministère de l'Education nationale pour en créer un autre ; ce que **L'Ecole et la nation** reprend en ces termes : « Par ailleurs, l'action doit être portée au niveau nécessaire pour le contrôle de l'enseignement dispensé dans les établissements patronaux et privés où, conjointement avec l'Education nationale, les syndicats doivent pouvoir intervenir de plein droit et être associés à la gestion. » (p. 40) L'accord du 9 juillet 1970 leur donne satisfaction, puisque les comités d'entreprise sont représentés dans les conseils de gestion des écoles d'entreprise ou d'apprentis. Cette nouvelle attribution donne « des possibilités, certes très limitées et insuffisantes, mais réelles tout de même, pour les représentants des travailleurs de contrôler ce qui se passe dans les centres de formation » (pp. 21-22).

L'intervention du comité d'entreprise, même si elle était réelle, dans la mise en place et le fonctionnement d'écoles dépendant entièrement de l'usine (durée, niveau des études, matières enseignées, choix des élèves, des enseignants, des programmes, des méthodes pédagogiques, des diplômes...), est-elle bénéfique aux ouvriers de l'usine et plus généralement à la classe ouvrière ? Le but des syndicats est-il de gérer l'apprentissage par rapport aux besoins d'une usine ou de défendre le droit de toute la jeunesse ouvrière à un apprentissage qui, parce qu'il n'est pas subordonné aux tâches

parcellaires d'un poste d'usine, donne une culture et des possibilités d'adaptation plus grandes, et par suite ne peut être fait que dans une Education nationale qui ne soit pas soumise, dans ses différents établissements, aux besoins particuliers d'un patron ? A la nationalisation de tout l'enseignement, à l'expropriation des écoles privées, à la gestion d'une école unique par les usagers, enseignants, élèves, parents et syndicats ouvriers, le P.C.F. oppose que syndicats et Education nationale se retrouvent **conjointement** dans un nouvel organisme, dont la composition proposée n'est pas limitative, chargé d'harmoniser les initiatives multiples de formation professionnelle indifféremment publiques ou privées, qu'elles existent déjà ou qu'elles naissent en application de la loi.

La loi a répondu à leurs vœux en créant un an après des comités national, régionaux et départementaux de « la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ». **L'Ecole et la nation** y voit « la reconnaissance aux organisations syndicales d'un nouveau domaine de responsabilité et d'action » (p. 32), ce qui est vrai, mais c'est celui d'aider au démantèlement de l'Education nationale ! Une exigence s'impose : aucun représentant des travailleurs dans aucun des comités de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi.

Un aspect du droit des jeunes à la qualification est le droit à un diplôme reconnu. La prolifération d'écoles sans programme officiel, unique, mène à remettre en question le monopole de l'Université en ce qui concerne la collation des grades, ce qui est pourtant, dit **L'Ecole et la nation**, « une garantie de valeur et d'indépendance à conserver à tout prix » (p. 36). Encore faudrait-il que **L'Ecole et la nation** soit logique et... sache lire. En effet, elle se félicite : « L'inscription dans la loi de la reconnaissance des diplômes parmi les éléments de détermination des classifications professionnelles est un fait très important » (p. 41), ce qui est le contenu de l'article 13 de la loi 71-577. Mais de quels diplômes s'agit-il ? L'article 13 vient après l'article 8 de la même loi qui dit :

« Les titres ou diplômes de l'enseignement technologique sont acquis par les voies scolaires et universitaires, par l'ap-

prentissage ou la formation professionnelle continue. La pédagogie et le contrôle des aptitudes et de l'acquisition des connaissances pourront différer selon les caractéristiques spécifiques de chacune de ces voies. Ces titres ou diplômes sont inscrits sur une liste d'homologation ; cette inscription est de droit s'ils sont délivrés par le ministre de l'Education nationale. Ceux des titres ou diplômes qui sanctionnent une formation professionnelle dispensée dans des établissements qui ne sont pas placés sous le contrôle du ministre de l'Education nationale sont inscrits dans des conditions fixées par décret sur la liste d'homologation prévue à l'alinéa précédent. »

Le mode d'obtention du même diplôme sera donc différent selon la formation suivie, et, ce qui est complémentaire, chaque école pourra inscrire son diplôme sur la même liste que l'Education nationale. On comprend mieux la récente modification du règlement des C.A.P. qui permet aux candidats de garder le bénéfice d'une admissibilité à l'examen pendant cinq ans. A l'élimination du diplôme comme unité de comparaison dans la reconnaissance de la qualification, et donc de base possible de revendications, à cet éclatement dans l'espace, correspond un éclatement dans le temps, le tout cherchant à faciliter l'arbitraire le plus total de la part du patron dans ce qu'il lui plaira d'appeler « qualification ».

C'est avec autant de conséquence que **l'Ecole et la nation** s'indigne contre « les bonnes âmes qui craignent que ces mesures [l'accord du 9 juillet 1970 qui sera confirmé par les lois du 16 juillet 1971] n'aboutissent à "valoriser" l'apprentissage au détriment des premières formations de l'éducation » (p. 32). La bourgeoisie a donné raison à ceux, membres du P.C.F. sans doute, auxquels **l'Ecole et la nation** fait le reproche de retenir « exclusivement le danger des arrièrepensées patronales et gouvernementales » (p. 30). Mais ceux-ci ne le sauront pas à la lecture de **l'Ecole et la nation**. Les décrets d'application de décembre 1971 sont pourtant connus, puisqu'il en est question par ailleurs dans ce numéro, mais sur ce point : silence. Rappelons ce qu'a écrit **l'Humanité** du 7 janvier 1972 : « Dans les mesures transitoires d'application de la loi sur l'apprentissage, [le gouvernement] maintient à 200 heures — et au mieux à 240 heures — le

temps de formation générale des apprentis, ce qui, compte tenu de la réduction du temps d'apprentissage à deux ans ou à un an, va donner une durée de cours inférieure à celle qui existait avec la loi Astier pendant plusieurs années. » La loi Astier prévoyait 600 heures en trois ans ! Donc moins d'enseignement général et « pendant le reste du temps et dans la limite de l'horaire applicable dans l'entreprise, l'apprenti est tenu d'effectuer le travail qui lui est confié par l'employeur », dit la loi. Et cela contre 104 F par mois !

« L'apparition du droit à la formation sur le temps de travail et avec rémunération couronne ainsi des décennies de lutttes » (p. 32). Encore faut-il, pour apprécier cette « victoire », comprendre dans quelle situation intervient une telle mesure et quels intérêts elle sert.

On nous dit : « L'évolution galopante des sciences et des techniques impose dans les pays développés le bouleversement des contenus, des structures et des moyens de formation générale et professionnelle. » (p. 34)

La réalité de l'introduction de l'automatisation est inscrite dans les statistiques de l'I.N.S.E.E. De 1954 à 1968, le nombre des ingénieurs et techniciens a certes augmenté, doublé, voire triplé, mais cette augmentation est de 2,1 % du total de la population active. Les ouvriers qualifiés, quant à eux, ont vu leur nombre diminuer de 2,3 %, et les manœuvres et ouvriers spécialisés le leur augmenter de 5,5 %. La volonté de la bourgeoisie de moderniser, concentrer l'industrie n'a pu que confirmer l'évolution ainsi marquée, dont les caractéristiques pratiques sont la déqualification des ouvriers en place et le refus de fournir les possibilités d'une qualification aux jeunes. Le chômage suit, le chômage des cadres, des ouvriers qualifiés ou non, des jeunes, et la « mobilité », c'est-à-dire le changement de résidence et de conditions de vie aggravant la déqualification professionnelle et la diminution du salaire. La difficulté est de faire accepter. **La Vie ouvrière**, organe de la C.G.T., au moment de la grève des O.S. du Mans, donnait des exemples : un ouvrier qualifié muté comme O.S. dans un autre département de l'usine conservait son ancien salaire pendant un an. Et après, ce qui l'attendait, c'était une perte importante de ressources. Maintien du salaire antérieur

pendant un temps limité, un an, contre la déqualification à vie : un plat de lentilles contre le droit d'ainesse. Mais ce n'est même pas toujours ainsi. Les 600 000 chômeurs reconnus officiellement n'ont même pas le plat de lentilles, et ils perdent leur droit d'ainesse, c'est-à-dire leur droit au travail.

Devant la « mobilité » forcée, expliquer que la rapidité de l'évolution scientifique et technique « nécessite pour chaque individu la possibilité de s'adapter, de changer d'emploi, d'évoluer au cours de sa carrière », c'est chercher à camoufler la responsabilité de la bourgeoisie, à reporter sur la « vérité scientifique », ce qui n'est que volonté de surexploitation de la part des patrons ; cela prend toute son ampleur cynique quand, à une classe ouvrière au sein de laquelle chômeurs, O.S., ouvriers déclassés sont chaque jour plus nombreux, le P.C.F. explique que travailler dans la nation moderne fait appel à des connaissances « qui comprennent pour tous les métiers une base de connaissances scientifiques et théoriques générales dont personne ne peut plus se passer » (p. 18).

Et si vous n'avez pas ces connaissances, allez vous faire recycler ! « Aux batailles pour l'emploi, [les travailleurs] associent la lutte pour le droit au maintien de leur qualification (actualisation des connaissances), à la reconstitution d'une autre qualification (conversion ou prévention) » (p. 35).

Le mot d'ordre de la C.G.T. : pas de licenciement sans reclassement, prend ainsi tout son sens. A la limite, le responsable du licenciement, c'est le licencié. Exagération ? Le Comité intersyndical du livre parisien C.G.T., ou plutôt sa direction stalinienne, à propos de **Paris-Jour**, osait écrire : « En effet, cette décision de grève illimitée, prise à une faible majorité, mettait en cause, outre l'emploi des cent quatre-vingt quinze journalistes et employés, celui des deux cents salariés techniques assurant la confection du journal et qui n'ont pas été consultés. » Sans doute ne fallait-il rien faire et s'en tenir aux termes de l'accord que les dirigeants de la Fédération du livre avaient signé en décembre et dans lequel on lit : « S'inspirant des accords inter-professionnels sur l'emploi conclus les 10 février 1969 et 9 juillet 1970, et dans l'esprit de la loi du 16

juillet 1971, les parties ont établi les présentes conventions concernant les entreprises de la presse quotidienne régionale... les salariés devront accepter l'évolution des emplois et des structures ainsi que, dans la mesure de leurs possibilités, la reconversion et la promotion professionnelles qui en résultent... »

Les côtés positifs de l'accord et des lois sur l'apprentissage n'existent donc ni pour les jeunes qui seront canalisés vers les écoles patronales ou qui, dans la production, auront moins de possibilités qu'avant de s'instruire, ni pour les travailleurs, à qui le P.C.F. veut faire prendre des vessies pour des lanternes.

Il y a cependant une catégorie de travailleurs qualifiés à laquelle **l'Ecole et la nation** se garde bien de faire référence d'une manière explicite. Il s'agit du personnel enseignant, et en particulier des professeurs de l'enseignement technique. En plus de leurs connaissances générales ou de celles d'un métier, ils ont une qualification supplémentaire, d'ordre pédagogique. Le plus souvent, les professeurs techniques et d'atelier ont, à un moment de leur vie, choisi de quitter le travail du bureau ou de l'usine pour venir enseigner. Devenus membres de l'Education nationale, ils bénéficient des avantages du statut des fonctionnaires avec stabilité de poste, d'emploi, droit à la retraite, et d'autres, tels que ceux résultant de l'existence d'une mutuelle des enseignants.

La loi veut leur faire tout perdre ; elle tend à leur enlever le statut des fonctionnaires, ce que reconnaît **l'Ecole et la nation** : « C'est la privatisation de certains secteurs de l'enseignement et de la recherche avec, comme corollaire, la défonctionnarisation des personnels. D'autres secteurs publics de formation seront développés, mais liés à des secteurs privés qui les exploiteront comme les trusts exploitent l'E.D.F. ou la S.N.C.F. » Elle tend aussi à les placer sous la dépendance d'un patron, soit comme enseignants, soit plutôt comme éducateurs ou formateurs : ils pourront « être détachés à plein temps dans les centres de formation d'apprentis » ou faire partie « des moyens en personnel et en matériel » mis à la disposition des écoles patronales (ces deux extraits sont tirés des lois du 16 juillet 1971) pour des stages pouvant aller jusqu'à un an. La

longueur du stage dit assez ce qu'il en est ; il est inutilement long s'il s'agit de la mise à jour des connaissances techniques de l'enseignant. Par contre, en le soumettant pendant un an à la vie de l'entreprise, à son souci de la rentabilité, à son rythme de travail quant aux horaires et aux congés, il devient évident que le but est de l'intégrer à la vie économique de l'entreprise, c'est-à-dire à sa rentabilité.

Les enseignants sont confrontés au problème qui est celui de nombreuses autres catégories de travailleurs qualifiés : l'économie capitaliste n'a plus besoin d'eux, il faut nier leur qualification, dégrader leurs conditions de travail, les rendre « mobiles », et de plus, dans leur cas, il s'agit d'un aspect de la destruction de l'Éducation nationale.

Quand on croit qu'existe un « intérêt national » qui serait le même pour toutes les classes de la nation, il est normal qu'on pense pouvoir concilier le « double objectif de répondre aux besoins des entreprises et de permettre aux individus d'y trouver la satisfaction de leurs aspirations » (mémoire de la C.G.T. — repris dans *l'École et la nation*, p. 33). Mais on ne peut marier l'eau et le feu. La vie détermine lequel des deux objectifs on sert. Rien, dans l'accord ni dans les lois, ne répond aux aspirations des travailleurs en lutte contre le chômage et pour la défense de l'Éducation nationale. C'est l'inverse qui est vrai. Alors, se battre pour la bonne application des textes, pour étendre les côtés positifs qui n'existent pas, pour gagner le patronat de vitesse dans l'application de la loi ? Ces textes ne peuvent favoriser que la position qu'ils contiennent, « un parti pris délibéré de remettre l'enseignement et la formation entre les mains du patronat » (p. 22).

L'attitude du P.C.F. s'éclaire si, « quoi qu'on fasse », comme le dit Moynot (p. 20), « on n'échappe pas à la **logique [souligné par nous]** du profit capitaliste » ; dans ce cas, bien sûr, on ne peut rien faire. La logique du profit, c'est l'extermination de la classe ouvrière comme classe organisée, c'est la guerre et la barbarie. Il faudrait accepter, et au mieux se contenter « d'améliorer la situation » par des actions qui ne sauraient remettre en cause la logique du profit ; ce qui est cité par Moynot en est à coup sûr un

exemple : il s'agit de la présence des représentants de l'U.N.E.F.-Renouveau et de la direction pro-stalinienne du S.N.E.Sup aux conseils de gestion des universités (p. 21). Chacun sait, en effet, que ces conseils de gestion restent dans la logique du profit capitaliste en mettant en place l'éclatement, la privatisation de l'université et la sélection des étudiants. Et c'est de la même façon que l'accord et les lois sur l'apprentissage ne s'opposent pas, mais s'intègrent à la logique du profit capitaliste, c'est-à-dire participent de la défense de ce profit.

On ne peut échapper à la logique du profit capitaliste qu'en combattant contre lui. Et s'il est vrai que « aussi longtemps que le régime actuel est en place, on ne pourra pas modifier fondamentalement l'orientation de sa politique dans ce domaine » (p. 22), la conclusion à en tirer est évidente. Il faut combattre contre ce régime, contre ce gouvernement, pour un gouvernement des travailleurs prenant en charge la défense de l'Éducation nationale, la nationalisation de tout l'enseignement. En dehors de cette perspective, il n'y a que la soumission aux intérêts de la bourgeoisie.

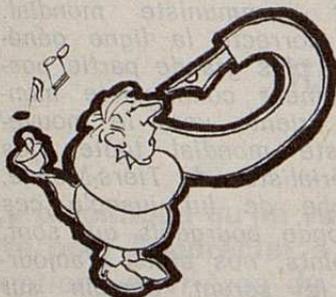
Il est significatif que, comme le rappelait *la Vérité* dans son numéro précédent, c'est dans les catégories d'enseignants où la direction des syndicats est aux mains de membres du P.C.F. que la réforme de l'enseignement va le plus vite ; de même que l'accord sur l'emploi et l'accord du 9 juillet 1970, signés par les confédérations ouvrières, ont précédé une loi qui les transcrit pour l'essentiel ; et que c'est le syndicat des professeurs de Collèges d'enseignement technique à direction stalinienne, le S.N.E.T.P.-C.G.T., qui se bat pour la « bonne application » des lois, c'est-à-dire pour l'élimination des actuelles conditions de travail de ceux qu'il représente et qu'il est censé défendre ! Il est clair qu'un syndicat unique à direction stalinienne dans les C.E.T. aurait été un appui particulièrement efficace pour les plans des patrons sur l'apprentissage. La présence d'un syndicat F.E.N., le S.N.E.T.-A.A., à direction réformiste, qui, sentant l'existence de son organisation menacée, a pris position pour l'abrogation des lois du 16 juillet 1971, est un atout important, au compte de toute la classe ouvrière, pour la défense de la F.E.N. et de l'Édu-

cation nationale. Encore qu'une prise de position ne suffise pas, la déclaration du Conseil syndical national du S.N.E.T.-A.A., la condamnation par la F.E.N. des accords du 9 juillet 1970 sont des obstacles directs à la politique du P.C.F. d'appui à la réforme.

Dès lors celui-ci n'hésite pas : il convoque pour le 26 février une manifestation qui ne peut être que scissionniste. D'abord parce que le P.C.F. a fait convoquer cette manifestation par les seules sections et syndicats de la F.E.N. de la région parisienne qu'il contrôle, en se gardant bien de poser dans la F.E.N. le problème de la défense de l'enseigne-

ment technique public. Et pour cause, puisqu'il se propose de contribuer à sa liquidation. Ensuite, parce que cette manifestation a en effet pour but de réclamer des crédits pour l'application des lois du 16 juillet 1971. En outre, cette manifestation « régionale » réclame des crédits pour l'application de la loi dans la région parisienne, se situant ainsi dans le cadre du régionalisme aussi cher au P.C.F. qu'à feu de Gaulle. Il s'agit de détruire l'enseignement public, et pour cela d'abord la F.E.N., qui en constitue le principal rempart.

S. B.



Visage de la "coexistence"

Curieuse coïncidence : quand le P.C.F. édite, et recommande à l'usage de ses cadres, les études sur la politique culturelle hongroise de György Aczel — *Culture et démocratie socialiste* (1) —, nous pouvons lire dans *le Monde* (26 février 1972) une longue appréciation de l'activité de ce « révolutionnaire, ami de longue date de M. Kadar ». Et cela est tout à fait logique, car l'activité d'Aczel au sein du parti stalinien hongrois, le P.S.O.H., est basé sur le « principe de bon voisinage » de l'appareil bureaucratique et du capitalisme mondial.

Après l'écrasement de la révolution des conseils ouvriers de 1956, la nouvelle équipe dirigeante ne pouvait s'appuyer que sur l'équilibre de la bureaucratie et de l'impérialisme mondial. Pour consolider le régime à l'intérieur du pays, cette nouvelle équipe a élaboré une « politique d'alliance » avec des couches aisées de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie. Cette alliance constitue également le fondement de la politique culturelle du Parti. On est loin du « réa-

lisme socialiste », avec l'intolérance sectaire qui en était la conséquence inévitable, rigoureusement soutenu par le Jdanov hongrois, Horvath Morton, qui faisait régner la terreur dans la vie culturelle et parmi les intellectuels. et avait rabaissé la production littéraire au niveau d'un André Stil, l'écrivain français le plus connu en Hongrie pendant cette période.

Pour Aczel, la valeur artistique d'un ouvrage n'est pas un obstacle à sa large diffusion, à condition qu'elle soit rentable. Sa non-valeur littéraire non plus, d'ailleurs. Sinon, comment pourrions-nous expliquer autrement que Françoise Sagan soit une des vedettes des théâtres hongrois depuis plusieurs années ?

(1) György Aczel, *Culture et démocratie socialiste*, Editions sociales, 1972. Ce livre a fait partie, en janvier 1972, des deux ou trois ouvrages mensuels envoyés automatiquement à ses abonnés par le C.D.L.P. (il s'agit du service central de librairie du P.C.F. dirigé essentiellement vers ses adhérents). L'abonnement est particulièrement recommandé aux secrétaires de cellule, rayon, etc., du P.C.F. (N.D.L.R.)

Voici comment Aczel — vice-ministre de la Culture en 1957, élu secrétaire du Comité central du P.S.O.H. en 1967, président du Comité d'agit-prop en 1969, dernier membre en date à avoir été élu au Bureau politique du Parti en 1970 — expose, dans la préface de son livre, ses « vingt ans de lutte (...) pour pouvoir s'occuper dûment des problèmes pratiques du développement de la culture socialiste dans le sens le plus large du terme » :

« L'élan créateur des années qui ont suivi la Libération fut freiné plus tard par le culte de la personnalité, par le régime du centralisme bureaucratique, qui ont causé d'immenses dégâts sur le plan culturel lui-même. On n'ignore pas non plus qu'en Hongrie, le travail visant à liquider les déformations dogmatiques et sectaires a été troublé par la contre-révolution qui, en octobre 1956, a éclaté avec le concours de la bourgeoisie hongroise et étrangère et du révisionnisme, cela notamment à la suite des fautes graves commises par une direction sectaire qui avaient eu pour conséquence l'affaiblissement des liens entre le peuple et le Parti. La liquidation des causes et des conséquences de la contre-révolution et les discussions y relatives dans le domaine de la vie culturelle ont également été riches en expériences pour le Parti » (pp. 9 et 10).

Bien entendu, Aczel ne se limite pas aux questions culturelles, mais traite d'autres problèmes d'importance primordiale :

« En parlant de notre vie idéologique, qu'il me soit permis de rappeler l'influence fécondante exercée sur notre vie idéologique et sur l'ensemble du mouvement ouvrier international par le XX^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. De même que le VII^e Congrès de l'Internationale communiste, en 1935 (2), ne fut pas simplement l'un des congrès du mouvement ouvrier international, le XX^e Congrès ne fut pas non plus un congrès parmi tant d'autres, mais bien une réunion d'une importance stratégique de premier plan. Or, nous n'en constatons pas moins que certains de nos camarades se laissent parfois aller à l'incertitude et mettent en doute la signification considérable du XX^e Congrès » (p. 158).

« Il se trouve toujours des gens qui pensent que les événements de Poznan, la contre-révolution de Hongrie, les événements tchécoslovaques de 1968, l'attitude agressive de la Chine à l'égard de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes furent autant de conséquences du XX^e Congrès » (p. 161).

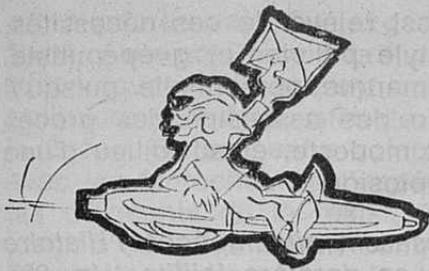
Il parle aussi des forces progressistes mondiales :

« Nous jugeons (...) fausses les attitudes et idéologies politiques qui tendraient à isoler les pays socialistes des autres parties du monde, en les dissociant, du même coup, des forces communistes, socialistes et progressistes qui y sont à l'œuvre. Les partis communistes et ouvriers du monde font, en dehors des pays socialistes, organiquement partie du mouvement communiste mondial. Nous estimons correcte la ligne générale qui rallie la plus grande partie possible du mouvement communiste mondial, celle qui oriente vers le mouvement communiste mondial toutes les forces anti-impérialistes du Tiers-Monde, et qui rapproche de lui jusqu'à ces courants du monde bourgeois qui sont, sur certains points, nos alliés d'aujourd'hui et qui le seront demain sur d'autres » (p. 168).

Ces propos n'ont pas besoin de commentaires ! Tout au long des 363 pages de ce livre, on peut trouver de ces « perles idéologiques ». On comprend, dès lors, le rôle réservé par le P.C.F. à ce représentant qualifié de la « coexistence » et du « libéralisme » de l'appareil international du Kremlin qui, ces derniers jours, a paradé aux *Trois jours du livre marxiste*. Il faut apparaître, en vue de la campagne électorale, sous son jour le plus « attrayant » à ses futurs alliés bourgeois de l'union des forces populaires — tout en essayant de faire oublier aux travailleurs les fusillades sanglantes des grévistes polonais par les tanks de Gomulka, le développement de la répression en Tchécoslovaquie, les « hôpitaux psychiatriques » en U.R.S.S. et bien d'autres choses.

D.J.M.

(2) Il s'agit du congrès qui adopta le rapport de Dimitrov en faveur de l'orientation vers les Fronts populaires avec les partis bourgeois « antifascistes ». (N.D.L.R.)



Lettres à la Vérité

Le trotskysme vu par un maoïste... ou la queue de Staline

La polémique qu'on va lire a une histoire qu'il est nécessaire de connaître pour l'apprécier à sa valeur. A la suite de la publication par Informations ouvrières du 21-28 avril 1971 d'une critique du livre de Kostas Mavrakis, Du trotskysme, la rédaction d'Informations ouvrières a reçu de K. Mavrakis une lettre de protestation. N'ayant pas la place d'ouvrir ses colonnes à ce débat, Informations ouvrières en a transmis les pièces à la Vérité, qui les publie avec le consentement de J.-J. Marie, auteur de l'article d'Informations ouvrières incriminé par K. Mavrakis.

1. — L'article paru dans Informations ouvrières du 21-28 avril 1971.

Des mains très sales

Il est désagréable de se pencher sur une poubelle et plus désagréable encore d'y fouiller. Et comme nul n'est obligé d'être chiffonnier, on pourrait refermer au bout de quelques pages l'opuscule de Kostas Mavrakis, *Du trotskysme* (1). Mais jusqu'à l'instauration du socialisme, les militants révolutionnaires ne pourront éviter certaines nécessités nauséabondes. Lire le pamphlet de

(1) Publié chez Maspéro. François Maspéro, l'éditeur du livre, est publiquement membre de la Ligue communiste qui se réclame du trotskysme. Il est bien évident qu'un éditeur, militant d'une organisation, ne saurait s'astreindre à ne pas publier des ouvrages fort éloignés des thèses de la tendance politique à laquelle il appartient. Nul ne saurait reprocher à F. Maspéro les ouvrages les plus divers. Mais de là à publier un tombereau d'infamie sur le trotskysme, il y a un pas qu'il serait difficile de franchir pour quelqu'un qui se sentirait trotskyste. Ce n'est certainement pas le cas de F. Maspéro.

Mavrakis pour avertir les militants de ce qu'il est relèvé de ces nécessités. D'emblée, Mavrakis barbote à l'aise dans le style policier et guépéoutiste. On ne saurait d'ailleurs dire que c'est là sa marque personnelle puisqu'il se place ainsi dans une longue tradition, celle des assassins des procès de Moscou, mais à son niveau, particulièrement modeste, et au milieu d'une crise du stalinisme qui en est au stade de l'explosion...

« On peut regretter que le pistolet (sic) de l'assassin ait empêché l'Histoire de présenter elle-même à Trotsky le verdict de sa dernière faillite » (p. 92), écrit-il à un moment. C'est la digne conclusion d'une « analyse » (si l'on peut utiliser pareil mot) de la politique des trotskystes face à la seconde guerre mondiale et en particulier de l'analyse faite par Trotsky selon laquelle la bureaucratie et Staline entraveraient considérablement la lutte des travailleurs soviétiques dans la guerre qui s'annonçait et devaient donc être combattus pour sauver l'U.R.S.S. Sans avoir jamais lu Trotsky, des historiens soviétiques (il est vrai « *oppositionnels* » !...) comme le général Grigorenko (2) et Roy Medvedev (3) ont établi le bilan accablant — et JAMAIS REFUTE PAR PERSONNE — des catastrophes dont Staline et la bureaucratie furent responsables dès le début de la guerre mondiale. Par leur incurie, leur panique, leur politique criminelle, Staline et la bureaucratie ont sur les mains le sang de millions de travailleurs soviétiques, victimes de leur génie. Voici comment Mavrakis se penche sur ce problème :

« Ou bien les paroles de Trotsky étaient du vent (elles l'étaient) ou bien Trotsky préparait le terrain pour les futurs recruteurs de l'armée Vlassov. C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer l'épithète d'hitléro-trotskyiste, utilisée en ce temps par les communistes » (p. 92).

Mavrakis qui se sent à l'aise, on le voit, dans l'ignominie, oublie en particulier de signaler ce que rappelait feu Ilia Ehrenbourg, à savoir que le général Vlassov, qui passa à Hitler en 1942, fut d'abord et longtemps un thuriféraire exalté de Staline... et l'un des produits staliniens des purges sanglantes de 1936-1939, époque à laquelle les staliniens fabriquèrent le terme d'hitléro-trotskyiste pour mieux camoufler leur politique de rapprochement avec Hitler et la liquidation de toute la vieille avant-garde bolchevique. Cela, le triste Mavrakis « *oublie* » aussi.

Il ne saurait être question, faute de place, d'énumérer ici les CENTAINES DE TRUQUAGES, de mensonges et de falsifications du même genre que commet Mavrakis. Nous y reviendrons dans *la Vérité*, non par envie de « *polémiquer* » avec un semblable personnage, mais parce que l'intérêt qui pousse des milliers de travailleurs, de militants et de jeunes en particulier vers le trotskysme risque de les pousser à lire cet ouvrage et qu'il faut donc démonter le mécanisme sur lequel il repose. Nous nous en tiendrons ici à un second exemple révélateur.

On sait que la résistance grecque au cours de la seconde guerre mondiale était à peu près entièrement contrôlée par les communistes grecs et que,

(2) Staline et la seconde guerre mondiale (L'Herne).

(3) Faut-il réhabiliter Staline ? (Le Seuil).

regroupée au sein d'un organisme appelé l'E.L.A.S., elle représentait la seule force réelle en Grèce à la fin de 1944. On sait aussi que les forces libératrices britanniques s'attaquèrent en décembre 1944 à l'E.L.A.S. et son organisation politique, l'E.L.A.M., afin de liquider la montée révolutionnaire qui balayait la Grèce. On sait enfin qu'après avoir cherché tous les compromis possibles avec les fantoches de l'impérialisme britannique (dont Georges Papandréou) les dirigeants de la résistance grecque multiplièrent concessions et reculs jusqu'à ce qu'ils soient contraints de répondre, dans les pires conditions, à l'agression britannique. Et la résistance grecque, ISOLEE et TRAHIE, fut écrasée.

Mavrakis insiste longuement sur les erreurs de ces « dirigeants » et sous le titre « *Les responsabilités de Staline* » s'attache à répondre à la question : « *Le fait qu'il ait "bradé" le peuple grec s'inscrit-il dans une politique de trahison de la révolution mondiale dont le fondement est la théorie du socialisme dans un seul pays ?* » (p. 201). Mavrakis répond : « *Nous allons montrer que les erreurs commises par ce dernier en cette occasion ne procédaient pas d'une volonté délibérée d'entraver l'expansion de la révolution mondiale* » (p. 201). L'attitude de Staline était « *une apparente neutralité* » (p. 201), qui l'amena, il est vrai, à quelques initiatives « *discutables* » comme d'avoir « *nommé un ambassadeur auprès du gouvernement fantoche d'Athènes avant même la fin des combats dans cette ville* » (p. 203). Ce n'était pas, en outre, le seul cas puisque, ailleurs aussi, Staline eut « *quelques gestes maladroits (par exemple l'ambassadeur d'U.R.S.S. fut le seul à suivre Tchang-Kaï-Chek dans sa retraite à Canton)* » (p. 205). Mais pour Mavrakis, lorsque Staline déclare à Stettinius qu'il « *a une complète confiance dans la politique britannique en Grèce* »..., dans la bouche de Staline « *avoir confiance* » ne peut signifier en l'occurrence qu'une seule chose : ne pas se faire d'illusions, savoir à quoi s'en tenir sur « *les objectifs et l'absence de scrupules de l'impérialisme anglais* » (p. 203). Si Staline avait le sens de l'humour, on avouera que le pauvre Mavrakis n'en manque pas non plus car il lui faut sept pages pour tenter de démontrer cette thèse, mais tout au long de ces sept pages IL NE SOUFFLE MOT DE LA CORRESPONDANCE STALINE-CHURCHILL-ROOSEVELT publiée il y a bien longtemps déjà à Moscou et à Paris. Il ignore totalement cette correspondance capitale. Pourquoi ? Comme il ne peut expliquer pourquoi Staline ne broncha pas pendant l'écrasement des communistes grecs à Athènes, il passe sous silence ce texte fameux de Staline, écrivant à Churchill le 24 avril 1945 : « *Le gouvernement soviétique comprend tout ce que représentent la Belgique et la Grèce pour la sécurité de la Grande-Bretagne* », tout comme il passe sous silence l'amabilité avec laquelle Staline accepte les remerciements que Churchill lui prodigue en ces termes pour les services qu'il lui a rendus en Grèce : « *Je reconnais les égards que vous avez eus pour moi, quand il nous a fallu intervenir avec des forces armées considérables pour briser l'attaque de l'E.L.A.M. - E.L.A.S. contre le siège du gouvernement à Athènes.* » Tout un programme ! La vérité, on le voit, ne saurait en revanche remercier Mavrakis pour les égards qu'il a avec elle. Il est vrai que les critères qu'il utilise pour la définir sont assez étroits. Critiquant une affirmation de K. S. Karol, il déclare : « *C'est entièrement faux. Ce que dit Karol ne correspond pas à l'Histoire telle qu'elle est enseignée en Chine* » (p. 179). On peut sans doute accorder à Mavrakis le mérite de la « copie conforme ».

2. — La lettre de Kostas Mavrakis.

La Ciotat, 2 septembre 1971

M. Kostas Mavrakis,
Av. Théodore Aubanel
Immeuble « Le Miami »
13 - La Ciotat

A M. Pierre Lambert,
Directeur de publication d'Informations ouvrières.

Monsieur,

Il y a deux mois, je vous ai prié par lettre (en y incluant trois francs en timbres) de m'expédier le numéro d'Informations ouvrières où figurait un article me concernant. Vous n'avez pas cru bon de répondre à ma requête. Heureusement, mon éditeur vient de me communiquer avec ses compliments une photocopie de la « note de lecture » en question.

Celle-ci appelle une réponse que je m'empresse de vous envoyer. Elle ne manquera pas d'intéresser vos lecteurs soucieux d'entendre le son de cloche adverse selon le bon vieux principe audiatur et altera pars. Je suis sûr que vous ne leur refuserez pas cette possibilité, mû par un sentiment d'honnêteté politique rendant superflue l'invocation de tout autre motif.

Selon votre collaborateur anonyme, la lecture de quelques pages suffit pour juger le livre du « triste Mavrakis » assimilé à une « poubelle », à un « tombeau d'infamie ». Il s'excuse de la nécessité où il se trouve, bien que n'étant pas « chiffonnier », de « fouiller » dans ces matières « nauséabondes ». A l'en croire, je « barbote à l'aise dans le style policier et guépéoutiste », je me « sens à l'aise dans l'ignominie », je « commets » des « CENTAINES DE TRUQUAGES, de mensonges et de falsifications ». Des exemples (de truquage, etc.), il en donne, mais c'est lui, nous le verrons, qui en est l'auteur. Le plus flagrant est celui qu'il a gardé pour la « bonne bouche », car rien ne le dégoûte. Il conclut sa « note de lecture » par cette remarque qui se veut sarcastique : « La vérité (...) ne saurait (...) remercier Mavrakis pour les égards qu'il a avec (sic) elle. Il est vrai que les critères qu'il utilise pour la définir sont assez étroits. Critiquant une affirmation de K. S. Karol, il déclare : « C'est entièrement faux. Ce que dit Karol ne correspond pas à l'Histoire telle qu'elle est enseignée en Chine » (p. 179). On peut sans doute accorder à Mavrakis le mérite de la « copie conforme ». »

C'est à peine si l'on peut parler ici de truquage tant la ficelle est grosse. Quiconque a seulement parcouru mon livre sait que je fais grief à Karol uniquement du chapitre de son ouvrage La Chine de Mao intitulé « Leur Histoire telle qu'ils la voient aujourd'hui ». Je lui reproche des affirmations inexactes concernant la façon dont les Chinois enseignent leur propre histoire. Tel étant son objet, le critère de la vérité est effectivement la conformité de ce qu'il dit avec cet objet. Quand on présente les opinions des autres, la « copie conforme » est de rigueur. Je me suis scrupuleusement tenu à ce principe en exposant les idées de Trotsky. Les méthodes de votre collaborateur sont bien différentes et sa conception de la vérité autrement plus large. Rapporter honnêtement ce que dit mon livre serait à ses

yeux servilisme de copiste. Pour me réfuter plus facilement (ô combien !), il m'attribue un critère de la vérité qui n'est ni le mien ni celui des Chinois, car ils sont loin de croire que tout ce qui s'écrit chez eux est nécessairement vrai. Décidément, on ne peut reconnaître à mon critique le mérite de la « copie conforme ».

Le reste de l'article ne laisse aucun doute à ce sujet. Son auteur fait semblant de m'opposer le témoignage de Grigorenko et de Medvedev. Ce faisant, il cache soigneusement qu'ayant cité ces deux historiens, je reprends à mon compte (p. 98) l'une des principales conclusions de Grigorenko, à savoir que « Staline et la bureaucratie » ont « laissé (l'Armée rouge) dans un état d'impréparation totale au moment de l'agression hitlérienne ». La note de lecture laisse à peine soupçonner que j'adresse à Staline des critiques souvent inédites et pas tendres du tout. De la part d'un « guépéoutiste », c'est étrange, non ? Dans le même ordre d'idées, je n'oublie pas, contrairement à ce qu'affirme votre journal, que des traîtres comme Vlassov ont longtemps été des thuriféraires de Staline. J'en donne même un exemple typique : Khouchtchev.

Vous qualifiez mon style de « guépéoutiste » pour avoir écrit ceci : « On peut regretter que le piolet de l'assassin ait empêché l'Histoire de présenter elle-même à Trotsky le verdict de sa dernière faillite. »

Vous omettez bien entendu de préciser :

1° que je me fonde sur l'opinion de Trotsky lui-même selon qui la seconde guerre mondiale constituait la mise à l'épreuve finale du marxisme. Si elle ne devait pas conduire à une révolution prolétarienne en Occident, il faudrait admettre que le programme socialiste s'était dissipé comme un rêve utopique ;

2° que je citais Merleau-Ponty concluant lui aussi que le moment approchait, quand Trotsky a été tué, où la vie politique pour lui serait devenue impossible. Quoi qu'on pense de Merleau-Ponty, on peut difficilement le traiter de guépéoutiste dans « la tradition (...) des assassins des procès de Moscou ». surtout si l'on se souvient que Georg Lukacs mettait ses erreurs sur le compte de son « trotskysme » !

Vous me reprochez enfin de ne pas mentionner la correspondance Staline-Churchill-Roosevelt à cause de l'impossibilité où je serais, voyez-vous, d'« expliquer pourquoi Staline ne broncha pas pendant l'écrasement des communistes grecs à Athènes ». C'est un mensonge de plus car j'explique bel et bien pourquoi Staline ne broncha pas.

Le problème comporte deux volets : 1) Staline avait-il raison de vouloir éviter le renversement des alliances recherché par Hitler, et le passage à la troisième guerre mondiale avant la fin de la seconde ? 2) Est-il vrai que la situation grecque et internationale permettait aux forces populaires dirigées par les communistes de prendre le pouvoir et de faire échec à une intervention britannique en comptant sur leurs propres forces au lieu de compter sur le soutien militaire soviétique ? Je réponds oui à ces deux questions, preuves à l'appui. Les passages extraits de la correspondance Staline-Churchill-Roosevelt que cite votre journal ne contredisent en rien mon analyse. J'en cite d'autres (tirés notamment des Mémoires de Churchill) qui vont dans le même sens et sont encore plus probants. C'est pourquoi votre collaborateur ne tente même pas de discuter mon argumentation.

Pour me réfuter, il a recours à des procédés plus expéditifs et tout aussi efficaces, croit-il. Seule la certitude que vos lecteurs n'oseront jamais juger sur pièces, ni ouvrir un livre dont il leur a dépeint « l'infamie » et « l'ignominie » peut rendre compte de son extraordinaire intrépidité dans la falsification. Elle confère un sens inattendu au titre de sa note de « lecture » : « Des mains très sales ». Ce sont les siennes !

Quant à ses injures hystériques (signe que j'ai touché juste), elles ne peuvent que le discréditer auprès de cette partie du public, y compris du vôtre, qui ne partage pas son hystérie. Cependant, falsifications et injures, outre leur signification politique générale (« preuves de faiblesse » disait Lénine) ont en l'occurrence un objectif précis implicitement avoué : dissuader vos lecteurs de me lire. Gageons que certains d'entre eux se souviendront d'une phrase de Lénine que les trotskystes aiment citer : « Seuls les bêtards peuvent faire confiance sur parole » (t. 20, p. 375). Ils découvriront alors d'autres menus truquages que je n'ai pas signalés pour être bref. Cela exercera leur sagacité tout en les édifiant.

Salutations distinguées.

P.S. — Après m'avoir personnellement vilipendé en des termes grossièrement injurieux, vous apprécierez, j'espère, la modération dont je fais preuve en me contentant de faire valoir mon droit de réponse et en le faisant sur un ton relativement serein.

3. — Le commentaire de J.-J. Marie.

Toute honte bue...

M. Mavrakis s'étonne, s'indigne même que dans un bien trop court article d'*Informations ouvrières* j'aie pu prendre assez au sérieux son factum calomnieux sur le trotskysme pour le qualifier de prose de guépéoutiste (c'est-à-dire « policière ») en fondant cette définition sur quelques exemples. Sans doute M. Mavrakis regrette-t-il que je n'aie pas pris son opuscule pour un exercice intellectuel (le risque était mince, il est vrai) ne tirant guère à conséquence. Mais le trotskysme est une chose sérieuse et M. Mavrakis a grand tort de protester même s'il s'essaye à la vigueur. « Quant à ses

injuries hystériques (signe que j'ai touché juste), elles ne peuvent que le discréditer auprès de cette partie du public, y compris le vôtre, qui ne partage pas son hystérie » : sombre pronostic qui me fait frémir ; il est vrai que la crainte du discrédit ne peut guère émouvoir M. Mavrakis : nul ne peut perdre que ce qu'il a.

M. Mavrakis a donc grand tort de s'émouvoir, mais son émotion me permet de revenir sur quelques procédés du personnage.

Commençons par la seconde guerre mondiale : en 1927, alors que le danger d'une agression impérialiste con-

tre l'U.R.S.S. se profilait à l'horizon, Trotsky avait déclaré : « *La direction de Staline, en cas de guerre, rendrait la victoire plus difficile.* » Dans la logique de cette affirmation dont l'histoire a confirmé la vérité au-delà de tout ce que l'on pouvait imaginer, Trotsky déclarait à la veille de la seconde guerre mondiale : « *Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'U.R.S.S. de toute notre force. Mais les conquêtes de la révolution d'Octobre ne serviront le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bureaucratie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et bourgeoise* », c'est-à-dire s'il renverse la bureaucratie et si, par l'intermédiaire des soviets régénérés, il prend en main ses propres affaires.

M. Mavrakis commente :

« *N'est-ce pas traiter la "bureaucratie" comme un ennemi de classe ?* » (à cela il faut répondre OUI !) et il continue :

« *N'est-ce pas appliquer à l'U.R.S.S. le "défaitisme révolutionnaire" de Lénine en 1914 ? Travailler à sa défaite afin d'en profiter pour renverser le régime ?* »

A ce point, on pourrait encore hésiter : M. Mavrakis est-il un âne ou un faussaire ? Le « *truc* » des questions auxquelles on ne répond pas est un vieux procédé oratoire... Mais, enfin, M. Mavrakis se moque du monde : à qui veut-il faire croire que la phrase de Trotsky peut être une transposition à l'U.R.S.S. du défaitisme révolutionnaire de Lénine en 1914 ?

Trotsky écrit : « *Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'U.R.S.S. de toute notre force* »... étrange défaitisme. Le défaitisme révolutionnaire de Lénine, d'après M. Mavrakis, s'exprimait donc ainsi : « *Contre l'agresseur allemand, nous défendrons la Russie de toute notre force. Mais pour mieux le battre, il faut*

d'abord chasser la bureaucratie tsariste. »... Lénine disait le contraire : la défaite militaire de NOTRE PROPRE BOURGEOISIE et donc de la Russie est la condition la plus favorable pour la révolution dans notre pays...

Voici un premier truquage, indiscutable... et c'est sur ce truquage que M. Mavrakis s'appuie pour écrire l'infamie qui suit :

« *Ou bien ces paroles étaient du vent (elles l'étaient) ou bien Trotsky préparait le terrain pour les futurs recruteurs de l'armée Vlassov. C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer l'épithète d'hitléro-trotskyiste utilisée en ce temps par les communistes.* » (p. 92).

Puisque les paroles de Trotsky étaient du vent, l'alternative que nous présente le peu honorable Mavrakis n'a qu'une branche : les analyses du trotskysme préparaient, nous dit-il, le terrain au recrutement des armées auxiliaires de Hitler (et ce, parce qu'elles étaient du vent... M. Mavrakis a le fascisme léger). Ce raisonnement purement policier (qui ne peut s'appuyer sur le moindre petit bout de « *preuve* ») place M. Mavrakis dans la lignée de Kahn, Sayers, Figuères et autres. Je me suis contenté d'opposer dans le trop court article d'*Informations ouvrières* le fait que Vlassov (et son équipe) sortait du sein même de la bureaucratie, qu'il avait été le produit et le bénéficiaire des purges de 1936-1938 : fait et preuve de l'inverse de ce qu'avance M. Mavrakis qui se garde bien dans sa lettre de revenir sur sa belle gymnastique calomnieuse et se contente de dire : « *Je n'oublie pas, contrairement à ce qu'affirme votre journal, que des traîtres comme Vlassov ont longtemps été des thuriféraires de Staline.* » Et il ajoute, le brave homme : « *J'en donne même un exemple typique : Khrouchtchev.* » Ardez un peu ! Il s'agissait de « l'affirma-

tion » qui montrait dans les analyses de Trotsky une base de recrutement pour les armées auxiliaires de Hitler et voilà que M. Mavrakis, mettant ce haut moment de son livre entre parenthèses, nous donne un exemple typique de trahison : Khrouchtchev. Loin de moi l'idée de nier que Khrouchtchev soit un digne fils de Staline, mais, là, M. Mavrakis déraile en le mettant sur le même plan que Vlassov : Khrouchtchev a participé, sans gloire exceptionnelle, à la seconde guerre mondiale sur le front d'Ukraine... MAIS DE L'AUTRE COTE QUE VLASSOV, dans l'état-major soviétique... Quand même... Le moins que l'on puisse dire, c'est que M. Mavrakis esquive avec maladresse.

Continuons à propos de la seconde guerre mondiale. M. Mavrakis écrit dans sa lettre : « *Son auteur fait semblant de s'opposer le témoignage de Grigorenko et de Medvedev. Ce faisant, il cache soigneusement qu'ayant cité ces deux historiens, je reprends à mon compte (p. 98) l'une des principales conclusions de Grigorenko, à savoir que "Staline et la bureaucratie ont laissé l'Armée rouge dans un état d'impréparation totale au moment de l'agression hitlérienne".* »

C'est ce qu'on appelle pas de chance ! Car s'il est vrai que M. Mavrakis... fait un renvoi vague en note 84 (p. 97) à l'ouvrage de Roy Medvedev... il met ce dernier au rang « *des auteurs plus polémistes qu'historiens* » (!) et n'en cite pas un mot. Quant à la reprise par M. Mavrakis à son compte de l'affirmation de Grigorenko, que l'on juge sur pièces ! Voici ce que contient la page 98 de l'opuscule franc et loyal qui s'intitule *Du trotskysme* :

« *On ne voit pas quel intérêt Staline et la bureaucratie pourraient avoir de liquider, à la veille de la guerre, le commandement de l'Armée rouge ni pourquoi ils auraient laissé celle-ci*

dans un état d'impréparation totale au moment de l'agression hitlérienne. De tels exemples échappent totalement à une explication à partir des intérêts particuliers de la bureaucratie ou de la volonté de puissance de Staline. Force est d'admettre qu'il s'agit d'erreurs qui d'ailleurs ont été reconnues dans une certaine mesure par Staline lui-même » (p. 98). Suit une citation du fameux toast de Staline du 24 mai 1945 qui, nul n'en sera étonné, n'a strictement rien à voir avec la purge sanglante de l'Armée rouge et l'impréparation de cette dernière. M. Mavrakis a une façon à lui de prendre à son compte qui laisserait pantois les plus naïfs...

Revenons un peu à la purge de l'Armée rouge et, en particulier à la liquidation comme agents de la Gestapo de Toukhatchevski et sept autres généraux ou maréchaux en mai 1937. M. Mavrakis écrit, superbe : « *Trois maréchaux, vingt-sept généraux, vingt mille officiers ont été exécutés ou déportés pour intelligence avec les hitlériens. Aujourd'hui nous savons que Staline avait agi en toute bonne foi. Le contre-espionnage allemand avait monté une machination, dont le président Bénès avait été le complice inconscient (...)* Léon Blum a déclaré qu'il avait été informé des rapports entre Toukhatchevski et les agents hitlériens dès la fin 1936. Il est vraisemblable que l'homme d'Etat français avait les mêmes sources que Staline et y avait prêté foi comme lui » (p. 98).

Le bon apôtre ! « *Aujourd'hui nous savons que Staline avait agi en toute bonne foi* »... D'ailleurs Bénès et Blum se sont eux aussi laissé rouler et de plus « *il est vraisemblable...* » etc. Le pauvre homme, ce grand marxiste qui décapite son état-major et le cadre de ses officiers à la veille de la guerre mondiale prévue par tout le monde parce que les services de renseignements adverses l'auraient roulé. Mais, hélas pour M. Mavrakis,

sa science se nourrit des fabulations les plus vieilles et les plus maladroitement. La thèse suivant laquelle la Gestapo aurait roulé Staline sort... de la Gestapo elle-même (et pas seulement de Benès et de Blum). Elle est ensuite démentie par les faits : la Gestapo fabriqua bien à la « demande » de Staline des faux documents pour couler Toukhatchevski et ses sept camarades... mais les milliers d'officiers ou de maréchaux et généraux, comme Blücher, Dybenko, Alksnis qui périrent avant ou après n'ont rien à voir avec ces « documents », et de plus, les historiens soviétiques ont fait litière de la thèse de M. Mavrakis. Lev Nikouline a écrit une biographie du maréchal Toukhatchevski publiée dans la revue ultra-stalinienne *Oktiabr*, SPECIALISEE DANS LA GLORIFICATION ET LA REHABILITATION DE STALINE ; Nikouline écrit que les « documents » de la Gestapo ne furent jamais produits au cours du procès : IL N'EN FUT JAMAIS QUESTION (*Oktiabr* 1963, n° 5, p. 147). D'aucuns répondront que M. Mavrakis ignore peut-être le russe, mais l'ouvrage de Nikouline a été publié en français aux Editions sociales sous le titre : *la Vérité sur le maréchal Toukhatchevski...*

Elsa Poretski, la femme d'Ignace Reiss, dirigeant du Guépéou qui rompit avec ce dernier en 1937 pour rejoindre les rangs de la IV^e Internationale avant d'être aussitôt assassiné par les agents de Staline, écrit dans son livre *les Nôtres* :

« C'est à travers le cercle Goutchkov et les membres de la Ligue impériale des officiers, où se trouvaient les "gens à nous" dont parlait Sloutski, que le N.K.V.D. prit contact avec l'état-major nazi qui lui fournit les fausses preuves de la "trahison" du maréchal Toukhatchevski et d'autres officiers supérieurs de l'Armée rouge » (p. 262).

On peut discuter les affirmations de Nikouline et de Poretski (avec des

preuves à l'appui...), mais pas les passer sous silence en écrivant froidement : « Nous savons... » quand c'est le contraire que nous savons ! Puisque nous en sommes aux purges, restons-y un instant. On pourrait se demander si M. Mavrakis place le gigantesque système concentrationnaire stalinien au rang des « erreurs » secondaires de Staline ou s'il réfléchit sur ce que signifie son existence. Voici les merveilles qu'il en dit :

« Il est indispensable de souligner que les conditions de vie dans les camps soviétiques étaient nettement plus humaines que celles qu'ont dû endurer les internés des camps allemands (*Dachau, Buchenwald, etc.*), grecs (*Makronissos*), ou français (*Vernet, Gurs*). L'auteur a recueilli les témoignages d'un peintre grec et d'un cuisinier polonais. Le premier avait été interné à Vorkouta en 1952 pour espionnage, puis réhabilité un an plus tard. Le second avait travaillé aux mines de Tongourska, ayant été fait prisonnier en 1940. Au cours de la guerre, il fut autorisé à s'enrôler dans l'armée du général Anders. Selon ces deux personnes, les déportés n'étaient pas maltraités, ils recevaient un salaire inférieur à celui d'un travailleur libre, mais suffisant pour se nourrir à condition de ne pas ménager sa peine. Ils étaient libres de circuler sur ces territoires vastes. Ils avaient l'usage d'une bibliothèque, des spectacles leur étaient présentés, et ils pouvaient se livrer à des activités récréatives diverses. Certes, la plus magnifique prison ne vaut pas la liberté la plus misérable, mais les petits avantages que nous venons d'énumérer ne sont pas négligeables quand on songe à "l'univers concentrationnaire" qu'on a connu ailleurs » (p. 106).

C'est le vocabulaire typique du gardien de camp : « salaire suffisant pour se nourrir A CONDITION DE NE PAS MENAGER SA PEINE » (!), « ac-

tivités récréatives ». On n'ose en croire ses yeux ni ses oreilles...

Rendons hommage à l'impavidité avec laquelle M. Mavrakis décrit les souriants camps de concentration du « socialisme dans un seul pays ». Puis, félicitons-le d'avoir pu rencontrer un peintre grec et un cuisinier polonais... mais, diable ! comment donc un cuisinier polonais a-t-il pu être « fait prisonnier EN 1940 » (?!). Mystère ténébreux. L'Armée rouge est entrée en Pologne le 17 septembre 1939. A la fin de septembre, tout était réglé... Les nazis, qui enrôlèrent ensuite quelques Polonais, ont envahi l'U.R.S.S. le 22 juin 1941... Où et comment ce cuisinier polonais a-t-il pu être « fait prisonnier en 1940 » par l'Armée rouge ? Sur quel théâtre d'opérations ?...

Et puis une autre question se pose ; en dehors du peintre grec et du cuisinier polonais qui se sont épanchés fort aimablement dans le giron de M. Mavrakis, il existe des témoignages ECRITS : *Une journée d'Ivan Demissovitch*, d'Alexandre Soljenit-syne ; *les Récits de Kolyma*, de Varlam Chalamov ; *le Vertige*, d'Evguenia Guinzbourg ; *Déporté en Sibérie*, de Margaret Buber-Neumann... et d'autres textes encore, publiés entre autres dans la presse soviétique, de 1961 à 1964. M. Mavrakis ignore tout cela, n'en dit mot. Il balaye. Pourtant, ces textes ont été publiés en français. Il est vrai qu'ils ne se placent pas dans le cadre où M. Mavrakis situe sa critique des camps d'extermination et de travail stali-niens : « DANS LES CAMPS SOVIETIQUES RIEN N'ETAIT FAIT POUR REEDUQUER IDEOLOGIQUEMENT LES INTERNES » (p. 106). (Oui, c'est ce qu'écrit M. Mavrakis)... faute de temps, cher monsieur, faute de temps ! Pour se nourrir, selon vous, les déportés ne devaient pas ménager leur peine pour gagner leur vie, ajoutez les « activités récréatives »

que vous signalez et les promenades dans les vastes territoires ouverts aux déportés (c'est vrai : le territoire de Kolyma où périrent des millions de Soviétiques est grand deux fois comme la France !). Vous pouvez toujours proposer à lakir, déporté de dix-sept ans sous Staline, de le ré-éduquer : il est clair en effet que ses lectures de gamin, déporté sous Staline, ne l'ont pas rééduqué ; il est anti-stalinien et n'adore pas le grand Mao ! Ecrivez-lui...

Venons-en enfin à la Grèce :

M. Mavrakis explique dans sa lettre : « Vous me reprochez enfin de ne pas mentionner la correspondance Staline-Churchill-Roosevelt à cause de l'impossibilité où je serais, croyez-vous, d'expliquer pourquoi Staline ne broncha pas pendant l'écrasement des communistes grecs à Athènes. C'est un mensonge de plus car j'explique bel et bien pourquoi Staline ne broncha pas.

Le problème comporte deux volets :

1) Staline avait-il raison de vouloir éviter le renversement des alliances recherché par Hitler et le passage à la troisième guerre mondiale avant la fin de la seconde ? 2) Est-il vrai que la situation grecque et internationale permettait aux forces populaires dirigées par les communistes de prendre le pouvoir et de faire échec à une intervention britannique en comptant sur leurs propres forces au lieu de compter sur le soutien militaire soviétique ? Je réponds oui à ces deux questions, preuves à l'appui. »

La question n'est, bien entendu, pas là et j'ai souligné que M. Mavrakis passait sous silence la correspondance Staline - Churchill - Roosevelt justement parce que cette correspondance montre que Staline a CONSCIEMMENT laissé isoler politiquement le mouvement révolutionnaire grec et l'a LIVRE à Churchill et à

la bourgeoisie grecque. C'est ce que soulignent un certain nombre de décisions que M. Mavrakis ramène au rang de quelques fâcheux oubliés : « *Staline ne semble pas avoir mis en garde les communistes grecs contre le mauvais coup préparé par les Anglais* » (p. 204). Quant à l'accord avec Churchill : « *Notons que cet accord ne signifiait pas que Staline s'engageait à faire pression sur les communistes grecs pour qu'ils ne s'opposent pas à l'intervention anglaise* » (p. 202). Non, il se contentait d'oublier de les mettre en garde ! En revanche, il n'oubliait pas de leur recommander la collaboration avec le gouvernement Papandréou. Bref, conclut M. Mavrakis, « *Staline, qui ne se gênait pas d'ordinaire pour conseiller les partis frères* (note de J.-J. M. : dégustons l'expression en pensant que Staline a dissout TROIS PARTIS FRERES dont le P.C. polonais), *a perdu en l'occurrence une occasion de rendre un bon service à ses camarades grecs* » (p. 204)... « *Staline a perdu en l'occurrence une occasion* ». Inimitable Mavrakis !

Mais M. Mavrakis, en dépit de ces formules admirables, se rend compte que malgré le monstre hideux de la troisième guerre mondiale (qui justifiait aussi ce que M. Mavrakis appelle pudiquement les « *quelques gestes maladroits de Staline* » (p. 205) à l'égard de la révolution chinoise, comme le soutien à Tchang-Kaï-Chek...) les lecteurs risquent de considérer que la ligne politique suivie par Staline en Grèce est exactement la même que celle des P.C. italien et français de 1944 à 1947...

« *Staline fut-il responsable de la ligne opportuniste des communistes italiens et français ? Les trotskystes l'affirment* » (p. 206). Que répond M. Mavrakis ? « *Des dirigeants ayant atteint ce degré de pourrissement idéologique n'avaient pas besoin des directives de Staline pour suivre une*

ligne opportuniste pour capituler devant la pression de la bourgeoisie » (p. 207). Cela se passe de commentaires... Staline avait donc en l'occurrence perdu deux autres occasions. Ce serait à se tordre s'il ne s'agissait de problèmes aussi sérieux.

Où sont passés les deux « *volets* » par lesquels Mavrakis voulait justifier la politique de Staline en Grèce : la troisième guerre mondiale et le soutien militaire soviétique ? Envoyés... si l'on ose dire. Mais l'explication resserrera, sous diverses formes à chaque étape : en Grèce, par exemple, en 1967, les staliniens expliqueront aux centaines de milliers de travailleurs qui manifestaient aux cris de « *A bas la monarchie !* » : ce n'est pas le moment, la VI^e flotte américaine interviendra, etc. En 1944, cette politique a ouvert la voie au massacre de milliers de communistes et de travailleurs ; elle a installé la bourgeoisie et son roi sur le trône. En 1967, elle a livré les masses aux colonels. Les contorsions et les protestations de M. Mavrakis n'empêchent pas qu'il se place exactement dans cette lignée.

Achevons sur Karol et la révolution chinoise. Peu importe que ce qu'écrivait Mavrakis à propos de Karol ne s'applique effectivement qu'à sa seule façon de parler de la révolution chinoise et non de l'histoire du mouvement ouvrier international. Toujours est-il que la phrase que j'ai citée : « *C'est entièrement faux. Ce que dit Karol ne correspond pas à l'histoire telle qu'elle est enseignée en Chine* » est celle d'un valet qui affirme qu'une version de l'histoire est vraie parce que c'est ainsi enseigné aujourd'hui en Chine comme hier sous Staline, au Kremlin ; or, le trafic et le truquage de l'histoire atteignent en Chine des proportions aussi fantastiques que sous Staline. On y réécrit les textes, on les gomme, on en efface des lignes ou des pa-

ges, on en gratte des noms. Cela ouvre à M. Mavrikis une voie de sauvetage : si son livre est publié un jour prochain en chinois, il pourra y corriger impunément ses truquages.

Ceux au moins que j'ai relevés et qui ne constituent qu'une petite partie de l'ensemble.

Jean-Jacques MARIE.

Abonnement couplé

INFORMATIONS OUVRIERES
JEUNE REVOLUTIONNAIRE

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN

à « **INFORMATIONS OUVRIERES** » (48 numéros)

à « **JEUNE REVOLUTIONNAIRE** » (10 numéros)

Versement au C.C.P. I.O. 21.831.73 - Paris

Rédaction - Administration

Correspondance :

« **INFORMATIONS OUVRIERES** »

39, rue du Faubourg-du-Temple

PARIS-10^e

C.C.P. 21.831-73 Paris

ABONNEMENTS

à « **INFORMATIONS OUVRIÈRES** »

3 mois (12 n^{os}) 11 F

6 mois (24 n^{os}) 20 F

1 an (48 n^{os}) 38 F

Etranger (1 an) 50 F



Un exemple à suivre

Le dernier numéro de *la Vérité* est une arme théorique extraordinaire pour ceux qui n'acceptent pas la destruction de l'Ecole laïque sous prétexte de remettre en question le contenu répressif de l'enseignement. S'il y a répression quotidienne dans les désirs des hommes et leurs besoins de créer (et je m'intéresse d'assez près au mouvement surréaliste depuis sa création jusqu'à nos jours), c'est avant tout à la société capitaliste dans son ensemble qu'elle est due (l'aliénation fondamentale étant — je pense — celle de la division du travail).

Face à ceux qui mènent la lutte sur un seul aspect de « la société répressive » : pollution, environnement, sexualité, etc., se coupant par là même du matérialisme dialectique, il est bon que votre revue non seulement dresse un rempart, mais encore contribue à l'élévation de la conscience, et des militants révolutionnaires, et des travailleurs de l'enseignement voulant lutter contre le démantèlement de l'Education nationale. Je tiens donc à m'abonner à votre revue à partir du n° 556.

Jean-Claude, 94 - ORLY.



Faire le point sur le gouvernement ouvrier

Je vous écris pour vous féliciter pour le contenu du n° 554-555 de *la Vérité*, fort intéressant et fort instructif quant à l'enseignement et la crise économique mondiale (...).

A propos du gouvernement ouvrier, il serait, je crois, nécessaire de faire le point sur ce sujet dans *la Vérité*, car il est difficile actuellement de savoir exactement la signification de ce vocable. Reprendre les comptes rendus de l'Internationale communiste à ce sujet, et les approfondir en fonction de la situation actuelle serait une bonne contribution en vue de la Conférence nationale pour un gouvernement ouvrier.

J.-C. B.

83 - FABREGAS. LA SEYNE.

Depuis que cette lettre, datant du 12 décembre 1971, nous est parvenue, la discussion ouverte dans Informations ou-

vrières, les documents préparatoires à la conférence nationale, et ceux qui en sont sortis, sont venus, nous l'espérons, « faire le point » sur le gouvernement ouvrier. Particulièrement, l'angle consistant à situer ce mot d'ordre par rapport aux résolutions de l'Internationale communiste, la brochure de Stéphane Just « Le gouvernement ouvrier et paysan », publiée par l'A.J.S. (1), apporte, croyons-nous, tous les éclaircissements nécessaires. S'agissant de l'objectif stratégique décisif de la lutte des classes à l'heure actuelle, il va de soi que la discussion se poursuivra, et nous invitons nos lecteurs à reformuler, compte tenu des documents que nous venons de mentionner, ce qui leur paraît nécessiter de nouveaux éclaircissements.

(1) Envoi franco contre 3 francs au C.C.P. « Jeune Révolutionnaire » 25445-62 PARIS, ou à la librairie de la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS-10^e.



Le point de vue d'une étudiante préparatoire

La lecture de *la Vérité* n° 553 me suggère quelques remarques. Voilà une revue que je ferai connaître autour de moi, parmi les étudiants préparatoires. Mes camarades éprouvent en face de la politique de nombreuses réticences ; il faut bien sûr en rechercher l'origine dans l'idéologie secrétée par leur milieu social bourgeois, comme dans celle diffusée dans les classes préparatoires ; mais elles sont aussi le résultat d'expériences politiques négatives. Avec ceux qui, pendant leur scolarité, se sont heurtés à une propagande démagogique ou ressentie comme telle, il faut engager une discussion authentique : *la Vérité* en offre les bases.

Un autre aspect : la formation qui nous est dispensée nous prépare — du moins une partie d'entre nous — à devenir les « jeunes cadres de la nouvelle société » de Chaban-Delmas. Cela signifie formation technique et perversion idéologique ; on nous prépare à raisonner en termes de caste et non en termes de classe, en même temps que s'infiltrent parmi nous toutes les illusions relatives au « pouvoir de la technocratie ». En réintégrant ces problèmes dans la matière d'un article, *la Vérité* pourrait nous aider. Ainsi des articles comme celui de Balazs Nagy sur Lukacs nous sont d'un grand secours, dans un milieu sensible à toutes les falsifications du marxisme, et prompt à les adopter : les petits-bourgeois préfèrent les contorsions idéologiques à l'organisation ; pour eux, le parti se dissout en « comités de révolutionnaires » et la prise du pouvoir par le prolétariat en une perspective nébuleuse de perversion idéologique ; le stalinisme enfin leur est d'un grand secours : assimilant l'organisation au parti stalinien monolithique, ils se ménagent une retraite honorable. Montrer que là n'est pas la voie du socialisme, ramener des élucubrations pompeuses à la juste mesure de la réalité, c'est le problème quotidien.

A propos de l'article sur la grève Renault : les faits analysés de manière serrée font ressortir clairement certaines propositions ; un conflit tel que celui de chez Renault ébranle l'édifice du capitalisme et de son Etat. Les appareils considèrent le moment mal venu de le faire vaciller et tomber, et s'emploient à le préserver en brisant la grève. Les gauchistes pensent qu'il est toujours temps de pousser le capital dans ses derniers retranchements et que le socialisme s'en suivra : ils s'enfoncent dans un mouvement où les adversaires ne peuvent que s'user plus ou moins vainement sans ouvrir de perspective politique.

Quant à nous... nous voyons le moment venu d'en finir avec le capital et son Etat et d'instaurer un gouvernement ouvrier ; dès lors, notre rôle est de faire converger les mouvements de la classe ouvrière vers cette exigence. Mais voilà un schéma qui appelle bien des questions. Qu'est-ce que le gouvernement ouvrier ? Est-ce le mouvement des masses, unifié autour de l'exigence d'un changement politique imposant que ses organisations traditionnelles prennent leurs responsabilités, et s'unissent pour assurer la direction du pays ? Dans un premier temps, la perspective de gouvernement ouvrier s'associe alors avec celle de gouvernement populaire-démocratie avancée... prônée par les « partis de gauche » contre le gouvernement Pompidou-Chaban ? Le problème serait ensuite de trouver par quelles voies peut s'affirmer le contrôle des travailleurs sur leur gouvernement, quelle forme peut prendre la démocratie socialiste : république des conseils... Là seulement s'affirmeraient les divergences entre les divers courants ouvriers. Dès lors, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier a l'avantage d'être assez large pour contenir toutes les aspirations et toutes les illusions des masses. Mais il présente l'inconvénient de ne pas recouvrir de programme précis : satisfaire aux revendica-

tions des travailleurs, certes, mais quels moyens appliquer à la situation économique léguée par le capitalisme pour y parvenir ? Nous prenons à bras le corps la situation présente en posant le problème du pouvoir. Les partis de gauche prennent à bras le corps la situation présumée future et rédigent d'épais programmes de gouvernement : une opposition qui me préoccupe.

L'article sur la révolution politique en Pologne m'incite à poser d'autres questions. Il insiste sur la conscience de la classe ouvrière polonaise ; conscience qui s'exprime dans le fait que les travailleurs maintiennent leurs exigences et conservent les armes — ils ne dissolvent pas leurs conseils — et déjouent les manœuvres de la bureaucratie tendant à ramener l'ordre ; conscience de ses intérêts matériels et des moyens immédiats à mettre en œuvre pour les défendre. Les autres problèmes, les plus essentiels, sont à l'état de questions dépourvues de réponses : comment résoudre les contradictions irréductibles d'une société bâtie sur des bases socialistes, mais isolée et livrée avec sa classe ouvrière à la pression de l'impérialisme mondial ? Que la bureaucratie tente de les résoudre sur le dos des travailleurs, c'est un fait, que ceux-ci ripostent à la dégradation de leur niveau de vie, c'en est un autre, tous deux s'inscrivant dans la logique de la crise. Mais l'impression résultante restera celle d'une impasse, tant que ces deux volontés se contredisant approfondiront la crise, sans toutefois faire apparaître des solutions autres que celles de la bureaucratie. Est-ce que la classe ouvrière, n'ayant de solutions réelles à offrir qu'à l'échelle internationale, ne peut offrir l'exemple d'une gestion ouvrière de la crise économique en Pologne, ou bien se voit-elle contrainte de piétiner sur les marches du pouvoir, ajustant le rythme de son combat sur celui des prolétariats des autres pays ? Sans faire de nécessité vertu, ni ériger en théorie la réalité du socialisme dans un seul pays, il faut espérer que la classe ouvrière et son avant-garde communiste ont des solutions transitoires à avancer. Alors il faut les présenter à partir d'une analyse de la crise économique polonaise et du caractère criminel de la gestion stalinienne. Si de telles propositions n'existent pas, il faut regarder le phénomène

de la bureaucratie comme inéluctable, les poignées de main des grands de l'Est et de l'Ouest comme fatalité et faire son deuil du socialisme. Car dans ces conditions, la marche au pouvoir de la classe ouvrière est vaine, et il faut lui conseiller de reculer. A moins que — et c'est peut-être ce que veut faire comprendre Bobrowski lorsqu'il s'exprime en ces termes assez obscurs : « Car, tout en percevant que le sort de la révolution dépend entièrement de son extension, de ses liens internationaux, cette classe, qui a ainsi assimilé les expériences de 1956 et 1968 en comprenant instinctivement la nature de la nouvelle période, doit diriger son combat dans l'objectif d'apporter une solution consciente à ce problème. » — la solution ne soit donc la conscience incarnée dans la IV^e Internationale, et qui permettrait de transformer un simple recul en un recul stratégique. L'article de Jean-Jacques Marie sur le congrès du P.C.U.S. pose les mêmes problèmes : les chiffres sont témoins de la mauvaise gestion de l'économie, mais quelles en sont les sources ? On repousse l'assertion d'une revue soviétique selon laquelle « le contenu et le mécanisme des fonctions de gestion économique sont les mêmes dans toutes les sociétés, et les principes de direction sont communs à tous les modes de production », car elle signifie la pérennité de l'exploitation. Mais aussi quelle expérience ou du moins quels arguments lui opposer ?

Laurence M.,
94 - ARCUEIL.

Pour ce qui est du gouvernement ouvrier, ce que nous avons dit à propos de la lettre précédente nous paraît également valoir pour celle-là, et la brochure de Stéphane Just répond, nous semble-t-il, aux questions précises posées par notre correspondante. Si elle n'est pas d'accord, nous l'invitons instamment à reprendre la plume.

Peut-être trouvera-t-elle également dans le présent numéro de la Vérité, tant dans la deuxième partie de l'article de C. Bobrowski que dans le paragraphe qu'y consacre, dans son article sur la situation internationale, Stéphane Just, une réponse aux questions qu'elle se pose à propos de la Pologne.

Bien loin de prétendre s'orienter vers le socialisme dans un seul pays, c'est-à-

dire vers la construction utopique d'une économie assurant toutes les productions possibles et devant se suffire à elle-même dans le cadre des frontières de la Pologne (ou même de l'U.R.S.S. — ou même de l'Europe de l'Est plus l'U.R.S.S.), la classe ouvrière, ayant chassé la bureaucratie du pouvoir, après avoir éliminé le gaspillage résultant des privilèges de la bureaucratie et de sa gestion aveugle, incohérente de l'économie planifiée, orientera l'économie vers les productions essentielles de nature à satisfaire les besoins des masses soit directement, soit par l'intermédiaire de la vente sur le marché mondial de marchandises dont la production se trouvera être la plus rentable (ou la moins déficitaire) en attendant l'extension de la révolution et pour pouvoir l'attendre (tout en contribuant activement à la préparer) dans les moins mauvaises conditions possibles.

Nous ne pouvons évidemment opposer à la gestion des conquêtes socialistes par la bureaucratie l'expérience de la démocratie politique de la République des Conseils et de l'exécution du plan, élaboré par les Conseils, sous le contrôle des producteurs ouvriers et paysans, dans un pays avancé où toutes les difficultés auxquelles s'est heurtée l'U.R.S.S. dès le début n'existeront pas de fait ou seulement sous une forme très atténuée. C'est précisément ce pourquoi

nous combattons. Nous pouvons y opposer toutefois la théorie marxiste qui a prévu que le socialisme ne pourrait s'édifier que sur la base des forces productives les plus développées de l'humanité, base sur laquelle la dictature du prolétariat, l'élaboration et l'exécution du plan sous le contrôle des masses de millions de producteurs pourra démontrer toute son efficacité.

Contrairement à l'économie capitaliste, qui se frayait la voie, sous l'ancien régime, par tous les pores de la vieille société féodale en décomposition, l'économie socialiste, si elle se prépare à travers l'antagonisme insoluble entre le niveau atteint par les forces productives et le caractère de plus en plus collectif, à l'échelle mondiale, du processus de production, d'une part, et le caractère privé du régime de la propriété capitaliste des moyens de production ainsi que les frontières des Etats impérialistes, d'autre part, n'existe nulle part sous forme déjà effective dans le cadre du capitalisme. Elle n'existe et ne peut exister sous forme développée que dans la tête de ceux qui combattent pour le socialisme. C'est précisément pour cette raison (comme l'a démontré Trotsky dans Les leçons d'Octobre) que le rôle du parti révolutionnaire est beaucoup plus grand encore et décisif dans la révolution prolétarienne que dans la révolution bourgeoise.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

journal de l'Alliance ouvrière

"INFORMATIONS OUVRIERES"



Chers camarades,

J'ai noté avec satisfaction la publication dans le numéro 554-555 de *la Vérité* de l'article de S. Mahé, « *L'imposture pédagogique* ».

En effet, je pense qu'un tel article permet aux militants révolutionnaires enseignants une réflexion sur le rôle que veut leur faire jouer le gouvernement et une plus juste appréciation sur la finalité exacte de la « *rénovation pédagogique* ». D'autre part, cet article joue le rôle d'antidote pour les jeunes enseignants à qui, au cours des quelques douze journées pédagogiques qui précèdent leur C.A.P. (en tout 90 heures pour former un instituteur à vie) on apprend que l'école doit assurer « ... la préparation intellectuelle et morale des enfants à la mobilité » ou encore, comme le disait récemment un inspecteur primaire :

« *L'automation nous conduit vers un règne d'abondance, vers une civilisation des loisirs, avec un volant nécessaire de 8 % de chômeurs permanents.* »

Ce même inspecteur concluait que « *seule une élite pourra travailler* » et que « *les enfants du peuple ont droit à deux ans de retard* » et iront dans les classes pratiques et de transition qui n'assurent pas « *une formation au rabais, mais un enseignement adapté à la forme d'intelligence des enfants* ».

Voilà les raisons véritables pour lesquelles le gouvernement tient absolument à faire appliquer la « *rénovation pédagogique* », voilà pourquoi il tient tant à assurer la docilité des enseignants. Le camarade Mahé a raison de dénoncer avec virulence cette politique afin de détruire toute équivoque.

Toutefois, la publication de cet article par l'organe du comité central de l'Organisation communiste internationaliste m'amène à faire quelques remarques.

En effet, le camarade S. Mahé n'est pas, à ma connaissance, un militant de l'O.C.I.

La vérité, toute la vérité

et c'eût été respecter l'intégralité de sa pensée que de mentionner son affiliation à l'anarcho-syndicalisme, fait qui, s'il est connu des lecteurs de *l'Ouest syndicaliste*, l'est sans doute moins de ceux de *la Vérité*.

D'autre part, ayant sous les yeux l'original de « *L'imposture pédagogique* », je note que *la Vérité* a bien publié la quasi totalité de cet article sauf précisément les passages dans lesquels le camarade Mahé expose sa conception, en tant qu'anarcho-syndicaliste, de l'enseignement actif et individualisé, et en particulier ce passage :

« *Depuis plusieurs années, des études sur la dynamique de groupe et la pédagogie de groupe ont confirmé les thèses développées depuis 1845 par les socialistes libertaires selon lesquelles l'épanouissement de la personnalité ne peut se réaliser qu'en groupe, mais à la condition que l'individu n'y soit pas écrasé par le nombre. Ces thèses, affirmées par les anarchistes dans une optique politique de lutte contre l'Etat concentrationnaire, trouvent leur application sur le plan de l'éducation.* »

Certes, il ne s'agit pas de demander aux rédacteurs de *la Vérité* de partager cette opinion mais lorsqu'on s'engage à dire la vérité aux travailleurs, ne faut-il pas la dire tout entière ?

H. Hochard.

44 - ST-HERBLAIN.

Le camarade Serge Mahé nous pardonnera sans doute si nous disons qu'il n'est plus un tout jeune militant. Ses conceptions anarcho-syndicalistes sont suffisamment connues pour que, en ne la mentionnant pas expressément, il ne nous soit même pas venu à l'esprit que quiconque pourrait penser que nous avions voulu dissimuler son affiliation. Il était d'ailleurs assez clair que l'excellent article du camarade Mahé n'avait pas été

écrit à l'intention de la Vérité, puisque nous disions l'avoir extrait de L'Ouest syndicaliste, organe de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique.

Profitions d'ailleurs de cette occasion pour préciser que la qualité de membre de l'O.C.I. n'est nullement indispensable pour collaborer à la Vérité, mais seulement, du moins nous l'espérons, une certaine qualité des textes. Si le cœur en dit aux camarades Mahé ou Hochard, nous les invitons à faire l'épreuve...

Reste la question des passages, ou plutôt du passage de l'article du camarade Mahé que nous n'avons pas reproduit. Aucune équivoque n'était possible, puisque le « chapeau » présentant l'article commençait en ces termes : « L'article de Serge Mahé, dont nous reproduisons ci-dessous la plus grande partie... », et que l'absence du passage en question était signalée par une ligne de points de suspension.

Mais pourquoi cette coupure ? Parce que, si toutes les discussions doivent certainement être menées, il n'est pas indispensable qu'elles le soient toutes en même temps. La défense de l'école publique laïque, y compris contre les billevesées prétendument « pédagogiques » et « rénovatrices » d'un certain gauchisme,

sur laquelle nous sommes pleinement d'accord avec les camarades Mahé et Hochard, est à nos yeux, comme d'ailleurs, nous en sommes certains, aux leurs, une question primordiale. La question de la validité pédagogique de la « dynamique de groupe », etc., sur laquelle nous ne sommes apparemment pas du tout d'accord, nous paraissait pouvoir attendre pour être discutée avec tous les honneurs qui lui sont dûs. Ce n'est pas parce que des pédagogues, militants anarchistes d'avant la première guerre mondiale, ont pu écrire sur ce sujet que leurs thèses, prétendument remises à l'ordre du jour à l'Université ces derniers temps — mais sont-ce bien les mêmes thèses ? — doivent être acceptées sans débat. Oserons-nous le dire ? Quand nous entendons parler doctoralement de « psychologie de groupe », « psycho-sociologie », etc., comme de tout ce qui, à la foire aux idéologies, parade sous l'étiquette générale de « sciences humaines », nous inclinons irrésistiblement à penser qu'il s'agit d'une fumisterie aussi prétentieuse que charlatanesque.

Cela dit, si les camarades Hochard et Mahé (ou tout autre) estiment que cette discussion doit absolument être menée sans délai, les colonnes de la Vérité leur sont ouvertes.

S. E. L. I. O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10° - C.C.P. La Source 31.697-97

Diffusion exclusive

Le printemps des peuples commence à Prague
par Pierre Broué

Essai d'analyse sur le processus de la révolution politique en Europe de l'Est.

Le volume : 9 F.

Les militants de l'Europe de l'Est et la IV^e Internationale.

Rapports, résolutions, appels adoptés à la Conférence des pays de l'Europe de l'Est.

Le volume : 7 F.

LE CROISÉ SANS VISAGE (II)

par Octave Boisgontier

LE PRONOSTIC HISTORIQUE DE MARX

LA QUESTION DES FORCES PRODUCTIVES

Un preux chevalier à la visière baissée, indigné de découvrir un véritable Himalaya de faux dans les pages de **la Vérité**, est parti en croisade contre ces infamies dans celles de **Quatrième Internationale** (1). Nous avons commencé, dans la première partie de cet article (2), à examiner les divers arguments de ce Croisé anonyme. Pour contingents, voire incohérents, qu'ils puissent paraître, ils vérifient cependant la dialectique hégélienne du hasard et de la nécessité, ils ont un motif, un fondement, ou plus exactement un but. Tous tournent autour de la cible que vise essentiellement le Croisé dans sa conclusion ; il s'agit de savoir si Marx a ou non formulé un pronostic concernant l'avenir du capitalisme, s'il existe ou non, chez Marx, une théorie de la tendance à l'effondrement du capitalisme. C'est ce que **la Vérité** avait affirmé dans son numéro 551 (mars 1971). Constatant

(1) 29^e année, n° 49 de mai 1971.

(2) Voir **la Vérité**, n° 554-555, pp. 179 à 191.

que s'accumulaient les signes d'une « **crise majeure de l'économie mondiale** », elle croyait pouvoir affirmer que le pronostic historique énoncé par Marx, notamment en 1857, dans le premier manuscrit d'ensemble du **Capital** (3), continuait ainsi à s'accomplir sous nos yeux. C'est en effet dans ce texte que, pour la première fois, ce pronostic, déjà énoncé par Engels et lui, sous sa forme la plus générale, socio-historique, au début de l'élaboration du matérialisme historique, en 1845, se trouve reformulé, grâce aux progrès réalisés par Marx dans son analyse du capitalisme, cette fois dans les termes concrets des lois de l'économie, de la loi de la tendance à la baisse du taux de profit.

Nous remettons plus loin sous les yeux de nos lecteurs le texte de Marx en question. Il importe d'abord de montrer encore une fois que ce qui est en cause, c'est une question fondamentale, la plus fondamentale qui soit pour les marxistes : celle de la **nécessité historique du socialisme**. Il s'agit de le faire apparaître, de le dégager, à travers et malgré le cours inévitablement sinueux, apparemment chaotique, anecdotique, que prend, et ne peut pas ne pas prendre, la polémique du marxisme contre le révisionnisme, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de la littérature du « Secrétariat unifié » : car la façon dont opère le révisionnisme consiste (et ne peut pas ne pas consister) à dissimuler, à noyer la question fondamentale, l'objet véritable du litige dans un amas hétéroclite de considérations diverses, substituant ainsi à la méthode dialectique de Marx la méthode la plus en vogue chez les historiens bourgeois et petits-bourgeois d'aujourd'hui, celle de la multiplicité des facteurs. Pour débusquer le révisionnisme, il est donc indispensable de le suivre dans tous ses détours, dans toutes ses manœuvres, ses sinuosités, ses diversions. Si lassant que cela puisse parfois apparaître au lecteur, il n'est pas pour nous d'autre voie possible pour dissiper les nuées bariolées, le chatoiement kaléidoscopique de l'argumentation d'un Mandel, pour percevoir, derrière la vertigineuse rotation de cette

(3) Connue en allemand sous le titre de **Grundrisse...** (« Esquisse d'une critique de l'économie politique »). Traduit en français, de façon malheureusement plus qu'approximative, sous le titre **Fondements de la critique de l'économie politique**, Ed. Anthropos.

multicolore roue des apparences, la question décisive qui est en jeu. Car dans ce cas aussi, mais, il est vrai, sous une forme spécifiquement mandélienne, la nécessité se manifeste sous la forme du hasard, de la contingence...

Nous aurons à rappeler à cette occasion en quoi consiste, notamment dans l'histoire de l'humanité, la dialectique du hasard et de la nécessité, ainsi que celle, inséparable, du possible et du réel. De plus, la question de la fonction du parti révolutionnaire, du parti international de classe du prolétariat à construire et de la méthode de sa construction est inséparable de celle de la nécessité du socialisme ; nous indiquerons brièvement pourquoi.

Le pronostic de Marx et d'Engels, selon lequel les contradictions du capitalisme engendrent une tendance historique **nécessaire** à l'effondrement de ce mode de production, a été formulé par ses auteurs pour la première fois du point de vue des « **entraves** » que le capital met au développement illimité des forces productives, qu'il tend, par ailleurs, à susciter. C'est donc d'abord sous cette forme que nous en examinerons la validité, et par conséquent celle, qui en est inséparable, de la fameuse thèse de Trotsky sur l'arrêt de la croissance des forces productives de l'humanité à l'époque de la crise historique d'agonie du capitalisme.

Pour bien la comprendre, il nous faudra tenter d'élucider la nature de la catégorie des forces productives dans le matérialisme historique et donner ensuite de brèves indications sur les manifestations, dans le monde actuel, de l'arrêt de la croissance des forces productives qui prend — nous le verrons — la forme de leur transformation de plus en plus ample en forces destructives. Nous examinerons enfin le pronostic historique de Marx sous sa dernière forme, celle à propos de laquelle **la Vérité** a, paraît-il, établi « **un véritable record mondial de la falsification** ».

Pour caractériser l'argumentation de nos adversaires, nous puiserons non seulement dans le texte du Croisé et dans les écrits de ses amis intimes, Mandel et Germain, mais aussi dans le dernier chef-d'œuvre de nauséabonde incon-

gruité de notre plus qu'excellentissime ami, Henri Weber. Il faut de tout pour faire un monde, et les truculentes excréments avec lesquelles ce **puer robustus, sed malitiosus** est bien obligé de soulager les tensions internes de sa quelque peu fangeuse nature ont à nos yeux cet incontestable mérite de venir à point nommé introduire, dans des questions dont l'examen attentif n'est pas sans exiger quelque effort, quelque contorsion intellectuelle, le piment d'un élément comique qui, pour être — nous nous en portons garants — absolument involontaire, n'en est que plus savoureux.

Connaissant maintenant notre plan et notre but, le lecteur sera, espérons-nous, plus indulgent pour les longueurs de l'exécution et s'armera plus aisément de persévérance pour nous suivre jusqu'au bout.

I - Le socialisme est-il "nécessaire" ou "possible" ?

De la notion de « falsification »

Tout d'abord cependant, un mot sur la forme, qui nous fera d'ailleurs pénétrer **in medias res**, car, ici comme toujours, la forme reflète et caractérise, détermine le fond. Nous accorderons sans peine au Croisé que « **s'attaquer à Mandel, passe encore. Mais s'attaquer à Marx...** », c'est autre chose. Nous lui accorderons aussi — d'autant plus aisément qu'il est orfèvre en la matière — que « **l'erreur, même comique, est compatible avec la démocratie ouvrière. Mais ce qui n'est pas leur droit, c'est de falsifier Marx** ». Nous irons d'ailleurs plus loin : ce ne serait pas davantage notre droit de « falsifier » Mandel, ni même Weber. La loi du talion ne saurait s'appliquer aux faussaires dans

le mouvement ouvrier. Il importe de clouer ceux-ci au pilori pour ce qu'ils ont effectivement écrit, et non en leur rendant la pareille. Il faut, au contraire, montrer que, dans la fonction inconfortable que les révisionnistes assument d'avoir à trahir Marx au nom de Marx, Lénine au nom de Lénine, Trotsky au nom de Trotsky, ils ne peuvent pas ne pas procéder par les voies de la confusion, de la distorsion, de l'accumulation éclectique de thèses contradictoires juxtaposées dans le même document ou dans des documents simultanés. Il s'agit pour nous de répandre la clarté là où ils ont semé la confusion.

Et lorsque les esprits les plus simples parmi les adeptes du pablo-mandelisme « unifié » — inquiets de ne pas faire

preuve de suffisamment d'abattage pour dévider, sans nulle apparence de fatigue, tout constellé des faux joyaux d'une érudition qui, pour être de pacotille, ne les en impressionne que davantage, cet interminable chapelet d'assertions les plus diverses dont l'organisation par simple juxtaposition est, à la totalité concrète toute pénétrée de rationalité que reconstruit le dialecticien matérialiste, ce qu'est le raisiné à ce Château-Margaux 1848 que prisait fort Engels, art qui, tel quel, fait cependant toute la gloire de leur chef de file — trouvent plus facile de falsifier carrément les textes qu'ils citent, il faut le démontrer, pour rebutant que cela puisse être, sur la base des textes, des documents, avec toute la précision, toute la minutie fastidieuses, mais indispensables. Mais encore faudrait-il s'entendre. Un « faussaire », selon le bon vieux Littré — privé de l'avantage d'avoir pu inscrire notre Croisé parmi ses auteurs de référence — c'est « celui qui fait un faux acte, une fausse signature, ou qui altère un acte authentique », donc en particulier un texte qu'il cite. Un « faux », c'est l'« altération », la « supposition d'actes, de pièces, de signatures ». « Falsifier », enfin, c'est « altérer avec le dessein de tromper » ou encore « ne pas rendre, ne pas rapporter les choses telles qu'elles sont ». Et le Littré donne en exemple cette phrase de Voltaire (*Dictionnaire philosophique*) : « Brumoy a déguisé autant qu'il l'a pu ce dialogue, comme il a falsifié presque toutes les pièces qu'il a traduites » (celles des tragiques grecs). L'écrivain jésuite Pierre Brumoy, collaborateur du *Journal de Trévoux*, a en effet « traduit » les classiques grecs en les accommodant au goût de la divine et vaticane providence. Ce qui lui vaut l'accusation tout à fait justifiée de falsification portée contre lui par Voltaire (et, pour la même raison, les éloges des pieux épigones du laïque Pierre Larousse). Brumoy a falsifié les auteurs grecs, car sa traduction leur fait dire tout autre chose, voire le contraire, de ce que dit leur texte.

Le Croisé accuse la *Vérité*, à propos du passage des *Grundrisse* qu'elle cite, d'avoir falsifié Marx. Celle-ci aurait-elle « altéré » le sens du texte de Marx (que notre revue donnait dans une traduction à elle, sans utilisation de l'édition française) ? Le Croisé ne le prétend nullement. Il s'en prend seulement à l'alinéa de commentaire qui suivait, « **commentaire remarquable** », écrit-il, « **car nous sommes en présence de QUATRE FAUX DANS UNE SEULE PHRASE, véritable record mondial de la falsification** ». De ces quatre « faux », l'un concernait Mandel et le rôle du militarisme dans le fonctionnement actuel de l'économie capitaliste : nous en avons fait justice dans la première partie de cet article. Les trois autres concernent Marx et son pronostic historique, ou l'absence chez lui de ce pronostic : nous y reviendrons.

Mais il nous faut bien d'abord constater qu'en accusant la *Vérité* de « falsifier Marx », le Croisé abuse délibérément du sens des mots. Il ne prétend pas, et ne peut prétendre, que celle-ci a « altéré » le sens du texte de Marx dans la traduction qu'elle en donne. Il soutient seulement que, dans son commentaire, elle fait dire à Marx le contraire de ce qu'il dit. En un mot, que la *Vérité* est assez stupide pour mettre sous les yeux de ses lecteurs le texte exact de Marx qu'elle utilise, puis d'ajouter que Marx y formule le pronostic historique de l'effondrement nécessaire du capitalisme, alors qu'il n'en est rien. Le Croisé pense évidemment qu'à part lui, tous les lecteurs de la *Vérité* sont aussi stupides que ses rédacteurs. Le moins qu'on puisse dire, c'est que des « faussaires » tels que ceux-là ne sauraient être bien dangereux pour qui que ce soit, sinon pour des imbéciles sans espoir !

Autrement dit, ce dont le Croisé accuse la *Vérité*, c'est de ne rien comprendre à ce que dit Marx, ou de faire comme si elle n'y comprenait rien — en laissant toutefois au lecteur toute possibilité de constater, pièces en mains, que la *Vérité* ne comprend rien au

texte de Marx qu'elle cite, ou encore qu'elle feint de comprendre le contraire de ce que dit Marx. Cela fût-il vrai, qu'on ne pourrait encore le moins du monde accuser **la Vérité** d'avoir « **falsifié Marx** », pour ne pas parler de « **record mondial** » (4).

La tâche des marxistes serait étrangement simplifiée si les révisionnistes affirmaient tous — comme celui pour qui on a inventé le terme, Bernstein — qu'il faut « réviser » Marx (Lénine, Trotsky), car ceux-ci se sont trompés. Il est au contraire dans la nature des appareils bureaucratiques social-démocrate ou stalinien du mouvement ouvrier, « **passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois** » tout en continuant à assumer la fonction de direction des organisations de classe construites par le prolétariat dans son mouvement historique pour son émancipation, de prétendre être fidèles à Marx ou Lénine tout en trahissant leurs enseignements, et de le faire en en distordant le sens, en semant la plus grave confusion, etc. Il ne peut en être autrement.

De cette activité confusionniste au faux pur et simple, il y a sans doute un enchaînement naturel — mais il y a une différence, il y a encore une frontière à franchir, et, selon nous, une distinction à opérer. Les staliniens notamment ont franchi cette frontière, falsifiant les textes et les faits historiques les plus patents sur une échelle gigantesque. Trotsky, les trotskystes ont dénoncé ces falsificateurs de l'histoire.

La fonction particulière du pablo-mandelisme et sa méthode

Dans ce cadre d'ensemble, les centristes pablo-mandéliens, flancs-gardes des appareils bourgeois du mouvement ouvrier, remplissent une fonction particulière : trahir Trotsky au nom de Trotsky, dresser ainsi un obstacle majeur, par la confusion qu'ils sèment, sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, du rassemblement

de l'avant-garde prolétarienne sur la base du programme de Trotsky et dans les rangs de l'organisation qu'il a fondée. Ce n'est pas là un mince crime. Il s'agit de la construction, indispensable à la victoire du socialisme, du parti international de classe ! On comprendra l'importance que nous attachons, la place que nous consacrons à les démasquer.

Nous accusons le « Secrétariat unifié » et son principal représentant, Ernest Mandel, d'avoir révisé, déformé, émasculé, trahi les enseignements de Marx, Engels, Lénine, Trotsky. Nous l'accusons de s'acquitter de cette besogne en substituant la méthode éclectique de la multiplicité des facteurs à celle du matérialisme historique, en accumulant les sophismes, en juxtaposant des thèses contradictoires, et par bien d'autres procédés de même nature.

En un mot, nous accusons Ernest Mandel de remplir une fonction politique réactionnaire, et cela, très précisément, depuis février 1951, date à laquelle il demanda à la majorité du Comité central de la section française de la IV^e Internationale, hostile au révisionnisme de Pablo tel qu'il s'exprimait dans le document programmatique publié par ce dernier au début de l'année 1951, **Où allons-nous ?** (et dans le projet de thèses à soumettre au 3^e congrès mondial publié en octobre 1950 par le « Bureau du Secrétariat international », organisme composé de Pablo, Mandel et Frank, n'ayant aucune existence statutaire, mais tout-puissant dans les faits) de ne pas engager prématurément la bataille parce que lui, Mandel, allait l'engager au sein même du S.I. Trois mois plus tard, Mandel capitulait entièrement devant Pablo, refusant de soumettre au vote le docu-

(4) De grâce, lecteur, un peu de patience ! Nous te remettrons bientôt sous les yeux toutes les pièces du débat. Mais tu auras pu juger auparavant que ce préalable n'a rien de gratuit, qu'il débouche tout droit sur le fond du débat.

ment qu'il avait censément rédigé pour lutter contre Pablo... Ce qui lui valut peu après l'insigne honneur d'être chargé par ce dernier de présider à la liquidation de la section française. Il n'y parvint pas, mais ce ne fut pas faute d'avoir essayé...

Mais nous n'accusons pas Mandel d'être un faussaire, et ne le ferons, le cas échéant, que sur la base de preuves, de documents indiscutables.

Le Croisé, pour sa part, nous accuse de comprendre Marx à l'envers. Pourquoi appelle-t-il cela « falsifier Marx » ? Pourquoi cette confusion supplémentaire, après tant d'autres ? Pourquoi cet amalgame ? Qu'on s'en convainque : il n'a rien de gratuit. En preux chevalier qu'il est, le Croisé protège ses hommes liges. Il n'est parti en croisade contre notre « record mondial de la falsification » que pour protéger son féal Weber contre nos accusations.

L'indéfendable Weber...

Car, si nous n'accusons pas Mandel d'être un faussaire, nous avons porté à plusieurs reprises contre Henri Weber, membre du Bureau politique de la Ligue dite communiste, section française de « l'ombre portée pabliste du stalinisme » (expression « qui, dans le langage hermétique des lambertistes, désigne la IV^e Internationale », comme l'écrit si joliment le Croisé), l'accusation d'en être un. Cette accusation était reprise dans l'article de la *Vérité* qui a incité notre preux chevalier à prendre la croix contre les faussaires. Non qu'il réfute notre accusation contre Weber : il n'en dit pas un mot. S'il n'en dit rien, c'est qu'il n'a rien à en dire ; c'est qu'il n'a pu trouver un fétu à alléguer en faveur de son féal ; par son silence, il reconnaît qu'à ses propres yeux Henri Weber est un faussaire. Pour éviter que cela ne se voit trop, il faut bien alors qu'il parle d'autre chose ; qu'il tente de démontrer, par

exemple, que si Weber est indéniablement un faussaire, il se retrouve en bonne compagnie. En compagnie de la rédaction de la *Vérité*.

On comprendra donc notre obstination à dénoncer le faussaire Weber et ses faux. Dans la *Vérité* n° 551, un nouvel exemplaire de la manière de ce spécialiste était analysé, qui consistait, au printemps de 1971, dans *Rouge*, à seule fin de dénoncer le « catastrophisme de l'A.J.S. » (si une chose est claire en effet, c'est qu'il faut aujourd'hui, quand on est « révolutionnaire » comme Weber, s'attendre à tout avec le capitalisme, sauf à une catastrophe), à faire dire au *Manifeste de l'O.C.I.*, en en citant un membre de phrase habilement découpé, assez exactement le contraire de ce que disait la phrase entière (5). Dans le présent article, nous aurons plus loin à examiner un exemple beaucoup plus raffiné encore de l'activité de cet expert.

Mais pourquoi répéter inlassablement notre accusation ? Tout d'abord parce que, sans faire preuve de trop de naïveté, il ne devrait pas être absolument interdit d'espérer que cela puisse contribuer à rendre plus difficile la poursuite de la carrière de faussaire d'Henri Weber, et que c'est là indiscutablement une fin progressiste. Même si cette phrase a inspiré à notre Croisé sa croisade, nous persistons à penser que, — si toutes les tendances du mouvement ouvrier sont habilitées, dans le cadre de la démocratie ouvrière, à développer leurs vues politiques, même si ces vues sont, à nos yeux, fausses, néfastes, contraires aux intérêts de la classe ouvrière, réactionnaires, contre-révolutionnaires —, « nous ne considérons pas, par contre, le faux ni les faussaires comme faisant partie du mouvement ouvrier ». Et nous ne désespérons

(5) Weber était si content de lui qu'il a reproduit cet enfant chéri de son ingéniosité dans sa brochure contre l'A.J.S. Il se trouve que la question de l'importance quant à la nature des forces productives de l'humanité, c'est pourquoi nous y reviendrons.

nullement de trouver, y compris dans les rangs de la Ligue communiste, des militants ouvriers pour être d'accord avec nous sur ce point.

Mais il y a plus. Le « faux originel » commis par Weber avait un but politique précis. Si le Croisé préfère n'en pas parler, ce n'est pas seulement parce que Weber est indéfendable. C'est parce que, en prêtant à Lénine ses propres idées, qui sont surtout celles de Mandel, Weber a commencé sa carrière de faussaire... pour soutenir, concernant la perspective du socialisme et le rôle du parti révolutionnaire, le point de vue objectiviste-subjectiviste, en rupture avec le matérialisme historique, qui est celui-là même que défend Mandel, et qui l'amène à dénoncer une « falsification » de Marx dans le fait de prêter à ce dernier le pronostic d'une tendance à l'effondrement du capitalisme.

et son premier faux...

Qu'on en juge plutôt, et que le lecteur nous excuse s'il nous faut, pour cela, lui remettre sous les yeux les pièces du débat. Il n'est pas d'autre moyen de lui permettre de juger par lui-même si nous « falsifions » — même au sens mandélien du terme —, si nous interprétons à l'envers ce que dit Weber comme ce que dit Marx. En dépit de sa longueur, reproduire des citations aussi complètes qu'il sera nécessaire est donc ici la seule manière possible de faire.

C'est dans *Etudes marxistes* n° 1 (janvier 1969) que la première accusation de faux a été portée par Gérard Bloch contre Henri Weber (et Daniel Bensaïd, lui aussi membre du Bureau politique de la Ligue communiste, organisation où les faussaires semblent décidément avoir une belle carrière devant eux) à propos de leur chef-d'œuvre **Mai 68**. Voici le passage incriminé de ce livre (p. 166) :

On a beaucoup parlé en mai de situation révolutionnaire, mêlant au hasard des tribunes les notions de crise, de conditions, de situation révolutionnaires. Il ne suffit pas pour choisir son terme de photographier une situation qui n'indique rien de plus que la vacance d'un pouvoir. Pour juger plus sereinement du caractère de la situation, il est utile, au risque de passer pour archéo-marxistes, d'en référer à Lénine et aux fameux critères énoncés dans **La Faillite de la II^e Internationale**. Une situation y est dite révolutionnaire quand sont réunies quatre conditions :

- que ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant ;
- que ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant ;
- que ceux du milieu penchent du côté du prolétariat ;
- qu'il existe une force organisée capable de dénouer la crise dans le sens d'une révolution.

Dans quelle mesure ces facteurs étaient-ils réunis en mai ?

Et voici ce qu'écrit Lénine, dans la brochure même à laquelle ils se réfèrent, voici les « fameux critères » en question :

Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, dans un sens général, les indices de la situation révolutionnaire ? Nous ne nous trompons certainement pas en indiquant les trois principaux indices que voici : 1. Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée ; telle ou telle crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se frayent un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas d'ordinaire que la « base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore plus que le « sommet ne le puisse plus ». 2. Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. 3. Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui, en période de « paix », se laissent piller tran-

quillement, mais qui, en période orageuse, sont appelées, tant par l'ensemble de la crise que par le «**sommet**» lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. La somme de ces changements objectifs s'appelle justement une situation révolutionnaire. Cette situation existait en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolution en Occident, mais elle existait aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne ; de même en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, encore qu'il n'y eut pas de révolution à ces moments-là. Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement qui ne «**tombera**» jamais, même à l'époque des crises, si on ne le «**fait choir**».

Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'expérience du développement de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage à l'action révolutionnaire de la classe avancée, le prolétariat, le montrera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'«**illusions**» en général, ni de leur réfutation, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution sera engendrée précisément par la guerre présente (et pas par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non de demain). Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur, d'éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens.

... qui n'est pas gratuit

L'opposition est claire (la falsification aussi). Pour Lénine, les contradictions du capitalisme, les lois de son développement, sa tendance historique à l'effondrement analysée par Marx engendrent et engendreront de manière indépendante «**de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes**» des «**situations révolutionnaires**». L'intervention correcte de l'avant-garde organisée sur la base du programme marxiste, expression consciente du processus objectif et l'exprimant consciemment dans les mots d'ordre politiques et d'organisation, la tactique, la stratégie dont elle nourrit le mouvement de la classe, est alors indispensable pour que la situation révolutionnaire aboutisse à la révolution, et surtout pour la victoire finale de celle-ci.

Pour Weber par contre, les conditions objectives peuvent tout au plus créer une «**situation pré-révolutionnaire**». Il n'y a de «**situation révolutionnaire**» que s'il existe une «**force organisée capable de dénouer la crise dans le sens d'une révolution**».

Surtout, Lénine, comme Marx avant lui, voit dans l'histoire de l'humanité une totalité organique en mouvement, unissant indissolublement «**processus objectif**» et «**élément conscient**», totalité obéissant à des lois qu'a dégagées le matérialisme historique et qui en rythment le développement nécessaire. L'histoire de notre époque est celle de la contradiction fondamentale entre le mode de production capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et les forces productives dont il entrave désormais le développement ultérieur. Cette contradiction se manifeste par la lutte mondiale entre la classe qui défend ce régime et la classe qui a pour mission de l'abattre, et l'unité de cette lutte. Elle est arrivée à maturation au stade de l'impérialisme, époque dans laquelle la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales des Etats impé-

rialistes sont devenues des obstacles absolus au progrès de la civilisation. C'est pourquoi Lénine voit dans l'impérialisme « **la réaction sur toute la ligne** », pourquoi il montre ses tendances « **à la stagnation** », à la « **putréfaction** », au développement du parasitisme.

Le mouvement historique de la classe ouvrière pour son émancipation est une expression, le côté positif de la contradiction fondamentale. Mais celle-ci ne se manifeste pas moins au sein même de son côté positif, du mouvement ouvrier comme unité d'éléments contraires, comme totalité (et non par un seul de ses côtés), sous la forme de la dégénérescence des appareils réformistes en organes de défense de l'ordre bourgeois au sein du mouvement ouvrier. L'avant-garde qui lutte pour féconder le mouvement de la classe des leçons de l'expérience des combats passés que concentre la théorie, le programme marxiste, expression consciente du processus inconscient — cette avant-garde n'est elle-même qu'un moment dialectique de ce processus, inséparable de sa totalité. Elle est rassemblée sur la base de ce programme dans une organisation distincte, mais sa lutte pour la construction du parti international de classe du prolétariat n'est ni séparée ni séparable du mouvement d'ensemble de cette classe, qui conduit celle-ci à s'opposer à ceux que Lénine appelle les « sociaux-traîtres », aux appareils.

La nécessité du socialisme et la place du parti révolutionnaire

Weber, au contraire, — et Mandel — dissocient l'unité du processus historique en un processus objectif qui « **peut** » aboutir à des « **situations pré-révolutionnaires** », et une « **force révolutionnaire organisée** », facteur subjectif autonome, *deus ex machina* qui, comme toute divinité qui se respecte, n'obéit à aucune loi. Cette « **force révolutionnaire organisée** » est ou n'est pas pré-

sente, se développe ou ne se développe pas, se construit ou ne se construit pas, sans que — en présence d'une multiplicité chaotique de facteurs distincts, isolés par essence les uns des autres qui résistent à la synthèse, à l'intégration dans l'unité dialectique du mouvement de l'histoire de notre temps, c'est-à-dire du mouvement historique de la classe ouvrière vers son émancipation, unité que brise, qu'émiette la méthode impressionniste des révisionnistes —, on puisse dégager aucune loi, règle, ou méthode de la construction du parti révolutionnaire, qui s'accomplit **à côté, en dehors** du mouvement propre de la classe ouvrière. D'où, soit dit en passant, l'obstination des pablo-mandéïoweberiens à rejeter la stratégie du Front unique de classe, stratégie qui répond aux exigences du mouvement de la classe tendant à la dresser unie, rejetant les divisions introduites dans son mouvement par les appareils bourgeois, contre la classe adverse.

L'abandon de l'analyse de Marx selon laquelle le socialisme est le produit **nécessaire** des lois du capitalisme, de ses contradictions croissantes, insolubles, engendrant sa tendance à l'effondrement, la substitution à la méthode dialectique de Marx — qui procède de l'histoire de l'humanité, de la lutte des classes, comme d'une totalité, d'une unité de moments objectifs et subjectifs, au sein de laquelle chacun de ces moments (catégorie économique, sociale, politique, d'organisation) est lui-même unité de processus objectifs et de conscience — de la conception bourgeoise de la multiplicité des facteurs aboutit à l'objectivisme-subjectivisme, qui caractérise le révisionnisme pabliste (6).

(6) Voir à ce sujet le compte rendu de l'exposé de Lambert au camp d'été 1971 de la S.L.L. qui figure dans ce numéro de *la Vérité*, dans l'article sur la crise du Comité international. On y trouvera également les références aux documents pablistes auxquels nous faisons allusion ici dans l'alinéa suivant.

Elle aboutit à opposer mécaniquement, comme deux univers distincts, interagissant sans doute l'un sur l'autre mais de nature, d'essence différente, le « **processus objectif** » et « **l'élément subjectif** », l'avant-garde, la construction du parti. C'est de cette conception que s'inspiraient dans leur livre, avec une maladresse toute particulière, H. Weber et D. Bensaid, ce qui est leur droit, conception et maladresse incluses. Mais, au service de cette conception, ils ont falsifié Lénine, et cela n'est pas leur droit. On comprend dès lors pourquoi le chevalier à la visière baissée est parti en croisade. Il ne peut défendre Weber contre l'accusation de faux, parce que Weber n'est pas défendable. Mais il ne tient pas non plus à expliquer au service de quelle politique, de quelle méthode Weber falsifie Lénine... parce que ce sont les siennes.

Cette même méthode aboutit en effet, on l'a vu (6), à faire du processus objectif le mécanisme qui « peut » surmonter tous les obstacles subjectifs — qui peut y parvenir ou non, sans que les « révolutionnaires » aient de responsabilité particulière dans l'accomplissement ou non de cette potentialité, leur rôle se bornant à dispenser leurs conseils aux divers et changeants fondés de pouvoir du processus objectif, bureaucrates ou dirigeants petits-bourgeois des organisations nationalistes dans les pays arriérés dominés par l'impérialisme (7).

Et c'est encore cette même méthode qui est à l'œuvre, lorsque le Croisé nie l'existence dans l'œuvre de Marx d'un pronostic historique d'effondrement du capitalisme. Elle aboutit en effet à faire du socialisme, non plus un chaînon nécessaire à l'histoire de l'humanité, mais une possibilité — une potentialité — susceptible aussi bien de se réaliser en dépit de la croissance continue des forces productives sous le capitalisme que de ne pas se réaliser, sans qu'il soit possible de discerner en fonction de quelles lois, de quelle nécessité ce sera l'un ou l'autre.

En un mot, l'alternative n'est plus celle posée par Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky : le socialisme, aboutissement **nécessaire** de la lutte des classes, du processus dialectique de l'histoire de l'humanité comme totalité concrète, unité contradictoire, ou la rupture de cette nécessité, de ce processus historique, la chute dans la barbarie et l'anéantissement. Elle est au contraire entre le passage **possible** au socialisme et la poursuite, non moins **possible**, du progrès humain par une autre voie historique, de la croissance des forces productives dans le cadre du néo-néo-capitalisme (8), qui freine sans doute leur développement, mais ne l'arrête pas.

Autre différence essentielle : du point de vue de Marx et de Lénine, le « choix » entre les deux branches de l'alternative dépend de l'aptitude à remplir sa tâche de « l'élément conscient », les marxistes, élément **subordonné** inséparable du processus total, économique, social, politique, théorique de l'histoire, du mouvement objectif-subjectif de la classe ouvrière vers son émancipation, élément **décisif** en même temps parce que la victoire finale de la révolution prolétarienne mondiale exige que le prolétariat ait à sa tête son parti international de classe. Or, c'est la tâche de l'avant-garde marxiste, produit nécessaire du processus historique total dont elle est un organe spécifique, la conscience qu'il prend de lui-même, que de construire ce parti — et de l'accomplissement de cette tâche, précisément parce qu'elle n'est

(7) On comprend aussi que la « Ligue communiste » ait pu écrire, et même penser, cette monstruosité : « ... **Spon-tanément, la classe ouvrière française est stalinienne** » (*Cahiers rouges*, n° 6-7, p. 42). Comment pourrait-elle ne pas l'être, ne pas faire sienne l'idéologie des mandataires du « processus objectif » de l'histoire ?

(8) Voir *la Vérité*, n° 554-555, octobre 1971, p. 211, au sujet des événements faisant suite à la mort du néo-capitalisme (annoncée par *Rouge* en septembre 1971).

pas séparable du processus global, aucun « processus objectif » ni aucun « marxiste naturel » ou surnaturel qui naîtrait fatalement, mécaniquement, spontanément de ce processus n'émancipera l'avant-garde organisée sur la base du programme. **C'est pourquoi la nécessité du socialisme est le contraire de sa fatalité.**

Pour les révisionnistes au contraire, le « choix » entre les deux branches de l'alternative n'est plus qu'un choix entre deux voies du progrès humain, l'une plus rapide que l'autre, sans doute, ou moralement plus satisfaisante. Il ne résulte plus du tout de lois nécessaires de l'histoire, mais de l'arbitraire mystérieux qui naît de la multiplicité des facteurs juxtaposés. Le socialisme n'est plus **nécessaire**, il est **possible**, et sa réalisation est au contraire absolument contingente, il est le produit éventuel, entièrement imprévisible, du hasard absolu.

Mandel, héraut du possible...

Calomnie contre Mandel ? Puisons simplement dans les textes mêmes de cet auteur que cite le Croisé pour défendre cette victime de nos calomnies, textes que nous avons analysés de façon détaillée dans la première partie de cet article (c'est nous qui avons souligné, dans les extraits qui suivent, les mots « peuvent », « possible », etc.) :

Le mécanisme au travers duquel des situations pré-révolutionnaires et même révolutionnaires PEUVENT surgir dans le cadre des économies capitalistes relativement stabilisées des pays impérialistes occidentaux peut être brièvement exposé comme suit... La riposte du prolétariat à ces attaques PEUT mener à de grandes luttes ... (1963).

... La prospérité capitaliste, loin d'avoir résolu « tous les problèmes économiques », laisse subsister suffisamment de contradictions économiques, politiques ou sociales dans la société capitaliste pour rendre OBJECTIVEMENT POSSIBLES des luttes révolutionnaires qui aboutis-

sent au renversement du régime capitaliste et à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Engels, théoricien de la nécessité

On pourrait naturellement citer vingt, cent autres textes semblables (9). Quant au pronostic historique alternatif de Marx et d'Engels, fondé sur la nécessité, telle qu'elle résulte d'une analyse scientifique du capitalisme, des lois de son développement contradictoire, sur la « certitude de victoire » du socialisme, empruntons-le à Engels :

Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail, avec ses contradictions criantes de misère et d'opulence, de famine et de ripailles, nous n'avions pas de certitude meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et que la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps. Les mystiques du moyen âge, qui rêvaient de l'approche du règne millénaire, avaient déjà la conscience de l'injustice des oppositions de classe. Au seuil de l'histoire moderne, il y a trois cent cinquante ans, Thomas Münzer la proclame très haut dans le monde. Dans la révolution bourgeoise d'Angleterre, dans celle de France, le même cri retentit... et s'éteint. Et si maintenant le même cri d'abolition des oppositions et des différences de classes, qui jusqu'en 1830 laissait froides les classes laborieuses et souffrantes, éveille un écho qui

(9) Par exemple ce chef-d'œuvre d'objectivisme-subjectivisme, déchargeant sur les épaules des masses la responsabilité qui est celle des révolutionnaires, qui sert de conclusion à l'article de Mandel, **La chute du dollar**, et que nous avons cité et analysé ailleurs : « SI les travailleurs LE VEULENT, s'ils SE DONNENT une nouvelle direction révolutionnaire à la hauteur de la tâche historique, ce cycle PEUT déboucher sur la victoire du socialisme. SI, par manque de direction adéquate... » Nous renvoyons le lecteur à la citation complète et à nos commentaires (la Vérité, n° 554-555, p. 203).

se répète des millions de fois, s'il gagne un pays après l'autre, et cela dans l'ordre même et avec la même intensité selon lesquels la grande industrie se développe dans les divers pays ; si, en une génération, il a conquis une puissance qui peut défier toutes les puissances liguées contre lui et être sûre de la victoire dans un proche avenir — d'où cela vient-il ? Du fait que, d'une part, la grande industrie moderne a créé un prolétariat, une classe qui, pour la première fois dans l'histoire, peut revendiquer l'abolition non pas de telle ou telle organisation de classe particulière ou de tel ou tel privilège de classe particulier, mais des classes en général, et qui est placée devant l'obligation de réaliser cette revendication sous peine de tomber dans la condition du coolie chinois. Et du fait que, d'autre part, la même grande industrie a créé dans la bourgeoisie une classe qui a le monopole de tous les instruments de production et moyens de subsistance, mais qui, dans toute période de fièvre de la production et dans toute banqueroute consécutive à cette période, prouve qu'elle est devenue incapable de continuer à régner sur les forces productives qui échappent à sa puissance ; classe sous la conduite de laquelle la société court à sa ruine, comme une locomotive dont le mécanicien n'a pas assez de force pour ouvrir la soupape de sûreté bloquée. En d'autres termes : cela vient du fait que les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr. C'est sur ce fait matériel palpable qui, avec une nécessité irrésistible, s'impose sous une forme plus ou moins claire aux cerveaux des prolétaires exploités —, c'est sur ce fait, et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste, que se fonde la certitude de victoire du socialisme moderne (10).

(10) *Anti-Dühring*, Ed. sociales, 1971, p. 186.

(11) K. Marx, J. Marx, F. Engels, *Lettres à Kugelmann*, Ed. sociales, 1971, p. 190.

Hasard et nécessité dans la nature et dans l'histoire

Mais, pourrait-on objecter à ce point — ne disons-nous pas nous-mêmes que le stalinisme, la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier, sa transformation en Etat ouvrier contre-révolutionnaire, qui a marqué de son empreinte toute notre époque, n'est nullement un chaînon nécessaire de la transition du capitalisme au socialisme, qu'elle représente au contraire un développement fortuit, imprévisible, un hasard historique ? Marx, de son côté, n'écrit-il pas le 17 avril 1871 à Kugelmann, à propos de la Commune :

Il serait certes fort commode de faire l'histoire universelle si on n'engageait la lutte qu'à condition d'avoir des chances infailliblement favorables. Cette histoire serait par ailleurs de nature fort mystique si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. Naturellement, ces hasards entrent dans le cadre de la marche générale de l'évolution et sont compensés à leur tour par d'autres hasards... (11).

Que signifient donc exactement réalité et possibilité, nécessité et hasard en histoire ?

Ces catégories et la manière dont elles s'articulent dialectiquement, Marx et Engels les ont empruntées à Hegel (en leur restituant, il est vrai, en lieu et place de l'histoire de l'Esprit absolu, leur contenu réel, l'histoire de l'activité pratique-théorique de l'humanité).

Engels, critiquant le matérialisme métaphysique (mécaniste) dans les sciences de la nature, a écrit :

Une autre contradiction dans laquelle s'empêtre la métaphysique, c'est celle de la contingence et de la nécessité. Que peut-il y avoir de plus radicalement contradictoire que ces deux catégories de la pensée ? Comment se peut-il qu'elles soient identiques, que le contingent soit nécessaire et que le nécessaire soit également contingent ? Le bon sens, et, avec lui, la grande masse des savants considèrent nécessité et contingence comme des déterminations s'excluant une fois pour toutes. Une chose, un rapport, un

phénomène sont ou contingents ou nécessaires, mais non l'un et l'autre à la fois. Contingence et nécessité existent donc à côté l'une de l'autre dans la nature ; celle-ci renferme toute sorte d'objets et de phénomènes, dont les uns sont contingents, les autres nécessaires, et toute l'affaire consiste seulement à ne pas mélanger les deux ordres de faits... Et l'on déclare ensuite que le nécessaire a seul de l'intérêt pour la science et que le contingent lui est indifférent. Autrement dit : ce que l'on peut ramener à des lois, donc ce qu'on connaît, a de l'intérêt ; ce qu'on ne peut ramener à des lois, donc ce qu'on ne connaît pas, est sans intérêt, peut être laissé de côté. Et c'est la fin de toute science, car c'est précisément ce qui nous est **inconnu** que la science doit explorer. En d'autres termes : ce que l'on peut ramener à des lois générales passe pour nécessaire, et ce que l'on ne peut pas ramener à ces lois pour contingent. Chacun voit que c'est là le même genre de science que celle qui donne pour naturel ce qu'elle peut expliquer et impute à des causes surnaturelles ce qu'elle est incapable d'expliquer ; que j'appelle la cause des phénomènes inexplicables hasard ou Dieu, cela est totalement indifférent au fond de la chose. Les deux expressions ne font que manifester mon ignorance et n'ont donc pas leur place dans la science. Celle-ci cesse où la relation nécessaire reste impuissante.

Le déterminisme, venu dans la science de la nature à partir du matérialisme français, prend la position contraire : il essaie d'en finir avec la contingence en la niant absolument... (12).

Le déterminisme mécaniste est né des triomphes de la mécanique céleste aux XVII^e et XVIII^e siècles. Alors qu'on ne savait encore rien de cohérent des propriétés chimiques et physiques des corps, on pouvait calculer et prédire la position des planètes du système solaire à l'avance avec une extrême précision. Il semblait que, pour peu que l'on connût à un instant donné les masses, positions et vitesses de toutes les particules de l'univers, celles-ci fussent ensuite complètement déterminées par les lois de la mécanique pour n'importe quel instant à venir (ou d'ail-

leurs passé). La présence d'une verrue sur le nez de cet homme, d'une peau de banane sous les pieds de cet autre, chaque faux déjà commis ou encore à commettre par Henri Weber, la palinodie et les multiples avatars d'Ernest Mandel, les divers et tumultueux épisodes des relations complexes de Gerry Healy et du « matérialisme dialectique »,

tous ces faits sont le produit d'un enchaînement immuable de causes et d'effets, d'une nécessité inébranlable, la sphère gazeuse d'où est sorti le système solaire (13) s'étant déjà trouvée agencée de telle façon que ces événements devaient se passer ainsi et non autrement. Avec une nécessité de cette sorte nous ne sortons toujours pas de la conception théologique de la nature. Que nous appelions cela avec saint Augustin ou Calvin le décret éternel de la Providence, ou avec les Turcs le kismet, ou encore la nécessité, il importe peu à la science. Dans aucun de ces cas, il n'est question de suivre jusqu'à son terme l'enchaînement des causes ; nous sommes donc aussi avancés dans un cas que dans l'autre ; la prétendue nécessité reste une formule vide de sens et par suite... le hasard reste aussi ce qu'il était...

Donc, la contingence n'est pas expliquée ici en partant de la nécessité, la nécessité est bien plutôt rabaisée à la production de contingence pure... L'amas hétéroclite des objets de la nature sur un terrain déterminé, et plus encore la terre entière, malgré toute détermination primitive et éternelle, reste ce qu'il était... le fait du hasard (14).

(12) F. Engels, **Dialectique de la nature**, Ed. sociales, 1968, pp. 219-220.

(13) Un physicien d'aujourd'hui dirait : « la boule de feu primitive », état de l'univers, il y a environ 15 milliards d'années, où toute sa matière était concentrée dans un volume restreint, avec une très haute densité de matière-énergie, une très haute température, etc., et qui a explosé pour aboutir à l'état actuel, y compris le système solaire, Henri Weber, **Rouge**, la nécessité historique du socialisme et la triste obligation où nous sommes donc de critiquer le révisionnisme.

(14) F. Engels, **Dialectique de la nature**, Ed. sociales, 1968, pp. 221-222.

Engels indique au même endroit qu'il convient de rechercher la solution chez Hegel. Celui-ci a développé la dialectique du hasard et de la nécessité (du contingent et du nécessaire), en même temps d'ailleurs que celle du possible et du réel, qui n'est qu'un autre aspect de la précédente, dans sa **Logique**, livre II, section III, ch. 2, **La réalité**. Indiquons ici quelques-unes des conclusions de ce chapitre (15) de Hegel :

L'unité de la possibilité et de la réalité est la contingence. Le contingent est quelque chose de réel, qui en même temps n'est déterminé que comme possible, dont l'autre ou le contraire est également possible... Ce qui est possible est quelque chose de réel... qui n'a d'autre valeur que celle de sa réalité contingente ; il est lui-même quelque chose de contingent.

Le contingent présente deux côtés ; en **premier lieu**, pour autant qu'il a en lui la possibilité **immédiate** ou, ce qui revient au même, pour autant que la possibilité est abolie en lui, il n'est ni posé, ni médiatisé, mais réalité immédiate ; il n'a **pas de fondement** (16). — Parce que la réalité immédiate appartient aussi au possible, il est, autant que le réel, déterminé comme contingent, et est donc également dépourvu de fondement.

Mais, en **second lieu**, le contingent est le réel comme quelque chose qui n'est que possible ou comme **être posé** ; et de même le possible comme être en soi seulement posé. Donc ni l'un ni l'autre n'est en soi et pour soi, chacun des deux a au contraire sa véritable réflexion-en-soi dans quelque chose d'autre, **ou a un fondement**. Le contingent n'a donc pas de fondement parce qu'il est contingent, et aussi bien a un fondement parce qu'il est contingent. (17)

Et voici l'excellent commentaire de Havemann (ce commentaire est relatif à la dialectique de la nature, et suffirait, soit dit en passant, même si on n'avait pas d'autre raison de le savoir, à convaincre que celle-ci n'est pas d'essence différente de la dialectique de l'histoire, n'en déplaie aux obscurantistes de l'école de Lukacs et de Marcuse) :

Hegel part de ce que les événements réels doivent d'abord être **possibles**. Ce qui est

réel doit être possible. Cela apparaît comme une évidence. Mais Hegel poursuit : si un événement est quelque chose de possible, il ne faut le qualifier de possible que s'il peut arriver ou ne pas arriver. Le mot « possible » a en soi ce merveilleux degré d'insécurité parce qu'il doit signifier que cette chose peut bien arriver, mais ne **doit** pas arriver. Hegel conclut : ce qui distingue les événements réels, c'est que, en tant qu'événements possibles, ils sont séparés des événements impossibles. Mais comme tels, en tant que possibles, ils sont simplement des événements qui peuvent aussi bien arriver que ne pas arriver, à la place desquels d'autres événements, également possibles, peuvent se produire. Hegel dit encore : quelles possibilités existent effectivement dans la nature, cela n'est pas contingent. Ce qui est possible est déterminé par la **nécessité**. Les lois de l'univers et des phénomènes ont trait au possible. L'impossible est séparé du possible par une nécessité absolue, sans aucune contingence. Toutes les lois de la nature, tou-

(15) Sur ces mêmes conclusions, le chimiste est-allemand Robert Havemann, privé de sa chaire universitaire et exclu du parti stalinien pour son opposition au régime bureaucratique d'Ulbricht, a fondé une interprétation à notre avis lumineuse de la mécanique quantique, notamment des « relations d'incertitude » de Heisenberg comme expression non de l'inconnaissabilité de l'univers, mais d'une loi de la nature (Voir **Dialektik ohne Dogma**, Rowohlt éd., 1964, ch. 7 : « Contingence et nécessité. Possibilité et réalité » - ouvrage inédit en français).

(16) Le mot allemand **Grund**, qui peut se traduire par **fond, fondement, motif, raison** et même **cause**, désigne, dans la **Logique** de Hegel, une détermination de la réflexion, qui marque la recherche, au lieu d'une cause mécaniquement reliée par l'extérieur à l'effet, de la logique interne d'un processus, envisagé dans son essence, donc dans sa nécessité. Cette détermination est à la fois la raison d'être du processus et contient son but. L'édition française de Hegel traduit **Grund** par « fond » (l'édition française de **Dialectique de la nature** également) ; à quoi nous avons préféré **fondement**.

(17) Hegel. **La science de la logique**, éd. allemande de Félix Meiner Verlag, t. II, pp. 173-174.

tes les lois de la réalité que nous découvrons nous disent seulement ce qui, dans des circonstances déterminées, est possible, et ce qui, dans ces mêmes circonstances, est impossible. Les lois ne nous disent pas ce qui arrive et arrivera réellement, elles nous disent seulement ce qui peut arriver. (18)

Le contingent, forme sous laquelle la nécessité se manifeste

Dans l'histoire de la nature comme dans celle de l'humanité, la complexité sans limite de la réalité débord toujours infiniment les prévisions de la théorie. La nécessité, expression des lois que l'analyse scientifique dégage, se fait réalité, se réalise et ne peut se réaliser que sous la forme du hasard, du contingent. Il en est ainsi de l'évolution biologique, où, même si M. Monod ne peut le comprendre, la nécessité se réalise au travers des innombrables hasards des mutations. Et il en est ainsi de l'histoire de l'humanité.

Que la révolution prolétarienne mondiale, expression suprême de la nécessité historique, des lois de l'histoire qui condamnent le capitalisme à tendre à l'effondrement, ait commencé à Pétersbourg en novembre 1917, c'est un **hasard** (même dans ce sens que, si Lénine était mort accidentellement en mars 1917, à en croire ce qu'écrit Trotsky dans son **Journal d'exil**, la révolution d'Octobre n'aurait pas vaincu). Une fois que ce **hasard** qui, du point de vue des lois de l'histoire, n'était que possible, est devenu réel, il ne peut plus être modifié, est donc **nécessité absolue**, et, par là même, point de départ **fortuit** d'une nouvelle époque, elle-même cependant chaînon **nécessaire** de la marche de l'humanité au socialisme, dans le cadre de la crise historique d'agonie du capitalisme : l'époque de la révolution prolétarienne. Après coup, l'analyse scientifique marxiste peut désormais établir dans toute leur complexité les enchaînements nécessaires,

expressions particulières des lois de l'histoire, qui ont abouti à la victoire d'Octobre, forme relativement contingente prise à ce stade par la nécessité historique.

Les lois de l'histoire démontraient la possibilité de la victoire de la révolution allemande en 1923 ; elles n'en démontraient pas la fatalité. La défaite allemande de 1923 est contingente, c'est un « hasard » historique, qui a eu pour conséquence cet autre « hasard », le stalinisme. L'analyse **post facto** des enchaînements **nécessaires** qui ont conduit à cette défaite **contingente**, telle que Pierre Broué l'a entreprise dans son livre, est alors de nature à enrichir la connaissance que nous avons des relations nécessaires du prolétariat, de ses organisations de classe et des appareils bourgeois qui les contrôlent au cours de la lutte pour la révolution prolétarienne dans un pays avancé, relations qui se sont avérées beaucoup plus complexes que même Lénine et Trotsky ne l'avaient prévu et ne pouvaient le prévoir. Les conclusions de cette analyse sont alors de nature à enrichir la compréhension qu'ont les marxistes des lois de la lutte pour la révolution prolétarienne, pour le parti international de classe du prolétariat, donc à rapprocher l'heure — **entièrement contingente** — de la réalisation de la **nécessité historique absolue**, de la victoire finale de la révolution prolétarienne, de l'avènement de la société sans classe.

Le stalinisme, ce **hasard** historique, a été soumis à l'analyse marxiste par Trotsky qui, notamment dans **La révolution trahie**, en a dégagé les lois **nécessaires** — non pas les lois du stalinisme « en tant que tel », en tant que phénomène pris à part, méthode qui aboutit à faire de la bureaucratie une classe, mais la manière dont les lois de l'histoire de notre temps, donc de la lutte mondiale entre prolétariat et bourgeois-

(18) **Dialektik ohne Dogma**, o.c., p. 89.

sie, se manifestent dans la dégénérescence de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre et de son appareil international — nouveau point de départ **fortuit** d'un développement historique **nécessaire**, dont la nécessité s'exprimera et ne s'exprimera que sous la forme d'une réalité **contingente**, en tant que et parce que **forme d'expression de la nécessité**.

Le socialisme n'est pas une possibilité historique parmi d'autres, par exemple la poursuite du développement de la civilisation (des forces productives) sous le capitalisme, ou encore dans le cadre d'une nouvelle société de classes (les « siècles de transition du capitalisme au socialisme » qu'avait annoncés Pablo en 1951, et durant lesquels la bureaucratie jouerait le rôle essentiel sur la scène de l'histoire, le « collectivisme bureaucratique » de Shachtmann, ou si l'on préfère le « capitalisme d'Etat »). C'est l'expression suprême de la nécessité dans l'histoire de l'humanité. L'alternative, c'est l'anéantissement de l'humanité, donc en même temps des lois de son mouvement historique nécessaire !

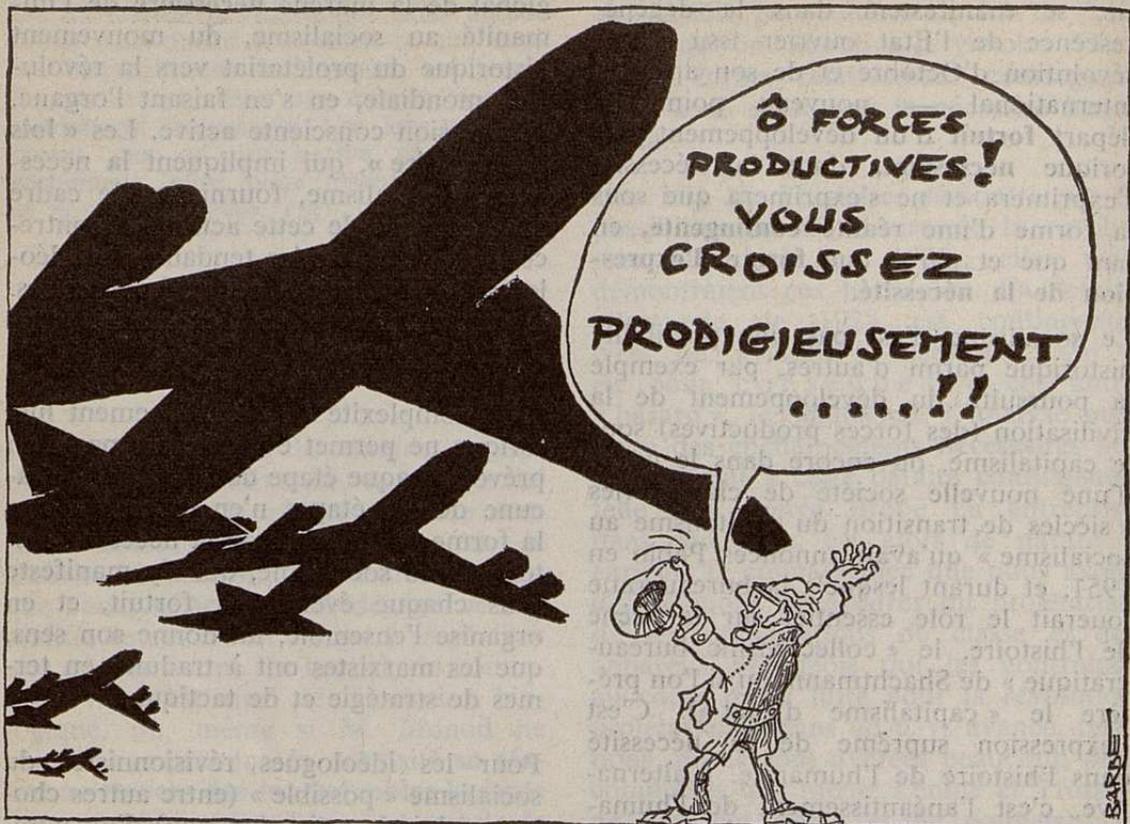
En un mot, Trotsky a bien fait lorsque, dans le programme de la IV^e Internationale, il a formulé l'expression actuelle de la nécessité historique après la dégénérescence stalinienne de l'U.R.S.S. en écrivant : « **Les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques** » — alors que, disciple de Mandel, il aurait écrit : « Les lois de l'histoire PEUVENT ETRE plus puissantes que les appareils bureaucratiques. »

La construction du parti révolutionnaire s'insère alors comme l'expression même des lois de l'histoire, un moment nécessaire d'un processus nécessaire. Et pour cette raison même, parce que « **le seul moyen de dominer la nécessité est de lui obéir** » (Hegel), l'activité du militant révolutionnaire est une activité libre, la seule libre dans cette société, la seule qui y permette d'accéder à la plénitude de l'universel, du processus

global de la marche **nécessaire** de l'humanité au socialisme, du mouvement historique du prolétariat vers la révolution mondiale, en s'en faisant l'organe, l'expression consciente active. Les « **lois de l'histoire** », qui impliquent la nécessité du socialisme, fournissent le cadre et le contenu de cette activité à contre-courant de toutes les tendances et idéologies bourgeoises et petites-bourgeoises. Le programme en est l'expression concentrée.

Si la complexité du développement historique ne permet évidemment pas d'en prévoir chaque étape dans le détail, chacune de ces étapes n'en est pas moins la forme contingente de la nécessité historique du socialisme, qui s'y manifeste sous chaque événement fortuit, et en organise l'ensemble, lui donne son sens, que les marxistes ont à traduire en termes de stratégie et de tactique.

Pour les idéologues révisionnistes du socialisme « possible » (entre autres choses), celui-ci sortira (ou non) d'un nombre de facteurs trop grand pour être analysés, et qui, faute d'une loi nécessaire qui l'organise, reste une masse amorphe, d'où sortira le décret de l'histoire, hasard absolu, kismet ou volonté de Dieu, peu importe, comme le remarque Engels. L'histoire échappe à l'intervention consciente des hommes. La construction du parti est elle-même vidée de sa nécessité ; sa méthode se dégrade en empirisme. Toujours prêts à couvrir de sarcasmes les dogmatiques archéo-marxistes pour leur attachement au programme, les petits-bourgeois « révolutionnaires » se croient libres, libres à l'égard du marxisme, libres de choisir parmi les innombrables « facteurs », alors qu'ignorant la nécessité, ils ne peuvent qu'en être les esclaves inconscients et remplir la fonction que le processus nécessaire leur assigne : suivre la ligne de plus grande pente sans même la voir, capituler devant les appareils bourgeois du mouvement ouvrier tout en se réclamant de la révolution.



II - La question des forces productives

Démontrer que le socialisme est nécessaire, c'est-à-dire que, au lieu de n'être qu'un idéal moral, son avènement sera la conséquence des lois du fonctionnement du régime capitaliste elles-mêmes, lois dont il résulte que, loin d'être compatible avec un progrès illimité de la civilisation, le capitalisme recèle en son sein et développe les germes de sa propre ruine, cependant qu'il engendre ses fossoyeurs, les prolétaires — c'est à quoi se consacrent Marx et Engels pour faire passer le socialisme « de l'utopie à la science ». Et la première forme, la plus générale, sous laquelle ils énoncent leur pronostic historique concernant le capitalisme, c'est celle de la contradiction insoluble entre la tendance à susciter une croissance illimitée des forces productives que comporte ce

mode de production et l'entrave que les rapports sociaux fondés sur la propriété privée des moyens de production y mettent. La crise historique finale, l'agonie du capitalisme débutera donc lorsqu'il sera devenu un frein absolu au développement des forces productives, lorsque celles-ci auront cessé de croître, car **« une formation de la société ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société »** (19).

(19) Marx. Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique.

Le point de vue d'Ernest Germain

La question des forces productives est donc bien au centre même du débat sur le pronostic historique de Marx, sur la nécessité ou la possibilité du socialisme. Écoutons maintenant l'**alter ego** de Mandel, Ernest Germain, qui, dans un bulletin intérieur destiné aux adeptes espagnols du Secrétariat unifié, menacés d'être contaminés par des « idées lambertistes », dénonce notre « dogmatisme ». Voici ce qu'il a à dire de la question des forces productives :

L'exemple désormais classique de ce dogmatisme, c'est la thèse lambertiste selon laquelle, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les forces productives ont cessé de croître. Il est vain de leur opposer les statistiques, non seulement relatives aux forces productives matérielles (la production industrielle), mais également aux forces productives humaines (le nombre de prolétaires dans l'industrie et leur qualification). Il ne sert de rien de leur démontrer que la crois-

sance considérable de la production dans les pays impérialistes ne se rapporte pas seulement à la production d'armements (« les moyens de destruction »), mais aussi aux moyens de production et aux moyens de consommation (leur production a plus que doublé en comparaison de la période antérieure à la guerre). Il ne sert de rien de leur citer les nombreux passages de Marx, Lénine et Trotsky où les « forces productives » se mesurent aux quantités de marchandises produites et au nombre de producteurs. Non : nos dogmatiques se retranchent : « puisque » Trotsky a écrit en 1938 dans le **Programme de transition** que « les forces productives ont cessé de croître », il faut répéter mécaniquement cette formule en 1958, 1968 et 1971, indépendamment de la réalité matérielle.

Trotsky a écrit dans ce même **Programme de transition** que le sectarisme est fréquemment une réaction psychologique à la crainte de succomber aux tentations révisionnistes et opportunistes. Nos dogmatiques lambertistes ont construit toute une argumentation qui reflète bien cette crainte de succomber à la tentation :



« Si nous n'admettons pas que les forces productives ont cessé de croître, il faut conclure que le capitalisme a devant lui des possibilités d'expansion, donc que la révolution socialiste mondiale ne se justifie pas. »

Cette argumentation est fautive de bout en bout. Pour commencer, encore que Lénine ait défini, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, le caractère décadent du capitalisme, le commencement de la décomposition de ce mode de production, et posé les conditions préalables matérielles et sociales de la révolution socialiste mondiale, il n'a jamais mentionné d'arrêt définitif dans la croissance des forces productives. Au contraire, dans le chapitre final de ce livre, il dit expressément qu'à la fois cette croissance est plus rapide que jamais, mais qu'elle est accompagnée d'un arrêt de la croissance et même d'une régression dans tel ou tel secteur, dans tel ou tel pays, dans telle ou telle période, etc.

Historiquement, les grandes périodes de révolution sociale ne se caractérisent pas par un arrêt absolu de la croissance des forces productives, mais par une **contradiction chaque fois plus aiguë entre cette croissance et les rapports de production existants**. Par exemple, dans les deux décennies antérieures à l'explosion de la grande révolution française de 1789, il n'y a pas eu recul des forces productives, mais le contraire. De la même manière, dans les deux décennies précédant la révolution russe de 1917, on ne peut parler dans l'absolu d'un recul absolu des forces productives, mais au contraire on a enregistré une expansion tumultueuse de celles-ci.

La crise générale du système capitaliste mondial s'exprime fondamentalement par l'impuissance de la bourgeoisie à s'assurer une stabilité tant soit peu prolongée pour son régime, du fait de la succession ininterrompue de crises politiques, économiques, sociales, nationales, de libération nationale, militaires en certains points du globe. Elle s'exprime dans le passage ultra-rapide d'une situation apparemment « stable » à une crise pré-révolutionnaire dans tel ou tel pays (France 1967-68). Elle s'exprime dans l'exacerbation des contradictions sociales à tous les niveaux. Mais la question de savoir si cette instabilité et ce caractère explosif croissants (qui ont déjà fait perdre au capital sa

domination sur le tiers du globe !) sont accompagnés ou non d'une expansion ou d'un recul des forces productives ne se déduit pas automatiquement de ce qui précède, mais est le résultat de l'interaction d'un grand nombre de facteurs.

Lénine avait déjà mis en garde les « pré-lambertistes » dogmatiques, immédiatement après 1918, en proclamant qu'il n'existait pas de situation sans issue pour la bourgeoisie impérialiste. Trotsky, parlant au 3^e congrès de l'Internationale communiste, avait ajouté qu'on ne pouvait exclure la possibilité d'une nouvelle expansion économique des pays impérialistes après 20 ans de secousses et de recul si la classe ouvrière était battue. Nous avons évidemment ici la clé méthodologique du problème : il faut intégrer la lutte des classes dans l'analyse économique.

La crise générale du capitalisme crée périodiquement des situations prérévolutionnaires et révolutionnaires qui mettent à l'ordre du jour la conquête du pouvoir par le prolétariat. S'il laisse passer cette occasion, il s'ensuit une longue période de convulsions à la fin de laquelle la bourgeoisie impérialiste pourra élever le taux de profit, grâce à une hausse considérable du taux de la plus-value, grâce à une surexploitation du prolétariat incapable de se défendre : telle fut précisément la fonction objective du fascisme et de la deuxième guerre mondiale. Une fois que ce taux de profit s'est suffisamment élevé, il peut se produire une nouvelle phase d'accumulation accélérée de capital qui permettra d'élever de nouveau les salaires des travailleurs et donnera immédiatement naissance à un nouveau cycle, qui à son tour débouchera de nouveau sur la baisse tendancielle du taux de profit.

Ce que les dogmatiques lambertistes ont en commun avec les réformistes sociaux-démocrates, c'est la conviction que l'expansion des forces productives annule la possibilité d'une révolution socialiste (pour les sociaux-démocrates, le déclin des forces productives exclut aussi cette possibilité : la révolution est toujours impossible). Pour les marxistes révolutionnaires, le caractère irrémédiable de la crise générale de l'impérialisme se révèle au contraire dans le fait que les pays impérialistes souffrent de brusques crises prérévolutionnaires, malgré

l'expansion des forces productives, malgré l'augmentation du salaire réel. Ce fut le cas en Belgique en 1960-61 (à un moment où les salaires belges étaient les plus élevés d'Europe), en France en 1968, en Italie en 1969-70. **Contrairement** à l'époque de l'ascension du capitalisme, à l'époque du déclin du capitalisme le développement des forces productives n'assure pas de stabilité pour la bourgeoisie ni une quelconque garantie contre la combativité ouvrière ou contre les risques d'explosion révolutionnaire. C'est précisément dans ce sens que les dernières années confirment pleinement la nature de la crise générale du capitalisme de notre époque, y compris dans les pays capitalistes les plus riches.

Hélas !... son visage n'était que trop connu

Ainsi parlait Zarathoustra — pardon, Ernest Germain. Nous n'avons pas l'avantage de connaître ce texte, qui porte la date du 20 février 1971, donc est antérieur à l'activité littéraire du Croisé, quand nous avons écrit la première partie de cet article. Quelle déception fut la nôtre, nous qui croyions avoir trouvé un nouvel adversaire, de retrouver sous la plume de Germain, mot pour mot, certains des arguments les plus chers au Croisé ! Ainsi, ce dernier n'était donc finalement qu'un avatar de plus du prolifique et polyvalent Mandel !

Cela a du moins l'avantage de nous dispenser de répondre à ses billevesées sur la hausse impétueuse des forces productives avant la révolution française ou la révolution russe, puisque nous l'avons déjà fait. Nous lui laisserons également pour compte ses intéressantes considérations psychologiques, tout à fait du niveau de ce freudisme pour concierges éclairés dont parlait Trotsky à propos de l'ingénieuse théorie de l'ultra-gauche italien Bruno Rizzi, selon qui l'entêtement de l'ancien chef de l'armée rouge à faire de la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme une ligne stratégique de la IV^e Internationale ne

pouvait s'expliquer que par son attachement inconscient à l'Etat ouvrier dont il était co-fondateur. Une autre perle du genre est due à Otto Rühle — celui-là même dont le frère Cohn-Bendit faisait l'apologie dans un récent article de *La Quinzaine* contre le méchant Broué, accusé d'avoir, dans sa thèse, minimisé le rôle central de ce gauchiste allemand. Or Rühle, dans sa biographie de Marx, « explique » toute la doctrine de celui-ci, toute son activité, son conflit avec l'innocent Bakounine en particulier, par les sentiments inconscients de frustration qu'il aurait éprouvés dans sa jeunesse du fait de la persécution qu'il aurait subie en tant que juif. Que cette persécution n'a pas existé ni pu exister car, dans le royaume de Prusse, c'est la religion qui faisait le juif, non la race, invention ultérieure, et que la conversion de la famille Marx suffisait donc à exclure toute persécution — Marx en a d'ailleurs attesté lui-même —, cela ne gênait pas notre auteur. Celui-ci voyait cependant un élément particulièrement important dans le fait que Karl Marx, lycéen exceptionnellement brillant, avait vu pourtant se fermer toutes les portes devant lui — thèse d'autant plus ingénieuse que Marx n'a pas été un élève particulièrement brillant...

Germain dans l'univers de la contingence absolue

Nous pourrions, évidemment, suivre le psychologue Germain sur son terrain, et insinuer avec perfidie qu'une situation historique aussi... indéterminée, où le socialisme est possible, le maintien du capitalisme et finalement une nouvelle période d'expansion de celui-ci également (mais apparemment pas la chute dans la barbarie ni l'anéantissement), et cela selon que le prolétariat laissera ou non « passer l'occasion » ; où la responsabilité de l'issue pèse sur les épaules du prolétariat, et aucune responsabilité sur celles de Mandel et de ses troupes... est vraiment très confortable. Mais nous

préférons laisser le psychanalyste Germain en compagnie de Rizzi, Rühle et bien d'autres...

Relevons que Germain a entendu parler de la « **production d'armements** », qu'il baptise « **moyens de destruction** » entre guillemets, donnant l'impression au lecteur qu'il cite ici les « **lambertistes** », alors qu'en fait, comme nous le verrons, il cite Mandel. La « **production d'armements** » est à ses yeux une fois de plus un facteur parmi d'autres, et pas le plus important. Notons encore que l'expansion ou le recul des forces productives est « **le résultat d'un grand nombre de facteurs** » en « **interaction** » (pour une fois, l'auteur ne pourra dire que nous lui prêtons calomnieusement cette théorie), juxtaposés bien sûr, trop longs à énumérer d'ailleurs — mais pourquoi les énumérer, puisque le résultat de leur interaction est imprévisible, n'obéissant à aucune loi, aucune tendance **nécessaire**. Nous sommes dans l'univers de la contingence absolue.

Il est vrai que, même si l'on savait si les forces productives de l'humanité tendent à croître ou à décroître, cela n'aurait strictement aucune importance. Ce qui compte, c'est l'existence d'« **une contradiction chaque fois plus aiguë** » entre cette croissance [des forces productives] et les rapports de production existants. D'où l'on peut apparemment conclure, d'une part, que si les forces productives cessent de croître, la contradiction cessera de devenir plus aiguë, d'autre part qu'il n'existe apparemment aucune loi nécessaire empêchant ce processus d'aiguïsation de la contradiction, si nous osons dire, de se poursuivre indéfiniment, tandis que les forces productives croissent non moins indéfiniment, le capitalisme étant cependant en « **déclin** » continu. Drôle de « **déclin** ». Evidemment, « **si la classe ouvrière le veut...** ». Oui, mais si elle ne le veut pas... Car il y a « **un grand nombre de facteurs** » en « **interaction** », mais le « **facteur subjectif** », Germain et ses adeptes, n'intervient manifestement pas dans cette interaction. Ils sont dans

un autre univers, celui de la subjectivité, à l'Université par exemple, où ils mènent le bon combat (comme diraient les amis calotins de Weber) des idées « **révolutionnaires** » contre « **l'enseignement répressif** », à l'école publique, où, la main dans la main avec de bons chrétiens, ils dénoncent « **l'enseignant-flic** », etc.

Relevons également que Mandel est d'accord avec Weber, falsification de Lénine en moins, pour caractériser la situation créée par la grève générale de mai 68 comme une « **situation prérévolutionnaire** », dans laquelle cependant la question du pouvoir était posée (curieuse situation **prérévolutionnaire**) ; d'accord peut-être en apparence seulement, car il parle de « **crise prérévolutionnaire en 1967-1968** », mais, dans un style très mandelien, ne précise pas le caractère de la situation de mai 1968. Il protège son féal, mais garde ses flancs et ses arrières.

Relevons encore, fait non moins digne de remarque, que, dans aucune de ces « **situations prérévolutionnaires et révolutionnaires qui mettent à l'ordre du jour la conquête du pouvoir par le prolétariat** » — ni en Belgique en 1960-1961, ni en France en 1968, ni en Italie en 1969-1970, et ce sont les seuls exemples qu'il cite —, Mandel ou ses amis n'ont mis en avant aucune sorte de mot d'ordre de gouvernement ouvrier, nous laissant ce soin, et nous dénonçant d'ailleurs pour l'avoir fait. Et passons à des choses plus sérieuses. Il va s'agir maintenant d'examiner si, comme le fait Germain, prêter à Marx, Lénine et Trotsky le point de vue de Mandel sur les forces productives est conforme aux faits les mieux établis — et par suite quelle est la signification, la portée, le contenu de la catégorie socio-historique des forces productives dans le matérialisme historique.

Germain cite donc, mais comme un élément négligeable, la « **production d'armements** ("les moyens de destruction") ». Il n'ignore pourtant pas que l'O.C.I. a,

à maintes reprises, expliqué que l'arrêt du développement des forces productives par le capitalisme, la transformation du régime capitaliste de « régime relativement réactionnaire » en « régime absolument réactionnaire » (Trotsky, *Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste*, 1938 — voir le n° 554-555 de la *Vérité*, pp. 96-97), transformation que, au surplus, comme Trotsky, nous faisons dater de 1914 et non de 1944, prenait la forme d'une mutation des forces productives en forces destructives. Mais peu lui en chaut. **De minimis non curat praetor.** Il laisse le soin à Weber de s'en occuper.

Où Henri Weber manie les concepts...

Et Weber, toujours prêt pour servir, se charge allègrement d'exécuter cette « incongruité lambertiste : les forces destructives » :

Le concept de force destructive est totalement étranger à la théorie marxiste. On ne le retrouve — à l'état de concept — c'est-à-dire d'instrument théorique pour l'analyse, ni dans Marx, ni dans Lénine, ni dans Trotsky. (20)

Cette dernière phrase est obscure. Et ce n'est pas la présence, après le mot « Trotsky », d'un appel de note : « (11) », auquel correspond une note en bas de page dont voici le libellé exact : « (11) Marx. Idéologie allemande », qui contribue à en éclaircir le sens.

Si nous le comprenons bien, Weber n'exclut pas — mais n'affirme pas non plus — la présence des « forces destructives » quelque part dans l'œuvre de Marx, Lénine et Trotsky, ou au moins chez l'un des trois, mais l'exclut cependant « à l'état de concept », c'est-à-dire « d'instrument théorique pour l'analyse ».

Weber a dû lire l'ex-stalinien, toujours idéaliste, et comme devant « philosophe marxiste », Henri Lefebvre, qui définissait le marxisme comme la « philo-

sophie des concepts ». Mais il est clair que pas plus que Lefebvre il ne comprend la méthode de Marx. Car le marxisme n'utilise pas « d'instruments théoriques conceptuels », c'est-à-dire d'outils mentaux élaborés a priori pour être ensuite appliqués de gré ou de force à la réalité. C'est là une méthode idéaliste, celle de la phénoménologie, de l'empirio-criticisme. Le marxisme ne manie pas ce genre de concepts, il analyse le mouvement des catégories, déterminations les plus simples **ABSTRAITES de la réalité PAR l'analyse**, et non fabriquées par le cerveau du théoricien en tant qu'instruments conceptuels **POUR l'analyse de la réalité**. A partir de ces catégories, de ces déterminations les plus simples (par exemple la valeur d'échange et la valeur d'usage en économie), il reconstruit alors le mouvement de la réalité, il reproduit « le concret par la voie de la pensée ».

Le mouvement, on le voit, est exactement l'inverse de celui que croit Weber. Dans le cas de Marx, le point de départ, nullement arbitraire, est l'abstraction par l'analyse dialectique des déterminations les plus simples à partir du mouvement réel. Dans le cas de Weber, le point de départ est l'activité créatrice de concepts du penseur, qui n'est d'ailleurs pas non plus, même s'il le croit, l'expression toute pure de sa pensée libre, mais obéit à des déterminations **idéologiques** dont ledit penseur — Weber, par exemple — n'est généralement pas conscient, ce qui n'empêche pas « les idées dominantes d'une époque... ».

Mais quoi ! Ce pauvre jeune homme n'est pas bien au courant de la terminologie. Il a dit « concepts », il a voulu dire « catégories ». Il a dit « instruments théoriques pour l'analyse », il a voulu dire « déterminations simples abstraites de la réalité par l'analyse ». Après tout ce n'est pas sa faute si, dans son univer-

(20) Henri Weber. **Qu'est-ce que l'A.J.S. ? Contribution à l'analyse de l'extrême-gauche.** Série « Marx ou crève » (sic), Maspero, éditeur, p. 27.

sitaire adolescence, il a eu de mauvaises fréquentations philosophiques (21).

Admettons. Mais alors cette mystérieuse note... La seule interprétation qui nous paraisse possible est que Marx, dans **l'Idéologie allemande** (après s'être apparemment débarrassé de son collaborateur Engels dans la rédaction de cette œuvre fondamentale), n'a pas parlé, là non plus, des « **forces destructives** », ou encore en a parlé pour préciser qu'il ne s'agissait pas d'une catégorie économique-socio-historique. Ce serait d'autant plus intéressant que, dans ce cas, Marx aurait sans doute précisé non seulement ce que ne sont pas, à ses yeux, les « **forces destructives** », mais encore ce qu'elles sont !

se surpasse...

Reportons-nous donc à **l'Idéologie allemande**. L'édition française des Editions sociales (1968) comporte un fort utile **Index des matières**, auquel, puisque la référence donnée par Weber ne fournit aucune indication de page ou de chapitre, force nous est bien de nous reporter. Cet index comporte une rubrique « **forces productives** » (p. 621, 2^e colonne). Ladite rubrique ne compte pas moins de ONZE entrées. La 8^e entrée porte : « **Deviennent des forces destructives** » et renvoie à la page 68, où l'on peut en effet lire dans le texte de Marx et d'Engels :

La conception de l'histoire que nous venons de développer [le **matérialisme historique, exposé — pour la première fois — dans les pages précédentes**] nous donne encore finalement les résultats suivants : 1. Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent) — et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir

de ses avantages, qui est expulsée de la société et se trouve, de force, dans l'opposition la plus ouverte à toutes les autres classes, une classe que forme la majorité des membres de la société et d'où surgit la conscience de la nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience communiste et peut se former aussi, bien entendu, dans les autres classes quand on y voit la situation de cette classe. (O.c., pp. 67-68.)

Marx et Engels discernent donc dans le capitalisme une tendance (qui se réalise à partir d'un certain « stade ») à transformer les forces productives qu'il crée en forces destructives, à donner naissance à des forces productives qui, « **dans le cadre des rapports existants** », ne peuvent être que « **néfastes** », des forces productives-destructives.

Cette tendance se manifeste évidemment à leurs yeux de façon périodique lors des crises cycliques, qui ne prennent fin qu'avec une destruction massive de valeurs d'usage et de forces productives. La crise historique finale du capitalisme sera, elle, marquée par la domination croissante de cette tendance à la transformation des forces productives en forces destructives.

met les « lambertistes » au désespoir...

Weber a le droit d'être en désaccord avec Marx et Engels. Il a le droit de penser que « **les marxistes n'ont jamais défini les forces productives en fonction de ce à quoi elles sont employées** »

(21) Weber est d'ailleurs constamment victime de ses mauvaises fréquentations. C'est ainsi que, dans la brochure citée, il parle à un endroit (p. 33) de la « **condition ouvrière** », terminologie spécifiquement chrétienne. Le prolétariat est une **CLASSE**, et non une « **condition** ». Mais quoi ! Dans le valeureux combat « **pour une C.F.D.T. lutte de classe** », on fréquente toute sorte de gens, bien sûr.

(Qu'est-ce que l'A.J.S. ?, p. 27) et que « malheureusement pour nos amis lambertistes » (que cette nouvelle — nous voulons dire d'apprendre qu'ils étaient les amis de Weber — a plongés dans le plus profond désespoir), « les concepts marxistes sont des catégories scientifiques et non de vagues notions morales » (idem), ces notions morales dans lesquelles tombent Marx et Engels en parlant de « forces productives qui ne peuvent être que NEFASTES (souligné par nous) dans le cadre des rapports existants » ; il a le droit de penser que ce sont là des « théories absurdes », des « contorsions grotesques ».

Mais que penser, sous quelle rubrique, dans quel concept, quelle catégorie, ranger ses méthodes lorsqu'il écrit : « Le concept de force destructive est totalement étranger à la théorie marxiste », et renvoie ensuite en note, de la façon sybilline que l'on sait, à l'Idéologie allemande ?

Nous devons le reconnaître : chaque fois qu'il apparaît sur la scène, Weber se surpasse. Il nous surprendra toujours !

Ou bien encore peut-être s'agit-il d'un acte manqué, d'un aveu involontaire ? Peut-être faut-il voir en Weber donnant cette référence l'émule de ce pasteur qui prêchait la chasteté aux épouses chrétiennes sans se douter qu'un bout de sa chemise, passant par sa braguette, ponctuait son éloquence ? Mais nous avons promis de ne pas suivre le psychologue Germain (Ernest) sur son terrain. D'autant qu'« Ernest », ne l'oublions pas, veut dire « sérieux ».

Weber, lui, n'est décidément pas sérieux. Contre Dühring, qui croyait que, pour expliquer l'histoire, « l'élément primitif doit être cherché dans la violence politique immédiate et non pas d'abord dans une puissance économique indirecte », Engels écrit :

Au début du XIV^e siècle, la poudre à canon est passée des Arabes aux Européens occidentaux et a bouleversé, comme nul ne l'ignore, toute la conduite de la

guerre. Mais l'introduction de la poudre à canon et des armes à feu n'était nullement un acte de violence, c'était un progrès industriel, donc économique. L'industrie reste l'industrie, qu'elle s'oriente vers la production ou la destruction d'objets. (22)

Et dans ces lignes qu'il cite, Weber se plaît à voir « Engels réfuter explicitement la notion de force destructrice » ! Que cela n'ait manifestement aucun rapport, que l'industrie « orientée vers la destruction d'objets » puisse évidemment, même aux yeux d'Engels, être qualifiée de force destructrice sans pour cela cesser d'être une industrie, et même une industrie capitaliste, productrice de plus-value, ne semble pas l'effleuré. Nous n'avons jamais songé pour notre part à nier que l'industrie des armements restât une industrie. Elle ne se distingue des autres branches que par la nature des débouchés offerts à ses produits, et des conséquences sociales de leur consommation : la destruction ; autrement dit par le caractère spécifique de leur valeur d'usage... Et c'est précisément le rôle déterminant, moteur, de l'industrie des armements dans l'économie capitaliste actuelle qui en est à nos yeux le trait caractéristique, celui par lequel s'exprime la transformation des forces productives en forces destructives !

est en proie à Çiva (23) ...

Enfin le malheureux ironise lourdement sur la théorie qu'il nous prête des « rapports de destruction », du « mode de destruction », etc., tout en recommandant chaleureusement « aux camarades qui désirent se payer une partie de plaisir aux dépens d'un lambertiste défenseur de la notion de force destruc-

(22) F. Engels. *Anti-Dühring*, Ed. sociales, 1971, p. 196.

(23) Note à l'usage de Weber : Çiva, divinité hindoue de la destruction, n'est décidément pas une invention de ses « amis lambertistes ».

trice » (il faut dire qu'on n'a pas tant d'occasions de rire à la Ligue! — et Weber en a profité pour faire descendre les « forces destructives » du « concept » à la « notion »!) la lecture du texte d'Engels **Tactique de l'infanterie déduite des causes matérielles (1700-1780)**. Il ne réalise apparemment pas que déduire la tactique militaire des « causes matérielles », donc des rapports sociaux de production, revient à dire que c'est le mode de production (et le stade atteint par celui-ci dans son évolution historique) qui déterminent la manière de faire la guerre, la tactique et la stratégie militaires, en un mot le « mode de destruction » — autrement dit que chaque époque, chaque société a un mode de destruction qui lui est propre et est une expression spécifique du mode de production propre à cette société et à cette époque! Ainsi la conduite de la guerre du Vietnam par les Etats-Unis, avec l'anéantissement massif du milieu naturel, l'emploi systématique de toutes les ressources de l'électronique pour assembler et faire fonctionner un gigantesque système automatique de nature à anéantir tout être vivant en n'employant qu'un personnel humain de moins en moins nombreux, et pratiquement plus de troupes terrestres, etc., n'est-ce pas là une expression de pointe du mode de production qui caractérise le stade actuel de l'impérialisme?

Weber s'efforce cependant de démontrer que la thèse marxiste de la tendance du capitalisme à transformer les forces productives en forces destructives a été inventée par Lambert en 1967, pour les besoins de sa mauvaise cause, si bien que Varga n'était pas au courant en 1963, ni Stéphane Just en 1965. Bien entendu, pas plus que Weber, ils n'avaient lu **l'Idéologie allemande**. Mais il est un auteur qu'au moins Weber devrait avoir lu.

et oublie même ce qu'il sait

On sait que Marx, dans le livre II du **Capital**, analysant le procès de cir-

culatation du capital social (du capital total de la société) est amené à diviser l'économie en deux secteurs: le secteur I, qui produit des moyens de production, et le secteur II, qui produit des moyens de consommation. L'équilibre, que ce soit dans le cas de la reproduction simple ou dans celui, nettement plus compliqué, de la reproduction élargie, ne pourra se réaliser que si chaque secteur vend à l'autre autant qu'il lui achète.

Dans chaque secteur, le produit total d'un an de production est naturellement divisé en valeur du capital constant (c), fraction du capital dépensée en moyens de production, valeur du capital variable (v), fraction du capital dépensée en salaires, et plus-value (pl), valeur supplémentaire produite par les ouvriers pendant la durée du surtravail qu'ils doivent fournir gratuitement au capital. Dans le cas de la reproduction simple, par exemple, où toute la plus-value est consommée par les capitalistes sans qu'il y ait accumulation, le secteur I, pour la consommation privée de ses ouvriers et de ses capitalistes, devra acheter au secteur II des moyens de consommation d'une valeur égale à la somme du capital variable (salaires distribués) et de la plus-value réalisée par lui, secteur I (et dépensée dans ce cas entièrement par les capitalistes pour leur consommation privée). Le même secteur I devra vendre au secteur II pour une valeur égale de moyens de production, valeur qui devra donc être aussi égale au capital constant consommé en un an dans le secteur II (d'où la condition, fort simple dans ce cas, de l'équilibre).

Eh bien! l'auteur en question, qui a publié son livre en 1962, donc écrit avant Varga, avant Just, avant Lambert, se proposant de caractériser la reproduction dans le cas de l'économie de guerre, fait remarquer qu'il y a lieu d'ajouter au secteur I (« production de biens de production ») et au secteur II (« production de biens de consommation ») un secteur III, secteur de l'in-

dustrie des armements, qu'il baptise « **production de biens de destruction** ». Les secteurs I et II doivent alimenter en moyens de production et de consommation le secteur III, dont la production, au contraire, ne peut être vendue à aucun des trois secteurs ; elle est vendue à l'Etat et sort du cycle de reproduction du capital social. Cédons-lui la parole :

En effet, l'économie de guerre implique qu'une partie des ressources productives du capital constant et de la main-d'œuvre soit consacrée à la fabrication d'**engins de destruction** dont la valeur d'usage ne permet ni la reconstruction de machines ou de stocks de matière première, ni la reconstruction de la force de travail, mais tend au contraire à la destruction de ces ressources.

Cet écrivain que Weber devrait avoir lu, nos lecteurs l'ont sans doute reconnu, c'est l'éminent auteur du **Traité d'économie marxiste** (t. I, pp. 412-415), Ernest Mandel. On comprend dès lors que Germain ait préféré laisser à son acolyte, préposé aux basses besognes, le soin de dénoncer « **l'incongruité lambertiste** » des « **forces destructives** ». Weber est d'ailleurs tout disposé à soutenir que la catégorie, pardon, le concept, faites excuse, la notion de forces productrices de « **biens de destruction** »... dont « **la valeur d'usage tend à la destruction des ressources** » est absolument marxiste, à condition qu'on n'en conclue surtout pas qu'il s'agit là de forces destructives, ce qui serait faire de la morale. Et si le noir sied à Electre, la morale, on s'en serait douté, messied à Weber ! (24)

Il nous faut encore, pour fastidieux que cela soit, déblayer le terrain d'une autre confusion semée par Germain et Weber. Ceux-ci soutiennent que jamais les marxistes, jamais Lénine ni Trotsky n'ont soutenu que, pour que la révolution prolétarienne soit possible, il fallait que le capitalisme ait arrêté la croissance des forces productives. Il est aisé de prouver le contraire, nous allons voir une fois de plus. Et nos révisionnistes de brandir contre nous

la thèse de Lénine : « **Il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie** », et de nous rappeler docilement

(24) Mandel suppose qu'une fraction suffisamment importante du capital social est investie dans le secteur III de production d'armements (de « **biens de destruction** »). Le remplacement, à chaque cycle annuel, du capital dépensé dans la section III ne peut se faire que par un **prélèvement sans contrepartie** sur le produit total des deux premiers secteurs, et l'importance de ce prélèvement dépasse rapidement les possibilités d'accumulation qui y existent. Mandel aboutit ainsi à une **reproduction rétrécie**, réduisant rapidement les secteurs I et II à la portion congrue. Il n'envisage pas le cas de l'**économie d'armement**, dans lequel la fraction du capital social prélevée à chaque cycle sur les secteurs I et II pour les besoins du secteur III est inférieure à la plus-value accumulée dans ces secteurs, donc compatible avec une reproduction élargie. L'économie d'armement correspond au cas où l'on peut encore avoir à la fois « **du beurre et des canons** », l'économie de guerre impose de renoncer au beurre pour les canons. Or l'économie d'armement caractérise précisément le fonctionnement actuel de l'économie capitaliste. Le secteur III, dont le produit est acheté d'avance par l'Etat, garantit un débouché solvable à une fraction du produit des secteurs I et II, ou plutôt de leur surproduit invendable, car elle ne pourrait s'écouler autrement, faute de consommateurs solvables, cette fraction restant cependant inférieure aux possibilités d'accumulation des deux premiers secteurs. Le secteur III joue ainsi le rôle de volant d'équilibrage, et en même temps d'entraînement de toute l'économie, son financement étant assuré par l'Etat. En fait, une fraction notable des moyens de production et des moyens de consommation (donc des forces de travail) produits dans les deux premiers secteurs est continuellement transférée au secteur III des armements : **une partie des forces productives engendrées par la société est continuellement transformée en forces destructives**. Le financement par l'Etat du secteur III, qui ne contribue en rien à la richesse sociale, mais vit au contraire en parasite de celle-ci, ne peut consister qu'en création de moyens de paiement fictifs, générateurs d'inflation, et de moyens de crédit qui circulent ensuite comme capitaux flottants, fictifs.

que, si la classe ouvrière laisse passer l'occasion de la révolution, le capitalisme pourra toujours alors trouver finalement une issue, et, après avoir détruit suffisamment de forces productives, connaître même une nouvelle phase d'équilibre relatif. Ils nous l'expliquent, nous le rabâchent, tout en n'ayant pas assez de sarcasmes à nous dispenser lorsque nous parlons de la période actuelle comme de celle de l'imminence de la révolution, qui est en même temps imminence de la contre-révolution ! Et ils nous rebattent les oreilles de ce qu'aucune situation objective n'assure la victoire **automatique** de la révolution — tout cela pour tenter de convaincre leurs lecteurs qu'il n'est pas **indispensable** que les forces productives aient cessé de croître pour que la révolution soit **possible** !

Regardons-y donc de plus près. Au XIX^e siècle, période où le capitalisme n'était que relativement réactionnaire, c'était seulement, de l'avis de Marx et Engels, pendant les crises, manifestations limitées dans le temps et périodiques de la tendance historique du capitalisme à se nier lui-même, que la révolution était possible. Ainsi Marx écrivit à l'automne de 1850 :

Etant donné cette prospérité générale dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi abondamment que le permettent les conditions bourgeoises, on ne saurait parler de véritable révolution... Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise, mais l'une est aussi certaine que l'autre. (25)

Le point de vue de Trotsky

Avec la première guerre impérialiste mondiale et la révolution d'Octobre, s'ouvre la crise historique d'agonie du capitalisme, l'époque de la révolution prolétarienne. Cela n'est vrai que parce que « les forces productives mondiales ne peuvent se développer davantage dans le cadre de la société bourgeoise...

Si le développement ultérieur des forces productives était concevable dans le cadre de la société bourgeoise, la révolution en général serait impossible », comme le souligne à plusieurs reprises Trotsky dans son rapport de juillet 1921 à l'assemblée générale des communistes de Moscou sur le bilan du 3^e congrès mondial de l'Internationale communiste. (26)

Cinq ans plus tard, il déclarera presque dans les mêmes termes :

Pour terminer, je poserai une question qui, me semble-t-il, découle du fond même de mon rapport. Le capitalisme, oui ou non, a-t-il fait son temps ? Est-il en mesure de développer dans le monde les forces productives et de faire progresser l'humanité ? Cette question est fondamentale. Elle a une importance décisive pour le prolétariat européen, pour les peuples opprimés d'Orient, pour le monde entier et, avant tout, pour les destinées de l'Union soviétique. S'il s'avérait que le capitalisme est encore capable de remplir une mission de progrès, de rendre les peuples plus riches, leur travail plus productif, cela signifierait que nous, parti communiste de l'U.R.S.S., nous nous sommes hâtés de chanter son

(25) Karl Marx, *Les luttes de classes en France, 1848-1850*, Editions sociales, 1967, p. 159.

(26) Des extraits importants de ce rapport, dans lequel Trotsky insiste ensuite longuement sur le fait que cette condition nécessaire de la révolution ne suffit nullement à en assurer la victoire, et qu'au contraire la bourgeoisie ne négligera rien pour entraîner la classe ouvrière dans l'abîme avec elle, ont été reproduits par Georges Mazet, dans le cadre de son article, « Crise monétaire ou marche à la crise économique mondiale ? » de la *Vérité* n° 554-555, pp. 97-100, d'après le texte français paru en 1922 à la Librairie de l'Humanité. Contrairement à ce que Mazet indiquait, il figure bien dans l'édition anglaise de L. Trotsky, *Les cinq premières années de l'Internationale communiste*, au début du second volume, sous le titre *L'école de la stratégie révolutionnaire* ; comme le texte anglais a été beaucoup plus soigneusement établi, nous avons corrigé le passage reproduit ici en en tenant compte.

De Profundis ; en d'autres termes, que nous avons pris trop tôt le pouvoir pour essayer de réaliser le socialisme. Car, comme l'expliquait Marx, aucun régime social ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités latentes. Et, dans la nouvelle situation économique actuelle, maintenant que l'Amérique s'est élevée au-dessus de toute l'humanité capitaliste en modifiant foncièrement le rapport des forces économiques, nous devons nous poser cette question : le capitalisme a-t-il fait son temps ou peut-il espérer encore faire œuvre de progrès ? (27)

Et Trotsky concluait, après une analyse approfondie, à la validité de la perspective de la révolution mondiale. Mais, en tout cas, l'alternative était posée sans aucune ambiguïté.

Enfin, en 1938 — il serait naturellement possible de citer bien d'autres textes — il insérera dans le **Programme de la IV^e Internationale** ces phrases sans équivoque :

La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.

Lénine contre Trotsky ?

C'est en vain que Germain, nous l'avons vu, s'efforce de nous montrer un Lénine se gardant bien de jamais parler d'un arrêt du développement des forces productives — dans la période même où, en 1921, Trotsky s'exprimait à ce sujet dans les termes catégoriques que nous venons de rappeler et que, pour une raison quelconque, ou une quelconque raison, Germain, Mandel, le Croisé et Weber préférèrent passer sous silence. Germain ira-t-il jusqu'à soutenir, mis au pied du mur, que Lénine n'était pas d'accord avec l'exposé de juillet 1921 de Trotsky devant les communistes de Moscou, mais qu'il a préféré ne rien dire ?

En fait, Lénine, en mettant en lumière la manière dont les monopoles freinent par tous les moyens en leur pouvoir, le progrès technique ; en exposant l'extraordinaire développement du parasitisme, des capitaux fictifs, de la spéculation, qu'implique le contrôle de l'économie par le capital financier, la masse croissante de forces et de moyens de travail, d'hommes et d'outillage soustraits à la production ; en montrant l'extension, sous diverses formes, de la putréfaction et des tendances destructrices du capitalisme arrivé à son stade ultime, disait naturellement sous une autre forme **exactement la même chose** que Trotsky. Lénine connaissait trop bien Marx, et était trop scrupuleusement fidèle à ses enseignements, pour qu'il lui soit venu à l'idée que, à l'époque de la révolution prolétarienne, la croissance des forces productives pouvait se poursuivre, et même avec impétuosité, dans le cadre du mode de production capitaliste !

Voici ce qu'il écrit dans **L'impérialisme...** :

Comme nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme, et, dans les conditions générales de ce dernier, de la production marchande, de la concurrence, est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, le monopole capitaliste engendre infailliblement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. La fixation, même temporaire, des prix de monopole fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par conséquent, de tout autre progrès, de tout mouvement en avant ; elle engendre aussi la possibilité économique de freiner artificiellement le progrès technique.

... Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres, une des raisons de l'absur-

(27) Léon Trotsky, **Europe et Amérique**, Ed. Anthropos, p. 89.

dité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de la production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la **tendance** à la stagnation et à la putréfaction propre au monopole continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus. (28)

Et voici le passage du dernier chapitre qui suscite l'enthousiasme de Mandel : Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu de tendances à la liberté, exploitation d'un nombre croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations riches ou puissantes — tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. Toujours plus en relief apparaît la tendance de l'impérialisme à créer l'« Etat-rentier », l'Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus sur l'exportation des capitaux et la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme. Non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tel pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère ; mais ce développement ne devient pas simplement plus inégal en général, cette inégalité se manifeste en particulier dans la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre). (29)

A quoi il faut ajouter :

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition, ou plus exactement un capitalisme agonisant. (30)

Le moins qu'on puisse dire est que Lénine parle de développement rapide (accroissement de la production, concentration, centralisation, développement de la mainmise du capital financier) accompagné, non pas seulement dans d'autres pays, mais dans **ceux-là mêmes**

où le capital financier se développe le plus vite (« Quant aux Etats-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières décennies, encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est justement grâce à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante »), d'une croissance accélérée du « parasitisme » et de la « putréfaction » propres au règne des monopoles.

Pour ces raisons, Lénine ne voit nullement dans les phénomènes qu'il analyse l'annonce d'une nouvelle croissance générale illimitée des forces productives de l'humanité (d'autant qu'il étudie une période déjà achevée, l'immédiate avant-guerre). Pour lui, si les forces productives ont des aspects quantitatifs, mesurables, elles ne s'y réduisent jamais. Il note bien par exemple :

(...) De nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et les terres aujourd'hui impropres peuvent demain être mises en valeur par de nouveaux procédés (qu'une grande banque, par exemple, peut trouver en organisant une expédition d'ingénieurs, d'agronomes, etc.) à condition que l'on y engage des capitaux importants. Il en est de même pour les recherches de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation des matières premières, etc. (31)

Mais, là où Germain semble considérer que dans tel pays il y a croissance plus rapide que jamais, dans tel autre stagnation ou régression, et que le bilan pourrait se faire par une addition de quantités positives ou négatives (qu'il ne fait pas : un trop grand nombre de termes, sans doute !), Lénine, lui, tire le bilan sans hésiter :

LES PARTICULARITES POLITIQUES DE L'IMPERIALISME SONT : LA REACTION SUR TOUTE LA LIGNE ET LE

(28) V.I. Lénine. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. sociales, 1952, pp. 88-89.

(29) Idem, pp. 111-112.

(30) Idem, p. 113.

(31) Idem, p. 75.

RENFORCEMENT DE L'OPPRESSION NATIONALE. (32)

Six ans plus tard, le 3^e congrès mondial de l'Internationale communiste adoptait des « **Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'I.C.** » dans lesquelles on pouvait lire :

Les deux dizaines d'années qui avaient précédé la guerre furent une époque d'ascension capitaliste particulièrement puissante. Les périodes de prospérité se distinguent par leur durée et par leur intensité, les périodes de dépression ou de crise, au contraire, par leur brièveté. D'une façon générale, la source s'était brusquement élevée ; les nations capitalistes s'étaient enrichies.

En serrant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde se rendaient compte que le développement enragé de la production devait se heurter aux limites de la capacité d'achat du marché capitaliste mondial ; ils essayèrent de sortir de cette situation par des moyens de violence ; la crise sanglante de la guerre mondiale devait remplacer une longue période menaçante de dépression économique, avec le même résultat d'ailleurs, c'est-à-dire la destruction d'énormes forces de production (...)

(...) De la sorte, la crise de l'année 1920, et c'est là l'essentiel pour la compréhension de la situation mondiale, n'est pas une étape du cycle « normal » industriel, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive du temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et sur l'épuisement.

L'alternative normale des crises et des périodes de prospérité se poursuivait auparavant suivant la courbe du développement industriel. Pendant les sept dernières années, par contre, les forces productrices de l'Europe, loin de s'élever, tombèrent brutalement.

La destruction des bases mêmes de l'économie doit d'abord se manifester dans toute la superstructure. Pour arriver à une certaine coordination intérieure, l'économie de l'Europe devra pendant les quelques années à venir se restreindre et diminuer. La courbe des forces productives tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte

durée et surtout un caractère de spéculation (...)

Les mêmes idées reviennent au long de ces thèses, sous diverses formes. Les analyses de Lénine sont, notons-le bien, essentiellement relatives à la période des deux décennies d'avant-guerre dont parlent les thèses, et qui ont fait place à la « **destruction d'énormes forces de production pendant la guerre** » (destructions que Germain n'a pas vues dans les prémisses de la révolution d'Octobre 1917 !). C'est seulement à partir de cette première guerre mondiale que Trotsky dit que les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Il est l'auteur de ces thèses, mais Germain suggérera-t-il que Lénine les a votées à contre-cœur ?

Le double fondement du matérialisme historique

Il faut y revenir : le passage du socialisme « **de l'utopie à la science** » se fonde précisément pour Marx et Engels sur cette double thèse, dont les deux aspects sont inséparables.

D'une part, la perspective de la société sans classe cesse d'être utopique à notre époque **seulement parce que** la satisfaction sans limite des besoins sociaux, l'abondance pour tous est désormais possible sur la base des forces productives qu'a développées le capitalisme, pourvu qu'elles soient mises, dans le cadre d'une planification mondiale, au service de l'humanité ; ou, pour reprendre les termes mêmes de Marx dans le passage cité plus haut : les conditions matérielles de rapports de production nouveaux et supérieurs sont écloses dans le sein même de la vieille société capitaliste. Ou encore : « **La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme.** »

(32) Idem, p. 99.

D'autre part, tant que le progrès de la civilisation, même freiné, même « relatif », se poursuit sous le capitalisme, tant que les forces productives croissent, jamais l'humanité ne se lancera dans la voie hasardeuse de la révolution socialiste, aussi longtemps du moins qu'elle pourra penser qu'il lui est loisible d'en faire l'économie, qu'il y a une autre issue, que la révolution n'est pas la seule voie pour échapper à une catastrophe d'envergure historique : le capitalisme ne disparaîtra pas **« avant que soient développées toutes les forces productives qu'il est assez large pour contenir »**.

Ce double pilier d'angle du matérialisme historique, nos révisionnistes l'attaquent des deux côtés à la fois :

D'une part, ils soutiennent que, bien que les forces productives croissent rapidement à notre époque (avec l'instrument de mesure qu'ils nous proposent, et dont nous reparlerons bientôt, elles auraient **plus que doublé** de 1948 à 1961, en utilisant les statistiques mêmes qu'entasse Weber — **Qu'est-ce que l'A.J.S. ?** tableau 2, p. 17), le capitalisme n'en est pas moins en **déclin** (nous avons, vainement jusqu'à présent, cherché à nous enquérir auprès de Mandel, de Germain, du Croisé et de quelques autres, du sens précis des mots « **déclin du capitalisme** » lorsque les forces productives croissent rapidement) et la révolution socialiste pas moins à l'ordre du jour (enfin, plus ou moins... des situations « prérévolutionnaires » suffisent largement, on l'a vu, à Weber ; des situations de non-marche sur Bruxelles, de non-lutte pour le pouvoir à Mandel).

D'autre part, en dépit de la maturité de la prémisses économique de la révolution prolétarienne, ils nous rappellent doctement qu'il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie, mais interprètent cette thèse léniniste dans le sens que, « **si la classe ouvrière était battue** », une « **nouvelle expansion économique** » du capitalisme serait possible. Et ici, nous l'avons vu — com-

ment avons-nous pu oser prétendre qu'il n'aimait pas citer les points de vue de Trotsky en 1921 ? c'était une falsification de plus ! — Germain s'appuie sur une déclaration de Trotsky au 3^e congrès mondial de l'Internationale communiste (et, naturellement, Weber répète dans sa brochure, p. 31).

Trotsky sur une nouvelle époque d'expansion capitaliste

Il n'est pas toutefois si facile de prendre Trotsky sans vert. Reprenons, et complétons la citation faite par Germain du grand rapport de Trotsky sur « **la crise de l'économie mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste** » :

Pendant la période dans laquelle nous sommes entrés, période de règlement des comptes relatifs aux destructions et aux ruines de la guerre, période de retour à l'état économique ancien, tout relèvement ne peut être que superficiel, d'autant plus qu'il est provoqué surtout par la spéculation, tandis que les crises vont devenir plus longues et plus profondes.

Dans ce cas, le rétablissement de l'équilibre capitaliste sur des bases nouvelles est-il possible ? (33) Si nous admettons un instant que la classe ouvrière ne se lève pas pour la lutte révolutionnaire, mais permette à la bourgeoisie pendant de longues années, disons 20 ou 30 ans, de diriger les destins du monde, alors un nouvel équilibre pourra sans doute être établi. L'Europe sera brutalement rejetée en arrière. (34)

Des millions d'ouvriers européens seront morts de chômage et de faim. Les Etats-Unis seront obligés de chercher une orientation nouvelle sur le marché mon-

(33) La citation faite par Weber commence ici.

(34) Weber a remplacé la phrase qui suit (et que nous mettons en gras) par des points de suspension. Il ne faut manifestement pas permettre à Trotsky de se montrer trop « catastrophiste »...

dial, de regrouper leur industrie, de reculer pendant de longues années. (35) Après l'établissement d'une nouvelle division du travail dans le monde, au cours d'une période douloureuse de 15, 20, 25 années, une nouvelle époque de relèvement capitaliste pourrait peut-être commencer.

S'agirait-il alors d'une nouvelle période historique de croissance des forces productives sous le capitalisme ? Trotsky ne le dit pas. S'il le disait, il préciserait en même temps que, durant cette période, la révolution prolétarienne serait exclue (36). Il se hâte plutôt d'ajouter ces lignes (qui évidemment ne méritent pas, aux yeux de Weber, d'être reproduites) :

Mais tout ce raisonnement est abstrait et n'envisage qu'un côté de la question. Nous présentons ici le problème comme si le prolétariat avait cessé de lutter. **Cependant il ne peut en être question, pour cette simple raison que l'opposition des classes a atteint, en ces dernières années, une acuité extraordinaire.**

Deux mois plus tard, devant les communistes de Moscou, il développait l'idée que ce qui se passerait, si la bourgeoisie conservait le pouvoir en dépit de la crise historique de son régime, c'est plutôt qu'elle entraînerait la classe ouvrière avec elle dans l'abîme. Montrer comment, même si l'histoire s'est comme toujours avérée plus complexe dans son déroulement concret que tous les pronostics théoriques, celui de Trotsky n'a pas été infirmé dans les faits, ce serait reprendre toute l'histoire d'un demi-siècle. Nous ne le ferons évidemment pas ici. Écoutons plutôt Weber, téméraire à ses heures, nous définir les forces productives et leur croissance (p. 15).

Weber définit les forces productives

Qu'est-ce que les forces productives ? En théorie marxiste (37), ce concept désigne l'ensemble des moyens de production matériels (outils, machines, usines, sol et sous-sol) et humains (forces de

travail, niveau des techniques et des sciences) permettant la production de biens d'usage ou d'échange. (38)

(...) La croissance des forces productives ne s'apprécie pas arbitrairement ; elle se mesure en fonction de critères objectifs précis : la progression de la productivité du travail ; la progression en volume et en valeur de la production des biens de

(35) Weber insère ici entre parenthèses cette glose : « (cf. 1929-1940) ». Il n'est sans doute pas au courant que 1940 marque le début de la deuxième guerre mondiale, et non celui d'une « nouvelle époque de relèvement capitaliste », d'une époque d'expansion des forces productives, qui aurait commencé à cette date. Il est vrai qu'à ses yeux la guerre n'est certainement pas un « concept économique », tout au plus une notion morale, si bien que l'un n'empêche pas l'autre...

(36) Comme il l'a fait lorsque, en 1940, il a examiné théoriquement — pour d'ailleurs la rejeter aussitôt — l'hypothèse que la deuxième guerre mondiale n'aboutirait pas à de nouvelles révolutions prolétariennes, à de nouvelles défaites du capitalisme.

(37) Nous ne désespérons pas d'apprendre un jour ce qu'est le « concept » des forces productives en théorie non-marxiste ou en non-théorie marxiste.

(38) Weber ne précise pas ce que sont les « biens d'usage » qui ne sont pas « d'échange » ni les « biens d'échange » qui ne sont pas « d'usage ». Le « marxiste » Weber sait probablement que la « théorie marxiste » parle plutôt de « valeur d'usage » et de « valeur d'échange », mais quoi, il faut éviter l'archéo-marxisme, il faut vivre avec son temps ! Il n'est pas sans intérêt par contre de relever que dans la société communiste, où les forces productives n'engendreront ni valeurs d'usage ni valeurs d'échange, se contentant de satisfaire (sans limites) les besoins sociaux, alors, pour le « marxiste » Weber et son « concept », il n'y aura plus de forces productives...

A noter également que le « niveau des techniques et des sciences » s'exprime aussi bien dans les « moyens de production matériels » (le perfectionnement des machines) que dans les « moyens de production humains » (la culture des travailleurs) parmi lesquels les range Weber... Hélas ! Les mauvaises habitudes que l'on sait ne peuvent que nuire à la clarté de sa pensée.

consommation et d'équipement ; le rythme d'innovation technologique, etc.

Or, si l'on applique les critères mêmes de Weber à la période qui va de 1914 à 1938, période pendant laquelle Trotsky répète à chaque occasion que les forces productives ont cessé de croître (et même, en 1938, qu'a été atteint depuis longtemps « **le point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme** »), il faudra bien conclure que c'était là une période de croissance très honorable des forces productives.

La productivité du travail s'y est développée rapidement, stimulée d'abord par la première guerre mondiale, puis par la grande crise de 1929, à laquelle les plus grands trusts ne purent résister qu'en rationalisant à outrance. Quant à la production, nous emprunterons une fois de plus au **tableau 2** de Weber les précisions suivantes : sur la base 100 en 1913, le volume total de la production était en 1938 à l'indice 109,4 en France ; 159,9 en Allemagne ; 153,8 en Italie ; 158,3 au Royaume-Uni ; 143,7 au Canada ; 163,3 aux Etats-Unis.

Pour la science, c'est la période du grand bond en avant de la physique. C'est alors que deux théories révolutionnaires, la relativité générale et la mécanique quantique, dont les conséquences sont loin d'être épuisées à l'heure actuelle, font leur apparition, l'une en 1915, l'autre en 1923-27 (la seule découverte d'une portée comparable qui ait été faite depuis l'a été en biologie, c'est le code génétique, en 1957). Et « **l'innovation technologique** » ne laisse pas non plus à désirer. C'est dans cette période que l'automobile et l'avion prennent leur essor, que les sulfamides inaugurent la révolution chimique en médecine, que le microscope électronique commence à s'employer en métallurgie, que... Non, décidément, Trotsky aurait dû écrire : « **Les forces productives croissent quelque peu.** » Il n'y aurait plus eu ensuite, pour la période suivante, qu'à mettre « **impétueusement** » au lieu de « **quelque peu** ».

La conception technologiste (quantativiste) des forces productives

Le « **concept** » weberien de forces productives donne donc, à l'occasion, des résultats inattendus. Surtout, il fait des forces productives une simple catégorie technologique, une simple grandeur mesurable à l'aide de « **critères objectifs précis** », c'est-à-dire par les procédés de la technique — cela vaut d'ailleurs également pour l'élément humain, qui n'y intervient que comme « **force de travail, niveau de la technique et des sciences** ». Cette grandeur mesurable, les forces productives, échappe donc au domaine de l'histoire, de la sociologie, de l'économie. C'est une **chose**. Elle est aplatie, linéaire. La croissance des forces productives, ou leur régression, se mesure comme la température à l'aide d'un thermomètre dont on observe la colonne de mercure (et qu'il faille procéder à plusieurs mesures, production industrielle, rendement du travail, proportion des ouvriers qualifiés, techniciens, etc. dans le total de la main-d'œuvre, qu'il s'agisse d'un tableau de nombres, résultant d'une série aussi longue que l'on voudra d'évaluations statistiques, que l'art des statisticiens saura d'ailleurs réduire à un nombre unique si on le désire, cela n'y change rien).

Les forces productives ne sont pour Weber (et pour Germain, qui nous a dit avoir cité en vain aux lambertistes « **les nombreuses pages de Marx, Lénine et Trotsky où les "forces productives" se mesurent aux quantités de marchandises produites et au nombre de producteurs** ») que ce qu'elles seraient pour une commission de gestion de la société communiste, chargée de recenser les moyens matériels et humains disponibles pour quelque nouveau projet. Dans un monde où l'administratif des choses aurait remplacé le gouvernement des hommes, cette façon de considérer les forces productives serait tout à fait correcte. Mais il se trouve que nous vivons dans une société divisée en clas-

ses, une société où, pour cette raison, toutes les catégories historiques, sociales, économiques sont contradictoires, se nient elles-mêmes. C'est tout simplement la société bourgeoise avec la lutte des classes qui est absente du « **concept** » weberien des forces productives, concept purement quantitatif.

Bien entendu, Marx, Lénine ou Trotsky connaissent les aspects quantitatifs des forces productives, comme de toute catégorie économique et sociale, et s'en servent pour étayer leurs démonstrations. Mais dans la société bourgeoise, où toute catégorie économique ou sociale est un rapport social impliquant les deux classes opposées ; un rapport social qui exprime sous une forme particulière, qui est une détermination particulière des rapports sociaux de production bourgeois ; où s'exprime donc la contradiction fondamentale entre le caractère de plus en plus social et collectif du procès de production et le caractère privé de l'appropriation des produits ; un rapport social que l'idéologie bourgeoise tend à « réifier », à transformer en chose, effaçant ainsi la contradiction qu'il renferme, et ne lui laissant que ses aspects quantitatifs, mesurables, en faisant ainsi un objet naturel, donc des rapports de production bourgeois les rapports naturels et éternels de toute société — l'analyse marxiste ne peut ignorer qu'aucune catégorie économique ou sociale ne se réduit à ses aspects quantitatifs ; que ses aspects qualitatifs sont au contraire déterminants, parce que c'est là seulement qu'apparaît leur caractère contradictoire, la contradiction qui fonde cette catégorie particulière et la met en mouvement.

L'analyse marxiste ne part donc pas des résultats d'aucune analyse statistique comme constituant la réalité empirique de la société, les « **données de fait** ». Elle procède des rapports sociaux de production pour analyser la catégorie particulière dont il s'agit, de la contradiction fondamentale du capitalisme pour aboutir à une de ses déterminations spécifiques par l'abstrac-

tion ; et c'est seulement en reconstruisant la totalité concrète qu'elle veut étudier, maintenant comprise, éclairée par l'analyse dialectique, qu'elle utilisera les données quantitatives des statisticiens pour illustrer les résultats auxquels elle est déjà parvenue. Car, encore une fois, la méthode statistique n'est pas neutre — elle procède de la transformation des rapports sociaux en choses, en grandeurs mesurables vidées de leur caractère contradictoire.

Ces remarques générales s'imposent particulièrement lorsqu'il s'agit de la catégorie à la fois sociale, économique et historique des forces productives, où se trouvent impliqués de façon essentielle les rapports les plus profonds entre l'homme et la nature, et ceux des hommes entre eux, dans leur activité productive.

Rien d'étonnant dès lors à ce que, en particulier, la mesure des forces productives et de leur croissance « **en fonction de critères objectifs précis** » donne un résultat tout à fait indépendant de l'emploi qui en est fait. Ces hommes, ou plus exactement, ces forces de travail simples et qualifiées, et cet outillage, ces machines, ces inoyens de travail peuvent servir indifféremment à bâtir des écoles (obsession lambertiste bien connue de l'école laïque), à accroître le stock de bombes thermonucléaires ou à contrôler le fonctionnement de ces ingénieux petits appareils électroniques qui, au Vietnam, sans aucun personnel engagé à terre, repèrent et tuent tout ce qui vit dans un périmètre de plusieurs kilomètres. Le résultat de la mesure de ces forces productives sera exactement le même dans ces divers cas. Tout le reste est de la morale, dira Weber, et la morale, comme l'on sait, n'a rien à voir avec la science. Même si l'ensemble de forces productives, forces de travail humaines et machines, que considère Weber se trouve réparti en deux groupes occupés à se détruire mutuellement, la mesure weberienne « **en fonction de critères objectifs précis** » donnera exactement le même résultat. Elle ne peut que faire

l'addition, pas la soustraction — sans parler d'opérations plus compliquées, qui relèvent de la « morale ». Germain, lui, nous l'avons vu, paraissait capable d'additionner nombres positifs et négatifs... Mais, outre qu'il ne le faisait pas, cela ne l'aurait pas encore avancé beaucoup.

L'épisode militaire que nous supposons, ou encore le fait que les « forces productives » dont Weber est en train de mesurer la croissance produisent dans le même temps un piano à queue, un nouvel ouvrage imprimé dans lequel Ernest Mandel dit posément et calmement ce qu'il y a à dire des méchants qui le calomnient, ou un obus anti-personnel, tout cela ne peut avoir la moindre influence sur les « **critères objectifs précis** » : la productivité du travail ; le volume et la valeur de la production ; le rythme d'innovation technologique, etc., que mobilise Weber. Ça ne leur fait ni chaud ni froid... Quand Marx et Engels parlent de « **forces productives... qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants** », qui « **ne sont plus des forces productives, mais des forces destructives** », ni Weber, ni Germain, ni le Croisé ne comprennent mie de ce que ces honorables vieillards, malheureusement typiquement archéo-marxistes, veulent dire. Les bombes thermonucléaires, après tout, ce sont des forces mesurables comme d'autres. La production d'électricité se mesure en kilowatts-heure, la puissance explosive des bombes en mégatonnes, c'est d'autant moins une différence que ces deux unités peuvent se réduire aisément l'une à l'autre puisqu'elles mesurent, somme toute, deux formes différentes d'une même grandeur physique, l'énergie. « **Néfastes dans le cadre des rapports existants** », les forces productives d'obus ? devenant des forces destructives ? « **Vagues notions morales** » !

Les définitions chez Marx

On ne peut d'ailleurs qu'admirer la hardiesse avec laquelle Weber nous donne des **définitions**, en bonne et due forme, du « **concept** » des « **forces productives** » « **EN THEORIE MARXISTE** » (s'il disait : « **en théorie weberienne** », « **germaine** », « **mandoline** », voire « **Croisée** », nous n'aurions pas d'objection).

Quelqu'un qui s'y connaissait a cependant mis en garde contre l'idée qu'il faille chercher, sinon « **en théorie marxiste** », du moins « **chez Marx des définitions fixes et achevées, valables une fois pour toutes** ». Et il précise : Il va de soi que, du moment que les choses et leurs rapports réciproques sont conçus, non comme fixes, mais comme variables, leurs images mentales, les concepts, sont, eux aussi, soumis au changement et à la transformation ; dans ces conditions, ils ne seront pas enfermés dans des définitions rigides, mais développés selon le processus historique ou logique de leur formation. (39)

Quant à Marx lui-même, il note à propos des « **théories sur le capital fixe et le capital circulant** » (*Capital*, livre II, chapitre 11) :

Il ne s'agit pas ici de définitions sous lesquelles on puisse enfermer les choses. Il s'agit de fonctions déterminées, qui sont exprimées dans des catégories déterminées.

Marx et Engels ne comprenaient manifestement pas la « **théorie marxiste** ». Était-ce des moralistes ? En plus, aux yeux d'Engels, les concepts ne sont pas des « **outils théoriques** » créés arbitrairement par le « **théoricien** », mais les « **images mentales** » de rapports, de catégories que l'analyse dialectique doit dégager de la réalité...

(39) F. Engels, préface au livre III du *Capital* de Marx.

III - La conception marxiste des forces productives et sa caricature positiviste

La valeur d'usage comme catégorie économique

La conception marxiste des forces productives, qui sont une catégorie économique, sociale et historique, est évidemment différente. Pour en faciliter la compréhension, nous prendrons d'abord un exemple analogue, mais plus simple, celui de la **valeur d'usage** comme catégorie économique. L'étude de cet exemple nous paraît d'autant plus indiquée que les forces productives sont indéniablement des valeurs d'usage (même si elles ne sont pas, comme nous le verrons, n'importe quelles valeurs d'usage). Rappelons d'ailleurs que, selon Marx, un objet a une valeur d'usage s'il est produit du travail humain et est **socialement** utile — **socialement**, c'est-à-dire qu'il satisfait un besoin **social**, un besoin se manifestant dans la société considérée (et qu'il n'est pas seulement, par exemple, utile à celui qui l'a fabriqué).

Au début de sa première œuvre économique publiée, Marx a noté :

Il semble que, pour la marchandise, ce soit une condition nécessaire que d'être valeur d'usage, mais qu'il soit indifférent à la valeur d'usage d'être marchandise. Quand la valeur d'usage est indifférente à toute détermination économique formelle, c'est-à-dire quand la valeur d'usage est prise en tant que valeur d'usage, elle n'entre pas dans le domaine de l'économie politique. Elle n'y entre que lorsqu'elle constitue elle-même une détermination formelle. (40)

De là, divers « marxistes », comme Hilferding par exemple, ont conclu que, en tant que valeur d'usage, objet utile, la marchandise n'était justifiable, pour son étude, que des sciences de la nature, donc de « **critères objectifs** » échappant au domaine de l'économie, qui ne serait concernée que par la valeur d'échange. C'était renoncer à la

méthode de Marx, pour qui le « **point décisif** » de l'économie politique est le dédoublement du travail humain en travail abstrait, producteur de valeurs d'échange, et travail concret, producteur de valeurs d'usage. Ces propriétés matérielles, ces qualités empiriquement constatables, mesurables par les méthodes des sciences chimique, physique, biologique... ou encore de la technologie appartiennent, bien entendu, à la valeur d'usage. Ce sont elles qui, précisément, font d'un produit du travail social un objet utile, ayant des qualités particulières satisfaisant un besoin social spécifique. La valeur d'usage — comme les forces productives — présente de tels aspects mesurables. L'erreur objectiviste, ou encore positiviste, « technologiste », de Weber et Mandel est de ne voir dans les forces productives (donc aussi dans la valeur d'usage, à cet égard comparable) **que** ce côté, d'oublier entièrement qu'elles sont des rapports sociaux, entre hommes, parce qu'elles sont les organes artificiels que s'est donnés l'humanité dans et par son rapport fondamental avec la nature, le travail, l'activité productive destinée à satisfaire ses besoins, et que cette activité collective implique un rapport social, un rapport entre les hommes dans une société donnée, donc s'insère nécessairement, comme un rapport social spécifique, dans la forme de société dans laquelle elle se manifeste.

Le positivisme élimine la lutte des classes

Rompre ainsi l'unité dialectique, contradictoire, du **travail abstrait**, travail social moyen, qualitativement indéterminé,

(40) *Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. sociales, 1957, p. 8.

autrement dit n'ayant d'autre qualité que sa quantité, travail universel qui constitue la substance et la mesure de la valeur d'échange des marchandises et du **travail concret**, travail de tel ouvrier particulier, avec ses qualités professionnelles, travail dont les qualités spécifiques engendrent celles de l'objet utile qu'il produit ; rompre cette unité en supprimant l'un de ses termes, c'est, si l'on ne conserve que la valeur d'échange, dégrader l'économie en économétrie, qui croit traduire en statistiques toute la réalité sociale, et par suite dégrader la valeur d'échange, rapport social, en une simple mesure technique de productivité ; c'est, si l'on ne conserve que la valeur d'usage, réduire l'économie à la technologie, aux sciences appliquées, et la valeur d'usage, elle-même, rapport social, à un ensemble de propriétés empiriquement constatables et mesurables. Dans un cas comme dans l'autre, le rapport social d'exploitation qui s'exprime aussi bien dans la valeur d'usage (opposant la satisfaction des besoins de la société humaine à l'indifférence du capital à la nature particulière de la marchandise produite par lui et à ses effets utiles ou nuisibles, pourvu qu'elle se vende, d'où son indifférence à la production de moyens de destruction, à la détérioration du milieu naturel, à l'épuisement anarchique des ressources en matières premières, etc.) que dans la valeur d'échange (comme nous le verrons, la tendance du capital à incorporer toujours davantage de valeur, donc à s'approprier une masse toujours plus grande de surtravail gratuit, tend à se nier elle-même), ainsi que dans leur antagonisme mutuel.

C'est, en un mot, expulser la lutte des classes de « l'analyse économique » où Germain proposait de « l'intégrer ». Or, c'est précisément ce que Weber et lui font à propos des forces productives. Donnons quelques exemples de la manière dont se manifeste la valeur d'usage comme rapport social, comme catégorie économique. Le moteur de la production capitaliste est, on le sait, la ten-

dance du capital à se mettre en valeur, à accroître sa propre valeur en s'incorporant le plus possible de plus-value. Cette plus-value à son tour est produite par les ouvriers, dont le salaire, valeur d'échange de leur force de travail, mesurée par le temps de travail socialement nécessaire à la production de leurs moyens d'existence pendant une journée par exemple, ne représente qu'une partie de la nouvelle valeur qu'ils créent pendant cette même journée de travail, celle-ci se divise ainsi, par exemple, en 4 heures de « **travail nécessaire** », pendant lesquelles les ouvriers reproduisent une valeur égale à celle qu'ils reçoivent sous forme de salaire, et 4 heures de « **surtravail** » gratuitement fourni par eux au capital, et pendant lesquelles ils produisent la plus-value.

Mais il ne suffit pas au capital de disposer de la plus-value incorporée aux marchandises que son entreprise produit, il faut encore la réaliser, vendre ces marchandises, pour que le capital reprenne la forme d'argent. C'est ici que la valeur d'usage intervient.

Ses caractéristiques mesurables constituent sa substance matérielle, mais non sa forme, qui en fait un rapport social (entre le vendeur et l'acheteur — entre tous les vendeurs et tous les acheteurs de cette sorte de marchandises — : un objet peut être utile et produit du travail humain, et ne pas être valeur d'usage pour l'acheteur éventuel ; il peut même ne trouver aucun acheteur, ne pas avoir de marché ; il n'est pas alors une valeur d'usage sociale, donc pas une marchandise). Le capital ne pourra donc achever son cycle, se réaliser, que si la marchandise sous la forme de laquelle il existe correspond à un besoin social, et si cette marchandise, en tant que valeur d'usage, n'a pas été produite en quantité plus grande qu'il n'en faut pour satisfaire ce besoin social.

C'est pourquoi Marx, qui critique Ricardo précisément pour avoir exclu la valeur d'usage du domaine de l'économie, écrit par exemple :

Quand on considère la plus-value comme telle, la forme naturelle du produit, donc... de la plus-value, est indifférente. Quand on considère le processus de reproduction véritable, elle devient importante, en partie pour comprendre ses formes elles-mêmes, en partie pour l'influence que la production de luxe, etc., exerce sur la production. Nous avons ici un nouvel exemple où la **valeur d'usage** comme telle acquiert une importance économique. (41)

Composition organique du capital et valeur d'usage

Parmi les différents exemples où intervient la valeur d'usage comme catégorie économique, il en est un qui revêt une importance particulière pour la théorie de la tendance à l'effondrement du capitalisme : la **composition organique du capital** et la détermination de sa **composition-valeur** par sa **composition technique**.

On sait que le capital total qu'investit un capitaliste dans la production se divise en capital constant (c) consacré à l'achat des facteurs matériels de la production, et capital variable (v) consacré au paiement des salaires. Marx définit alors la composition organique du capital et ses deux aspects comme suit :

La composition du capital se présente à un double point de vue. Sous le rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se décompose en partie constante (la valeur des moyens de production) et partie variable (la valeur de la force ouvrière, la somme des salaires). Sous le rapport de sa matière, telle qu'elle fonctionne dans le procès de production, tout capital consiste en moyens de production et en force ouvrière agissante, et sa composition est déterminée par la proportion qu'il y a entre la masse des moyens de production employés et la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre. La première composition du capital est la **composition-valeur**, la deuxième la **composition technique**. Enfin, pour exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre, nous appellerons **composition organique du capital** sa com-

position-valeur en tant qu'elle dépend de sa composition technique et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se réfléchissent dans celle-là. (42)

En effet, dans le cycle de circulation du capital, celui-ci revêt d'abord la forme de capital-argent, qui s'échange ensuite contre des **moyens de production (objets de travail** : matières premières, matières auxiliaires, produits semi-finis, et **moyens de travail** : outillage, machines, bâtiments) et des **forces de travail** (celles des ouvriers qui vont mettre en mouvement, « consommer productivement », au cours du processus de production, les moyens de production), forces de travail qu'achète le salaire. Sous la forme de moyens de production et de forces de travail rassemblés à l'usine sous son commandement, le capital-argent est devenu capital productif. Le processus de production va le transformer en un produit fini qui est du capital-marchandise, le capital sous forme de marchandise, incorporant la plus-value, et qu'il s'agira ensuite de vendre pour retransformer en capital argent.

Or, la proportion entre les **moyens de production** et les **forces de travail** qui entrent dans la composition du capital productif est une proportion d'origine technique, déterminée par la valeur d'usage de ses constituants à un stade donné du développement de la technique (le régime des machines, l'automatisation du contrôle, etc., déterminant le nombre et la qualification des ouvriers qu'il faut et le temps qui leur est nécessaire pour transformer entièrement en produits finis ces moyens de production).

C'est cette **composition technique** qui va déterminer la **composition-valeur**, donc la composition organique du capital

(41) Karl Marx, **Théories sur la plus-value**, édition allemande des Marx-Engels Werke (M.E.W.), Dietz éd., t. III, p. 248.

(42) K. Marx, **Le Capital**, Ed. sociales, livre I, t. 3, p. 54.

productif : les **moyens de production** représentent, dans un état donné du progrès technique, une **quantité déterminée** de travail qu'il a fallu dépenser pour les produire, de travail déjà appliqué, déjà consommé, que Marx appelle **travail mort**, qui n'est pas susceptible de produire de plus-value ; les **forces de travail**, une quantité déterminée de travail « **vivant** » qu'il faut pour que celui-ci transforme entièrement les moyens de production en produits finis, en marchandises destinées à la vente. Le rapport entre la valeur d'échange de ces moyens de production, cette quantité de travail social « mort », et la valeur d'échange de ces forces de travail, c'est la composition-valeur du capital productif.

Il faut encore noter ici que les valeurs d'usage des constituants du capital productif, supposant toujours un état déterminé du progrès technique, supposant une masse donnée de moyens de production (et encore que la proportion convenable entre les divers moyens de production soit respectée), ne déterminent que la **quantité totale de travail vivant** que sont susceptibles d'absorber les moyens de production pour être entièrement transformés en produits finis, et non la proportion dans laquelle cette masse totale de travail vivant se répartira en **travail nécessaire** produisant une valeur égale au salaire et **surtravail gratuit, générateur** de plus-value. Le rapport du surtravail au travail nécessaire, que Marx appelle **taux d'exploitation** ou **taux de la plus-value**, n'a rien à voir, au moins directement, avec la composition technique du capital productif, ni avec la valeur d'usage de ses constituants.

Les forces productives sont-elles des choses ?

Il est significatif que Weber réduise les forces productives à n'être que le capital productif (ou une partie de ce dernier, puisqu'il n'y inclut apparemment que les **moyens de travail**, ma-

chines, bâtiments, etc., et les **forces de travail**, à l'exclusion des **objets de travail**, matières premières et auxiliaires, objets semi-finis, etc.) — et qu'il ne considère cependant pas celui-ci comme un rapport social, mais qu'il le déshydrate, l'aplatisse en un simple ensemble technologique d'objets. C'est là le produit extrême d'une déformation, d'une schématisation, devenue courante chez les « marxistes » de tout poil, de l'antagonisme dialectique des forces productives et des rapports sociaux, que l'on s'est habitué à considérer comme des éléments que l'on étudie séparément, entre lesquels on admet **par ailleurs** des rapports d'opposition, mais en oubliant que ces moments opposés du processus historique sont en même temps unis et identiques, qu'ils ne sont que deux expressions unies et opposées d'une réalité unique : l'activité pratique-historique de l'humanité, le mode de production dans lequel elle se manifeste, qu'elle fait fonctionner à une époque historique déterminée. Ou, comme le dit encore Marx :

Les forces productives et les rapports sociaux — tous deux côtés différents de l'évolution de l'individu social... (43)

C'est ce schématisme, disloquant la totalité réelle qu'est « **l'évolution de l'individu social** », qui avait conduit le génial Staline à énoncer la célèbre loi de la « **correspondance nécessaire des rapports sociaux et des forces productives** » qu'on annonce encore sur les bancs des écoles de certains pays d'Europe de l'Est. Transformés ainsi en choses opposées, dans un rapport figé de « **correspondance nécessaire** », les forces productives seront étudiées par les sciences appliquées, les rapports sociaux par les « sciences » humaines. Rapports sociaux et forces productives deviennent ainsi des « structures » irréductibles l'une à l'autre chez le structuraliste Godelier, disciple d'Althusser. Les classes en

(43) Grundrisse, pp. 593-594. Voir ci-dessous une citation plus longue de ce même passage.

lutte, le prolétariat combattant pour le socialisme, l'homme vivant et agissant sont ainsi éliminés de l'Histoire... au profit de ces nouvelles divinités en conflit, ces deux structures aux essences métaphysiques irréductibles, la « structure des forces productives » et la « structure des rapports sociaux », dont le céleste conflit, nouvelle guerre des dieux et des titans, ne manquera pas de régler pour le compte des hommes et sans qu'ils en puissent mais — qu'ils restent tranquilles, surtout ! ce n'est pas leur affaire — les destinées de l'humanité souffrante.

« Le plus grand pouvoir productif... »

Comment comprendre alors que Marx ne dise pas : « La principale force productive, ce sont les moyens de production humains », ou encore « les forces de travail », mais au contraire : « La principale force productive, c'est l'homme » — l'homme tout entier est donc à ses yeux une force productive ? L'homme qui, sans doute, a certaines qualités, certains aspects mesurables à l'aide de « critères objectifs », mais qui ne se réduit certes pas à n'être qu'un ensemble technologique mesurable, l'homme qui est engagé dans un processus historique contradictoire... Et Marx a écrit mieux encore :

Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une société nouvelle. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que les pouvoirs productifs déjà acquis et les rapports sociaux existants ne puissent plus exister les uns à côté des autres. De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne. (44)

On aura remarqué dans la dernière phrase la même idée, sous une autre forme, que l'on retrouvera sous la plume de Marx douze ans après, dans la préface de *Contribution à la critique...*, celle-là même dont Trotsky s'est inspiré, et qui ennuie tellement Weber, Germain, le Croisé et Cie : les forces productives doivent avoir atteint le plus haut développement qu'elles peuvent connaître dans l'ancienne société (donc avoir cessé de croître) pour que cette formation de la société cède la place, et même déjà pour « l'organisation des éléments révolutionnaires comme classe ». A noter également qu'on ne doit pas chercher chez Marx une terminologie fixe, pas plus que des définitions. Il parle aussi bien de « pouvoir productif » que de « forces productives ». Et le « principal pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même » ; non pas « l'ensemble des moyens de production humains (force de travail, niveau des techniques et des sciences) », selon l'expression de Weber (qui, avant d'accoucher de sa précieuse définition, si précieuse pour le critique, avait retroussé ses manches, ceint son épée, pris son courage à deux mains et écrit : « **Devant un tel amas d'énormités, il faut reprendre les choses à la racine** ») ; la classe révolutionnaire pas seulement (bien qu'aussi) les « forces de travail » des ouvriers. Comment Weber, qui « mesure en fonction de critères objectifs précis » la « croissance des forces productives », va-t-il mesurer la classe révolutionnaire ?

Les forces productives ne se réduisent pas, ne se laissent pas réduire, aplatir en grandeurs mesurables, ensemble de machines, de matières premières ou auxiliaires et de forces de travail simples ou qualifiées. Elles ne constituent pas un ensemble technologique (encore qu'elles présentent, comme les valeurs d'usage, un côté, un aspect mesurable par les méthodes de la science de la

(44) K. Marx, *Misère de la philosophie*, Ed. sociales, 1968, p. 178.

nature ou de la technologie). Ce ne sont pas des forces productives en soi, des entités productives d'origine et de fonction indéterminée, ayant la même signification pour les habitants de Sirius, des robots dirigés par des cerveaux électroniques, ou des êtres humains.

Ce sont les **forces productives de l'humanité**, expression matérielle et intellectuelle du degré de domination sur la nature atteint par celle-ci, de son aptitude acquise à obliger la nature à satisfaire ses besoins. Ce ne sont, encore une fois, pas de simples ensembles techniques ; elles sont à la fois le produit et l'instrument de l'activité pratique-théorique de l'homme dans ses rapports avec la nature, activité qui est la substance, le fondement de tout progrès de la civilisation humaine. Pour le matérialisme historique, la catégorie économique-socio-historique des forces productives occupe une place centrale dans l'histoire de l'humanité.

Mais l'activité humaine est une totalité UNE. Les forces productives sont elles-mêmes produites. Comme l'écrit Marx :

La nature ne construit pas de machines, de locomotives, de chemins de fer, de télégraphes électriques, de renvideurs automatiques, etc. Ils sont les produits de l'industrie humaine ; du matériau naturel transformé en organe d'exécution des volontés de l'homme sur la nature ou de sa participation à la nature. **Ils sont des organes créés de main d'homme du cerveau humain** : de la science objectivée. (45)

En tant que produits du travail humain, les forces productives matérielles sont produites au sein de rapports sociaux de production, d'un mode de production déterminé : les forces productives matérielles **font donc partie de ce mode de production, de ces rapports sociaux** (et cela vaut aussi d'ailleurs, bien entendu, pour la formation des hommes : l'éducation, l'enseignement sont naturellement des expressions particulières de la société, du mode de production au sein duquel ils existent).

Forces productives et travail utile

Cependant, elles naissent du procès de travail, elles sont filles du travail utile, du travail concret spécifique, source de valeurs d'usage. Et, indique Marx :

« ... n'importe quel élément de la richesse matérielle non fourni par la nature a toujours dû son existence à un travail productif spécial ayant pour but d'approprier des matières naturelles à des besoins humains. En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme. (46)

Ces lignes sont particulièrement dignes

d'attention. En tant que travail utile, le travail humain a, pour Marx, un côté indépendant de toutes les formes de société, de tous les modes de production. Mais les forces productives sont les forces productives du travail humain, l'instrument, l'outil de ce travail, dont la croissance mesure les progrès réalisés par l'humanité dans l'art de plier la nature à satisfaire ses besoins. Elles sont l'instrument de la médiation que réalise par son activité pratique l'humanité entre elle-même et la nature.

En tant que produits du travail utile, elles ont donc, comme lui, un côté indépendant « **de toute forme de société** ». En même temps, le travail créateur de valeurs d'usage, le travail concret, est l'un des éléments en lesquels se dédouble le travail dans une société marchande — inséparable de son pôle opposé (et identique, puisque l'activité productrice de l'humanité est **une**), le travail social abstrait. Chaque pôle de la contradiction la réfléchit d'une manière spécifique, et le travail utile est lui aussi un rapport social de la société capitaliste, déformé par elle, jusqu'à se re-

(45) Grundrisse, p. 594.

(46) K. Marx, *Le Capital*, Ed. sociales, livre I, t. 1, p. 58.

tourner contre l'humanité dont il est la manifestation d'activité essentielle, la substance même dont est tissée son évolution historique, jusqu'à créer des moyens massifs de destruction généralisée. Dans tout ce qu'il crée à notre époque, il est marqué du style spécifique du capitalisme des monopoles. Il n'est pas guidé par les besoins sociaux, il est mû par les exigences de la mise en valeur du capital. Dans le même temps, il est cette « nécessité éternelle » vouée à la satisfaction des besoins humains dont parle Marx.

Ce qui est vrai du travail sera naturellement vrai des forces productives. Et cette analyse du travail, à la fois soumis au mode de production dont il est un rapport social (dans le travail, les hommes ne sont pas seulement en face de la nature, mais aussi les uns en face des autres, en tant qu'ouvriers ou capitalistes), et indépendant de lui, explique bien des formulations de Marx.

Un exemple (entre beaucoup d'autres). Critiquant la théorie des crises de Ricardo, Marx écrit :

Le mot « surproduction » induit en erreur. Aussi longtemps que les besoins d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits, ou seulement ses besoins les plus immédiats, il ne peut naturellement absolument pas être question d'une surproduction de produits — dans le sens que la masse des produits serait superflue relativement aux besoins. Il faut dire au contraire que, sur la base de la production capitaliste, il y a continuellement sous-production... Mais surproduction de produits et surproduction de marchandises sont deux choses entièrement différentes. Si Ricardo pense que la forme de marchandise est indifférente pour le produit... cela tient en fait à son hypothèse que la production bourgeoise est le mode de production absolu, donc aussi mode de production sans plus de détermination spécifique... (47)

Voilà bien de la morale, pensera Weber. Dans le mode de production capitaliste, toutes les catégories doivent être caractérisées en fonction de ce mode de production. « Surproduction » n'a de sens

que par rapport au marché, aux besoins solvables. Tout le reste est de la morale. Le travail productif est exclusivement celui qui produit de la plus-value, un travail qui satisfait des besoins sociaux sans produire de plus-value doit être qualifié d'improductif, il n'a à proprement parler pas sa place dans l'analyse économique. Weber ne se rend sans doute pas compte qu'en faisant des forces productives un immense mécanisme, un automate auquel les travailleurs, eux-mêmes grandeur mesurable, loin de le contrôler, sont intégrés comme des robots, sans plus, en excluant de ses considérations les forces productives comme instrument du travail utile, satisfaisant les besoins humains, il fait comme Ricardo, et considère le mode de production capitaliste comme le mode de production absolu. Il fait de l'économie politique, et non, comme Marx, de la critique de l'économie politique... Pour Marx, en tout cas, il est clair que la production de formidables moyens de destruction n'aurait pu être considérée comme une manifestation parmi d'autres du travail utile, « **condition indispensable de l'existence de l'homme** ».

A quoi ces considérations de Marx concernant le « **travail utile** » nous conduisent-elles pour les forces productives ?

En premier lieu, en tant que produits du travail utile, concret, les forces productives, outillage et manieurs d'outils, machines et conducteurs de machines, système automatique et contrôleurs de la chaîne de production automatique constituent l'instrument élaboré par l'histoire du travail, « **médiateur entre la nature et l'homme** ». Leur évolution, qui s'étend sur trois ou quatre millions d'années de préhistoire et d'histoire, résume, reflète et rythme la **continuité** du progrès humain, **par-delà** les ruptures du mouvement de l'Histoire, ses régressions de plus ou moins longue

(47) K. Marx, **Théories sur la plus-value**, éd. allemande, M.E.W., t. II, p. 528.

durée, les transitions révolutionnaires d'un mode de production à un autre, supérieur. Elles **ne font pas partie du mode de production** au sein duquel, à telle ou telle époque, elles fonctionnent. Ce sont au contraire les rapports sociaux qui naissent, se transforment et disparaissent sous l'impact du développement des forces productives. Considérées sous cet angle, les forces productives comportent, nous l'avons dit plusieurs fois, des éléments mesurables par la technologie ou les sciences appliquées (le rendement d'un moteur, la quantité d'énergie dont dispose chaque travailleur, etc.), mais ne s'aplatissent nullement, ne se laissent pas réduire à ces éléments quantitatifs, qui fournissent des indications quant à leur croissance, mais ne peuvent en aucun cas suffire à l'apprécier. C'est ainsi que les diverses époques de la préhistoire ne sont généralement connues que par les restes de l'outillage, des armes, du logement, de la nourriture, de l'environnement des hommes (et exceptionnellement quelques ossements de ces hommes eux-mêmes), vestiges à partir desquels le préhistorien désigne la culture technique dans laquelle vivaient ces hommes, la caractérise et la distingue en général sans difficultés majeures d'autres cultures analogues par les traits spécifiques de son outillage, autrement dit le **caractère de ses forces productives**. Il est, au surplus, particulièrement frappant de constater que, sur cette immense durée de trois millions et demi d'années, et malgré le caractère extrêmement ponctuel, lacunaire de nos connaissances, le progrès de l'outillage, des forces productives, pour lent qu'il soit, apparaît comme ininterrompu, l'héritage de connaissances techniques étant régulièrement transmis, non seulement d'une culture à l'autre, mais même d'une espèce biologique à l'autre, des australopithèques aux paléanthropiens, des paléanthropiens aux néanderthaliens et des néanderthaliens à l'**homo sapiens**.

En tant que forces productives du travail concret, génératrices d'objets utiles

à la satisfaction des besoins de l'humanité, elles constituent l'héritage de civilisation, l'héritage culturel que chaque génération lègue à la suivante, qu'un mode de production brisé par la croissance des forces productives, devenues trop vastes pour qu'il puisse les contenir, lègue à son successeur. Donc les rapports sociaux se sont modelés sur leur développement :

L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces productives qui lui sont transmis par toutes les générations précédentes ; de ce fait, chaque génération continue donc, d'une part, le mode d'activité qui lui est transmis, mais dans des circonstances radicalement transformées, et, d'autre part, elle modifie les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente. (48)

En second lieu cependant, le rapport entre l'homme et la nature dans le procès de travail implique, inclut la participation d'au moins un groupe nombreux d'hommes, donc il contient aussi les rapports nécessaires, indépendants de leur volonté, entre ces hommes, qu'on appelle rapports sociaux de production. La société humaine est **une**, les forces productives sont ses forces productives, elles participent donc, nous l'avons vu, par leur second côté, des rapports sociaux de production, elles sont un élément, un moment du mode de production où elles naissent et qui les fait fonctionner. En tant que telles, elles **intègrent en elles toutes les contradictions de ce mode de production**. C'est spécialement pour cette raison que la conception technologiste, **linéaire** des forces productives, qui croit pouvoir mesurer leur croissance ou leur régression dans les variations d'un nombre unique (s'il y en a plusieurs, un technocrate digne de ce nom prend la moyenne avec une pondération convenable) est tout particulièrement génératrice d'absurdités.

(48) *L'idéologie allemande*, o.c., p. 65.

Forces productives et capital productif

Dans le mode de production capitaliste, elles prennent la forme du capital productif, forme particulière prise à un stade déterminé du cycle de sa reproduction par le capital — qui, rappelons-le, n'est pas une chose, mais un rapport social de production entre les deux classes antagonistes. Les forces productives apparaissent alors non plus comme forces productives du travail humain destinées à satisfaire les besoins sociaux de l'humanité qui les a engendrées, mais comme forces productives du capital, capital productif, destinées à mettre en valeur le capital, à extraire des ouvriers le maximum de plus-value.

En tant que moment dialectique du mode de production contradictoire qu'est le capitalisme, les forces productives expriment non plus la continuité du progrès humain, **mais sa discontinuité, son caractère chaotique, contradictoire**, ses bonds, ses régressions et ses interruptions. La contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère privé de l'appropriation des résultats du processus de production et le caractère collectif, social de ce processus, et tout particulièrement des forces productives, se manifeste au sein même de celles-ci, que leur caractère collectif n'empêche pas de s'aliéner et de s'émietter en propriété privée des capitalistes. La période de la crise historique finale du capitalisme, qui commence lorsque les forces productives se sont développées autant que le permettaient les rapports sociaux et ne peuvent plus croître davantage, la contradiction, qui désormais s'exacerbe entre les forces productives et les rapports sociaux capitalistes, va s'exprimer au sein même des forces productives en opposant violemment leur forme de capital productif voué à la mise en valeur du capital, et leur contenu de force productive du travail humain, avec la finalité que leur origine même a inscrite de façon indélébile dans toute leur structure : la satisfaction des besoins sociaux, indépen-

damment du mode de production à l'agonie.

La soif de profit du capital le pousse à développer sans limite les forces productives, la productivité du travail notamment ; son agonie ne fera qu'exagérer cette tendance ; mais, dans le même temps, ces nouvelles forces productives qu'il engendre sont nuisibles pour lui, il ne peut les contenir ; ces hommes, ces moyens de production, ces capitaux, il ne peut se les incorporer, sans pour cela faire encore plus baisser le taux de profit, accumuler encore plus de marchandises, de capitaux qu'il ne peut réinvestir de façon rentable, qu'il ne peut vendre, il faut les éliminer. Les forces productives sont prises dans l'étau de l'antagonisme entre leur nature d'instrument du travail concret au service des besoins de l'humanité et leur forme de capital productif assoiffé de plus-value. Elles tendent à s'amputer de leur propre surplus, inutilisable pour leur mise en valeur en tant que capital productif. Elles sont contaminées par le parasitisme et la putréfaction du mode de production dans le cadre duquel elles fonctionnent : elles tendent à se nier elles-mêmes, à se transformer en forces destructives ; « **organes d'exécution de la volonté de l'homme sur la nature** », « **organes du cerveau humain créés par la main de l'homme** », elles se dressent contre leur créateur et le menacent d'anéantissement. Sous l'angle particulier sous lequel elles relèvent de la technologie et sont mesurables, elles ne se mesurent plus désormais seulement en mégawatts, mais en mégatonnes, et finalement en mégamorts.

Ça fera sans doute rigoler Weber (« la mégamort n'est pas une notion économique », clamera-t-il), mais nous ne voyons pas bien ce que nous pouvons y faire.

On comprend dès lors que Marx et Engels aient pu écrire :

Le développement de la grande industrie créa une masse de forces productives pour lesquelles la propriété privée devint

tout autant une entrave que la corporation en avait été une pour la manufacture et la petite exploitation rurale, une autre pour l'artisanat en voie de développement. Ces forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles deviennent pour la plupart des forces destructrices et une foule d'entre elles ne peut pas trouver la moindre utilisation sous son régime. (49)

Le développement **unilatéral** (c'est-à-dire pour les besoins de la mise en valeur du capital productif) des forces productives, la transformation de la plupart d'entre elles en forces destructives, une foule d'entre elles ne pouvant trouver la moindre utilisation et étant par conséquent éliminées, niées, rejetées de la société en tant que forces productives, c'est précisément la conclusion à laquelle nous venons d'aboutir.

Quelques symptômes

Il ne saurait évidemment être question, dans le cadre de cet article, de dresser le tableau ou même seulement la liste des principaux symptômes de la tendance au parasitisme, à la putréfaction du capitalisme se manifestant avec force au sein même des forces productives, de leur transformation en forces destructives : ce serait dresser le tableau tout entier du monde que nous avons sous les yeux. Il s'agit notamment des distorsions, des contradictions croissantes au sein des forces productives qui se traduisent par des obstacles **supplémentaires** dans la voie du socialisme : ainsi, des progrès techniques, encore que très limités, sauf dans le secteur des armements, et de la croissance relative de la production dans les pays avancés, face à la stagnation ou la régression sans aucun espoir (dans le cadre du mode de production impérialiste) dans les pays économiquement retardés. La distance, on le sait, ne cesse de s'accroître entre ces deux pôles du monde où nous vivons.

Il s'agit du processus analogue qui s'accomplit au sein de chacun des pays avancés, également irréversible. **L'autre Amérique**, c'est un Américain sur quatre, définitivement rejeté de toute participation à la civilisation technique des Etats-Unis. Ils sont, avec leur famille, voués à vivre au rabais de travail temporaire ou des allocations de l'Etat-providence, à donner à leurs enfants une éducation au rabais ou pas d'éducation du tout, à souffrir souvent de la faim, de la maladie, avec une durée moyenne de vie de 20 % plus courte que l'Américain moyen — et les rapports d'experts s'accumulent qui montrent que la situation tend à s'aggraver, et que la tendance n'a aucune chance de se renverser sous le capitalisme. (50)

Destruction massive de « **la force productive principale, l'homme** », n'est-il pas vrai, cher Weber ? Ou bien est-ce une légende lambertiste ? Certes, la chambre à gaz d'Hitler était un « **mode de destruction** » plus radical. La puissance invaincue des organisations de classe du prolétariat en protège actuellement le peuple américain. Mais, dans le fond, il s'agit là du même phéno-

(49) Idem, p. 90.

(50) Un très officiel rapport publié en 1966 par le **Twentieth Century Fund** sur **La pauvreté au sein de l'abondance** indique par exemple que si l'on établit trois critères de pauvreté, de gravité croissante, celui du « confort minimum », celui de l'« adaptation minimum », celui de la « subsistance minimum » (en 1960, respectivement 5 600 dollars par an, 4 300 dollars par an et 2 600 dollars par an pour une famille de quatre personnes), il y avait 20 millions de personnes vivant dans les pires conditions, 46 millions en dessous de l'adaptation minimum et 71 millions en dessous du confort minimum, soit, en pourcentage de tous les ménages des Etats-Unis, 11 %, 26 %, 40 %.

Mais que dire dans ce cadre de la théorie de Mandel selon laquelle la majorité ou la totalité de la classe ouvrière américaine appartenait à l'aristocratie ouvrière ? Voir à ce sujet Stéphane Just, **Défense du trotskysme**, t. 2, pp. 63-65.

mène. C'est un numéro tout récent de **Time** (14 février 1972) qui nous le rapporte :

Il y a à travers les Etats-Unis 25 millions d'Américains appauvris, frustrés et méconnus, des noirs et des blancs, qui, comme les noirs affamés du Mississipi, sont généralement méprisés, traités de haut et regardés comme psychologiquement déficients. Mais pour le psychiatre Robert Coles, qui connaît beaucoup mieux que la plupart des Américains ces citoyens oubliés — et leurs enfants —, c'est absolument faux... La plupart d'entre eux sont étonnamment sains d'esprit et remarquablement courageux...

Un cas de « délire sectaire »

Et que dire du cas de Thomas McCallum, ingénieur électricien de 51 ans en chômage, qu'a rencontré **Business Week** (25 décembre 1971) ? Celui-là n'appartenait pas à l'autre Amérique. Celui-là gagnait 20 000 dollars par an au bas mot dans l'aérospatiale. Il n'a pas droit à l'allocation de chômage. Sa femme fait du porte à porte pour une marque de cosmétiques. Lui a travaillé à la chaîne pour 100 dollars par semaine dans une usine de plastique, cueilli des pommes pour 10 dollars par jour dans un verger du New Hampshire, etc. Plusieurs entreprises ont refusé de l'embaucher parce qu'il est trop qualifié (51). Il est prêt à prendre n'importe quel travail, mais il « voudrait toujours travailler comme ingénieur ». Avant que la classe ouvrière prenne le pouvoir, il n'en a pas la moindre chance. Et il y en a des milliers et des milliers comme lui, depuis que la N.A.S.A. a été mise en veilleuse et le projet d'avion de transport supersonique (S.S.T.) abandonné. Bilan : destruction massive de forces de travail hautement qualifiées.

L'arrogance incroyable que met le petit-bourgeois privilégié qu'est Henri Weber à nier l'existence d'une tendance à la déqualification des travailleurs, spécialement des jeunes, mériterait un cha-

pitre spécial. Lui qui proclame, en bon apologiste du capital — même **Time** et **Business Week** n'osent plus employer ce genre de mensonges grossiers — que « si le progrès technique détruit les anciennes qualifications, il crée simultanément des qualifications nouvelles » (ce qui est très exactement la théorie de l'harmonie de J.-B. Say !), qu'« on assiste aujourd'hui... au gonflement sans précédent des catégories sociales les plus qualifiées (ingénieurs, techniciens, cadres...) », aurait pu au moins prendre connaissance, dans le **Monde** du 7 mars 1972, des déclarations faites, tout en répandant un torrent de larmes de crocodile, par le député U.D.R. des Vosges, M. Christian Poncelet :

Au désarroi de ceux qui doivent amèrement reconnaître qu'il y a encore dans les pays socialistes des travailleurs soumis à l'exploitation, qui n'ont même pas pour la mettre en cause le droit de recourir à l'arme de la grève, répond étrangement la perplexité des théoriciens libéraux et des réformistes conciliateurs, qui s'aperçoivent que, dans un pays comme le nôtre, il existe encore des entreprises où par exemple une femme doit fabriquer 10 000 boutons par jour, soit 1 250 à l'heure, ce qui signifie qu'elle accomplit le même geste vingt fois dans une minute.

La singularité du progrès économique et technique est qu'il a conduit, contre toute attente, à une aggravation des conditions de travail par rapport à ce qu'elles étaient à l'origine de l'ère industrielle [...] Paradoxalement, la réalité du dernier tiers du vingtième siècle est plus écrasante pour l'homme que celle des usines du capitalisme naissant.

Un autre exemple, et qui est relatif à l'un des aspects les plus frappants, a priori même les plus surprenants que

(51) A l'adresse du perspicace Weber, aux yeux de qui la croyance à une menace générale de déqualification pesant sur les travailleurs est le type même du délire sectaire (o.c., p. 14) « lambertiste », nous pouvons garantir qu'aucun membre de l'O.C.I. ne travaille à la rédaction de **Business Week**.

revêt à l'heure actuelle la décomposition des forces productives de l'humanité, c'est l'impuissance totale des pays les plus avancés à résoudre aucun des problèmes relatifs aux services publics : téléphone, transports urbains, circulation urbaine, etc. En fait, plus le pays est avancé, plus le problème y a pris d'immenses proportions, et plus il est insoluble.

« **Les Etats-Unis sont-ils fauchés ?** », se demande *Time* du 13 mars, dont la couverture montre l'Oncle Sam retournant en vain ses poches. Relevons quelques exemples saillants, parmi les nombreux faits que rappelle l'article. L'auteur ne paraît pas réaliser qu'un produit national brut dépassant le trillion de dollars (et qui, à ses yeux, symbolise ce que Weber appellerait une croissance impétueuse des forces productives aux Etats-Unis), trillion de dollars dont la circulation et l'investissement sont entièrement sous le contrôle du capital financier, implique qu'il y aura des fonds, financés par l'inflation d'Etat, donc en monnaie de singe, chaque fois qu'il le faudra, pour les investissements privés ou publics de nature à accroître les profits (les armements notamment, dont un montant suffisant est indispensable au maintien du profit), mais pas pour des investissements dans des services publics qui, soit sont entièrement improductifs — entendez : non productifs de plus-value (l'éducation, les hôpitaux) —, soit ont une composition organique si élevée (la rénovation des transports publics, par exemple) que le profit du capital investi y serait voisin de zéro.

La grande misère des services publics aux Etats-Unis

L'auteur s'étonne pourtant :

D'après tous les critères de la richesse privée, les Etats-Unis sont le pays le plus riche du monde. Mais, quand il s'agit de payer pour les services publics — santé,

éducation, aides diverses, collecte des ordures, contrôle de la pollution, police et protection contre l'incendie — pour tout ce qui rend agréable, ou du moins tolérable, ou même, dans certains cas, simplement possible la vie de ses citoyens, le pays semble être au bord de la faillite... Pour 1970, le gouvernement fédéral, les Etats et les gouvernements municipaux ont dépensé 60 milliards de plus qu'ils n'ont reçu. Le déficit sera sûrement beaucoup plus grand cette année. Cependant les impôts ne cessent d'augmenter [**L'auteur démontre que les impôts pèsent essentiellement sur les couches les plus pauvres de la population et sur les cadres**]... L'augmentation des impôts et des dépenses publiques n'a amené aucune amélioration des services publics. Dans bien des cas, les rues sont plus sales, les transports publics plus décrépits, les hôpitaux publics ont encore moins de personnel, on commet plus de crimes aujourd'hui dans les rues que ce ne fut le cas depuis plusieurs décennies. Et le budget de la plupart des 81 299 unités gouvernementales est en outre plus serré que jamais. Les fonctionnaires, loin de pouvoir se consacrer à planifier de futurs programmes de lutte contre la pollution, de modernisation des transports ou de liquidation des taudis, doivent lutter avec bec et ongles pour se procurer de quoi faire face aux dépenses immédiates ; de plus en plus souvent, ils n'y parviennent pas...

... Nixon, naguère adversaire farouche des déficits fédéraux, reconnaît maintenant qu'il aura à gérer en trois ans le plus énorme déficit que les Etats-Unis aient connu depuis la deuxième guerre mondiale — estimé à 87 milliards de dollars pour les années fiscales 1971, 1972 et 1973. Il soutient que ces déficits sont nécessaires pour stimuler une économie nonchalante ; même comme cela, il doit réduire certains programmes que son administration avait considérés comme tout à fait prioritaires. Par exemple, le département du travail a réduit à un total inférieur à 1 300 000 le nombre de gens qui bénéficieront de ses programmes de qualification de la main-d'œuvre. Cela, alors que la persistance d'un taux de chômage de près de 6 % exigerait que l'on fit un plus grand effort pour donner aux chômeurs une qualification susceptible de leur permettre de trouver du travail.

La situation de nombreux Etats et villes est encore bien pire. L'année dernière, l'Etat de l'Ohio a fermé tous les parcs publics qui dépendent de lui pendant deux mois, réduit l'allocation aux établissements prenant soin de gens âgés de 11 à 10 dollars par jour et par personne, et licencié 3 000 de ses fonctionnaires... Le gouverneur a alors obtenu une augmentation des impôts ; mais, même ainsi, il n'a que 7 millions de dollars pour ouvrir des centres de traitement pour drogués, et l'Assemblée de l'Etat d'Ohio a rejeté une proposition d'extension de l'aide médicale aux pauvres qui travaillent (l'Ohio n'accorde cette aide qu'aux pauvres qui vivent des allocations de l'Etat fédéral) ; les hôpitaux ont averti l'Etat qu'ils devraient refuser certains malades économiquement faibles si l'Etat ne payait plus pour eux.

L'Etat de New York aura cette année le plus grand déficit, en dehors de celui du gouvernement fédéral : 750 millions de dollars... Il n'empêche que, l'année précédente, il a fermé deux hôpitaux pour tuberculeux, une école pour enfants arriérés et une prison, et a interdit toute embauche de personnel par l'Etat.

New York City a, pour 1973 (1^{er} juillet 1972-1^{er} juillet 1973), un budget de 10 milliards de dollars, avec un déficit de fait de 800 millions et des économies extrêmement fâcheuses pour la qualité de l'existence : un hôpital surchargé du Bronx n'a pu ouvrir son nouveau service d'obstétrique... faute du premier cent pour embaucher du personnel ; la bibliothèque publique de New York ne peut plus ouvrir que 40 heures par semaine au lieu de 78 et a dû fermer la plupart de ses services de recherche spécialisés... La ville d'East St. Louis (Illinois), avec 70 % de Noirs aux revenus très bas sur ses 68 000 habitants, manque désespérément de policiers, de pompiers, d'infirmiers, d'instituteurs et d'un programme public de logements. Ils s'en sortent de la manière suivante : chaque année, la ville emprunte aux banques pour payer ses employés, ne rembourse pas à l'échéance, les banques obtiennent alors un jugement imposant le remboursement, ce qui permet enfin à la ville d'émettre des bons de caisse et d'emprunter au-delà de la limite normale. Actuellement, 35 % des revenus municipaux sont consacrés à payer d'anciens emprunts, si bien qu'ils s'enfoncent toujours davantage dans les dettes...

De mal en pis

La situation est vouée à empirer. Un professeur de finances à l'université de New York a calculé que, pendant le reste de cette décennie, il faudrait dépenser une moyenne de 46 milliards de dollars par an en plus des dépenses actuelles pour réaliser seulement quatre objectifs : reconstruire les systèmes de transports publics urbains, nettoyer la pollution, faire observer la loi et améliorer l'éducation. Des dépenses plus élevées seraient même nécessaires si les Etats-Unis décidaient de reconstruire leurs villes ou d'instaurer un système national de santé à bas prix, comme ils le devraient. Il n'y a pas d'excuses pour la nation la plus riche du monde de ne venir qu'au 13^e rang pour la mortalité infantile et au 17^e pour l'espérance de vie pour les hommes.

Il faut s'attendre à ce que les autorités, comme elles l'ont fait jusqu'à présent, répondent aux problèmes, partie en augmentant davantage les impôts, partie en rejetant quelques programmes urgents, et avant tout en s'endettant encore davantage. Ce sera désastreux... L'intérêt de la dette atteint 12 milliards de dollars par an pour le gouvernement fédéral... Le service de la dette est maintenant le troisième poste du budget, dépassé seulement par la défense et par l'éducation. La plus grande partie de l'argent va aux banques, principales acheteuses des bons émis par le gouvernement, à tous les niveaux, pour couvrir son déficit... L'effet de la dette est de pomper l'argent des impôts, qui sont essentiellement payés par les pauvres et les couches moyennes, vers les poches de riches porteurs d'actions bancaires. Pourquoi en est-on là ? L'inflation a accru les dépenses gouvernementales plus que prévu. La récession a fait tomber le montant des impôts collectés au-dessous des prévisions, la croissance du chômage a accru les dépenses gouvernementales pour les indemnités et les allocations. Il faut maintenant que l'économie connaisse une croissance vigoureuse ; tout le monde sait ce que signifierait un arrêt, ou même un ralentissement de la croissance : une catastrophe fiscale.

... Il y a encore une autre cause d'accroissement des dépenses : les exigences croissantes des employés du gouvernement. Les instituteurs, les employés et autres fonctionnaires acceptaient autrefois taci-

tement des salaires relativement bas en échange d'un travail facile, d'un horaire de travail réduit et de retraites relativement élevées. Ils demandent maintenant et obtiennent de plus en plus des salaires égaux à ceux de l'industrie privée. L'effet sur les budgets en a été catastrophique. A New York City, le nombre des élèves des écoles publiques a augmenté de 16 % dans la dernière décennie, les dépenses de 207 %.

Au cours des dernières années, on a laissé s'aggraver tous les problèmes qui provoquent chaque jour davantage des tensions explosives. La crise des transports publics de banlieue s'aggrave et s'aggravera. Il faudrait dépenser, selon le gouverneur du Fonds de réserve fédéral, 16 milliards de dollars par an pour maintenir la pollution à un niveau tout juste supportable...

Un étonnant florilège

Encore qu'il ne s'agisse là, somme toute, que d'un exemple parmi bien d'autres, nous avons puisé assez largement dans cet étonnant florilège. Quel extraordinaire tableau que celui de la nation la plus riche du monde, tant pour son produit national global que par tête, occupant le premier rang dans la plupart des statistiques concevables de production et de productivité, miroirs admirables de la croissance des forces productives selon Weber et Germain — et qui ne fait même pas partie du peloton de tête pour la mortalité infantile ; où la durée moyenne de la vie humaine plafonne depuis plusieurs décennies, et a même probablement commencé à régresser ; qui s'avère totalement incapable de débayer les ordures amoncelées dans de nombreux quartiers de la plus grande et la plus riche ville du monde, au point que celle-ci ne peut être considérée comme totalement à l'abri d'une épidémie de peste ; totalement impuissante à transporter avec un minimum de vitesse, de confort et de sécurité les dizaines de millions de travailleurs qui doivent parcourir chaque jour cent kilomètres ou

davantage, d'une banlieue à l'autre ou au centre de ses villes, où se concentrent les quatre cinquièmes de sa population ; non moins impuissante à faire face aux exigences minimales de l'instruction et de la santé de ses citoyens, sans parler même de faire bénéficier plus qu'une infime minorité des progrès extraordinaires des sciences biologiques et médicales ; chez qui l'approvisionnement en eau potable des plus grandes villes est, à certaines périodes de l'année, à la merci du premier incident technique venu ; qui a connu récemment et peut connaître de nouveau à n'importe quel moment une panne totale prolongée d'électricité frappant la moitié du pays, sans que les ingénieurs des grands trusts privés qui en contrôlent la production aient pu trouver l'ombre d'une explication technique à en fournir, parce que la seule explication était manifestement l'inexistence d'un plan d'ensemble de distribution de l'énergie, les bureaux des grandes « corporations » en proie à un désordre, à une anarchie envahissante... ! Quel flagrant délit de blocage, de décomposition, de putréfaction envahissantes des prodigieuses puissances productrices que l'humanité a forgées, génération après génération, siècle après siècle, pénétrant les mystères de la nature pour la plier à obéir à ses lois, transformant ainsi, peu à peu, au prix de peines, de labeurs et de sacrifices sans nombre, cette farouche marâtre, cette impitoyable Gê en une nourricière chèvre Amalthée, toute disposée à se faire la servante docile de toutes ses exigences, à la libérer à tout jamais du besoin, à faire de la planète entière un jardin d'Eden — et que le règne implacable du capital financier transforme en un monstre hostile, aux caprices fantasques et sadiques, cent fois plus dangereux pour l'homme que les fléaux naturels ne furent jamais, un monstre forgé de ses mains mais échappant à son contrôle et qui, dans son aveugle frénésie, dans son avidité sans limite pour un profit qu'il ne peut plus maintenir qu'en en tarissant les sources, fait peser sur lui,

toujours plus proche, la menace de l'anéantir !

Le réseau d'autoroutes des Etats-Unis sera achevé à la fin de la présente décennie. Il aura coûté près de cent milliards de dollars, aggravera dans des proportions désastreuses la pollution atmosphérique, aura exigé, pour sa construction, la destruction massive de logements destinés aux pauvres dans des villes comme Detroit ou Baltimore, cependant que les transports publics de masse, qui seraient incomparablement plus efficaces, plus **productifs** pour transporter les salariés allant au travail ou en revenant, stagnent ou régressent faute de crédits. Mais les trusts du pétrole exigent le développement des autoroutes, et les trusts du pétrole règnent en maîtres incontestés sur la société capitaliste...

Le seul obstacle est politique

Les forces productives ainsi gaspillées, détournées de leur finalité, subissent, en tant que rapport social, une mutation qualitative, qui tend à les retourner contre les hommes impliqués dans ce rapport. Car il faut bien comprendre qu'il n'y a **absolument aucun obstacle scientifique ou technique** qui s'oppose à la satisfaction des besoins sociaux, qu'il s'agisse du logement, des transports publics urbains, de la circulation urbaine ou routière, du téléphone, des pollutions, etc. Pour cette raison encore, l'aplatissement des forces productives en un ensemble d'éléments technologiques interdit de comprendre quoi que ce soit au problème posé ; car il n'y a là qu'un problème social, ou plutôt politique, celui que pose le pouvoir d'Etat au service du capital financier, acharné au maintien de ses profits ; celui que pose la propriété capitaliste des moyens de production.

Pendant ce temps, on peut voir les organes locaux et régionaux de l'administration vivre dans un état de faillite chronique, étouffant sous le far-

deau gigantesque et croissant de leurs dettes, ne retardant l'heure de la faillite que grâce à des artifices guignolesques, faute de pouvoir recourir à la panacée du déficit sur une échelle comparable au budget fédéral, et que le porte-parole très autorisé du grand capital qu'est **Time** ne cache pas que cette situation est vouée inéluctablement à empirer d'année en année, à moins qu'une secousse financière brutale ne fasse s'effondrer d'un seul coup ce prodigieux château de cartes de bons de caisse, d'emprunts d'Etat, d'obligations représentant des valeurs entièrement fictives et qui n'est maintenu tant bien que mal en place que par le poids politique du premier Etat impérialiste de l'univers. La banqueroute menace d'autant plus les services publics que les travailleurs de l'enseignement notamment n'acceptent plus de travailler au rabais, et qu'il faut bien leur céder.

Oui, n'en déplaise à Weber, c'est à bon droit qu'il y a bientôt cinq ans, le **Manifeste de l'O.C.I.** pouvait écrire :

Les mille sources de l'abondance ne demandent qu'à jaillir de toute part, à satisfaire sans limites les besoins des quatre milliards d'hommes que porte la planète, et, s'il le fallait, de dix fois davantage... (52)

et ajouter plus loin :

...Un immense potentiel scientifique et technique inemployé s'accumule, qui sera immédiatement disponible pour une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale et lui permettra de satisfaire, dans les délais les plus brefs, tous les besoins des masses (53)

tout en relevant que la mutation d'une fraction croissante des forces productives en forces de destruction, leur retournement contre l'humanité « sera la **source, pour l'édification du socialisme, d'immenses difficultés supplémentaires** ».

Il n'y a aucun obstacle technique. Tous les problèmes sont déjà résolus dans

(52) **Manifeste de l'O.C.I.**, édité par la **Vérité**, p. 5.

(53) *Idem*, p. 30.

les cartons des bureaux d'étude, souvent de multiples façons. Tout au plus les solutions demanderaient-elles une mise au point relevant généralement du « développement », même pas de la recherche appliquée. Donnons-en un seul exemple.

Un exemple

Plusieurs dizaines d'entreprises, qui n'y ont cependant consacré que des dépenses minimales, ont dans leurs tiroirs des projets de voitures électriques. Celles-ci atteignent des vitesses de 100 ou 120 km/heure, avec une autonomie (résultant généralement de la combinaison de diverses sortes de piles et de batteries) qui peut aller jusqu'à 150 km et au-delà. Leur mise au point définitive n'exigerait pas de grands investissements. On est donc en droit de considérer que ces véhicules silencieux et non polluants sont là, disponibles, pour offrir immédiatement une solution quasi parfaite au problème de la pollution des villes par les résidus asphyxiants et cancérogènes des moteurs à essence et le vacarme intolérable des moteurs à explosion. Or, elles n'ont pas la moindre chance de voir le jour en régime capitaliste !

La marche à la destruction du milieu naturel est l'un des aspects actuellement les plus saillants de l'ampleur nouvelle prise par les aspects destructifs du capitalisme à l'agonie. Les conséquences en seront à longue portée et catastrophiques. Dès la rédaction de **L'idéologie allemande**, Marx et Engels avaient d'ailleurs discerné cette tendance, à l'époque encore bien limitée, dans le mode de production fondé sur l'exploitation du travail salarié. On lit en effet dans ce texte vraiment génial, heureusement très peu entamé par la fameuse « critique rongeuse des souris » :

L'« essence » du poisson, pour reprendre une des propositions de Feuerbach, n'est autre chose que son « être », l'eau ; l'« essence » du poisson de rivière est l'eau

d'une rivière. Mais cette eau cesse d'être son « essence », elle devient un milieu d'existence qui ne lui convient plus, dès que cette rivière est soumise à l'industrie, dès qu'elle est polluée par des colorants et autres déchets, dès que des bateaux à vapeur la sillonnent, dès qu'on détourne son eau dans des canaux où l'on peut priver le poisson de son milieu d'existence simplement en coupant l'eau. (54)

Deux décennies plus tard, Marx caractérisera à la fois la tendance du capitalisme à détruire la force de travail et les ressources naturelles en écrivant :

Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du Nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse :

La terre et le travailleur. (55)

On voit assez que le malchanceux Weber aurait dû s'informer avant d'écrire qu'« on chercherait vainement la trace dans le Capital » de ce « monstre théorique : les forces destructives » (56). On trouverait au contraire sans peine dans les trois livres du **Capital**, dans les **Grundrisse**, dans le livre IV du **Capital** (**Théories sur la plus-value**) d'innombrables passages analogues ! Evidemment, pour cela, il faut les lire, tout n'est pas dans l'index !

(54) **L'idéologie allemande**, o.c., p. 75.

(55) Karl Marx, **Le Capital**, Ed. sociales, livre I, tome II, pp. 181-182.

(56) **Qu'est-ce que l'A.J.S. ?**, o.c., p. 27.

La candeur de Weber

Il est vrai que Weber nous dirait sans doute, dans sa candeur naïve, que Marx parle bien ici de « ruine », de « destruction », voire de « procès de destruction », mais pas de « forces destructives », ce qui change tout !

Il faut ajouter que, si les tendances du capitalisme à la destruction des richesses naturelles, des forces de travail et des richesses accumulées sont nées avec lui, sont inséparables de ses tendances constructives, de ses tendances conquérantes, progressistes à l'expansion illimitée des forces productives, il serait erroné, comme on vient de le voir, de croire qu'elles se soient manifestées exclusivement pendant les crises périodiques de surproduction. Non, elles ont été les compagnes fidèles de la marche conquérante du capital dans toute son étendue. Mais, pendant la période historique ascendante du capitalisme, ses tendances constructives, progressistes ont constamment pris le dessus sur ses tendances destructives — sauf, précisément, durant les crises cycliques, souvent brutales, mais brèves, qui sont revenues tous les dix ans environ secouer brutalement, mais généralement brièvement, la société bourgeoise du XIX^e siècle, « assainir » son économie par des destructions massives auxquelles succédait une nouvelle phase d'expansion.

Les crises périodiques, comme le dit Marx, annonçaient au capital son destin. Dans la crise historique finale du régime de la propriété privée des moyens de production, ses tendances destructrices prennent le pas, non plus pour quelques mois ou années, mais définitivement sur ses tendances constructives, acquerrant par là même des caractéristiques nouvelles. Mais cela n'aurait pu se produire si le capitalisme n'avait pas eu dès le début de telles tendances destructives par nature ; il n'aurait pu, arrivé à la décrépitude, les recevoir « de l'extérieur ».

Marx et l'environnement

Quelques mots encore sur la destruction de l'environnement naturel. Marx et Engels, c'est tout à fait clair, auraient été moins enclins que personne à sous-estimer la gravité des atteintes, des mutilations infligées par le régime du capital financier au « corps inorganique de l'homme », ainsi que Marx nommait la nature. Mais ils n'auraient eu qu'un haussement d'épaules devant ces savants, et non des moindres (57), qui constatent que la recherche scientifique est de plus en plus sous la coupe exclusive des militaires et des industriels, que son emploi actuel menace de tarir toutes les sources de la vie, et posent alors la question : « Faut-il arrêter la recherche scientifique ? », cela au moment précis où, pour ce qui concerne au moins la France, Pompidou s'emploie très activement à réaliser ce programme !

Il faut toutefois comprendre que leur attitude — sinon leur argumentation, qui consiste à entasser un Ossa d'absurdités sur un Pélion de naïveté — trouve une justification apparente dans la conception positiviste qui réduit les forces productives de l'humanité à n'être qu'un immense mécanisme.

Si, en effet, chaque nouveau progrès des sciences et de leurs applications se solde par une agression plus étendue contre le milieu naturel, on peut alors conclure avec une apparence de raison que c'est là une conséquence inévitable découlant de la structure même, de l'essence de la recherche scientifique, et non de l'emploi qu'en fait la société bourgeoise. Les applications des découvertes scientifiques sont en effet dans la conception positiviste partie intégrante de la grande mécanique productrice : et si cette mécanique aboutit à ces résultats néfastes, n'est-il pas clair qu'il ne peut en être

(57) Comme, par exemple, en France, Grothendieck et le groupe **Survivre et vivre**.

autrement, qu'elle est, comme on dit, « calculée pour » ?

Si, au contraire, on comprend que les forces productives sont un rapport social, historique, on comprend alors aussi qu'elles ne peuvent donc manquer d'être elles-mêmes contaminées par l'agonie du mode de production capitaliste, qui tend à les transformer en leur contraire ; il convient alors de s'attaquer à la contradiction originelle, à la propriété privée des moyens de production, entravant tout développement ultérieur des forces productives, et non à l'un de ses reflets.

Car, lorsque les constructeurs de la société sans classe devront entreprendre de réparer les dégâts, plus ou moins profonds — certains sans doute irrémediables — faits au milieu naturel, fondement et substance de vie pour l'homme, loin de pouvoir alors se passer de recherche scientifique, il leur faudra au contraire disposer de la science la plus développée. Une **écologie globale**, intégrant, à l'échelle de la planète, un ensemble presque infini d'éléments, devra, coûte que coûte, être développée. Ce n'est pas d'arrêter la science que l'humanité a besoin : c'est d'arrêter le capitalisme !

Examinons maintenant une ultime conséquence, certainement pas voulue par son auteur, de la méthode positiviste, objectiviste qu'emploie un jeune homme décidément bien malchanceux. Nous allons voir son utilisation... discutable du **Manifeste de l'O.C.I.** se retourner contre lui comme un boomerang.

Weber ou le joyeux boomerang

Regardez bien Weber. Il lit le début d'une phrase du **Manifeste de l'O.C.I.** : « **La croissance même des forces productives des pays où le capitalisme a été aboli...** », puis il s'arrête, il a fait provision suffisante pour ses besoins ; il referme la brochure, se carre sur ses

hanches, s'esclaffe bruyamment, se tape les cuisses :

— Ainsi, les forces productives croissent là-bas, en U.R.S.S., ha ! ha ! Et elles stagnent aux Etats-Unis, hi ! hi ! Alors, comment se fait-il que, depuis le temps, l'U.R.S.S. n'a pas rattrapé les Etats-Unis ?

Il ne semble pas être venu à l'esprit quantitativiste de Weber que, même si l'on en acceptait les prémisses, sa « démonstration » serait bien fragile ! Car, comme l'écrivait Trotsky dans **La révolution trahie** : « **L'U.R.S.S. monte en partant d'un niveau effroyablement bas, tandis que les pays capitalistes glissent à partir d'un niveau très élevé.** »

Mais là n'est pas l'essentiel. D'ailleurs Weber ricane de plus belle :

— Et puis, vous avez dit que l'U.R.S.S. participait à la course aux armements, han ! han ! han ! Alors, en U.R.S.S. aussi, les forces productives se transforment en forces destructives, hou ! hou ! hou ! Alors, en U.R.S.S. aussi, elles ont cessé de croître, ah ! ah ! ah ! Alors, ça n'est plus un Etat ouvrier, hé ! hé ! hé ! Pas de doute, ils sont fous, ces « lambertistes » !

Loin de nous la pensée d'entraver la croissance des forces hilaritatives d'Henri Weber. Pendant qu'il rit tout son saoul — et nous informe en passant, sans nous préciser ses sources, que « **pour les lambertistes, il ne saurait y avoir stagnation des forces productives dans les Etats ouvriers dégénérés** » (o.c., pp. 28-29) tout en omettant de définir le point de vue sur cette question des webertistes, weberisés, weberisants, webergines, webertis, webernés, et autres weberbères —, relisons l'alinéa du **Manifeste de l'O.C.I.** qu'il a si soigneusement tronqué :

En dépit du carcan bureaucratique, l'économie planifiée, fondée sur la nationalisation de l'industrie et de la terre, a démontré, en U.R.S.S., son immense supériorité sur le capitalisme, non plus seulement dans les pages du **Capital**, mais dans le langage de l'acier et de l'élec-

tronique ; d'un des pays les plus arriérés, elle a fait la deuxième puissance industrielle du monde. Cependant la productivité du travail y reste deux ou trois fois inférieure à celle atteinte dans les pays les plus avancés. Et le capitalisme a fait du marché mondial une unité organique ; il a tissé, au sein des forces productives de l'humanité, une interdépendance inextricable. C'est pourquoi les progrès mêmes de l'industrie de l'U.R.S.S. n'ont fait qu'accroître sa dépendance vis-à-vis du marché mondial. La recherche scientifique, l'industrie, l'économie tout entière sont dominées en U.R.S.S. comme en Europe orientale et en Chine par la course aux armements avec l'impérialisme, que symbolise le nouvel accroissement du budget militaire récemment décidé par le C.C. du P.C.U.S. La croissance même des forces productives des pays où le capitalisme a été aboli pousse à leur intégration dans la division internationale du travail, à l'adaptation et à la subordination de l'économie planifiée aux lois de la concurrence sur le marché capitaliste mondial. (58)

Ce texte ne peut, nous semble-t-il, être accusé de manquer de clarté. Reprenons, en déplorant une fois de plus qu'il faille, hélas ! cent lignes pour débrouiller ce qu'un esprit confus et d'une honnêteté... modérée embrouille en une phrase.

1) Par nature, les rapports sociaux de production existant en U.R.S.S. tendent à développer impétueusement les forces productives, en dépit même du carcan bureaucratique. Le nouveau mode de production a démontré son immense supériorité sur le capitalisme.

2) Cependant, du point de vue, décisif quant au rapport de force, de la productivité du travail, il est loin d'avoir rattrapé le capitalisme.

Le socialisme dans un seul pays

3) Le capitalisme, dominant le marché mondial qu'il a organiquement unifié, « a tissé, au sein des forces productives de l'humanité, une interdépendance inextricable », d'où résulte précisément — bien

que ce ne soit pas dit explicitement à cet endroit du Manifeste de l'O.C.I. ! — l'impossibilité du socialisme dans un seul pays. Marx et Engels, eux aussi, dès *L'idéologie allemande*, avaient expressément rejeté l'éventualité du socialisme (ils disaient plutôt, à l'époque, du « communisme ») dans un seul pays :

(...) Ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale) est une condition pratique absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique *sine qua non*, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse « privée de propriété » simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes empiriquement universels, vivant l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. (59)

4) Pour cette raison (l'impossibilité du socialisme dans un seul pays), les progrès mêmes réalisés, le succès notamment de l'industrialisation de l'U.R.S.S., accroissent sa dépendance de l'impérialisme, et non l'inverse, contrairement à ce que croient tous les petits-bourgeois de cette planète (et vraisemblablement aussi des autres) pour qui la dialectique reste lettre close.

5) La jonction inévitable entre les forces productives de l'U.R.S.S. et celles du marché mondial peut se réaliser entre le prolétariat soviétique en marche vers la révolution politique et le prolétariat occidental en marche vers la ré-

(58) Manifeste de l'O.C.I., o.c., pp. 9-10.

(59) *L'idéologie allemande*, o.c., p. 64.

volution sociale, ou par l'adaptation de l'économie soviétique à la division du travail imposée par le marché mondial, adaptation réalisée éventuellement par le biais de la « rentabilité ». Cette voie est celle de la distorsion, de la dislocation, enfin de l'élimination de l'économie planifiée, de la restauration capitaliste. Dans cette voie, la bureaucratie se heurtera au prolétariat soviétique, qui cherchera appui dans la lutte du prolétariat mondial. Cette seconde hypothèse nous ramène donc à la première — d'autant que la restauration du capitalisme en U.R.S.S. ne pourrait se réaliser qu'accompagnée de l'extermination de dizaines de millions d'ouvriers soviétiques et de la destruction d'une masse immense de moyens de production pour lesquels le capitalisme mondial n'a aucune place concevable. L'unité mondiale de la lutte des classes est dans tous les cas la catégorie décisive.

6) La politique d'armement massifs est pour l'économie capitaliste un volant d'équilibre indispensable. Conséquence de la politique de coexistence pacifique de la bureaucratie, la participation de l'U.R.S.S. à la course aux armements est pour l'économie soviétique un fardeau intolérable. Contrairement au capitalisme, l'économie planifiée sur une base matérielle insuffisante souffre, non d'une pléthore de produits, de capitaux et de travailleurs, mais d'une pénurie de tous les facteurs matériels et humains de la production. Devoir en sacrifier une fraction importante à la production d'armements, subir la transformation des forces productives en forces destructives aggrave considérablement tous les problèmes de l'économie soviétique, et en freine la croissance.

Forces productives nationales ?

7) Malgré toutes les entraves externes et internes, le nouveau régime social de l'U.R.S.S. a puissamment développé les forces productives en U.R.S.S. Mais les forces productives « nationales » ne

sont qu'une abstraction mutilée, qui ne fonctionne que grâce à la **contrainte politique** que constitue le monopole du commerce extérieur, dont l'instauration n'a été possible que parce que, en Octobre 1917, la dictature du prolétariat avait été instaurée en Russie au nom du prolétariat mondial. La base concrète réelle de l'économie, ce n'est pas l'addition des « forces productives nationales » juxtaposées, c'est le système mondial des forces productives, dont la division internationale du travail est un élément majeur.

La croissance des forces productives soviétiques dans le cadre mutilant des frontières nationales du « socialisme dans un seul pays » devient et deviendra de plus en plus difficile. Cela se manifeste déjà par l'obligation de développer une formidable industrie d'armements, deux à trois fois plus coûteuse, à production égale, en hommes et en moyens de production qu'aux Etats-Unis, parce que la productivité du travail en U.R.S.S. est deux à trois fois plus basse. La politique de « coexistence pacifique » a donc pour effet d'entraîner l'U.R.S.S., elle aussi, dans la voie, caractéristique du capitalisme déclinant, de la transformation des forces productives en forces destructives, alors que celle-ci ne correspond nullement à un besoin, à une exigence des rapports de production existant en U.R.S.S., bien au contraire.

Déviations du « délire lambertiste »

Dans les divers pays de l'Est de l'Europe, la situation se complique du fait des rapports de ces divers pays avec le Kremlin, entre eux, et avec le marché mondial, pouvant aboutir, comme, dans le cas de la Tchécoslovaquie, c'est manifeste, à une régression brutale et prononcée des forces productives. Il nous faut bien le signaler, parce que c'est un fait — même s'il ne s'insère pas dans le schéma clinique

du « délire lambertiste » selon le Dr Weber !

Laissons donc Weber rire ; nous nous sommes plutôt préoccupés ici de comprendre, persuadés que nous sommes que, s'il ne comprend pas, il aura un de ces jours de sérieux mécomptes. Car, sans qu'il s'en aperçoive, sa méthode revêt ici un sens précis. Selon lui, les forces productives, ensemble technologique mesurable, croissent rapidement en U.R.S.S., puisque celle-ci n'est pas capitaliste (Weber suit de l'œil gauche la montée régulière de la colonne de mercure dans le thermomètre de gauche). L'U.R.S.S. rattraperait aisément le capitalisme, si, par une regrettable coïncidence, les forces productives n'y croissaient pas impétueusement (Weber observe de l'œil droit la montée d'une seconde colonne de mercure dans le thermomètre de droite).

La méthode du pablisme

Encore qu'en « **interaction** », les deux économies sont évidemment par nature indépendantes l'une de l'autre, sinon cela n'aurait pas grand sens d'observer séparément ces deux thermomètres. Dans ces conditions, rien ne s'oppose à ce que le thermomètre des forces productives de l'U.R.S.S. monte indéfiniment. Rien ne s'oppose au socialisme dans un seul pays ! Bien au contraire : il est d'autant plus aisément réalisable que les forces productives des pays capitalistes croissent plus vite, ce qui détournera ces derniers de toute idée d'agression, y assurant le triomphe des « éléments épris de paix ». De plus, du point de vue technologique, ou, si l'on préfère, objectiviste, du point de vue du parc de machines-outils, des ressources en matières premières et auxiliaires, etc., placés au-dessus de la lutte mondiale entre les classes, la séparation de l'économie soviétique et du marché capitaliste mondial par le monopole du commerce extérieur prend un caractère absolu, et Pablo avait donc raison

d'écrire en 1951 : « **La réalité objective tout court, c'est le régime capitaliste et le monde stalinien** » — autrement dit, l'histoire n'est plus faite de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, mais du conflit entre ces deux blocs de puissance. Et Pablo avait alors non moins raison de dire que l'atout essentiel du « bloc socialiste », c'était « **les forces militaires et techniques de l'U.R.S.S** », et d'exiger, avec l'appui total de Mandel, la capitulation politique des trotskystes devant les bureaucrates staliniens (« **ne rien négliger pour apparaître aux cadres de la C.G.T. comme des instruments valables de leur politique unitaire** », selon le libellé de la circulaire-ultimatum adressée par le S.I. aux militants trotskystes des usines en février 1952), représentants attirés de ces « **forces militaires et techniques** » décisives.

L'objectivisme, le technologisme, peut donc aussi bien conduire à la « théorie » du socialisme dans un seul pays, au stalinisme, qu'à son « **ombre portée pablisme** ». Mais ce n'est pas encore tout.

Comme Marx l'expose dans le **Capital**, la coopération, la division sociale du travail, la division internationale du travail elle-même sont à l'origine de puissantes forces productives nouvelles du travail humain qui, en régime capitaliste, se manifestent comme forces productives nouvelles du capital au fur et à mesure que sa centralisation et sa concentration se développent. Marx écrira par exemple :

On a vu que les forces productives résultant de la coopération et de la division du travail ne coûtent rien au capital. Ce sont les forces naturelles du travail social. (60)

Mais pour le technologiste, l'objectiviste Weber, instruments de mesure en main, ces forces productives n'existent pas ! Elles ne rentrent en effet ni dans « **l'ensemble des moyens de production matériels (outils, machines, usines, sol et**

(60) **Le Capital**, Editions sociales, livre I, t. II, p. 71.

sous-sol) », ni dans « l'ensemble des moyens de production... humains (force de travail, niveau des techniques et des sciences) ». Leur croissance ne se mesure pas « en fonction de critères objectifs précis ». Elles ne font pas partie de la « productivité du travail » (nombre d'objets produits dans l'unité de temps par tête d'ouvrier), seule mesurable. Elles sont des forces productives spécifiques du « travailleur collectif », comme Marx l'appelle. Elles résultent d'un rapport social. Et ce rapport social, dans la société de classe où nous sommes, est contradictoire... On ne peut décidément pas le mesurer !

Enfin, *last but not least*, la manifestation principale, qui détermine aujourd'hui toutes les autres, de la putréfaction des forces productives à notre époque, de leur tendance à muter en leur contraire, c'est le développement formidable de la production d'armements et son rôle dans l'économie capitaliste à l'heure actuelle : nous aurons à y revenir brièvement en conclusion.

Las de rire, Weber s'exclame enfin que Marx n'a pas soufflé mot dans *Le Capital* des forces destructives. Nous avons dit plus haut ce qu'il y avait lieu de penser de cette impertinence.

Progrès de la pensée de Marx

Il reste que, de *L'idéologie allemande* au *Capital*, la pensée de Marx s'est précisée, enrichie de ses recherches économiques, concrétisée. C'est ainsi notamment que le travail aliéné, catégorie philosophique (en allemand : « *entaüssert* », « *entfremdet* » — littéralement : « expulsé de lui-même », « rendu étranger à lui-même »), qui est au centre des *Manuscrits de 1844* de Marx, qui figure encore dans *L'idéologie allemande*, mais considéré avec une certaine ironie par les jeunes auteurs, fait place dans *Le Capital* (dans le livre III surtout) au « travail aliéné » (« *veräussert* », « *veräusserlicht* ») au sens de vente et

d'achat de la force de travail, de travail salarié. L'aliénation, catégorie philosophique, a reçu un contenu socio-économique précis : la vente et l'achat de la force de travail, l'aliénation du travail salarié. Dans les *Grundrisse*, les deux notions d'aliénation figurent toutes les deux, et permettent leur comparaison détaillée.

C'est ainsi surtout que la contradiction fondamentale dont la présence au sein du capitalisme condamne celui-ci à n'être qu'un régime social transitoire qui disparaîtra pour faire place à un mode de production plus élevé — contradiction qui, autrement dit, fait du socialisme une nécessité historique et conduit Marx et Engels à formuler leur pronostic de la tendance à l'effondrement du capitalisme — est exprimée dans *L'idéologie allemande* dans les termes tout à fait généraux, valables pour le destin de n'importe quel mode de production, de la contradiction entre les forces productives qui tendent à croître et les rapports sociaux plus ou moins rigides qui s'y opposent. Elle prend cependant dès ce moment une forme plus spécifique du capitalisme, lorsque Marx et Engels soulignent que c'est la propriété privée des moyens de production qui entrave le développement des forces productives (o.c., p. 90 — voir le passage cité plus haut).

De *L'idéologie allemande* aux *Grundrisse* (rédigés par Marx en 1857-1858), où se trouvent déjà élaborées ses conceptions définitives — même si elles s'approfondiront sur de nombreux points dans le livre I du *Capital*, seul publié du vivant de Marx, et dans ses autres travaux — l'analyse de la contradiction fondamentale du capitalisme se précisera en recevant un contenu économique précis. Marx démontrera, en découvrant les causes inéluctables de la tendance à la baisse du taux de profit, que la tendance historique du capitalisme à l'effondrement découle de manière inéluctable des lois mêmes de son fonctionnement. Il ne s'agit pas là toutefois,

en quelque sorte, d'une nouvelle contradiction fondamentale, mais bien d'une concrétisation, d'une détermination spécifique beaucoup plus précise et contraignante de l'antagonisme entre le caractère collectif du procès de production, qui se développe au même rythme que les forces productives et contient en puissance la satisfaction sans limite des besoins, et l'appropriation privée des produits, qui poursuit la réalisation du profit, d'un profit toujours plus grand en quantité et en pourcentage. Avant de pouvoir le vérifier, il nous faut esquisser les termes de la démonstration de Marx.

Capital constant, capital variable, plus-value

La critique de la méthode et des catégories de l'économie politique de la bourgeoisie amènera Marx à distinguer les différents constituants du capital du point de vue de la mise en valeur de celui-ci. Les deux facteurs du capital productif s'appelaient tout à l'heure, en tant que valeurs d'usage, autrement dit du point de vue de la nature des marchandises achetées par le capitaliste, moyens de production d'une part, forces de travail de l'autre.

Ils s'appellent maintenant, du point de vue de la composition-valeur du capital dépensé, d'une part capital constant (c), fraction du capital investie en moyens de production, en produits d'un travail passé, « mort », en objets dont la valeur d'échange mesure ce travail mort qui a été consacré à les produire, et ne peut donc changer au cours du processus de production, mais sera seulement transmise au produit final ; et d'autre part capital variable (v), fraction du capital investie en salaires, en « travail vivant », seule susceptible de produire une plus-value.

Soit donc un capital ayant une valeur de 100, mais auquel sa composition technique impose d'acheter 80 de

moyens de production et 20 de forces de travail, donc de se décomposer en $80 c + 20 v$, pour que les proportions imposées par la technique soient respectées au sein du capital productif.

La plus-value va naître au cours du processus de production parce qu'une partie du travail des ouvriers, qui ajoute de la valeur au produit final au prorata de sa durée, ne leur sera pas payée. Les 20 qu'ils reçoivent, leur salaire, représentent la valeur des moyens de subsistance qu'ils consomment pendant la période considérée, donc le temps de travail socialement nécessaire à la production de ces moyens de subsistance. Il sera par exemple de 4 heures pour une journée de 8 heures : 4 heures de « travail nécessaire » pour 4 heures de « surtravail gratuit ». Dans ce cas, le taux de la plus-value (taux d'exploitation) est de 100 %, la masse de la plus-value est donc égale à celle du capital variable, soit 20 ; et les marchandises produites à l'issue du processus de production représentent une valeur totale de 120 se décomposant en 80 c, 20 v, et 20 de plus-value, ou 20 p.

Le taux de profit

Enfin, le taux de profit, rapport de la plus-value au capital total dépensé (100), qui est la quantité la plus importante pour le capitaliste, puisqu'elle exprime le taux de mise en valeur de son capital, est de 20 %.

La fonction du travail concret est de produire le plus possible de valeurs d'usage, de satisfaire le plus possible les besoins sociaux. La fonction du capital, c'est, dans le cadre du mode de production fondé sur l'exploitation du travail salarié, de procéder à sa propre mise en valeur, donc d'extraire le plus possible de plus-value des ouvriers.

La tendance du capital à extraire des ouvriers le plus possible de plus-value va d'abord se réaliser par l'accroissement de la plus-value absolue, c'est-à-

dire l'allongement de la journée de travail. Si, dans l'exemple choisi, celle-ci s'allonge de 8 à 12 heures, l'ouvrier fournira 8 heures de surtravail gratuit pour 4 heures de travail payé, le taux de la plus-value sera de 200 %, sa masse de 40 (au lieu de 20) — et le taux de profit de 40 %, pour un produit d'une valeur totale de $140 = 80 c + 20 v + 40 p$.

L'augmentation de la plus-value absolue, l'allongement de la journée de travail se heurtent toutefois à la résistance de la classe ouvrière qui parvient à imposer une limitation légale de la journée de travail. Le capitalisme luttera désormais pour améliorer les conditions de sa mise en valeur, pour élever son taux de profit, avant tout en s'efforçant d'augmenter la **plus-value relative**, le taux d'exploitation, le rapport entre le nombre d'heures non payées et le nombre d'heures payées, entre le surtravail et le travail nécessaire.

A la différence de la plus-value absolue, la plus-value relative n'augmente pas par l'allongement de la journée de travail, mais bien par la baisse de la valeur de la force de travail de l'ouvrier, donc du temps de travail nécessaire à la production des moyens de subsistance dont la valeur détermine celle de la force de travail (61). C'est de là avant tout que résulte la tendance immanente du capital à un développement illimité des forces productives, de la productivité du travail :

... L'impulsion immanente et la tendance constante du capital... à révolutionner les conditions techniques et sociales du processus de travail, **donc le mode de production** lui-même... pour élever la **force productive du travail**, par le moyen de l'élévation de la force productive du travail faire baisser la **valeur de la force de travail** et **réduire** ainsi la fraction de la journée de travail nécessaire à la reproduction de cette valeur. (62)

Supposons en effet que l'élévation de la force productive du travail permette de produire les moyens de subsistance des ouvriers en deux heures au lieu de

quatre : la journée de travail de 8 heures se divisera alors en 2 heures de travail nécessaire et 6 heures de surtravail gratuit, le taux de la plus-value

s'élèvera à $\frac{6}{2} = 300\%$; supposons

qu'en même temps la productivité n'ait pas changé dans le domaine des moyens de production, le capital constant sera resté de 80, mais le capital variable sera tombé de 20 à 10, cependant que la plus-value augmentera de 10 à 30.

Un capital productif de 90 ($= 80 c + 10 v$) produira un capital-marchandise de 120 ($= 80 c + 10 v + 30 p$), avec un taux de profit de

$$\frac{p}{c + v} = \frac{30}{80 + 10} = 33\%$$

Le taux de la plus-value aura donc triplé, le taux de profit augmenté seulement de 20 à 33 %.

Si maintenant l'augmentation — le doublement — de la productivité du travail s'étend à toutes les branches, donc aussi à celles qui produisent les moyens de production, la même quantité de moyens de production sera alors produite en deux fois moins de temps, donc vaudra deux fois moins, 40 au lieu de 80. Un capital productif de 50 ($= 40 c + 10 v$) se transformera en un capital-marchandise de 80 ($= 40 c + 10 v +$

(61) Il faut bien comprendre qu'il s'agit de la baisse de la valeur d'échange représentée par le salaire, et non de la baisse de son pouvoir d'achat mesurée en quantité de valeurs d'usage, de moyens de subsistance que l'ouvrier pourra acheter avec son salaire (cette quantité peut d'ailleurs, selon le rapport des forces entre les classes, la nature de la direction ouvrière, etc., s'accroître, rester constante, ou diminuer, ce n'est pas ici ce dont il s'agit — en fait, on peut la supposer fixe). Les variations éventuelles de la valeur d'échange de la monnaie ne jouent non plus aucun rôle ici.

(62) *Le Capital*, éd. allemande, I, p. 538.

30 p), avec un taux de plus-value toujours égal à 300 % et un taux de profit égal à

$$\frac{p}{c+v} = \frac{30}{40+10} = 60\%$$

qui a donc triplé. p a augmenté, c et v ont diminué tous deux : ce sont là les circonstances les plus favorables pour le capitaliste, mais elles ne seront réalisées qu'exceptionnellement.

Productivité du travail et composition organique du capital.

En effet, l'élévation générale de la productivité du travail conduira à son tour inéluctablement à la modification de la composition organique du capital. Celui-ci devra compter moins de travail vivant pour le même travail mort, moins d'ouvriers pour une masse de moyens de production égale ou accrue, cela pour produire la même quantité d'objets utiles ou davantage, puisque la productivité ou force productive du travail s'est accrue, donc celle des ouvriers utilisés par le capital de 100 que nous considérons. Il se décomposera désormais, par exemple, non plus en 80 c + 20 v, mais en 90 c + 10 v.

Voici donc la composition-valeur du capital passée de

$$\frac{c}{v} = \frac{80}{20} = 4 \text{ à } \frac{c}{v} = \frac{90}{10} = 9.$$

Admettons un instant, contrairement à ce qui précède, que le taux de la plus-value ne change pas, et reste de 100 %. Nous avons donc, dans le premier cas, c = 80, v = 20, p = 20, donc un taux de

$$\text{profit de } \frac{p}{c+v} = \frac{20}{80+20} = 20\%$$

dans le second cas, la composition-valeur s'étant élevée de 4 ou 400 % à 9 ou 900 %, c = 90, v = 10, — = toujours

100 %, donc p = 10 et le taux de profit

$$\text{est devenu } \frac{p}{c+v} = \frac{10}{90+10} = 10\%$$

il a diminué de moitié (alors que, il est vrai, la composition-valeur est passée de 4 à 9, donc a plus que doublé).

De façon générale, il est clair que si, par suite de l'élévation de la productivité du travail, ou du progrès technique,

$\frac{c}{v}$, la composition organique, s'élève, et

que l'on admet que le taux d'exploitation $\frac{p}{v}$ ne change pas (par exemple

parce que la productivité n'a pas changé dans la production des moyens de subsistance, donc que v n'a pas changé, ou encore que la hausse de la productivité des moyens de subsistance est compensée par une hausse des salaires réels ou une réduction de la durée de la journée de travail, ou les deux), alors le taux de profit baisse.

Ce taux de profit p' est en effet égal au rapport de la plus-value (égale ici au profit) p au total C = c + v du capital avancé, soit :

$$p' = \frac{p}{c+v} = \frac{p/v}{c/v+1}$$

Il est bien clair que si $\frac{p}{v}$ ne change

pas et $\frac{c}{v}$ augmente p' diminue toujours.

Telle est la loi de la tendance à la baisse, ou « baisse tendancielle », du taux de profit, sorte de Némésis du capital. Celui-ci, pour élever son taux de profit, tend inéluctablement, organiquement, sans se préoccuper des conséquences, à développer la productivité du travail, sourd à tout ce qui n'est pas cette considération, développant parallèlement des tendances aveuglément destructives

à l'égard du milieu, des ressources naturelles, des travailleurs, etc. Le capital a faim et soif de profit, et n'a point d'autre instinct ou sentiment. Pour réaliser plus de profit, et surtout un taux de profit plus élevé que ses concurrents, il suscite et accélère le progrès technique. Si ce capital-ci est le premier à introduire tel ou tel progrès technique, il réalise un profit supplémentaire qui lui permet d'écraser ses rivaux. Mais le résultat final, à plus ou moins longue échéance, après diverses oscillations, éventuellement une crise, de l'effort de chaque capital pour s'assurer plus de profit est la baisse du taux de profit général, du taux de profit moyen, sur la base d'une productivité plus élevée du travail, d'une quantité plus grande de valeurs d'usage produite par heure de travail social moyen, d'un accroissement des forces productives.

Contre la baisse du taux de profit

Les efforts historiques de la bourgeoisie pour maintenir ou prolonger son règne peuvent être résumés sous la rubrique : lutte contre la baisse du taux de profit. Dans la section III du livre III du *Capital*, Marx examine longuement, minutieusement, les différentes « causes qui contrecarrent la loi » et le « développement des contradictions internes de la loi », pour constater que ces diverses causes et contradictions ne peuvent empêcher à la longue cette tendance historique de se réaliser. Sous la même rubrique, il conviendrait d'étudier ce que Marx n'a pu étudier : le passage au stade des monopoles, à l'impérialisme, avec la réalisation d'un surprofit de monopoles pour les plus grands trusts, la surexploitation des pays économiquement arriérés, le freinage et même parfois l'arrêt du progrès technique, le parasitisme et la putréfaction du mode de production capitaliste, enfin leur forme suprême : le développement du militarisme. Toutes ces causes « contrecar-

rent » la tendance historique fondamentale à la baisse du taux de profit, elles ne peuvent l'abolir, et, comme Marx le note, elles finissent même par l'accélérer.

Le capital s'efforce avant tout et toujours de compenser l'élévation de sa

composition-valeur $\frac{c}{v}$ par une hausse

du taux d'exploitation du travail, du rapport du surtravail gratuit au travail nécessaire payé. Cela peut souvent suffire à faire monter le taux de profit dans l'immédiat (mais toujours moins que le taux de la plus-value).

Par exemple, si $\frac{c}{v}$ passe encore de

$$\frac{80}{20} = 400\% \text{ à } \frac{90}{10} = 900\%,$$

et que v , le salaire, a baissé de moitié parce que la productivité a doublé dans la production des moyens de subsistance dont la valeur détermine celle de la force de travail ; même si, alors, la journée de travail se répartit désormais en deux heures de travail payé pour 6 heures de travail non payé, donc avec un taux de plus-value de 300 %, la masse de la plus-value ne s'élèvera qu'à $30 = 3 \times 10 v$ et le taux de profit,

$$p' = \frac{p}{c + v} = \frac{30}{90 + 10} = 30\%,$$

n'aura augmenté que de 50 % (passant de 20 % à 30 %), là où le taux de la plus-value a triplé.

Taux de profit et taux de la plus-value

Le dernier cas, toutefois, n'a qu'une valeur théorique. Car, en règle générale, c'est la composition technique du capital qui s'élève et non seulement sa composition-valeur : la quantité totale de « travail vivant », payé ou non payé,

diminue par rapport à la valeur des moyens de production, à la **quantité de « travail mort »**, de moyens de production, qu'il transformera en produits finis ; c'est le rapport entre c et $v + p$ qui entre en jeu. Dans notre hypothèse de départ, il fallait 40 de travail vivant ($20 v + 20 p$) pour transformer 80 c , c'est-à-dire une valeur de 80 de travail mort. Le doublement de la productivité moyenne (c'est-à-dire, rappelons-le, le fait que, pour la marchandise qui sortira finalement de la production, une même quantité de valeurs d'usage demande au total, pour être produite, deux fois moins de temps de travail socialement nécessaire) entraîne une élévation, déterminée par les conditions du progrès technique, par la technologie, du rapport entre le travail mort, le temps de travail socialement nécessaire à la production des moyens de production, et le travail vivant, la quantité (nombre d'heures par exemple) de travail qu'il faut pour transformer en totalité cette quantité déterminée de moyens de production en produit fini.

Par exemple, soit, comme tout à l'heure, un capital constant de 90 (90 est ici le nom monétaire de la quantité de travail socialement nécessaire à la production de ces moyens de production, de travail mort qui est « coagulé » dans la substance de ces moyens de production ; la productivité ayant augmenté, ces 90 représentent, en tant que valeur d'usage, une quantité accrue de moyens de production, le double si le doublement en moyenne de la productivité s'est répercuté également sur les diverses branches). Dans les conditions précédentes, le rapport entre le travail mort et le travail vivant était de 200 % (80 pour 40), et il aurait fallu 45 de travail vivant pour transformer ces 90 de moyens de production. Maintenant, il n'en faudra par exemple que 30, et cela quelle que soit la manière dont ces 30 se répartiront en capital variable et plus-value, en v et p , en travail nécessaire et surtravail gratuit, autrement dit quel

que soit le taux de la plus-value ou taux d'exploitation de la force de travail.

D'une façon générale, nous l'avons vu, l'élévation de la composition-valeur — $\frac{c}{v}$ du capital productif n'est qu'une conséquence de l'élévation de sa composition technique $\frac{c}{v + p}$. Ce dernier rap-

port a d'ailleurs, comme l'élévation de la productivité du travail elle-même, une signification indépendante du mode de production. Le progrès technique, la croissance des forces productives signifient en effet, dans tout mode de production, que, pour produire une plus grande quantité d'objets utiles, il faut dépenser une moindre quantité de travail présent ou à venir, il faut travailler moins longtemps, parce qu'on dispose d'une masse plus grande de travail accumulé dans le passé, dans l'immense automate productif incorporant les conquêtes de la science et les peines des générations et des années passées (63).

c est donc de plus en plus grand pour $v + p$ de plus en plus petit, et la masse d'objets utiles fabriqués s'accroît encore plus vite que leur rapport mutuel. Vue sous l'angle technique, c'est bien la **valeur d'usage** des moyens de production qui détermine la quantité de travail vivant nécessaire pour faire fonctionner l'appareil de production, le grand automate productif ; l'élévation de la composition technique d'une catégorie qui n'est pas nécessairement du capital productif, mais est dans tous les cas la société humaine dans son activité productive, mesure exactement le point atteint par l'humanité dans son effort pour se libérer de la vieille malédiction du travail.

(63) Il faut ajouter que la dose nécessaire de travail vivant diminue plus vite que la quantité de travail mort n'augmente, puisque la quantité totale de travail incorporée à une valeur d'usage donnée diminue.

Travail mort et travail vivant

Cependant, la contradiction qui déchire les forces productives dans le capitalisme à l'agonie s'exprime ici sous une forme particulièrement aiguë : cette mesure quantitative des puissances productives de l'humanité, qui prendra sa pleine signification dans la société sans classe, reste ici la mesure d'une virtualité, d'une potentialité qui ne se réalise pas. Car, sous la forme du « travail mort », de l'immense appareil productif forgé par le génie de l'humanité, à qui aucun exploit n'est apparemment impossible, c'est aujourd'hui le capital qui fait peser sur celle-ci son regard cynique et avide. Le rapport entre le travail mort et le travail vivant, c'est le rapport entre la classe exploiteuse qui s'accroche à ses titres de propriété sur le patrimoine commun de tous les hommes, et s'emploie activement à accélérer la mutation, le retournement contre l'homme de son œuvre la plus grandiose, et la classe exploitée qu'elle ne néglige rien pour entraîner avec elle dans l'abîme. La croissance de ce rapport signifie l'aliénation croissante du travailleur devant le produit de son propre travail, qui menace de plus en plus de l'écraser.

Cet appareil productif incorpore toutes les découvertes de la science, qui devient la servante du capital, les merveilles de la technique, que le capital gèle dans leur immense majorité, sauf pour les besoins du militarisme, ne les mettant en application que lorsqu'il ne peut absolument plus l'éviter ; et il en falsifie l'or de toute sa fausse monnaie déshumanisante, qui se solde par une nouvelle pollution menaçante, des médicaments dont certains guérissent avec aisance ce qui était jusque-là verdict de mort, tandis que d'autres sont inutiles, d'autres ont, pour ceux qui les emploient régulièrement, des conséquences néfastes soigneusement dissimulées, etc. ; en un mot, elles ne contribuent plus à « l'accroissement de la richesse matérielle ». Dans le même temps cependant qu'il est l'appareil productif du

capital, incorporant la science et la technique du capital assoiffé de profit, il reste, contradictoirement, l'appareil productif de l'humanité, susceptible de la libérer. C'est ce qu'exprime Marx, en traduisant sous cette forme la contradiction entre forces productives et rapports sociaux, et exprimant d'une autre manière à partir de là son pronostic historique :

Le capital est lui-même cette contradiction en développement qui fait qu'il s'efforce de réduire le temps de travail [nécessaire] à un minimum, cependant que d'autre part il pose le temps de travail comme la seule mesure et la seule source de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous la forme du travail nécessaire, pour l'accroître sous la forme du travail superflu ; il pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition — question de vie ou de mort — du travail nécessaire. D'un côté, il appelle à la vie toutes les puissances de la science et de la technique, comme celles de la combinaison sociale et du commerce social, pour rendre la création de la richesse (relativement) indépendante du temps de travail qui y est employé. De l'autre, il veut mesurer à ce temps de travail les forces gigantesques de la société ainsi créées, et les enfermer dans des limites destinées à conserver la valeur déjà créée en tant que valeur. Les forces productives et les rapports sociaux — tous deux côtés différents de l'évolution de l'individu social — n'apparaissent au capital que comme un moyen, et ne sont pour lui qu'un moyen, pour produire à partir de ses fondements bornés. Mais ils sont en fait les conditions matérielles pour faire voler ces fondements en éclats. (64)

Reprenons. La composition technique du capital est, encore une fois, déter-

(64) Grundrisse, pp. 593-594. Le passage, cité plus haut, sur les machines comme organes du cerveau humain créés de la main de l'homme suit immédiatement. Le double caractère des forces productives, à la fois intégrées au mode de production capitaliste et retournées par lui contre les travailleurs qui les ont créées, et instrument potentiel de libération, est constamment présent chez Marx ! Voir aussi plus haut, p. 252 et la note 43.

minée par des facteurs techniques complètement indépendants du partage éventuel de la valeur que va produire le travail vivant en v et p , en salaire et plus-value.

De ce fait même, puisque $\frac{c}{v+p}$ tend

inéluçtablement à augmenter avec le progrès technique, la baisse du taux de profit ne peut à la longue être empêchée par la hausse du taux d'exploitation. Si même, en effet, on admettait que la part du salaire soit si faible qu'elle puisse être négligée, qu'on puisse donc poser $v = 0$ (situation évidemment limite, que le capitalisme ne peut espérer atteindre et à plus forte raison dépasser !), il résulterait de l'élévation

de la composition technique $\frac{c}{v+p}$

que, dans ce cas extrême, $\frac{c}{p}$ augmen-

terait et $\frac{p}{c}$ diminuerait, donc aussi le

taux de profit $p' = \frac{p}{c+v}$, égal dans

ce cas limite et en fait toujours inférieur

à $\frac{p}{c}$.

Marx : le capitalisme produit trop peu

La conclusion, Marx la formule en ces termes :

La contradiction de ce mode de production capitaliste réside dans sa tendance à développer absolument les forces productives, qui entrent sans cesse en conflit avec les conditions spécifiques de production dans lesquelles se meut le capital, les seules dans lesquelles il puisse se mouvoir.

On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et

humainement la masse de la population. On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire. Premièrement, on produit une trop grande fraction de la population qui, effectivement, n'est pas capable de travailler, qui, par les conditions dans lesquelles elle vit, n'a d'autre ressource que d'exploiter le travail d'autrui, ou est réduite à des travaux qui ne peuvent être tenus pour tels que dans le cadre d'un mode de production misérable. Deuxièmement, on ne produit pas assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de travailler dans les conditions les plus productives, donc pour permettre de réduire son temps de travail absolu grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé pendant le temps de travail.

Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.

On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires.

La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que :

1. Avec la baisse du taux de profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une loi qui, à un certain moment, entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait, le conflit doit être constamment surmonté par des crises.

2. C'est l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce

soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'êtres humains socialement évolués. C'est pourquoi des limites surgissent déjà pour la production à un degré de son extension, qui, sinon, dans la seconde hypothèse, paraîtrait insuffisant et de loin. Elle stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation du profit commandent cette stagnation. (65)

Il importe encore de souligner ici que la tendance à la surproduction engendrant les crises et la tendance à la baisse du taux de profit ne sont pas des éléments séparés, mais au contraire des expressions inséparables de LA contradiction « **de ce mode de production capitaliste** », car « **on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à UN CERTAIN TAUX DE PROFIT** ». Les crises périodiques de surproduction et cet élément de modification irréversible, donc de marche à la crise historique finale, de tendance à l'effondrement du capitalisme ne sont pas des éléments de nature différente, ils sont au contraire une seule et même réalité, celle qui fait que « **la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même** » (66), comme l'écrit encore Marx.

Au moment où il rédige le manuscrit des **Grundrisse**, Marx est en possession de tous ces éléments : il développera donc désormais, tant dans les **Grundrisse** que dans le livre III du **Capital**, la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, celle qui permet de porter le **pronostic** de sa tendance à l'effondrement, sous la forme beaucoup plus concrète du conflit entre la tendance du capital à engendrer une expansion sans limite des forces productives, de la productivité du travail, pour accroître ses profits, donc à réduire de plus en plus la part du travail vivant dans la production, et la nécessité impérieuse pour lui de bloquer le développement des forces productives, pour empêcher l'élimination de la production

de ce même travail vivant, seule source de ses profits, pour freiner la baisse du taux de profit qui résulte ainsi de ses efforts pour l'élever, ce taux de profit qui est le « feu vivifiant de la production » capitaliste. Dans les efforts du capital pour bloquer le développement des forces productives nouvelles qu'il a lui-même suscitées et suscite, pour les éliminer, les détruire (surplus en moyens de production, argent et travailleurs qu'il ne peut plus utiliser de manière à en retirer un taux appréciable de profit), celui-ci ne pourra que donner de plus en plus libre cours à ses tendances destructives, que Weber cherche en vain, tant dans les écrits de Marx que dans le monde actuel.

Il faut bien comprendre que, jusqu'au bout, et même si la seconde prend de plus en plus le pas sur la première, coexistent dans le capital la tendance au développement des forces productives et la tendance à la stagnation, à la régression, au développement des forces destructrices, tendances qui procèdent toutes deux de sa nature même, expriment son essence contradictoire qui amène Marx, dans le même chapitre, à formuler encore une fois son pronostic historique, en ces termes frappants : On aperçoit ici, sur le plan purement économique, c'est-à-dire du point de vue du bourgeois, dans le cadre de la raison capitaliste, du point de vue de la production capitaliste elle-même, les limites de celle-ci, sa relativité ; on voit qu'elle n'est pas un système de production absolu, mais un simple mode historique de production correspondant à une certaine époque de développement restreint des conditions matérielles de production. (67)

Nous pouvons maintenant, ayant rassemblé les éléments nécessaires, nous occuper enfin des trois crimes d'Arsène Lupin — nous voulons dire des trois falsifications de Marx par la **Vérité**, que stigmatise le célèbre Croisé.

(65) **Le capital**, Ed. sociales, livre III, t. I., pp. 270-271.

(66) *Idem*, p. 263.

(67) *Idem*, p. 172.

IV - Marx falsifié trois fois...

Il nous faut donc maintenant revenir au texte des **Grundrisse** cité dans l'éditorial de la **Vérité** n° 551, et qui a fourni à celle-ci, accuse le Croisé, l'occasion, dans le commentaire qu'elle en a fait, de falsifier Marx trois fois dans une seule phrase, « véritable record mondial », etc. Pour lever toute ambiguïté possible, nous citons le passage en entier, rétablissant intégralement les quelques fragments qui étaient remplacés par trois points de suspension. Nous indiquerons expressément quelles étaient ces coupures, comme aussi les deux coupures supplémentaires auxquelles a procédé le Croisé en reproduisant la citation en question, l'une remplacée par trois points de suspension, l'autre non indiquée. Etant donné certains aspects extravagants au point d'être presque incroyables que présente le commentaire du Croisé, ces précautions sont indispensables. Précisons encore qu'avant le texte en litige, la **Vérité** indiquait que celui-ci appartenait à la fin de la section III des **Grundrisse**, faisant suite à l'exposé de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Voici maintenant ce texte :

Le texte litigieux

C'est là ⁽¹⁾ à tous égards la loi la plus importante de l'économie politique moderne ⁽¹⁾ et la plus essentielle pour comprendre les situations les plus difficiles. Considérée ⁽²⁾ du point de vue historique ⁽²⁾, c'est ⁽³⁾ la loi la plus importante ⁽³⁾. C'est une loi ⁽⁴⁾ qui, malgré sa simplicité, n'a jamais été comprise jusqu'à présent et moins encore exprimée consciemment ⁽⁴⁾. Comme cette diminution du taux de profit est synonyme 1) de la force productive déjà produite et du fondement matériel qu'elle offre à une nouvelle production ; cela suppose en même temps un énorme développement des pouvoirs de la science ; 2) de la diminution de la partie du capital déjà produit qui doit

être échangée contre du travail immédiat, c'est-à-dire la diminution du travail immédiat requis pour la reproduction d'une valeur immense qui s'exprime dans une grande masse de produits, une grande masse de produits aux prix minimales, parce que la somme totale des prix = le capital reproduit + le profit ; 3) de la dimension du capital surtout, y compris la portion de celui-ci qui n'est pas du capital fixe ; donc d'un développement grandiose du commerce, d'une grande quantité d'opérations d'échange, de l'ampleur du marché et de l'universalité du travail contemporain ; de moyens de communication, etc., de la présence des fonds de consommation nécessaires au fonctionnement de cet énorme processus (les travailleurs mangent, se logent, etc.), il s'avère alors que ⁽⁵⁾ la force productive matérielle déjà présente, déjà élaborée ⁽⁶⁾, existant ⁽⁷⁾ sous la forme du capital fixe, comme le pouvoir de la science, comme la population, etc., en bref toutes les conditions de ⁽⁸⁾ la richesse, que les conditions les plus larges pour ⁽⁹⁾ la reproduction de la richesse, c'est-à-dire l'enrichissement de l'individu social ⁽⁹⁾ — que le développement des forces productives suscité par le capital lui-même dans son développement historique, arrivé à un certain point ⁽¹⁰⁾, bloque la mise en valeur du capital par lui-même, au lieu de la fonder. Au-delà d'un certain point, le développement des forces productives impose des bornes au capital ; donc les rapports capitalistes imposent des bornes au développement des forces productives du travail. Arrivé à ce point ⁽¹⁰⁾, le capital, c'est-à-dire le travail salarié, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que les corporations, le servage, l'esclavage, et est nécessairement arraché comme une chaîne. La dernière forme de servage que prene l'activité humaine, celle du travail salarié d'un côté, du capital de l'autre, est alors dépouillée et c'est là le résultat même du mode de production correspondant au capital ⁽¹¹⁾ ; les conditions matérielles et intellectuelles de la négation du travail salarié et du capital, qui sont eux-mêmes déjà la négation de formes antérieures serviles de

la production sociale, sont le résultat de son processus même de production ⁽¹¹⁾. Dans des contradictions accrues, des crises, des crampes s'exprime l'inadaptation croissante du développement productif de la société à ses conditions présentes de production. L'anéantissement violent de capital, non par des rapports qui lui seraient extérieurs, mais comme condition de son propre maintien, est la forme la plus frappante sous laquelle avis lui est donné d'avoir à s'en aller et à céder la place à un stade supérieur de la production sociale. (68)

Le commentaire falsificateur de « la Vérité »

Voici maintenant le commentaire dont la Vérité faisait suivre cette citation de Marx :

Contre ce pronostic de Marx, l'attaque a été menée, au cours des vingt dernières années, par les théoriciens du « néo-capitalisme », de Mandel au P.S.U., ou du « capitalisme monopoliste d'Etat » chez les staliniens. Confondant délibérément la notion marxiste de forces productives — que le texte que nous venons de citer éclaire d'ailleurs en les définissant comme la capacité d'« enrichissement de l'individu social » — avec celle du montant de la production, ou du taux d'accumulation du capital ; annonçant à sons de trompe que nous vivions une nouvelle phase de « croissance impétueuse » des forces productives ; ignorant, comme un élément négligeable, le rôle titanesque nouveau du militarisme, qu'avait déjà mis en lumière Rosa Luxembour, dans l'absence de crises majeures de l'économie capitaliste depuis trente ans, accablant de sarcasmes les marxistes qui s'efforçaient d'attirer leur attention sur le développement gigantesque, à notre époque, de la tendance inhérente au capitalisme à transformer les forces productives en forces destructives, annoncée par Marx dès 1845 — comme si les stocks de bombes thermonucléaires et la destruction croissante du fondement naturel de toute production faisaient partie de l'« enrichissement de l'individu social », de l'accroissement de sa capacité d'utiliser la nature pour la satisfaction de ses

besoins ! — ils n'avaient d'autre but, comme leurs prédécesseurs, que de fonder leur pratique de réformisme sans réforme en prônant les « voies parlementaires vers le socialisme » et la « démocratie avancée » chez les staliniens, les « réformes de structures anticapitalistes » et l'impossibilité de la révolution prolétarienne en Europe chez ce parangon de l'austro-trotskyisme qu'est Mandel.

Le premier faux

Et voici enfin les paroles ailées que le germain Croisé d'Ernest destine à clouer au pilori les falsificateurs de Marx, et leur premier faux :

« Contre le pronostic de Marx » : mais le texte que nos imprudents lambertistes se sont empressés de citer, sans le lire attentivement, n'est pas du tout un pronostic : c'est une analyse des crises périodiques de surproduction, il s'applique à la situation contemporaine de Marx autant qu'à celle d'aujourd'hui. Il fait partie d'une section des Grundrisse consacrée à la chute tendancielle du taux de profit, qui se manifeste notamment, pour Marx, dans les crises péri-

(68) Grundrisse, pp. 634-636. Pour bien comprendre ce qui suit, prière de tenir compte des indications suivantes : (1), (2), (3), (4) : les membres de phrases entre les deux ⁽¹⁾, les deux ⁽²⁾, les deux ⁽³⁾ et les deux ⁽⁴⁾ figurent entre guillemets dans la Vérité n° 551, mais sont résolument ignorés par le Croisé germain ; à ⁽⁵⁾ commence la principale citation de la Vérité n° 551 ; ⁽⁶⁾ : au lieu de « la force productive matérielle déjà présente, déjà élaborée », il y a par erreur le pluriel dans la Vérité n° 551 ; ⁽⁷⁾ : « existant » manque par erreur dans la Vérité n° 551 ; ⁽⁸⁾ : le texte entre les deux ⁽⁸⁾ est remplacé dans la Vérité n° 551 par trois points de suspension ; ⁽⁹⁾ : traduction littérale : « le développement riche de l'individu social » ; ⁽¹⁰⁾ : le texte entre les deux ⁽¹⁰⁾ manque dans l'article du Germain croisé, sans aucune indication de coupure, bien que, en principe, celui-ci reproduise la citation principale depuis ⁽⁵⁾, donc telle qu'elle avait paru dans la Vérité n° 551 ; ⁽¹¹⁾ : la phrase entre les deux ⁽¹¹⁾ manque également chez Ernest Croisé, remplacée toutefois par trois points de suspension.

diques et dans le mécanisme de destructions périodiques de capitaux pour **conserver** le mode de production capitaliste. Pour Marx, ces crises périodiques, **dès le milieu du XIX^e siècle**, sont le **memento mori** du mode de production capitaliste. Si nos pauvres lambertistes avaient lu attentivement la dernière phrase de leur propre citation (qui se réfère explicitement à **l'anéantissement périodique de capital comme condition de son propre maintien**), ils auraient compris de quoi il s'agit et auraient évité cette énorme bévue.

La parade du Croisé comporte, disions-nous, résolu que nous étions d'observer les règles de la civilité puérile et honnête, un élément... extravagant. Selon lui, le texte de Marx est certes **« difficile, mais pas obscur »**.

Un texte fort clair...

En ce qui nous concerne, nous le trouvons fort clair, mais à une condition essentielle : ne pas le tronquer de sa prémisse. Marx vient d'exposer la loi de la tendance à la baisse du taux de profit, d'indiquer sa portée ; il a brièvement esquissé — l'étude plus approfondie en est réservée pour une partie ultérieure de son œuvre — les facteurs qui peuvent la contrecarrer pour un temps. Il en souligne enfin l'importance à nulle autre pareille pour la compréhension de l'évolution de l'économie capitaliste. Il énumère alors le degré avancé de développement des forces productives, le niveau élevé atteint par la composition organique du capital, la productivité du travail, la science, le commerce, toutes conditions qui sont, dit-il, **« synonymes de la diminution du taux de profit »**, et enchaîne, par les quatre mots : **« il s'avère alors que »**, avec le texte de la citation principale reproduite dans la **Vérité** n° 551, texte qui dépeint le capitalisme arrivant **« à un certain point »** où le développement des forces productives **« bloque la mise en valeur du capital »**, donc où s'ouvre la crise historique finale du capitalisme, amorcée

par une succession de crises cycliques de plus en plus aiguës.

Il met ainsi en lumière la signification de la baisse tendancielle du taux de profit comme introduisant un élément de changement irréversible dans l'histoire du capitalisme, conduisant ainsi à une transformation qualitative : arrivé **« à un certain point »**, le mal mortel que ce mode de production porte en germe dès sa naissance prend le dessus, tendant à bloquer le développement des forces productives. En un mot, la tendance historique à l'effondrement du capitalisme commence à se manifester. Les crises de surproduction, avec leur gravité croissante, les destructions croissantes qu'elles comportent, sont les symptômes annonciateurs de cette transformation du capitalisme qui sera désormais vis-à-vis **« du développement de la richesse sociale et des forces productives »** dans la situation des modes de production défunts qu'il a remplacés : autrement dit, il deviendra absolument réactionnaire, il tendra à s'effondrer, mais en même temps à entraîner l'humanité dans sa ruine. Il est donc nécessaire qu'il soit remplacé par le socialisme. Dans le cadre du pronostic historique de Marx, de la théorie de la tendance à l'effondrement, le texte est en effet fort clair.

...à une condition

Mais comment le lecteur du Croisé, lui, pourrait-il comprendre, alors que Mandel écarte la prémisse de tout ce développement, la tendance à la baisse du taux de profit ? Il n'en est **pas question**, dans la présentation de la citation, annonçant les horribles falsifications dont Marx est victime de la part de **« nos sectateurs (sic), tremblant devant leurs rêves coupables »**.

Ce n'est pas tout. Nous l'avons indiqué : le Croisé coupe purement et simplement, sans aucune indication, le texte entre les deux appels de notes⁽¹⁰⁾. Bien sûr, il y a, avant chacun de ces deux

signaux, le mot « **point** ». Bien sûr, on accusera alors la dactylo ou le linotypiste, qui ne peuvent se défendre. Et, comme par hasard, ont disparu les lignes de Marx qui expliquent comment, arrivé « **à un certain point** », le développement historique des forces productives suscité par le capital « **bloque la mise en valeur** » de celui-ci, les rapports capitalistes fixant alors « **des bornes au développement des forces productives** ». Marx — non sans raison, et nous y reviendrons — attache d'ailleurs assez d'importance à ce « **point** » pour le mentionner trois fois ; et le Croisé a sauté du premier au troisième, pas au second ! La dactylo, le linotypiste sont décidément pleins d'opportunité. Ils ont dû faire leurs classes chez Weber le téméraire.

Chez Weber, pas chez Mandel croisé de Germain. Car celui-ci ne dissimule nullement au lecteur que ce texte de Marx « **fait partie d'une section des Grundrisse consacrée à la chute tendancielle du taux de profit, qui se manifeste notamment, pour Marx, dans les crises périodiques et dans le mécanisme de destructions périodiques de capitaux pour conserver le mode de production capitaliste** ».

Voilà ! On ne pourra pas accuser Mandel, Croisé ou pas de Germain, d'avoir passé complètement sous silence la prémisse du raisonnement de Marx. Il l'a simplement ôtée de sa place, et mise en guise de potiche sur sa cheminée, où il ne manque pas de signaler sa présence — afin de mieux l'y oublier.

Marx et les crises

Et Marx, en effet, s'est opposé à ceux qui ne faisaient pas découler les crises de l'essence du capitalisme, mais par exemple d'une disproportion entre les diverses branches de production. (Ces « disproportionnalistes » devaient d'ailleurs avoir une postérité « marxiste », composée notamment des austro-marxistes, qui niaient l'existence d'une ten-

dance à l'effondrement du capitalisme) : On dit qu'il ne s'agit pas de surproduction générale, mais de disproportions entre les diverses branches de production ; cela n'a pas d'autre sens que de dire que, dans le cadre de la production capitaliste, la proportionnalité des diverses branches de production s'exprime continuellement comme un processus à partir de la disproportionnalité... On dit que la surproduction n'est que relative, ce qui est tout à fait exact ; mais précisément le mode de production capitaliste tout entier n'est qu'un mode de production relatif dont les limites ne sont pas absolues, mais pour lui, sur ses propres bases, sont absolues. Comment autrement la demande pourrait-elle faire défaut pour ces mêmes marchandises dont la masse du peuple manque, et comment serait-il possible qu'on soit obligé d'aller chercher cette demande à l'étranger, sur des marchés lointains, pour pouvoir payer aux travailleurs de la métropole la mesure moyenne des moyens d'existence nécessaires ? Parce que c'est seulement dans ce contexte spécifique capitaliste que le produit supplémentaire prend une forme sous laquelle son possesseur ne peut le mettre à la disposition de la consommation qu'en le retransformant pour lui en capital... Bref, toutes les objections contre les phénomènes palpables de surproduction (phénomènes qui ne se préoccupent pas de ces objections) résultent de ce que les limites de la production **capitaliste** ne sont pas des limites de la **production en général**, donc pas non plus des limites de ce mode de production spécifique, le mode de production capitaliste. Mais la contradiction de ce mode de production capitaliste consiste précisément dans sa tendance au développement absolu des forces productives, qui entre continuellement en conflit avec les conditions spécifiques de production dans lesquelles se meut le capital, et dans lesquelles il ne peut que se mouvoir. (69)

Notons bien que Marx fait encore ici de la « morale » selon Weber en distinguant la « **production en général** » (du point de vue des besoins des masses) de la « **production capitaliste** » ; et revenons à Mandel.

(69) *Le capital*, éd. allemande des M.E.W., t. III, pp. 267-268.

Mandel et les crises

En deux mots, le croisé Germain rappelle donc que Marx voyait à la racine des crises la tendance à la baisse du taux de profit. Mais il se garde bien de dire quel est son point de vue à lui. Non sans motifs. Car il sait que Mandel, dans le chapitre XI, consacré aux Crises, de son *Traité*, a, lui, omis d'indiquer le point de vue de Marx. Il a réparti les divers économistes, marxistes ou non, qui se sont exprimés sur les crises périodiques, non évidemment en partisans et adversaires de la théorie de la tendance à l'effondrement, mais en les deux écoles adverses des « sous-consommationnistes » (qu'a combattu Marx, parce qu'ils soutenaient qu'il suffirait de payer plus cher les ouvriers — d'accroître leur « pouvoir d'achat » — pour éviter les crises) et des « disproportionnalistes ». Il a fourré pêle-mêle parmi les premiers Owen, Sismondi, l'austro-marxiste Bauer et sa grande adversaire Rosa Luxemburg, partisan résolue de la théorie de la tendance à l'effondrement que Bauer déclarait n'avoir jamais existé. Il a mis parmi les « disproportionnalistes » l'austro-marxiste Hilferding, les « marxistes légaux » russes Boulgakof et Tougan-Baranowski, tous champions de l'avenir économique illimité du capitalisme, et... Henryk Grossman, « le théoricien soviétique Boukharine » (sic), etc. !

En économiste distingué qu'il est, l'auteur du *Traité* a disserté fort savamment de tout cela, présenté ce qu'il appelle une « tentative de synthèse », et, sans oublier de donner un coup de chapeau à « toutes les contradictions inhérentes au capitalisme, qui interviennent TOUTES dans cette explication des crises », fait ainsi disparaître là aussi, mais par l'autre bout, en les mettant entre parenthèses, Marx et son appréciation des crises comme expression de la baisse tendancielle du taux de profit, donc de la tendance historique à l'effondrement. C'est du grand art.

Le Croisé, lui, rappelle bien le point de vue de Marx, puis l'estompe aussitôt :

il est bien décidé à persuader ses lecteurs que, dans le texte litigieux — comme dans le *Manifeste communiste*, qui s'exprime catégoriquement et longuement à cet égard — toute référence aux manifestations destructives du capitalisme se rapporte exclusivement à ces crises « que Marx avait sous les yeux », et n'a rien à voir, mais absolument rien, avec une quelconque tendance historique du capitalisme ! Et notre illusionniste s'acquitte de cette tâche avec un talent suprême. Quel besoin de falsifier Marx ? Weber devrait en prendre de la graine.

La « loi la plus importante de l'économie »

Il ne reste effectivement à l'honnête défenseur de Marx qu'à poursuivre. Qu'ils sont bêtes, ces lambertistes ! Ils n'ont même pas vu que leur précieux texte de Marx « n'était pas du tout un pronostic ». Tiens, bien sûr !

Marx expose les conséquences de la « loi la plus importante de l'économie » capitaliste. La plus importante parce qu'elle comporte un élément d'évolution irréversible, qui rythme la marche du régime à l'effondrement. Le caractère irréversible de cette loi se traduit par le fait qu'« au-delà d'un certain point », le capitalisme se trouve désormais dans le même conflit avec « le développement de la richesse sociale et des forces productives » que les modes de production défunts auxquels il a succédé. Autrement dit, une fois atteint ce « point », il entre à son tour en agonie, sa crise historique finale débute. Les mots essentiels sont ici « au-delà d'un certain point », ils annoncent un changement qualitatif, le passage à un nouveau stade sous l'effet de la loi irréversible d'évolution énoncée précédemment. C'est d'ailleurs pourquoi Marx répète : « arrivé à ce point », ce qui permet, on l'a vu, au Croidelmanzé de sauter gaillardement du premier de ces « points » au troisième, censurant les gênantes lignes intermédiaires.

Marx, enfin, montre dans les crises périodiques une manifestation de la même loi fondamentale, et, dans leur tendance à l'aggravation, l'annonce que l'on arrive au « **certain point** », ou qu'on s'en rapproche, une forme sous laquelle se manifeste la même loi fondamentale, en même temps qu'une manifestation « **frappante** » de l'entrée du capitalisme en agonie lorsque ce « **certain point** » sera atteint.

(Pour éviter à la bonne foi bien connue de diverses personnes une occasion de se manifester, nous rappellerons ici que l'entrée du capitalisme dans sa crise d'agonie ne signifie pas que le socialisme est devenu **fatal** — ce qui est le contraire de **nécessaire**, nous l'avons vu — mais que la classe ouvrière doit **nécessairement** le renverser, que le parti international de classe doit **nécessairement** se construire pour l'encadrer et la diriger dans cette voie, sinon le prolétariat sera entraîné par la bourgeoisie dans l'abîme.)

Le Croisé, lui, acharné contre les falsificateurs de Marx, hausse les épaules : « **nos imprudents lambertistes** » n'ont même pas lu le texte qu'ils citent, ils n'ont pas vu que « **ce n'est pas un pronostic** », ils n'ont pas vu que c'est tout simplement une « **analyse des crises périodiques de surproduction** ». Marx, voyez-vous, ne parle que de ce qu'il a sous les yeux, du présent, des crises telles qu'il les voit. Discerner dans le présent les tendances de l'avenir, cela n'est pas son affaire. Pour Weber, de même, lorsque Trotsky écrit dans le **Programme de transition** que « **les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle** », il n'a nullement l'intention de caractériser une époque, il se borne à décrire ce qu'il a sous les yeux, la période de l'entre-deux-guerres. Curieux « marxistes » !

Les crises, qui sont pour Marx une expression de la « **baisse tendancielle** » — donc de la tendance du capitalisme

à l'effondrement — feraient en fait ici l'objet d'une analyse à part, sans aucun rapport avec aucun pronostic ! La preuve : il parle de « **l'anéantissement périodique du capital comme condition de son propre maintien** ».

Un Croisé dialecticien

Il semble avoir échappé au dialecticien croisé de Germain que TOUTES les manifestations de tendances destructrices de la part du capitalisme, de celles qui accompagnent son enfance et dont nous avons rappelé quelques-unes plus haut jusqu'à celles de son agonie, fascisme, chambres à gaz, guerres locales et guerres mondiales, etc., ont pour but son maintien... Cela se passe de commentaires. Mais pourquoi toute cette logomachie ?

Parce qu'il faut à tout prix à Mandel nier l'existence du pronostic historique de Marx, de la loi de la tendance à l'effondrement du capitalisme — donc sous-estimer la portée (comme il le fait aussi dans son **Traité d'économie marxiste**) de la loi de la baisse tendancielle. Car, s'il y a tendance **nécessaire** à l'effondrement, cela veut dire qu'« **à partir d'un certain point** » les tendances de mort prennent le dessus sur les tendances de vie, que les tendances productives se transforment en tendances destructives... Que Marx n'ait évidemment pas prévu en 1857 que la trahison des directions du prolétariat prolongerait la crise historique d'agonie du capitalisme au point de lui donner l'ampleur d'une époque de l'histoire, au cours de laquelle la bourgeoisie recourrait à une **forme nouvelle** de manifestation de ses tendances destructrices, au développement massif du militarisme comme « **condition de son propre maintien** » (et la principale condition), cela n'y change rien.

Pas le moindre pronostic dans le texte de Marx, affirme donc Mandel — qui ajoute immédiatement, non sans ingé-

nuité, que, pour Marx, les crises périodiques, « dès le milieu du XIX^e siècle [c'est lui qui souligne, comme si cela suffisait pour montrer que cela n'a aucun rapport avec la dernière moitié du XX^e ! qui pourrait croire que Marx a pu avoir la prétention de dégager des tendances qui se manifesteraient un siècle plus tard dans toute leur ampleur ?] sont le memento mori du mode de production capitaliste ».

Le sentiment d'extravagance, voire d'irréalité de ce débat, du fait de l'extraordinaire méthode, disons plutôt de la profondeur et de la vitesse de pensée de notre triple adversaire, Mandel croisant Germain, nous envahit de plus en plus. Essayons de nous représenter le tableau, en n'oubliant pas que **memento mori** signifie : « Souviens-toi de mourir. »

M. Capital, inquiet de souffrir périodiquement de crises de plus en plus douloureuses accompagnées d'hémorragies de plus en plus étendues, et n'ayant pas trop confiance dans les assurances lénifiantes de son médecin traitant, le Dr Mandel, s'en va avec ce dernier consulter le célèbre Dr Marx. Celui-ci, après un examen approfondi, dit au patient : « Vos crises ont cette signification : elles vous rappellent que vous devez mourir. » A peine sortis, le Dr Mandel s'efforce de rassurer son patient : « Marx », lui dit-il, « n'a pas formulé le moindre pronostic » !

La discussion, à ce niveau, ne semble plus mener très loin. Mais il est temps que nous transmettions à nos lecteurs les aveux que l'éditorialiste de la **Vérité** n° 551 nous demande instamment de leur faire.

L'éditorialiste de la **Vérité** n° 551 passe aux aveux

Celui-ci, en effet, n'avait pas sous les yeux le texte même des **Grundrisse** lorsqu'il écrivait. Et il a pris la citation de Marx dans le livre de Roman

Rosdolsky intitulé **Sur l'histoire de la naissance du Capital de Marx (70)**. Cet ouvrage fondamental, auquel nous profitons de cette occasion pour reconnaître tout ce que nous devons nous-même (par exemple, dans cet article, sur la question de la valeur d'usage comme catégorie économique), est malheureusement inédit en français ; œuvre de toute une vie de son auteur (marxiste d'origine ukrainienne décédé en octobre 1967 aux Etats-Unis, où il avait dû émigrer vingt ans plus tôt après avoir connu la répression nazie à Auschwitz, Ravensbrück et Oranienburg), il est consacré, à partir de l'analyse détaillée des **Grundrisse** sous l'angle de la mise en lumière de la méthode de Marx — Rosdolsky souligne, à juste titre à notre avis, que, depuis la publication des **Grundrisse**, il n'est plus nécessaire, comme Lénine l'a affirmé dans son fameux aphorisme de 1915, de lire « toute la logique de Hegel » sous peine de ne « rien comprendre » au **Capital** de Marx, il suffit aujourd'hui d'étudier les **Grundrisse** — à l'examen des problèmes les plus difficiles que pose la critique marxiste de l'économie : ces problèmes mêmes que, par exemple, Mandel évite soigneusement d'aborder dans son **Traité** — quand il les aborde d'ailleurs, comme par exemple la question de la loi de la valeur dans l'économie de transition, on comprend qu'il ferait mieux de s'abstenir — tels que la discussion sur les schémas de reproduction élargie du livre II du **Capital** et la véritable signification de ces schémas, la théorie de la tendance à l'effondrement du capitalisme, la loi de la valeur dans la société socialiste, la prétendue « théorie de la paupérisation », etc.

Le texte de Marx qui, selon le Croisé, « n'est pas du tout un pronostic » était donc emprunté par la **Vérité** à Rosdolsky qui le citait en conclusion d'un chapitre intitulé : **La loi de la baisse**

(70) Zur Entstehungsgeschichte des Marxschen « Kapital », 2 volumes, Europa Verlag, 1968.

tendancielle du taux de profit et la tendance à l'effondrement du capitalisme (t. II, pp. 448-449) ; elle s'était également approprié sans vergogne son commentaire ; c'est en effet Rosdolsky qui, après la citation de Marx, termine son chapitre par cet alinéa :

C'est avec ce « pronostic d'effondrement » que Marx conclut quant au fond la troisième section du *Rohentwurf*. (71)

et ajoute en note :

C'est surtout parmi les interprètes révisionnistes du système économique de Marx avant et après la deuxième guerre mondiale que l'on trouve l'affirmation que Marx n'avait soutenu aucune « théorie de l'effondrement ». Le mérite théorique que Rosa Luxemburg et Henryk Grossmann se sont acquis à cet égard ne peut être trop loué.

L'austro-trotskyisme et ses précurseurs

C'est précisément cette remarque qui amenait la *Vérité* à rappeler la place éminente des austro-marxistes (Hilferding, Otto Bauer, Kautsky) parmi ces révisionnistes, ces néo-harmonistes, qui prétendaient utiliser les schémas du livre II du *Capital* pour démontrer la possibilité d'un équilibre et d'une expansion illimités du capitalisme — celui-ci jouissant ainsi d'une sorte d'harmonie préétablie comme c'était le cas dans le système d'un apologiste vulgaire style J.B. Say — et à ranger Mandel parmi les austro-trotskyistes. Cela ne lui a pas plu. Et il s'est donc empressé, on le voit, de démontrer que nous avons raison.

La parenté des conclusions de Mandel, y compris l'objectivisme-subjectivisme, avec celles de cette école est d'ailleurs frappante, et mériterait d'être établie en détail. Nous nous bornerons ici à indiquer, d'après l'ouvrage connu de Henryk Grossmann (72), le dernier point de vue formulé par Kautsky à cet égard :

« Nous ne pouvons plus dire aujourd'hui », dit Kautsky en conclusion, « que le mode de production capitaliste... se prépare une fin par son propre développement écono-

mique ». L'argument de Kautsky se fonde simplement sur le fait que, depuis la peinture qu'en a fait le *Manifeste communiste* [où, par conséquent, Marx et Engels dépeignaient « ce qu'ils avaient sous les yeux », sans aucune relation avec un quelconque pronostic ! O.B.], la situation de la classe ouvrière s'est améliorée. De là il conclut que la théorie de Marx sur le développement des forces productives dans le capitalisme est intenable, surtout la conception fondamentale de Marx selon laquelle le capitalisme, à partir d'un certain stade, entrave le développement des forces productives au lieu de les impulser. A cette conception de Marx, Kautsky oppose la sienne : « Si les méthodes d'exploitation antérieures [au capitalisme] aboutissaient, en dépit d'une stimulation momentanée des forces productives, finalement à les ruiner, le capital industriel, lui, a tendance à les faire croître. » Et Kautsky essaie une fois encore de montrer que le livre I du *Capital*, en 1867, contredirait à cet égard le *Manifeste communiste*.

(...) Mais le fameux chapitre du livre I sur *La tendance historique de l'accumulation capitaliste* (dans lequel Marx montre les obstacles croissants que le capital, s'accumulant, met à sa propre mise en valeur) ne se laisse pas si aisément transformer en son contraire. Et Kautsky se décide enfin à écrire : « Il nous faut modifier l'exposé par lequel Marx termine son fameux chapitre sur la tendance historique de l'accumulation capitaliste... Nous ne pouvons plus entièrement suivre Marx lorsqu'il écrit :

« Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la

(71) « Brouillon » : autre terme employé usuellement pour désigner le manuscrit des *Grundrisse*.

(72) *La loi de l'accumulation et de l'effondrement du système capitaliste*, réimpression photographique récente de l'édition allemande de 1929, pp. 60-65. Grossmann cite le t. II de *La conception matérialiste de l'histoire*, ouvrage publié par Kautsky en 1927, et dans lequel celui-ci renonce à « interpréter » Marx dans le sens qui lui convient, pour, au contraire, lui donner tort dans son analyse. Nous avons condensé à plusieurs endroits le texte de Grossmann que nous utilisons.

centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés".» (73)

Kautsky n'attend pas « l'abolition de la propriété privée du conflit entre les forces productives, pour lesquelles le mode de production capitaliste serait devenu trop étroit, et la propriété capitaliste ; nous n'attendons pas qu'elle ne soit abolie que seulement lorsque le monopole du capital sera devenu une entrave pour le mode de production. Nous avons certes confiance que sa fin viendra plus tôt », car « le prolétariat n'est pas loin de devenir la classe dominante dans de nombreux grands Etats décisifs ».

Donc, si la classe ouvrière le veut...
Oui, mais si elle ne le veut pas...

Kautsky rappelle alors la phrase de Marx :

« Une formation de la société ne disparaît jamais avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle peut contenir. » Mais Kautsky soutient que cette phrase ne s'applique absolument pas au capitalisme. Contrairement aux sociétés antérieures, par exemple la société féodale, qui « au temps de leur déclin n'étaient plus capables de supporter aucun développement des forces productives, entravant tout nouveau développement... le capitalisme industriel, lui, conduit à une **EXPANSION TOUJOURS PLUS TEMPETUEUSE DES FORCES PRODUCTIVES** ». C'est pourquoi à la question : « UN TEL BLOCAGE DES FORCES PRODUCTIVES RESULTE-T-IL DE LA NATURE DU CAPITALISME ET DE SON ACCUMULATION ? », IL FAUT REPENDRE RESOLUMENT : « **NON** ». Du point de vue économique, il n'y a lieu de prévoir aucun échec inévitable du capitalisme... La catastrophe de la guerre mondiale ne devait-elle pas amener l'effondrement du capitalisme ?... « **Mais le capitalisme ne s'est pas effondré. Il s'est avéré que son élasticité, sa capacité d'adaptation à une nouvelle situation étaient beaucoup plus fortes que ses points sensibles. Il a subi l'épreuve du feu de la guerre et est aujourd'hui, du point de vue purement économique, plus solide que jamais... Il y a trente ans, je comptais sur les crises chroniques. Depuis,**

le capitalisme a subi tant de crises... et en est sorti si bien, qu'il paraît économiquement parlant bien plus viable qu'il y a un demi-siècle. » Et Kautsky conclut, abandonnant ouvertement le matérialisme historique : « Les perspectives du socialisme ne dépendent pas de la possibilité ou de la nécessité d'un effondrement ou d'une catastrophe à venir du capitalisme, mais de l'attente légitime que le prolétariat sera assez fort, que les forces productives croîtront suffisamment [Mandel ne prend-il pas la peine de nous rappeler qu'il ne faut pas que les ouvriers soient le plus malheureux possible pour être révolutionnaires. O.B.] pour approvisionner les masses populaires en abondance... enfin, que les connaissances et la conscience nécessaire se développeront dans la classe qu'elle pourra assurer un emploi fructueux de ces forces productives. »

L'accession au socialisme n'est donc plus nécessaire, elle est toutefois possible si les travailleurs sont suffisamment conscients. Faut-il souligner davantage la parenté de ces vues avec celles de Mandel ? Kautsky a toutefois (en 1927 seulement, il est vrai) un avantage : il rompt ouvertement avec Marx.

Kautsky est cet objectiviste fataliste qui, dans la première partie de sa vie, a attendu du grand mécanisme de l'économie capitaliste, dont Marx avait décrit le fonctionnement automatique, qu'il produise à point nommé, éclairé peut-être par les commentaires érudits de Kautsky, le socialisme. Le mécanisme n'ayant pas fonctionné selon ses prévisions, le dé clic ne s'étant pas produit à temps, l'objectiviste Kautsky bascule du côté du subjectivisme, n'espère plus rien du grand automate économique, mais attend tout de la conscience de la classe ouvrière, conçue d'ailleurs elle-même de manière parfaitement mécaniste.

Concluons plutôt sur cette phrase de Marx qui, quelques lignes après le texte des **Grundrisse** en litige, reprend le même développement en anglais ; le

(73) *Le capital*, Ed. sociales, livre I, t. III, p. 205.

Croisé, ingénu, en cite un peu plus bas quelques lignes qu'il croit utilisables contre nous, mais pas, évidemment, la conclusion libellée comme si Marx avait tenu à dissiper toute équivoque :

Ces catastrophes récurrentes conduisent à leur répétition sur une plus grande échelle, ET FINALEMENT A SON RENVERSEMENT VIOLENT.

Le deuxième faux

Le Croisé le dénonce en ces termes :

Marx définirait le développement des forces productives sous le capitalisme comme « capacité d'enrichissement de l'individu social ». Extraordinaire conclusion, extraordinaire apologie du capitalisme ! Marx n'aurait jamais pensé qu'on lui attribuerait un jour une telle énormité. Ce qu'il dit, c'est que le développement des forces productives matérielles déjà élaborées sous la forme de capital fixe, comme pouvoir de la science, comme population, etc., crée les conditions de l'enrichissement de l'individu social. Mais ces conditions ne seront, d'après Marx, réalisées que par l'abolition du capitalisme, par l'avènement du socialisme. Loin d'identifier « forces productives » et « enrichissement de l'individu social » sous le capitalisme, Marx proclame que les deux s'excluent mutuellement sous ce mode de production, non seulement au XX^e mais même au XIX^e siècle. En veut-on la preuve ? Voici ce que nous lisons dans ces mêmes Grundrisse :

« Dans quelle mesure il (le capital), alors qu'il a tendance à accroître les forces productives de façon démesurée, uniformise, limite, etc., en même temps également la force productive principale, l'homme, voilà ce qui n'a pas sa place à cet endroit-ci » (page 325).

Les lambertistes connaîtraient-ils si peu *Le Capital* qu'ils ignorent que Marx a accusé le capitalisme de son époque (et non seulement celui de la nôtre) d'user, de saper, de manière destructive, les deux bases de la richesse, la nature et les hommes ? Les voilà amenés dans cette position inconfortable, où il leur est devenu impossible de défendre leur thèse absurde sur la stagnation des forces productives sans embellir le capi-

talisme du XIX^e siècle et, chemin faisant, falsifier outrageusement la pensée de Marx.

Nous avons tenu, une fois de plus, à reproduire tout cela intégralement quitte à en présenter, une fois encore, nos excuses au lecteur : comment faire autrement si nous voulons éviter d'être dénoncés comme calomnieurs, et pourtant mettre en lumière la mauvaise foi punique dont notre accusateur a fait preuve ?

Selon la Vérité, le texte litigieux de Marx caractérise les forces productives comme la « capacité d'enrichissement de l'individu social » — ce qui veut dire qu'elle prête à Marx la thèse selon laquelle, sous le capitalisme, le développement des forces productives implique l'enrichissement de « l'individu social » (des masses), et non seulement les conditions de leur enrichissement ! Or, la « capacité » de leur enrichissement ne signifie pas encore que cette capacité se réalise sous le capitalisme. Et la Vérité n'a pas dit que le développement des forces productives entraînait par lui-même et à lui seul la richesse de l'individu social !

Pas sérieux

Il est d'ailleurs assez clair que Mandel ne prend pas ici lui-même au sérieux ce qu'il écrit. Voilà qu'il reproche aux « lambertistes » d'ignorer que Marx accusait le capitalisme, dès le XIX^e siècle, de « saper de manière destructive... la nature et les hommes » — de manifester des tendances destructives, en un mot, ou d'utiliser destructivement les forces productives, ou encore de les transformer en forces destructives. Mais au fait — que sont devenues ces tendances destructives au XX^e siècle ? Car enfin, tout ce que nous disons, c'est que ces tendances à la transformation des forces productives en forces destructives ont toujours existé dans le capitalisme mais que, « à partir d'un certain point », elles prennent le pas sur les

tendances progressistes. Le point de vue de Mandel serait-il que le capitalisme manifestait des tendances destructives au XIX^e siècle, mais plus aujourd'hui — ou encore qu'on peut parler à son sujet de « **saper de manière destructive** », mais pas de « **tendances destructives** », moins encore de « **forces destructives** » ? Admirons plutôt une fois de plus l'art de la citation mandolino-croisée. **Immédiatement** après ce qu'il cite de la page 325 des **Grundrisse** pour nous enseigner que la tendance du capital à développer sans mesure les forces productives ne l'a jamais empêché de se retourner du même mouvement contre la force productive principale, l'homme — nous ne le savions pas, Ernest, sais-tu ? Nous croyions que le capital n'aurait pas su être si méchant ; pas avant que Lambert le lui permette en parlant de forces destructives en 1965. Oui, oui, sans rire ! En plus, des contraires identiques, nous ne savons pas comprendre ça, et nous n'y croyons pas, sais-tu ? Toi non plus, d'ailleurs —, **immédiatement après**, non pas dans la phrase suivante, mais **dans la même phrase**, après un point et virgule, on lit :

Par-dessus tout, il [le capitalisme] a tendance à borner les forces productives.

Et, en bas de la même page :

Le capitalisme tend donc continuellement d'un côté à sa propre dévalorisation, de l'autre à bloquer les forces productives et le travail s'objectivant en valeurs.

Marx, on le voit, avait une certaine suite dans les idées. Mandel aussi, d'ailleurs. Malheureusement, ce ne sont pas les mêmes idées...

Le troisième faux

Le voici dénoncé :

Marx rejeterait l'identification des forces productives avec le « montant de la production » ou « l'accumulation du capital ». Mais Marx nous donne dans les **Grundrisse**, à des dizaines d'endroits, une définition précise des forces productives : il les identifie avec la productivité du

travail, qu'il fait dépendre essentiellement du capital fixe (donc de l'accumulation du capital !). Au début de la citation que les infortunés éditorialistes ont eu le mauvais goût d'appeler à l'aide de leur dogme absurde, Marx affirme : « Les forces productives matérielles déjà présentes, déjà élaborées sous la forme du capital fixe ». Mais les **Grundrisse** contiennent tout un long passage (de la page 239 à la page 249) consacré au problème des forces productives et de leur accroissement, et nous n'avons que l'embarras du choix pour les citations :

.....

Page 246 : « **Plus le capital est déjà développé, plus il a déjà créé de surtravail, et plus terrible (sic) doit être la manière dont il développe la force productive, pour pouvoir assurer sa propre mise en valeur même dans des proportions réduites...** »

Page 247 : « **Comme tendance illimitée à l'enrichissement, il [le capital] tend vers un accroissement illimité des forces productives et le suscite effectivement. Mais d'autre part, tout accroissement de la force productive du travail... représente un accroissement de la force productive du capital, et du point de vue actuel, elle n'est force productive du travail que dans la mesure où elle est force productive du capital.** »

Or, ce développement des **Grundrisse** — qui va de la page 239 à la page 247, et non 249 — est consacré, non au problème « des forces productives » en général, mais à celui de l'origine de la tendance du capitalisme à développer sans limite les forces productives, notamment la productivité du travail.

Productivité et plus-value

Marx y démontre, avec de nombreux exemples numériques, que la plus-value croît beaucoup moins que la productivité du travail. Supposons par exemple que, sur une journée de travail de huit heures, il y ait d'abord deux heures de travail nécessaire, six heures de travail non payé. Si la productivité du travail produisant des moyens de subsistance pour les ouvriers double, il n'y

a plus qu'une heure de travail nécessaire (la moitié de deux heures), donc sept heures de surtravail gratuitement fourni au patron, au lieu de six. Comme la plus-value est proportionnelle au surtravail, celle-ci n'a donc augmenté que de 1/6, alors que la productivité avait doublé.

D'où résulte la tendance du capitalisme à développer de façon illimitée les forces productives. En quoi l'existence de cette tendance marque-t-elle un point pour le Croisé contre nous ? Nous ne le saurons pas.

Il nous fournira cependant une nouvelle occasion d'admirer l'art inimitable avec lequel il cite. Les lignes qu'il reproduit de la page 247 des *Grundrisse* constituent l'alinéa de conclusion du passage sur « les forces productives ».

L'alinéa précédent dit :

(Toutes ces propositions ne sont valables qu'au point de vue qui est actuellement le nôtre, dans cette abstraction pour le rapport [entre le salaire et le produit du travail]. D'autres relations interviendront ultérieurement, qui les modifieront de façon importante. Le tout, pour autant que cela peut se faire entièrement dans la généralité, appartient déjà à la théorie du profit.)

Autrement dit, interviendra alors la tendance à la baisse du taux de profit, et la tendance du capital, qui en découle, à entraver le développement des forces productives...

Maintenant, la tentative de faire de Marx un formaliste qui « identifie » des concepts, et, de plus, réduit les catégories socio-économiques à n'être que des grandeurs physiques mesurables n'a que des chances limitées de réussir.

Les forces productives existant « sous la forme du capital fixe » ? Cela ne signifie pas qu'elles n'ont pas eu et n'auront pas d'autres formes d'existence, au contraire. Le capital n'est d'ailleurs pas une chose, mais un rapport social contradictoire ; le capital fixe également. Nous avons vu ailleurs Marx « identifier » la « force productive principale »

avec l'homme, qui n'est en tout cas pas du capital fixe — avec la classe révolutionnaire, qui ne l'est pas non plus.

Dialectique de l'identification

Marx « identifie » la « force productive » à la « productivité du travail », grandeur mesurable (tant d'objets produits par unité de temps) ? Mais ces « objets utiles » prennent la forme de marchandises, et leur valeur d'usage ne peut être attestée à l'avance, seul le marché pourra la ratifier en disant si elles satisfont un besoin social — besoin lui-même produit dans le cadre des rapports sociaux (antagonistes) donnés. La productivité du travail, en régime capitaliste, se dédouble d'ailleurs comme le travail lui-même dont elle est une détermination. Dans le cadre du mode de production capitaliste, la productivité du travail, nous dit Marx, apparaît comme celle du capital, et est celle du capital. Mais la seule mesure de la productivité du capital, c'est le taux de profit...

N'avons-nous pas vu également Marx, à un autre endroit, « identifier » les forces productives à l'un des côtés, d'ailleurs antagoniste de l'autre, de l'évolution de l'individu social... ?

« Marx nous donne... une définition précise des forces productives », écrit le Croisé. Engels et Marx ont pourtant pris le soin de nous mettre en garde contre la recherche de « définitions précises » chez celui-ci. Le Croisé n'est visiblement pas au courant. Il préfère sans doute la méthode « génético-évolutive » du célèbre *Traité* à la méthode dialectique de Marx. Il a perdu ici la seule occasion de mettre en défaut le texte qu'il attaque dans *la Vérité*, celle-ci ayant eu le tort d'écrire elle-même : « le texte que nous venons de citer définissant [les forces productives]... comme la capacité "d'enrichissement de l'individu social". »

En français, où « définir » est presque toujours employé dans un sens formel,

c'est tout à fait incorrect. Il aurait fallu mettre par exemple « caractérisant » à la place de « définissant ».

En logique dialectique, on ne peut « identifier » que des contraires, qui, sitôt identifiés, se repoussent en position antagoniste. Mandel, sous quelque pseudonyme que ce soit, l'ignore manifestement. Et cet homme passe, dans bien des milieux, pour un profond théoricien marxiste...

Le capital gelé sous la forme du stock américain de bombes thermo-nucléaires, dont la valeur d'usage est l'aptitude à détruire cent fois toute vie sur la planète — quel besoin social, quel besoin de l'humanité vivant en société satisfait-il ? C'est une force productive ? Oui, répondent sans hésiter Weber et Mandel. Le point de vue de Marx — que l'on se rappelle, entre autres choses, son « identification » du travail humain à la médiation du rapport éternel entre l'homme et la nature — serait sensiblement différent...

Rôle de l'économie d'armement

Marx a précisé, concrétisé son pronostic historique depuis *L'idéologie allemande* jusqu'au *Capital*. Il a annoncé qu'« arrivé à un certain point », le capitalisme, qui combinait dans sa période d'ascension une tendance à l'expansion illimitée des forces productives et une tendance à en entraver le développement, verrait cette dernière prendre le dessus.

Les tendances destructives, qui, nous l'avons vu, l'accompagnaient depuis son origine, se manifestant particulièrement, mais pas exclusivement, dans les crises périodiques de sa maturité, commencent alors à prendre le pas sur ses tendances progressistes.

L'analyse du « capital en général » (catégorie la plus abstraite, qui contient, comme des déterminations particulières, le capital individuel et le capital de la société entière, ou capital social), à laquelle se consacrent les *Grundrisse* et

les livres I et II du *Capital*, ne permet évidemment pas de préciser quand advient concrètement, dans l'histoire réelle du capitalisme, ce « point » ; le livre III non plus, bien qu'il marque une étape dans la voie de l'utilisation des lois découvertes dans l'étude du « capital en général » afin d'analyser le capital dans « sa réalité historique concrète ». C'est la généralisation de la domination des monopoles, coïncidant avec l'extension de l'empire du capital impérialiste à la planète tout entière, qui marque ce « point », avec l'irruption de la première guerre impérialiste mondiale, signalant que le capitalisme avait préféré les destructions de la guerre à celles de la grande crise qui le menaçait. Et la forme spécifique que prendra le développement des forces destructives dans la période d'agonie prolongée du capitalisme apparaît en même temps dans toute son ampleur.

La description que nous fait Germain des conditions dans lesquelles, si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir, la bourgeoisie parviendra finalement à connaître une nouvelle période d'expansion, mérite d'être rappelée ici : S'il [le prolétariat] laisse passer cette occasion, il s'ensuit une longue période de convulsions à la fin de laquelle la bourgeoisie impérialiste pourra élever le taux de profit, grâce à une hausse considérable du taux de la plus-value, grâce à une surexploitation du prolétariat incapable de se défendre ; telle fut précisément la fonction objective du fascisme et de la deuxième guerre mondiale.

Elle mérite d'être rappelée, disions-nous, parce qu'elle constitue une bourde de première grandeur de notre économiste distingué ! Nombreux sont les adversaires de la loi de la tendance à la baisse du taux de profit qui, en dernier lieu Joan Robinson et Paul Sweezy notamment, ont soutenu que cette loi ne voulait rien dire, puisque le taux de profit dépendait de deux variables, la composition organique c/v et le taux de la plus-value p/v , si bien qu'une hausse de la seconde pouvait toujours compenser une hausse de la première.

Nous avons vu plus haut qu'il n'en était rien ; et que, si le progrès technique se poursuivait, aucun accroissement du taux d'exploitation ne pourrait finalement empêcher le taux de profit de baisser. Marx y a d'ailleurs consacré pas mal d'explications, notamment dans le livre III du **Capital**. Or, que l'éminent économiste « marxiste » semble l'ignorer est, somme toute, fâcheux, mais ne survient pas par hasard. C'est seulement par le développement d'une branche de l'économie — celle des armements — dont le produit est entièrement soustrait à l'économie, qui ne rentre dans le cycle ni comme moyen de consommation ni comme moyen de production, et vit en parasite, en consommant des moyens de subsistance et des moyens de production sans rien rendre en échange, que la bourgeoisie peut se débarrasser du poids d'un surplus invendable de moyens de consommation et de production. C'est seulement par la destruction massive de capitaux productifs, de forces productives — que prépare précisément le stockage de moyens de destruction — qu'elle peut « assainir l'économie » et retrouver un taux de profit plus satisfaisant. La surexploitation, qui accompagne généralement l'économie de guerre, n'y suffirait par elle-même en aucun cas.

Que Germain, qui donne comme exemples le fascisme et la deuxième guerre mondiale, passe néanmoins ici sous silence (il en parle ailleurs, c'est sûr) le rôle économique de la transformation des forces productives en forces de destruction dans la manière dont la bourgeoisie est enfin parvenue à mettre un terme à la grande crise économique commencée en 1929, c'est à la fois sidérant et normal.

Economie d'armement et économie de guerre

Dans son **Traité**, il avait envisagé exclusivement une économie de guerre, dans laquelle le prélèvement fait par la branche des armements sur le reste de l'économie dépassait le surplus produit par celle-ci, bientôt entraînée dans une reproduction rétrécie — mais le cas où

les armements, tout en prenant une ampleur croissante, ne prélèvent sur le reste de l'économie que le surplus (ou une partie du surplus) qui resterait invendable autrement, celui-là, Mandel veut l'ignorer ; cependant que Germain reproche aux « lambertistes » de ne pas voir que la production en moyens de production et de consommation a cru en même temps que les armements se développaient ! Quel est l'élément qui entraîne tous les autres, quel est le volant d'équilibre de l'économie entière, c'est ce qu'il veut ignorer ! Et cela suffirait à prouver qu'en écrivant, à son propos et à celui de quelques autres : « ignorant... le rôle titanesque nouveau du militarisme... **dans l'absence de crises majeures de l'économie capitaliste depuis trente ans** », la Vérité ne calomniait nullement Mandel, et que le Croisé, en accumulant pour répliquer les citations de Mandel où « il est question » du militarisme, passe sciemment à côté de la question.

La démonstration détaillée du parallélisme de la croissance des armements et de la croissance du produit national dans les pays impérialistes après la deuxième guerre mondiale, les conséquences du financement des armements par l'inflation, et le rôle des armements comme cause essentielle de l'inflation, tout cela a été étudié dans le précédent numéro de **la Vérité**. Les contradictions ainsi écartées ressurgissent, plus menaçantes, la « crise monétaire » se développe comme la forme spécifique prise dans ces conditions par les signes annonciateurs d'une crise majeure de l'économie. Pour y pallier, il faudrait, d'une part, accroître les armements, ce qui, cette fois, déboucherait sur l'économie de guerre ; mais, d'autre part, les conditions politiques n'en sont pas réalisées. Tel est le dilemme qui se pose à l'impérialisme américain, cependant que, par tout, l'initiative appartient à la classe ouvrière... et que Mandel **parle des armements**, entre autres choses.

Finalement, beaucoup de bruit pour rien, cette croisade et la réplique !

Pour rien ? Après tout, c'est au lecteur qu'il appartient d'en juger.

TABLE DES MATIERES DETAILLEE

A nos lecteurs	1
Stéphane Just. — Ampleur et limites de la coopération contre-révolutionnaire	5
Constat de faillite	5
Différer l'heure de la vérité	8
Pas d'issue pour la bourgeoisie sans affrontement avec le prolétariat	9
La grève de la General Motors et la « question historique » de l'impérialisme américain	11
Des grandes grèves à la question du pouvoir	14
Attaque concentrée contre le prolétariat polonais	18
Pologne : pointe avancée de la révolution en Europe	21
Une coopération contre-révolutionnaire exemplaire : le Bengale	24
Dans le jeu contre-révolutionnaire triangulaire, l'impérialisme américain a l'initiative	25
Ampleur et limites de la coopération contre-révolutionnaire	30
Le « mouvement pratique » du prolétariat et ses contradictions	32
Marxisme formel, idéologique et crise de la IV ^e Internationale	35
Crise et reconstruction de la IV ^e Internationale : problèmes de la lutte des classes	37
Jean-Jacques Marie. — Après le congrès de la Fédération de l'éducation nationale	40
Motion du congrès de la F.E.N. sur la défense des libertés	51
Czeslaw Bobrowski. — Premier pas de la révolution socialiste en Europe, la révolution politique a commencé en Pologne (Deuxième partie)	53
Nouvelle vague de grèves	55
Développement des conseils	57
En octobre 1956	59
L'expérience de quatorze ans	60
Gierek face aux ouvriers	61
Les intellectuels, en 1956 et aujourd'hui	63
Journalistes et enseignants	65

« Le problème de la jeunesse »	67
L'expérience de mars 1968	69
Quelles garanties ?	71
La lutte au sein de l'appareil	72
Le VI ^e congrès du P.O.U.P.	74
La lettre d'Ochab	77
L'enjeu du combat	78
La « gauche d'Octobre »	80
Vers la révolution européenne	82
Déclaration finale de Boukovski avant sa condamnation	84
Bulletin d'adhésion au Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques en Europe de l'Est	88
Préparation de la 4^e Conférence du comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.	
Tribune de discussion	89
La lutte pour le Front unique et le gouvernement ouvrier en Espagne	89
Etienne Laurent. — Pour ouvrir la discussion	93
L'effort accompli... 94. — Un boycott clair et net... 96. — La grève générale politique... 97. — Tournant radical... 99. — Montée révolutionnaire et organisations traditionnelles... 101.	
Front unique, pouvoir politique et parti (traduit de la Aurora n° 3, juillet-août 1971)	102
L'Etat-Commune et la continuité de la lutte ouvrière... 102. — La construction du parti et le combat de la classe... 106. — Le Front unique pour les libertés syndicales, le congrès ouvrier pour la centrale unique des travailleurs, l'Alliance ouvrière pour un gouvernement des travailleurs, autant de compo- santes de la constitution du prolétariat en classe... 109. — La politique gauchiste contre le Front unique prolétarien... 113. — Front unique et pouvoir politique: L'Alliance ouvrière, le gouvernement de tous les travailleurs, les conseils ouvriers... 115. — La construction du parti et le Front unique: la place de « Proletario » dans la lutte des classes... 118.	
Filemon Escobar. — L'assemblée populaire: une conquête et ses enseignements	121
1. Portée continentale de la révolution bolivienne... 121. — 2. Assemblée populaire... 124.	
Gérard BLOCH. — Un acte scissionniste contre le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.	
Des efforts patients... bien mal récompensés	130
La première session de la préconférence	132
Une diversion « philosophique »... 133. — La résolution de la préconférence... 134.	

Un échange de lettres Lambert-Healy et un article de Workers Press	136	
Lambert à Healy... 136. — Quelques brèves remarques... 137. — Dans l'attente d'un document de la S.L.L.... 138. — Healy à Lambert... 139. — Dialectique de nos relations... 140. — Les jeunes et le fractionnisme... 140. — Le même jour, Gerry Healy... 141. — 1963 : La « commission paritaire »... 143. — Schachtmanistes et pablistes... 144.		
Une lettre du C.C. de l'O.C.I. au C.C. de la S.L.L. ..	145	
Le « travail fractionnel » de Berg... 145. — Les « jeunes » et les « vieux »... 146. — Une affaire très grave... 147. — ... qui cachait autre chose... 147. — Responsabilités de l'O.C.I. et de la S.L.L.... 148. — Les « difficultés des sections »... 149. — La préconférence a caractérisé le pablisme... 150. — Le C.I., opposition de gauche du S.U. ?... 151. — Les conditions objectives et la nature des organisations... 152. — « Nous sommes prêts »... 154. — Urgence de la discussion au sein du C.I.... 155.		
L'amendement de la S.L.L. à Essen	156	
Jeunesse de la philosophie... 156. — Dégradation dogmatique du marxisme... 157. — Matérialisme dialectique et programme de la IV ^e Internationale... 159.		
Août 1971 : le rapport de Lambert sur la philosophie marxiste concluant le camp de la S.L.L.	160	
La position du prolétariat en philosophie... 161. — L'individuel et l'universel... 162. — Préhistoire du pablisme... 163. — La mystification objectiviste... 164.		
Premières conclusions	166	
COMPTES RENDUS	168	
Antonio Gramsci (Pierre Brabant)... 168. — Sur la Chine (P. B.)... 177.		
NOTES DE LECTURE	183	
Maître Langlois diffame la police en quatre pages (G. B.)... 183. — Le P.C.F. contre l'enseignement technique public (S. B.)... 188. — Visage de la « coexistence » (D. J. M.)... 193.		
LETTRES A "LA VERITE"	195	
Le trotskysme vu par un maoïste... ou la queue de Staline (Kostas Mavrakis et Jean-Jacques Marie)... 195. — Un exemple à suivre (Jean-Claude, 94 - Orly)... 207. — Faire le point sur le gouvernement ouvrier (J.-C. B., 83 - Fabregas, La Seyne)... 207. — Le point de vue d'une étudiante préparatoire (Laurence M., 94 - Arcueil)... 208. — La vérité, toute la vérité (H. Hochard, 44 - Saint-Herblain)... 211.		
Octave Boisgontier. — Le Croisé sans visage (II). Le pronostic historique de Marx. La question des forces productives		213
I. — Le socialisme est-il « nécessaire » ou « possible » ?		216
De la notion de « falsification »... 216. — La fonction particulière du pablo-mandelisme et sa méthode... 218. — L'indéfendable Weber... 219. — et son premier faux... 220. — ...qui n'est		

pas gratuit... 221. — La nécessité du socialisme et la place du parti révolutionnaire... 222. — Mandel, héraut du possible... 224. — Engels, théoricien de la nécessité... 224. Hasard et nécessité dans la nature et dans l'histoire... 225. — Le contingent, forme sous laquelle la nécessité se manifeste... 228.

II. — La question des forces productives 230

Le point de vue de Barbe... 230-231. — Le point de vue d'Ernest Germain... 231. — Hélas!... son visage n'était que trop connu... 233. — Germain dans l'univers de la contingence absolue... 233. — Où Henri Weber manie les concepts... 235. se surpasse... 236. — met les « lambertistes » au désespoir... 236. — est en proie à Çiva... 237. — et oublie même ce qu'il sait... 238. — Le point de vue de Trotsky... 240. — Lénine contre Trotsky... 241. — Le double fondement du matérialisme historique... 243. — Trotsky sur une nouvelle époque d'expansion capitaliste... 244. — Weber définit les forces productives... 245. — La conception technologiste (quantitativiste) des forces productives... 246.

III. — La conception marxiste des forces productives et sa caricature positiviste 249

La valeur d'usage comme catégorie économique... 249. — Composition organique du capital et valeur d'usage... 251. — Les forces productives sont-elles des choses?... 252. — « Le plus grand pouvoir productif... » ... 253. — Forces productives et travail utile... 255. — Forces productives et capital productif... 257. — Quelques symptômes... 258. — Un cas de « délire sectaire »... 259. — La grande misère des services publics aux Etats-Unis... 260. — De mal en pis... 261. — Un étonnant florilège... 262. — Le seul obstacle est politique... 263. — Un exemple... 264. — La candeur de Weber... 265. — Marx et l'environnement... 265. — Weber ou le joyeux boomerang... 266. — Le socialisme dans un seul pays... 267. — Forces productives nationales?... 268. — Déviation du « délire lambertiste »... 268. — La méthode du pablisme... 269. — Progrès de la pensée de Marx... 270. Capital constant, capital variable, plus-value... 271. — Le taux de profit... 271. — Productivité du travail et composition organique du capital... 273. — Contre la baisse du taux de profit... 274. — Taux de profit et taux de la plus-value... 274. — Travail mort et travail vivant... 276. — Marx : le capitalisme produit trop peu... 277.

IV. — Marx falsifié trois fois 279

Le texte litigieux... 279. — Le commentaire « falsificateur » de la Vérité... 280. — Le premier faux... 280. — Un texte fort clair... 281. — ...à une condition... 281. — Marx et les crises... 282. — Mandel et les crises... 283. — La « loi la plus importante de l'économie »... 283. — Un Croisé dialecticien... 284. — L'éditorialiste de la Vérité n° 551 passe aux aveux... 285. — L'austro-trotskyisme et ses précurseurs... 286. Le deuxième faux... 288. — Pas sérieux... 289. — Le troisième faux... 289. — Productivité et plus-value... 290. — Dialectique de l'identification... 290. — Rôle de l'économie d'armement... 291. — Economie d'armement et économie de guerre... 292.

